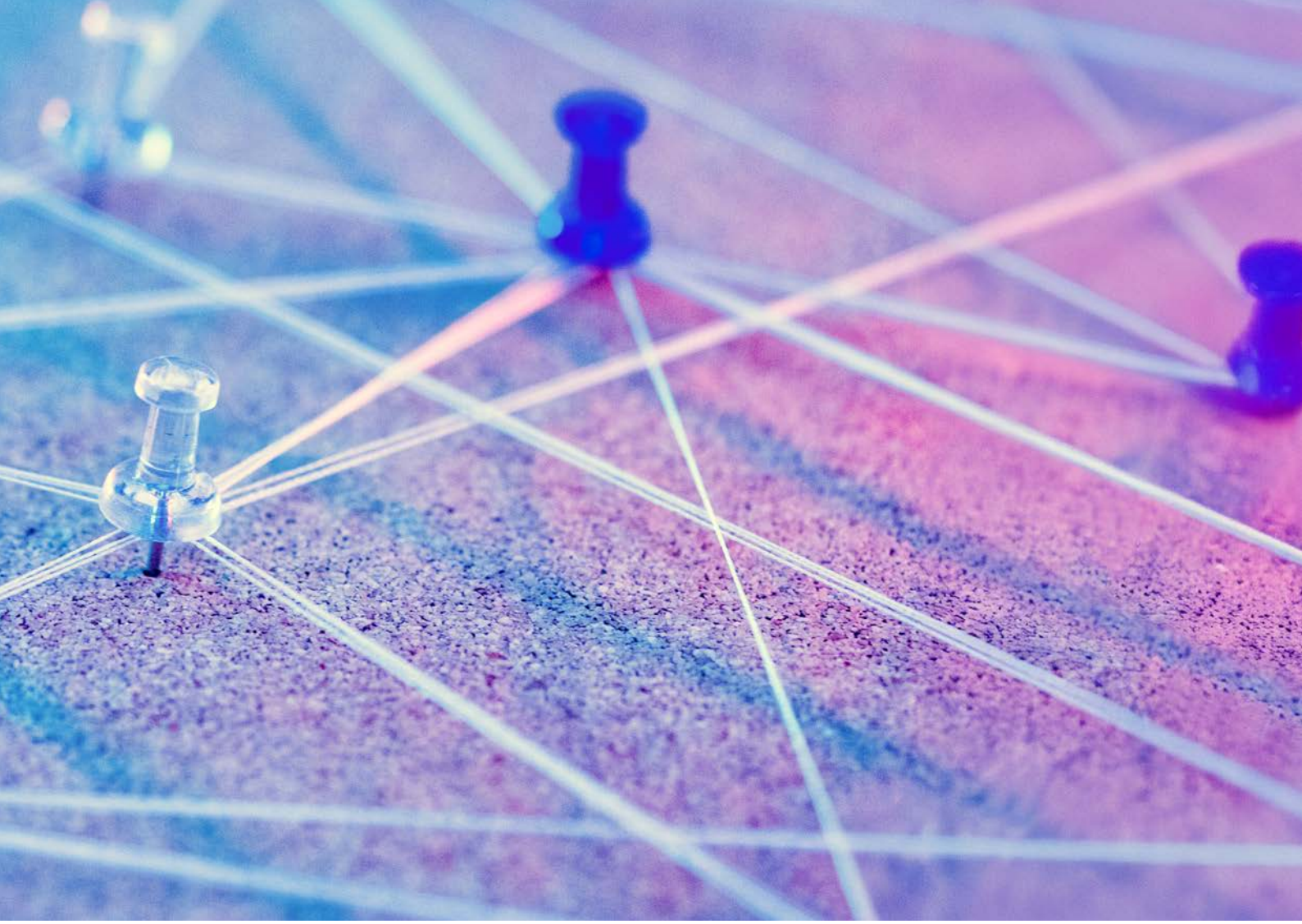

COMPRENDRE LA POLYCRISE

PRÉCIS DE LUCIDITÉ POUR NÉGOCIER UN TOURNANT HISTORIQUE

open diplomacy

Sous la direction de: Thomas FRIANG

Co-auteurs: Bastien BEAUDUCEL, Patrick CHEVALLEREAU, Elisa FAMERY, Thomas FRIANG, Juliette MARCEAUX, Laurence MONNOYER-SMITH, Dr. Elise ROUSSEAU, Charles-Auxence TELLE, Xavier TIMBEAU et Dr. Michel WAKIM

COMPRENDRE LA POLYCRISE

PRÉCIS DE LUCIDITÉ POUR NÉGOCIER
UN TOURNANT HISTORIQUE

INTRODUCTION

« Polycrise » : un concept essentiel pour comprendre la bascule historique qui s'opère 8

SECTION 0

Comprendre la polycrise, comprendre la bascule historique 20

INTUITION GÉNÉRATRICE 22
FRESQUE DE LA POLYCRISE 24
TABLEAU PANORAMIQUE 26
RUPTURE STRATÉGIQUE 28
CHANGEMENT D'ÉPOQUE 30
RECONFIGURATION SYSTÉMIQUE 32
BASCULE HISTORIQUE 34
ÉTAT DE SIDÉRATION 36

SECTION 1

Comprendre la polycrise, comprendre la crise géopolitique 40

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 42
VUE D'ENSEMBLE 44
DONNÉES CLÉS 53

ENTRETIENS

Entretien #1.1 avec **Elie Tenenbaum** 55
Entretien #1.2 avec **Françoise Thom** 67
Entretien #1.3 avec **Alain Le Roy** 81
Entretien #1.4 avec **Emmanuel Véron** 95
Entretien #1.5 avec **Pierre Razoux** 108
Entretien #1.6 avec **Nicolas Hénin** 122
Entretien #1.7 avec **Philippe Perchoc** 137
Entretien #1.8 avec **Jean-Charles Larsonneur** 149
Entretien #1.9 avec **William Molinié** 164

SECTION 2

Comprendre la polycrise, comprendre la crise écologique 176

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 178

VUE D'ENSEMBLE 180

DONNÉES CLÉS 190

ENTRETIENS

Entretien #2.1 avec **Antoine Pellion** 192
Entretien #2.2 avec **Virginie Dumoulin** 199
Entretien #2.3 avec **Emma Haziza** 212
Entretien #2.4 avec **Barbara Pompili** 220
Entretien #2.5 avec **Sylvain Sourisseau** 232
Entretien #2.6 avec **Chantal Jouanno** 241
Entretien #2.7 avec **Diane Simiu** 249
Entretien #2.8 avec **Eva Morel** 256

SECTION 3

Comprendre la polycrise, comprendre la crise socio-économique 264

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 266

VUE D'ENSEMBLE 268

DONNÉES CLÉS 274

ENTRETIENS

Entretien #3.1 avec **Sylvie Matelly** 276
Entretien #3.2 avec **Ludovic Subran** 282
Entretien #3.3 avec **Éric Chaney** 288
Entretien #3.4 avec **Julien Malizard** 294
Entretien #3.5 avec **Jean Pisani-Ferry** 300
Entretien #3.6 avec **Irénée Régnauld** 305
Entretien #3.7 avec **Hubert de Vauplane** 314
Entretien #3.8 avec **Laurent Babikian** 324
Entretien #3.9 avec **Pascal Lamy** 332
Entretien #3.10 avec **Laure De Roucy-Rochegonde** 338

SECTION 4

Comprendre la polycrise, comprendre la crise politique **348**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 350

VUE D'ENSEMBLE 352

DONNÉES CLÉS 361

ENTRETIENS

Entretien #4.1 avec **Alexis Chabot** 363
Entretien #4.2 avec **Emmanuel Rivière** 371
Entretien #4.3 avec **Vincent Cocquebert** 382
Entretien #4.4 avec **Maxime Sbaihi** 392
Entretien #4.5 avec **Thomas Huchon** 402
Entretien #4.6 avec **Caroline Ibos** 412

CONCLUSION

Face au kairos de la polycrise, un nouvel ethos démocratique est nécessaire **422**

Références bibliographiques 429

10 Co-auteurs 447

33 Contributeurs 450

« Polycrise » : un concept essentiel pour comprendre la bascule historique qui s'opère

La montée en puissance de la prospective face aux crises multiples 10

La polycrise : un concept pour nommer, analyser, gérer et … anticiper 12

Notre approche : comprendre la polycrise à travers quatre crises matricielles 14

La crise géopolitique : le retour des rapports de force et la fin des illusions de stabilité 15

La crise écologique : transformation entravée et fracture du rapport au réel 16

La crise économique : vulnérabilité systémique et quête d'autonomie stratégique 17

La crise politique : le vide du sens et la fatigue démocratique 18

Une prospective de la lucidité 19

Les dernières années ont **bouleversé nos certitudes** sur la stabilité du monde. Nous avions imaginé les **crises successives** comme des parenthèses, mais leur **enchevêtrement et leur simultanéité** font qu'elles s'imposent désormais comme un **nouvel état du réel**. Alors que les conséquences des crises passées s'imposent encore au présent par leurs rémanences, leur persistance, de nouveaux chocs surviennent et brouillent nos points de repères au point d'incapacité la décision publique et le choix démocratique.

Nous avons voulu interroger cette **profonde transformation**. Pourquoi les sociétés contemporaines semblent-elles condamnées à **l'urgence** ? Comment penser **l'action dans un monde où les crises se nourrissent les unes des autres** ? Ces questions, qui traversent les institutions, les entreprises et les citoyens, forment le point de départ du travail qu'a mené l'Institut Open-Diplomacy en amont de sa présidence française du G7 en 2026, donc et la troisième présidence du Y7 que notre think-tank va conduire.

Notre démarche s'inscrit dans le champ de la **prospective**, non pour ajouter un rapport de plus à une production déjà foisonnante, mais pour **proposer une lecture transversale et originale des mutations à l'œuvre**. Nous faisons le choix de regarder les **dynamiques d'interdépendance qui relient des phénomènes en apparence distincts**. Cette étude n'a pas la prétention de tout couvrir, ni d'apporter des solutions définitives. Elle vise plutôt à **offrir un cadre d'intelligibilité commun**, permettant de comprendre comment les crises s'agrègent, se renforcent et finissent par redessiner nos horizons collectifs.

Cette entreprise pourrait paraître pousser le pessimisme à l'extrême, au point d'aboutir à des résultats totalement décourageants. Si l'horizon est sombre, notre objectif n'est pas catastrophiste : motivés par un profond désir de renouer avec le progrès, armés d'une rigueur méthodique pour cerner les menaces, nous avons pris le risque de « repartir du réel pour aller à l'idéal ». **Penser la polycrise, c'est admettre que l'incertitude est le lot de notre situation politique contemporaine et qu'il ne sert à rien de la nier.** C'est aussi refuser la fascination du désastre en cherchant, derrière la succession des ruptures, les logiques systémiques qui les relient et les moyens d'agir malgré elles.

Nous suggérons que la polycrise ne désigne **pas une simple addition de menaces. Elle décrit un monde où les crises – géopolitiques, écologiques, économiques, politiques – s'amplifient mutuellement au point de produire un changement d'époque**. Dans cet environnement, l'action publique ne peut plus se contenter de gérer des urgences sectorielles. Elle doit apprendre à naviguer dans la complexité, à articuler le court et le long terme, à anticiper les enchaînements plutôt que les événements isolés.

En donnant corps au concept de polycrise, notre étude cherche à **ouvrir un espace de réflexion où lucidité et responsabilité se rencontrent**. Loin de toute complaisance catastrophiste, elle assume un pari : de la conscience des fragilités naîtra une source d'action.

La montée en puissance de la prospective face aux crises multiples

La multiplication des crises des dernières années a suscité une production particulièrement dense de rapports prospectifs en France, en Europe et au niveau international. À l'Institut Open Diplomacy, nous lisons cette floraison comme le signe d'une **prise de conscience** : un environnement durablement instable requiert non seulement des réponses politiques ponctuelles, mais aussi une **capacité collective d'anticipation**. En effet, l'objectif commun de ces rapports est de fournir aux décideurs publics, aux acteurs économiques et aux citoyens des clés de lecture permettant de s'orienter dans un environnement marqué par l'incertitude.

En France, plusieurs institutions publiques ont récemment souligné l'urgence de réintroduire le temps long dans l'action publique. **L'Étude** annuelle 2025 du **Conseil d'État** insiste sur **la nécessité de surmonter la « dictature de l'urgence » et de redonner toute sa place à la planification prospective dans la décision politique**. Dans le champ de la sécurité et de la défense, l'actualisation 2025 de la **Revue Nationale Stratégique constate une « imbrication des crises »** caractérisée par l'extension simultanée des champs de conflictualité (guerre en Ukraine, Moyen-Orient, Afrique) et par une rupture technologique sans précédent, de l'intelligence artificielle au spatial. Du côté des politiques environnementales, le **troisième Plan national d'adaptation au** changement climatique (PNACC-3) pose la **perspective d'une France à +4°C en 2100 et souligne l'impératif d'intégrer dès aujourd'hui cette trajectoire dans toutes les politiques publiques**. Enfin, le scénario AME 2024 de **l'ADEME** actualise les projections climatiques et énergétiques en intégrant les récentes mesures réglementaires et industrielles, confirmant **la profondeur des transformations à venir**. Conçu comme un outil d'aide à la décision, il illustre concrètement l'ampleur des transformations structurelles nécessaires pour atteindre la neutralité carbone, en interrogeant à la fois nos choix technologiques, économiques et sociétaux. Ces travaux, bien qu'inscrits dans des domaines différents, dessinent un socle commun : la conviction qu'aucune politique publique ne peut plus être conçue sans tenir compte d'un horizon de long terme.

À l'échelle européenne, la **Commission européenne** a publié en 2025 son **Rapport de prospective stratégique** consacré à la notion de Résilience 2.0. S'appuyant sur les leçons de la pandémie et de la guerre en Ukraine, ce document insiste sur **la nécessité de dépasser une approche purement réactive des crises pour entrer dans une logique proactive**, capable d'anticiper des scénarios multiples et de **renforcer l'autonomie stratégique de l'Union**. L'Union est confrontée à un « monde plus imprévisible que jamais », marqué par la superposition des bouleversements géopolitiques, climatiques, technologiques et démographiques. Dans cette perspective, la résilience est définie comme la capacité à « rebondir en avant » (bounce forward), en transformant les structures plutôt qu'en restaurant le statu quo.

Les grandes organisations internationales livrent également des analyses convergentes. **La Banque mondiale**, dans ses Perspectives économiques mondiales de juin 2025, annonce une **phase durable de faible croissance, aggravée par les tensions géoéconomiques**. La **CNUCED**, dans son rapport Trade and Development Foresights 2025, insiste sur **l'accroissement de l'incertitude et la montée des vulnérabilités systémiques des pays en développement** La 20e édition du Global Risk Report, du **Forum économique mondial**, met en évidence **l'accélération des « risques interconnecté »** : conflits, polarisation sociétale, désinformation alimentée par l'intelligence artificielle et crise climatique. Enfin, **l'Atlantic Council**, avec son rapport Global Foresight 2025, propose des scénarios mondiaux à horizon 2035, incluant **la possibilité d'un « ordre international réticent », d'une Chine dominante ou encore d'un monde gouverné par un climat de peur**. Tous ces travaux insistent sur le **caractère systémique et global des menaces**. Le diagnostic est fort : l'incertitude est désormais structurelle, **les crises s'accumulent et s'amplifient mutuellement**.

De ce panorama émerge une **triple tendance**. Premièrement, nous l'avons dit, la **réhabilitation du temps long comme impératif de l'action publique**. Le court-termisme est, en effet, désormais considéré comme un risque en soi. Deuxièmement, **la reconnaissance de l'encastrement des crises**, qu'il s'agisse de sécurité, de climat ou d'économie. Troisièmement, **l'insistance sur l'incertitude radicale et la difficulté à prévoir** : les institutions privilégient aujourd'hui des scénarios contrastés plutôt que des trajectoires linéaires.

S'il est vrai que ces travaux éclairent chacun une facette décisive de l'époque dans laquelle nous vivons, **la dynamique cumulative** entre les différentes crises est **rarement théorisée comme agent d'une rupture stratégique, voire d'une bascule historique**. En effet, certains font le choix de se concentrer sur un aspect des crises actuelles, qu'il soit militaire, climatique ou économique, sans explorer systématiquement ses interconnexions avec d'autres secteurs. Or, c'est précisément dans **les connexions entre ces crises que réside le caractère inédit de la période**. Pour d'autres, la logique reste principalement réactive. Qu'il s'agisse de promouvoir la planification, de renforcer la défense ou d'accroître la résilience institutionnelle, l'enjeu est surtout **d'absorber ou de contenir les chocs, plus que de penser leur dynamique cumulative**. Enfin, la difficulté de nommer le changement d'époque demeure un enjeu majeur. Certaines analyses parlent de « divisions », d'autres « d'incertitudes radicales » ou « d'ordre international réticent ». Mais ces catégories restent descriptives, sans offrir une véritable clé de lecture partagée de l'espace public.

La notion de polycrise prolonge et articule ces analyses. L'Institut Open Diplomacy a pour ambition de proposer **un cadre prospectif où l'enchevêtrement des crises,** souvent perçu comme une fatalité, est **reconceptualisé en basculement d'époque**. Notre étude ne se substitue donc pas aux approches existantes, mais les relie dans une intelligibilité commune. En ce sens, la **polycrise** offre aux décideurs et aux citoyens une boussole intellectuelle, un outil pour dépasser un présent anxiogène et redéfinir un cap collectif de l'action publique.

La polycrise : un concept pour nommer, analyser, gérer et… anticiper

L'histoire montre que les grandes transitions collectives s'organisent souvent autour de **concepts capables de condenser leur complexité en une image commune**. Ainsi, la notion de « **révolution** » au **XVIIIe siècle** a rassemblé les tensions politiques, sociales et économiques dans une figure partagée de rupture fondatrice. Celle de **« nation »** au **XIXe siècle** a donné sens aux luttes d'indépendance et aux bouleversements sociaux de l'époque. L'idée de **« progrès »** a permis de **penser ensemble les mutations techniques et politiques de la Révolution industrielle**. En Inde, le **« swaraj »** porté par Gandhi a donné **forme à la lutte contre la domination britannique en unissant dimension politique, sociale et spirituelle**. La **« négritude »**, initiée par Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor, a **valorisé l'identité noire comme levier de libération culturelle et politique**. Le **« panafricanisme »**, pensé depuis la diaspora et repris dans de nombreux mouvements d'indépendance, a **fédéré les luttes anticoloniales autour d'une solidarité continentale**. En Afrique du Sud, **l'« ubuntu »** a offert une **vision de l'humanité partagée** qui a guidé les efforts de réconciliation après l'apartheid. Autrement dit, des concepts-synthèses ont eu tendance à rendre visibles et compréhensibles les grands tournants de l'histoire.

Nous suggérons que la notion de **« polycrise »** s'inscrit dans cette lignée. **Née sous la plume d'Edgar Morin et d'Anne-Brigitte Kern, elle visait dès les années 1990 à désigner l'inter-solidarité complexe des crises**, c'est-à-dire la manière dont **les crises s'appuient et se renforcent mutuellement**. Lorsque Jean-Claude Juncker utilise le terme de « polycrise » pour décrire l'état de l'Union européenne en 2016 ou encore lorsque le Forum de Davos en fait le thème central de son Global Risks Report 2023, le terme devient visible dans l'espace public, produisant une catégorie qui permet d'orienter les représentations collectives.

Au-delà de cette fonction nominative, la **polycrise** est un **instrument heuristique pour analyser les dynamiques d'entrelacement**. Le travail du ***Cascade Institute*** marque une

étape décisive en proposant une définition de la polycrise comme ***« l'enchevêtrement causal de crises touchant plusieurs systèmes mondiaux, d'une manière qui dégrade significativement les perspectives de l'humanité »***. Trois mécanismes d'entrelacement des crises sont identifiés. Tout d'abord, les **« pressions communes » sont les facteurs de contrainte globaux qui affectent simultanément plusieurs systèmes**. Par exemple, la dépendance mondiale aux énergies fossiles alimente à la fois le dérèglement climatique et les tensions géopolitiques liées à l'approvisionnement énergétique. Ensuite, les **« effets domino » se produisent lorsqu'une crise en déclenche une autre par propagation séquentielle**. Ainsi, une crise sanitaire peut provoquer une crise économique, qui dégénère ensuite en crise sociale et politique. Enfin, les **« rétroactions inter-systèmes » expriment l'idée que les crises s'auto-renforcent à travers plusieurs systèmes par des boucles de rétroaction**. Le changement climatique, en intensifiant les migrations, accroît les tensions géopolitiques, lesquelles freinent la coopération internationale, ce qui, à son tour, pénalise l'action climatique.

En plus de ses fonctions nominative et heuristique, la **polycrise possède aussi une dimension opératoire**. En effet, l'historien économique Adam Tooze l'utilise pour décrire les années 2020 comme un « **tableau de crises** » (pandémie, guerre en Ukraine, crise énergétique, inflation, climat) qu'il suggère de penser dans une « **matrice d'interdépendance** ». Cette matrice montre l'interaction cumulative des crises, « un tout plus dangereux que la somme des parties ». Le Forum économique mondial opérationnalise également le concept à travers ses **Global Risks Reports en proposant des cartographies de risques interconnectés et des scénarios d'avenir**. Dans cette acception, la polycrise sert avant tout à gérer l'instabilité présente, en aidant à identifier des points de levier communs à plusieurs crises, à concevoir des politiques intégrées, plutôt que sectorielles, et à anticiper les cascades inter-systémiques afin de renforcer la résilience.

Ainsi, la littérature et les usages récents du concept de **polycrise** en révèlent **trois fonctions essentielles**. La fonction **nominative** consiste à **donner un nom à l'accumulation de crises interconnectées** et donc à en rendre le phénomène visible dans l'espace public. La fonction **heuristique** permet **d'analyser les enchevêtrements et les dynamiques d'entrelacement des crises**, en distinguant pressions communes, effets domino et boucles de rétroaction inter-systémiques. Enfin, la fonction **opératoire** est **mobilisée pour concevoir des cartes de risques et orienter des politiques intégrées**.

Notre démarche propose d'ajouter une quatrième fonction à la **polycrise** : la **prospective**. Il ne s'agit plus seulement de nommer, d'analyser ou de gérer le présent, mais d'**utiliser le cadre de la polycrise pour explorer les futurs possibles**. En identifiant les points de fragilité systémiques, en projetant les dynamiques cumulatives, en repérant les ruptures plausibles et en construisant des scénarios contrastés, la polycrise permet d'imaginer les conditions d'une transformation de long-terme et d'éclairer les choix collectifs en amont.

En d'autres termes, cette étude tente de donner au concept une **valeur stratégique nouvelle**, qui consiste à transformer une grille de lecture anxiogène du présent en un cadre d'orientation vers l'avenir.

C'est dans cet esprit que l'Institut Open Diplomacy place la polycrise au cœur de sa mission. **Nommer l'époque, en penser les entrelacements, en extraire des leviers d'action, en anticiper les cascades : telle est la condition pour que les décideurs et les citoyens puissent agir avec lucidité face à la brutalisation du monde, à l'urgence climatique, aux fractures sociales et technologiques**. Le **Y7** organisé par l'Institut Open Diplomacy dans le

cadre de la présidence française du G7 France en 2026 sera **l'épreuve de vérité** : donner aux jeunes délégués une voix exigeante, ancrée dans l'analyse de la polycrise et produire des recommandations à la hauteur des interdépendances systémiques.

Notre approche : comprendre la polycrise à travers quatre crises matricielles

L'étude de la polycrise se confronte immédiatement à une difficulté méthodologique : comment analyser un phénomène dont la définition même repose sur l'intrication de multiples crises ? À vouloir en embrasser la totalité, le risque est de tomber dans la dispersion descriptive. À l'inverse, en se limitant à un nombre restreint de dimensions, on court celui du réductionnisme. Il est donc **nécessaire d'identifier des crises matricielles**, c'est-à-dire des foyers d'instabilité suffisamment structurants pour organiser les autres et suffisamment interdépendants pour rendre visible la dynamique cumulative qui définit la polycrise.

Dans cette perspective, nous retenons **quatre crises majeures : la crise géopolitique, la crise écologique, la crise économique et la crise politique**. Ce choix se justifie par trois raisons principales.

Premièrement, l'histoire montre que **ces quatre dimensions constituent les ressorts centraux des grandes transitions collectives**. **Les guerres et les rivalités ont redéfini les équilibres de puissance** à chaque bascule d'époque, de Westphalie à la guerre froide. Des civilisations disparues de l'Antiquité aux famines de l'Ancien régime, **les crises écologiques rappellent la matérialité des limites naturelles** et la dépendance des sociétés à leur environnement. Les **mutations économiques**, qu'elles soient industrielles ou financières, ont f**açonné les structures sociales et technologiques**, déterminant les hiérarchies de puissance. Enfin, **les crises politiques redéfinissent la légitimité des institutions** et leur aptitude à organiser la cohésion collective face aux bouleversements de leur temps.

Deuxièmement, ces quatre crises matricielles se distinguent par leur **degré d'interdépendance systémique**. À titre d'illustration, l'invasion de l'Ukraine a bouleversé les équilibres géopolitiques, déclenché une crise énergétique globale, mettant en évidence la dépendance structurelle des économies européennes aux puissances extérieures. L'exemple des sécheresses prolongées et des incendies de grande ampleur montre quant à lui comment la matérialité des limites planétaires se répercute sur les autres crises. Ces crises écologiques perturbent les systèmes agricoles, amplifient les tensions sur l'eau et l'alimentation, ce qui peut contribuer à alimenter des déplacements de population et mettre les gouvernements face à des crises de légitimité.

Troisièmement, ce choix permet **d'articuler les exigences méthodologiques de clarté analytique et d'intelligibilité prospective**. Clarté, parce qu'il réduit le foisonnement des menaces à un **petit nombre de foyers compréhensibles par un large public et par les décideurs**. **Intelligibilité, parce que leur croisement éclaire les dynamiques d'amplification propres à la polycrise.** Autrement dit, ces quatre crises ne prétendent pas recouvrir l'ensemble des vulnérabilités contemporaines, mais elles dessinent une colonne vertébrale à partir de laquelle il devient possible de construire des scénarios contrastés et d'orienter l'action collective.

En ce sens, notre démarche vise moins à réduire la complexité qu'à lui **donner une armature intelligible**. Elle repose sur un double mouvement : **analyser chacune de ces crises** pour en comprendre les dynamiques propres, puis **éclairer leurs entrelacements** afin de restituer

la logique cumulative qui fait la singularité de la polycrise. Ce double mouvement ouvre alors la voie à la **prospective**: en cartographiant les entrelacements, on peut anticiper les cascades, explorer des scénarios contrastés et dégager des marges de manœuvre collectives. **La polycrise cesse ainsi d'être un constat anxiogène pour devenir un cadre stratégique permettant d'anticiper et de préparer les transformations à venir.**

Cette approche a guidé la mise en place d'une **enquête qualitative reposant sur un cycle d'entretiens semi-directifs**. Chaque **entretien** a été construit à partir d'un **guide commun**, organisé autour de cinq blocs: un état des lieux factuel (faits stylisés, tendances lourdes, signaux faibles), une réflexion prospective (futurs possibles, bifurcations, points de bascule), une lecture systémique (interdépendances entre crises et indices de changement d'époque), une analyse institutionnelle et politique (acteurs, ressources, débats publics) et, enfin, une dimension critique ou refondatrice (cadres intellectuels, imaginaires, récits collectifs). Le format semi-directif a permis de **maintenir un cadre analytique commun**, tout en favorisant la circulation des idées et l'émergence de perspectives inédites.

Le choix des intervenants a été conçu pour **refléter la diversité des regards qui éclairent aujourd'hui la polycrise**. Le corpus repose principalement sur des **chercheurs, professeurs, journalistes et essayistes**, dont le recul et la capacité d'analyse critique permettent de relier les enjeux sectoriels à leurs dimensions systémiques. Ce noyau intellectuel a été complété par plusieurs **experts issus de think tanks et quelques anciens responsables publics**, afin d'articuler réflexion théorique et expérience institutionnelle. Ce choix méthodologique est assumé: il cherche à éclairer les logiques d'époque et les imaginaires collectifs qui orientent l'action publique, pour mieux comprendre comment celle-ci peut se transformer face à la polycrise.

L'étude de **chaque crise** s'est incarnée dans la réalisation de **six à dix entretiens**. Chaque entretien a pris pour point de départ un enjeu **structurant propre à l'une des crises**. Pour la crise géopolitique, les échanges ont porté par exemple sur la recomposition des alliances, la conflictualité énergétique et l'avenir du multilatéralisme. Pour la crise écologique, ils ont entre autres exploré les dynamiques du réchauffement climatique, les tensions sur l'eau et l'alimentation, ainsi que la crise de la biodiversité. Pour la crise économique, les discussions se sont notamment concentrées sur les chaînes de valeur mondiales, l'inflation persistante, les inégalités et la régulation financière. Enfin, pour la crise politique, les entretiens ont interrogé, entre autres sujets, la confiance démocratique, l'efficacité des institutions et la capacité à formuler un récit collectif face aux bouleversements contemporains.

L'exploitation de ce corpus a permis d'**alimenter l'analyse des quatre crises systémiques retenues et de nourrir la réflexion sur les zones d'encastrement entre crises**. C'est tout l'enjeu de cette analyse holographique: elle consiste à montrer, à partir de l'étude d'une crise particulière, **les dynamiques des autres crises qui s'y reflètent**. À l'image d'un hologramme où chaque fragment contient l'image entière, chaque crise étudiée est abordée comme une porte d'entrée vers la polycrise dans son ensemble. Cette méthode permet de montrer que **les crises ne s'additionnent pas mais s'entrelacent**, et que chacune contient en miniature les tensions systémiques des autres.

La crise géopolitique: le retour des rapports de force et la fin des illusions de stabilité

Le volet géopolitique de la polycrise met en lumière **l'effondrement des équilibres** sur lesquels reposait l'ordre international libéral depuis 1945. Nous assistons à la **reconfiguration**

de la relation transatlantique, à la montée des régimes autoritaires, à la fragilisation des institutions multilatérales et à la multiplication des zones grises de conflictualité. La nouvelle orientation des États-Unis bouleverse la hiérarchie des alliances. Washington, jadis pilier de la sécurité collective, agit désormais en puissance prédatrice, oscillant entre désengagement et provocation. Ce désalignement stratégique transforme les États-Unis d'allié en acteur potentiellement hostile à l'Europe.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, quant à elle, incarne le retour brutal de la guerre de conquête au cœur du vieux continent. Le régime poutinien, militarisé et idéologiquement fermé, entretient la guerre comme instrument de cohésion interne et de survie politique. Son offensive vise la notion même de liberté telle que conçue par les démocraties libérales. **L'Europe doit se préparer dans la durée à un environnement de sécurité durablement déstabilisé, en construisant une doctrine de résilience et de dissuasion intégrée**. Ce défi s'inscrit dans un contexte plus large : l'affaiblissement des normes internationales et la paralysie du multilatéralisme. Le Conseil de sécurité est impuissant, le droit international marginalisé, la gouvernance mondiale éclatée. Pourtant, **l'Union européenne reste un pôle normatif crédible, susceptible de refonder un ordre coopératif à travers des coalitions volontaires d'États partageant un socle de valeurs démocratiques**.

Mais cette refondation ne peut **ignorer la montée d'une autre puissance systémique** : la Chine. **Pékin** conduit une **stratégie de domination multidimensionnelle** sur les plans technologique, économique, logistique et cognitif, fondée sur l'exploitation méthodique des dépendances occidentales. Son emprise sur les chaînes de valeur critiques (semi-conducteurs, batteries, IA, robotique, nucléaire civil) place l'Europe dans une vulnérabilité stratégique sans précédent. Le « derisking » affiché par Bruxelles reste pour l'heure un euphémisme masquant un désarmement industriel accumulé depuis des décennies. S'y ajoute la **montée des instabilités sur le flanc Sud**, où les recompositions identitaires, religieuses et sécuritaires transforment la Méditerranée en zone de turbulences chroniques. Enfin, **la généralisation des menaces hybrides** souligne que la guerre contemporaine s'étend désormais au champ des perceptions. La sécurité devient cognitive, la résilience devient sociétale. Dans ce contexte, **l'autonomie stratégique de l'Europe est devenue une condition de survie**.

La crise écologique : transformation entravée et fracture du rapport au réel

La **crise écologique** constitue peut-être le pilier le plus transversal de la polycrise. Elle révèle le **déni collectif d'une humanité qui tarde à s'adapter à la matérialité des limites planétaires**. Dix ans après l'Accord de Paris, le **désenchantement domine** : régression politique, passage du climato-scepticisme au climato-bellicisme, remise en cause des instruments réglementaires européens. La réélection d'un président américain climato-négationniste et la résurgence d'une droite productiviste en Europe nourrissent un contrecoup politique et culturel qui sape les fondements mêmes de la transition écologique. Le discrédit croissant de la parole scientifique affaiblit, quant à lui, le pilier rationnel de la démocratie libérale et compromet la possibilité d'un projet collectif fondé sur la connaissance.

Au-delà de l'aspect politique et culturel, l'enjeu est **civilisationnel**. Il traduit une **difficulté à redéfinir notre rapport au réel, c'est-à-dire à reconnaître la planète comme cadre de contrainte et non comme simple réservoir de ressources illimitées et gratuites**. Sortir de ce déni suppose de passer d'un modèle de puissance extractive à une économie régénérative :

réorienter les flux financiers vers le temps long, repenser la création de valeur, substituer à la rentabilité immédiate une logique de résilience. Cette mutation requiert un changement de paradigme profond, un réalignement entre valeurs, ressources et nature.

Or, les **contradictions abondent**, entre croissance et sobriété, innovation et sobriété énergétique, propriété individuelle et urbanisme durable. La p**lanification écologique française** illustre cette tension. Elle est ambitieuse dans sa conception, mais **peine à s'ancrer territorialement**. Son potentiel se heurte à un déficit de pilotage institutionnel et de relais locaux capables de territorialiser la transition.

Cette **impasse** s'enracine dans une **culture politique centralisée, héritière du décisionnisme jacobin**, où l'État planifie et la société exécute. Or, **la transition écologique exige au contraire une appropriation horizontale**. Elle ne pourra réussir sans reconnaissance des initiatives territoriales, sans dialogue structuré entre science, économie et citoyenneté. À travers cette nécessaire décentralisation cognitive et opérationnelle, se dessine **un nouveau contrat social écologique** : un pacte de justice entre générations et territoires, fondé sur la répartition équitable des efforts et la reconnaissance des vulnérabilités différenciées.

Ce contrat ne peut exister sans récit collectif : un imaginaire positif, inclusif et mobilisateur, capable de rivaliser avec les narratifs du déni et de la peur. Dans la **polycrise, l'écologie est le socle d'une souveraineté réinventée**, qui voit dans les limites du vivant les conditions d'une liberté durable.

La crise économique : vulnérabilité systémique et quête d'autonomie stratégique

Sur le plan **économique**, la polycrise révèle **la dépendance structurelle de l'Europe aux grandes puissances extérieures et la fin du confort de la mondialisation heureuse**. La guerre en Ukraine, le retrait américain et la montée des tensions sino-occidentales redessinent la carte des interdépendances. **Face à ce nouvel environnement, les Européens redécouvrent l'impératif de puissance** : investir dans leur défense, mutualiser leurs capacités industrielles, reconstruire une base technologique commune. L'objectif affiché de consacrer jusqu'à 3,5 % du Produit intérieur brut à la défense traduit cette prise de conscience, mais soulève des défis budgétaires et sociaux majeurs. **Sans coordination européenne**, que ce soit via les eurobonds ou une politique d'achat commune, **cet effort risque de nourrir les inégalités et d'alimenter des logiques nationales concurrentes**.

La dimension économique de la polycrise est également marquée par la **montée des risques systémiques** : risques climatiques, financiers et technologiques se superposent et se propagent par capillarité. Le **dérèglement climatique génère déjà des zones non assurables**, créant un risque d'effondrement d'actifs qui menace la stabilité bancaire mondiale. Le shadow banking et la spéculation liée aux crypto-monnaies accentuent cette vulnérabilité, tandis que **la fragmentation géopolitique perturbe les chaînes d'approvisionnement**. Le risque devient la norme, l'incertitude le cadre permanent de la décision.

Dans ce contexte, **la recomposition de l'ordre économique mondial prend une dimension stratégique**. Le retrait américain, la remise en cause du rôle du dollar et l'offensive industrielle chinoise ouvrent un **espace d'autonomie pour l'Europe, à condition de transformer sa vulnérabilité actuelle en levier**. Cela passe par une sécurité économique européenne, fondée sur la souveraineté énergétique, la relocalisation des chaînes critiques et la maîtrise technologique. L'Europe doit concilier transition écologique et compétitivité.

Elle doit **développer un mix bas-carbone stable, une politique industrielle ambitieuse et une stratégie d'innovation tirée par la commande publique plutôt que par la subvention passive**.

Enfin, la **crise économique** est aussi une **crise de répartition**. Le «quoi qu'il en coûte» a creusé la dette et les inégalités, alimentant **la défiance entre classes sociales et générations**. Le défi politique est désormais de **concevoir un nouveau contrat de solidarité, où l'effort de réarmement, de décarbonation et de désendettement serait équitablement partagé**. En effet, sans cette équité perçue, aucune politique économique ne pourra restaurer la cohésion sociale indispensable à la résilience collective.

La crise politique : le vide du sens et la fatigue démocratique

Au cœur de la polycrise, **la crise politique** agit comme un **accélérateur et un amplificateur des autres**. Elle ne résulte pas seulement d'un dysfonctionnement institutionnel, mais d'un **essoufflement du sens**. Les **démocraties libérales ont perdu leur boussole narrative** : le progrès ne fait plus promesse, la parole publique ne mobilise plus et le temps long s'est dissous dans l'immédiateté médiatique. **Sans horizon commun, l'action publique devient gestionnaire et défensive.** La démocratie se vide de sa substance projective, se réduisant à une mécanique sans imagination.

Cette crise du récit s'accompagne d'une **guerre de l'attention**. Les flux numériques désorganisent l'espace public, où la viralité remplace la véracité. La désinformation, la polarisation émotionnelle et la manipulation cognitive sapent la confiance et déstabilisent la décision collective. **Le politique, pris au piège, perd sa capacité à hiérarchiser les priorités.** Restaurer une souveraineté informationnelle, que ce soit via la régulation des plateformes, la transparence algorithmique et une éducation civique renouvelée, devient un impératif de sécurité démocratique.

S'y ajoute un **déséquilibre démographique profond** : la majorité électorale vieillit, la jeunesse devient minoritaire, assignée au rôle d'acteur symbolique et privé de leviers réels. **Ce désalignement temporel mine la solidarité intergénérationnelle et enferme la démocratie dans le présentisme.** Refonder le contrat démocratique suppose **d'instituer la représentation du temps long** par des instances dédiées aux générations futures, **une planification transparente et un investissement massif dans l'éducation et l'autonomie des jeunes.**

Enfin, la crise politique révèle un **affaissement du commun**, qui voit le lien social s'effriter et la conflictualité démocratique se muer en **antagonisme violent**. Or, la démocratie ne vit que de conflits reconnus et ritualisés. Il faut donc **réhabiliter la conflictualité comme moteur du collectif, revitaliser les corps intermédiaires et reconstruire des espaces de délibération**, à la fois locaux et numériques. Réarmer la démocratie signifie aussi en **repolitiser les angles morts** : les dominations de genre, de race, de classe qui continuent de miner la promesse égalitaire.

Comme un rhizome, **la crise politique innerve toutes les autres** : elle traverse les champs économique, écologique et géopolitique, révélant la part institutionnelle et symbolique de chaque déséquilibre. **C'est elle qui détermine notre capacité à gouverner la complexité, à retrouver le courage du temps long et à reconstruire un horizon commun.** Dans la polycrise, elle n'est pas la fin de la démocratie, mais la chance de sa réinvention.

Une prospective de la lucidité

La **polycrise** transforme notre époque et nous projette dans un **futur totalement inédit**. Elle tisse ensemble **les dérèglements géopolitiques, écologiques, économiques et politiques**. Elle **rend caduques les réponses fragmentées**. Elle constitue **une expérience collective de la limite** : limite des ressources, du modèle de croissance, de la cohésion sociale, mais aussi du sens que les sociétés donnent à leur avenir.

En ce sens, la **polycrise** oblige à sortir des scénarios linéaires pour **penser la complexité systémique, les effets de cascade et les bifurcations possibles**. Elle demande d'apprendre à naviguer dans l'incertitude et à arbitrer entre des urgences qui se contredisent. **La prospective devient alors une méthode de lucidité** : comprendre le monde tel qu'il est pour pouvoir, peut-être, le transformer.

À travers l'analyse des interactions entre crises systémiques, nous voulons offrir **une boussole intellectuelle**, un outil pour penser l'avenir sans naïveté, et surtout sans renoncement.

En effet la polycrise, telle que nous la lisons, ne condamne pas à l'impuissance. Elle **invite à repenser l'action dans un monde de contraintes**, à reconstruire du sens là où tout semble s'effriter et à redéfinir les contours d'une responsabilité partagée entre générations et territoires. Animée par cette conviction, à la fois inquiète et exigeante, notre démarche cherche à **faire de la lucidité un levier d'espérance active, une source d'énergie collective**.

Comprendre la polycrise, comprendre la bascule historique

INTUITION GÉNÉRATRICE
Sentir l'Histoire du bout des doigts 22

FRESQUE DE LA POLYCRISE
Peindre une époque en miettes 24

TABLEAU PANORAMIQUE
Accepter les limites du cadre, chérir le hors-champ 26

RUPTURE STRATÉGIQUE
Comprendre le système nerveux de la polycrise en disséquant la crise géopolitique 28

CHANGEMENT D'ÉPOQUE
Repérer les points d'accélération de l'Histoire sur une carte de l'anthropocène 30

RECONFIGURATION SYSTÉMIQUE
Appréhender le sens de l'Histoire en topographiant nos lignes de failles économiques 32

BASCULE HISTORIQUE
Déceler le sens du tragique dans le spectacle dramatique de la recomposition politique 34

ÉTAT DE SIDÉRATION
Reprendre le chemin de l'action grâce à une nouvelle hygiène démocratique 36

INTUITION GÉNÉRATRICE

SENTIR L'HISTOIRE DU BOUT DES DOIGTS

Plusieurs fois cet été, ce phénomène s'est produit. Vous êtes au beau milieu des vacances estivales, vous espérez vous aérer l'esprit après une année très chargée. Mais **l'air est irrespirable**. Caniculaire. Alors, avant la sieste, vous scrollez un peu, comme pour vous distraire. Au contact de votre smartphone, sans doute un matériel américain fabriqué en Chine, vous sentez que quelque chose ne va pas. Ce paradis artificiel 2.0 qui monnaie votre attention et siphonne vos données personnelles ne vous offrira aucun répit. Vous le savez. Puis vous vous décidez : il faut dormir. Même si la chaleur rend chaque inspiration pénible.

Dérivant sur cette pensée, vous êtes interrompus. Notification. Vibration. Mise en tension. Une alerte fend le calme de l'été et vous éloigne un peu plus du sommeil : *« Donald Trump va recevoir Vladimir Poutine en Alaska »*. Le brouillard de la guerre se déploie en quelques instants dans la pièce et votre esprit. Pour autant, **l'incertitude glaciale** ne rafraîchit pas une seule seconde l'atmosphère suffocante. Une chape de plomb vient d'en recouvrir une autre.

Rattrapé par cet ultime obstacle avant la sieste, vous restez collé à l'écran noir. Sidération. Crispation. Fascination. Et du bout des doigts, vous reprenez. Vous scrollez encore un peu plus. Vous êtes semi-conscient de ce qui se joue : une fuite en avant digitale, dans l'espoir vain d'identifier le début d'une bonne nouvelle. Car vous le savez déjà, les réseaux sociaux sont affligeants. Vous ne parvenez même plus à recevoir les photos de vacances de vos amis. À la place, défilent des vidéos avilissantes, créées comme pour vous assommer. D'ailleurs, vous vous refaites la même promesse : d'ici la rentrée, vous quitterez cette plateforme. Le doute vous prend alors : sera-t-il possible d'effacer les photos de famille pour la protéger ?

Au moment où cette pensée vous tenaille, le smartphone vibre à nouveau. Deuxième alerte. *« Réseaux sociaux : comment les photos de vos enfants se retrouvent-elles sur le darknet ? »* Synchronicité détonnante. Décidément, l'air est étouffant. Dans la quiétude de l'été, si chèrement acquise, la peur se répand. Au fond de vous, cette vérité vous prend et vous surprend : jamais elle n'a occupé autant de terrain. Alors que cette intuition se charge d'anxiété elle aussi, vous déchargez. Vous laisserez la poussière retomber à la plage. La mer, elle, vous lavera de ces craintes. Au moins quelques instants.

Cette pensée rassurante semble ventiler l'atmosphère. Jusqu'à ce que ce message ne surgisse : *« Tu as fait les démarches avant le 15 août toi ? Il paraît qu'il fallait même fournir les justificatifs d'achat cette année ! »* Irruption. Confusion. Irritation. Vous vous demandez bien de quoi on vous parle. D'ailleurs, vous renvoyez un simple « ? ». *« Ah attend, il paraît que c'est une fake news ! Non c'est bon, la CAF va bien verser l'allocation de rentrée scolaire normalement ! Sorry. »* La réponse calme le jeu aussi vite qu'elle l'a brouillé. Pourtant, l'air est devenu irrespirable. C'est décidé, vous coupez.

Retour aux vacances. *Hic et nunc*. Mais alors que le sommeil vous enlace, le repos ne vient pas. Entre deux chimères, difficile de savoir pourquoi. L'idée n'est pas claire. Elle a plutôt la forme d'une intuition poignante. La persistance d'une question existentielle : **l'air a-t-il changé ?**

L'air du temps, oui.

FRESQUE DE LA POLYCRISE

PEINDRE UNE ÉPOQUE EN MIETTES

C'est en poursuivant cette intuition, alimentée par de si nombreuses rémanences, que nous vous proposons un tableau de l'époque.

Car une **bascule historique** a bien lieu.

Les géopolitologues, qui constatent la **brutalisation du monde**, parlent sans cesse de « rupture(s) stratégique(s) ». Les climatologues, qui observent le **dépassement de chacune des limites planétaires**, attestent d'un « **point de non-retour écologique** ». Les économistes, qui observent l'érosion de la compétitivité, la montée des dettes publiques et le creusement des inégalités, alertent face au risque de « **décrochage économique** ». Certains politologues constatent que les tensions sociales enflent au point de s'alarmer face au « **risque d'une guerre civile** ».

Chacun y va de sa formule. Mais au fond, dans divers champs lexicaux, on cultive la même idée : une **nouvelle ère commence**. Aussi brutale que complexe. Pour les uns, c'est « **l'heure des prédateurs** ». Pour les autres, c'est « **l'anthropocène** ». Pour les suivants, c'est la « **fin de la mondialisation heureuse** ». Pour les derniers, ce serait « **l'avènement de la post-démocratie** ». Aucune de ces formules est inexacte ; aucune n'est juste pour autant.

Prises séparément, ces réalités sont trop imprécises parce que trop incomplètes. Saisies ensemble, d'un seul tenant, ces **phénomènes concomitants** nous donneront une impression plus exacte de la bascule historique que nous vivons.

Alors pour dresser ce panorama établi en quatre sections et saisir l'esprit du temps, notre étude s'affilie plus à la juste inexactitude esthétique d'un Turner qu'au réalisme déconcertant d'un Courbet. Nous avons privilégié une approche impressionniste : renoncer à la précision du trait pour trait mais rechercher une meilleure vue d'ensemble – certes plus trouble mais plus proche de la réalité d'une époque troublée.

C'est par ce geste ample que nous pensons pouvoir saisir un quadruple mouvement. **Quatre brèches** qui s'ouvrent simultanément dans notre histoire. **Quatre crises systémiques** qui se font écho l'une à l'autre, au point de **s'amplifier** mutuellement. Quatre espaces d'instabilité majeure qui s'enfoncent l'un dans l'autre. Au point de nous forcer à contempler une impression inattendue, inédite, impensable : notre état de sidération.

D'avance, nous devons le concéder : notre tableau est mal peint. Segmentant en quatre parties notre effort de saisir ce mouvement de l'Histoire, nous pourrions donner le sentiment de juxtaposer quatre compositions pseudo-apocalyptiques. En cherchant à raisonner, nous risquons de détourner l'attention des résonances.

Or c'est bien là l'essentiel : individuellement, ces crises géopolitique, écologique, économique et politique, aussi systémiques soient-elles, n'ont pas la portée d'une bascule historique. La **polycrise** repose sur ses effets de réseaux, sur les **rétroactions** entre chacun de ces mouvements inédits, sur les points de rupture qui caractérisent une crise et en catalysent une autre.

Présentée selon ces quatre panneaux - la crise géopolitique, la crise écologique, la crise économique et la crise politique - notre étude met à plat la topographie d'une **zone sismique active**. Elle met aussi à mal notre désir d'en saisir toute la complexité.

Au fil des entretiens réalisés pour cette étude, qui sont autant de relevés morphologiques pour comprendre le terrain instable sur lequel nous avançons désormais, nous nous sommes donc attaqués à un double défi : tenter de comprendre la structure de chaque faille ; et cerner, comment d'une subduction à une autre, chaque glissement contribue à une tectonique plus large, qui induit un changement d'ère.

TABLEAU PANORAMIQUE

ACCEPTER LES LIMITES DU CADRE, CHÉRIR LE HORS-CHAMP

Quand il s'agit de sentir le pouls de l'époque, de comprendre comment nous basculons d'une époque à l'autre, la modestie s'impose résolument. Pour une raison évidente : le champ d'étude est sans fin.

Pour **comprendre le caractère systémique de la crise géopolitique,** n'aurions-nous pas pu creuser d'autres pistes encore ? Certes, nous avons étudié les ruptures américaines, cerné la persistance de la menace russe, appréhendé la stratégie de domination chinoise, pris la mesure de l'effondrement du système multilatéral, relevé le bouillonnement de notre flanc sud, pointé les impensés de la guerre hybride, intégré l'intrication des enjeux de sécurité intérieure avec les défis géopolitiques et politiques, et surtout, signalé les atermoiements européens. Mais quid de la politique étrangère de l'Inde ou du Brésil, pour appréhender la recomposition à l'œuvre de l'ordre international ? Quid de la crise mondiale du surendettement alors que l'architecture financière internationale peine à se réformer ? Quid de toutes ces questions que nous nous sommes insuffisamment posées pour comprendre la bascule historique à l'œuvre ?

De même, pour **saisir la profondeur de la crise écologique**, n'aurions-nous pas dû interroger d'autres phénomènes ? Certes, nous avons étudié la gémellité de la crise climatique et de la crise du vivant, rappelé la centralité de la crise de l'eau dans la crise environnementale, souligné la matérialité de la transition énergétique dans toute politique de durabilité, alerté sur les risques d'un effondrement du multilatéralisme environnemental, relevé les forces et limites actuelles de la planification écologique, noté le rôle de l'Etat dans la décarbonation de l'industrie, rappelé la nécessité d'accepter un processus non-linéaire de transition, et même étudié l'émergence de la désinformation climatique comme nouveau facteur d'adversité. Mais quid des subventions néfastes qui freinent la transition en créant un contre-financement ? Quid du nexus santé-environnement qui relie santé humaine et santé planétaire ? Quid de toutes ces pistes que nous n'avons pas explorées pour suivre le tournant de l'Histoire qui s'opère ?

Pour **parfaire notre compréhension de la crise économique**, n'avions-nous pas besoin d'autres éléments d'analyse ? Certes, nous avons étudié les budgets européens étouffés par les multiples points de pression de la polycrise, alerté sur le risque d'instabilité financière, retracé les disruptions de la gouvernance économique mondiale, en particulier liée à fin programmée de l'*hegemon* monétaire américain et à l'émergence de crypto-monnaies privées, et enfin, exposé la possibilité, pour les Européens, de faire face à cette polycrise

s'ils donnent toute sa place à l'économie de défense et s'ils s'emparent pleinement du paradigme de la sobriété… Mais sommes-nous allés au bout de nos questionnements ? Quid de la notion de *leapfrogging*, pour réinterroger la dynamique non-linéaire du progrès et réhabiliter la possibilité d'une trajectoire de développement non-carboné pour les pays en développement ? Quid du potentiel catalyseur des technologies quantiques sur la révolution de l'IA, qui bouleverse déjà tous les pans du réel ? Quid de toutes ces questions que nous avons laissées de côté : une ruse de l'Histoire ne s'y cacherait pas ?

Enfin, pour **prendre toute la mesure de la crise politique à l'œuvre**, avons-nous été assez exhaustifs ? Nous avons cherché à comprendre comment une génération sans promesse regarde l'avenir. Nous avons établi les déterminants démographiques de cet état de fait politique abyssal. Nous avons interrogé le mythe du progrès lui-même, pour réhabiliter sa non-linéarité. Nous avons appréhendé le risque d'un vide narratif qui empêche la confection de nouveaux imaginaires politiques pour servir les générations futures. Nous avons également intégré le facteur technologique dans l'équation, en prenant en compte son impact sur la souveraineté cognitive générale. Enfin, nous avons pris toute la mesure de la difficulté de répondre à cette crise morale sans tenir compte des enjeux d'égalité et d'identité qui sont irrésolus… mais quid de toutes ces questions que nous ne nous sommes pas posées ? Quid de la perception que chaque génération a de l'autre, et de ses responsabilités, pour faire face à la polycrise ? Quid de nos institutions démocratiques elles-mêmes : sont-elles conçues pour penser le temps long et agir au service des générations futures ? Quid de tous ces champs que nous avons délaissés, où d'autres pans de l'Histoire sont peut-être en train de se jouer ?

Face à l'impossibilité d'étendre indéfiniment le champ de notre étude sur la polycrise, nous avons sérié et ouvert la voie à une autre méthode pour comprendre la profondeur de la bascule historique en cours.

Notre exploration ne vise pas les confins de la polycrise mais elle **topographie** les **endroits** où se produisent les **principaux effets d'emballement** qui caractérisent ce changement d'époque. Car chacune de ces **crises systémiques alimente et amplifie les autres.**

RUPTURE STRATÉGIQUE

COMPRENDRE LE SYSTÈME NERVEUX DE LA POLYCRISE EN DISSÉQUANT LA CRISE GÉOPOLITIQUE

La brutalisation du monde bouleverse l'ordre international tout en accélérant les crises écologique, économique et politique.

La crise géopolitique catalyse la crise écologique. Quittant l'Accord de Paris sur le Climat par deux fois, les Etats-Unis ont considérablement amoindri l'ambition diplomatique exprimée dans les enceintes diplomatiques environnementales tout comme l'ambition économique des coalitions d'entreprises qui en découlaient. Dans cette situation, la Chine se fait d'autant plus facilement l'avocate du « Sud Global », alors que son plaidoyer dissimule une politique prédatrice dans une large partie des Etats du G77. Affaiblie politiquement et contrainte budgétairement, notamment par la menace russe et le racket de protection américain, l'Europe peine à engager plus de moyens pour revivifier l'action climatique internationale – ce d'autant plus qu'elle est elle-même en proie aux doutes sur sa propre transition écologique, par effet de contamination américaine notamment.

Par ses nombreux effets d'entraînement sur **la crise écologique, la crise géopolitique s'avère être, elle aussi, un hologramme de la polycrise**. On saurait réduire la polycrise à sa dimension géopolitique, mais celle-ci contient des fragments de l'ensemble des mécanismes de la bascule historique que nous étudions.

Les rétroactions entre la crise géopolitique et la crise économique corroborent cette hypothèse. La récursivité la plus criante est celle-ci : plus la menace russe pèse sur l'Union européenne (UE), plus les Etats-Unis disposent d'un levier sur l'Europe qui leur permet de pratiquer une politique économique prédatrice. L'accord de Turnberry, qui engage l'Union à importer massivement du gaz américain et à investir des centaines de milliards outre-Atlantique, illustre ce passage de la « vassalisation heureuse » à la « soumission heureuse », au détriment de la compétitivité et de la souveraineté industrielle de l'UE. Ce n'est pas sans rappeler le refus de la Commission européenne de sanctionner les Big Techs américaines au moyen des législations du *Digital Market Act/Digital Service Act*, par craintes de représailles commerciales lourdes.

Dans un monde en pleine brutalisation, **le tassement géopolitique** de l'Europe est devenu un facteur **aggravant de son décrochage économique**. Ainsi la crise géopolitique s'érige-t-

elle en élément fractal de la polycrise : les ruptures stratégiques s'enracinent et alimentent la bascule historique que nous connaissons.

Enfin, la **crise géopolitique** n'explique pas la totalité de la **crise politique** que vit l'Europe, mais elle **l'alimente considérablement**. Menaces nucléaires, guerre commerciale, *backlash* idéologique… la conflictualité qui s'intensifie et se généralise n'est pas sans conséquence sur le moral des sociétés démocratiques européennes. La peur s'est durablement installée comme émotion structurante des choix politiques européens. En plus de la peur, le chaos géopolitique nourrit aussi la défiance : campagnes de désinformation voire de déstabilisation, opérations d'ingérences électorales voire d'intimidation, les chocs qu'encaissent les Européens dans le champ informationnel ont aussi un coût politique. Enfin, il faut prendre en compte le risque réel de contagion à l'Europe des orientations MAGA qui ont profondément déstabilisé les institutions démocratiques américaines. Nombreuses sont les boucles de rétroaction entre la crise politique que vit l'Europe et sa situation géopolitique très dégradée.

Par analyse fractale, on repère donc dans **la crise géopolitique tous les motifs écologiques, économiques et politiques de la polycrise**. La brutalisation du monde n'est donc pas le facteur unique de la bascule historique que nous vivons mais on y retrouve tous les fragments explicatifs du tournant de l'Histoire que nous connaissons.

CHANGEMENT D'ÉPOQUE

REPÉRER LES POINTS D'ACCÉLÉRATION DE L'HISTOIRE SUR UNE CARTE DE L'ANTHROPOCÈNE

L'avènement de l'anthropocène emporte, par exemple, de nombreuses et graves conséquences géopolitiques, économiques et politiques.

Au Sud, les **vulnérabilités climatiques** ne cessent de causer de nouvelles **fragilités politiques**. Au Nord, les armées appréhendent désormais la **menace climatique** comme une **menace stratégique**. Stress hydrique aiguë, migrations climatiques de masse, tensions majeures sur les ressources, jeux stratégiques autour des terres rares, réduction drastique de l'espace fiscal sous la pression des catastrophes à répétition, pertes majeures de productivité, dégradation rapide de la santé publique… Plus l'humanité met le système terre sous pression, en franchissant une à une les limites planétaires, plus la pression climatique sur les systèmes humains s'accentue. Le dérèglement climatique opère ainsi comme un vaste champ de mines. À chaque fois que nous nous aventurons à faire sauter l'une d'entre elles, nous encaissons un choc qui peut être mortel et encourons le risque de déclencher une réaction en chaîne dans tous les autres domaines.

Par son caractère systémique**, la crise écologique est un hologramme de la polycrise**: elle porte en son sein toutes les autres dimensions géopolitiques, économiques et politiques de la bascule historique que nous connaissons.

On prend toute la mesure de ces entrelacs quand on s'intéresse de près aux trois grands défis politiques de la crise écologique, qui sont aussi les trois grands défis écologiques de la crise politique. Le premier, c'est la **complexité d'articuler**, dans un système démocratique, **la responsabilité d'une génération vis-à-vis de la suivante** dans un système de décision juste et efficace, et plus globalement la question du temps long de l'action publique. Le second, c'est la **complexité de concevoir des cadres d'action multilatérale performant** pour préserver l'habitabilité de la planète. Le troisième, c'est la **complexité de concevoir intégralement et déployer durablement une planification écologique** qui embarque l'ensemble des acteurs économiques dans la réalité d'objectifs partagés. À mesure que s'accumulent des tensions sur ces trois lignes de failles, la cinétique de polycrise se prépare : en convergeant, elles créent une brèche par laquelle passe brutalement et définitivement la rupture historique que nous vivons.

La polycrise ne se réduit pas à la crise écologique ; mais cette partie contient une **trace** intéressante du tout. Par analyse fractale, on décèle une trace du caractère holistique de la **crise écologique** dans l'étude de la **crise économique** que nous vivons. L'équation budgétaire nous permet de le comprendre facilement. Pour les Etats européens, la contrainte budgétaire est très forte, la réponse monétaire a déjà été massivement utilisée pour faire face aux crises, les retards d'investissement se multiplient, tout comme les risques majeurs, de la menace militaire au danger de l'instabilité financière. Dans ce contexte, la tentation de reléguer au second rang les investissements nécessaires tant pour l'atténuation que pour l'adaptation au profit d'interventions de court terme se fait plus forte. Ce alors qu'on sait que le coût de l'inaction est 20 fois supérieur à celui de l'action et que le risque de maladaptation est majeur. Dès lors, la crise écologique procède des mécanismes de la crise économique et alimente celle-ci par impréparation et manque de courage.

Les récursivités qui lient crise écologique et crise géopolitique, les éléments de causalité circulaire qui entremêlent crise écologique et crise politique, les boucles de rétroactions qui rendent la crise écologique et la crise économique inséparables sont autant d'éléments d'une même démonstration : la **crise écologique est un hologramme de la polycrise**, un fragment de ce tout, qui comporte à lui seul les éléments qui permettent d'en comprendre la totalité.

RECONFIGURATION SYSTÉMIQUE

APPRÉHENDER LE SENS DE L'HISTOIRE EN TOPOGRAPHIANT NOS LIGNES DE FAILLES ÉCONOMIQUES

La **crise économique** de l'Europe participe de sa **relégation géopolitique**, de son inaction climatique comme de sa profonde crise démocratique.

Premièrement, la **situation économique dégradée** de l'Europe **affaiblit sa position géostratégique**. Ayant sous-investi dans les secteurs stratégiques depuis une génération, et ce malgré l'adoption de la Stratégie de Lisbonne, elle ne dispose aujourd'hui que d'armes réglementaires et d'aucun champion technologique pour faire face aux plateformes américaines et chinoises qui dominent l'économie numérique. Ainsi se trouve-t-elle dans une **position très nettement déséquilibrée face à Trump 2.0** alors que la relation transatlantique se détériore rapidement. Ayant épuisé ses marges budgétaires et laissé sa base industrielle se dégrader durablement, elle n'est pas parvenue à donner corps à l'idée d'une économie de guerre, pourtant nécessaire pour dissuader la Russie de mettre à exécution sa menace contre l'Europe. Ayant largement ouvert ses échanges commerciaux et technologiques avec la Chine, elle peine durablement à rééquilibrer sa relation avec Pékin alors que celle-ci met à profit son ascendant économique sur l'Europe pour sanctuariser ses ambitions en Mer de Chine.

Par symétrie, il faut étudier la matière dont la **crise économique amplifie la crise écologique** que connaît l'Europe. On reconnaîtra les mêmes mécanismes. Faisant face à la concurrence économique alors qu'elle a perdu en compétitivité, comme à la compétition stratégique alors qu'elle n'a pas préparé son économie de guerre, l'Europe se trouve en proie à des **arbitrages budgétaires complexes**. Son niveau d'endettement public atteint 88% de son PIB en moyenne tandis que son niveau de croissance est durablement établi autour de 1% par an. Pourtant, elle doit simultanément investir environ 4 points de PIB dans sa transition écologique pour atteindre ses objectifs de neutralité carbone, et relever ses investissements de défense jusqu'à au moins 5% de son PIB pour faire face à son nouvel environnement stratégique. Ainsi tend-elle à remettre en cause les orientations et les moyens qu'elle a adoptés pour réaliser sa transition écologique.

Enfin, nombreuses sont les boucles récursives qui **lient la crise économique européenne à la crise politique**. L'inversion de la pyramide démographique fait peser une responsabilité sociale de plus en plus lourde sur une population active en emploi minoritaire (47 % de la population générale en Europe). Cet état de fait intervient alors que, depuis l'adoption de la stratégie de Lisbonne pour l'économie de la connaissance en 2000, les investissements dans la transition numérique ont tardé et manqué, expliquant en grande partie le décrochage de la compétitivité européenne. À ce retard s'ajoute le sous-investissement dans la transition écologique, qui renchérit chaque jour le surcoût de l'adaptation à la crise climatique, alors que le réchauffement planétaire a déjà atteint le seuil des +1,5 °C. Il faut également compter sur la nécessité de rattraper le sous-investissement dans la défense européenne, inférieur à 1,7 % du PIB (moyenne européenne) depuis 2000. Ainsi, existe-t-il en Europe une génération d'actifs en proie au défi de réaliser le rattrapage technologique, de financer la transition écologique, et d'investir à nouveau dans la défense. Dans un contexte où la démographie exigera de la part de cette génération active un effort de solidarité plus important envers une classe d'âge qui a vécu selon les mêmes standards sociaux mais qui a laissé la dette publique augmenter de 30 points de PIB en 25 ans, la situation socio-économique alimente déjà les tensions politiques, singulièrement en l'absence d'un cadre démocratique efficace pour aborder avec justesse les enjeux de solidarité et de responsabilité intergénérationnelle.

Par ses nombreuses rétroactions sur les crises géopolitique, écologique et politique de l'Europe, **la crise économique s'érige alors en hologramme de la polycrise**. Elle n'est pas le facteur unique de la reconfiguration systémique que nous vivons mais produit un effet majeur qui expose significativement l'Europe au risque d'une sortie brutale de l'Histoire.

BASCULE HISTORIQUE

DÉCELER LE SENS DU TRAGIQUE DANS LE SPECTACLE DRAMATIQUE DE LA RECOMPOSITION POLITIQUE

Enfin, nous connaissons une **crise politique** qui contribue directement au **déclassement stratégique de l'Europe**, au ralentissement de sa transition écologique et à l'approfondissement de son décrochage économique.

Cette **crise politique** est marquée par deux phénomènes majeurs qui **affectent le rang géopolitique de l'Europe**. Il faut d'une part tenir compte de la **polarisation politique** poussée à l'extrême au sein des Etats-membres, fondée sur des fractures socio-économiques doublées de profondes interrogations identitaires et de graves tensions intergénérationnelles. D'autre part, il faut considérer les **divergences**, et parfois **rivalités**, entre Etats-membres qui affaiblissent également le principal actif stratégique de l'Europe : l'Union. Cette double division a un coût majeur : elle **brouille** puissamment notre **lucidité stratégique** face à des menaces pourtant claires, au point d'empêcher l'affirmation d'une cohésion et d'une détermination européennes, pourtant nécessaires à tout rapport de force.

Cette **crise politique** a également une **forte dimension écologique**. D'abord parce qu'elle porte en son sein un **mouvement de retournement** contre les objectifs de la **transition écologique** elle-même. Ensuite parce qu'elle s'exprime parfois sous la forme de la **désinformation climatique**, qui instille une culture du doute sur les fondements, les finalités et les moyens de la lutte contre le dérèglement climatique ou pour la préservation de la biodiversité. Troisièmement, parce qu'elle se matérialise par un **vide narratif** général, qui fragilise gravement la possibilité de conduire démocratiquement des transformations aussi ambitieuses que la transition écologique. D'ailleurs, la **dégradation** rapide de la **cohésion intergénérationnelle** fragilise, elle aussi, la possibilité même de réaliser une telle transformation politique qui s'engage sur le temps long. Alors que plusieurs rouages de la crise politique apparaissent comme des moteurs de la crise écologique, on peut considérer la première comme un synonyme fonctionnel de la seconde.

En toile de fond, on notera que la **crise politique,** marquée par une profonde instabilité démocratique, active également des leviers importants de la **crise économique.** Pour n'en

prendre qu'un : l'incertitude institutionnelle, qui aboutit par exemple à l'impossibilité de faire adopter un budget dans un pays fondateur de l'Union européenne et l'une des principales économies de la zone euro, pèse lourdement sur le climat des affaires, sur les investissements privés comme sur le prix de la charge de la dette.

En rétroagissant quasi-systématiquement avec les crises géopolitique, écologique et économique qui traversent l'Europe, **la crise politique d**u Vieux Continent reflète parfaitement **les mécanismes de bascule historique que produit la polycrise**.

ÉTAT DE SIDÉRATION

REPRENDRE LE CHEMIN DE L'ACTION GRÂCE À UNE NOUVELLE HYGIÈNE DÉMOCRATIQUE

Chacune de ces quatre grandes crises interagit avec les trois autres : **ces mécanismes rétroactions entre crises systémiques donnent toute sa singularité à la polycrise**.

La polycrise n'est certainement pas une « crise » qui laisse entrevoir la possibilité d'un retour à l'état ex-ante. Au contraire, elle produit **un changement d'époque** en bouleversant l'intégralité des paradigmes, institutions et pratiques dans lesquels la post-modernité s'est érigée.

À mesure que l'instabilité gouvernementale alimente et se nourrit de l'incertitude économique en France, nos concitoyens perçoivent avec une acuité de plus en plus fine la profondeur de la polycrise. Mais force est de constater que le bouleversement de l'ordre international et l'accélération de l'anthropocène ne sont pas appréhendés, ne sont pas **factorisés dans la terrible équation** qui anime le débat public et parlementaire dans l'Hexagone.

Serait-ce parce que nous serions plongés dans un réel **état de sidération** ? C'est notre hypothèse : tout comme l'anxiété d'un individu réduit drastiquement son champ de perception et sa faculté de juger, les éléments les plus saillants de la polycrise dans les domaines politique et économique écrasent la profondeur de champ des dirigeants comme des citoyens au détriment des défis géopolitiques et écologiques. Comme si le Titanic, voyant l'iceberg, oubliait la température des eaux glacées de l'Atlantique nord.

C'est dans ce contexte que notre étude joue son rôle : **une heuristique de l'époque**. Il s'agit moins d'amonceler les signaux d'alertes qui agitent la décision publique que de faire **un tableau de bord complet - et donc un diagnostic efficace - des menaces auxquelles nous devons répondre *simultanément***.

Notre état de sidération - et l'ensemble des renoncements plus ou moins conscients qu'il induit - a un coût : **le coût de l'inaction**. Or chacune de ces omissions est, *in fine*, un choix politique qui peut s'avérer dangereux. Face aux défis du temps long, comme celui de l'atténuation des dérèglements climatiques ou celui de l'autonomie stratégique européenne, le coût de l'inaction s'avère toujours nettement plus élevé que le coût de l'action. Le changement d'époque qu'opère la polycrise nous amène précisément **à ce point de renversement de l'Histoire où nous commençons à devoir payer la facture de l'inaction**, alors que nous pensions encore pouvoir investir dans l'action.

Si le **simplisme**, entendu comme le renoncement conscient à la complexité, est le premier malheur du siècle, il a un jumeau tout aussi dangereux : le **défaitisme**.

L'étude de la polycrise a donc une deuxième fonction, qui s'ajoute à l'heuristique : **un rôle cathartique**. Nous considérons en effet que la mise en réseau de l'ensemble des facteurs de la polycrise a un triple effet vertueux sur la qualité du débat public et *in fine* **sur le passage de la sidération démocratique à l'action politique**.

Premièrement, en **reliant les problèmes, on peut relier les causes**. Au lieu d'opposer les intérêts catégoriels, qui confinent maintenant aux revendications identitaires, au lieu de négocier par lignes rouges, qui épuisent rapidement les alternatives à la censure gouvernementale ou à la suspension du droit d'amendement parlementaire, il est possible de recréer des points de convergence au service de l'intérêt général au moyen d'un état des lieux à la hauteur de l'époque.

Deuxièmement, en reprenant de la hauteur historique sur les enjeux de la polycrise, il devient possible d'activer un levier du débat public qui paraît rouillé : **une conversation démocratique honnête sur la solidarité entre les générations**. Celle-ci devient indispensable à mesure que se produit un double phénomène : l'inversion de la pyramide des âges et la démultiplication des défis majeurs que doit relever - et financer - la population active en emploi, liés aux grandes mutations géopolitiques, écologiques et technologiques à l'œuvre simultanément.

Enfin, placer une étude complète de la polycrise au centre du débat public active un troisième facteur cathartique : faire face à la rupture historique à l'œuvre nous pousse **à renouer avec une forme d'« hygiène démocratique »**.

Cette hygiène a une première dimension : **ne jamais se laisser aller à un renoncement cynique**. Pour ce faire, il convient d'embrasser une définition exigeante de la lucidité : le courage de l'intelligence. Si la polycrise consistait à courir un marathon dans un labyrinthe, nous apprécierions d'avoir les plans à l'avance pour économiser nos efforts et espérer en sortir. L'étude d'un diagnostic complexe mais complet doit être un soulagement : au moins nous connaissons tous les maux auxquels nous avons affaire. C'est dans ce soulagement lucide que réside la possibilité de renouer avec l'espérance, condition nécessaire de l'action.

Cette hygiène démocratique a une deuxième dimension, puissamment corrélée à la première : le corps social doit produire un effort constant pour **structurer le débat public autour des enjeux d'avenir**. Cela paraît trivial mais il est impossible de négocier un tel tournant historique en regardant exclusivement dans le rétroviseur. L'effort à produire est considérable tant notre propension à nous centrer sur le passé par instinct de protection ou de conservation est un réflexe puissant face à un tel moment de rupture.

Notre pays connaît en ce moment une de ces convulsions archétypales. En pleine crise gouvernementale qui confine à la crise de régime, la France entend suspendre sa dernière réforme des retraites, alors même que la réalité démographique compromet lourdement son système par répartition. Ce débat, légitime à bon nombre d'égards, notamment face au coût économique de l'instabilité politique, s'érige en **symbole de ce manque d'hygiène démocratique**.

Il apparaît comme le symptôme du déni de réalité induit par l'état de sidération dans lequel nous plonge la polycrise. S'il est accaparé par les pensions, centré exclusivement sur le solde de tout compte dû à une génération qui a déjà passé le relai, **le débat public n'est pas à la hauteur de la bifurcation** devant laquelle nous sommes, au risque de sortir de l'Histoire.

Face à la polycrise, une saine délibération démocratique porterait sur **les institutions à ériger et les moyens à investir pour répondre à trois grandes questions** qui sont déjà des « réductions » de la bascule historique :

- Comment se préparer face à l'imminence de la menace russe à l'heure où l'Alliance atlantique est devenue un espace de racket de protection au détriment de l'idée même de l'autonomie stratégique européenne ?
- Comment accélérer la transition écologique pour atténuer plus efficacement le dérèglement climatique et la dégradation de la biodiversité et commencer à nous adapter rapidement alors que nous sommes déjà entrés dans une zone à risque après avoir franchi la septième limite planétaire ?
- Comment faire face aux plateforme-Etats qui, à l'heure de la révolution de l'IA, entendent façonner l'avenir de l'humanité et modifient déjà en profondeur les rapports de force internationaux alors que l'Europe a laissé dériver ses investissements en R&D depuis 25 ans, au point d'être en situation de décrochage économique ?

Alors que nous disposons de toutes les connaissances nécessaires pour instruire un tel débat démocratique, pourquoi n'y parvenons-nous pas ?

L'état de sidération coûte cher au pays. Face au sentiment de bascule historique, joue également l'instinct de conservation qui nous pousse à chercher la préservation de systèmes passés, même quand ils sont dépassés. Ce deuxième phénomène semble puissamment alimenté par la **révolution démographique** que vivent les grandes démocraties libérales : le vieillissement de la population structure les choix de toutes les puissances du G7.

Cependant il faut ajouter un dernier facteur à l'équation : à mesure que nous nous enfonçons dans la polycrise, **nous vivons un véritable effondrement cognitif**. Ce phénomène est pluridimensionnel.

L'effondrement cognitif a une première dimension politique et technologique. À mesure que la révolution de l'internet s'est intensifiée, nous avons assisté au développement d'une société certes hyper-informée mais surtout hyper-fracturée. Cette archipélisation des connaissances est l'un des ferments majeurs de la crise politique qui est au cœur de la polycrise. Cette archipélisation s'est lourdement aggravée par une seconde bascule technologique : l'économie de l'attention, opérée par les plateformes numériques, refaçonne le lien social et crée des bulles algorithmiques qui opèrent une deuxième archipélisation. **L'archipélisation de l'information et des émotions s'ajoute à l'archipélisation des connaissances, approfondissant la fracture démocratique qui en découle.** Une ultime tendance catalyse encore cette accélération. L'intelligence artificielle générative révolutionne l'usage de l'internet, bouscule des moteurs de recherche et bouleverse le référencement de l'information. Ce phénomène nous accoutume à renoncer aux sources, à tolérer les hallucinations des « grands modèles de langage » (LLM), et au fond nous amène subrepticement à préférer l'apparence de véracité à la vérité.

L'effondrement cognitif a une deuxième dimension parfaitement corrélée à la précédente. Plus nous laissons l'archipélisation de la connaissance, de l'information et des émotions s'opérer, plus nos espaces démocratiques sont vulnérables aux risques de la désinformation voire aux actes de guerre hybride dans le champ informationnel. Elle pave la voie de tous les populismes qui se répandent en Europe. Au fond, **l'effondrement cognitif procède d'une banalisation du *fake* dans notre quotidien**. Une très large majorité d'Européens ont à faire face à des informations manipulatoires, d'autant que la publicité commerciale alimente encore largement les sites commerciaux comme les plateformes numériques qui font leur

audience en faisant levier sur la désinformation. Alors que la guerre hybride menée par la Russie à l'Europe s'accélère, les actes d'ingérence étrangères dans l'espace démocratique se multiplient aussi.

Outre les dimensions politiques et géopolitiques de l'effondrement cognitif, il faut compter sur la dimension intime de ce phénomène : **la santé mentale est devenue une urgence de santé publique**. En Europe, les troubles anxieux et dépressifs sont devenus - devant les maladies cardiovasculaires - la première cause d'incapacité de la population. Pour la plus jeune génération, le phénomène est encore plus grave. Près d'une personne de 15 à 24 ans sur deux déclare des symptômes d'anxiété ou de dépression ; pire, le suicide est devenue la deuxième cause de mortalité dans cette tranche d'âge. Naturellement, l'ensemble des facteurs de pression de la polycrise - la peur de la guerre, la défiance politique, l'éco-anxiété - ont une valence forte sur ce défi majeur pour la santé publique. Mais il y a un catalyseur : la digitalisation de nos interactions sociales. Sur-exposition aux réseaux sociaux, cyberharcèlement, désinformation, design addictif des plateformes, tous ces facteurs contribuent à l'anxiété, aux troubles du sommeil et à l'isolement social qui font le lit de cet effondrement cognitif dans l'intimité.

L'effondrement cognitif à l'œuvre entretient l'état de sidération dans lequel la bascule historique nous plonge ; il affaiblit nos capacités à cultiver l'« hygiène démocratique » qui s'impose ; et donc il nous empêche de tirer pleinement les bénéfices heuristique et cathartique d'une fine compréhension la polycrise.

Cette étude est donc un outil indispensable. Pour un sursaut politique. Pour le redressement économique. Pour un réveil écologique. Pour la lucidité stratégique. Bref, pour comprendre et combattre la polycrise.

Comprendre la polycrise, comprendre la crise géopolitique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Comprendre la polycrise pour sortir de la sidération géopolitique et agir pour l'autonomie stratégique 42

VUE D'ENSEMBLE

En proie à la crise géopolitique, les Européens font face à un carrefour : affronter la complexité de l'équation mondiale et la montée rapide des périls ou sortir de l'Histoire 44

DONNÉES CLÉS

Comprendre la crise géopolitique 53

ENTRETIENS

Entretien #1.1 avec **Elie Tenenbaum** 55
Entretien #1.2 avec **Françoise Thom** 67
Entretien #1.3 avec **Alain Le Roy** 81
Entretien #1.4 avec **Emmanuel Véron** 95
Entretien #1.5 avec **Pierre Razoux** 108
Entretien #1.6 avec **Nicolas Hénin** 122
Entretien #1.7 avec **Philippe Perchoc** 137
Entretien #1.8 avec **Jean-Charles Larsonneur** 149
Entretien #1.9 avec **William Molinié** 164

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

COMPRENDRE LA POLYCRISE POUR SORTIR DE LA SIDÉRATION GÉOPOLITIQUE ET AGIR POUR L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE

Notre monde est confronté à la **simultanéité inédite** de conflits de plus en plus enchevêtrés, où l'usage désinhibé de la forcé armée et la généralisation des stratégies hybrides s'imposent. Dans ce contexte, l'Europe, longtemps bénéficiaire d'un système fondé sur le droit et les alliances, doit faire face à la brutalité idéologique, économique et militaire d'acteurs hostiles, mais aussi à ses faiblesses structurelles et à son impréparation.

L'ordre international libéral bâti depuis 1945 **s'effrite**. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies est paralysé, les traités sont contestés. Cette érosion des normes et des mécanismes de régulation survient alors que les interdépendances économiques et écologiques globales s'intensifient et que les chocs systémiques se multiplient. L'équilibre entre règles partagées et interdépendances s'effondre, ouvrant la voie à une **compétition de puissance** sans garde-fous ni règles du jeu.

Dans cet environnement déstabilisé, **l'Europe** connaît un **recul stratégique** rapide faute de pouvoir élaborer, entre États membres, des politiques ambitieuses et communes en matière diplomatique, militaire et industrielle. Sa **sécurité** devient **multidimensionnelle** (militaire, énergétique, sociétale, cognitive) et doit être inscrite dans une approche où les **menaces** proviennent de **l'ensemble des flancs extérieurs** de l'Europe mais aussi en son cœur.

A l'Est, la **Russie** a opté pour une **confrontation** durable avec l'Occident, lui menant une **guerre totale** qui vise notamment sa cohésion politique et sociétale. Cette approche, combinée à la violence armée dont le Kremlin fait preuve en Ukraine, élève la **menace russe** au rang de **phénomène existentiel** pour les pays européens. La Russie intensifie les cyberattaques, les actions clandestines et les manipulations informationnelles. La France, en raison de son rôle en Europe et des outils qu'elle détient, est particulièrement ciblée.

A l'Ouest, les **États-Unis** subissent une transformation politique majeure. D'allié structurant, l'Amérique de Donald Trump devient une **puissance imprévisible** et de plus en plus **hostile** à nos intérêts européens. Porté par une rhétorique dominatrice et identitaire, un régime autocratique émerge: Les alliances vacillent, les institutions internationales sont attaquées,

les partenaires sont menacés: une divergence stratégique avec l'Europe s'est créée. Elle semble durable et difficilement réversible.

Parallèlement, la montée en puissance d'une **Chine** militarisée et prédatrice ajoute une dimension systémique supplémentaire. Fondée sur la **domination technologique et économique**, une offensive informationnelle sophistiquée et une influence croissante dans les institutions internationales, sa stratégie réduit les marges de manœuvre d'une Europe qui tend à perdre la maîtrise des chaînes de valeurs de son économie dans des domaines critiques comme l'énergie.

À cela s'ajoute, sur le **flanc sud de l'Europe**, la transformation rapide de régions, dont nous peinons à appréhender l'évolution et leurs conséquences pour des transformations miroirs en Europe. Jusqu'au Proche Orient inclus, la r**ecomposition politique** et sociale de l'arc méditerranéen et sahélien s'accélère. Des **tensions identitaires**, économiques et sécuritaires s'y accumulent et nous impactent. Le scénario d'un **effet domino**, difficile à maîtriser, pourrait mener à l'émergence d'un espace de non-droit aux portes du continent.

Face à cette **brutalisation** de son environnement, l'Europe se retrouve face à une **bifurcation historique**. Deux options se dessinent: subir la **fragmentation** et le **déclin**, ou **engager une refondation stratégique** lucide et concertée sur la base d'une prise de conscience la plus large possible.

L'**autonomie stratégique** n'est plus une option possible, mais une **nécessité**. Les alliances se délitent, les dépendances industrielles et les menaces militaires s'accentuent. L'Europe doit abandonner sa posture réactive et adopter une stratégie d'initiative, y compris en y intégrant une **logique du rapport de force**. Cela suppose une **vision géopolitique concertée** prenant en compte les enjeux spécifiques aux différentes régions, l'établissement de priorités partagées, une mobilisation budgétaire cohérente et une coordination intelligente des souverainetés nationales pour faire corps et espérer pouvoir défendre l'Europe, les européens et ses valeurs.

La **souveraineté** est aussi **cognitive et démocratique**. Construire une culture commune de résilience devient crucial. La **lutte contre les ingérences** visant nos démocraties, l'action déterminée contre la criminalité organisée et des fissures sociétales qu'elle produit, deviennent des enjeux existentiels pour la stabilité intérieure. Ils exigent une approche inclusive et sans ambiguïté, qui associe institutions, société civile et acteurs économiques.

VUE D'ENSEMBLE

EN PROIE À LA CRISE GÉOPOLITIQUE, LES EUROPÉENS FONT FACE À UN CARREFOUR : AFFRONTER LA COMPLEXITÉ DE L'ÉQUATION MONDIALE ET LA MONTÉE RAPIDE DES PÉRILS OU SORTIR DE L'HISTOIRE

Un des aspects les plus prégnants de l'intensité de la polycrise qui ébranle le monde aujourd'hui est son volet géopolitique.

Celui-ci se caractérise par la superposition de défis, d'ampleur inédite dans l'histoire, qui menacent notre modèle démocratique, notre organisation en tant qu'État et notre liberté.

L'institut Open Diplomacy a recensé neuf thèmes correspondant à des problématiques et des enjeux simultanés ayant un impact très structurant, voire **existentiel**, sur l'avenir des démocraties libérales européennes et de leurs citoyens :

- La nouvelle orientation géopolitique des Etats-Unis d'Amérique et le délitement de la relation transatlantique,
- La guerre d'agression russe et la fragilisation de la sécurité de l'Europe,
- L'ébranlement des institutions et des normes internationales,
- L'affirmation de la puissance chinoise et les risques systémiques afférents,
- L'instabilité sur le flanc sud de l'Europe,
- La généralisation et la sophistication des menaces hybrides, notamment dans le champ des perceptions,
- La question de l'autonomie stratégique de l'Europe dans un contexte de recul de la place de celle-ci dans le monde,

- Les choix, priorités et marges de manœuvre en matière de défense,
- L'existence d'un véritable « front intérieur » pour la sécurité nationale, notamment autour de l'enracinement du narcotrafic.

Des historiens, des géopolitologues, des journalistes et des diplomates, chacun expert de ces neuf domaines, se sont prêtés au jeu d'un entretien fouillé.

Tous décrivent l'**urgence** des situations et l'exigence d'une approche **lucide** pour y faire face. Cette dynamique nécessitera souvent **la remise en cause de schémas de pensée** stratégiques anciens et souvent inadaptés à la nouvelle donne.

Affronter la nouvelle orientation géopolitique des Etats-Unis d'Amérique et le délitement de la relation transatlantique

La nouvelle orientation politique, sociétale et internationale des Etats-Unis d'Amérique, constitue la **rupture** géopolitique la plus récente.

À Washington, issu des urnes, se met en place **un régime autocratique**: normalisation de la corruption, culte du chef, choix des responsables basés sur une loyauté absolue et non sur la compétence, purges massives de fonctionnaires, mensonge et propagande d'Etat, culture de la menace et de l'intimidation, subjugation des contre-pouvoirs démocratiques.

À l'international, nous assistons à l'**émergence d'un état-voyou**: discours prédateur sur les territoires et les ressources (Panama, Groënland, Canada, grands fonds marins…), ciblage des juridictions internationales, votes à l'assemblée générale des Nations-Unies aux côtés d'États comme la Russie et la Corée du Nord.

Pour l'Europe en particulier, le risque est bien celui de l'apparition d'une puissance non plus concurrente mais **hostile à nos intérêts fondamentaux**, qu'ils soient économiques ou même sécuritaires quand Washington ménage l'agresseur russe. L'offensive idéologique de l'exécutif américain et les ingérences de celui-ci contre les valeurs libérales des démocraties européennes constituent un autre front préoccupant.

Or, **on peut douter de la réversibilité** d'une société américaine très clivée, souvent enfermée dans des bulles informationnelles et où les contre-pouvoirs semblent vaciller. Cette fragilisation interne ainsi que la direction stratégique chaotique du président affectent les Etats-Unis dans leur capacité à peser positivement sur les affaires internationales.

Ce comportement de la première puissance mondiale accentue la tendance du monde à glisser **vers une loi de la jungle** et constitue une incitation à la prolifération des armes nucléaires (sentiment de vacuité des alliances, prime à l'usage de la violence pour résoudre des différends ou satisfaire les appétits de puissance).

Les Européens prennent conscience d'une rupture mais peinent encore à en tirer toutes les conséquences. Pourtant, **l'heure est à la lucidité** ainsi qu'aux réactions déterminées face à un partenaire qui sape la confiance réciproque pourtant au cœur de la crédibilité de l'Alliance Atlantique.

Car, si la dimension militaire de cette Alliance existe encore malgré les perspectives d'un désengagement physique des Américains, son indispensable moteur politique agonise.

Faire face à la guerre d'agression russe et à l'affaiblissement de la sécurité en Europe

Le **caractère létal** du défi de sécurité que pose la menace russe aux démocraties européennes est l'un des marqueurs les plus visibles de l'intensité de la dégradation de notre environnement géopolitique.

La Russie, dont la propagande interne prépare la société à une confrontation civilisationnelle avec l'Occident, représente une **menace stratégique croissante** pour l'Europe, combinant des dimensions militaire, idéologique et informationnelle. Il nous faut compter avec un régime désormais monolithique, qui a éliminé toute tentative de pluralité politique et renouvelé son élite via la guerre, dans une logique autoritaire héritée de l'ère soviétique.

La Russie procède désormais d'un **système militarisé qui tire sa substance de la prolongation du conflit**. Il n'est pas dans son intérêt de mettre fin à la confrontation. Le conflit, vu comme un outil de cohésion interne, constitue bien une condition de la sécurité politique du maître du Kremlin. Il est sans doute illusoire d'attendre un changement radical de comportement de Moscou, même si Vladimir Poutine disparaissait. Les pays européens doivent donc inscrire leur réponse dans la durée en ayant conscience que c'est, en définitive, au concept occidental de « liberté » que s'attaque la Russie.

Les attaques dites hybrides, notamment l'utilisation de relais dans nos propres sociétés, ainsi que l'escalade et la déstabilisation « horizontale » (migrations, Afrique, Outre-Mers), mais aussi la capacité du Kremlin à prendre des risques et son mépris culturel de la vie humaine doivent retenir toute notre attention.

La France, de par ses capacités et sa position sur le continent, a un rôle-clé à jouer dans l'orientation des Européens **vers un durcissement des relations** avec une Russie qui fait le choix d'une confrontation durable car indissociable de la nature même du régime russe.

Tenir bon malgré l'ébranlement des institutions et des normes internationales

L'**ébranlement** des institutions et des normes internationales constitue l'un des nœuds structurants de la polycrise. Le Conseil de sécurité paralysé, la Cour pénale internationale (CPI) ignorée par les grandes puissances, et l'incapacité à enrayer les violations flagrantes du droit illustrent ce délitement.

Pour nous Européens, notamment, cela signifie la **fragilisation du système** de relations internationales basé sur le droit qui constitue la référence pour notre interaction avec le reste du monde.

Le paradoxe est que la contestation des cadres multilatéraux hérités de l'après 1945 intervient à un moment où les interdépendances mondiales s'intensifient, et où les biens publics globaux, climat, santé, sécurité, équité, exigent une réponse collective.

Cette **crise n'est ni accidentelle ni conjoncturelle** : elle résulte à la fois de remises en cause frontales (comme l'agression russe de 2014, ou le retrait américain de plusieurs traités

sous Trump), et d'un **désengagement** progressif, plus insidieux, d'acteurs qui en furent historiquement les bâtisseurs.

Dans ce contexte, l'Union européenne, malgré ses limites, reste l'un des derniers pôles de stabilité normative. Elle peut et doit devenir un moteur de **refondation** multilatérale, notamment en s'appuyant sur ses institutions, son expérience diplomatique, et sa capacité à coopérer avec les puissances émergentes.

Il est donc permis d'espérer sur la base d'une combinaison entre trois scénarios possibles : le rejet par les États-Unis de la trajectoire en cours vers l'autoritarisme et de l'isolationnisme, le renforcement de la voix européenne, l'élargissement à des coalitions de pays partageant un socle normatif commun.

L'enjeu n'est pas de reproduire le passé mais de le **dépasser**. La gouvernance mondiale devra être repensée, non pas sur les **décombres** d'un ancien système, mais sur la base d'une nouvelle alliance entre États, sociétés civiles, acteurs non étatiques, et principes refondés.

Affronter la puissance chinoise qui met tout le système en risque en s'affirmant

La montée en puissance d'une Chine prédatrice et promotrice d'un ordre international alternatif place les Européens dans le statut de **cible privilégiée** pour Pékin.

La stratégie chinoise à l'égard de l'Europe vise en effet à systématiquement identifier et exploiter des failles interconnectées qu'elles soient d'ordre géopolitique, écologique, économique ou morales.

Pékin agit aujourd'hui comme un **acteur déterminé** qui cible un continent fragmenté, normatif et technologiquement de plus en plus dépendant. La domination chinoise, qui se révèle notamment par l'ampleur des flux logistiques, est effective dans les **secteurs critiques** des batteries, des énergies renouvelables, de l'automobile, des semi-conducteurs, de la robotique, de l'IA et du quantique. Même le nucléaire civil apparaît comme un front de dépendance à venir, conséquence de renoncements politiques anciens et funestes.

L'objectif affiché des Européens d'un « derisking » vis-à-vis de la Chine ne se traduit donc pas dans les faits. Il **masque la réalité** d'un désarmement industriel et stratégique enclenché depuis plusieurs décennies. Grâce à l'accroissement fulgurant de sa masse critique d'ingénieurs, la Chine opère un gigantesque tournant robotique qui est militaire, industriel et civilisationnel. Face à cette vague, l'Europe n'a guère d'autres options qu'une **réindustrialisation par le bas**, via l'éducation et la formation technique.

Un autre **point de bascule** géopolitique est celui de Taïwan, où Pékin prépare une offensive d'étouffement progressif, fondée sur le blocus, la sinisation et la neutralisation stratégique.

Face à une stratégie chinoise très aboutie en matière de guerre informationnelle, technologique et sociale, l'Europe, ses institutions et les élites occidentales n'opposent aujourd'hui que des **cadres faibles**, fragmentés et sans profondeur stratégique.

Ne pas perdre de vue le flanc sud de l'Europe

La complexité pour l'Europe des défis géopolitiques est aussi alimentée par la transformation profonde de son flanc Sud, **espace d'instabilités en chaîne** de la Méditerranée à l'Océan Indien, et qu'elle peine à pleinement comprendre et donc à intégrer dans sa stratégie.

Cette **transformation** s'articule autour d'une recomposition assumée des sociétés du Sud autour de quatre moteurs qui structurent la réalité politique de ces pays: le nationalisme, la religion, l'identité et le recours légitime à la force.

L'Europe y est souvent perçue comme une **entité vulnérable** et pratiquant une **politique incohérente**, notamment depuis que la suprématie militaire occidentale ne fait plus illusion dans la région.

L'effondrement potentiel des États d'Afrique du Nord sous la pression démographique, la radicalisation religieuse, les conflits internes ou la criminalisation des territoires est un scénario plausible qui pourrait faire émerger un **espace de non-droit** aux portes de l'Europe.

Or, celle-ci ne montre pas aujourd'hui de vision commune et de long terme, souffre d'une lenteur institutionnelle et **risque une dispersion fonctionnelle** dans son rapport avec les pays de son flanc Sud.

Une stratégie européenne claire, fondée sur les **intérêts mutuels** davantage que sur une forme de moralisme, pourrait contribuer à une rénovation des relations. L'Europe doit mieux prendre en compte le facteur identitaire ainsi que les codes politiques des dirigeants du Sud, souvent fondés sur l'autorité et la personnalisation du pouvoir.

Pour espérer contribuer à la stabilisation de son flanc Sud, l'Europe doit **oser redevenir un acteur crédible** en ne craignant pas le rapport de force et en étant capable de faire peur si nécessaire.

Se protéger contre des menaces hybrides plus sophistiquées et généralisées

Forme revigorée des conflictualités, la guerre hybride s'impose comme un **symptôme central** et désormais permanent de la polycrise.

Elle reflète la nature systémique des tensions contemporaines, combinant économie, politique, écologie et technologie. Par essence, elle mêle confrontation de moyens et de volontés, frappant aussi bien les infrastructures que le récit national et les volontés.

Longtemps marginale, cette **approche globale du ciblage** d'un adversaire permet d'opérer sous les seuils de la guerre déclarée, en évitant la riposte frontale dans un contexte de dissuasion nucléaire. Elle tire partie des **zones grises**, de l'attribution floue, et de la porosité entre guerre et paix. La dissimulation, l'ambiguïté et la vitesse en sont les marqueurs.

Cette forme de conflit n'est pas nouvelle, mais son ampleur est démultipliée par l'**effet accélérateur** des technologies, la diversité des vecteurs d'agression et le caractère ouvert

des démocraties libérales. Ces innovations abaissent le coût des attaques, les rendant plus massives, quasiment permanentes et plus difficiles à prévenir.

Nos failles sociétales et démocratiques sont un terreau pour la désinformation, la polarisation politique, l'affaiblissement des institutions ou la délégitimation de la science. Le champ de bataille est cognitif autant que cyber. Il implique aussi des acteurs non-étatiques, notamment des entreprises de la « tech », les groupes criminels, des influenceurs ou des milices privées.

La résilience ne se décrète pas : elle s'éduque, se forme, se coordonne. Elle doit être sociétale tout autant qu'étatique. La sécurité devient une affaire de **souveraineté cognitive**. La capacité de l'Europe à favoriser - ou pas - une convergence stratégique sur les questions régaliennes sera un élément-clé de ce combat.

Embrasser la question de l'autonomie stratégique européenne

Mise à l'épreuve par des **chocs systémiques** (pandémie mondiale, guerre en Ukraine, dérèglement climatique, et ruptures technologiques) l'autonomie stratégique européenne n'est plus une simple option mais devient une nécessité face à l'avènement d'**empires prédateurs**.

Elle suppose de permettre aux Européens de décider collectivement, à l'échelle du continent, dans un monde à l'instabilité croissante. **Ces secousses ont ouvert des brèches** mais aussi enclenché une prise de conscience qui a généré de nouveaux leviers, comme l'endettement commun européen.

Cette autonomie ne peut se réduire aux institutions supranationales de l'Union européenne : elle doit également procéder d'une plus grande coordination des États-membres qui doivent **accepter leurs interdépendances**.

Si les **fractures internes** (territoriales, sociales, générationnelles) ne peuvent être traitées, elles alimenteront défiance et repli identitaire. Pour tenter d'éviter ce scénario, il faut une réponse à la fois institutionnelle et démocratique.

À cet égard, des pistes d'amélioration sont possibles pour construire une Europe forte développant une **profondeur stratégique** connectée à la population et répondant au contexte international. Les besoins portent notamment sur :

- La clarification des compétences entre niveaux de gouvernance (local, national, européen) pour en finir avec la confusion actuelle ;
- Le renforcement de la démocratie participative, via des conventions citoyennes et un parlementarisme doté de moyens, pour reconnecter citoyens et décisions stratégiques ;
- La mobilisation de nouveaux acteurs politiques non-traditionnels autour de projets pour élargir la base d'un récit collectif crédible et retrouver le sens de l'action.

L'Europe doit **passer d'un mode réactif à une stratégie d'initiative partagée**, à une coordination intelligente des souverainetés, et non la dissolution de celles-ci.

La polycrise peut s'avérer une opportunité de refondation d'un projet politique commun, à condition que celui-ci soit lisible pour les citoyens et ancré dans le réel.

Retrouver les marges de manœuvre économiques et financières

Le défi de l'Europe pour assurer sa défense est nourri à la fois par la résurgence d'une menace létale et par un **double décrochage** stratégique : le retrait progressif des États-Unis de la sécurité du continent, et l'affaiblissement économique, industriel et militaire des États-membres.

Dans l'immédiat, cette dynamique fragilise la réponse européenne à la guerre hybride en cours (Russie, Chine) et révèle au grand jour l'**absence de doctrine cohérente**. Malgré leurs engagements publics, la plupart des pays européens peinent à structurer une trajectoire réaliste vers l'objectif d'un réarmement pourtant nécessaire.

Ainsi, en France, la Loi de Programmation Militaire (LPM) est ambitieuse mais trop souvent contredite par des retards budgétaires, des gels de crédits et une **exécution en dents de scie**. « L'économie de guerre » parfois invoquée relève davantage du discours que d'une mobilisation effective des moyens économiques et industriels.

Or, aucune **offre politique** sérieuse ne pourra désormais faire l'impasse d'une action à la hauteur des enjeux stratégiques et du caractère existentiel de la menace.

La BITD européenne progresse (fonds européens, coopérations), mais reste fragile sans commandes publiques coordonnées, la coopération restant entravée par les **divergences** industrielles et les intérêts concurrents des États.

Or, sans structuration de la demande, l'offre industrielle ne pourra se consolider. Des **innovations financières** (leasing capacitaire, produits d'épargne fléchés) pourraient contribuer à favoriser l'effort, mais posent des questions de souveraineté.

Surtout, un **alignement** rigoureux entre stratégie, moyens et formats est impératif. La France pourrait jouer un rôle clé en allant encore plus loin dans la clarification de ses priorités et en assumant un positionnement de leader européen dans certains domaines : sécurisation énergétique, acception géographique large de la sécurité du continent, excellence navale et aérienne.

Cela suppose un effort budgétaire renforcé (jusqu'à 3,5 % du PIB, objectif des pays-membres de l'OTAN et amplement justifié par le contenu de la revue nationale stratégique de 2025), adossé à des **choix politiques clairs** et à des renoncements dans d'autres domaines.

Enfin, une très large **mobilisation sociétale** constituera une des conditions les plus importantes pour construire la résilience.

Pour une culture de la résilience, nécessaire face à la crise géopolitique au cœur de la polycrise

Face à la détermination et l'organisation de nos adversaires, face à la généralisation du recours à la violence armée, face à la quasi-disparition de l'allié américain, **la rationalité occidentale**

est mise à l'épreuve en Europe: nos dirigeants sont confrontés au double défi de la gestion de la **complexité** et de l'**incertitude**.

Nos sociétés démocratiques se découvrent **vulnérables** et, dans la guerre des perceptions, peinent à traiter la dimension non cognitive de leur sécurité. Le besoin d'une convergence sociétale sur la compréhension des menaces et sur ce qui doit être défendu ne pourra passer que par la pédagogie et la gestion de l'anxiété. L'émergence d'une indispensable culture de **résilience** est à cette condition.

Dans ce contexte, la lucidité, la cohérence, mais aussi la volonté et le courage politique doivent prendre une place centrale pour la définition de nos priorités et la **survie** de nos sociétés dans leur forme démocratique, notamment autour d'un projet national partagé et compatible avec celui d'une Europe plus forte et plus unie.

Traiter la lutte contre la criminalité organisée et son impact sociétal comme un enjeu majeur de sécurité et de cohésion nationale

Le poids des menaces extérieures sur les démocraties européennes ne doit pas éluder le risque intérieur que représente l'**implantation systémique d'activités criminelles ou illicites** au sein d'une partie de la population. Face au phénomène visible d'enracinement d'une délinquance organisée, l'**inquiétude publique** est aujourd'hui davantage relayée. Cette situation pèse sur l'agenda et le climat politique, alimentant la défiance des citoyens envers leurs dirigeants.

L'ancrage et la diversification des activités des réseaux criminels, d'abord structurés autour du **trafic des stupéfiants**, se traduit par une **porosité croissante et inquiétante avec certaines parties de la société**.

Il existe ainsi en France une «zone grise démographique» de quelques centaines de milliers d'habitants impliqués à des degrés divers, parfois involontairement, dans un système économique parallèle à base de blanchiment, d'escroquerie ou de détournement. La fragmentation des responsabilités de ces actions, leur décentralisation, leur opacité et même certains «services offerts» à la population par les réseaux criminels en renforcent malheureusement la résilience.

Le principal **enjeu pour notre état de droit** réside sans doute dans le risque d'une «acceptation à l'usage», par une partie de la société, d'une corruption qui serait ressentie comme une pratique acceptable «de basse intensité». Si elle n'est pas traitée, cette situation pourrait engendrer à court terme une **fracture civique** portant les ingrédients d'une **contestation politique** potentiellement violente que permettraient notamment les armes en circulation. A cet égard, le phénomène socio-économique que constitue la criminalité organisée doit être appréhendé comme une **menace existentielle**.

L'action publique doit évidemment s'élever à la mesure de cet enjeu et **l'ériger en priorité**. Elle doit se traduire par **une volonté politique et des moyens d'action**, structurels et opérationnels, notamment en matière de renseignement et de procédures. La dimension

transfrontalière des réseaux de la criminalité organisée exige aussi un effort plus soutenu en matière de **coopération internationale**.

Au moment où on observe un empilement inédit des risques et des menaces au niveau global, il serait irresponsable de minimiser la profondeur des fissures sociétales que crée ce problème de sécurité intérieure.

DONNÉES CLÉS

COMPRENDRE LA CRISE GÉOPOLITIQUE

1 000

MILLIARDS ANNUELS

C'est le montant d'investissements nécessaires pour les européens afin de combattre la menace russe sans le soutien américains.

÷ 6

Depuis 1991, le nombre de chars de bataille dans l'armée française est passé de 1 349 à 222 soit une division par plus de 6. De même, le nombre d'avions de combat a été divisé par 2,7 (686 en 1991 à 254 en 2021) et les effectifs militaires de 2,2.

x 2

D'ici 2030, la marine chinoise devrait faire le double de la taille de la marine américaine.

60-70 %

C'est la part des pertes de véhicules blindés, pièces d'artillerie et systèmes de défense anti-aérienne causées par des frappes de drones en 2025 dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

x 100

Pour alimenter sa machine de propagande internationale, la Russie dépense l'équivalent de plus de 2 milliards de dollars par an, c'est 100 fois plus que ce que la France dépense pour lutter contre la désinformation (20 à 25 millions).

152

Sur les 505 manipulations de l'information relevées en Europe entre 2023 et 2024, 152 visaient la France - 2ème pays touché derrière l'Ukraine. Les principaux acteurs de ces agressions sont la Russie et la Chine.

28 %

Seuls 28 % des épargnants seraient prêts à investir leur épargne vers le financement de la défense avec un rendement équivalent au livret A.

2020

Depuis 2020, le poids économique mondial du club des BRICS est supérieur à celui du G7.

6 400

MILLIARDS

Le besoin de financements additionnels pour réaliser les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies était évalué à 6400 milliards de dollars par an lors du Sommet de Séville pour le financement du développement (2025).

-7,1 %

Au plan mondial, l'aide publique au développement a diminué de 7,1% entre 2023 et 2024 selon l'OCDE.

ENTRETIEN #1.1

« RISQUANT L'ILLUSION STRATÉGIQUE DANS LA RELATION TRANSATLANTIQUE, L'EUROPE POURRAIT SE LAISSER MARGINALISÉE PAR LA BRUTALISATION DU MONDE »

avertit Elie Tenenbaum

Pour Elie Tenenbaum, directeur du Centre des Études de sécurité de l'IFRI, l'érosion du lien euro-américain ne relève plus d'un simple scénario : c'est une réalité en cours de structuration. La triple rupture stratégique, normative et doctrinale engagée par les États-Unis transforme l'OTAN en relation asymétrique conditionnelle. Sous pression, l'Europe doit sortir de son déni stratégique pour ne pas être marginalisée dans la brutalisation du monde. Fragmentation politique, dépendance capacitaire, cécité budgétaire : les vulnérabilités systémiques s'accumulent. L'avenir dépendra de la capacité des Européens à faire émerger une autonomie stratégique collective, crédible financièrement et concertée industriellement. Sans réarmement coordonné ni refondation doctrinale, le continent risque de subir la sécurité comme un service, à payer au prix fort.

Comment caractérisez-vous l'évolution des relations transatlantiques entre hier et aujourd'hui ?

Cette évolution doit être lue à la lumière de la dépendance transatlantique, forgée dans le temps long.

Depuis le débarquement américain en Sicile en 1943, puis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, la sécurité du continent européen a été pensée et structurée à l'aune de la puissance militaire des États-Unis. Cette présence s'est matérialisée au fil des décennies par une empreinte massive : au plus fort de la Guerre froide, jusqu'à 500 000 soldats américains étaient stationnés en Europe occidentale. Ce chiffre est emblématique du rôle central assumé par Washington dans la défense du Vieux Continent.

Mais à partir des années 1990, cette empreinte connaît une décrue significative. Au moment des conflits dans les Balkans, les effectifs américains en Europe sont tombés à environ 100 000, puis à 65 000 au début des années 2010. **Ce mouvement s'inscrit dans une tendance structurelle, illustrée par la doctrine du « pivot vers l'Asie » amorcée sous Obama**, qui réactive la vieille rhétorique du **« partage du fardeau »**, formulée dès l'époque d'Eisenhower. Le discours d'adieu de Robert Gates à l'OTAN en 2011 constitue un signal d'alerte fort à l'égard de l'inaction capacitaire des Européens.

Sous Donald Trump I, la volonté de désengagement devient explicite, bien qu'elle soit freinée dans son exécution par l'appareil sécuritaire américain (notamment Jim Mattis). Malgré l'annonce d'un retrait de 12 000 hommes d'Allemagne, les inerties institutionnelles en limitent la mise en œuvre.

Plus récemment, la pandémie de COVID-19 interrompt provisoirement cette dynamique. Puis, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022 inverse temporairement la tendance. Dès 2014, l'opération **Atlantic Resolve**, lancée après l'annexion de la Crimée, avait marqué une remontée des forces américaines en Europe, parallèlement à l'opération **Inherent Resolve** contre Daech. En 2021–2022, la présence américaine s'intensifie en Pologne et en Roumanie, avec un doublement des effectifs dans ces deux pays. Aujourd'hui, on compte à nouveau près de 100 000 soldats américains sur le sol européen, illustrant une forme de réassurance pour certains alliés européens et le maintien des Etats-Unis en Europe.

Vous parlez d'une relation régie par la notion de dépendance. Pouvez-vous plus expliciter cela ?

Au-delà de cette lecture quantitative, l'Europe vie une dépendance **structurelle** vis-à-vis des États-Unis, notamment depuis l'ère de la Guerre Froide :

- **Sur le plan doctrinal**, la domination des concepts stratégiques américains au sein de l'OTAN s'est imposée au fil du temps, en partie du fait du poids capacitaire de Washington malgré la fin de la menace vitale post Guerre Froide. Même en temps de paix, les doctrines américaines structurent les modes d'action et la structure des forces européennes.

- **Sur le plan technologique**, la révolution informationnelle des années 1990–2000 a été absorbée via les standards américains : satellites de navigation, protocoles de liaisons de données (L16, L22, MADL), plateformes de renseignement et de ciblage, drones, systèmes de frappe longue portée, défense aérienne et antimissile intégrée – autant de technologies détenues, ou dominées, exclusivement par les États-Unis. Ces éléments viennent marquer un monopole de technologies américaines conduisant à une dépendance structurelle des européens.
- **Sur le plan stratégique**, les États-Unis assurent la prérogative de la dissuasion nucléaire élargie, sommet de l'architecture sécuritaire européenne. Cela leur confère non seulement une capacité unique de réponse à l'escalade, mais aussi une position centrale dans l'édifice de sécurité collective. Enfin, les habitudes de commandement développées depuis la Guerre froide ont ancré les Européens dans un réflexe de dépendance fonctionnelle. Les opérations en coalition sont conçues comme des « plug-ins » au dispositif américain, sans questionnement de souveraineté ou d'autonomie.

88 %

En 2024, les États-Unis détenaient 3 708 têtes nucléaires. En nombre de têtes nucléaires, ils se classent deuxième derrière la Russie (4 380). Cela représente 88 % des têtes nucléaires des pays de l'OTAN (France - 290 et Royaume-Uni - 225).

Dans ce contexte, toute redéfinition de la posture américaine, comme celle formulée par le Secrétaire à la Défense Pete Hegseth en février 2025 – qui affirme que les Européens doivent désormais assumer leur propre sécurité – risque de provoquer un **effet Mikado** : la moindre pièce retirée viendrait fragiliser l'ensemble de l'édifice.

Le dilemme est donc profond : les États-Unis souhaitent se désengager, mais l'Europe n'a pas encore les moyens ni les réflexes institutionnels pour reprendre le flambeau. Cette asymétrie stratégique alimente une vulnérabilité majeure du système euro-atlantique à l'horizon 2025–2030.

Le second mandat Trump a suscité un choc auprès des Européens dépendants de l'alliance américaine. Quelle est votre analyse ?

L'année 2025 marque un tournant décisif dans l'évolution des rapports euro-américains et est marquée par **trois ruptures complémentaires**, qui, ensemble, menacent les fondements politiques, doctrinaux et symboliques de l'Alliance atlantique.

Premièrement, une rupture stratégique – le désengagement annoncé de Washington. Le 12 février 2025 à Bruxelles, le Secrétaire américain à la Défense, **Pete Hegseth**, tient un discours remarqué devant ses homologues de l'OTAN. S'il reste formellement vague, le message est limpide sur le fond : Les États-

Unis ne peuvent plus faire de la sécurité de l'Europe leur priorité principale. Notre attention doit se porter sur la défense de nos propres frontières et sur la compétition stratégique avec l'axe chinois. Ce discours consacre un basculement stratégique de long terme. Le « pivot vers l'Asie », évoqué depuis les années 2010, devient enfin opérationnel. Il acte également l'échec historique du « partage du fardeau », jamais réellement mis en œuvre par les Européens.

Deuxièmement, une rupture normative – la remise en cause des valeurs fondatrices de l'OTAN. Porté à la suite à la Conférence sur la sécurité de Munich, le sénateur **J.D. Vance**, figure montante du courant isolationniste américain, introduit un discours inattendu. Il ne traite pas directement des menaces extérieures, mais remet en question **le socle de valeurs partagées** au sein de l'Alliance en explicitant que le véritable enjeu n'est ni la Russie ni la Chine, mais la divergence croissante entre nos systèmes de valeurs. Il cite l'exemple de l'AFD en Allemagne pour illustrer cette fracture. Ce discours ouvre une brèche dans le **préambule du traité de Washington (1949)**, qui pose comme fondement de l'OTAN l'attachement à la liberté, à la démocratie et à l'État de droit. En relativisant cette base normative, Vance sape la légitimité idéologique de l'Alliance.

Troisièmement, la rupture doctrinale – la redéfinition des rapports de force par Donald Trump qui incarne lui-même une troisième rupture, plus radicale encore. Il défie les principes fondateurs de l'ordre international libéral : respect des frontières, renoncement de la force, coopération multilatérale. Il propose une vision géopolitique fondée sur des sphères d'influence, aux antipodes de la logique otanienne. Dans la pratique, cette posture se manifeste par une **inversion des rapports** : bienveillance envers les menaces (Russie, Chine), menaçant envers les alliés (Canada, UE), et instrumentalisation des alliances dans le cadre de conflits commerciaux (ex. : guerre tarifaire contre l'UE, pressions bilatérales sur les importations).

62 %

62 % des personnes interrogées dans le cadre du Global Risk Report du World Economic Forum anticipent un futur fait de multiples crises.

Face à cette triple rupture, quelles réponses des européens ?

Actuellement, les Européens adoptent une posture de déni partiel.

L'attention se concentre principalement sur la première rupture, plus visible et concrète. La réduction annoncée des effectifs américains sur le continent en temps de paix, et l'incertitude sur l'engagement étatsunienen cas d'activation de l'article 5 de l'OTAN provoque cette sidération européenne. Jusqu'alors, les plans de défense anticipaient le déploiement de plusieurs divisions américaines en cas d'agression ; cette hypothèse est désormais contestée.

Sur le plan des valeurs, la réaction européenne est beaucoup plus timide voire inexistante. Le débat sur la cohésion idéologique de l'Alliance est évité, repoussé

sine die. Il y a une tentation de faire l'autruche, par crainte d'affronter l'évidence d'un effondrement du socle commun.

> ***On dit souvent que ce retrait américain était annoncé depuis longtemps mais jamais mis en œuvre. Qu'en dites–vous ?***

En effet, si le désengagement progressif des États-Unis de la défense européenne est un phénomène régulièrement évoqué depuis plusieurs décennies, il n'a jamais véritablement été mis en œuvre jusqu'ici. Cette situation s'explique par une double dynamique d'inertie bureaucratique et d'imbrication stratégique.

Comme toute grande bureaucratie, l'appareil militaire américain fonctionne selon des logiques de continuité et d'habitude opérationnelle. La rotation constante des personnels déployés, notamment en Allemagne, entretient une présence permanente qui finit par se reproduire mécaniquement. Même en cas de décision politique de rapatriement, il n'est pas certain que les États-Unis disposent des capacités logistiques ou d'infrastructures suffisantes sur leur propre territoire pour absorber ces effectifs. L'hypothèse d'un retrait est donc toujours restée partiellement théorique, faute de mise en œuvre concrète.

34 894

Au 30 avril 2024, 34 894 soldats américains étaient présents sur le sol allemand répartis en 13 bases. C'est le plus grand contingent de soldats américains sur le sol européen devant l'Italie (12 319) et le Royaume-Uni (10 180).

En parallèle, une **volonté européenne de maintenir le lien transatlantique** s'est manifestée, notamment à travers des engagements de hausse des budgets de défense (comme lors du sommet de Newport en 2014). Cependant, cette volonté est restée largement déclarative et incomplète dans ses effets.

La base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne – à l'exception de la France – est profondément imbriquée avec les intérêts américains. De nombreuses entreprises de défense américaines réalisent une part significative de leur chiffre d'affaires sur le marché européen. L'Europe représente donc un écosystème commercial, technologique et stratégique difficile à abandonner pour les États-Unis.

Au niveau diplomatique et institutionnel, les liens restent forts. Les autorités étatiques européennes ont un accès direct et fluide aux décideurs américains. Il existe encore une proximité relationnelle et politique entre les élites de part et d'autre de l'Atlantique. L'exemple de la première visite présidentielle de Joe Biden – en Allemagne – témoigne de cette continuité symbolique.

Malgré cette continuité apparente, un changement de génération s'opère dans les élites américaines. La nouvelle classe politique est de moins en moins liée affectivement, culturellement ou historiquement à l'Europe. Barack Obama fut le

premier président sans ascendance européenne ; cette rupture générationnelle se confirme et s'amplifie. Le centre de gravité stratégique américain se déplace durablement vers l'Asie-Pacifique, et la cohésion transatlantique, bien qu'encore vivace sur certains plans, devient progressivement contingente, conditionnelle, voire instrumentalisée.

> ***Si une interdépendance, ou plus précisément des intérêts lient également les Américains aux Européens, comment expliquer cette nouvelle posture ?***

La persistance de liens économiques, industriels et diplomatiques entre les États-Unis et l'Europe ne suffit plus à freiner la transformation de la posture américaine à travers la « Force Posture Review » en cours de réécriture. Une nouvelle phase de réajustement stratégique est clairement engagée, structurée autour de plusieurs dynamiques.

L'administration américaine conduit actuellement une révision de sa posture de forces à l'étranger. L'orientation générale semble aller vers un retour à un format comparable à celui de 2013, avant les crises ukrainiennes successives. Cela impliquerait :

- Les 20 à 25 000 soldats supplémentaires déployés à la suite de l'annexion de la Crimée (2014) puis de l'invasion de 2022 pourraient être progressivement retirés.
- La Pologne, bien positionnée diplomatiquement, pourrait voir son contingent américain (10 à 15 000 hommes) ajusté à la baisse, sauf concession spécifique.

Cette inflexion s'inscrit aussi dans une lecture stratégique revendiquée par une partie des élites américaines, selon laquelle la pression exercée par Trump aurait permis de « réveiller » l'Europe. Dans une tribune récente publiée dans Foreign Affairs, Christopher Chivvis avance la thèse suivante : celle d'un Donald Trump qui, en mettant brutalement les Européens face à leurs responsabilités, a en réalité suscité un sursaut et une dynamique de prise en charge stratégique du Vieux Continent par eux-même.

Dans cette perspective, la suite logique serait d'annoncer un calendrier de désengagement progressif, afin de consolider cette responsabilisation. Cela impliquerait une réduction de moitié de la présence militaire américaine conventionnelle, autour de 45 000 hommes sur le continent, contre environ 100 000 aujourd'hui, une des options la plus privilégiée aujourd'hui. Ainsi, plusieurs options divergentes viennent osciller entre modération et radicalité.

Plusieurs lignes de forces s'opposent à Washington sur la manière de redéfinir cette présence, allant d'un maintien qui pourrait descendre en deçà des 45 000 hommes et d'autres, plus modérés au sein du NDPP (NATO Defence Planning Process) qui privilégie un niveau à 65 000 effectifs.

Une ligne plus radicale persiste toujours, incarnée par des auteurs comme Sumantra Maitra (notamment dans un article intitulé Dormant NATO dès 2023)

qui vient plaider une mise en sommeil partielle de l'OTAN, voire une réarticulation complète du système d'alliances. Cette approche, minoritaire pour l'instant, gagne néanmoins du terrain dans certains cercles.

Si l'horizon politique américain est dominé à l'avenir par une ligne incarnée par JD Vance – plus dure encore du trumpisme –, les Européens pourraient être confrontés à des choix bien plus désagréables. Cette influence croissante de la **ligne idéologique** incarnée par JD Vance pourrait venir après un second mandat Trump. Des échanges confidentiels, révélés récemment, ont mis en lumière le mépris profond de Vance à l'égard des partenaires européens, et sa conception instrumentaliste de l'Alliance. Ce courant estime que Trump a su provoquer un sursaut stratégique européen, en mettant les alliés face à leurs responsabilités. L'étape suivante serait d'afficher un calendrier clair de désengagement, avec pour objectif une réduction drastique de la présence américaine à moyen terme.

Quels futurs possibles voyez-vous à horizon 5-10 ans ?

À moyen terme, une trajectoire de transformation profonde de l'alliance euro-américaine se dessine, marquée par le passage d'un système de sécurité coopératif à un modèle de dépendance conditionnelle. Plusieurs tendances de fond structurent cette projection.

Une logique de protection monétisée : « Alliance as a service ». La perspective d'un second mandat Trump – ou l'émergence d'un leadership proche de sa vision stratégique – renforcerait une approche instrumentale des alliances. Il ne s'agirait plus de garantir la sécurité européenne au nom de principes partagés, mais de monnayer la protection comme un service stratégique soumis à contreparties commerciales.

Dans cette vision, la logique de l'alliance se transforme :

- D'un lien de solidarité réciproque à une relation asymétrique et contractuelle ;
- D'une alliance bâtie sur des valeurs communes à un rapport de dépendance conditionnelle, dans lequel les Européens « doivent payer pour être protégés ».

Ce glissement représente une **rupture radicale avec le paradigme fondateur de l'OTAN**, dans lequel les États-Unis assument un rôle de garant stratégique, en considérant la chute potentielle de l'Europe occidentale comme une menace existentielle.

Une lecture économique agressive des rapports transatlantiques. Cette logique s'inscrit dans une vision datée et offensive du commerce international, où les droits de douane deviennent des instruments de coercition stratégique suivant une vision très XIX^{ème} siècle. Les États-Unis visent à corréler leur engagement militaire à des retours commerciaux tangibles, notamment dans les secteurs des biens industriels, de la tech et des services (où se situe leur excédent structurel).

Il ne s'agit plus seulement de sécurité, mais d'un **rapport de forces global**, où la protection devient une condition d'accès aux marchés ou aux technologies américaines. Le paradigme devient celui d'un protectionnisme géostratégique.

Au-delà de Trump : la base MAGA comme ancrage durable d'une nouvelle vision. Cette transformation ne s'arrêtera pas forcément avec Trump. La base politique « MAGA » (Make America Great Again) est appelée à perdurer. Même si elle ne partage pas toujours l'obsession douanière du trumpisme, elle adhère à une vision hiérarchisée des relations internationales, fondée sur la domination plutôt que sur la coopération. Cette culture stratégique valorise les rapports de supériorité, de levier, d'exploitation – au détriment de la bienveillance hégémonique qui avait caractérisé la Pax Americana de l'après-guerre.

La fin d'une hégémonie bienveillante ? À ce titre, la grille d'analyse développée par Olivier Schmitt, qui évoque la remise en cause du caractère bienveillant de l'hégémonie stratégique américaine, est une piste de réflexion cohérente. L'un des piliers de l'ordre libéral reposait sur le fait que les États-Unis étaient perçus comme un leader relativement équitable, dont la protection impliquait une contrepartie modérée, acceptable politiquement et économiquement.

C'est cette dimension qui est aujourd'hui en train de **s'effondrer** : la protection américaine devient plus coûteuse, plus aléatoire, et plus politisée. La perception d'une forme de « bienveillance » de l'hégémonie américaine ne fait plus consensus, ni en Europe, ni même au sein des élites américaines.

> ***Face aux tensions émergentes et à l'érosion de certaines solidarités historiques, où situeriez-vous les lignes de fracture potentielles qui pourraient durablement altérer le lien transatlantique ?***

L'avenir de la relation euro-américaine et de la sécurité du continent pourrait être profondément reconfiguré sous l'effet de plusieurs bifurcations stratégiques. Ces **points de bascule** concernent à la fois l'évolution de la menace, le rythme du retrait américain, la fragmentation européenne, et l'impact des crises sur les arcs périphériques.

A court terme, c'est bien la Russie qui est la menace structurante pour les européens. La Russie demeure la seule puissance disposant à la fois des moyens et de la volonté de remettre en cause l'ordre de sécurité européen. Elle dispose d'un arsenal nucléaire, de capacités hybrides, d'une masse humaine significative, et d'un budget de défense estimé à 140 milliards de dollars en valeur nominale, mais équivalent à environ 450 milliards d'euros en parité de pouvoir d'achat (PPA) – soit l'équivalent de l'effort combiné des pays européens.

250 000 **Pour assurer la sécurité de l'Europe et décourager une offensive russe, il faudrait 250 000 soldats supplémentaires soit l'équivalent de 50 brigades.**

Certes, d'ici 2030, la Russie pourrait perdre en qualité technologique, en raison de sa dépendance croissante à la Chine et d'un sous-investissement en R&D, mais elle restera, sous une forme ou une autre a minima, un risque géopolitique (en cas d'instabilité), et probablement une **menace (compte tenu d'une volonté**

de nuire à l'ordre de sécurité en Europe qui a toutes les chances de perdurer). A court terme, elle est une menace d'autant plus structurante que les Etats-Unis réduisent leurs engagements.

L'incertitude européenne amène à une fragmentation politique et au doute capacitaire. Dans un contexte de retrait progressif des États-Unis, seule une poignée d'États européens semble prête à affronter directement la Russie. Il ne faut pas se laisser abuser par les comparaisons d'équipements, car rien ne garantit la volonté politique de mobiliser ces moyens en cas de crise.

Une analogie historique peut être réalisée à travers l'exemple des guerres médiques où toutes les cités grecques n'ont pas combattu ensemble ; la **fragmentation stratégique européenne** actuelle pourrait reproduire ce schéma.

À ce titre, trois scénarios d'évolution de la posture américaine conditionnent les trois trajectoires possibles sont envisagées :

- **Scénario positif :** un retrait planifié, transparent, co-construit sur 5 à 10 ans. L'Europe monte en puissance progressivement, et en 2035, on passe d'une Europe protégée par les États-Unis à une Europe défendue par elle-même, avec une contribution américaine moindre mais encore structurante - y compris sur le plan de la dissuasion.
- **Scénario désordonné (« the sound and the fury ») :** les États-Unis abandonnent toute cohérence multilatérale, pratiquent une bilatéralisation à la carte, choisissent leurs alliés en fonction de critères politiques, commerciaux ou stratégiques. Résultat : des pays pouvant être protégés et des voisins non ; toute défense collective devient imprévisible, la planification opérationnelle est rendue impossible par les incertitudes stratégiques, la dissuasion générale est fortement affaiblie.
- **Scénario de rupture brutale :** « on arrache le sparadrap et ça saigne ». Washington se désintéresse de l'Europe. Ce scénario est jugé moins probable, mais pas à exclure si, en 2029, un successeur de Trump plus radical encore comme JD Vance accède au pouvoir.

1 000 MILLIARDS

Selon une étude menée par l'International Institute for Strategic Studies, en cas de retrait américain de l'OTAN, le remplacement direct d'une partie clé de la contribution américaine pour faire face à la menace russe s'élèverait à environ 1 000 milliards de dollars.

Parmi ces scénarios, la bilatéralisation désordonnée n'est plus une hypothèse, mais une réalité en gestation. La BITD (base industrielle et technologique de défense) américaine est désormais orientée de façon plus autocentrée. Des responsables comme Elbridge Colby affirment que le marché européen n'est plus une priorité. Le but est désormais de préserver les marges de manœuvre américaines et non d'alimenter un partenariat capacitaire équilibré. **On entre ainsi dans un scénario Hunger Games**, où les Européens doivent acheter

davantage de matériel américain pour conserver une protection partielle, dans un contexte d'offre sécuritaire américaine en contraction.

Un article récent de Marco Rubio dans USA Today (fin mai 2025) l'exprime clairement : la protection américaine devient un privilège, pas un droit.

En quoi cet ébranlement euratlantique pourrait avoir des conséquences directes pour les européens et l'arc Sud ?

Sur le flanc Sud, une **évolution géostratégique** pourrait agir comme un choc : si, par exemple, la Russie établissait une base navale à Oran (Algérie), cela modifierait profondément l'équilibre en Méditerranée. Par ailleurs, ce flanc est marqué notamment par un retrait de la France, par exemple, qui a réduit drastiquement ses engagements extérieurs entre 2022 et 2025 (Sahel, Irak, Jordanie).

D'autres sujets s'ajoutent, tels que les sujets de migration, terrorisme, et commerce, toujours sous tension. Les **divergences diplomatiques** internes à l'UE sur Israël, en fonction des choix américains, illustrent l'incohérence stratégique et enfin les tensions régionales toujours plus croissantes.

Dans l'arc Moyen-Orient – Afrique subsaharienne, l'Europe peine à exister stratégiquement. L'éloignement américain implique un repositionnement des Européens selon des logiques plus transactionnelles, avec les puissances du Golfe ou certains États africains « émergents », sans réelle vision d'ensemble.

L'Europe risque ainsi un effet **d'éviction stratégique**, faute de masse critique, de leviers diplomatiques et d'unité politique.

En conclusion, si vous deviez fournir une intuition stratégique et des recommandations opérationnelles pour une Europe plus forte, quelles seraient-elles ?

Le scénario le plus probable à l'horizon 5–10 ans n'est ni celui d'une rupture brutale, ni celui d'un désengagement ordonné et coordonné, mais bien celui d'une bilatéralisation compétitive. Ce **« scénario Hunger Games »** implique que chaque pays devra « faire plus » : dépenser davantage, acheter plus américain, montrer sa loyauté stratégique. Ce désengagement partiel, mais structurel, imposera aux Européens un choix : s'émanciper réellement, ou s'enfermer dans une dépendance instrumentalisée, synonyme de fragilisation à long terme.

Face à cette dynamique, plusieurs lignes d'action concrètes, qui visent à **sortir du déni stratégique** tout en tenant compte des contraintes politiques et économiques européennes sont proposées :

1. **Instaurer une préférence européenne réaliste dans la défense** : L'objectif n'est pas de promouvoir une forme de souveraineté autarcique, souvent perçue comme maximaliste ou exclusive (comme dans le cas de Dassault, qui défend une exigence de 80 % de contenu national dans certains projets européens), mais bien de fixer un cap pragmatique et atteignable. Un

objectif de 60 à 65 % de contenu européen dans les grands programmes d'armement serait, selon lui, ambitieux mais raisonnable. Il permettrait d'articuler cohérence stratégique, interopérabilité industrielle et autonomie partagée entre Européens, sans exclure les partenaires transatlantiques.

2. **La France doit jouer encore plus collectif** : Par ailleurs, la France devra accepter de jouer un rôle de partenaire au sein d'un ensemble, et non celui de leader incontesté. Cela implique une forme d'humilité stratégique – parfois difficile à incarner dans la culture politique française – pour favoriser l'émergence de projets véritablement communs. Il ne s'agit plus de diriger, mais d'entrer dans des "gammes européennes", en co-développant et co-finançant les capacités futures, de manière solidaire.

3. **Réaligner ambitions stratégiques et réalité budgétaire**: Cependant, cet effort devra être mené en cohérence avec la réalité macroéconomique française, qui est aujourd'hui extrêmement contrainte. **Avec une dette publique atteignant 120 % du PIB**, un taux de prélèvements obligatoires de 57 %, et une dépense publique fortement polarisée par les dépenses sociales (environ 80 % des budgets publics), il devient impossible d'augmenter significativement l'effort de défense sans remettre en cause les équilibres budgétaires existants. La situation financière du pays est jugée insoutenable à moyen terme, notamment du fait de l'explosion des coûts liés à la santé et au vieillissement démographique. **Dès lors, il faudra nécessairement trancher dans les priorités: soit la France engage de véritables réformes sur les grands postes de dépense (retraite, santé, allocations), soit elle doit revoir à la baisse ses ambitions stratégiques.** Il n'y a pas d'argent magique, et encore moins de cohérence stratégique sans débat démocratique sur les choix de puissance. Ce dilemme pose la question fondamentale de l'adéquation entre ambitions, moyens et vision d'avenir.

4. **Refonder une prospective stratégique crédible**: Enfin, il appelle à refonder une prospective stratégique sérieuse, qui cesse de se réfugier dans les slogans ou les postures. La volonté ne suffit plus: il faut articuler ambition, faisabilité budgétaire, efficacité industrielle et cohérence européenne. Sans cela, la France et l'Europe resteront dans l'illusion stratégique, incapables d'éviter leur marginalisation face à l'ébranlement des relations transatlantiques et de la brutalisation du monde.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Elie Tenenbaum*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE TRIPLE RUPTURE ÉBRANLE LES FONDEMENTS DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Le désengagement stratégique américain, la remise en cause des valeurs fondatrices de l'OTAN et la reconfiguration doctrinale portée par Trump marquent une bascule historique. La protection des États-Unis n'est plus garantie.

LA DÉPENDANCE CAPACITAIRE EUROPÉENNE DEVIENT UNE VULNÉRABILITÉ SYSTÉMIQUE

L'Europe demeure structurellement dépendante des États-Unis pour la dissuasion nucléaire, la supériorité technologique et la conduite des opérations. Cette dépendance, héritée de la Guerre froide, s'est pérennisée malgré les alertes répétées sur le « partage du fardeau ». L'incapacité à produire une autonomie stratégique réelle transforme cette dépendance en facteur de risque géopolitique majeur.

LA BILATÉRALISATION DÉSORDONNÉE AFFAIBLIT LA COHÉSION EUROPÉENNE

Les États-Unis privilégient désormais une logique de « deal » sécuritaire individualisé avec leurs alliés, selon des critères idéologiques ou commerciaux. Ce modèle fragmenté expose l'Union à une mise en concurrence interne, sapant toute ambition de défense collective voire de sécurité européenne partagée.

LA FIN DE L'HÉGÉMONIE BIENVEILLANTE OUVRE UN CYCLE DE BRUTALISATION GÉOÉCONOMIQUE

La sécurité devient une prestation tarifée, liée à des contreparties industrielles ou commerciales. Le leadership américain ne se veut plus équitable mais dominant. L'architecture mondiale se fonde dorénavant plus sur la force que sur le droit.

L'EUROPE DOIT TRANCHER ENTRE MARGINALISATION SUBIE OU REFONDATION ASSUMÉE

Face à l'érosion du lien transatlantique, trois voies s'ouvrent : maintenir l'illusion stratégique, s'aligner sur les conditions américaines, ou construire une autonomie réelle. Cela implique de dépasser les postures souverainistes ou technocratiques, pour co-construire un projet stratégique crédible, adossé à des choix budgétaires clairs et politiquement partagés. Sans ce sursaut, le continent risque de sortir de l'Histoire, relégué aux marges de la brutalisation du monde.

ENTRETIEN #1.2

« LA RUSSIE, QUI REPRÉSENTE UNE MENACE STRATÉGIQUE CROISSANTE POUR L'EUROPE, VA VERS UN SYSTÈME TOUJOURS PLUS SOVIÉTIQUE »

estime Françoise Thom

Historienne de la Russie et maîtresse de conférences à la Sorbonne, Françoise Thom met en lumière la profondeur de la menace russe avec force et lucidité : militarisation du pouvoir, purge des élites, retour à un modèle soviétique, messianisme idéologique assumé. In fine, l'agression contre l'Ukraine ne vise pas seulement Kiev, mais s'inscrit dans une stratégie de déstabilisation générale de l'ordre européen, fondée sur l'hybridation des crises: désinformation, instrumentalisation des phénomènes migratoires, soutien direct aux extrêmes qui polarisent les démocraties. Autant d'éléments qui donnent une portée systémique à cette crise géopolitique. Deux points de bifurcation majeurs se dessinent: le chaos post-Poutine ou un faux dégel. Ils imposent, dans tous les cas, à l'Europe un véritable moment de refondation stratégique.

Quelle est aujourd'hui l'intensité de la menace russe pesant sur l'Europe ?

La Russie représente une **menace stratégique croissante** pour l'Europe. Cette menace s'exprime à la fois en termes militaires, idéologiques et informationnels.

Il faut tenir compte de la propagande russe qui, relayée par des membres de la Douma (Chambre basse de la fédération de Russie) et des porte-parole du Kremlin, décrit régulièrement l'Europe comme un **ennemi existentiel**, allant jusqu'à l'associer à une figure démoniaque (« l'Europe-Satan »). La rhétorique utilisée évoque une guerre de civilisation, voire une guerre de religion.

68

Au sein de la Social Design Agency, entreprise majeure du dispositif d'ingérence informationnelle russe, 68 agents sur les 107 travaillent sur des missions d'ingérence à l'étranger.

La guerre en Ukraine n'est ainsi pas uniquement perçue comme un conflit territorial, mais comme un **prélude à une confrontation plus large** avec l'Occident. Le message propagé en interne prépare la société russe à l'idée d'un affrontement direct avec l'Europe.

AVANT 2030

Selon les données de l'OTAN, la Russie pourrait être prête à frapper un pays européen membre de l'OTAN avant la fin de la décennie.

Comment évolue le système politique russe depuis cette guerre d'agression ?

Le président Poutine n'est pas éternel, nous devons nous poser la question sur les **futurs possibles** à partir des tendances existantes.

La guerre a profondément transformé la scène politique russe. Le régime poutinien ne repose pas sur une pluralité partisane, pluralité n'ayant jamais existé, mais sur une homogénéisation du pouvoir : tous les partis sont désormais des « clones » du Kremlin, effaçant toute forme d'opposition réelle.

Par ailleurs, la Russie retrouve son passé soviétique et vit une transformation de sa société vers **« un système toujours plus soviétique »** avec une étatisation progressive articulée à un maintien d'éléments de marché suffisants pour assurer la survie économique du pays. Cette transformation, notamment accélérée par le conflit avec l'Ukraine, est accompagnée par l'apparition d'une nouvelle élite sur laquelle Poutine peut et souhaite s'appuyer.

Ainsi, cette élite économique a été renouvelée : les anciens oligarques, jugés suspects et trop liés à l'Occident, ont été marginalisés au profit de cette **nouvelle**

élite loyale, façonnée par la guerre. Cette guerre peut donc être vue comme une entreprise de renouvellement des élites, un moyen, un processus qui s'apparente à une purge stratégique visant à assurer le contrôle absolu du pouvoir sur les leviers économiques. Il faut y voir un des objectifs de politique intérieure dans la politique extérieure actuellement menée, celui du maintien du pouvoir.

Comment ce système, fermé et opaque, fondé sur une opinion publique manipulée, peut-il tenir ?

Il est compliqué de réaliser des prédictions car la Russie contemporaine fonctionne comme une **boîte noire**: le manque d'informations fiables, le contrôle de l'opinion publique et l'absence de débats transparents rendent toute prédiction risquée.

L'opinion publique elle-même est inaccessible dans sa réalité: bien que des signes de fatigue face à la guerre soient perceptibles, l'**appareil de propagande** conserve une efficacité redoutable pour mobiliser les masses. L'opinion de masse ne «compte pas» car elle est façonnée par un appareil de propagande très efficace.

Dans ce contexte, il est impératif de comprendre que le pouvoir ne se fonde pas sur la rationalité économique ou diplomatique occidentale mais sur **une logique propre au clan** dirigeant et à la préservation de son autorité.

Si nous ne pouvons pas lire la Russie, comment analyser la vision russe qui motive cette guerre d'agression ?

L'argument selon lequel il est dit «ce n'est pas dans l'intérêt de Poutine» ne fonctionne donc pas, car l'occident calque son logiciel au lieu de comprendre la **grille de lecture** Russe. Contrairement aux projections de nombreux experts occidentaux avant février 2022, les décideurs russes ne raisonnent pas selon les grilles d'analyse de l'Union européenne.

L'invasion de l'Ukraine est la preuve que le **calcul d'intérêt du Kremlin** répond à des impératifs de pouvoir, d'idéologie et de grandeur impériale, non à des considérations pragmatiques classiques.

La Russie vise toujours la prise de Kiev et la soumission totale de l'Ukraine. Le projet dépasse largement ce pays: l'**objectif semble être la restauration d'une sphère d'influence** semblable à celle de l'époque soviétique.

700 000

Fin 2024, 700 000 soldats russes étaient présents en Ukraine, c'est plus qu'au moment de l'invasion en février 2022.

De quelle grille de lecture avons-nous besoin pour comprendre les dynamiques de pouvoir à Moscou ?

Le cœur du système russe repose sur un clan dirigeant dont les logiques internes (rivalités, ambitions, recompositions) influencent directement la politique étrangère et militaire. L'analyse des conflits internes de ces clans est essentielle pour **anticiper** les évolutions du régime.

Idéologiquement, Vladimir Poutine incarne une **convergence nouvelle** entre héritage soviétique, anti-occidentalisme profond et pensée slavophile.

Ce **socle idéologique** structure profondément sa vision du monde et celle de la Russie par influence, l'Occident étant perçu comme décadent et menaçant pour l'identité russe.

Cette **différence de rationalité** n'est pas récente et trouve ses traces dans l'histoire russe. Le communisme était anti-occidental à l'image de la slavophile, courant du XIX^{ème} siècle qui considérait l'Europe, au sens des valeurs, comme décadente et ennemie.

Comprendre Moscou suffit-il à comprendre la dynamique générale de l'agression russe et sa portée sur la sécurité en Europe ?

L'un des éléments de déstabilisation du calcul stratégique russe réside aussi dans l'incertitude de la **posture des États-Unis**. Cette incertitude pourrait jouer un rôle clé dans la modulation ou l'accélération des ambitions russes, suivant les positions que prendront les Etats-Unis.

Une **analogie structurelle** peut être établie entre la Russie de Vladimir Poutine et la Chine de Xi Jinping. Dans les deux cas, on observe une concentration du pouvoir, une purge des élites économiques, et une hostilité croissante vis-à-vis de l'Occident. Ces **deux systèmes autoritaires** se renforcent mutuellement dans une posture d'affirmation géopolitique globale.

Dans le bruit généralisé de la guerre d'agression et des manœuvres informationnelles, quels signaux faibles analyser pour comprendre cette crise géopolitique ?

La compréhension de la trajectoire russe -véritable **boîte noire**- repose en grande partie sur la capacité à identifier et interpréter correctement les signaux faibles qui parviennent à franchir l'opacité du système.

Ces signaux peuvent être interprétés **comme des tentatives d'alerte sérieuses**, émanant d'acteurs inquiets des décisions du régime de Poutine, illustrant un désaccord stratégique de certains acteurs russes; **ou comme des gestes d'intimidation calculés**, orchestrés par le pouvoir pour entretenir une posture de dissuasion.

L'un des signaux les plus ambigus et préoccupants concerne les **fuites d'information sur le dispositif nucléaire russe**. Qu'il s'agisse de fuites techniques ou de déclarations implicites sur un potentiel usage de l'arme nucléaire, ces éléments doivent être analysés avec prudence. Ils peuvent traduire une inquiétude réelle de certains cercles internes face au risque d'escalade ; ou alors relever d'une stratégie délibérée d'intimidation visant à maintenir une pression psychologique sur les opinions et les gouvernements occidentaux comme quoi ils sont prêts à attaquer. Dans tous les cas, leur signification stratégique est majeure.

Deuxième signal faible, celui d'**expression plus libre de généraux à la retraite ou en disgrâce**. L'exemple du général Leonid Ivachov, figure reconnue des milieux militaires, est éclairant. Connu pour ses positions dures, Ivachov a surpris en publiant une vidéo alarmiste avant l'invasion de l'Ukraine, dans laquelle il dénonçait les conséquences d'une guerre d'agression. Cette prise de parole, bien que minoritaire, témoigne d'un malaise réel au sein de l'appareil sécuritaire. Ce type de sortie constitue un signal faible mais significatif. Il révèle des désaccords internes, y compris dans des milieux réputés loyaux au régime qui peuvent expliquer la notion de « purge » ou de « renouvellement des élites » orchestrée par le pouvoir.

> ***Entre la militarisation chronique de la Russie et le risque d'une issue chaotique du conflit, l'imprévisibilité semble dominer tout scénario à 5 ans ?***

Face à une question prospective, l'historien adopte la prudence. D'autant que l'histoire russe a été marquée par des ruptures soudaines et des mutations brutales. Néanmoins, plusieurs scénarios plausibles peuvent être esquissés à partir des dynamiques observables aujourd'hui.

Le premier scénario fait l'hypothèse du **chaos post-conflit**. Si la guerre devait s'interrompre durablement, la Russie pourrait faire face au choc du retour à la paix.

Deux principaux facteurs alimentent ce **risque de déstabilisation**. Premièrement, le retour massif de combattants démobilisés, dont beaucoup ont été recrutés parmi les repris de justice ou les couches sociales marginalisées. Deuxièmement, ces soldats, bien payés pendant le conflit, se retrouveraient sans emploi ni statut, dans un contexte économique affaibli. On se rappelle que la révolution bolchevique a été portée en partie par les soldats déserteurs de la Première Guerre mondiale.

Il y a donc un **risque réel d'effondrement de l'ordre public** dans une Russie post-conflit, d'autant plus que les structures de contrôle social et politique ont été largement militarisées et pourraient se révéler inaptes à gérer une transition vers la paix.

Or, l'**état de l'armée russe, gangrenée et criminogène, accentue ce risque** de chaos futur. L'armée est décrite comme profondément corrompue, de la base jusqu'au sommet de la hiérarchie. Les soldats refusant de participer aux assauts

sont humiliés, maltraités. Des pratiques de chantage financier sont largement répandues : des soldats ou leurs familles paient des centaines de milliers de roubles pour éviter les premières lignes. Les pertes humaines sont dissimulées, les morts non déclarés, ce qui participe à un climat de non-droit au sein de l'institution militaire. Ces dérives généralisées forment un **terreau propice à une culture de la violence désinhibée**, difficilement réversible à la fin du conflit.

La stabilité de la Russie se joue-t-elle dans la prolongation de la guerre ?

En effet, il apparaît que maintenir l'état de guerre sert plusieurs **fonctions politiques essentielles** pour le régime du Kremlin. Premièrement, éviter le retour incontrôlé de soldats désœuvrés, potentiels fauteurs de troubles. Deuxièmement, prolonger la mobilisation de l'économie, notamment à travers une industrie de guerre centralisée, pilier du régime. Enfin, canaliser les violences internes vers l'extérieur, selon une stratégie assumée « d'externalisation du chaos ».

7,2 %

La Russie consacre une partie importante de ses ressources à la guerre contre l'Ukraine. En 2025, la Russie planifie de dépenser 7,2 % de son PIB pour les armées soit 164 milliards d'euros ce qui équivaut à plus du double des dépenses moyennes annuelles russes dans la défense sur la décennie 2010-2020. À titre d'exemple, en avril 2025, le Kremlin a annoncé des investissements à hauteur de 90 milliards d'euros dans la marine via un programme d'expansion et de modernisation.

Cette dernière idée a été explicitement formulée par Vladislav Sourkov, idéologue influent du régime poutinien, souvent décrit comme le « mage du Kremlin ». Dans des écrits publiés avant l'invasion de l'Ukraine, il affirmait que le seul moyen de stabiliser la Russie était « d'**exporter le chaos hors de ses frontières** ». Cette vision cynique mais cohérente pourrait continuer à orienter la stratégie du pouvoir à moyen terme.

Sur le long terme, la Russie pourrait se transformer en **État militarisé chronique**, dépendant de la guerre pour maintenir la cohésion interne, glisser vers une anarchie diffuse et maintenir une agressivité extérieure constante, non par idéologie expansionniste, mais comme mécanisme de survie politique du régime.

x 2

En 2024, la Russie a produit ou reconditionné 1 550 tanks, 5 700 véhicules armées et 450 pièces d'artillerie de tous types soit une multiplication par plus de 2 (220 %) de la production de tanks et de 150 % de la production de pièces d'artillerie et de véhicules armées.

En quoi cette évolution profonde de la Russie donne-t-elle à cette crise une nature systémique importante dans le cadre général de la crise géopolitique ?

En effet, l'enjeu posé par l'évolution du régime russe ne relève pas uniquement d'un affrontement géopolitique ponctuel. Il s'inscrit dans une **crise de nature systémique**, aux dimensions historique, sociale, politique et civilisationnelle.

Pour comprendre cette profondeur, il est essentiel de replacer les événements actuels dans le **temps long de l'histoire russe,** où les cycles de guerre, de désordre et de reconfiguration du pouvoir sont récurrents.

L'exemple de la **Première Guerre mondiale** est particulièrement éclairant. Ce conflit avait entraîné un ensauvagement progressif de la société russe, déjà fragilisée moralement, et avait directement débouché sur des bouleversements politiques majeurs, dont la révolution bolchévique. De la même manière, la guerre actuelle qualifiée « d'opération militaire spéciale », produit des effets similaires de déstructuration et de brutalisation du corps social.

L'une des manifestations les plus préoccupantes de cette dynamique est la manière dont Vladimir Poutine organise un renouvellement des élites à partir des vétérans du front. Cette stratégie évoque directement les **pratiques soviétiques**, notamment sous Staline où les anciens combattants étaient intégrés dans les organes de pouvoir comme vecteurs de légitimité (exemple de Brejnev, commissaire politique pendant la guerre). Cela traduit une **logique de consolidation autoritaire** par l'ancrage militaire du pouvoir, en cultivant un nouveau corps dirigeant façonné par la guerre et fidèle au Kremlin.

Par ailleurs, l'invisibilité des figures militaires dans le système actuel (aucun général n'ayant acquis une reconnaissance publique comparable à celle d'un Prigojine) témoigne d'un **système verrouillé** où toute émergence d'alternatives est perçue comme une menace. Néanmoins, cette opacité ne garantit pas une stabilité durable : l'histoire russe montre que les changements radicaux peuvent surgir brutalement sous l'effet d'une révolution ou un coup d'État porté par un chef militaire qui se détache.

Enfin, la **répétition des schémas historiques** est une constante en Russie. L'idée que l'histoire se répète, souvent de manière tragique, est partagée par de nombreux analystes russes eux-mêmes. Le **recours à la guerre comme instrument de régénération**, l'ensauvagement social consécutif à la violence prolongée, la méfiance envers les élites traditionnelles remplacées par une nouvelle garde militarisée : tous ces éléments participent d'un phénomène profondément enraciné, qui dépasse la simple logique d'un régime autoritaire.

La crise actuelle doit donc être lue non pas seulement comme un épisode, mais comme le révélateur d'une **caractéristique russe ancrée dans le passé**. La Russie n'est pas seulement un acteur déstabilisateur : elle est elle-même en crise systémique, et cette instabilité intérieure rejaillit sur l'ensemble de l'ordre international.

Où se situent les points de bascule de cette transformation historique de la Russie? Quels sont les points d'inflexion de l'Histoire ?

L'un des aspects les plus incertains et déterminants de la situation russe concerne l'avenir du pouvoir lui-même, en particulier celui de **Vladimir Poutine**. Le système politique russe est si fermé, si centralisé autour d'un seul homme, que toute évolution de sa santé ou de son statut pourrait constituer une bifurcation majeure, aux conséquences multiples et difficilement prévisibles.

Le climat de secret entretenu autour de Vladimir Poutine nourrit la **spéculation** et une multitude de rumeurs, dont certaines circulent même dans des cercles informés. L'idée qu'il aurait pu mourir en avril 2024, remplacé depuis par des doubles, ou qu'il existerait plusieurs « versions » de Poutine utilisées en fonction des contextes, traduit autant l'hermétisme du système que la perte de lisibilité d'un pouvoir devenu théâtralisé.

Par exemple, la visite de Poutine à Koursk a alimenté des soupçons sur son authenticité. Ce type de spéculation, bien que non vérifiable, révèle une **réalité politique troublante** : la figure présidentielle est devenue à ce point mise en scène qu'il devient secondaire de savoir qui joue le rôle, tant que le système continue de fonctionner. La disparition réelle ou symbolique de ce personnage constituerait donc un point de bascule majeur.

En cas de disparition ou d'éviction de Poutine, les élites pourraient se retrouver dans une situation de désaccord profond sur la conduite à tenir. La désinstitutionalisation du système empêche la formation de mécanismes clairs de succession ou de transition. Si cette **discontinuité** survenait brutalement, elle pourrait engendrer un « backslash » déstabilisateur, avec risque de luttes internes, fractures entre clans, et violence politique.

L'histoire fournit ici un précédent éclairant: lorsque Staline est mort en mars 1953, les services américains n'avaient pas su **anticiper « l'après »**, provoquant la colère du président Truman. Cette erreur stratégique de sous-estimation sert de leçon : les démocraties occidentales doivent dès à présent envisager plusieurs scénarios d'après-Poutine.

Est-ce le seul point de bifurcation possible ?

Une autre bifurcation possible plus subtile mais tout aussi dangereuse. C'est le **scénario du faux dégel.** Il s'agit d'un scénario de manipulation des perceptions occidentales après un changement apparent de régime. En effet, il existe de puissants relais pro-russes dans plusieurs États européens, comme en Allemagne avec l'aile russophile du SPD qui, par le passé, a appelé à la reprise des relations commerciales avec Moscou.

1960s

L'OstPolitik, politique initiée par le ministre des affaires étrangères (et futur chancelier) allemand Willy Brandt à la fin des années 1960 pour rapprocher l'Allemagne de l'Ouest de l'Allemagne de l'Est et de l'Europe de l'Est communiste, a été poursuivi par les dirigeants allemands entre 2000 et 2022 par un partenariat rapproché avec la Russie.

Le « faux dégel » mis en scène par une Russie post-Poutine pourrait **désarmer politiquement l'Europe**. Le régime pourrait chercher à obtenir une levée rapide des sanctions, en jouant la carte de l'ouverture ou du réformisme, tout en conservant ses structures profondes inchangées. L'objectif implicite serait de bénéficier à nouveau des ressources économiques européennes pour se reconstruire militairement, puis revenir plus fort sur la scène internationale avec une posture hostile.

400

La Commission européenne estime que les sanctions envers la Russie ont conduit à une diminution des revenus de l'État de 400 milliards d'euros pour cette dernière, notamment via la limitation du prix du baril et une réduction drastique des importations de gaz russe.

Un tel scénario obligerait les Européens à faire preuve d'une grande **lucidité stratégique**, en définissant dès maintenant des critères clairs de changement politique réel, afin d'éviter d'être dupés par une transition purement cosmétique.

Quels sont les acteurs de ces deux scénarios de bifurcation possibles ?

Au-delà des États et institutions classiques, plusieurs **acteurs non-traditionnels** pourraient jouer un rôle déterminant dans la recomposition stratégique liée à la Russie.

Du côté européen, les milieux d'affaires ayant historiquement profité du marché russe représentent une **force de lobbying significative**. De nombreux industriels, notamment en Allemagne, pourraient être tentés de restaurer des relations économiques, même sans changement substantiel du régime russe. Ce fut le cas de l'ancien chancelier Gerhard Schröder, emblématique d'une certaine porosité entre élites politiques et intérêts russes qui a illustré une forme de « contrôle de l'Allemagne ».

En parallèle, **les oligarques liés au Kremlin** mais investis dans les économies occidentales peuvent servir de relais indirects d'influence, tout comme la diaspora russe, dont une partie est infiltrée ou sous surveillance des services

de renseignement russes. Cette présence, diffuse mais structurée, constitue un instrument de projection du régime à l'extérieur.

Si le régime perdure, même sans Vladimir Poutine, **ces réseaux joueront un rôle de continuité** et de stabilisation apparente, prolongeant les logiques d'influence actuelles. En revanche, en cas de basculement réel, de nouvelles forces internes ou exilées, plus réformatrices, pourraient émerger et s'appuyer sur ces mêmes leviers pour refonder le lien avec l'Europe.

En quoi est-ce que cette crise russe, au cœur de la crise géopolitique, touche directement aux trois autres grandes crises systémiques de la polycrise ?

L'enjeu russe ne peut être compris isolément. Il s'inscrit dans un **enchevêtrement stratégique** avec d'autres crises systémiques majeures socioéconomique et politico-morale notamment via ici les questions d'immigration, de montée des extrémismes et l'utilisation des tensions géopolitiques (tensions en Afrique).

#1

Ces dernières années, la Russie a considérablement augmenté ses exportations d'armes vers l'Afrique. Elle est dorénavant le premier exportateur d'armes vers le continent.

Les responsables russes démontrent une capacité à identifier et **exploiter les failles des sociétés occidentales**. La crise migratoire en Europe est perçue comme un levier clé. Le propagandiste Vladimir Soloviov évoque même l'idée que l'immigration suffira à semer le chaos, « l'anarchie », rendant superflue une intervention militaire : les sociétés européennes seraient paralysées de l'intérieur, et la Russie pourrait alors se positionner comme puissance stabilisatrice.

Dans cette logique, Moscou promeut activement les extrêmes, tant à gauche qu'à droite, via des soutiens idéologiques, médiatiques ou indirects, pour **accentuer les clivages internes aux démocraties libérales** pour « contrôler l'Europe en semant le chaos ». Ce projet est aussi théorisé par des figures comme Alexandre Douguine (un des grands théoriciens russe) qui imagine une Europe submergée par ses propres désordres.

Ce discours s'exporte aussi au Sud en Afrique, la Russie capitalise sur les récits anticolonialistes et anti-occidentaux, consolidant des alliances politiques et sécuritaires avec des régimes hostiles à l'Europe. Elle adapte sa rhétorique aux publics cibles.

49

En 2019, lors du premier sommet Russie-Afrique à Sotchi, 43 pays africains étaient représentés. En 2023, lors du second sommet, les délégations de 49 pays africains, dont 17 chefs d'États, étaient réunies à Saint-Pétersbourg.

Ainsi, l'enjeu russe est au cœur d'une **stratégie globale de déstabilisation par hybridation des crises**, qui relie sécurité intérieure européenne, géopolitique du Sud global, et confrontation idéologique avec l'Occident.

En quoi cette stratégie d'hybridation des crises au profit d'une déstabilisation générale menée par la Russie marque-t-elle un point de bascule ?

L'idée d'un changement d'époque ou d'une rupture stratégique autour de la Russie doit être abordée avec précaution. Une certaine réticence existe à qualifier la période actuelle de « moment de bascule » car l'histoire évolue souvent par **lente sédimentation**, et non par ruptures soudaines. Les dynamiques profondes (sociales ; politiques et idéologiques) se développent sur le temps long, de manière souvent discrète.

Cela dit, la situation actuelle révèle clairement un **tournant stratégique**, non pas tant par sa brutalité que par la nature des tendances en jeu : retour des logiques impériales, affirmation des régimes autoritaires, hybridation des menaces comme décrit ci-avant.

Dans ce contexte, les décideurs européens font face à un **défi majeur qui est d'ordre cognitif**. Ce n'est pas tant l'accélération des événements qui pose problème que le manque de profondeur historique pour les interpréter. Aux États-Unis comme en Europe, on observe un déficit de compréhension des dynamiques historiques russes, un **rétrécissement de l'horizon intellectuel** dans les sphères politiques.

C'est pourquoi il est crucial de développer une **perspective historique** solide : elle constitue une boussole indispensable dans les périodes de crise. Mieux comprendre les forces en présence, leur trajectoire, leur enracinement, permet non seulement d'éviter les erreurs d'interprétation, mais aussi d'orienter les choix stratégiques avec davantage de lucidité.

Nos institutions sont-elles favorables à une telle perspective historique pour diagnostiquer la transformation à l'œuvre en Russie et agir en conséquences ?

Face à l'enjeu que représente la Russie aujourd'hui, les institutions françaises et européennes montrent des **limites structurelles** dans leur capacité d'adaptation. La complexité des menaces contemporaines exige un renforcement clair des fonctions régaliennes, à la fois au niveau national et à l'échelle de l'Union européenne.

Il est nécessaire de **déplacer le centre de gravité des institutions européennes vers le régalien**. L'Union européenne gagnerait à développer des services réellement opérationnels qui fonctionnent, plutôt que de s'enliser dans une « logique de régulation excessive et tatillonne », qui nuit à l'agilité des États membres face aux menaces extérieures.

Cela implique aussi un **recentrage stratégique**: l'Europe ne peut pas tout faire, ni tout réglementer. Elle doit identifier ses domaines de compétence prioritaires dits « réservés », s'y concentrer, et laisser davantage de liberté d'action sur des sujets moins critiques. Cela requiert des gouvernants compétents, spécialisés, et formés à penser dans la durée.

Dans cette optique, **la formation à l'histoire devient essentielle**. Il ne s'agit pas d'érudition, mais d'une capacité à dégager les priorités, à replacer les événements dans une trajectoire longue, et à structurer la décision autour de ce qui compte. C'est probablement l'une des tâches les plus urgentes à mener pour les gouvernants européens s'ils souhaitent faire face à un adversaire dont la stratégie repose sur le temps long, la ruse et l'asymétrie.

> ***Selon-vous, les termes de notre débat public sont-ils bien posés pour prendre le tournant stratégique dont vous parlez s'agissant de la Russie ?***

Le débat public, en France comme en Europe, commence à s'orienter vers les enjeux réellement stratégiques, notamment en ce qui concerne la menace russe et la transformation de l'environnement géopolitique suite au conflit en Ukraine. **Des progrès sont visibles**: les sujets longtemps relégués à la marge trouvent désormais une place plus centrale dans les médias, les débats parlementaires ou les travaux d'experts.

2 000

Pour prévenir seule (sans les États-Unis), une percée russe, par exemple dans les pays Baltes l'Europe aurait besoin de 1 400 tanks, 2 000 véhicules de combat et 700 pièces d'artillerie. C'est plus de matériels qu'il en existe actuellement en France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni combiné.

Cependant, le chemin reste long. La **compréhension des menaces** demeure souvent partielle. Il est crucial non seulement d'élever la qualité du débat, mais aussi d'alerter les opinions publiques, en les rendant conscientes de la gravité et de la complexité des enjeux en jeu. Cela suppose un effort collectif de pédagogie stratégique, de lucidité historique et de clarté politique. Sans un appui éclairé des citoyens, les institutions auront plus de mal à conduire les réformes nécessaires ou à maintenir une posture cohérente face aux menaces hybrides.

> ***Comment cette menace stratégique russe, qui va vers un système toujours plus soviétique, pourrait-elle amener l'Europe à un projet de refondation ?***

La confrontation actuelle avec la Russie ne se comprend pas sans revenir aux logiques historiques anciennes qui structurent les identités et les récits

géopolitiques. Ce conflit, au-delà de son expression militaire ou diplomatique, touche aux **fondements mêmes du projet européen**.

L'Europe ne peut plus se penser uniquement en termes géographiques. À ses origines, elle était divisée, morcelée, mais unifiée par un socle de principes, au premier rang desquels figurait la liberté politique. Aujourd'hui, c'est cette idée, et non simplement un territoire, qui est menacé par les « **grands prédateurs** », qu'il s'agisse de régimes autoritaires ou de systèmes techno-politiques d'influence. **Refonder l'Europe, c'est donc revenir à cette source** : celle d'une communauté politique fondée sur la liberté, la souveraineté des peuples et la responsabilité démocratique. La priorité absolue doit être le maintien d'institutions libres, résilientes face aux tentatives de subversion, qu'elles viennent de l'extérieur ou de l'intérieur.

Dans cette refondation, il faudra aussi affronter les nouveaux vecteurs de manipulation, au premier rang desquels les réseaux sociaux. Ces plateformes, devenues des instruments d'interférence massifs, jouent un rôle central dans la désorientation des opinions publiques, la polarisation et l'**érosion de la vérité**. Former les citoyens à dominer ces outils au lieu d'en être les proies devient une exigence civique majeure.

L'héritage ancien appelle donc à une vigilance moderne. Face à la Russie comme face à d'autres menaces systémiques, l'Europe doit **renouer avec son principe fondateur de liberté**, et en faire le cœur d'une nouvelle architecture stratégique.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Françoise Thom*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE MENACE IDÉOLOGIQUE ET MILITAIRE À L'ÉCHELLE DU CONTINENT

La guerre d'agression russe ne se limite pas à l'Ukraine: elle s'inscrit dans un projet de déstabilisation civilisationnelle visant l'Europe. Propagande, désinformation, et soutien aux extrêmes forment une stratégie hybride qui sape les fondements démocratiques. Cette offensive place la crise russe au cœur de la brutalisation géopolitique du monde.

LA RUSSIE VERS UN ÉTAT MILITARISÉ, VERROUILLÉ ET SOVIÉTISÉ

Le régime poutinien se transforme en système autoritaire de guerre: recentrage idéologique, homogénéisation du pouvoir, purge des élites. L'armée devient pilier d'un nouvel ordre interne fondé sur la loyauté, la violence et le contrôle. Ce glissement structurel alimente une dynamique de long terme, indissociable du chaos géopolitique global.

UN FUTUR IMPRÉVISIBLE DOMINÉ PAR DEUX BIFURCATIONS CRITIQUES

Deux scénarios antagonistes se dessinent: soit l'effondrement chaotique post-Poutine, soit un «faux dégel» orchestré pour tromper l'Occident. Dans les deux cas, la menace persiste, portée par des réseaux d'influence, des élites recyclées et une économie de guerre. L'incertitude stratégique appelle une vigilance de long terme.

LA STRATÉGIE RUSSE D'HYBRIDATION DES CRISES REDESSINE LE CHAMP DE BATAILLE

L'enjeu russe se déploie à l'intersection des autres crises systémiques: il active les lignes de faille économiques et identitaires. L'objectif: fracturer les démocraties de l'intérieur, tout en consolidant des alliances autoritaires au Sud. Cette logique d'hybridation fait de la Russie un amplificateur de polycrise mondiale.

POUR L'EUROPE, UNE URGENCE: SE REFONDER COMME PUISSANCE POLITIQUE ET HISTORIQUE

Face à un régime qui raisonne plus en siècles qu'en cycles électoraux, l'Europe doit rompre avec la naïveté stratégique. Cela exige de repolitiser l'Union, renforcer ses fonctions régaliennes, et se réarmer intellectuellement par l'histoire. La refondation européenne passe par la reconquête de la liberté comme principe géopolitique, et non plus seulement juridique.

ENTRETIEN #1.3

« LA CRISE DU MULTILATÉRALISME EST UN PHÉNOMÈNE CENTRAL DE LA POLYCRISE, QUI EN EST TOUT À LA FOIS LE MIROIR ET LE MOTEUR »

affirme Alain Le Roy

Alain Le Roy, ambassadeur de France, ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU et ancien Secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure, commente la rupture créée par la crise actuelle du système multilatéral, pierre angulaire de l'ordre international depuis 1945. Cet affaiblissement, produit de la montée des logiques de puissance, alimente la brutalisation du monde. Il fragilise la régulation des interdépendances et complique fortement la gestion des biens publics mondiaux, qu'ils soient relatifs au climat, à la santé, à la paix ou à la sécurité mondiale. Si l'on veut éviter l'enlisement dans un désordre fragmenté, il convient de travailler à la refondation d'un multilatéralisme plus inclusif, porté notamment par l'Union européenne. La crise du multilatéralisme agit comme un facteur d'aggravation de la polycrise et accroît la nécessité de contribuer à repenser l'ordre mondial. Les éléments qui suivent reprennent nos conclusions tirées de cet entretien.

Quelle place occupe l'effondrement du système multilatéral dans la crise géopolitique que nous connaissons? Quel rôle joue ce phénomène dans la polycrise ?

L'affaiblissement des institutions et des normes internationales constitue aujourd'hui un **phénomène central** de la polycrise. Le multilatéralisme, fondement de la gouvernance mondiale depuis 1945, est fragilisé à un moment où il est pourtant plus nécessaire que jamais pour faire face à des défis communs comme le dérèglement climatique, les pandémies ou les conflits armés.

18 %

En 2025, 10 ans après l'adoption des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, seuls 18 % des cibles sont en bonne voie. En revanche, 48 % des objectifs affichent des progrès insuffisants, dont 31 % avec des gains marginaux et 17 % sans aucun progrès.

En effet, les outils multilatéraux sont évidemment les mieux adaptés pour travailler sur la question des « **biens publics mondiaux** » que sont le climat, la santé, la faim ou la gestion de crises internationales dans le monde.

Ce **processus d'érosion** est à la fois principalement le produit d'attaques frontales, telles celles portées par la Russie de Poutine notamment depuis 2014 ou par l'Administration américaine de Trump, mais aussi d'un désengagement progressif d'autres puissances pourtant historiquement porteuses de ces structures.

+2 400 MILLIARDS

Le besoin de financements additionnels pour réaliser les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies était évalué à 6400 milliards de dollars par d'an lors du Sommet de Séville pour le financement du développement (2025). Deux ans plus tôt, le rapport présenté au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui se tenait à Paris (2023) faisait état d'un besoin de 4000 milliards de dollars par. Sous l'effet de la polycrise, les investissements nécessaires pour réaliser l'Agenda 2030 des Nations Unies sont de plus en plus lourds.

Dans cette crise du multilatéralisme, quelle place occupent les ruptures récentes de la politique étrangère de la première puissance mondiale ?

Il est parfois avancé que les **États-Unis** seraient structurellement peu intéressés par le multilatéralisme. Cette affirmation est fausse et ne résiste pas à l'examen des faits. Les Etats-Unis n'ont cessé d'osciller selon les périodes entre isolationnisme, avec par exemple la doctrine Monroe, et interventionnisme, avec par exemple Roosevelt, comme entre multilatéralisme, avec entre autres Wilson et Obama, et unilatéralisme avec Trump.

Ainsi, sous la présidence de Barack Obama, les États-Unis ont manifesté un soutien explicite à l'architecture multilatérale. Lorsque le président Obama a accueilli Ban Ki-moon à la Maison Blanche, il a affirmé sans ambiguïté qu'il était en faveur du multilatéralisme et qu'il croyait pour cela en l'importance de l'ONU. Le vice-président Biden partageait cette posture, et tous deux ont véritablement soutenu l'action de l'ONU en de très nombreuses occasions. La vision de Donald Trump marque donc un **moment de rupture** avec l'engagement politique américain de la décennie précédente en faveur du système onusien et des institutions internationales.

Simultanément, **la Chine** milite pour une forme alternative de multilatéralisme, marquée toutefois en premier par la défense de ses propres intérêts et des institutions qu'elle a créées.

Dans **ce contexte mouvant**, il est essentiel de maintenir et de renforcer les instruments existants, aussi imparfaits soient-ils : l'Union Européenne, le FMI, la Banque mondiale, l'OMS, l'OMC et bien entendu l'ONU dans toutes ses composantes. Il faut aussi renforcer la place des pays du Sud dans ces institutions, en particulier au Conseil de sécurité. À cet égard, un seul point positif pour le moment, la création actée d'un troisième siège africain au sein du board du FMI pour y renforcer leur place.

Alors qu'il célèbre son 80e anniversaire en 2025, l'ordre international hérité de 1945 est ébranlé. Les puissances moyennes qui y sont attachées, comme la France, peuvent-elles encore quelque chose face aux assauts des puissances russes, chinoises et américaines sur le système des Nations Unies ?

Au sein de l'Union Européenne, la France a un rôle particulier à jouer dans cette **phase critique**, compte tenu notamment de son siège permanent au Conseil de sécurité. Elle doit continuer à soutenir activement l'ONU, y compris sur des sujets aussi sensibles que l'auto-limitation du droit de veto et l'élargissement du Conseil de sécurité. Il existe encore un large champ d'action sur lequel des États comme la France peuvent faire preuve d'initiative diplomatique, en combinant volontarisme réformateur et fidélité aux principes fondamentaux du multilatéralisme.

L'ONU, bien qu'exposée à de nombreuses critiques et blocages, reste une **instance unique en son genre, irremplaçable**. Elle demeure le seul cadre à vocation universelle, capable entre autres d'organiser des sommets rassemblant l'ensemble des États du monde, comme c'est le cas lors de chaque séquence à haut niveau de l'Assemblée générale qui rassemble à New York toujours plus de 100 chefs d'Etat et de gouvernement et aussi comme ce fut encore le cas en juin 2025 à Nice, avec de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, près de 2000 scientifiques de haut niveau et des milliers de représentants de la société civile.

À l'occasion de son 80ème anniversaire, l'ONU s'engage dans une réforme autour d'un « **Pacte pour le futur** » adopté par l'Assemblée générale de l'ONU et d'un projet UN80 porté par le Secrétaire général.

PACTE POUR LE FUTUR

Le « Pacte pour le futur », adopté par l'Assemblée générale de l'ONU lors du Sommet de l'avenir (septembre 2024), s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 et vise à revitaliser le multilatéralisme face aux crises mondiales. Ce texte de 42 pages et 56 actions couvre le climat, l'IA, les inégalités et la paix, avec un « Global Digital Compact » pour encadrer le numérique et une « Déclaration pour les générations futures » afin de protéger les intérêts à long terme de l'humanité.

Pour comprendre l'importance historique de la crise du multilatéralisme, à quels signaux devons-nous prêter attention ?

Plusieurs signes, souvent peu visibles dans le débat public, témoignent d'un **basculement en cours.**

D'abord, la réduction significative de l'aide publique au développement (APD) au plan mondial constitue un symptôme très préoccupant. Ce recul intervient alors que l'aide au développement joue un rôle majeur dans la **stabilisation de sociétés fragiles** et dans la réduction des inégalités, dont on sait qu'elles alimentent les conflits. Le démantèlement d'instruments d'influence comme l'USAID aux États-Unis illustre bien sûr cette tendance. Alors que les Etats-Unis se replient, c'est à ce moment que l'effort de solidarité de l'Europe aurait eu le plus d'impact. Nous assistons pourtant à un recul généralisé, y compris en France (- 30 % de l'APD).

-7,1 %

Au plan mondial, l'aide publique au développement a diminué de 7,1 % entre 2023 et 2024 selon l'OCDE. L'institution note que c'est la première année de baisse après cinq années consécutives de hausse.

Un autre signal est la **mise en péril explicite du droit international**. L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, à laquelle s'ajoute l'ambiguïté, voire le silence, de certains grands leaders qui refusent de condamner clairement cette agression. Ce silence, notamment du côté de Trump, accentue la légitimation implicite de la force comme moyen de règlement des différends.

Ces **tendances lourdes i**llustrent la remise en cause du projet imaginé et déployé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

> ***Comment cette remise en cause du système multilatéral, des fondamentaux de la coopération internationale et de ses principes juridiques fondateurs peut-elle évoluer à horizon 5 ans?***

Plusieurs horizons se dessinent.

Un **scénario régressif** s'illustrant par la montée en puissance de leaders autoritaires, par la banalisation de l'usage de la force et par la paralysie des institutions internationales pourrait conduire à un désordre mondial durable, structuré par des logiques de blocs antagonistes. L'époque actuelle est en effet marquée par un gouvernement Trump qui met tout en œuvre pour revenir à un système unilatéral, tout comme la Russie de Poutine. Certes la Chine prône encore un système multilatéral mais suivant ses propres règles.

22 %

Les États-Unis contribuent à hauteur 22 % au budget des Nations Unies et 27 % au budget des opérations de maintien de la paix ce qui en fait le principal contributeur. Du fait des arriérés de paiement, le budget des agences des Nations Unies ainsi que des missions humanitaires a baissé de 30 à 40% et le secrétariat des Nations Unis risque de devoir se séparer d'au moins 20 % de ses effectifs.

À l'inverse, un **scénario de résilience** - certes moins probable - peut être espéré et pourrait voir émerger des coalitions d'États, portées notamment par l'Union européenne, décidant de relancer un multilatéralisme rénové, articulé autour de valeurs communes.

> ***En quoi la crise du multilatéralisme constitue-t-elle un élément central de la crise géopolitique, et donc de la polycrise ?***

L'ébranlement des institutions internationales est une **composante fondamentale de la polycrise actuelle**.

La paralysie récente du Conseil de sécurité, notamment par **l'usage répété du droit de veto** (à titre d'exemple, 17 vétos russes dans le seul cas syrien), empêche la prévention ou la résolution des crises.

Pourtant, entre 1989, date de la fin de la guerre froide et 2011, date de l'intervention en Libye très critiquée par la Russie, la quasi-totalité des crises ont été traitées au sein du Conseil de sécurité, avec seulement deux exceptions importantes, l'opération de l'OTAN contre la Serbie en 1999 et l'invasion américaine en Irak en 2003.

7

En 2024, la Chine, la Russie ou les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU à 7 reprises, plus que tout autre année depuis la fin de la guerre froide.

Il est courant d'entendre que la Cour pénale internationale (CPI) n'est pas efficace et qu'elle ne condamne que des dirigeants de pays du Sud ; cette assertion s'est révélée fausse, puisque son institution sœur, le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, a condamné plusieurs dirigeants issus de cette région et que la CPI elle-même a mis en examen des dirigeants issus d'Europe et du Moyen-Orient. La CPI gagne du terrain mais elle est tout de même fragilisée dans un contexte où les trois « grands », États-Unis, Chine et Russie, refusent toujours d'en être membres. Ce refus révèle **une contestation plus large des fondements du droit international**.

Quels points d'inflexion historique pourraient infléchir cette tendance à la brutalisation du monde par l'effondrement de la coopération internationale ?

L'instauration d'un ordre juridique international fondé sur la coexistence et la souveraineté des Etats prend ses racines au XVIIe siècle, notamment avec des penseurs comme Hugo Grotius dès 1630. Le Traité de Westphalie en 1648 est un premier exemple de solutions fondées sur des principes de droit international. Puis de nombreux progrès dans ce sens ont été réalisés, avec notamment en 1919 la création de la Société des Nations et bien sûr en 1945 celle de l'Organisation des Nations Unies.

Face aux attaques actuelles contre le droit international, certaines **évolutions positives** restent possibles. Un changement politique aux États-Unis pourrait relancer une dynamique de coopération fondée sur les normes et les institutions internationales. Parallèlement, l'Union européenne a une responsabilité particulière : celle de faire valoir le droit international, en assumant clairement que défendre l'Ukraine ou Gaza revient à défendre les principes de la Charte des Nations unies.

La France, dans ce contexte, a un rôle singulier à jouer. En complément de son action pour renforcer le rôle de l'Union européenne, elle doit entretenir et développer ses relations bilatérales avec les membres dits du Sud global,

notamment les membres des **BRICS**, malgré les différences très marquées qui divisent ce groupe.

2020

Depuis 2020, le poids économique mondial du club des BRICS est supérieur à celui du G7. En 2024, le G7 représente 29 % du PIB mondial contre 38 % pour les BRICS +.

Dans ce **paysage très mouvant**, la réforme de la gouvernance globale ne pourra se faire sans impliquer les pays du Sud, souvent sous-représentés dans les structures existantes. Il faut donc renforcer le travail diplomatique avec ces États.

> ***Cette crise du système multilatéral, qui s'inscrit dans un contexte géopolitique lourd, laisse-t-elle de la place à d'autres acteurs que les puissances elles-mêmes ?***

La crise du multilatéralisme traditionnel ouvre toutefois un espace pour repenser la gouvernance mondiale selon une logique plus ouverte, plus inclusive, et surtout multi-acteurs. Il devient en effet évident que **les États** ne sont plus les seules entités à exercer une grande influence sur les affaires du monde.

Par exemple, parmi les **grandes entreprises** transnationales certaines disposent aujourd'hui de produits intérieurs bruts supérieurs à ceux de nombreux États. Leur influence sur les chaînes de valeur, sur les normes techniques, mais aussi sur les dynamiques sociales et environnementales en font également des acteurs systémiques.

39

Avec plus de 4 000 milliards de dollars de capitalisation boursière, si NVIDIA était un État, il aurait le niveau de production de richesses d'un pays comme Andorre ou les Îles Féroé soit un niveau supérieur à 39 États.

En parallèle, **la société civile**, organisée sous toutes ses formes, ONG internationales, syndicats, associations, mouvements transnationaux, joue un rôle croissant dans la formulation des normes, l'évaluation de leur mise en œuvre, et l'alerte publique. Ces organisations, plus agiles que les institutions interétatiques, contribuent à faire émerger des standards sociaux, éthiques ou environnementaux là où les États peinent à s'accorder.

Les collectivités locales et **les grandes métropoles** représentent également un échelon déterminant. Elles sont confrontées aux effets directs des crises (climatiques, sanitaires, migratoires) et sont aussi capables d'expérimenter localement des formes nouvelles de gouvernance, de coopération transfrontalière ou de diplomatie territoriale.

Ce tournant **vers une gouvernance multi-acteurs** n'est pas totalement nouveau. Il s'est amorcé, de manière exemplaire, lors de la création en 2002 du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette structure a innové en instituant un conseil d'administration où siègent non seulement les États donateurs et récipiendaires, mais aussi des représentants des ONG, de la société civile et des entreprises. Ce **modèle hybride** a démontré qu'une gouvernance partagée pouvait produire des résultats efficaces et durables.

Ainsi, le moment que nous traversons ne doit pas seulement être vu comme une crise des institutions existantes, mais aussi comme l'opportunité d'élargir et de refonder le cercle des légitimités, en intégrant à la gouvernance mondiale une pluralité d'acteurs capables d'agir, de coopérer, et de rendre des comptes dans l'intérêt général.

Comment cette crise du multilatéralisme entre-t-elle en résonance avec les autres pans de la polycrise ?

L'ébranlement des institutions et des normes internationales est intimement lié aux trois autres grandes dimensions de la polycrise : la crise écologique, la crise socio-économique, et la crise politique et morale. Il agit à la fois comme **facteur aggravant et comme symptôme de ces désordres systémiques**.

Ainsi, pour répondre à ce point, il est nécessaire de revenir au « **paradoxe** » de départ qui illustre que sur les grands sujets, il y a un besoin d'organisations fortes mais qui à l'heure actuelle sont faibles. Plusieurs grandes organisations peuvent illustrer ce lien avec les différents grands enjeux.

Sur le plan écologique, les négociations internationales autour du climat, à travers les COP, montrent avec force ce paradoxe. Jamais l'**urgence environnementale** n'a été aussi largement reconnue ; jamais, pourtant, les instruments de coordination n'ont paru aussi faibles, fragmentés, ou dépendants des volontés nationales. Le cadre multilatéral existe, mais il reste largement impuissant à imposer des règles contraignantes ou à garantir leur application, faute d'instances fortes, dotées de légitimité et de moyens coercitifs.

Sur le plan socio-économique, la situation est similaire. L'OMC, le FMI et la Banque mondiale ont été pensés comme des piliers d'un ordre économique régulé, mais leur capacité à garantir un commerce équitable, une stabilité financière ou une réduction des inégalités globales est aujourd'hui mise en cause. Ces institutions, souvent perçues comme dominées par les pays du Nord, ne parviennent pas à incarner un véritable équilibre global. Le **ressentiment** à leur égard, notamment dans les pays du Sud, alimente la contestation des normes existantes et renforce les appels à un système plus juste, ou à des alternatives hors système.

Enfin, sur le plan politique et moral, la crise des normes internationales reflète une **perte de confiance** dans les principes de droit, d'universalisme et de coopération. L'affaiblissement du droit international humanitaire, la paralysie du Conseil de sécurité, ou encore l'impunité croissante de certains régimes violent directement les fondements éthiques sur lesquels reposait, au moins en partie, l'ordre multilatéral d'après-guerre.

Ce paradoxe est d'autant plus frappant que les défis actuels exigent précisément des institutions fortes, alors même que celles-ci s'effondrent ou se replient. Nous vivons une situation où le **besoin de régulation mondiale est maximal**, mais où la **capacité effective de coordination est minimale**.

Dans ce contexte, l'Europe, et en particulier l'Union européenne, continue de porter une vision du monde fondée sur le droit, la coopération et les biens publics globaux. Cette posture est mise à l'épreuve par la montée des régimes autoritaires, mais aussi par les **limitations internes des démocraties elles-mêmes**. Toutefois, malgré les attaques contre leurs fondements, les démocraties, notamment en Europe et aux États-Unis, restent fonctionnelles. Elles conservent des institutions capables de s'adapter, de débattre, de rendre des comptes, autant d'atouts décisifs pour affronter la polycrise.

Là où les institutions internationales faiblissent, il revient donc aussi aux systèmes nationaux et régionaux, notamment européens, de prendre le relais, en assumant une part plus directe de la gestion des biens communs: climat, justice sociale, paix, cohésion politique. En ce sens, la crise des normes internationales n'est pas isolée : elle est **le miroir et l'amplificateur** des autres crises systémiques en cours.

En quoi cette crise du multilatéralisme contribue-t-elle à une véritable bascule de l'Histoire ?

L'enjeu de l'ébranlement des institutions internationales s'inscrit pleinement dans un **changement d'époque**, une rupture stratégique dont les premiers signes remontent au moins à 2014. Cette année-là marque une inflexion majeure avec l'annexion de la Crimée par la Russie, une violation flagrante du droit international, restée largement impunie sur la scène multilatérale. L'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU à condamner fermement cet acte, en raison du veto russe, a révélé la profondeur du dysfonctionnement des institutions censées garantir la stabilité du système international.

Ce **tournant historique** a été renforcé et amplifié par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis. Dès son premier mandat, Trump a manifesté un mépris assumé pour les organisations multilatérales, se retirant de plusieurs accords internationaux majeurs (Accord de Paris sur le climat, OMS, UNESCO, etc.) et remettant en cause l'utilité même des alliances traditionnelles. Ce désengagement n'a pas seulement affaibli les structures existantes : il a donné un signal clair que la première puissance mondiale n'entendait plus jouer selon les règles collectives.

Nous sommes ainsi confrontés à un moment charnière où la contestation active du multilatéralisme par certains acteurs majeurs **risque de faire basculer l'ensemble du système** dans un nouvel ordre international, moins stable, plus fragmenté, et potentiellement plus violent.

En France et en Europe, nos institutions sont-elles adaptées pour traverser cette crise géopolitique ?

Face à l'ébranlement des normes internationales, les institutions françaises et européennes apparaissent, à bien des égards, comme relativement bien armées. La Constitution française, d'abord, a prouvé sa souplesse et sa capacité d'adaptation à des contextes géopolitiques changeants. Elle a permis à l'exécutif, notamment dans le domaine des affaires étrangères, de prendre des initiatives fortes. Cette **plasticité institutionnelle** constitue un atout pour faire face aux crises multiformes qui caractérisent la période actuelle.

De la même manière, les institutions européennes, bien qu'imparfaites et parfois perçues comme lentes ou technocratiques, jouent un rôle croissant sur la scène internationale. Elles évoluent progressivement, en s'améliorant d'année en année, dans leur capacité de réaction. Des progrès notables ont été réalisés en matière de coordination diplomatique, de politique climatique commune, ou encore de solidarité financière, comme en témoignent les plans de relance post-Covid ou les sanctions coordonnées à l'égard de régimes autoritaires. L'Union européenne dispose donc d'une **base institutionnelle** solide pour contribuer à la refondation du multilatéralisme.

Toutefois **ce potentiel est principalement sous-exploité**: il ne suffit pas de disposer d'institutions fonctionnelles, encore faut-il les investir d'un rôle stratégique clair dans la définition de l'ordre international à venir. Sur les grandes questions de gouvernance mondiale, climat, paix, migrations, finance, numérique etc., l'Europe peut et doit devenir une puissance de proposition, capable de porter des réformes ambitieuses tout en maintenant un attachement résolu aux normes partagées.

Selon vous, les dirigeants publics français et européens sont-ils armés correctement pour affronter la brutalisation du monde ?

Ce qui fait défaut, ce n'est pas tant la culture ou la capacité, mais bien la **volonté politique**. Le déficit ne tient pas à l'incapacité de nos responsables à penser l'échelle mondiale, mais à leur difficulté à inscrire cette réflexion dans leurs priorités concrètes.

Trop souvent, les dirigeants, à Bruxelles comme dans les capitales nationales, privilégient la gestion **des enjeux à court terme**: dette, inflation, sécurité intérieure, gestion de crises immédiates. La question de la gouvernance mondiale, pourtant déterminante pour la stabilité future, reste marginale dans les programmes, reléguée derrière des urgences nationales ou électorales à court terme.

9 %

Selon l'Eurobaromètre du printemps 2025, les deux principales préoccupations des Européens sont le coût de la vie et la situation économique (citées respectivement par 31 % et 20 % des européens parmi les deux enjeux les plus importants pour leur pays).

À l'inverse, seulement 9 % des Européens considèrent que les questions environnementales et les menaces pour la démocratie sont les deux plus importants enjeux que doit affronter leur pays.

Au sein de l'Union européenne, cette tension est particulièrement visible. Chaque État membre tend à défendre en premier ses propres intérêts stratégiques, économiques ou politiques, ce qui freine l'émergence d'une position commune et cohérente sur la scène internationale. Le collectif européen souffre ainsi parfois d'un défaut de solidarité et d'un cruel **manque vision à long terme**, pourtant indispensables pour peser dans les débats sur l'avenir des institutions globales. Le rapport Draghi est heureusement là pour réveiller les consciences.

Les termes du débat public permettent-ils de mieux aborder ces questions d'ici aux prochaines échéances démocratiques en France et à la fin de l'Agenda 2030 des Nations Unies ?

À l'heure actuelle, les termes du débat public, en France comme à l'échelle européenne, ne sont guère à la hauteur des enjeux liés à l'effondrement partiel du multilatéralisme et à la nécessaire refondation des normes internationales. Le sujet de la gouvernance mondiale, pourtant central pour comprendre et anticiper les dynamiques de la polycrise, reste largement marginal dans les campagnes électorales, les programmes politiques, ou les grands débats médiatiques.

Un exemple frappant est celui des récentes élections européennes. À aucun moment, ou presque, la question de la place future de l'Union dans le système international n'a été traitée de façon approfondie par les candidats. L'Europe a été trop peu présentée comme une puissance diplomatique, normative ou institutionnelle capable de peser sur la scène mondiale. Il y a là une **faiblesse structurelle du débat politique européen** : l'incapacité à inscrire les questions internationales et de long terme dans une narration mobilisatrice et prospective.

Face à ce vide, les think tanks, les milieux académiques et les acteurs de la société civile devraient jouer un rôle moteur. Ils ont la responsabilité d'exiger des partis politiques qu'ils se positionnent de manière plus explicite sur les grands enjeux de gouvernance globale. Il ne s'agit pas simplement d'ajouter une rubrique « international » dans un programme électoral, mais de **formuler des propositions concrètes**, crédibles et ambitieuses pour réformer les institutions multilatérales, renforcer le rôle de l'Europe dans leur pilotage, et défendre des principes de droit, de justice et de coopération à l'échelle globale.

Quelles innovations institutionnelles ou politiques faudrait-il envisager pour répondre à cet enjeu à moyen terme ?

À moyen terme, il ne paraît pas nécessaire d'engager une réforme constitutionnelle pour que la France puisse répondre efficacement à la crise actuelle du multilatéralisme. La Constitution française a déjà démontré à plusieurs reprises **sa capacité** d'adaptation et sa souplesse face aux évolutions de la scène internationale. Aucun changement fondamental de son architecture ne semble requis pour renforcer l'action de la France en faveur de la gouvernance mondiale.

En revanche, du côté de l'Union européenne, plusieurs **améliorations concrètes** pourraient être envisagées de façon réaliste, sans attendre un nouveau traité, dont l'élaboration et la ratification prendraient sans doute une décennie. Il existe une marge de manœuvre institutionnelle qui permettrait d'agir dans le cadre existant.

Une première piste consisterait à **réduire le nombre de commissaires européens**, aujourd'hui trop élevé, ce que permet le traité de Nice. Une Commission plus restreinte, mieux structurée, permettrait de renforcer sa cohérence politique, son efficacité et sa visibilité. Ce type de réforme, à la fois technique et symbolique, pourrait redonner du poids à la Commission en tant qu'exécutif européen crédible dans les négociations internationales.

La question du statut du **président de la Commission européenne** revient également régulièrement dans les débats, notamment pour savoir s'il devrait ou non fusionner avec celui du président du Conseil européen. Cette interrogation mérite d'être posée, mais elle ne constitue pas un levier décisif à court terme. L'enjeu le plus important réside moins dans les figures institutionnelles que dans la capacité collective des États membres à donner un poids politique accru à l'Union sur la scène mondiale.

Si les États membres acceptaient d'apporter une légitimité plus forte, un mandat plus clair et des compétences plus affirmées à **l'Union Européenne** dans les affaires internationales, alors celle-ci pourrait jouer un rôle moteur dans la refondation des normes globales. Cette approche pragmatique, consistant à renforcer l'Europe par des ajustements ciblés plutôt que par des ruptures juridiques, semble la plus réaliste.

Si vous deviez formuler un pari stratégique ou une intuition forte sur l'évolution de cet enjeu, lequel serait-ce ?

Face à la montée des risques globaux, et notamment à la probabilité de nouvelles pandémies, deux scénarios se dessinent. Le premier est celui d'une **prise de conscience à froid**, qui interviendrait avant que le seuil de rupture ne soit atteint. Ce scénario suppose un sursaut stratégique, une volonté de coordination anticipée, et une reconnaissance lucide des interdépendances mondiales. Le

second, plus probable à court terme, est celui d'une **réaction à chaud**, lorsque les crises atteindront un niveau tel qu'elles rendront inévitable la mise en place de mécanismes de coopération renforcée. Mais cette réaction sur le tard risque d'être plus coûteuse, plus chaotique, et moins inclusive.

Dans les deux cas, la conclusion reste la même : la politique commune deviendra indispensable. Le **monde multipolaire** dans lequel nous entrons ne pourra pas s'organiser durablement sans un minimum de règles, de structures et de décisions collectives. La seule incertitude réside dans le moment et la manière dont cette coordination émergera, par la raison ou par la nécessité.

La crise du multilatéralisme laisse-t-elle de la place pour une refondation du système international dans les années à venir ?

L'élaboration d'institutions et normes internationales s'inscrit dans **une longue histoire**, celle des tentatives humaines d'ordonner les relations entre puissances, de prévenir les conflits, et de produire des cadres communs à l'échelle du monde.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'ONU a incarné l'espoir d'un ordre nouveau fondé sur le droit, la coopération et la paix. Elle a accompagné la sortie du colonialisme, la décolonisation, la coexistence Est-Ouest, puis la mondialisation. Mais aujourd'hui, **cet ordre vacille.**

Il convient donc, sans oublier l'apport potentiel des autres grands acteurs que sont par exemple les organisations de la société civile et les grandes entreprises, de réformer et parfois de refonder les instruments et institutions de coopération internationale au minimum autour de coalitions de pays volontaires à travers des alliances pour le multilatéralisme selon les différents types de sujets et pour les questions à vocation universelle de réformer le fonctionnement de l'ONU, institution irremplaçable puisque seule institution existante à vocation universelle, afin de la rendre plus efficace, plus inclusive, plus représentative, notamment en réformant l'usage du droit de véto et en élargissant le Conseil de sécurité.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Alain Le Roy*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE MULTILATÉRALISME EN CRISE EST À LA FOIS SYMPTÔME ET ACCÉLÉRATEUR DE LA POLYCRISE

L'effondrement partiel des institutions internationales fragilise la capacité à traiter les interdépendances mondiales. La gouvernance des biens publics globaux — climat, santé, sécurité — repose sur des outils aujourd'hui affaiblis, contestés ou contournés. Cette paralysie normative accélère la brutalisation de l'ordre mondial.

TROIS PUISSANCES FRACTURENT L'ORDRE INTERNATIONAL, MAIS DES COALITIONS D'ACTEURS PEUVENT ÉMERGER

La Russie, la Chine et les États-Unis — chacun à leur manière — affaiblissent les règles multilatérales existantes. Mais des États intermédiaires, des organisations régionales et des acteurs non étatiques disposent encore de leviers pour porter un nouvel équilibre. Une recomposition stratégique par la base est possible, si elle est politiquement assumée.

DEUX SCÉNARIOS SE DESSINENT : BASCULEMENT AUTORITAIRE OU RÉSILIENCE RÉFORMATRICE

À court terme, le scénario le plus probable est celui d'une aggravation des tensions et d'un retour à des logiques de blocs. Un basculement positif reste envisageable: il suppose une Europe proactive, un sursaut des démocraties, et une gouvernance partagée plus inclusive. Le Pacte pour le futur des Nations Unies pourrait en être le catalyseur.

L'EUROPE DOIT ASSUMER UN RÔLE DE PUISSANCE NORMATIVE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

L'Union européenne dispose de capacités institutionnelles pour devenir le moteur d'un nouvel ordre coopératif. Elle doit renforcer ses alliances, réinvestir les institutions multilatérales et affirmer une diplomatie des biens publics mondiaux. Cela suppose un leadership stratégique, une vision claire et une capacité à rassembler.

REFONDER LA GOUVERNANCE MONDIALE IMPLIQUE D'ÉLARGIR LE CERCLE DES LÉGITIMITÉS

L'ordre international ne peut plus reposer uniquement sur les États. Entreprises transnationales, collectivités territoriales, société civile et ONG doivent être pleinement intégrées à une architecture renouvelée. La gouvernance du XXIe siècle sera multi-niveaux, multi-acteurs et fondée sur la responsabilité partagée.

ENTRETIEN #1.4

« LA CHINE NE VISE PAS UNE COEXISTENCE PACIFIQUE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE MAIS UNE CENTRALITÉ STRATÉGIQUE PAR LA TECHNOLOGIE »

alerte Emmanuel Véron

Géographe spécialiste de la Chine, professeur à l'École de Guerre et à l'INALCO, Emmanuel Véron décrypte comment la domination économique de la Chine évolue au profit d'un véritable ascendant stratégique fondé sur ses avantages technologiques. Fondée sur une planification à long terme et une exploitation systématique de nos vulnérabilités, cette trajectoire ascendante a un impact total sur l'Europe – sa vitalité démocratique, son avenir socio-économique comme sa transition écologique. In fine, ce profond rééquilibrage du rapport de force entre la Chine et l'Europe pourrait contribuer à favoriser un point de bascule en Mer de Chine, où Pékin cherche à arrimer de force Taïwan à son régime autoritaire.

Au cours des trente dernières années, la Chine a façonné la dépendance du monde à son système économique. Vous parlez d'aveuglement stratégique. Pourquoi ?

Au cours des trois dernières décennies, la Chine a offert aux Européens une **illusion coopérative** fondée sur des délocalisations massives, une efficacité logistique,une stabilité politique apparente et la promesse que le commerce mondial réduirait les tensions géopolitiques.

Cela correspond à une vision « herbivore » de l'Histoire en Occident, face à une Chine « carnivore » qui n'a jamais cessé de penser en termes de rapports de force. Cette illusion a été orchestrée par le Parti communiste chinois, qui a utilisé l'ouverture pour renforcer son appareil de **domination économique**, tout en restant opaque et fermé sur le plan politique. Le tournant a commencé lors de l'intégration au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en 2001, qui a développé le commerce extérieur chinois par l'exportation de ses produits.

40 %

Par rapport aux autres économies, la Chine est le pays qui commerce le plus avec des partenaires éloignés géopolitiquement notamment les pays d'Europe et les États-Unis. Avec le Japon et la Corée du Sud, ces quatre ensembles représentent 40 % du commerce chinois en 2023.

L'illusion coopérative n'est-elle pas tombée lorsque l'Union Européenne a adopté sa stratégie de « derisking » ?

Le terme « derisking », issu du jargon européen, n'a aucun sens concret. Il reflète un langage technocratique déconnecté de la réalité. C'est une tentative de réponse molle à un problème systémique : les élites européennes ne savent plus quoi dire ni quoi faire, perdues entre norme et inertie. Cette notion est une **fiction politique** qui masque mal le désarmement industriel, moral et stratégique du continent. Elle ne règle rien : ni la balance commerciale catastrophique, ni la balance commerciale catastrophique, ni le déclassement technologique.

730

Nombre de produits pour lesquels la part des exportations chinoises est supérieure à 50 % des exportations mondiales soit deux fois plus de produits que l'Union européenne et sept fois plus que les États-Unis. En dynamique, les exportations chinoises représentaient plus de 50 % des exportations mondiales « seulement » pour 200 produits en 1997.

En effet, la Chine n'est pas un simple pays : c'est un **système politico-économique centralisé par un Parti-Etat, le Parti Communiste Chinois**. Ce système n'est pas né avec Xi Jinping, même si celui-ci l'a durci. Il est le prolongement d'une architecture née dès 1921, avec le Comintern et les Soviétiques, dans un contexte de guerre civile.

Il repose sur des **fondamentaux idéologiques intacts**: paranoïa stratégique, clandestinité, culte du secret, logique de domination par étapes, et capacité à utiliser la diplomatie, l'économie ou les technologies agressivement selon les besoins.

Le Covid a marqué un tournant, la Chine a affiché une **agressivité assumée**, et les opinions publiques européennes ont commencé à demander des comptes à leurs dirigeants, longtemps dans le déni. Pour autant, le triptyque « **partenaire, concurrent, prédateur** » qui a émergé alors est resté orphelin de toute traduction stratégique.

Comment cette relation asymétrique de dépendance de l'UE à la Chine s'est-elle matérialisée au plan économique ?

La balance commerciale entre l'Union européenne (UE) et la Chine est massivement défavorable si bien qu'on peut réellement parler d'un **désarmement industriel**. Les Européens ont eu l'illusion de pouvoir externaliser toute la puissance productive.

304,5 MILLIARDS

Déficit commercial européen de la balance des biens vis-à-vis de la Chine en 2024. Ce déficit a quasiment été multiplié par 10 depuis 2001. La balance commerciale des services est restée positive mais ne compense pas le déficit des échanges de biens avec un excédent de « seulement » 21,8 milliards d'euros en 2024.

La Chine domine bon nombre de secteurs stratégiques qu'elle a choisi de sur-**subventionner**: l'énergie (notamment avec la production de batterie électrique ou encore de panneaux photovoltaïques), le numérique, l'automobile, etc. Cette illusion économique n'est plus tenable.

Symétriquement, la Chine profite de la logique du **marché unique** européen et ses 450 millions de consommateurs qu'elle inonde de produits à bas prix. À titre d'exemple, plus de 4 milliards de colis de moins de 150 € en 2024, produits dans les zones industrielles de Shenzhen, ont été livrés massivement par avion. Cette folie économique - qui échappe à tout contrôle douanier réel - pose également d'importantes questions écologiques.

Sur quoi repose cette stratégie chinoise de domination économique sur l'Union européenne ?

La Chine exploite la **faille principale** de l'Europe: son manque d'unité. Pékin ne traite pas seulement avec Bruxelles mais avec la capitale de chacun de ses Etat-membres.

14+1

Pékin a créé un forum regroupant les pays d'Europe traversés par les nouvelles routes de la soie pour veiller à leur mise en œuvre concrètes sans engager un dialogue avec l'UE: c'est le Forum 16+1 devenu 14+1. Sur ces 14 pays européens, 9 sont membres de l'UE, l'essentiel regroupe des États du voisinage Sud-Est.

Elle passe par des partenariats avec des pays européens comme on l'observe avec la Hongrie, l'Espagne, la Belgique et comme on le voit se développer avec la Pologne ou la Roumanie. La Chine met en place une **stratégie de contournement** des normes et de prise de contrôle indirecte.

Vu de Pékin, l'Europe représente le **ventre mou du monde occidental**. Depuis une génération, les responsables chinois ont clairement identifié l'Europe comme fragmentée politiquement, obsédée par la norme et sans vision stratégique. Ainsi nous subissons les flux chinois.

Quels sont les signaux faibles à surveiller pour comprendre l'évolution de cette relation totalement asymétrique ?

En ce qui concerne la relation sino-européenne, ce que l'on appelle communément « les signaux » ne sont plus des indices discrets ou de la donnée marginale: il s'agit d'une **tendance lourde** que l'Europe peine à nommer, à penser, ou à affronter.

Le décrochage industriel du continent n'est plus un risque à venir : ce revirement est à l'œuvre et parfaitement intégré à la stratégie de Pékin. Les réactions de l'UE - notamment sur les grands dossiers industriels - sont perçues comme **une forme d'agitation**. En réalité, ces efforts - très technocratiques - arrivent tard et ne s'appuient sur aucun levier concret de production ou d'innovation.

6,5 %

Entre 2016 et 2023, l'Union européenne n'a représenté que 6,5 % des investissements industriels annoncés dans le monde, contre 17 % pour les États-Unis et 19 % pour la Chine.

Les politiques européennes s'avancent **sans maîtriser les composants** clés ni les chaînes logistiques nécessaires à leur déploiement. On le voit : toute la structure de la transition énergétique, des panneaux solaires aux batteries, dépend d'acteurs industriels chinois.

55 % **Sur la période janvier-août 2024, la Chine compte pour plus de 55 % de la production mondiale d'acier.**

Désormais, il faut redoubler d'attention face aux **nouvelles dimensions** de cette relation asymétrique. Je parle de la dimension informationnelle et sécuritaire. De grandes infrastructures industrielles, installées par des entreprises chinoises en Europe ou en Amérique du Nord, accumulent de manière systémique des données sensibles.

Ce n'est pas un incident isolé mais une composante intégrée du modèle économique chinois, adossé à une logique d'espionnage économique, dans le cadre plus large d'une guerre d'influence globale. L'Europe laisse ainsi s'installer sur son territoire un appareil techno-industriel qui alimente la puissance stratégique chinoise, tout en réduisant ses propres marges d'autonomie. Par delà l'asymétrie économique, il y a désormais une véritable **asymétrie stratégique**.

Dans quels domaines se matérialise cette évolution de la domination chinoise vers une asymétrie stratégique ?

Le **secteur nucléaire**, souvent perçu comme sanctuarisé, a été gagné par cette perte de souveraineté. La Chine est aujourd'hui capable de proposer des solutions nucléaires civiles complètes, couvrant toutes les étapes de la chaîne de valeur : de la conception à l'installation, de la maintenance à l'exploitation.

Ce mouvement entraîne des conséquences très concrètes : l'Europe pourrait demain se retrouver équipée de parcs nucléaires civils chinois, ce qui reviendrait à institutionnaliser une **dépendance géopolitique lourde** dans un secteur critique.

Il serait erroné de croire que la Chine progresse « naturellement » dans des secteurs aussi sensibles. En réalité, elle affiche une **stratégie de domination technologique claire, assumée et planifiée**. Ses ambitions sont publiquement énoncées et s'inscrivent dans un calendrier précis : la conquête technologique d'ici 2030–2035.

Cette trajectoire englobe des **secteurs critiques** comme l'intelligence artificielle, la robotique avancée, les technologies quantiques, le spatial, mais aussi la 5G, la 6G, et les architectures télécoms de nouvelle génération. Le cas Huawei, qui avait suscité un sursaut européen sur la 5G, n'a pas donné lieu à une doctrine durable. Pendant que l'Europe discute ou réglemente, la Chine conçoit déjà les infrastructures de la 6G et les cadres techniques des réseaux quantiques.

41 %

En 2023, les publications scientifiques chinoises en matière d'IA représentent plus de 41 % des publications scientifiques mondiales soit deux fois la part des États-Unis, deuxième plus important pays contributeur de publications scientifiques en matière d'IA.

En quoi la domination économique de la Chine, qui est centrale dans la crise géopolitique, infère-t-elle sur les autres pans de la polycrise ?

En mettant **la mondialisation sous tutelle économique** par le contrôle des flux logistiques, la Chine tient les clés de la société de consommation de masse occidentale, sujet central de la transition écologique. Tout comme elle détient une large partie des réponses à la crise climatique s'agissant de sa propre transition énergétique comme de sa domination sur les énergies renouvelables.

69 %

Part des terres rares produites par la Chine en 2023, très loin devant le deuxième producteur mondial que sont les États-Unis (12 %).

De la même manière, son rôle central dans l'économie internationale joue un rôle déterminant dans l'avenir économique des Européens. Son **hégémonie industrielle et technologique** va peser sur le décrochage économique de l'UE. Mais surtout, elle joue un rôle dans l'évolution politique et morale de l'Europe en jouant sur ses vulnérabilités démocratiques tout comme le fait la Russie.

Comment la domination économique chinoise est-elle susceptible d'évoluer dans la décennie à venir ?

La Chine accélère la construction de sa **puissance technologique**. Selon les chiffres officiels, elle forme 1,5 million d'ingénieurs par an. Il est vrai qu'il faut accueillir ces chiffres avec prudence car le système chinois n'est pas exempt de falsifications statistiques. Pour autant, même en réduisant ces chiffres à une fraction crédible, mettons 15 % d'ingénieurs réellement performants selon les standards internationaux, la dynamique de masse reste incontestable.

En projetant cette base sur 10 ans, la Chine se dote actuellement d'un vivier de plusieurs centaines de milliers de talents capables d'alimenter un **écosystème de haute technologie** compétitif à l'échelle mondiale. Ce sera son atout majeur pour dominer, d'ici 2030-35, tous les secteurs sensibles, y compris le spatial, la robotique avancée ou encore le quantique.

2e

En 2023, les dépenses de R&D chinoises ont atteint 781 millions de dollars, soit une multiplication par 5,78 depuis 2007. Dans le même temps, les dépenses de R&D américaines ont augmenté de 178 % et celles de l'Union européenne de 50 %.

Dorénavant, la Chine est le deuxième pays du monde, derrière les États-Unis, en matière de dépenses de R&D.

Mais son avantage ne repose pas uniquement sur les talents : il est fondé sur l'organisation cohérente de l'écosystème innovation-État-industrie, dans une logique de montée en gamme constante et d'**investissements massifs** dans les filières d'avenir.

L'ascendant économique de la Chine aura-t-il des conséquences au plan politico-militaire ?

Pour l'Europe, l'aspect le plus inquiétant de ces développements est le **tournant militaire de la robotique chinoise**. Les forces armées chinoises s'équipent déjà à un rythme soutenu en robots de combat, en drones autonomes, et en systèmes automatisés d'appui tactique.

Des documents confidentiels estiment que l'armée chinoise a désormais la capacité de déployer un régiment de 1000 robots par mois, et ce, de manière soutenue sur un horizon de cinq ans, avec comme objectif explicite : la **saturation robotique des théâtres d'opérations**.

Il ne s'agit pas seulement de robotiser le champ de bataille. Cela correspond également à un **tournant démographique**. Le Parti Communiste Chinois assume le vieillissement rapide de sa population et prépare sa puissance future à substituer des effectifs humains par des agents intelligents mécanisés. 2025 marquait d'ailleurs « l'année de la robotique et des humanoïdes » en Chine, avec un soutien étatique massif à l'investissement, à l'exportation et à la démonstration de puissance.

Quel rôle va jouer l'intelligence artificielle dans cette relation de plus en plus asymétrique entre la Chine et l'Europe ?

La Chine a délibérément lancé des campagnes de communication stratégique autour de ses IA génératives, souvent fausses ou exagérées, dans une logique d'**intoxication informationnelle**. Ces effets d'annonce ont pour but de tester les réactions occidentales, de sonder les lignes rouges et de préparer le terrain à des ruptures à venir.

152

Sur les 505 manipulations de l'information relevées en Europe entre 2023 et 2024, 152 visaient la France - 2ème pays touché derrière l'Ukraine. Les principaux acteurs de ces agressions sont la Russie et la Chine.

Mais c'est un fait : la Chine a pris **le tournant de l'IA agentique**, c'est-à-dire d'IA intégrée dans des systèmes d'action, comme des robots autonomes, des drones en essaim, ou encore des assistants humanoïdes. Pékin cherche à concevoir des agents parfaitement capables d'interagir avec des humains et entre eux, de décider et de s'adapter en temps réel, y compris dans des environnements complexes.

Combiné à ses capacités de production de masse, ce tournant offre à la Chine **la voie vers un monde radicalement transformé**. Ce qu'elle cherche à accomplir dans ses administrations, ses entreprises, ses hôpitaux, elle sera également capable de l'obtenir en zone de conflit.

La conséquence directe de cette projection est une **recomposition complète des rapports avec la Chine**. L'avenir des relations sino-européennes n'est pas fondé sur un équilibre de puissances commerciales : ce sera un jeu permanent d'encerclement, contre-encerclement et désencerclement successifs, à une **époque hybride** où les frontières entre le civil et le militaire, entre la coopération et la coercition, entre l'innovation et le contrôle se brouillent de plus en plus. La Chine ne vise pas une coexistence pacifique dans un monde multipolaire mais une centralité stratégique par la technologie.

> ***La Chine s'est imposée par la domination industrielle et technologique. Face à cette tendance lourde existe-t-il une bifurcation possible ?***

Tel qu'établi, le déséquilibre entre la Chine et l'Europe a atteint un **point de non-retour**. L'Europe n'accuse plus un retard technologique ou industriel: le différentiel touche désormais à des facteurs structurels impossibles à rééquilibrer en une génération.

Volume de production, maîtrise du savoir-faire, différentiel salarial, démographie, discipline collective : la Chine a consolidé **une avance difficilement rattrapable**, pendant que les pays européens ont progressivement perdu leur base industrielle, leur autonomie stratégique, et leur culture du travail productif. Dans un pays comme la France, l'effort de réindustrialisation est entravé par l'absence de moyens, mais aussi par une culture politique et sociale qui ne valorise plus le travail.

Au surplus, la domination chinoise, toute comme l'agressivité russe, cherche à s'immiscer dans l'ensemble des aires de la société, notamment par des actions fortes dans le champ informationnel. Pékin active constamment nos **vulnérabilités politiques et sociales**.

BASE 311

En matière de manoeuvres informationnelles hostiles, l'Armée populaire de libération (APL) chinoise s'est dotée d'une « Force de soutien stratégique » dédiée, incluant la base 311, dont l'appellation est littéralement : « base de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit »

Pour le moment, la démarche chinoise en Europe et en France est encore souvent entachée d'erreurs grossières réduisant leur impact. Toutefois, la Chine avance en matière de guerre cognitive avec la création de deux concepts dans l'objectif de remporter la guerre sans avoir à la mener:

- **La « guerre intelligentisée », qui vise à accélérer la guerre cognitive en saturant l'espace informationnel de contenus**
- **La « guerre cognitive algorithmique », qui désigne le recours à l'IA pour exercer une influence précise et individualisée à travers l'utilisation de données complètes sur des populations cibles.**

Preuve de l'efficacité des stratégies chinoises dans un contexte culturel plus proche, à Taïwan, une partie de la population a révélé qu'elle ne se battrait pas en cas d'invasion chinoise, parce que selon elle, les Chinois sont sympathiques sur l'application Tik Tok.

Alors il n'existe aucun point d'inflexion possible pour rééquilibrer le rapport de force avec la Chine ?

Face à cet état de déséquilibre, le seul levier stratégique viable repose une **véritable stratégie de réindustrialisation**. Pour cela, sortons des grands plans abstraits. Misons sur la formation et sur l'éducation technique, sur le rôle cardinal des ingénieurs et des ouvriers. Par delà les narratifs creux, il nous faut remettre ces métiers productifs au centre de l'agenda stratégique.

Ce travail doit être accompagné par un **réarmement cognitif**. Au cœur de ce processus se trouve l'enjeu de reconnecter les décideurs avec la réalité. Il s'agit de limiter l'influence de « ceux qui font des phrases » pour redonner la parole à « ceux qui font des choses ».

Vous ne parlez pas des points de vulnérabilité du Parti Communiste Chinois lui-même ?

Une tentation fréquente dans les milieux stratégiques européens consiste à présenter la Chine comme un **colosse aux pieds d'argile**. Il est vrai que le régime connaît d'importantes difficultés internes: tensions sociales, crises environnementales, pressions économiques, répression croissante. Il est aussi vrai que de nombreux chinois quittent le pays, souvent via la diaspora ou les mariages mixtes, pour des raisons de liberté individuelle, ou de défiance face à la rigidité politique.

Mais cela ne signifie pas un effondrement du régime. Le PCC tient la Chine depuis 1949 et malgré toutes les difficultés, il dispose de la **masse critique** suffisante pour absorber des chocs sans céder. Une partie du territoire ou de la population peut être mise en réserve, ou sacrifiée temporairement, sans que cela ne remette en cause la cohérence globale du projet chinois. N'oublions pas que le contrôle du Parti irrigue désormais l'ensemble du territoire, avec un appareil de surveillance et d'encadrement unique au monde. Le PCC est composé de plus de 100 millions de membres.

Certes, depuis la pandémie et ses confinements drastiques, les tensions internes ont connu une véritable résurgence; mais elles restent minoritaires à l'échelle du pays. Et surtout, la diaspora chinoise, même critique, reste souvent intégrée au maillage du Parti, qui déploie des formes d'influence, de contrôle et de réactivation politique hors de ses frontières. La «**matrice chinoise**» est active – même à distance.

Enfin, la Chine ne connaît pas d'immigration et maîtrise totalement l'intérieur de son territoire. La Chine arrive à garder cette **logique de masse** qui se poursuivra via sa stratégie de robotisation.

Qu'est-ce que tout cela peut impliquer pour la stabilité dans le détroit de Taïwan ?

Pour Pékin, la question de Taïwan est centrale pour quatre raisons absolument fondamentales.

D'abord parce que le Parti Communiste Chinois, qui est un **Parti-Etat**, ne peut pas tolérer qu'il existe deux Chine – et encore moins une Chine démocratique. Or l'essentiel du patrimoine impérial chinois est à Taipei, ce qui rend la démocratie de Taipei symboliquement plus «chinoise» que le régime de Pékin.

Ensuite parce que Taïwan constitue une barrière critique à la **crédibilité de la dissuasion nucléaire** chinoise. Sans un accès à la mer profonde depuis cette position, les sous-marins nucléaires chinois sont vulnérables et confinés.

Troisièmement, parce que Taïwan est **le cœur mondial de la fonderie des semi-conducteurs**. Maurice Chang, fondateur de TSMC, a structuré une filière technologique inégalée, produisant aujourd'hui encore les composants les plus avancés (1 à 5 nm). Récupérer ce patrimoine scientifique et industriel est un objectif prioritaire pour Pékin.

Enfin, si la Chine prend Taïwan, les États-Unis perdent un point stratégique majeur, et **l'ordre international bascule**. La relation sino-américaine s'incarne ici dans une surface de contact directe. L'avenir du monde multipolaire pourrait s'y jouer.

Est-ce à dire que Pékin pourrait sortir de l'ambiguïté stratégique en Mer de Chine par la force à court ou moyen terme ?

Pour l'heure, le PCC reste fidèle à la culture stratégique chinoise: éviter l'affrontement frontal, privilégier l'encerclement, l'étouffement progressif, le fait accompli. L'objectif de Pékin est d'obtenir **un résultat stratégique sans confrontation directe**, en imposant une quarantaine, un blocus, une paralysie progressive de l'appareil politique et militaire taïwanais.

La question de Taïwan représente le principal **point de bascule** pour l'avenir de la Chine. Sur ce sujet, il n'y a plus de doute: le régime du PCC prépare la guerre. Tous les signaux sont là : modernisation rapide des forces armées, manœuvres terrestres, aériennes, maritimes, cybernétiques et spatiales, multiplication des exercices à échelle réelle, dronisation massive des systèmes militaires, militarisation des basses couches de l'espace, essaims de sous-marins, etc.

À court terme, la **fenêtre critique** se situe entre fin 2026 (élections locales à Taïwan) et janvier 2028 (présidentielle). La Chine exercera une pression croissante, à la fois militaire, diplomatique, psychologique, et économique. Le soutien des États-Unis, la résilience de la société taïwanaise et la posture du Japon seront déterminants. L'Europe, elle, reste un facteur secondaire que la Chine cherche à neutraliser à travers le commerce et l'influence diplomatique.

Certains éléments suggèrent même que la Chine a reproduit des doublons du Palais présidentiel taïwanais sur son propre sol, pour former des élites politiques en vue d'un **gouvernement parallèle** post-annexion. Le PCC envisage déjà un régime spécial pour Taïwan, à la manière d'un « Hong Kong bis », avec une stratégie de sinisation douce appuyée par une occupation de la société civile.

Nos institutions sont-elles adaptées pour faire face à un tel point de bascule dans la crise géopolitique ?

Malgré certains **signaux de réveil** observés depuis 2018, en particulier sous l'impulsion indirecte de la présidence Trump et du changement de ton américain vis-à-vis de Pékin, les institutions françaises et européennes n'ont pas encore pleinement intégré l'ampleur de l'enjeu chinois. Le moment Trump a agi comme un **catalyseur**, notamment en forçant l'Europe à reconsidérer sa dépendance stratégique, mais cette inflexion n'a pas été structurante. Elle n'a pas accouché d'une doctrine ni d'un réflexe institutionnel cohérent.

Le sujet chinois demeure, pour l'essentiel, sous-estimé et mal outillé politiquement. Il est traité par fragments : tantôt sous l'angle commercial, tantôt au titre des droits de l'homme, tantôt par des dispositifs de contrôle

des investissements directs étrangers. Cependant, **aucune vision unifiée et transversale - au fond réellement géopolitique** - ne vient en assurer la cohérence. Il s'agit là d'un déficit de compréhension systémique, nourri par une conception encore trop technocratique des enjeux stratégiques.

La culture politique de nos élites dirigeantes, qu'elles soient françaises ou européennes, n'est pas préparée à affronter la complexité, la cohérence et **la radicalité du système chinois**. Cette inadaptation ne tient pas seulement à un déficit d'information ou de ressources, mais à une formation qui a oublié le réel, le dur, le conflictuel, l'asymétrique.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Emmanuel Véron*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE CENTRALITÉ STRATÉGIQUE CHINOISE PAR LA TECHNOLOGIE, NON UNE COEXISTENCE PACIFIQUE

La Chine ne cherche pas l'équilibre dans un monde multipolaire mais la reconfiguration de l'ordre international autour d'elle, par la maîtrise des chaînes de valeur économiques et d'un profond avantage technologique. Elle combine planification étatique, montée en gamme industrielle et captation de données sensibles à grande échelle.

L'EUROPE FACE À UNE ASYMÉTRIE SYSTÉMIQUE, CONSTRUITE ET ASSUMÉE PAR PÉKIN

Le déséquilibre sino-européen n'est ni accidentel ni temporaire: il résulte d'un effort délibéré du Parti communiste chinois pour exploiter les failles de l'Union — fragmentation, désarmement industriel, naïveté stratégique. Des secteurs critiques comme l'énergie, le numérique, le nucléaire et la robotique sont aujourd'hui en voie de domination par la Chine, qui impose sa présence sans doctrine de contrepoids côté européen.

UNE CRISE GÉOPOLITIQUE AUX RAMIFICATIONS TRANSVERSALES SUR LES AUTRES PILIERS DE LA POLYCRISE

Par son emprise sur les technologies vertes, les métaux critiques et les chaînes logistiques globales, la Chine pèse directement sur la transition écologique occidentale. Elle alimente également le décrochage socio-économique de l'Europe en sapant sa base productive. Enfin, elle affaiblit le tissu démocratique par des opérations informationnelles et d'influence de grande ampleur.

LA DÉCENNIE 2025–2035 MARQUERA UN TOURNANT GÉOPOLITIQUE IRRÉVERSIBLE

Pékin accélère l'automatisation de sa puissance militaire (robots, IA, essaims de drones). Le point de bascule pourrait survenir à Taïwan: un blocus, voire un choc militaire asymétrique, déclencherait un réalignement stratégique mondial. L'Europe, en position marginale, risque d'être neutralisée.

REFONDER LA PUISSANCE EUROPÉENNE COMMENCE PAR LE RÉEL : PRODUIRE, INSTRUIRE, DÉFENDRE

Face à l'avancée chinoise, l'Europe n'a plus le luxe de l'abstraction. Sa refondation passe par la reconquête industrielle, la réhabilitation du travail productif, et un réarmement cognitif.

ENTRETIEN #1.5

« L'EUROPE FAIT FACE À UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE SON FLANC SUD DONT ELLE NE COMPREND PAS LES FORCES MOTRICES »

signale Pierre Razoux

Historien et spécialiste des conflits contemporains, Pierre Razoux, directeur académique de la FMES, alerte sur une transformation irréversible du flanc Sud de l'Europe que les dirigeants européens persistent à mal interpréter. Nationalisme assumé, instrumentalisation du religieux, légitimation du rapport de force et affirmation identitaire : ces quatre dynamiques redessinent l'ordre régional, dans une logique post-occidentale qui va jusqu'à la confrontation. Ce basculement stratégique produit un arc de crises — démographique, écologique, sécuritaire — qui place l'Europe face à ses vulnérabilités fondamentales. Incapable de rétablir un rapport de puissance, l'UE risque d'être marginalisée dans une zone pourtant vitale pour sa sécurité et sa stabilité. Dans un contexte de brutalisation du système international, Pierre Razoux plaide pour une diplomatie européenne fondée non plus sur le magistère moral, mais sur une grammaire du pouvoir assumée, articulée autour d'États volontaires, d'intérêts communs identifiés, et d'une capacité crédible à dissuader.

Depuis plus de trente ans, vous observez les dynamiques à l'œuvre sur le flanc Sud. En quoi cette zone géographique contribue à structurer la crise géopolitique ?

Depuis plus de trois décennies, le flanc Sud – entendu comme l'ensemble Maghreb-Machrek-Sahel et Moyen-Orient élargi – concentre une part croissante des dynamiques de déstabilisation globale. Cet espace constitue, pour la France et l'Europe, à la fois une profondeur stratégique immédiate mais aussi un arc de vulnérabilités systémiques.

80 %

80 % des morts lors de conflits armés depuis 2011 sont des victimes de conflits armés qui se sont déroulés / se déroulent dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient.

L'observation de cette zone sur le temps long permet de comprendre la **transformation structurelle** de cet environnement: montée des régimes autoritaires ou religieux, retour du rapport de force assumé, marginalisation des logiques multilatérales, militarisation diffuse, recomposition des alliances.

Or, ni la France, ni l'Europe n'ont véritablement compris la **transformation à l'œuvre** dans cet espace, ni les forces motrices qui recomposent le paysage stratégique, culturel et politique du Grand Sud, s'étendant du Maroc à l'Iran voire jusqu'à l'océan Indien. Là où les Européens perçoivent cette recomposition comme une menace ou un désordre à subir, les pays concernés, eux, la vivent comme une transformation active et assumée, où ils cherchent à repositionner leur souveraineté, leurs intérêts, et leur identité.

Ce sont ces **tendances lourdes** qui illustrent une transformation majeure en cours: celle d'un monde qui ne cherche plus à imiter un Occident mais qui cherche à en contourner ou à en défier les règles.

Afin de comprendre la crise géopolitique, quelle est votre grille de lecture permettant d'analyser et penser ce flanc Sud?

Elle repose sur quatre grands moteurs qui animent cette recomposition majeure, se déroulant sous les yeux des européens, et qui guident les dirigeants et peuples du Sud:

1. **Le nationalisme,** voire l'hypernationalisme, est devenu l'idéologie dominante des acteurs du flanc Sud. Là où les Européens voient un tabou, associée aux guerres mondiales, les Etats du Sud y voient un socle de légitimité qui structure profondément leur vie politique, symbole de souveraineté et de résistance aux ingérences.

2. **Le religieux**, loin d'être relégué à la sphère privée comme en Europe où il est considéré comme un sujet encore une fois tabou à l'image du nationalisme, vient structurer les régimes, les normes sociales et les comportements politiques du Sud. Le phénomène de l'islam politique, bien que controversé, en est un exemple fort, moteur de mobilisation
3. **Le recours légitime au rapport de force**, comme langage légitime d'expression des intérêts. La conflictualité est considérée comme un mode normal d'expression des intérêts. La guerre, la coercition, ou la pression armée ne sont pas vues comme des anomalies, mais comme des instruments politiques rationnels.
4. **L'identité**, loin d'être un vestige, est une force motrice dans les recompositions politiques et sociales du Sud.

En quoi ce constat plonge-t-il les Européens dans une forme de désarroi stratégique ?

Tétanisés face à ces logiques qui leur échappent, les européens n'arrivent pas à stabiliser une politique extérieure cohérente, alternant des discours de valeurs et de pragmatisme selon les partenaires, rendant illisible toute tentative de vision stratégique. À cela s'ajoute une **rupture de fond** que les européens ne perçoivent pas et qui n'est pas une simple crise passagère mais bien une transformation irréversible sans retour en arrière. En face, les États du Sud, même affaiblis, avancent avec une certaine cohérence, malgré leurs contradictions internes.

Le flanc Sud est aujourd'hui perçu depuis l'Europe comme un espace de risques et non d'opportunités : instabilité, flux migratoires, terrorisme (y compris terrorisme d'État, algérien, turc, iranien). Cette perception est renforcée par une **pression démographique** africaine massive de plus en plus corrélée à des dynamiques de radicalisation religieuse. L'Afrique devient un vivier potentiel pour des foyers djihadistes dans les vingt années à venir. S'ajoute à cela le fait que les pays du Sud, autrefois de transit, sont devenus des pays terminaux, provoquant des tensions de cohabitation pouvant être explosives en leur sein, déstabilisant les pouvoirs en place.

25 %

D'ici 2050, l'Afrique atteindra 2,5 milliards d'habitants soit un quart de la population mondiale, dont plus d'un milliard de jeunes de moins de 25 ans.

Face à une situation où l'Europe se retrouve avec un Sud en décomposition, un Est hostile et un Ouest marqué par les Etats-Unis qui tournent le dos aux alliés historiques, le désarroi stratégique s'impose en l'absence d'une politique claire. Dans cette configuration, **les armées européennes se retrouvent elles aussi déclassées**: la supériorité militaire occidentale n'est plus assurée sur le flanc Sud. Aujourd'hui, des groupes informels (Houthis, milices) possèdent des capacités de frappe en profondeur. Les chefs militaires constatent l'impossibilité de garantir la sécurité comme autrefois. La peur a changé de camp, et les adversaires ne

craignent plus d'affronter l'Europe. De Gibraltar à Bab-el-Mandeb et Ormuz, le théâtre sud n'est plus sous contrôle et la perception des équilibres de puissances a changé.

> ***Après avoir brossé ce diagnostic de la situation du flanc Sud et de l'incompréhension européenne de cette « irréversible » transformation à l'œuvre, pouvez-vous préciser comment l'Europe est-elle perçue par les acteurs du Sud ?***

Les États du flanc Sud sont à la fois adversaires potentiels et, pour certains, des partenaires ambigus (Turquie, membre de l'OTAN). Le flanc Sud perçoit l'Europe comme un maillon faible, qui n'inspire ni crainte ni respect stratégique, un territoire que l'on peut aujourd'hui « tondre » sans **grand risque de rétorsion**.

L'Europe est ainsi:

- divisée, inefficace et juridiquement paralysée qui marque les limites de la puissance normative ;
- incapable d'assumer une politique stratégique claire, oscillant entre valeurs et intérêts selon ses interlocuteurs ;
- inapte à parler un langage de pouvoir par l'autorité et la force.

A titre d'exemple, les États-Unis et Israël, par leurs démonstrations de force récentes, ont rétabli la peur de l'autre côté. Ainsi, personne ne viendra prendre le risque de les provoquer frontalement ces prochaines années, n'enlevant pas les **difficultés géopolitiques** par ailleurs. L'Europe, quant à elle, reste sans réaction crédible et est perçue en conséquence.

> ***Face à ce changement de paradigme, quelles perspectives et solutions envisager pour consolider les liens entre l'Europe et son flanc Sud ?***

A la vision libérale d'après-guerre froide cherchant à porter un monde construit autour d'un modèle unique et mondialisé vient lui succéder une vision prônant une **divergence assumée**. Ces divergences ne doivent pas signifier la rupture du dialogue.

Au contraire, le maintien de ce dialogue accru mais refondé est la première pierre de cette réédification des liens. C'est la fin du discours de supériorité morale. Seul un langage fondé sur les intérêts communs est audible. Il ne s'agit pas d'adhérer aux régimes locaux, mais de construire une diplomatie de **réalignement pragmatique**. Seul un langage d'intérêts, à la Trump ou à la Meloni, semble aujourd'hui audible pour les acteurs du Sud.

Toutefois, pour certains pays, le poids de l'histoire, notamment dans les relations franco-algériennes, rend tout dialogue difficile : tant que l'un désigne l'autre comme adversaire, la relation est vouée à l'échec. Cette **instrumentalisation**

mémorielle, enferme les deux parties dans des postures idéologiques paralysantes qui doivent pouvoir être dépassées, cela est possible mais complexe.

Par ailleurs, dans un monde qui voit le retour de l'usage de la puissance militaire, notamment marqué par les Russes, les Israéliens et maintenant les Etats-Unis, l'Europe doit être en mesure de montrer sa puissance et savoir rétablir **une crainte stratégique vis-à vis des menaces actuelles**. Elle doit pouvoir être prête à réagir, frapper et assumer les coûts si nécessaire, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des pays européens actuellement.

Un dialogue reposant sur un **réalignement d'intérêts** et un rapport de force permettant d'inspirer la crainte est devenu indispensable dans ce nouveau monde. Deux exemples me viennent en tête :

- Les monarchies du Golfe, surarmées, n'inspirent pourtant aucune crainte, ne donnant aucune preuve de leur volonté de se battre. Elles n'ont ni la capacité, ni l'entraînement et ni la volonté de se battre malgré des moyens surdimensionnés.
- À l'inverse, des pays jouant leur survie, comme l'Ukraine ou Israël, tous deux des anti-modèles mais partageant ce même enjeu. Ceux sont deux pays à peu près démocratiques et tous deux poussés dans leur dernier retranchement pour assurer leur survie. Ils vont surréagir à l'événement car s'ils remportent le conflit, la crainte infligée au pays vaincus ainsi qu'à la communauté internationale fera qu'ils ne seront plus en danger pour plusieurs années. Les ukrainiens sont prêts à tout sacrifier et inspirent aujourd'hui le respect stratégique en étant prêts à sacrifier une génération pour assurer une paix sur plusieurs années.

> ***Dans ce monde en recomposition, comment la relation entre l'Europe et son flanc Sud est-elle susceptible d'évoluer au cours de la prochaine décennie ?***

À l'horizon des cinq à dix prochaines années, le scénario le plus probable est celui d'une **restructuration profonde du rapport entre l'Union européenne et le flanc Sud**, portée autant par les États membres les plus intégrés (comme la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, les pays nordiques) que par ses partenaires périphériques.

Cette évolution ne s'inscrira pas dans une logique d'approfondissement fédéral, mais plutôt dans une **forme de désintégration souple**, ou plus exactement dans une **recomposition par différenciation** : une Europe à géométrie variable, structurée autour de coalitions ad hoc, mobilisées projet par projet. En d'autres termes, l'UE pourrait se transformer en un espace de coordination minimale, laissant place à des blocs fonctionnels définis par des intérêts partagés, et non par une vision géopolitique commune.

Le domaine de la **défense** illustre déjà cette tendance. On observe un net **repli vers des souverainetés sécuritaires nationales ou sous-régionales**. Le système normatif européen (douanes, immigration, sécurité commune) inspire de moins en moins confiance. Tant qu'il n'était pas confronté au réel, il bénéficiait d'un

crédit théorique. Mais les crises concrètes – migratoire, sécuritaire, géopolitique – ont mis en lumière son impuissance. Face à cette défaillance, les États ont repris l'initiative, renforçant leur appareil militaire, leur résilience cognitive, leur capacité à décider seuls.

Ce retour du politique est alimenté par un apprentissage par les faits. L'Ukraine, pourtant mal préparée, a montré qu'une volonté politique forte permettait de contenir un **adversaire bien plus puissant**. Israël, malgré son isolement régional, reste capable d'imposer un rapport de force. Ces deux exemples – malgré leur dissemblance – inspirent aujourd'hui plusieurs États européens, qui en tirent une leçon implicite : pour durer, il faut savoir se défendre seul, ou dans des alliances restreintes, surtout face aux menaces du flanc Sud et du front de l'Est. Dans ce contexte, on peut penser que la Russie n'osera pas s'attaquer frontalement à des États comme la Pologne, la Finlande ou la Suède, perçus comme mentalement et militairement préparés, et ayant rétabli un équilibre de la peur.

L'OTAN n'échappe pas à cette dynamique. Bien que sa structure perdure, elle peine à retrouver une fonction stratégique cohérente. Il en va de même pour les technostructures européennes : leur résilience administrative est forte, mais leur capacité d'action est de plus en plus vidée de **substance politique et stratégique**. Si les États membres réduisent leur participation financière ou orientent leurs contributions vers des formats plus souples – bilatéraux ou multilatéraux – le cœur du système pourrait se dissoudre sans éclat.

Pour autant, des **coalitions à la carte** pourraient émerger autour de domaines critiques : énergie, R&D, technologies industrielles stratégiques (gaz, pétrole, innovation). Ces domaines touchent à des intérêts vitaux, et pourraient constituer un noyau dur de coopération malgré l'absence de vision géopolitique commune, permettant de fédérer des Etats européens.

Cette **carence stratégique collective** s'explique aussi par un facteur générationnel : les élites actuelles ont été formées à une époque marquée par un optimisme post-guerre froide, dans un contexte de construction européenne, d'unification et de paix supposée durable. Elles ont reçu une éducation profondément pro-européenne, forgée pour conforter un modèle d'intégration sans conflit. Or ce paradigme est aujourd'hui caduc.

Dans les faits, la **politique étrangère européenne reste prisonnière du plus petit dénominateur commun**. Elle ne peut incarner une stratégie continentale cohérente car elle n'est ni unifiée ni hiérarchisée. L'Europe souffre d'un empilement de stratégies sectorielles sans cadre directeur, sans priorités assumées.

À l'avenir, seule une **approche ciblée, flexible et assumée**, structurée autour d'intérêts communs concrets – et non de principes généraux – permettra de reconstruire une forme de cohérence. Sur le flanc Sud en particulier, une telle orientation est possible : c'est là que l'Europe peut encore bâtir un socle commun d'action, à condition de changer de méthode, de ton et de cadre de pensée.

Quels sont les déterminants principaux de ces scénarios ? Où sont les points de bifurcation dans la relation entre l'Europe et son flanc Sud ? Relations entre l'Europe et les pays du Sud ?

Quatre scénarios de rupture, difficilement prévisibles mais hautement structurants, pourraient bouleverser de manière brutale la **trajectoire actuelle** du flanc Sud et, au-delà, la posture stratégique de l'Europe. Ces points de bascule ont en commun de forcer une réaction, de rompre avec l'attentisme ambiant, et d'imposer un réalignement stratégique, militaire et diplomatique des États européens.

- **1er scénario: l'usage effectif de l'arme nucléaire par un acteur étatique.** Ce point de bascule, longtemps perçu comme improbable, est désormais discuté sérieusement dans les cercles stratégiques. La Russie est clairement vu comme un acteur susceptible de recourir à l'arme nucléaire dans un cadre tactique ou de théâtre d'opérations limité. Une frappe, même ciblée, entraînerait une onde de choc politique et psychologique immédiate en Europe. La panique qui s'ensuivrait pourrait provoquer un resserrement stratégique sans précédent entre puissances européennes. Un rapprochement entre la France et le Royaume-Uni autour de leurs capacités de dissuasion, longtemps hypothétique, deviendrait plausible, à l'appui d'une révision doctrinale accélérée. Des discussions récentes à ce sujet montrent que ce scénario n'est plus tabou.
- **2ème scénario: un conflit militaire ouvert entre les États-Unis et la Chine.** Ce type d'affrontement, par exemple autour de Taïwan ou en mer de Chine méridionale, bouleverserait l'ensemble des équilibres géopolitiques globaux. Il marquerait le retour d'une logique de blocs fermés: les puissances intermédiaires, y compris les États européens, seraient sommées de choisir leur camp. La possibilité de maintenir une autonomie stratégique européenne, ou un positionnement tiers, deviendrait impossible. Washington imposerait un alignement, Pékin en ferait de même.
- **3ème scénario: une attaque directe de la Russie contre un État membre de l'Union européenne.**
  Aujourd'hui encore marginale dans le débat public, cette hypothèse est pourtant sérieusement examinée dans les cercles stratégiques. Une telle agression – contre un pays balte, contre la Pologne ou contre un État nordique – mettrait immédiatement à l'épreuve la crédibilité de la solidarité européenne et atlantique. Serions-nous réellement prêts à défendre militairement un État membre agressé ? L'incertitude de la réponse, en particulier dans les opinions publiques, fragiliserait davantage le socle de confiance qui sous-tend les alliances existantes. Un non-soutien ou une réponse hésitante pourrait provoquer un effondrement stratégique de la cohésion européenne, au moment même où elle serait le plus nécessaire.
- **4ème scénario: une crise de grande ampleur sur le flanc Sud.** Ce point de bascule est peut-être le plus directement lié au sujet là où les autres scénarios affectent les relations par ricochet. Il s'agirait d'une déstabilisation simultanée des principaux États de la rive sud de la Méditerranée – à l'exception du Maroc. Tunisie, Algérie, Libye, Égypte: chacun de ces pays est confronté

à des fragilités internes graves. En cas de bascule, on pourrait assister à une véritable « syrianisation » du Sud méditerranéen: éclatement des appareils d'État, émergence de zones de non-droit, prolifération de milices et de groupes terroristes transnationaux, effondrement de l'ordre public. Le canal de Suez pourrait devenir un point critique, menacé de fermeture, entraînant une onde de choc mondiale. L'Europe serait confrontée à une zone chaotique aux portes de ses centres névralgiques, avec des conséquences immédiates sur ses routes commerciales, sa sécurité intérieure, sa stabilité politique.

30 %

Le canal de Suez reste l'un des points névralgiques de la mondialisation, 30 % du commerce mondial par conteneurs passe par ce dernier contre 3 % pour le canal de Panama.

Dans chacun de ces cas, la prise de conscience stratégique ne pourrait plus être différée. L'Europe serait brutalement tirée hors de sa **posture de sous-réaction**. Ces ruptures ne sont pas de simples fictions prospectives: elles structurent déjà certains scénarios d'anticipation stratégiques et devraient être prises en compte dans toute prospective sérieuse sur les équilibres de puissance à moyen terme.

> ***Pour permettre un dialogue et recalibrer le rapport de force, il est nécessaire d'identifier les acteurs clés de cette crise. Qui peut contribuer à mener à bien cette refondation des liens entre l'Europe et son flanc Sud ?***

Dans le contexte du flanc Sud, la recomposition stratégique ne pourra aboutir sans une prise en compte lucide de la **réalité des systèmes politiques locaux**. Les acteurs décisifs ne sont pas nécessairement les institutions classiques, les administrations ou les think-tanks, mais avant tout les chefs d'État, dans des régimes où la personnalisation du pouvoir demeure centrale.

Pour conduire une politique forte, cohérente et lisible, les pays européens devront travailler directement avec ces figures de **commandement autour d'intérêts communs**. Cela suppose de reconnaître que, dans nombre d'États du flanc Sud, le chef incarne à lui seul la direction politique, et qu'il détient le levier décisionnel sur les questions majeures de sécurité, de coopération ou d'alignement stratégique. Ignorer cette réalité serait une erreur de méthode.

En d'autres termes, pour élaborer une politique étrangère **forte, cohérente et lisible**, les pays européens doivent donc accepter de **travailler avec ces figures de commandement**. Cela ne signifie pas légitimer leurs régimes, ni renoncer à toute exigence de conditionnalité ou de transparence. Mais cela suppose de reconnaître que les décisions stratégiques –en matière de sécurité, de coopération, d'armement, de diplomatie ou d'investissement– passent d'abord par eux. Ce n'est qu'en intégrant cette philosophie politique propre, fondée souvent sur l'autorité, la continuité et la souveraineté, que l'Europe pourra bâtir des partenariats efficaces avec ses voisins du Sud.

Refonder un rapport de force avec le Sud ne passera donc ni par une ingénierie institutionnelle, ni par un plaidoyer normatif. Cela demandera d'**entrer dans la grammaire du pouvoir local**, d'en comprendre les ressorts, d'en accepter les codes, sans pour autant les adopter.

> ***Après avoir brossé un panorama de la situation, pouvez-vous nous expliciter en quoi les dynamiques du flanc Sud sont-elles amplifiées ou reconfigurées par d'autres crises systémiques ?***

L'enjeu stratégique du flanc Sud ne peut être compris isolément. Il est profondément intriqué avec trois autres dynamiques systémiques majeures: la crise écologique, la crise démographique, et la crise économique. Ces dimensions ne relèvent pas du contexte ou de l'arrière-plan : elles sont des **moteurs actifs de recomposition géopolitique**, qui redessinent les équilibres de pouvoir, les vulnérabilités et les rapports de force.

La crise écologique est particulièrement aiguë dans la péninsule Arabique. Le réchauffement climatique, la désertification accélérée et la raréfaction des ressources rendent de **vastes zones littéralement invivables à court terme**. Ce diagnostic est parfaitement intégré par les puissances de la région, Iran, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, qui perçoivent l'enjeu dans toute sa gravité. Pourtant, très peu d'actions concrètes sont engagées. En effet, une forme de dissuasion environnementale par la menace balistique existe. L'Iran est en mesure de dissuader ses voisins surarmées : toute tentative de transition offensive, qu'elle soit militaire ou politique, pourrait se solder par la destruction immédiate des infrastructures vitales (usines de dessalement, centrales électriques, raffineries). En d'autres termes, le système est tenu par la vulnérabilité extrême des pays du Golfe, qui peuvent devenir invivables en quelques jours.

2050

D'après l'indice Wet Bulb, la péninsule Arabique, l'Égypte, le Soudan ou encore la Somalie deviendront inhabitables dès 2050. L'indice Wet Bulb mesure la faculté de notre corps à se refroidir grâce à la sudation lors d'un temps chaud et humide. La limite est établie à environ 35 degrés pendant 6 heures.

La crise démographique, elle, se conjugue à la crise écologique pour générer un stress géopolitique majeur. Le boom démographique africain, combiné à l'extension des zones inhabitables, produira une série de mouvements de population massifs dans les années à venir. Ces flux n'iront pas seulement vers l'Europe: ils traverseront aussi les États du flanc Sud, déjà fragilisés, accentuant les conflits internes, les tensions ethniques et la dislocation des structures étatiques. Une **multiplication des conflits interafricains est anticipée**. Dans ce contexte, la bande sahélo-méditerranéenne pourrait devenir, à horizon 5-10 ans, le théâtre d'un scénario de rupture : la constitution d'un proto-califat territorialisé

au Sahel, échappant aux États existants, sur le modèle de Daech mais à une échelle plus large. Ce n'est pas une prophétie, mais une possibilité crédible au vu des rivalités internes, des vide-stratégiques, et de l'effondrement partiel de plusieurs régimes de la zone.

47 %

Sur les 60 conflits inter-étatiques au niveau mondial, 28 sont localisés en Afrique soit 47 % des conflits.

Vous mentionnez, à travers cette crise démographique, une déstabilisation de l'ensemble de la zone pouvant laisser présager une place pour une puissance de stabilisation, laquelle ?

Face à cette dynamique, peu d'acteurs semblent aujourd'hui en capacité d'agir. La Russie est mobilisée ailleurs et est structurellement affaiblie. La Chine est visible mais poursuit des intérêts strictement économiques, **sans ambition de stabilisation régionale**. Les États-Unis, quant à eux, n'ont plus d'intérêt stratégique direct dans la zone. Cela ouvre un espace d'action potentiel pour l'Europe, à condition qu'elle parvienne à formuler une politique extérieure autonome, lisible et crédible.

Toutefois, un seul acteur semble avoir aujourd'hui **la volonté et les moyens de s'imposer** durablement dans cette région : la Turquie. L'Égypte est dans une situation préoccupante, l'Algérie marginalisée, le Maroc concentré sur ses intérêts locaux. Mais la Turquie, avec sa stratégie régionale assumée, ses capacités militaires et sa projection politique, constitue le seul acteur du Sud global ayant une vraie ambition régionale et globale.

L'enjeu géopolitique du flanc Sud révèle une **confusion des appartenances géographiques**. La Russie et la Chine tentent de se présenter comme membres du Sud global, mais dans les faits, leur posture est perçue comme impériale, orientale, extérieure, et non comme issue du « Sud » par les sociétés africaines ou arabes. Cette ambiguïté laisse à l'Europe, si elle se saisit du moment, une fenêtre d'opportunité diplomatique, encore inexploitée.

44

Alors qu'elle détenait seulement 12 ambassades en Afrique jusqu'en 2008, la Turquie a dorénavant 44 ambassades sur le continent. Seule la France (46) et les États-Unis (50) ont un nombre plus important d'ambassades sur le continent.

Quelles évolutions institutionnelles permettraient aux Européens de faire face aux défis du flanc Sud de manière stratégique et cohérente ?

La question centrale n'est pas tant celle des structures que celle de leur **activation**. Sur le strict plan institutionnel, les dispositifs existent déjà : la France comme l'Union européenne disposent d'outils diplomatiques, militaires, économiques et sécuritaires adaptés. Les institutions sont là, les cadres réglementaires sont en place, les capacités d'action – qu'elles soient bilatérales, multilatérales ou communautaires – sont disponibles.

Le véritable problème n'est donc pas technique, mais politique. Ce qui manque cruellement, c'est une **vision stratégique partagée**, ainsi que le courage politique nécessaire pour assumer des décisions parfois impopulaires, mais indispensables. L'inaction ne résulte pas d'un vide juridique ou d'une carence institutionnelle, mais d'une incapacité à sortir des réflexes normatifs et à se confronter au réel. Il s'agit d'un refus **d'affronter les ruptures**, davantage que d'une limite structurelle. En résumé : l'Europe et la France sont institutionnellement équipées, mais intellectuellement et stratégiquement désarmées face à l'ampleur de la recomposition en cours sur leur flanc Sud.

La culture politique des dirigeants européens est-elle adaptée aux réalités de cette profonde évolution du flanc Sud ?

La réponse est nette : non. Ni en France, ni au sein des institutions européennes, la culture politique dominante n'offre un **terreau fertile pour appréhender et traiter efficacement les dynamiques du flanc Sud**. Il existe un déficit profond de sensibilisation chez les élites politiques à ce qui structure les régimes, les mentalités et les logiques de pouvoir dans cette région.

Les dirigeants européens, et français en particulier, ne comprennent pas réellement leurs homologues du Sud, ni la manière dont ceux-ci pensent l'État, l'autorité, le rapport au religieux, à la souveraineté ou à la violence. L'interaction est souvent biaisée par une **grille de lecture libérale, universaliste ou normative**, qui ne permet pas de saisir les ressorts d'une gouvernance enracinée dans d'autres histoires, d'autres cultures politiques, et d'autres priorités.

Ce fossé culturel contribue à l'inefficacité, voire à la **disqualification du discours européen** dans le monde arabe, en Afrique ou au Moyen-Orient. Tant que cette méconnaissance structurelle persiste, les politiques menées au Sud resteront incohérentes, mal reçues et inadaptées aux enjeux réels.

Selon vous, le débat public français et européen est-il suffisamment bien structuré pour traiter sérieusement ces enjeux majeurs ?

Non, les termes du débat public ne sont pas posés de manière adéquate pour traiter cet enjeu stratégique. Le flanc Sud, dans toute sa **complexité géopolitique, religieuse, démographique et sécuritaire**, n'est pas compris, ni correctement représenté dans les discussions publiques en France ou dans le reste de l'Europe.

Le débat est souvent absent, superficiel ou biaisé, **réduit à des caricatures** (flux migratoires, terrorisme, islamisme) ou à des lectures moralisantes, sans analyse géostratégique sérieuse ni conscience des dynamiques profondes en jeu.

Si vous étiez demain en responsabilité, quelles seraient vos priorités concrètes pour refonder la stratégie européenne vis-à-vis du flanc Sud ?

La première conviction forte est que l'Europe doit réinitialiser en profondeur sa politique vis-à-vis du flanc Sud. Cette **refondation** ne peut plus s'appuyer sur un discours de valeurs universelles, moralisant, souvent inaudible pour les interlocuteurs du Sud. Elle doit reposer sur une stratégie claire, assumée, pragmatique, exclusivement fondée sur les intérêts concrets des États européens.

La première étape résidera sur l'identification des États européens réellement concernés par le flanc Sud, en analysant leurs intérêts propres. Ces intérêts peuvent être : économiques (investissements, dépendances énergétiques, routes commerciales), migratoires (stabilité des flux, pays de transit ou d'accueil), sécuritaires (risques de déstabilisation, menaces transnationales), ou géopolitiques (proximité maritime, projection d'influence). Cette cartographie réaliste permettrait de **distinguer ceux qui veulent agir de ceux qui veulent temporiser**. Sur cette base, il serait alors possible de constituer un groupe restreint d'États volontaires, véritablement mobilisés par les enjeux du flanc Sud. Ces États pourraient co-construire une stratégie commune, sans chercher l'adhésion universelle ni le consensus à 27. Ce serait un noyau dur stratégique, mu par des intérêts réellement partagés, non par une fiction d'unité.

Le deuxième aspect portera sur le découplage de cette stratégie de celles des grandes puissances extérieures. L'Europe ne doit pas s'aligner mécaniquement sur les axes fixés par les États-Unis, la Chine ou la Russie. Elle doit formuler une doctrine indépendante, pensée pour ses propres vulnérabilités et pour sa propre cohérence. Cela suppose une autonomie de pensée, mais aussi de moyens – diplomatiques, industriels, militaires, informationnels. Cette démarche répond à une **impasse observée depuis des décennies** : l'illusion d'une centralité européenne autosuffisante. Depuis Giscard d'Estaing, une partie des élites politiques européennes pense davantage « en européen » qu'en national. Cette approche a pu avoir une légitimité à une époque d'expansion de l'intégration. Mais face à la recomposition brutale de l'environnement stratégique, il n'est plus possible de défendre les intérêts européens sans défendre les intérêts nationaux qui les composent réellement. Ce réalisme doit redevenir une boussole.

Il s'agirait donc de refonder une **politique étrangère et de sécurité non idéologique, alignée sur les besoins spécifiques des États et mutualisée autour de leviers d'action concrets**: investissements, défense, formation, contrôle des flux, partenariats énergétiques, sécurité alimentaire, maîtrise des routes maritimes.

Enfin, le quatrième moteur fondamental, souvent négligé dans les analyses technocratiques ou les approches diplomatiques classiques, est l'**identité**. Après le nationalisme, le religieux et le rapport à la force, l'identité devient un levier stratégique à part entière. Elle est un facteur de mobilisation, de projection, de résilience.

L'Europe ne pourra pas construire une **stratégie durable** sur son flanc Sud sans reconnaître que l'identité, loin d'être un obstacle, peut être un levier de mobilisation, de projection, de stabilisation, une réelle force en soi.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Pierre Razoux*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE FLANC SUD BASCULE DANS UN ORDRE POST-OCCIDENTAL ASSUMÉ

Du Maghreb au Golfe, les acteurs du Sud ne cherchent plus à s'aligner sur l'Occident, mais à s'en affranchir. Le nationalisme, le religieux, et l'identité structurent une recomposition stratégique profonde, vue localement comme une affirmation de souveraineté. L'Europe n'a pas perçu cette bascule – pourtant centrale dans la brutalisation du système international.

L'EUROPE EST DÉSARMÉE FACE À UN ARC DE CRISES QUI MENACE SON INTÉGRITÉ STRATÉGIQUE

L'instabilité du flanc Sud conjugue risques migratoires, effondrements étatiques, djihadisme, et militarisation régionale. Les perceptions se sont inversées: l'Europe n'inspire plus ni respect stratégique ni crainte dissuasive. Elle est perçue comme un acteur secondaire, juridiquement paralysé et stratégiquement inaudible.

LE SUD DEVIENT UN ACCÉLÉRATEUR DE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE MONDIALE

Crise écologique, pression démographique et effondrement étatique se combinent créant des zones de chaos définissant les rapports de force. Une « syrianisation » de la Méditerranée centrale ou un proto-califat sahélien sont des scénarios crédibles. Ces dynamiques font du flanc Sud un nœud systémique de la crise géopolitique globale.

LA REFONDATION EUROPÉENNE DOIT ROMPRE AVEC LES ILLUSIONS UNIVERSALISTES ET S'ANCRER DANS LE RÉEL

L'Europe doit renoncer à son logiciel post-guerre froide. Elle doit construire une diplomatie fondée sur des coalitions d'intérêts, une stratégie différenciée par États volontaires, et une capacité à assumer le rapport de force. L'identité peut devenir un levier politique et stratégique pour refonder l'action extérieure.

QUATRE POINTS DE BASCULE PEUVENT PRÉCIPITER UNE RUPTURE BRUTALE DE L'ORDRE EUROPÉEN

Usage de l'arme nucléaire, guerre ouverte Chine–États-Unis, attaque russe contre un État membre, ou effondrement simultané de plusieurs États du flanc Sud: chacun de ces scénarios forcerait l'Europe à sortir de l'attentisme. La réhabilitation du politique, de l'autorité et de la puissance permettra aux Européens de ne pas subir l'histoire.

ENTRETIEN #1.6

« L'EUROPE SOUS-ESTIME LA GUERRE HYBRIDE, POURTANT ELLE FRACTURE DÉJÀ NOS SOCIÉTÉS SANS JAMAIS ÊTRE DÉCLARÉE »

alerte Nicolas Hénin

Nicolas Hénin, journaliste spécialiste du Moyen-Orient et cofondateur de l'Institut Action Résilience, décrypte les mécanismes d'une conflictualité sans front, sans seuil, sans drapeau. Cette forme de guerre — indirecte, asymétrique, insaisissable — infiltre toutes les failles des sociétés ouvertes: débat public, infrastructures critiques, perception collective. Dans un monde interconnecté, l'hybridité devient le vecteur transversal de la brutalisation géopolitique: elle dilue les responsabilités, fragilise les démocraties de l'intérieur, et abaisse les seuils d'entrée dans la conflictualité globale. Pour l'Europe, ce basculement impose une refondation stratégique à triple détente: doctrine de résilience cognitive, souveraineté numérique, horizontalité démocratique. Faute de riposte adaptée, la guerre hybride pourrait devenir la matrice invisible d'une désintégration politique par saturation et désorientation.

Le terme d'hybridité ou de « guerre hybride » est une notion à la mode qui est souvent mal employée, pouvez-vous nous en donner votre définition ?

Le concept de « guerre hybride » fait l'objet d'un usage de plus en plus fréquent, mais fait aussi débat quant à sa pertinence. « **Toutes les guerres sont hybrides** » car elles combinent de facto plusieurs types d'actions, « cinétiques » et « psychologiques », « directes et indirectes », « conventionnelles et non-conventionnelles ». Le qualificatif « d'hybride » devient ainsi quasi **tautologique**, voire un effet de mode. Il renvoie à une combinaison de modes opératoires et de théâtres d'action, sans que cette combinatoire soit réellement nouvelle dans l'histoire militaire.

Une guerre est ainsi, par essence, toujours hybride et combine une « **confrontation de moyens** » (capacités matérielles, technologiques, stratégiques) et une « **confrontation de volontés** » (résilience, endurance psychologique, mobilisation collective). Elle met en œuvre des opérations actives visant l'ennemi, tout autant que des actions passives, destinées à préserver la cohésion interne et le moral de sa propre population. L'hybridité est donc à la fois technique, opérationnelle et psychologique et toute guerre à toujours été hybride.

Une autre perspective réside dans la **propagande de guerre**. Ainsi, la propagande ou la désinformation peuvent être comprises comme des « frappes en profondeur », au même titre que les missiles : elles visent à briser le moral des populations et à saper la volonté politique de l'adversaire. De ce point de vue, elles partagent une finalité avec le terrorisme, tel que défini dans certaines approches doctrinales : provoquer un effet stratégique par des moyens indirects et asymétriques.

x 100

Pour alimenter sa machine de propagande internationale, la Russie dépense l'équivalent de plus de 2 milliards de dollars par an, c'est 100 fois plus que ce que la France dépense pour lutter contre la désinformation (20 à 25 millions).

Il est clair que ce terme fait l'objet d'un flou terminologique caractérisé par la plasticité de ce concept, parfois employé à l'excès et qui tend à englober un spectre très large d'actions. Cette extension quasi illimitée du champ d'application doit être perçue comme un avertissement de vulnérabilité sur l'ensemble des domaines de la vie sociale, économique, environnementale et politique pouvant être instrumentalisés dans une logique de conflictualité indirecte.

Si toute guerre, depuis l'histoire de l'humanité, est considérée comme hybride structurellement, pourquoi ce concept de « guerre hybride » est porté comme un fait nouveau ?

Si le phénomène n'est pas nouveau, son retour en force dans le discours stratégique contemporain tient à plusieurs facteurs. Notamment à **l'évolution de la conflictualité post-Guerre froide**, marquée par **l'évitement du conflit frontal entre puissances nucléaires** du fait de la dissuasion et de la montée des confrontations indirectes dans la « zone grise » (proxies, opérations spéciales, sabotages, guerre de l'information).

L'essor du numérique et des technologies de l'information viennent aussi faciliter la désinformation, le piratage, les campagnes d'influence, tout en rendant plus difficile l'attribution formelle des attaques (avantage du « déni plausible »). Ainsi, l'avantage de la « zone grise » est de pouvoir se réfugier derrière le déni plausible, **d'empêcher et de dissuader l'attribution**. Ce système permet d'éviter un affrontement direct entre grandes puissances notamment dotée de l'Arme nucléaire.

33 % **Sur les réseaux sociaux, 1% des comptes produisent 33 % de l'information disponible.**

L'environnement international multipolaire et l'imbrication croissante des crises géopolitiques, économiques, environnementales et politiques rendent les formes de conflictualité plus diffuses, moins lisibles et donc plus hybrides dans leur manifestation. Les opérations hybrides sont de plus en plus utilisées par des acteurs étatiques (ex. Russie, Iran) comme non-étatiques (groupes armés, cyber-militants) expliquant l'importance grandissante de l'hybridité de la guerre..

Dans ce contexte actuel, l'Union européenne prend progressivement conscience de cette menace, mais son hétérogénéité (27 États membres, perspectives stratégiques variées) est à la fois une richesse d'analyse et un défi de cohérence d'action dans un monde qui nécessite une cohérence stratégique.

Quelles mesures de protection et de défense dans un monde toujours plus connecté faisant de chaque citoyen une victime ou un proxy indirect dans cette nouvelle guerre hybride ?

L'une des principale mesure portera sur la **régulation du numérique**, cœur stratégique des conflictualités hybrides. Si des tentatives de régulation ont été menées à l'échelle nationale (à l'image de la loi Avia en France), ces efforts apparaissent largement inefficaces et inadaptés face à la nature transnationale d'Internet. La **régulation** ne peut produire des effets tangibles qu'à **l'échelle continentale, voire internationale**, donc européenne en ce qui concerne la

France. À cet égard, l'Union européenne s'est dotée d'outils juridiques puissants, qui préfigurent une forme de souveraineté numérique collective, tel que le **RGPD** (Règlement général sur la protection des données), souvent perçu comme une contrainte bureaucratique mais qui vient constituer en réalité un réel instrument essentiel de résilience cognitive et informationnelle, utile dans ce contexte de guerre hybride. En effet, en encadrant la collecte, la conservation et l'exploitation des données, cet outil vient compliquer les opérations de manipulation, d'influence et d'espionnage à finalité cognitive.

4,5 MILLIARDS

Depuis l'entrée en vigueur du RGPD en 2018 jusqu'en mars 2024, 2 225 amendes relatives à la protection des données ont été éditées pour un montant de 4,5 milliards d'euros. L'amende la plus élevée de 1,2 milliard d'euros fut imposée par l'autorité irlandaise de protection des données en mai 2023 pour une violation des règles sur les transferts internationaux de données.

Le ***Digital Services Act*** (DSA) et le ***Digital Markets Act*** (DMA) permettent d'imposer des **obligations de transparence, de responsabilité et de modération aux grandes plateformes**, tout en infligeant des **sanctions économiques significatives aux acteurs nuisibles** à l'intégrité du débat démocratique. Ainsi, si demain l'Union européenne estimait que certains réseaux sociaux majeurs, comme Twitter (X), TikTok ou Telegram, dits les « trois grands T », constituent des menaces systémiques pour la démocratie, il serait difficile juridiquement de les interdire purement et simplement. En revanche, **l'arsenal normatif européen** permettrait, via des procédures d'enquête, de contentieux et de sanctions financières, d'en réduire fortement l'influence ou d'inciter à leur retrait du marché.

> ***Vous parlez d'arsenal normatif européen comme un élément positif. En quoi l'approche européenne est-elle un avantage stratégique qui doit être perçue comme tel dans cette nouvelle guerre ?***

L'Open Source Intelligence (OSINT) ou renseignement de sources ouvertes, illustre le **déplacement des champs de conflictualité sur l'internet**. Paradoxalement, des régimes autoritaires comme la Russie sont des pays n'ayant que peu de régulation des traitements de l'information à l'image du RGPD. Ceci amène la Russie notamment à être beaucoup plus vulnérable sur le traitement des données, pouvant de ce fait révéler/exposer des opérations clandestines. Les enquêtes sur l'assassinat de Navalny ou le crash du vol MH17 en sont des illustrations emblématiques. Cette capacité repose précisément sur l'accès à des données libres, traçables et exploitables, qui n'aurait pu arriver aussi facilement en Europe du fait de sa réglementation. L'Europe a ainsi permis, par la protection individuelle des données des citoyens européens à participer à la sécurité collective dans un contexte de guerre hybride. Là où paradoxalement,

des régimes autoritaires qui tendent à un contrôle global de leur population laisse passer nombre d'informations par une forme de non régulation.

> ***Le droit et son respect sont constitutifs de ce que représentent nos démocraties et l'ADN de l'Europe. En ce sens, quelle est la place du citoyen et de la société dans ce combat ?***

Une démocratie résiliente nécessite **des institutions défendues et un droit musclé**. En effet, l'avenir est également conditionné suivant le rôle des citoyens et de la société civile dans la défense des démocraties face aux menaces hybrides qui cherchent à l'atteindre. **L'État ne peut, à lui seul, mener la bataille cognitive.** Dans un contexte où il est parfois perçu comme un adversaire ou un acteur illégitime, il lui revient d'avoir l'intelligence stratégique de **s'effacer partiellement pour laisser la place à des corps intermédiaires : médias, associations, éducateurs, scientifiques, syndicats.**

Ces derniers doivent être soutenus, protégés et valorisés comme acteurs de première ligne dans la guerre des récits et de l'information où l'Etat doit « avoir la modestie et l'intelligence » de prendre conscience qu'il n'est pas le meilleur dans cette guerre. **L'indépendance de la justice, la liberté de la presse, et la recherche scientifique** constituent les piliers d'un écosystème démocratique robuste, capable de résister aux manœuvres de désinformation, aux pressions autoritaires et aux logiques de fragmentation sociale.

> ***En quoi cette hybridité de la menace contribue-t-elle à donner une dimension systémique à la crise géopolitique et donc à alimenter de nombreuses dimensions de la polycrise ?***

La menace hybride est emblématique du fonctionnement systémique des crises contemporaines. Elle incarne une **conflictualité transversale, multiforme et évolutive**, à l'image même des dynamiques de polycrise qui affectent simultanément les sphères géopolitique, écologique, économique, technologique et sociale.

Dans une logique systémique, **les domaines d'impact ne sont plus cloisonnés** : une cyberattaque peut affecter des hôpitaux (santé), perturber les chaînes logistiques (économie), semer la panique (sociologie des comportements), fragiliser la confiance dans les institutions (politique) et nourrir des récits de désinformation (cognitif).

Ce caractère multifactoriel est constitutif de l'hybridité. Même lorsqu'une **crise** semble d'abord circonscrite à un domaine précis, sa nature hybride et l'interconnexion des systèmes font qu'elle **se propage rapidement à d'autres sphères, en générant des effets d'amplification et de rebond**. C'est précisément cette propension à l'extension non linéaire qui fait basculer une crise sectorielle en une crise systémique, illustrant la complexité du domaine.

Dans toute gestion de crise, un enjeu décisif consiste à **maintenir l'adhésion de la population aux décisions prises**, malgré l'incertitude, les sacrifices ou les contradictions apparentes. La guerre hybride ne se limite pas à une confrontation de moyens matériels comme cela a été mentionné précédemment, elle est aussi une lutte pour le récit, pour la légitimité, pour la croyance collective dans les institutions et dans les décisions.

À cet égard, la figure de **Winston Churchill** est éclairante. Il a su incarner, au cœur de la Seconde Guerre mondiale, **un modèle de leadership stratégique qui combine autorité décisionnelle et appropriation collective du cap**. Churchill ne se contentait pas de prendre des décisions fortes, il faisait en sorte que la population ait le sentiment qu'il exprimait sa volonté profonde. Cette dynamique est essentielle pour résister à la déstabilisation informationnelle, et plus généralement pour gérer les crises à dimension systémique.

> ***Dans le contexte actuel de guerre hybride, quels signaux faibles ou ruptures systémiques la France et l'Europe devraient-elles surveiller de près pour ajuster leur posture stratégique et éviter des effets de surprise ?***

Un premier point de bascule réside dans l'**apparition ou la généralisation de nouvelles technologies**. À l'instar de l'arrivée d'Internet dans les années 1990, certaines innovations pourraient constituer un saut systémique, modifiant en profondeur les modes de conflictualité. Qu'il s'agisse de l'Intelligence artificielle (IA) générative, de la biotechnologie duale, de la manipulation quantique de données ou de la militarisation de l'espace, **chaque nouvelle couche technologique tend à élargir les surfaces d'attaque**, à rendre l'attribution plus difficile, et à intégrer davantage de domaines dans le champ de la conflictualité hybride.

53 %

En 2023, 53 % des entreprises françaises ont subi une cyberattaque, soit 5 points de plus qu'en 2022. Dans le cyber, de nouveaux usages créent de nouveaux angles d'attaques à l'instar du développement des API (interface logicielle qui permet de « connecter » un logiciel ou un service à un autre logiciel ou service afin d'échanger des données et des fonctionnalités comme France Connect) qui font l'objet d'une augmentation des attaques du fait de mécanismes d'authentification insuffisants.

Un second point de bascule concerne **la possible transformation d'un conflit hybride en affrontement « ouvert »**. Ce passage peut se produire de plusieurs manières :

- volontairement, si un acteur estime qu'un affrontement frontal est devenu nécessaire ou stratégique ;

- provoqué par un agresseur tiers souhaitant forcer une escalade pour affirmer un rapport de force ;
- accidentel, à la suite d'un incident non contrôlé, d'une attribution erronée ou d'une réponse disproportionnée à une opération de zone grise.

Cependant, même lorsque l'attribution est établie, cela ne signifie pas nécessairement que l'action sort de la « zone grise » définie précédemment. **L'attribution peut éclairer l'opération sans pour autant provoquer d'escalade ouverte**. Il subsiste un flou délibéré entre reconnaissance et riposte, entre conflictualité et guerre déclarée.

> ***Depuis le début de l'entretien, une notion revient sans cesse directement ou indirectement, celle de la « perception ». Pouvez-vous nous en dire plus ?***

En effet, la **guerre** doit être vue également comme **un conflit de perception**, portant sur l'asymétrie du vécu conflictuel. La définition d'un conflit ouvert dépasse les critères simplement juridiques ou militaires car elle repose en grande partie sur la perception qu'ont les sociétés concernées de la situation. La **guerre** peut se définir ici comme une **situation où un peuple estime risquer de perdre son pays tel qu'il le connaît, que ce soit sur le plan institutionnel, culturel, territorial ou symbolique**. Ainsi, un conflit ayant la même intensité de de chaque côté peut être perçu comme existentiel par l'une des parties et non par l'autre.

A titre d'exemple, pour les Ukrainiens, la guerre actuelle représente une lutte pour la survie de la nation tandis que pour les Russes, qui n'y engagent pas la totalité de leurs forces ou de leurs ressources, il s'agit d'un conflit certes important, mais partiellement engagé, à mi-chemin entre intervention limitée et guerre totale. Un parallèle peut être fait sur la guerre d'Algérie, longtemps qualifiée « d'événements », ne fut pas perçue comme une guerre par la métropole, bien qu'elle le fût pour les Algériens. Cette asymétrie de perception est un facteur décisif dans l'évolution des conflits hybrides. Elle détermine les **seuils psychologiques de mobilisation**, les formes d'engagement politique, et les logiques de résilience ou de rupture. Les menaces hybrides sont d'autant plus fluctuantes suivant le niveau d'interprétation géopolitique que ces dernières suscitent au sein des individus et des sociétés impactés.

À l'occasion de la guerre en Ukraine, **les pays d'Europe de l'Est** ont exprimé une **angoisse existentielle**, se projetant comme potentielles prochaines cibles. À l'inverse, **certains pays du Sud de l'Europe** ont perçu ces événements comme **un désordre périphérique**, symptomatique de tensions géopolitiques mais non menaçantes pour leur souveraineté immédiate.

Cette hétérogénéité des sensibilités rend plus difficile une réponse unifiée et rapide de l'Europe, et accentue les défis de la résilience collective face aux menaces actuelles et futures.

Quels acteurs, souvent ignorés des grilles de lecture traditionnelles de la géopolitique, doivent être pris en compte pour penser les menaces hybrides ?

Plusieurs acteurs non traditionnels jouent un rôle croissant dans ce champ, en particulier ceux qui interviennent dans l'environnement numérique globalisé.

Les grandes plateformes numériques (GAFAM, TikTok, Telegram…), souvent étrangères aux régulations européennes, ont acquis un pouvoir d'influence considérable tout en restant en grande partie irresponsables vis-à-vis des externalités de leurs activités.

Deux types d'acteurs se distinguent : (i) des **plateformes occidentales** à forte puissance (Google, Meta, X etc.) centrées sur **une logique de profit**, peu soucieuses des conséquences politiques et sociétales de leurs outils algorithmiques ; (ii) des **acteurs non-occidentaux** (TikTok, Telegram), n**on alignés sur les valeurs démocratiques libérales**, qui peuvent devenir des vecteurs d'influence, de désinformation ou d'espionnage. Bien que pas nécessairement malveillants, ces acteurs peuvent être toxiques. En l'absence de responsabilité sociétale explicite, ils deviennent des catalyseurs d'instabilité. Le même espace numérique peut ainsi servir à la fois au commerce et à la manipulation électorale, voire à la diffusion de contenus criminels extrêmes (ex. : pédopornographie, propagande terroriste).

Un mode opératoire central de la guerre hybride contemporaine est le recours à des acteurs tiers, privés ou semi-clandestins. Ces acteurs peuvent être des relais d'influences, servant d'intermédiaires ou de sous-traitants pour éviter l'attribution directe des opérations. Ce mécanisme permet de réduire les coûts réputationnels et de pouvoir opérer dans la « zone grise ». Quelques exemples de cette logique « d'ubérisation » de la conflictualité peut s'illustrer par des « entrepreneurs d'influence » , comme Evgueni Prigojine, à la tête de Wagner ou de structures médiatiques, ont été utilisés par la Russie comme bras armés et cognitifs dans différents théâtres (Ukraine, Afrique, Europe).

12 000

En mai 2025, selon les services secrets extérieurs ukrainiens, les effectifs de l'Africa Corps, groupe paramilitaire considéré comme le successeur du groupe Wagner, sont de 12 000 personnes. Ce groupe, directement affilié à l'armée russe, contrairement au groupe Wagner, serait présent au Mali, au Burkina-Faso, dans la région du Sahel mais aussi en Libye et en Guinée équatoriale.

Une nouvelle hybridité émergente connectée aux réseaux criminels organisés sont de plus en plus sollicités, notamment pour des opérations ponctuelles d'intimidation, de sabotage ou d'assassinat. Le cas de l'opération Marco Polo, où des groupes iraniens auraient recruté des criminels pour viser des cibles israéliennes ou juives en Europe, illustre cette nouvelle hybridité entre états, terrorisme et criminalité transnationale.

Les forces spéciales et les services de renseignement (SR) restent des acteurs centraux, notamment dans la projection discrète à l'étranger (sabotage, neutralisation ciblée, opérations symboliques), mais délèguent de plus en plus certaines tâches à des groupes auxiliaires.

Des dynamiques inquiétantes émergent autour du recrutement de mineurs, jugés moins responsables pénalement et plus accessibles financièrement, dans des logiques d'intimidation ou même d'homicide ciblé. La cryptomonnaie permet en outre de masquer les flux financiers et de rendre les chaînes de commandement opaques.

Ce système d'**externalisation croissante** est vu comme une aubaine par des SR : il permet d'économiser des ressources, de déresponsabiliser l'État donneur d'ordre, tout en conduisant à des effets très concrets sur le terrain. Le **niveau de conscience des exécutants** quant à l'origine des missions est **souvent nul ou très flou**, ce qui accroît le déni plausible.

Tous ceux-ci illustrent une autre forme de l'hybridité comme moyen d'organisation et de mise en œuvre d'actions opérationnelles.

> ***Nous avons vu la notion de menaces hybrides comme accélérateur de la polycrise, pouvons nous voir la menace hybrides comme cause de crises multiples, économiques, politique et écologique ?***

L'enjeu des **menaces hybrides ne peut être isolé du contexte global de la polycrise** comme cela l'a été démontré précédemment. La guerre hybride s'inscrit tout d'abord dans une **mutation profonde de l'économie mondiale**, marquée par l'essor de nouvelles technologies (IA, blockchain, cryptomonnaies), **la transition énergétique et la dépendance croissante aux infrastructures numériques**.

Plusieurs dimensions économiques s'y rattachent. Premièrement, **la cybersécurité des industries stratégiques** devient un enjeu de souveraineté du fait des attaques sur des systèmes industriels, des sabotages de chaînes logistiques, des vols de propriété intellectuelle ou des ransomwares paralysant des hôpitaux ou des infrastructures énergétiques. Deuxièmement, **la désinformation économique peut aussi manipuler les marchés**, influencer les décisions d'investissement ou générer des bulles spéculatives (ex. : rumeurs coordonnées sur les cryptomonnaies). La capacité d'un État ou d'un acteur non étatique à déstabiliser les flux économiques mondiaux via des actions hybrides ciblées devient un levier stratégique d'influence dans les prochaines années.

La guerre hybride exploite pleinement les fragilités politiques internes en jouant sur la polarisation et la désintégration du débat public. Cette dernière s'illustre notamment par des divisions idéologiques et une augmentation de la défiance envers les institutions et un affaiblissement des médiations traditionnelles. Elle vise à fracturer le lien social et à désintégrer l'espace public démocratique. La désinformation, les campagnes de harcèlement ou de manipulation des élections creusent les clivages politiques, sapent la légitimité

des institutions, et favorisent une radicalisation de l'opinion. Face à cette menace, une réponse efficace supposerait une mobilisation « transpartisane » fondée sur un socle commun de valeurs démocratiques et de défense de l'État de droit.

STORM-1516

Depuis août 2023, la Russie déploie le mode opératoire informationnel Storm-1516 pour influencer le débat public francophone et européen. Selon VIGINUM, qui a analysé 77 opérations, l'objectif principal est de décrédibiliser le gouvernement ukrainien, tout en ciblant des dirigeants européens lors de périodes électorales en France, aux États-Unis et en Allemagne. Les moyens incluent des deepfakes et des vidéos d'acteurs amateurs. Ces actions répondent aux critères d'ingérence numérique étrangère et représentent une menace majeure pour l'intégrité du débat public en France et en Europe.

Or, notre culture politique – souvent marquée par l'affrontement idéologique permanent, peut constituer un obstacle à cette réponse unifiée. Cela pose la question de notre capacité collective à faire front, en dépassant les logiques partisanes dans un moment critique.

Le lien entre hybridité et écologie peut sembler moins évident, mais il est profondément structurant. Les menaces hybrides s'appuient sur **un écosystème numérique énergivore**. Les data centers nécessaires à l'IA, au cloud, ou à la surveillance généralisée, sont de gros consommateurs d'énergie et sources de pollution, en particulier s'ils sont concentrés dans des pays à mix énergétique carboné. **La guerre hybride repose aussi sur des technologies utilisant des métaux rares** (cobalt, lithium, terres rares) indispensables aux semi-conducteurs, batteries, drones ou satellites. Cela renvoie à la "géopolitique des matières premières" qui est marquée par des tensions croissantes autour de l'accès à ces matières, leur contrôle et leur transformation.

Enfin, **les catastrophes écologiques** elles-mêmes (incendies, sécheresses, épidémies) **peuvent devenir opportunités pour des opérations hybrides, profitant de la vulnérabilité temporaire d'un État ou d'une population pour lancer une offensive cognitive ou cyber.**

> 1 MILLION

En 2025, les incendies ont ravagé plus de 1 000 000 d'hectares, une superficie supérieure aux données annuelles depuis le début des statistiques en 2006.

En France, 35 600 hectares de forêt ont été réduits en cendres, notamment dans l'Aude.

Avant d'analyser les pistes concrètes de solutions à mettre en place, pouvez-vous nous expliciter en quoi cette hybridité représente-t-elle un changement de paradigme des relations internationales ?

Nous assistons à une **mutation profonde des équilibres géostratégiques**, où la montée en puissance de stratégies hybrides s'accompagne d'une fragilisation du cadre sécuritaire occidental. **La reconfiguration de la posture américaine**, marquée par des signaux de désengagement ou de repli stratégique, **remet en cause la solidité de l'alliance transatlantique**. Cette évolution fragilise l'architecture de défense européenne, historiquement adossée à l'OTAN et à la garantie sécuritaire américaine. Les Européens se retrouvent de facto plus exposés et plus seuls face à des menaces hybrides sophistiquées, nécessitant un réinvestissement stratégique dans leurs propres capacités de défense, de résilience et de renseignement.

Ce moment de flottement stratégique constitue une rupture historique et rappelle à l'Europe la nécessité de ne plus déléguer sa sécurité, mais de redéfinir les conditions de sa souveraineté militaire et informationnelle et donc revenir à un "effort de défense". **La guerre hybride** ne se limite pas à une conflictualité extérieure, elle **engage la structure même des régimes démocratiques, en ciblant leurs fondations**. Elle sape la confiance dans les institutions de représentation, pilier des démocraties libérales, en exploitant les failles de l'espace public, les clivages sociaux, les controverses scientifiques ou éthiques.

Elle déstabilise l'idée même de vérité, à travers la diffusion de désinformation, l'instrumentalisation du relativisme, et la polarisation du débat public, affectant ainsi la représentation nationale, clé de voûte des démocraties libérales. Il en résulte un **affaiblissement de la capacité à produire un récit commun**, condition pourtant indispensable à l'exercice du pouvoir démocratique dans une société pluraliste.

Ce moment de bascule est également technologique. Comme précisé précédemment et à l'image de l'irruption d'Internet dans les années 1990, de nouvelles technologies (IA générative, *deepfakes*, quantique, cybersabotage automatisé) bouleversent l'organisation des sociétés à plusieurs niveaux. Elles viennent **modifier les structures économiques, les conditions de production et d'emploi et réduisent la frontière entre les espaces civils et militaires, entre vie privée et guerre cognitive**. Elles permettent aussi des opérations hybrides d'une précision et d'une furtivité inédites, difficiles à détecter, à attribuer ou à contrer à temps.

Cette hybridité vient ainsi considérablement changer le paradigme international, cherchant à aller vers une guerre sans guerre. Les menaces hybrides peuvent être comprises comme **une stratégie de contournement de la dissuasion nucléaire**. Plutôt que d'affronter frontalement une puissance dotée, les adversaires cherchent à saboter des infrastructures critiques (énergie, communication, santé), éroder la volonté des populations, en les démoralisant ou en les divisant et à agir en dessous du seuil de riposte, dans un espace où le

coût de l'agression reste maîtrisé et le risque d'escalade nucléaire évité.

Ce modèle de conflictualité « infra-belliqueux » crée une forme de **guerre sans déclaration**, où l'agresseur reste dans l'ombre, et où la société cible peut perdre sans même réaliser qu'elle subit une attaque. C'est là **une rupture stratégique majeure**, qui exige une reconfiguration des doctrines de sécurité.

RNS 2025

La Revue nationale stratégique 2025 constate une multiplication des attaques hybrides, marquées par une dimension subversive accrue. Dans un contexte de tensions géopolitiques, les acteurs hostiles recourent davantage à la désinformation et à des opérations d'influence pour affaiblir l'adversaire. En 2024, plusieurs campagnes ont visé à nuire à l'image de la France, notamment pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris : la Russie a mené des opérations symboliques, comme l'installation de faux cercueils de soldats sous la tour Eiffel. Ces actions ciblent les symboles nationaux et l'histoire du pays. Dans les Outre-mer, certaines opérations exploitent les aspirations à plus d'autonomie, en Nouvelle-Calédonie ou en Guyane, pour attiser les divisions internes.

> ***Au vu de la gravité de cette situation, quelle est votre analyse sur la capacité de nos institutions et de nos dirigeants français et européens pour défendre les citoyens et démocraties européennes ?***

Il est nécessaire de **re-questionner l'organisation des démocraties libérales** à l'ère de l'émergence des démocraties dites illibérales et des dictatures pour repenser **un système démocratique en capacité de défendre ses valeurs et adapté à la situation géopolitique actuelle**.

S'agissant de la culture politique française et européenne, elle reste souvent marquée par **une approche sectorielle et cloisonnée de la sécurité** et par un retard de compréhension des logiques hybrides. Or, **ces menaces appellent une lecture transverse, souple et interdisciplinaire**, peu compatible avec les réflexes institutionnels traditionnels. Les dirigeants français et européens sont issus de la société civile : c'est donc l'ensemble du tissu éducatif, civique et intellectuel qu'il faut mobiliser. Cela doit ainsi passer par **une formation stratégique des élites politiques, une revalorisation du rôle des diplomates, une reconnaissance du rôle des militaires** ainsi que par **une meilleure intégration des chercheurs, experts indépendants et acteurs privés nationaux** pour former les futurs leaders et renforcer les circuits de décision pour le pays.

23,5 % **L'Europe compte davantage de chercheurs que les États-Unis ou la Chine (23,5 % des chercheurs dans le monde y travaillent, contre 18,1 % aux États-Unis et 21,2 % en Chine).**

En synthèse, l'enjeu implique **une éducation de tous** où il est important de développer une culture de la vigilance citoyenne dès l'école, pour renforcer la cohésion démocratique face à une guerre sans front.

Si vous étiez demain en responsabilité, quelles seraient vos priorités concrètes pour refonder la stratégie européenne et française vis-à-vis de la guerre hybride ?

Le pari stratégique central est que, sauf une guerre « ouverte », les menaces hybrides ne vont ni disparaître ni se réduire, mais s'intensifier, se banaliser et s'accélérer, du fait de deux facteurs structurants:

- l'effet **démultiplicateur** des technologies (cyber, IA, cloud, quantique) qui abaissent le coût, les seuils d'entrée et la traçabilité des actions malveillantes ;
- la **généralisation des zones grises**, rendues possibles par l'absence de riposte claire et la multiplication d'acteurs non conventionnels.

En retour, cela appelle une refondation de nos capacités de réponse, à la fois en termes institutionnels, culturels, technologiques et stratégiques. **L'hybridité prolonge une logique ancienne de contournement** portant sur l'évitement des seuils de guerre déclarée, opérer sous le radar, instrumentaliser des acteurs tiers, exploiter les failles des sociétés ouvertes. Ce n'est pas nouveau, mais plus rapide, plus ample et plus efficace. L'approche classique par la dissuasion nucléaire se retrouve contournée par des opérations infra-belliqueuses, difficiles à attribuer et à sanctionner. Il faut désormais penser en dessous des seuils, y compris face à des puissances dotées, en termes de contre-ingérence, résilience, anticipation.

Refonder une stratégie reposant sur réflexion nouvelle à l'échelle européenne : à l'échelle nationale, la vision reste souvent court-termiste et cloisonnée. **Une réponse crédible ne peut venir que de l'échelle européenne**, malgré sa complexité. Des outils comme le Digital Markets Act (DMA) montrent qu'une régulation robuste et stratégique est possible. La diversité des perspectives nationales est une force : elle permet une meilleure compréhension des menaces globales. Encore faut-il parvenir à mobiliser la Commission et identifier les leviers de transformation institutionnelle.

Refonder culturellement nos démocraties par plus d'horizontalité de la politique pour aller vers une société plus résiliente: la culture politique actuelle est souvent verticale, peu réactive, peu perméable aux signaux faibles. Il faut pouvoir favoriser l'horizontalité décisionnelle, avec l'intégration d'acteurs civils, éducatifs, techniques et pouvoir renforcer la résilience sociétale, via la formation (ex SGDSN, formation **Parcours Interdisciplinaire de Culture de Sécurité (PICS)**, dispositif pédagogique mis en place dans certains établissements scolaires

en France, notamment au collège ou au lycée, dans le cadre de l'éducation au numérique, à la citoyenneté et à la sécurité), en identifiant et mutualisant les bonnes pratiques européennes.

Repenser une économie stratégique du coût: par une refondation qui doit s'imposer dans la philosophie même de la sécurité. Face à des innovations qui **abaissent le coût de l'attaque**, la seule réponse viable est de trouver des moyens pour **relever le coût de l'attaque pour l'adversaire tout en maintenant un coût de défense raisonnable**. Le coût est multifactoriel, financier mais aussi humain: un hacker peut neutraliser un système avec un PC à 500€, mais nécessite 10 ans de formation. Par ailleurs, il est important que ces technologies ne soient que des « accélérateurs ». L'exemple d'internet peut être cité, comparé à l'ouverture des radios libres, car il a permis de créer un média moins cher et touchant plus de monde. À terme, même des ruptures comme le quantique pourraient compromettre nos systèmes de chiffrement actuels. Il faut donc intégrer ces paramètres dès aujourd'hui dans une doctrine de souveraineté numérique, cognitive et stratégique, à l'échelle de l'Europe.

Cette notion est indispensable et doit être prise également au sérieux pour imaginer les systèmes qui viendront permettre aux pays européens de se défendre dans ce contexte de guerre hybride.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN avec Nicolas Hénin

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LA GUERRE HYBRIDE EST LA FORME CONTEMPORAINE D'UNE CONFLICTUALITÉ TOTALE

Sous couvert de discrétion tactique, elle mêle opérations indirectes, propagande, piratage, sabotage et subversion cognitive. Ce n'est pas une nouveauté, mais une mutation d'échelle : chaque citoyen devient cible ou vecteur potentiel. La guerre ne se déclare plus ; elle s'infiltre dans les failles du quotidien.

L'EUROPE AVANCE À DÉCOUVERT DANS UN MONDE SANS SEUILS DE GUERRE

Les menaces hybrides prolifèrent dans une « zone grise » : sans attribution claire, sans riposte automatique. Faute d'un consensus stratégique et de doctrines adaptées, l'Union reste désarmée face à des adversaires qui exploitent ses inerties. Le risque: devenir un champ d'expérimentation plutôt qu'un acteur souverain.

LA CONFLICTUALITÉ HYBRIDE VISE À FRACTURER LES DÉMOCRATIES DE L'INTÉRIEUR

Elle cible la confiance, pas les casernes. En exploitant les divisions sociales, les controverses éthiques ou les failles de l'espace public, elle cherche à délégitimer l'autorité politique. Le champ de bataille est cognitif : information, perception, polarisation.

L'HYBRIDITÉ EST UN ACCÉLÉRATEUR DE POLYCRISE

Une cyberattaque touche à la fois l'économie, la santé, la stabilité politique et l'ordre social. En décloisonnant les domaines d'impact, la guerre hybride fait dérailler les mécanismes de résilience. Ce potentiel de contamination systémique en fait une menace transversale majeure.

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE DOIT SE CONSTRUIRE SUR UNE DOCTRINE HYBRIDE

Ni purement militaire ni technocratique, la riposte doit combiner régulation numérique, stratégie cognitive, mobilisation éducative et intégration des corps intermédiaires. Cela exige un sursaut culturel : penser la sécurité non plus comme un monopole d'État, mais comme une responsabilité collective, distribuée et anticipée.

ENTRETIEN #1.7

« SANS CLARTÉ INSTITUTIONNELLE, L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE - ET DONC LA SOUVERAINETÉ DES EUROPÉENS - RESTERA UN MIRAGE »

avertit Philippe Perchoc

L'autonomie stratégique européenne n'est pas une posture – c'est une condition d'existence dans un monde de plus en plus hostile. Pour Philippe Perchoc, directeur de l'antenne IRSEM Europe à Bruxelles, la fragmentation du continent n'est ni culturelle ni politique : elle est institutionnelle. La guerre en Ukraine et le précédent de l'endettement commun ont ouvert une brèche historique : celle d'une souveraineté partagée assumée, fondée sur l'investissement collectif dans la défense, l'énergie, l'innovation. Mais cette dynamique reste fragile. Elle butte sur l'opacité des compétences, l'émiettement des marchés stratégiques et la défiance démocratique. Face à la brutalisation du monde, seule une Europe organisée, lisible et stratégiquement crédible pourra faire bloc. L'alternative: devenir le terrain d'opérations des puissances rivales.

Comment peut être définie la notion « d'autonomie stratégique de l'Europe » et à quels paramètres renvoit-elle ?

L'autonomie stratégique européenne doit être pensée au-delà de l'Union Européenne institutionnelle. C'est une notion qui renvoie aux pays européens en tant que tels, définis par leur géographie, leur voisinage et leur histoire. **Ce sont les États qui défendent l'Europe en tant qu'Européens et non comme simples exécutants d'une structure administrative**. La question clé explicitant cette notion serait la suivante : « comment permettre à l'Europe de décider pour elle-même dans un monde aux dynamiques multiples ? »

Le continent européen, situé entre l'Afrique, l'Asie et l'Atlantique, est confronté à des défis géopolitiques différents de ceux des autres continents. Cette configuration oblige à assumer **la pluralité des dépendances**, des défis et des enjeux tout en affirmant une capacité de décision souveraine sur les questions stratégiques. **L'autonomie** se définit ici comme **la capacité à fixer ses propres normes**, à ne pas se faire dicter ses règles par l'extérieur. Il existe une forme de mythe contemporain de l'Etat nation, et de mythologie européenne exacerbée après le Brexit, notamment et dans un contexte où le continent européen est celui qui regroupe le plus d'États au kilomètre carré. Quand bien même aucun État européen, même grand, n'est aujourd'hui pleinement souverain au sens strict, **aucun européen n'a été aussi souverain qu'aujourd'hui**. A ce titre, certains États, quelle que soit leur taille, parviennent à avoir de l'influence à l'échelle globale, tenant avant tout à leur capacité à coopérer et à mutualiser leur souveraineté, leur donnant du poids dans un monde globalisé. La souveraineté partagée renforce donc la souveraineté réelle sur la scène internationale.

27

Alors que les 27 États-membres de l'UE sont aujourd'hui membres de l'ONU, seulement 10 de ces pays comptaient parmi les 51 membres fondateurs de l'ONU en 1945.

Il n'y a ainsi **pas de contradiction entre État-nation et construction européenne**. Cette dernière, comme l'a formulé Jacques Delors, repose sur une « fédération d'États-nations », permettant à chaque État de rester pleinement lui-même tout en participant à une structure plus forte.

Comment penser à une autonomie stratégique européenne dans une Europe qui voit ses clivages internes s'intensifier ?

Une vision erronée pousse à **surestimer les différences entre les Européens**. A titre d'exemple, la diversité des politiques énergétiques ou sanitaires n'est pas un obstacle insurmontable, mais plutôt **un défi d'organisation collective**. De fait, même aux États-Unis, la politique énergétique varie entre la Californie et le Texas. Il s'agit donc de faire de la diversité un levier d'intégration fonctionnelle

et donc de se demander comment organiser la diversité pour qu'elle soit au bénéfice de tous ?

Malgré ces différences entre Etats européens, notamment en matière de normes et de réglementations, des exemples comme la Politique Agricole Commune (PAC) montrent que **l'Europe peut se fédéraliser sur des sujets pourtant sensibles**. L'alimentation, domaine « stratégique » et « narcissique », a pourtant fait l'objet d'une intégration poussée. Il n'y a donc aucune raison que d'autres secteurs stratégiques (énergie, numérique, défense) n'empruntent pas la même voie. Aussi, sur le moyen et long terme, ces différences n'empêcheront pas l'Union Européenne de se faire; elles ne doivent pas retirer et oblitérer ce qui nous est commun et qui s'inscrit parfois dans des dynamiques ayant plusieurs siècles.

Dans un monde où l'Europe s'est longtemps pensée à l'avant-garde, cette dernière doit être vue comme **« une exception » à protéger** pour défendre ce qui constitue une sorte de colonne vertébrale, car il y a moins de différence entre Européens qu'avec l'Amérique ou l'Asie.

> ***Jean Monnet disait en son temps que l'Europe se ferait par les crises, pensez-vous que cela aiderait à l'autonomie stratégique ou aurait l'effet inverse, illustré par le Brexit que vous mentionnez ?***

Deux événements récents marquent un tournant dans l'intégration européenne depuis ces 80 dernières années :

- **la pandémie de la COVID-19**, qui a révélé l'interdépendance structurelle des systèmes de santé et des chaînes d'approvisionnement
- **la guerre en Ukraine**, qui a montré les limites de la dépendance énergétique et stratégique.

Ces chocs ont accéléré une dynamique nouvelle, celle de l'endettement commun. Le fait que l'UE ait accepté de **s'endetter collectivement** est **porteur d'un précédent durable** faisant de la crise sanitaire de la COVID-19 un réel tournant. Cette dette contractée ne sera donc pas une mesure exceptionnelle mais marque plutôt le début d'un mécanisme régulier visant à assurer la survie de l'Europe et qui tendra à passer par le financement en commun de grands projets structurants (infrastructures, défense, transition énergétique, etc.). Cela demandera à l'ensemble des européens de se poser ensemble pour définir les grandes priorités et hiérarchiser les besoins.

+ 600 MILLIARDS

En juillet 2025, soit 5 ans après la décision des États-membres de recourir à des emprunts en commun pour relancer l'économie face à la pandémie, l'UE a un encours d'obligations en circulation de plus de 600 milliards d'euros. Ce montant fait de l'UE le cinquième plus important emprunteur dans l'UE devant l'Espagne.

L'Europe doit poursuivre cette dynamique que les crises impulsent pour désormais se penser comme **une copropriété intégrée**, notamment sur les volets économiques (monnaie commune) et industriels, et définir collectivement les projets communs et la manière pour y arriver. Cela implique de déterminer les priorités et hiérarchies d'investissement et d'imaginer des **modèles d'organisation suivant une logique paneuropéenne de marché**, notamment dans des domaines comme la défense. Cet élément est important pour pouvoir mettre fin à la fragmentation des marchés financiers (27 marchés différents aujourd'hui) et assurer la survie d'une Europe forte. Le rapport de Enrico Letta est clair sur ce point: cette fragmentation fait de l'Europe une « colonie financière » des États-Unis. Il en résulte un enjeu crucial, celui de l'intégration réglementaire pour attirer les investissements extérieurs et contribuer ainsi au développement autonome de l'économie européenne.

En synthèse, l'appel à une autonomie stratégique européenne ne passera que par la coopération renforcée des Etats et non par le repli. Le défi n'est pas d'unifier uniformément, mais **de coordonner intelligemment, de faire converger des souverainetés diverses vers un intérêt commun**. Préserver ce qui fait l'exception européenne, ses préférences sociales, ses modèles économiques, ses valeurs, suppose un effort collectif de long terme, fondé sur le réalisme, la solidarité stratégique et un projet commun.

Quels sont les principaux paramètres à prendre en compte pour faire corps entre européens ?

Un des éléments fondamentaux à prendre en compte est l'existence d'un clivage socio-économique interne en Europe. La montée d'un sentiment d'abandon dans de nombreuses zones rurales et périurbaines d'Europe est clé. Ce sentiment s'enracine dans plusieurs tendances de fond:

- **Clivage ville-campagne** : il traverse de nombreux pays européens et repose sur le sentiment d'un accès aux services publics essentiels (santé, éducation, mobilité, sécurité) qui ne cesse de diminuer en dehors des centres urbains. Ce sentiment peut être vu également aux Etats-Unis et est une tendance globale (trumpisme) ;
- **Déclassement et mobilité sociale réduite** : la capacité pour les générations futures de gravir la pyramide sociale est perçue de plus comme incertaine, alimentant un ressentiment social durable ;
- **Mobilité géographique restreinte** : en lien avec les infrastructures dégradées, l'accès à l'emploi ou à l'éducation est freiné dans certains territoires.

Ce **« ressenti négatif »**, s'il est ignoré, ouvre la voie à **un repli identitaire croissant**, à des votes de rupture, et à **une désaffection vis-à-vis du projet européen** dans un contexte où l'ensemble des indicateurs actuels témoignent d'une dégradation. Ce risque de repli identitaire pourrait aussi s'accroître avec le changement fondamental que représentera l'intelligence artificielle et ses usages à l'intérieur d'une société fracturée socialement et géographiquement. Il est donc urgent de regagner la confiance des citoyens à l'échelle nationale tout en démontrant que l'Union Européenne s'empare de ces fractures avec détermination et

cohérence à travers des Etats qui assurent ce portage. La réponse européenne pourra également passer par **une régulation pour proposer un cadre politique et social intégré**, visant à démontrer que l'innovation peut bénéficier à tous et éviter qu'elle soit perçue comme une menace.

Le deuxième paramètre à prendre en compte est la capacité de l'Europe de pouvoir faire émerger des grands projets collectifs. Il est nécessaire de pouvoir bâtir une réponse politique qui consiste à montrer que l'Europe peut être force de proposition et de leadership. Il ne suffit plus d'agir « en réaction » aux crises mais à **initier, porter, proposer un projet collectif mobilisateur**. Ce projet peut s'appuyer sur des domaines d'investissement fédérateurs, qui touchent au cœur des préférences collectives européennes : infrastructures et transports durables ; transition énergétique et souveraineté industrielle ; défense européenne ; sécurité alimentaire ; protection sociale et recherche. Ces thématiques, bien qu'hétérogènes, trouveront leur cohérence dans une vision partagée de la notion de bien commun européen, agissant sur des thématiques à la fois fédératrices, mais aussi potentiellement concernées par des crises futures (géopolitique / défense, écologique / énergétique / alimentaire, sanitaire etc.).

Le troisième paramètre repose sur la crédibilité stratégique de l'Europe et des Européens.

78 %

Selon l'Eurobaromètre du printemps 2025, 78 % des citoyens européens se sentent préoccupés par la défense et la sécurité de l'UE au cours des cinq prochaines années, dont 24 % qui se disent « très préoccupés ».

De ce fait, le soutien à une politique de sécurité et de défense commune des États membres a progressé de deux points de pourcentage pour atteindre 81 %, son niveau le plus élevé au cours des deux dernières décennies.

La construction d'une autonomie stratégique ne peut passer que par une **crédibilité géopolitique de l'Europe**. Si les dirigeants parlent aujourd'hui plus librement d'élargissement qu'il y a dix ans, il n'est pas certain que ces discours soient perçus comme suffisamment concrets par les citoyens. **Le décalage entre la parole politique et la réalité perçue reste fort.** L'échec des slogans passés, comme celui de 2010 promettant de faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », montre l'absence de véritable projet commun mobilisateur et de mise en application après leur annonce. Tandis que le fantasme d'une « Europe forteresse » revient régulièrement, tous ces éléments nécessiteront d'expliquer clairement aux citoyens ce que signifie une Europe stratégique, qui impliquera à la fois plus de sécurité (police, défense), mais aussi plus de protection sociale, de recherche, et d'innovation etc. **La pédagogie politique sera essentielle pour faire accepter cette vision multidimensionnelle de l'autonomie stratégique.**

10

En août 2025, 10 pays aspirent à devenir membres de l'UE et sont actuellement associés au processus d'adhésion : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine.

Ainsi, les paramètres à prendre en compte et à suivre de prêt pour comprendre l'enjeu de l'autonomie stratégique européenne ne reposent pas uniquement sur des éléments géopolitiques ou technologiques. Ils sont d'abord et avant tout sociaux, territoriaux, démocratiques et symboliques. C'est en prenant en compte les lignes de fracture qui existent aujourd'hui dans ces domaines que pourra se bâtir une Europe autonome, cohérente et soutenue par ses citoyens. L'enjeu n'est pas simplement de « tenir bon », mais de **reformuler un projet politique** qui parle réellement à la société et qui **anticipe plutôt que de subir**.

> ***Dans ce monde qui vit un véritable changement d'époque sous l'effet de la polycrise, comment l'Europe est-elle susceptible de faire évoluer son autonomie stratégique à 10 ans ?***

À horizon 2030-2035, deux futurs plausibles se dessinent pour l'autonomie stratégique européenne.

Un premier scénario de stagnation et de fragmentation. Si les européens vivaient en vase clos, il n'y aurait pas de difficulté avec l'idée qu' une intégration européenne puisse se faire par « respiration », à l'image de l'histoire américaine. Toutefois, dans **un contexte de « reflux » géopolitique**, un phénomène de repli pourrait créer une **brèche exploitable par des puissances extérieures pour alimenter les divisions internes aux démocraties européennes**. L'Europe deviendrait alors le théâtre d'opérations d'influence, où les débats démocratiques seraient volontairement envenimés et affaiblis, avec le risque d'un déraillement électoral (désinformation, populisme, défiance), illustrant bien les vulnérabilités associées au concept de guerre hybride.

Un deuxième scénario porte sur le renforcement de l'Europe et de sa résilience. Face aux chocs exogènes (géopolitiques, migratoires, technologiques), les **européens** prendraient pleinement conscience de leur **interdépendance**. Dans ce cadre, ces crises les pousseraient à accélérer les investissements communs, à renforcer les politiques de souveraineté partagée, et à anticiper les transitions à venir (IA, climat, démographie). La clé de ce scénario positif serait l'élaboration d'une résilience sociétale. **Redonner aux citoyens « l'envie d'avoir envie »** (à la Johnny Hallyday), c'est-à-dire **le désir d'un avenir commun, d'un projet collectif ancré dans la réalité**, même dans un contexte de vieillissement de la population qui rendrait plus difficile l'exercice.

Quels sont les facteurs systémiques qui pourraient influencer l'orientation vers l'un ou l'autre des scénarios ?

L'autonomie stratégique n'est pas un concept parmi d'autres car cette notion vient cristalliser plusieurs dimensions d'une même crise systémique qui touche l'Europe contemporaine.

La notion de vulnérabilité des démocraties cités précédemment est un facteur majeur qui peut être instrumentalisé. Alors que le désaccord, le débat contradictoire sont les caractéristiques normales d'une démocratie, ils peuvent être exploités par des acteurs extérieurs malveillants. **La démocratie devient alors une cible stratégique**, le cœur même du champ de bataille géopolitique contemporain.

Les flux migratoires massifs, comme chocs systémiques à la temporalité complexe, qu'ils soient causés par les conflits ou les effets du changement climatique (ex. Corne de l'Afrique), représentent des défis humains, logistiques et politiques. Ils se déploient sur des cycles de 12 à 18 mois, créant des tensions durables.

216 MILLIONS

À l'horizon 2050, la Banque mondiale évalue le nombre de migrants climatiques (internes ou externes) à 216 millions. L'Afrique (86 millions) et l'Asie du Sud et de l'Est (89 millions) seraient les principales régions concernées.

Ces chocs externes, qu'ils soient volontaires (déstabilisation étatique vu ci-dessus, guerre commerciale) ou involontaires (migration, perturbations des chaînes d'approvisionnement, manipulation des règles douanières) peuvent avoir **de graves conséquences sur la capacité à faire face aux crises ensemble**. A titre d'exemple, la place des technologies disruptives telle que l'IA ont un rôle involontaire de déstabilisation. Mal encadrée, celle-ci risque de détruire des emplois sans visibilité sur «qui prend le travail», alimentant ainsi la peur de l'avenir, alors que l'ennemi reste invisible ou non désigné.

x2

En 2024, 120 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en 2024 soit plus du double par rapport à 2015.

En dehors des Etats et des institutions, quels acteurs, souvent oubliés, doivent être pris en compte ?

L'autonomie stratégique européenne ne pourra pas se construire uniquement à partir des canaux institutionnels classiques. De **nouveaux acteurs**, longtemps périphériques au processus politique européen, **sont appelés à jouer un rôle**

croissant dans la recomposition stratégique du continent. Trois types de profils pourraient être concernés.

Les chefs d'entreprise, en tant qu'influenceurs stratégiques. Nous entrons dans une ère où les dirigeants économiques, patrons de grands groupes, fondateurs d'entreprises technologiques, acteurs de la distribution, **vont jouer un rôle fondamental dans les débats de société**. Ce phénomène s'observe déjà : le cas emblématique du patron de Leclerc, dont les prises de position publiques (notamment sur les prix, la consommation, la souveraineté alimentaire) peuvent influencer le débat national.

À l'origine de la construction européenne, les industriels et dirigeants économiques avaient déjà contribué de manière décisive à l'établissement du marché commun. Cette influence historique tend à réapparaître dans un contexte nouveau. Leurs opinions sur des sujets stratégiques comme le rôle de l'IA dans l'économie et le travail, la solidarité intergénérationnelle, les besoins en main d'oeuvre issue de l'immigration, ou encore les pratiques de consommation alimentaire auront un impact croissant sur l'orientation des politiques publiques. **Le niveau de confiance que leur accorde une partie importante de la population renforce leur rôle potentiel**. Toutefois, **leurs visions sont diverses et parfois contradictoires**, la pluralité de leurs engagements montre l'importance de les responsabiliser et de les positionner au cœur de la société. Certains de ces dirigeants **investissent massivement dans des réseaux idéologiques ou politiques conservateurs**, à l'échelle nationale ou européenne. Ces nouveaux acteurs auront donc un rôle structurant dans les recompositions politiques à venir à prendre en compte.

Les acteurs religieux pourraient faire un retour inattendu dans l'espace public. L'Europe était l'une des régions les moins religieuses au monde, mais cette spécificité pourrait s'infléchir dans les années à venir. Dans un contexte **d'insécurité existentielle**, de déclin démographique et de quête de sens, **les discours religieux pourraient retrouver de la légitimité**. Ces acteurs, bien que peu présents dans les débats politiques européens récents, pourraient revenir comme force morale ou comme médiateurs sociaux, surtout dans des contextes de polarisation ou de perte de repères collectifs. Il faut donc anticiper leur rôle comme porteurs d'un récit de cohésion ou, à l'inverse, comme vecteurs possibles de clivages si les lignes confessionnelles deviennent plus visibles.

+ 20 POINTS

Le suivi d'une religion diffère entre les différents pays de l'UE. Alors que 93 % des Roumains déclarent suivre une religion, c'est seulement 52 % des Français et 39 % des Tchèques. En revanche, le suivi d'une religion est moins fort d'environ 20 points en moyenne dans l'UE par rapport à d'autres régions du monde.

D'anciens responsables militaires pourraient être associés à la tendance d'une politisation de « l'autorité stratégique ». Ce troisième profil émerge avec force lorsqu'on observe d'anciens hauts gradés militaires qui investissent le champ

politique ou médiatique. Leur présence dans le débat public augmente, souvent sous l'angle de la défense, de la sécurité, voire de la souveraineté énergétique ou numérique. Ils sont **perçus comme des figures de stabilité, de clarté stratégique et d'autorité dans des contextes incertains**, et apportent une légitimité nouvelle aux débats sur l'autonomie stratégique.

Ces trois types d'acteurs devront ainsi être pris en compte pour penser le sursaut moral et la construction d'une vision commune au service d'une Europe cohérente.

> ***Il a été vu en quoi les crises peuvent contribuer à façonner un sursaut européens. A l'inverse, en quoi une autonomie stratégique contribuerait à faire face aux grandes crises de demain ?***

L'enjeu de l'autonomie stratégique européenne n'est pas isolé : il entrelace et reflète profondément l'ensemble des crises systémiques que traverse le continent. En tant que grille de lecture transversale, il en constitue à la fois un révélateur et un possible levier de résolution. Ces liens sont visibles à plusieurs niveaux :

En réponse à la crise écologique, l'autonomie stratégique passe nécessairement par **une souveraineté énergétique**, elle-même **indissociable de la transition écologique**. Réduire les dépendances aux énergies fossiles extérieures, développer des technologies propres, sécuriser les chaînes d'approvisionnement de métaux rares relèvent nécessairement **d'un projet politique commun qui croise impératifs climatiques et d'autonomisation stratégique**. Toutefois, pour ce faire, Il faut pouvoir mobiliser les citoyens autour de cette mutation, qui ne passera que par une nouvelle culture démocratique de l'engagement.

En réponse à la crise démocratique, il faut réinventer la participation citoyenne. Face à la crise de la démocratie représentative, la France est aujourd'hui un leader mondial en matière de conventions citoyennes. Ce modèle peut devenir **un outil puissant de reconstruction du lien entre citoyens et décisions stratégiques**. Ces dispositifs permettent de rendre visibles les arbitrages complexes (écologie, énergie, défense) et de faire participer les citoyens à la définition des priorités. Ils ne remplacent pas les institutions représentatives, mais les complètent utilement, en donnant voix aux préférences sociales diffuses.

Dans ce monde où les opinions sont multiples et conflictuelles (polyphoniques), il est nécessaire de **renforcer la place des Parlements**, à condition de leur donner les moyens nécessaires. À titre d'exemple, aux États-Unis, les parlementaires peuvent compter sur des équipes de 50 collaborateurs (experts, assistants, juristes), leur permettant d'assurer un travail de contrôle et d'élaboration à la hauteur des enjeux stratégiques. En Europe, redonner au pouvoir législatif ces ressources humaines et techniques, c'est lui permettre de redevenir une force motrice, plutôt que de rester passif.

Pour renforcer la démocratie dans une **logique stratégique**, il faut non seulement plus de participation directe, mais aussi des institutions outillées pour décider.

Face à ce défi démocratique que vit actuellement l'Europe, pensez-vous que les institutions et les élites actuelles sont en mesure d'y répondre ?

La France a acquis une expertise remarquable dans l'expérimentation des conventions citoyennes. Ces formats, qui associent des citoyens tirés au sort à des délibérations informées, représentent une voie complémentaire à la démocratie représentative, surtout pour les enjeux systémiques (écologie, souveraineté, IA…). Ils viennent **répondre à une demande croissante de participation directe, notamment au niveau local**. Les référendums locaux ou nationaux, bien encadrés et informés, pourraient ainsi devenir un outil utile, à condition que les citoyens aient accès à des informations contradictoires, structurées et compréhensibles.

Un des blocages majeurs réside dans le paradoxe des institutions européennes marqué par un décalage entre ce que l'Union européenne accomplit, notamment en matière de distribution budgétaire, et la perception qu'en ont les citoyens. A titre d'exemple, la PAC (Politique Agricole Commune) et la politique de cohésion régionale représentent les principaux postes budgétaires de l'UE. Pourtant, beaucoup ont le sentiment d'une Europe qui « ne fait rien » ou qui « paie des citoyens à ne rien faire », alimentant la défiance entre citoyens et institutions.

Les attentes actuelles se déplacent vers des domaines comme: la compétitivité économique, la lutte contre le chômage, la transition environnementale ou encore la défense européenne. Ceux-ci illustrent la nécessité d'un débat institutionnel structurant, à la fois sur le périmètre des compétences et sur la clarté des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernance.

Au-delà des institutions, il est important de redéfinir les niveaux de compétence et de légitimité de tous. Une recomposition institutionnelle et organisationnelle est nécessaire à toutes les échelles (locale, nationale, européenne) en vue de répondre aux questions suivantes: Quels pouvoirs doivent être dévolus aux communes, aux régions, aux États ou à l'Union ? Comment assurer la lisibilité et l'efficacité de la répartition des responsabilités, pour éviter les doublons, les incohérences et les sentiments de dépossession ?

A ce titre, il est crucial que les **conseillers municipaux**, élus les plus proches des citoyens, disposent d'une compréhension claire de leur rôle dans l'architecture stratégique globale et puissent **posséder des marges de manœuvres réelles leur permettant de participer activement à la construction de la résilience locale, énergétique ou sociale**. L'efficacité de la réponse institutionnelle repose donc sur une clarification des compétences, une responsabilisation des échelons, et un renforcement des capacités démocratiques à chaque niveau.

En synthèse, les **institutions françaises** et européennes ne sont pas fondamentalement inadaptées, mais elles **nécessitent des ajustements profonds et une clarification** pour répondre aux exigences de l'autonomie stratégique. Cela passe par une **démocratie enrichie et ouverte à la participation directe, à un rééquilibrage budgétaire en cohérence avec les priorités perçues par les citoyens et par une refonte des répartitions de compétences**, pour rendre les décisions plus transparentes, plus légitimes et plus efficaces.

C'est à partir de ces éléments qu'une **culture politique nouvelle** pourra émerger afin de répondre aux enjeux cruciaux qui viendront s'imposer dans le débat public. Le **cadre de celui-ci devra être protégé** pour que se développent les ingrédients d'un sursaut européen.

En conclusion, en quoi le passé peut-il nous fournir des pistes de solutions et, en synthèse, quel serait le maître mot à retenir ?

L'enjeu de l'**autonomie stratégique** hérite de **logiques politiques anciennes, marquées par l'ambiguïté des compétences entre États membres et Union européenne**. Un exemple frappant est le débat houleux autour du référendum de 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ce traité, bien que rejeté en France et aux Pays-Bas, visait précisément à clarifier la répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernance, ce qui aurait été « une avancée institutionnelle majeure ». Son successeur, le traité de Lisbonne (2009), tout en reprenant une partie des dispositions, a été perçu comme un recul en termes de lisibilité démocratique et de cohérence institutionnelle. Ce moment manqué pèse encore aujourd'hui sur la capacité de l'Union à structurer une réponse stratégique claire.

L'appel à une refondation politique pour plus de clarté, de légitimité et d'efficacité est important dans un contexte où le paysage est brouillé. Ainsi, **pour bâtir une autonomie stratégique crédible**, il sera nécessaire **de refonder l'organisation même du politique en Europe**, impliquant:

- une clarification des compétences entre niveaux local, national, européen ;
- une définition explicite des responsabilités par domaine stratégique (défense, énergie, numérique, industrie, social) ;
- un effort de pédagogie démocratique, pour reconnecter les citoyens à la logique des décisions.

À mesure que l'Europe affronte des défis massifs, écologiques, technologiques, militaires, migratoires etc, **la confusion actuelle dans les responsabilités politiques** devient un **handicap structurel**. Les citoyens eux-mêmes ne savent plus qui est responsable de quoi, à quel niveau les décisions sont prises et à qui en attribuer le mérite ou la faute. Cette **opacité** alimente la **défiance, le désengagement civique, et empêche de construire une légitimité collective pour les politiques à venir.**

En conclusion, si l'on devait formuler une intuition forte sur l'évolution de la question de l'autonomie stratégique européenne, ce serait que l'enjeu fondamental des prochaines années n'est pas tant technique ou géopolitique qu'institutionnel. Le pari stratégique reposerait donc en une **grande réorganisation et clarification des compétences**. Celle-ci devrait pouvoir s'imposer à moyen terme comme la condition de la réussite ou de l'échec de toute ambition stratégique européenne.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Philippe Perchoc*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE, CONDITION DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

L'Europe ne peut plus se contenter d'un rôle d'exécutant administratif dans l'ordre international. Pour peser dans un monde dominé par des logiques de puissance, elle doit réapprendre à décider par elle-même, en s'appuyant sur une souveraineté partagée entre États membres. Cette autonomie n'est pas un luxe: elle est la seule manière de ne pas subir les normes, récits et agendas dictés par d'autres.

LES FRACTURES INTERNES MINENT LA COHÉSION GÉOPOLITIQUE DE L'EUROPE

L'abandon ressenti dans les territoires ruraux et périphériques alimente la défiance démocratique, affaiblit le projet européen et ouvre la voie aux influences extérieures. Ces clivages sociaux et territoriaux sont devenus des vulnérabilités stratégiques, exploitables dans le cadre de guerres hybrides. La capacité de l'Union à faire corps repose désormais sur sa réponse à ces inégalités internes.

LA SOUVERAINETÉ PARTAGÉE CRÉE DE LA PUISSANCE, PAS DE LA DÉPENDANCE

La crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont prouvé qu'une Europe qui mutualise ses dettes, ses priorités industrielles et ses infrastructures stratégiques est plus résiliente. C'est en affirmant des projets communs (défense, énergie, IA) que l'Europe deviendra audible à l'échelle mondiale. L'unité ne se décrète pas, elle se construit par la coopération des souverainetés.

LE FLOU INSTITUTIONNEL FRAGILISE TOUTE AMBITION STRATÉGIQUE

Quand les responsabilités sont illisibles entre niveaux local, national et européen, aucune politique ne peut mobiliser. Le défaut de clarté nourrit la défiance, empêche l'adhésion, et bloque la montée en puissance du projet européen. La refondation de l'Europe passe d'abord par une architecture démocratique lisible et efficace.

PAS DE STRATÉGIE SANS DÉSIR COLLECTIF

L'Europe ne fera pas l'économie d'un sursaut culturel. L'autonomie stratégique ne sera crédible que si elle est portée par des citoyens réengagés, des entreprises responsabilisées, des institutions clarifiées. Le défi est autant politique que symbolique : il faut redonner aux Européens l'envie de « faire Europe ».

ENTRETIEN #1.8

« NOTRE EFFORT CAPACITAIRE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN ALIGNEMENT PLUS RIGOUREUX AVEC NOS INTÉRÊTS DE SÉCURITÉ ET NOS AMBITIONS »

alerte Jean-Charles Larsonneur

À l'heure du désengagement américain, l'Europe découvre sa vulnérabilité stratégique. Jean-Charles Larsonneur, ancien député et expert des questions de défense, alerte sur le décalage croissant entre les ambitions affichées et les moyens réels. Face à la montée des tensions hybrides, à l'ascension navale de la Chine et à l'économie de guerre assumée de la Russie, l'Europe reste enlisée dans une ambiguïté tactique. Le modèle français, sans doctrine claire, cumule sous-financement chronique et dispersion capacitaire. La BITD européenne, quant à elle, ne survivra qu'à condition de commandes publiques crédibles, de coopérations ciblées et d'un financement assumé, y compris par des acteurs non étatiques. Ce sous-investissement stratégique, prolongé par l'aveuglement budgétaire, pourrait précipiter un déclassement continental. L'Europe n'échappera à la relégation qu'en alignant ses formats d'armée, ses chaînes de valeur et sa souveraineté énergétique sur une vision commune, assumée politiquement.

Quels éléments du contexte stratégique ont-ils aujourd'hui le plus fort impact sur l'enjeu de notre modèle de défense ?

Deux tendances majeures contribuent aujourd'hui à l'enjeu macroscopique de ce que doit ou peut être notre effort de défense.

- **Le retrait progressif des Etats-Unis du leadership de l'OTAN**, engagé dès Obama, poursuivi par Trump et le président Biden. Ce **retrait est confirmé dans les faits**, malgré des messages ambivalents et l'entretien de l'incertitude par Trump (cf. propos de Trump critiquant l'article 5 du Traité de Washington avant sa venue au sommet de l'OTAN, puis expliquant son importance lorsqu'il en repart).
- **Le décrochage économique structurel de certains pays de l'UE et, à moyen terme, de la totalité d'entre eux** face aux États-Unis et à d'autres puissances depuis les années 2000. Ceci se vérifie en termes de PIB, de capacité industrielle, d'innovation, et maintenant aussi sur le plan militaire. Ce décrochage peut également être mesuré à l'aune des conflits de longue durée avec le retour du phénomène d'attrition. En matière d'innovation, on peut observer **une fuite des compétences de l'Europe vers les Etats-Unis**.

+ 9 POINTS

Depuis la crise financière de 2008, l'écart entre le volume de production de la Zone Euro et les États-Unis s'est accru de 9 points passant de 14 % en 2008 à 25 %.

L'illusion selon laquelle **la délocalisation serait indolore car l'innovation resterait européenne ne tient plus du tout**, sans compter et qu'une bonne partie de la chaîne de valeur se situe hors du continent. Dans le secteur de la défense, seuls quelques segments (aéronautique, naval, spatial) résistent encore et font exception. Toutefois, nous sommes entrés dans une période où le modèle d'innovation a évolué, aujourd'hui ce sont les segments de l'innovation de la civile qui viennent alimenter les innovations militaires et non plus l'inverse, secteur de l'innovation de plus en plus exportées.

x 2

Les brevets américains sont près de deux fois plus repris par une autre région que les brevets européens.

Le récent sommet de l'OTAN (Juin 2025) est-il un marqueur important en termes d'engagements capacitaires et de dynamique transatlantique ?

Oui. D'abord pour les engagements en matière de défense, mais aussi parce que **les Européens n'ont finalement pas été brutalisés à La Haye, le Secrétaire général de l'OTAN s'étant « aplati »** devant le président Trump, évitant ainsi le cataclysme qui avait pu être envisagé.

L'Objectif budgétaire des pays de l'OTAN pour 2030 est désormais fixé à 5% du PIB. Au sein de ce pourcentage, il est confirmé la possibilité d'intégrer 1,5% portant sur toute action contribuant à soutenir l'Ukraine, les investissements en matière de cyberdéfense, ainsi que, notamment, les dépenses liées à la résilience et à la sécurité nationale. L'objectif des 5% est ainsi moins compliqué à atteindre. Quelques pays ont déjà accédé à ce niveau d'effort, comme les Pays Baltes et la Pologne. D'autres y arriveront vite comme l'Allemagne. Certains enfin, comme la Grèce ou même la France devront faire face à une situation plus compliquée.

S'agissant de la France, la Loi de Programmation Militaire est ambitieuse mais fait face à **un déphasage constant entre les annonces et les crédits réellement débloqués**. Les gels budgétaires, les retards de paiements conduisent à un effet de bosse dans les livraisons. On commande parfois des projets lourds (Rafale F5, avion spatial VORTEX) sans capacité de paiement fluide. L'action du Trésor public constitue un frein à ces efforts.

En Europe, **la tendance des dépenses de défense est à l'augmentation** (200 milliards d'euros supplémentaires) mais sans effet stratégique clair. Certains États (Espagne) plafonnent à 2% en assumant le statu quo. On peut toutefois penser que l'identification de la Russie comme adversaire structurel par l'OTAN contribue à une clarification stratégique qui poussera les Etats vers la cible à 5% à long terme.

Une réorganisation stratégique est en cours, qui met aussi en lumière les limites de l'Europe. Les États-Unis se retirent partiellement du théâtre européen, montrant le besoin pour les pays européens de combler ou de compenser cette situation. Les **Européens** affichent leur intention mais **restent largement au niveau déclaratif**. Les discussions dans l'OTAN sont parfois déconnectées de la réalité, car il n'y a **pas de remise en cause officielle de l'article 5** alors qu'un **flottement est perceptible**. Les États-Unis et les pays européens dont la France sont-ils prêts à se battre en déployer des centaines de milliers d'hommes pour Tallinn ?

Bien au-delà du théâtre Euro-Atlantique, il n'est **pas non plus certain que l'US Navy prenne le risque de sacrifier ses navires pour Taiwan**. La marine américaine instrumentalise la menace chinoise pour justifier ses budgets, sans réelle intention d'escalade. Il est en ce moment nécessaire d'avoir une **lecture régionalisée des dynamiques géopolitiques**, un peu « à la Huntington ». On le voit avec les déclarations récentes de Trump sur le Groenland ou le Panama.

Donc on le voit, tout le monde s'accorde sur la nécessité d'un effort en matière de développement capacitaire, mais l'équation est d'abord politique.

En complément ou en lien avec ces observations, il faut bien avoir conscience du **phénomène de maritimisation du monde**. La dynamique de la Chine illustre cette tendance tandis que l'ensemble des prospectivistes américains projettent cet enjeu de puissance dans le futur.

La Chine est en effet avant tout une **puissance navale en devenir**. Elle adosse son ambition à des capacités de production massive, qui dépassent celles des Etats-Unis en matière d'industrie navale. Elle ambitionne également **un contrôle global des détroits, de la mer de Chine jusqu'à l'Arctique et l'Europe**. Cette

route de l'Arctique, investie par la Russie et la Chine, devient d'ailleurs une ligne de fracture stratégique. La Chine ne vise pas la guerre, mais une **maîtrise des flux maritimes et commerciaux**, ce qui constitue en soi une menace indirecte pour l'Occident.

370

Début 2024, la flotte chinoise disposait de 370 bâtiments contre 291 pour la flotte américaine. L'écart devrait s'accentuer dans les prochaines années puisque la Chine produit beaucoup plus vite que les États-Unis. La marine américaine prédit que la Chine disposera de 435 bâtiments en 2030.

Dans ce contexte géopolitique, que peut-on attendre pour les bases industrielles technologiques de défense (BITD) française et européenne et pour notre effort de défense ?

De **nombreux outils pour le développement des capacités de défense** existent en Europe. Depuis le début de la guerre en Ukraine, on peut observer un renforcement de ces outils, notamment via des fonds européens, des projets coopératifs et une accélération de commandes. Toutefois, **ces mécanismes européens restent « hors traité »**, donc à la discrétion des États sauf cas particulier de commande groupée. Ainsi, les **vrais leviers** en matière d'équipement relèvent de **la commande publique** par les États. Sans celle-ci, il n'y a pas d'effet structurant sur les BITD.

Des coopérations à l'échelle européenne et réussies existent pourtant, comme l'A400M, le Tigre, les frégates Horizon, le spatial etc., mais elles restent rares. « Quand il y a trop de crocodiles dans la marre, il y en a un qui finit par manger les autres » : trop de partenaires dans un programme tue la cohérence. Les coûts de coopération et la convergence des besoins et des qualifications constituent des obstacles qui empêchent parfois les programmes d'aller jusqu'à leur terme. A titre d'exemple, le char européen sera « allemand », car les industriels français du terrestre (JCD/ARKUS etc.) auront peu de marge de manœuvre dans cette filière qui sera dominée par leurs partenaires d'outre-Rhin. Cette problématique restera toute relative dès lors que la France gardera sa maîtrise en matière d'industrie navale et de d'aéronautique.

Même si, au plan politique, les démocraties européennes subissent des secousses, il y a **une convergence d'ensemble dans la perception de la menace**. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il existe une réelle volonté de construire une Europe de la défense avec une instance communautaire ayant vocation à commander des produits standardisés. Cet objectif n'est pas inscrit dans les traités européens et les états-membres n'y sont pas prêts.

In fine, même si les coopérations sont compliquées, une BITD européenne ne pourra se construire que par quelques coopérations qu'il faudra arrimer à des programmes sérieux pour leur assurer un débouché. Mais, encore une fois, c'est bien **la commande publique** – et donc la question de son **financement** – qui est au cœur de l'équation du **développement des capacités de défense**. A cet égard, l'Allemagne fait de gros efforts de rattrapage, mais ses contraintes budgétaires à moyen terme posent question. S'agissant de la France, le financement d'un effort de défense crédible doit passer par une réforme structurelle de la dépense publique, puisque les pratiques actuelles ne le permettent plus. Si on est sérieux, il est **indispensable de réaliser des économies quelque part pour dépenser dans la défense**. Le besoin de faire des économies à travers des réformes dans les domaines de la protection sociale et des retraites doit être considéré.

Or les réformes ont toujours été compliquées en France, et ce d'autant plus depuis la crise de la COVID-19 qui a chamboulé la perception mentale des Français dans un contexte où on explique le besoin d'une réforme des retraites pour gagner 6 milliards d'euros alors que plusieurs centaines de milliard d'euros ont été dépensés durant la crise sanitaire. Quelle qu'en soit la difficulté, des réformes structurelles sont nécessaires pour que la France puisse se relever. **La Vème République est à bout de souffle** avec la **tripartition** et des **gouvernements incapables de déboucher sur des budgets crédibles et sérieux**.

Le financement de la BITD peut passer par des investissements via des fonds, des banques, mais le plus important reste **la qualité des projets**. Si un projet est bon, il trouvera des financements alors que si l'on oriente uniquement des subventions vers des *start up* ayant des idées - mais pas forcément les meilleures-, c'est un peu comme « arroser le déser ». Aujourd'hui, **des solutions innovantes de financement apparaissent** dans ce milieu. Ainsi, des **assureurs** souhaitent financer directement des achats d'équipements militaires, en achetant par exemple des flottes de camions logistiques, et pourquoi pas des frégates etc. Le leasing (LOA) avec obligation d'achat à terme, soutenues par des fonds privés (assureurs, banques) est une modalité qui fait son chemin dans la réflexion stratégique. L'intérêt du LOA est de pouvoir **sécuriser les industriels et l'armée en lissant les dépenses sur 10 ans**, même si son inconvénient est un coût plus élevé à terme que l'achat direct. Cette formule pourrait s'imposer en raison de la contrainte budgétaire mais imposerait de garantir que l'État « passe à la caisse » sur le long terme et perde également une forme de souveraineté en n'étant plus le propriétaire de ces moyens.

Alors que sur l'exercice des LPM, la garantie d'achat ne l'est pas toujours, ce système de LOA est dynamique et positif, présente un coût moins élevé au début en offrant l'avantage d'une livraison rapide. Par contre, il impose une obligation d'achat *in fine* comme mentionné supra et donc un coût global plus élevé. Cette option a été écartée depuis longtemps par les armées, mais le contexte budgétaire tendu pourrait la justifier.

Quelles conséquences pour notre doctrine et notre format d'armée ?

Un format d'armée doit et devrait être la réponse à **une vision géostratégique du monde**. Or la France n'a pas toujours eu une idée claire en la matière. Lorsque

l'on entend les positions françaises, on constate que l'on se **fâche avec beaucoup d'Etats**, que nous ne sommes appréciés ni d'Israël, ni des pays Arabes. Si nous voulons être un leader en Europe, il est nécessaire de **réviser le format d'armée actuel**. Dans un contexte où la tendance américaine est au retrait du continent, le format des armées européennes doit évoluer. Plutôt que d'envisager une armée surdimensionnée, la question en France doit porter sur la manière dont nos capacités peuvent être utilisées pour **défendre le continent**, en particulier à travers une posture de dissuasion tant navale que aérienne. Pour imaginer l'armée de demain, l'étape indispensable est celle de **l'expression d'une vision stratégique**.

Les Britanniques connaissent une situation comparable à la nôtre, avec une ambition politique et de réelles capacités dans de nombreux domaines. Ils arrivent toutefois à énoncer clairement leurs priorités. Ils mentionnent par exemple un besoin de « X » sous-marins pour assurer des missions spécifiques en Atlantique nord en ayant la capacité de réduire des dépenses ailleurs. L'armée française, dans son format actuel, présente l'aspect d'un « couteau suisse » : un peu de tout, bien formé, mais sans masse. Même si, dans le contexte géopolitique actuel, il n'est pas déraisonnable de conserver un tel modèle face à une guerre future aux caractéristiques incertaines, nous manquons d'une doctrine claire: veut-on défendre le continent ? Intervenir globalement ? C'est ce que la revue stratégique doit pouvoir préciser pour pouvoir aligner stratégie et moyens.

÷ 6

Depuis 1991, le nombre de chars de bataille dans l'armée française est passé de 1 349 à 222 soit une division par plus de 6. Dans le même temps, le nombre d'avions de combat a été divisé par 2,7 (686 en 1991 à 254 en 2021), le nombre de grands bâtiments de surface de 2 (de 37 à 19) et les effectifs militaires de 2,2 (passant de 453 000 personnes en 1991 à 203 000 personnes en 2021). La France n'est pas un cas isolé. À titre d'exemple, le nombre de chars de bataille a été divisé par 20 en Allemagne de 1982 à 2024 et par 6 au Royaume-Uni.

Notre effort stratégique doit passer par un réalignement de notre format d'armée sur une vision géopolitique crédible, appuyé par une révision du périmètre budgétaire et par des coopérations ciblant des programmes aboutis, tout en ne surestimant pas le rôle des institutions européennes. Les questions de souveraineté et de coordination entre les Etats doivent être articulées intelligemment dans un contexte où, s'agissant des efforts capacitaires, la priorité repose sur les commandes. Sans commandes claires et sans priorités affirmées, la BITD ne pourra pas répondre efficacement.

En lien direct avec le phénomène de polycrise, quelle pourrait être le rôle des sociétés dans ce contexte ?

Le niveau de sensibilisation des sociétés n'est pas suffisant dans un contexte qui nécessite un sursaut.

Des partis politiques, comme « Place publique », de centre gauche et pro-européen, considèrent que la défense de l'UE est une priorité, assimilant une attaque éventuelle contre Tallinn à une attaque contre Paris. Or il existe un décalage entre ce type de discours et une vision sociétale différente.

La préparation civilo-militaire doit s'accentuer, en **s'inspirant de modèles** comme celui de la **Suède**. Initialement, la Suède était un pays que l'on pourrait qualifier de « bisounours ». Or, en 10 ans, notamment grâce des organismes et des actions de sensibilisation, l'Etat a élevé le niveau de préparation de la société à la guerre, notamment à travers un concept de « défense globale » intégrée, des milices civiles et la constitution de stocks.

Cette notion de **préparation des esprits est importante** : les Français préféreront-ils que la Russie établisse un espace-tampon ressemblant à un nouveau pacte de Varsovie plutôt que d'aller se battre pour l'Ukraine ?

57 %

57 % des jeunes âgés de 18 à 25 ans se disent prêts à s'engager dans l'armée si un conflit touchait la France, et 63 % d'entre eux à se battre en tant que civil si le pays était attaqué.

Même si un clivage genrée existe toujours, ce dernier se réduit, 70 % des hommes se déclarent prêts à s'engager contre 46 % des femmes.

Si l'on fait un peu de prospective, quels pourraient être les scénarios possibles face à l'enjeu de la nécessité d'un effort de défense renouvelé ?

À un horizon de 5 à 10 ans, trois scénarios principaux peuvent être envisagés pour l'Europe et la France, en lien avec l'évolution de la Russie et la capacité de l'Union européenne à se structurer autour d'un effort de défense crédible.

Un premier scénario pourrait être celui d'une Russie maintenant sa trajectoire de militarisation intensive et consolidant une véritable économie de guerre. A cet égard, « l'économie de guerre » dont il est parfois question en Europe relève souvent davantage du discours incantatoire qu'elle ne correspond à une réalité. Ainsi, chez nous, même si la DGA a amélioré ses procédures administratives, même si la production s'est fluidifiée dans certains domaines, **il ne s'agit en rien d'une mobilisation économique comparable à celle de la Russie**.

L'économie de guerre suppose un effort de l'ordre de **20 % du PIB directement orienté vers les dépenses militaires**. Historiquement, ceci renvoie au niveau

d'effort que le Royaume-Uni avait mis en place pendant la Seconde Guerre mondiale. Or, aujourd'hui, la Russie s'approche de ce seuil en matière de pourcentage de la dépense étatique.

Si cette dynamique se poursuit, en cohérence avec une vision géostratégique offensive (comme le montre la situation en Ukraine ou le renforcement militaire russe le long de la frontière finlandaise), elle pourrait s'accompagner d'une **stratégie hybride** soutenue dans les années à venir, générant par exemple davantage d'**instabilité autour de la Moldavie et de la Géorgie**.

Ce scénario pourrait signifier un affaissement de la capacité européenne « à suivre », du fait de **difficultés économiques persistantes** et dans le contexte aggravant d'un retrait ou d'une relative indifférence des États-Unis si les Européens ne prenaient pas pleinement en charge leur sécurité.

28 %

Même si 67 % des Français sont favorables à l'augmentation du budget de la défense de la France et 62 % au « plan européen d'endettement commun pour la défense », seuls 28 % des épargnants seraient prêts à investir leur épargne vers le financement de la défense si ce rendement était équivalent ou inférieur à celui du livret A.

Dans un tel cas de figure, la Russie pourrait établir **une sphère d'influence allant jusqu'en Europe de l'Est**, avec potentiellement des régimes en Moldavie, en Roumanie, voire dans l'ancienne Allemagne de l'Est, qui entreraient sous sa tutelle politique ou stratégique.

Un deuxième scénario, de tendance inverse, reposerait sur un affaiblissement durable de l'économie russe, incapable de reconstituer ses armées ou de soutenir un effort de guerre prolongé. L'Union européenne, en parallèle, poursuivrait sa trajectoire actuelle d'un réarmement partiel, avec un certain rééquilibrage stratégique à l'Est, notamment autour d'un soutien fort et pérenne à l'Ukraine. Cela permettrait de renforcer la composante européenne de l'OTAN et de marginaliser la Russie comme puissance militaire crédible. Mais un tel scénario **suppose un affaissement interne du système russe**, tant sur le plan de la société que de ses structures de production, ce qui paraît **peu probable à court terme**. Moscou dispose en effet de ressources (énergétiques, minières, humaines) que l'Union européenne n'a pas et, surtout, la Chine n'a aucun intérêt à voir s'effondrer la Russie. Pékin ferait tout pour éviter que Moscou ne devienne un vide stratégique.

Le troisième scénario, peut-être le plus plausible, est celui d'une situation intermédiaire. Les Européens poursuivraient à peu près leur ligne actuelle, **sans franchir le seuil d'une vraie économie de guerre**, tandis que la Russie parviendrait à reconstituer des forces armées crédibles malgré ses difficultés. La **confrontation russo-ukrainienne** se transformerait en un **conflit gelé**, mais des menaces hybrides récurrentes se multiplieraient à l'encontre de plusieurs pays européens, avec un usage actif de la désinformation, du sabotage, et

d'autres actions indirectes sur les marges orientales de notre continent. C'est donc une **situation de tension latente**, de confrontation stratégique non déclarée, qui s'installerait durablement. Cela correspond en partie à ce qui se dessine aujourd'hui, à en juger par les signaux captés lors du dernier sommet de l'OTAN, où l'on observe certains pays (comme la Pologne) progresser de façon significative en matière d'effort de défense, tandis que d'autres peinent à suivre. Dans ce scénario, la Russie ne se porterait pas nécessairement « bien », mais conserverait une capacité de nuisance et de pression. L'Europe, elle, **glisserait lentement vers une forme de paupérisation** relative vis-à-vis des autres grandes puissances.

> ***Si l'on revient sur le terme « d'économie de guerre », pourquoi selon vous ne correspond-il pas à une réalité? Que peut-on dire sur l'appréciation de la menace? A quels blocages faisons-nous face ?***

L'expression **« économie de guerre »**, telle qu'elle circule dans le débat public et politique en France, relève essentiellement du **slogan**. Elle agit comme un artefact discursif plus que comme une orientation réelle des politiques publiques. Si l'on suit la logique du simulacre décrite par « Baudrillard », on pourrait dire que ce discours est **la simulation d'un engagement stratégique** : une façon de donner le change, de jouer la guerre sans y croire, d'exhiber une volonté de puissance tout en en masquant l'absence de fondement concret. **Aucune élite politique** française ne semble aujourd'hui se **projeter véritablement dans une perspective de transition vers une économie de guerre** au sens fort, c'est-à-dire une mobilisation profonde et planifiée de l'appareil productif et financier au service de l'effort militaire.

Cette absence de projection est révélatrice d'un fait massif : **personne** ne **croit** réellement qu'un **conflit majeur impliquant directement la France est à l'horizon**. Ce déni implicite renforce l'idée que nous ne ferons pas la guerre — ou du moins que nous ferons tout pour ne pas la faire. La déclaration d'une entrée en économie de guerre vise alors moins à préparer la guerre qu'à **crédibiliser un récit de dissuasion défensive:** plus nous nous montrons prêts, moins nous aurons à nous battre. Pourtant, ce discours repose sur une contradiction fondamentale : si la menace n'est pas jugée crédible, pourquoi mobiliser autant de ressources ? Et si elle l'est, pourquoi ne pas assumer une montée en puissance plus cohérente et déterminée ?

Dans le cas de la Russie, par exemple, l'idée que celle-ci représente une menace pour le territoire national français est souvent jugée absurde ou exagérée par les décideurs. Mais ceux-ci commettent une erreur d'analyse. Car si l'Europe de l'Est venait à basculer sous domination russe, les répercussions politiques, stratégiques et économiques seraient considérables pour la France. **Garantir l'intégrité territoriale et politique de cette région est une condition essentielle à la stabilité démocratique de l'Europe dans son ensemble.** Or, tant que l'agression ne se manifeste pas directement sur notre sol, les élites françaises refusent de penser sérieusement à cette éventualité. La projection stratégique reste ainsi limitée, voire inexistante.

Un second élément de tension réside dans la **disjonction croissante entre l'appareil administratif**, qui anticipe et prépare, et la sphère politique, qui refuse d'endosser la responsabilité de décisions d'engagement réels. La commande publique en matière de défense avance, les armées se modernisent, les procédures se fluidifient. Mais **sur le plan politique, aucune articulation stratégique cohérente ne se dessine**. Que ferait-on, concrètement, si la Russie accentuait sa pression militaire sur l'Est de l'Europe ? Existe-t-il un scénario d'intervention assumée, validé par l'exécutif ? Aujourd'hui, rien ne semble le prouver.

Nous sommes alors dans une **logique de « vitrine stratégique »** : un discours de façade, une vitrine militaire bien entretenue, mais sans véritable corps politique derrière. La notion même d'économie de guerre devient un outil de communication visant à produire de la dissuasion par une démonstration de capacité : plus nous semblons armés, plus nous pourrions espérer maintenir la paix. Mais ce raisonnement circulaire masque le cœur de ce dilemme déjà évoqué : si nous ne croyons pas à la guerre, pourquoi mobiliser autant de moyens ? Et si nous croyons qu'elle est possible, pourquoi ne pas aller plus loin dans sa préparation ?

Ce paradoxe résume une ligne de tension centrale dans la posture française : entre la volonté d'apparaître puissants et la peur de se projeter dans un affrontement réel, entre la croyance dans le pouvoir de la dissuasion et l'absence d'une vision stratégique claire. En définitive, **le discours sur l'économie de guerre tente de conjurer l'idée même de guerre**. Il ne traduit pas une anticipation du pire, mais **l'espoir que son évocation suffira à l'éviter**.

En quoi l'enjeu de la défense est-il constitutif du caractère systémique de la crise ?

L'enjeu de défense est en effet profondément connecté aux autres dimensions systémiques de la crise : changement climatique, crise énergétique, pression migratoire, transition démographique. Ce sont des **cercles d'interactions** plus que des silos isolés. Le climat modifie les ressources disponibles, déstabilise des régions entières, accentue les migrations. L'énergie détermine la capacité industrielle, les chaînes logistiques, l'autonomie stratégique. La démographie influence la capacité de projection et de renouvellement des forces, ainsi que la stabilité des régimes.

Ces **crises** ne se succèdent pas ; elles **s'imbriquent, se renforcent mutuellement, et rendent la gestion de la sécurité plus complexe**. La défense n'est donc pas un enjeu parallèle ou concurrent des autres défis contemporains : elle en est une composante transversale. Dans ce contexte, ne pas anticiper la convergence de ces dimensions revient à se préparer à subir.

On peut aussi inclure dans ce système de crises celle des démocraties européennes avec le questionnement lien armées-nations déjà évoqué.

Les **effets** de cette interaction systémique sont encore largement **sous-estimés**. Le changement climatique en est un exemple central : on anticipe encore assez mal les conséquences concrètes de celui-ci, notamment sur les ressources

hydriques, la santé publique ou les flux migratoires. Les **bouleversements** à venir seront **immenses** et contribueront à **appauvrir durablement certaines régions**, ce qui générera des urgences sociales et politiques auxquelles nos systèmes ne sont aujourd'hui pas préparés.

Dans cette école de la pensée systémique, on assiste à une accélération des changements, mais l'Europe semble en retard. Il existe pour nous un risque réel de relégation stratégique et économique. L'image du déclassement trouve sa source dans notre mémoire historique, avec la crise de Suez en 1956 ou les désillusions de la sortie de la Seconde Guerre mondiale, et semble se prolonger aujourd'hui. Le décalage est profond entre la perception que nous avons de notre statut et la réalité de notre position géopolitique. **Le climat**, en particulier, agit comme un **multiplicateur de crise** : à travers la perception de ce problème, il affecte ainsi la démographie (avec une baisse inquiétante de la natalité, y compris en France, où l'on pensait disposer d'une exception démographique, actuellement à 1,7 enfants par femme au lieu des 2,1), il intensifie les tensions migratoires, et il accentue les peurs collectives que certaines forces politiques exploitent à des fins populistes.

Or, il est très difficile d'anticiper rationnellement ces évolutions tant elles sont incertaines et complexes. Les tensions autour de l'arc méditerranéen, les conflits autour des ressources énergétiques et les fragilités des États riverains sont autant de dynamiques imbriquées. Même si elles ne relèvent pas directement du changement climatique, elles y sont liées, et contribuent ensemble à bouleverser tout le jeu géopolitique.

Existe-t-il un ou plusieurs points de bascule qui pourraient faire radicalement évoluer l'enjeu de nos efforts en matière de défense ?

Le **principal point de bascule** réside dans la **question énergétique**. Si la **dépendance énergétique européenne** n'est pas maîtrisée, elle pourrait en effet **générer des ruptures majeures**, tant sur le plan militaire que politique. Actuellement, l'Union européenne n'est pas en bonne posture: en dehors de quelques ressources françaises comme le lignite, la forêt ou un peu de nucléaire, elle reste structurellement vulnérable. Les armées commencent certes à s'intéresser à de nouvelles formes de mobilité et à r**éfléchir à des alternatives, mais cela demeure marginal**.

La bascule pourrait se produire rapidement si les flux énergétiques étaient détournés. Aujourd'hui, 80 % du pétrole du Moyen-Orient est à destination de la Chine. Le gaz, quant à lui, était historiquement très lié à la Russie. Alors que reste-t-il à l'Europe ? **Une grande incertitude.** Un conflit qui serait déclenché pour des raisons énergétiques n'est pas un scénario de science-fiction : dès 1986, dans « Tempête rouge », le romancier Tom Clancy imaginait une guerre causée par une pénurie pétrolière en Russie. **Une démocratie ne peut prospérer que si elle est énergétiquement souveraine.** La perte de contrôle sur cette ressource clé pourrait ouvrir la voie à des affrontements majeurs.

À ces questions de dépendance et d'accès aux ressources énergétiques s'ajoute **l'effacement progressif de la notion classique de « front »**: nous entrons dans **une ère de confrontation hybride**, où la guerre ne s'exprime plus seulement par les armes, mais par des atteintes profondes aux réseaux d'infrastructure, à la résilience sociale, aux systèmes de santé et d'énergie. La guerre d'Ukraine, de ce point de vue, illustre bien l'usage stratégique des frappes dans la profondeur avec les coupures d'électricité, les attaques sur les hôpitaux, et des effets systémiques lourds. Toute crise militaire peut devenir alors une crise sociale, démographique et institutionnelle.

Quels acteurs non traditionnels pourraient, selon vous, contribuer à un renouveau ou à la disparition de certains blocages autour de l'enjeu de la défense ?

Les acteurs financiers, les banques, les compagnies d'assurances, les fonds d'investissement, ont un **rôle crucial à jouer, alors que leur implication est encore aujourd'hui trop partielle**. Leur engagement se situe souvent sur le « haut de bilan », à travers des mécanismes de garantie ou de financement de projets, mais **il manque encore un ancrage fort sur le « bas de bilan »**, c'est-à-dire sur la commande publique directe.

En théorie, un bon projet trouve toujours son financeur. Mais dans les faits, **l'Europe perd de nombreux projets stratégiques au profit de la Chine ou des États-Unis, notamment dans les secteurs clés de l'innovation**. Elle **perd** également beaucoup de ses **talents**: chercheurs, ingénieurs, cadres de haut niveau quittent le continent pour être mieux rémunérés ailleurs, parfois quatre à cinq fois plus, dans des environnements plus dynamiques.

Nous avons un **problème d'allocation de l'épargne**. En France, l'épargne existe, mais elle est **souvent investie dans des fonds de pension américains qui, eux-mêmes, financent les industries stratégiques américaines** dont les produits sont ensuite achetés par les Européens. Certains responsables politiques, comme le député Jean-Louis Thiériot, ont proposé la création de produits d'épargne fléchés vers la défense: par exemple, un fonds dédié, qui serait inspiré du Livret A et géré par la Banque publique d'investissement, mais bloqué pendant cinq ans, avec un rendement modéré. Ce type de mécanisme permettrait de canaliser une partie de l'épargne vers des projets industriels structurants pour la défense, toutefois sans garantie et avec une rentabilité incertaine.

300 MILLIARDS

L'excédent net d'épargne privée annuel européen s'élève à 300 milliards d'euros. Cette épargne est investie hors d'Europe notamment aux États-Unis.

Bercy reste malheureusement très réticent à flécher l'épargne populaire vers la défense. Pourtant, on pourrait imaginer **de nouveaux produits bancaires spécialisés**, à l'image de ce qui s'était fait autrefois pour les investissements ESG (Environnemental/Social/Gouvernance). Certaines banques commencent

à le faire timidement. On voit aussi apparaître des projets où des acteurs privés financent des flottes de véhicules ou de navires militaires, loués ensuite aux États (LOA supra). Mais ce type de schéma ne pourra pas se généraliser facilement : cela pose d'importants problèmes de souveraineté tandis que d'autres questions pratiques se posent : si une « flotte privée » était attaquée, qui en serait responsable ? Qui la défendrait ? L'État peut-il externaliser une partie de ses moyens de souveraineté? *In fine*, quid de la notion de souveraineté?

Selon vous, quelles orientations politiques et institutionnelles sont souhaitables ou même nécessaires aux plans européen ou national pour affronter ces défis ?

Si l'on se plaçait dans la position d'un ministre de la Défense ou d'un Président de la République, le premier impératif stratégique serait **d'imposer la réalisation de revues stratégiques approfondies, assorties de vrais choix**. Ces choix devraient être clairs, hiérarchisés, assumés politiquement. Il s'agirait de sortir de l'ambiguïté « tactique » dans laquelle nous évoluons trop souvent, et de redonner un sens « stratégique » à l'effort de défense.

Il faut commencer par affirmer que la survie du modèle démocratique et social européen dépend d'un certain équilibre de paix et de prospérité sur le continent.

Or, cette paix ne peut être durable sans cohésion entre les nations européennes. Dès lors, que voulons-nous précisément ? Sans doute **éviter que la Russie s'établisse une sphère d'influence** répliquant ce que fut celle du pacte de Varsovie ; sans doute **prévenir tout risque d'agression directe ou indirecte contre nos partenaires de l'Est**. Il s'agit à la fois de dissuader l'attaque territoriale et de protéger nos voies d'approvisionnement, notamment énergétiques. Cela implique que le **format de nos armées soit conçu en fonction de cet objectif**, avec des forces structurées pour la dissuasion conventionnelle, la défense collective, et la sécurisation stratégique de notre hinterland énergétique.

Pour y parvenir, il faut **renforcer le pilier européen au sein de l'OTAN, clarifier le partage de tâches capacitaires entre pays alliés, et repenser les modalités de la commande publique en matière de capacités de défense**. Ce travail doit se faire en **considérant chaque spécificité nationale**. Par exemple, la Pologne, en raison de sa proximité physique avec la Russie, a vocation à investir massivement dans les chars, la défense antiaérienne et les stocks logistiques. La France, pour sa part, dispose d'un avantage comparatif en matière navale, pour les frappes dans la profondeur, dans les opérations spéciales et les capacités aériennes avancées. Elle pourrait aussi développer une spécialisation terrestre d'appui, en soutien aux forces polonaises et baltes. Mais tout cela doit être articulé dans **une logique de coordination interétatique**, à l'échelle du continent.

1/10

À titre de comparaison, les investissements de R&D européens dans le secteur de la défense équivalent à 1/10 de l'effort réalisé par les Etats-Unis en la matière, et 2/3 de l'effort chinois.

La question est donc bien celle du lien entre les moyens engagés et les intérêts nationaux, replacés dans le cadre d'une défense collective européenne.

Or l'**Union européenne n'est pas aujourd'hui le bon cadre opérationnel**, car trop administrative et trop lente, mais elle **peut jouer un rôle croissant en facilitant les convergences et les financements**. Cela ne fonctionnera que si les États décident de se structurer eux-mêmes, dans un cadre flexible mais concerté. La **complémentarité avec les États-Unis sera ici déterminante**, à condition que ceux-ci ne cherchent pas à imposer unilatéralement leur logique industrielle ou stratégique, et à contrarier les efforts des Européens qui cherchent à s'organiser. Il n'est pas nécessaire que tous les États-membres soient impliqués dans une telle dynamique : **une coordination à 12 ou 14 pays suffirait pour bâtir une base robuste**.

On observe déjà des mouvements de ce type, notamment chez les pays **nordiques**, qui réactivent des **formes de coopération de défense très poussées**. Ils s'organisent pour mettre en place des capacités communes de planification, de commandement, d'administration, mais aussi pour articuler leurs commandes d'équipements dans une logique de complémentarité. La France devrait s'inscrire dans cette dynamique. Une fois les fondamentaux posés, si la commande publique devient lisible, crédible et orientée vers des objectifs réalistes, la BITD suivra. Un tel mouvement supposerait toutefois de **lourds renoncements pour d'autres politiques publiques**, et d'accepter de porter effectivement l'effort de défense à 3,5 % du PIB.

Il faut donc dépenser plus, mais surtout **dépenser mieux, dans le cadre d'objectifs géostratégiques limités** mais clairement définis. Or, aujourd'hui, les autorités politiques peinent à formuler ces objectifs. On ne dit pas, par exemple, ce que l'on ferait si une crise surgissait en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte. **Ce flou est contre-productif.** Il faudrait affirmer que, quoi qu'il arrive, nous conserverons une capacité de protection du continent, et que nous structurons nos forces pour servir cet objectif. Une telle cohérence nous donnerait une chance, même relative, de retrouver un rôle de leadership en Europe sur les questions de défense. Car aujourd'hui, lorsqu'on échange avec les Polonais ou les Baltes, ceux-ci **doutent de notre engagement**.

Le nord et l'est du continent, l'Atlantique nord, la protection des routes navales, voilà des zones et des fonctions où les **briques capacitaires françaises peuvent s'avérer déterminantes**. Mais cela ne sera possible que si la France affirme clairement ce qu'elle veut : garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques, défendre la démocratie européenne, et **se penser comme une puissance européenne solidaire, non comme une puissance isolée ou surplombante**.

Car il faut aussi reconnaître que la France n'a pas, seule, les moyens de penser au-delà de cette échelle. Le paramètre clé est aujourd'hui le positionnement des États-Unis, qui peuvent évoluer fortement selon leurs dynamiques internes. La Russie, elle, reste plus constante, plus prévisible dans sa logique de puissance. C'est à cette dernière « stabilité », inquiétante, que nous devons opposer une vision crédible, construite, et collective.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Jean-Charles Larsonneur*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE DÉSENGAGEMENT AMÉRICAIN DÉVOILE LA FICTION STRATÉGIQUE EUROPÉENNE

L'OTAN bascule dans une ère d'incertitude structurelle, minée par l'ambiguïté américaine et l'incapacité des Européens à assumer seuls leur défense collective. L'article 5 devient une promesse sous condition, tandis que l'Europe persiste à confondre posture et puissance. Ce vide stratégique fragilise l'édifice de sécurité continental.

L'« ÉCONOMIE DE GUERRE » EUROPÉENNE N'EST QU'UN SLOGAN DE DISSUASION SANS DOCTRINE

Le discours volontariste sur l'économie de guerre masque une absence totale de planification budgétaire, industrielle et sociétale. Là où la Russie consacre plus de 7% de son PIB à la défense et restructure son appareil productif, l'Europe préfère l'incantation à l'action. La France, en particulier, déploie une vitrine capacitaire sans profondeur stratégique.

SANS COMMANDE PUBLIQUE, PAS DE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

Les instruments européens d'investissement ne peuvent compenser l'inertie nationale. La BITD européenne ne tiendra que par des coopérations ciblées, adossées à des commandes crédibles, dans un cadre bilatéral ou restreint. L'éparpillement des projets tue la cohérence ; la multiplication des partenaires dilue les effets capacitaires. L'Europe de la défense ne naîtra ni d'une norme, ni d'un traité.

LA DÉFENSE N'ÉCHAPPERA PAS À LA LOGIQUE DE LA POLYCRISE

Les dimensions énergétiques, climatiques et démographiques reconfigurent les menaces. La stratégie ne peut plus se penser indépendamment de la souveraineté énergétique ou de l'évolution de la démographie. Le climat devient un multiplicateur de crises ; l'effondrement des capacités de projection, un symptôme du déclassement.

SANS MOBILISATION SOCIÉTALE, TOUTE STRATÉGIE DE DÉFENSE EST VAINE

À rebours de la Suède ou des États baltes, la France reste aveugle à la nécessité d'une défense globale impliquant les citoyens. L'absence de lien entre la nation et ses armées affaiblit la résilience stratégique. Il n'y aura pas de défense européenne sans adhésion populaire à une culture du risque, du sacrifice, et de l'anticipation.

ENTRETIEN #1.9

« LE RISQUE D'UNE HYBRIDATION ENTRE CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET CONTESTATION POLITIQUE NÉCESSITE DE TRAITER LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE COMME UN ENJEU CENTRAL DE SÉCURITÉ NATIONALE »

soutient William Molinié

Journaliste spécialisé dans les questions de sécurité intérieure depuis plus de quinze ans, rédacteur en chef adjoint pour Europe 1 et contributeur au JDD et JDNews, William Molinié alerte sur la fragmentation croissante de la société en deux sphères économiques distinctes : d'un côté, les revenus légitimes issus de l'emploi, de l'entreprise et des prestations publiques ; de l'autre, une contre-société fondée sur la débrouille et les activités illicites. Le développement de cette contre-société dans les strates populaires constitue une vulnérabilité structurelle pour l'État social et la démocratie. William MOLINIÉ alerte également sur le risque systémique d'une hybridation entre criminalité organisée – composante majeure de l'économie parallèle, dont le seul trafic de drogue pèse déjà près de 3 milliards d'euros par an – et contestation politique. Face à cette menace, il plaide pour que la lutte contre la criminalité organisée soit élevée au rang d'enjeu majeur de sécurité nationale et de cohésion sociale et non plus seulement comme une problématique uniquement de police judiciaire.

Comment caractériser l'évolution récente de la criminalité organisée en France ?

L'évolution observée depuis ces 15 dernières années se caractérise moins par une transformation intrinsèque du phénomène que par un **déplacement du regard porté sur lui**. Ce sont avant tout l**es perceptions sociales et médiatiques qui connaissent une mutation**, influençant directement la manière dont la question est posée dans l'espace public.

Cette dynamique doit être vue à la fois à travers **la perception collective**, façonnée par les sensibilités de l'opinion publique et les représentations sociales ainsi que par la médiatisation qui sélectionne et hiérarchise certains aspects du phénomène, contribuant à leur politisation.

#1

La criminalité et la violence sont les premières préoccupations des Français entre février et juin 2025 selon un sondage IPSOS réalisé chaque mois auprès de 1 000 français devant l'inflation et les enjeux du système de santé.

Dès lors, la **réponse politique** se trouve contrainte par ces prismes. Elle ne repose pas uniquement sur l'analyse objective du problème, mais également sur **les attentes exprimées par la population et les médias**. Les responsables publics, dans ce contexte, cherchent à traduire ces attentes en solutions visibles, en intégrant ainsi le cadrage imposé par les médias.

En somme, l'évolution en cours ne se réduit pas à un ajustement technique ou structurel : elle révèle **une transformation de l'écosystème cognitif et politique dans lequel s'élaborent les réponses, où perception, médiatisation et décision publique interagissent en boucle**.

Un changement particulièrement marquant porte sur la manière de traiter ce sujet. Dans les années 1990 et 2000, l'attention médiatique et policière se focalisait sur des figures identifiées : clans corses, bandes lyonnaises, parrains marseillais. Ces personnages incarnaient la criminalité organisée. Aujourd'hui, l'approche est davantage structurelle et centrée sur des **phénomènes globaux** (trafics, vols, délinquance de masse). Cependant, **un retour progressif à l'individualisation se dessine** : les services de police ciblent de nouveau des acteurs précis, considérant que l'efficacité passe par l'entrave d'individus identifiés plutôt que par la seule lutte contre des phénomènes diffus. Ce mouvement est fortement conditionné par la perception publique, relayée par les médias, qui alimente ensuite l'agenda politique.

63 %

63 % des Français disent suivre avec intérêt les faits divers.

La criminalité organisée participe-t-elle à la fracture sociale que connaît aujourd'hui la société française ?

Il est nécessaire de bien comprendre ce qui recouvre la **« criminalité organisée »** avant d'y répondre. Il y a quinze ans, le trafic de stupéfiants se caractérisait par des filières bien identifiées, souvent structurées autour de cartels ou de réseaux internationaux contrôlés par « le haut du panier ». Aujourd'hui, **le paysage est beaucoup plus fragmenté** : du petit dealer de quartier au « nouvel Al Capone » pilotant ses activités depuis Dubaï, l'étiquette de « criminalité organisée » recouvre un spectre beaucoup plus large.

Le terme agit comme un mot-valise qui uniformise une réalité pourtant morcelée. Cette complexité est d'autant plus marquée que les **organisations se déclinent désormais sous des formes multiples**, parfois plus symboliques que hiérarchisées. Ainsi, la « DZ Mafia » illustre ce phénomène : davantage marque ou label qu'organisation structurée, elle est revendiquée par des dealers de quartier comme un outil de légitimation et d'intimidation, bien plus qu'elle ne reflète une appartenance au sein d'un organigramme.

On constate une évolution des pratiques dans ce domaine. Les observations issues des enquêtes de terrain montrent que **le trafic de stupéfiants**, s'il demeure le principal carburant économique, **n'est plus exclusif.** Les organisations agrègent désormais **d'autres activités illicites** telles que le recrutement de tueurs à gages ; les fraudes aux aides publiques (ex. : le Compte professionnel de formation (CPF) détourné pour blanchir de l'argent) ou le détournement de fonds et escroqueries diverses. Cette diversification renforce **la plasticité des réseaux criminels et leur capacité d'adaptation**. Or, le débat public et politique tend encore à réduire la criminalité organisée au seul trafic de stupéfiants, qui représente en effet près de 3 milliards d'euros de chiffres d'affaires par an, mais vient masquer les différents autres carburants de ce phénomène.

10 % — **En 2024, 10 % des dossiers reçus par le dispositif MaPrimeRenov était des dossiers frauduleux selon l'Agence national de l'habitat.**

Ainsi, ce phénomène génère un impact social massif et méconnu au sein de notre société. Selon les travaux de la commission d'enquête du Sénat et de la Direction générale de la police nationale (DGPN), **environ 240 000 personnes vivraient directement ou indirectement de l'argent de la drogue en France, dont 21 000 à temps plein**. Si les services répressifs disposent d'une bonne cartographie de ces noyaux durs (réseaux, flux, routes, suivi de l'Office anti-stupéfiant-OFAST), **la zone grise des 220 000 autres individus reste largement ignorée** : familles, habitants des quartiers, acteurs économiques impliqués volontairement ou indirectement sans forcément le savoir dans des mécanismes de blanchiment. En effet, nombre de chefs d'entreprise en garde à vue affirment ne pas avoir conscience que leurs transactions proviennent du trafic. Cette déresponsabilisation entretient un « trou noir » sociologique encore peu étudié.

La relation entre criminalité organisée et fracture sociale demeure ambivalente. Après la mort de Nahel et les émeutes de juin 2023, certains policiers ont affirmé que les dealers avaient mis fin aux violences, jugées contre-productives pour leurs affaires. Mais un rapport conjoint de l'Inspection générale de l'administration (IGA) et de l'Inspection générale de la justice (IGJ), remis à l'été 2023, propose une lecture différente, évoquant entre autres facteurs le manque de munitions au bout d'une semaine pour les émeutiers.

Voyez-vous, à travers ce constat, une menace particulière pour nos sociétés modernes ?

Cette divergence vue précédemment illustre l'incertitude qui pèse sur le rôle réel de la criminalité organisée dans la régulation sociale. Toutefois, le risque identifié par certains experts, tels que Thibault de Montbrial (Centre de réflexion sur la sécurité intérieure - CRSI), mérite l'attention : **si les ressources (armes, flux financiers, réseaux) aujourd'hui mobilisées au service du narcotrafic étaient un jour orientées vers un projet politique ou sécessionniste, la nature des violences basculerait**. Il ne s'agirait plus d'émeutes de quelques jours, mais d'un véritable affrontement durable. Si tel est le cas, notre société serait confrontée à un phénomène d'une autre ampleur.

Cette perspective explique la montée en puissance du sujet dans le débat médiatique et législatif. Au-delà de l'enrichissement des structures criminelles, c'est **bien le risque systémique d'une hybridation entre criminalité organisée et contestation politique qui inquiète**. Ce risque, encore latent, justifie que **la criminalité organisée soit désormais traitée comme un enjeu central de sécurité nationale et non plus seulement comme une problématique de police judiciaire**.

Pouvez-vous nous préciser ce qui sous-tend les notions de « perception » et « d'individualisation » de la « criminalité » mentionnées plus haut ?

La notion de perception renvoie à l'image donnée des faits et des acteurs aussi bien à la population, qu'aux médias et aux acteurs des autorités judiciaires ou de la criminalité. Cette perception peut être influencée et peut renvoyer également au souhait de faire des exemples, des « trophées », destinés à marquer les esprits. L'idée est de montrer la sévérité de la réponse pénale en ciblant des figures médiatiques ou publiques. Répéter ce type de cas renforcerait l'impact symbolique de la lutte contre la criminalité et l'usage de stupéfiants, montrant que, quel que soit le niveau social des personnes, la sanction sera la même.

L'individualisation traduit une approche policière centrée sur des personnes ainsi que des maillons précis plutôt que sur des phénomènes diffus comme expliqué précédemment. Elle **permet d'obtenir des résultats visibles et rapides**. Les gendarmes appliquent déjà ce principe en identifiant et en frappant les personnes en charge de la logistique locale afin d'en empêcher l'action ou les conséquences lorsque les têtes de réseau sont à l'étranger (Maroc, Dubaï).

Cette logique s'inscrit dans un rapport de force permanent, proche du jeu du chat et de la souris. Elle répond aussi à la nécessité d'adapter l'action répressive **à une criminalité de plus en plus ubérisée**: accélérée par la crise du Covid-19, elle est marquée par une diversification des activités (stupéfiants, escroqueries au CPF, homejacking, crypto-activités), souvent portées par de petites structures familiales capables de changer de « métier » d'un jour à l'autre.

Comment expliquer cette nouvelle forme d'ubérisation ?

L'ubérisation de la criminalité s'explique également par la saturation du marché dans l'ère post-covid-19: comme décrit, s**euls 10 % des acteurs vivent à plein temps du trafic** (environ 21 000 personnes), laissant la majorité (environ 220 000) dans une économie de survie. Faute de place « en haut », les petites mains se diversifient et montent des microstructures autonomes, fonctionnant comme des « petites entreprises ».

Le modèle pyramidal classique (grossistes, semi-grossistes, détaillants) laisse place à une **organisation éclatée.** Ainsi, chaque responsable de point de deal gère une équipe réduite, guetteurs, vendeurs, coupeurs, collecteurs, qu'il loge et nourrit. Ces derniers, à leur tour, recrutent plus bas encore (souvent des sans-papiers ou clandestins), créant des strates successives de sous-traitance.

Ce système, proche du *call center* informel, fragmente les responsabilités et rend l'ensemble plus opaque. Dans la rue, **les forces de l'ordre n'atteignent le plus souvent que les niveaux inférieurs** (guetteurs, vendeurs), rarement les chefs ou les approvisionneurs. Les différents échelons se connaissent peu ou pas, renforçant la déconnexion verticale et la résilience du système.

Pouvez-vous nous expliquer en quoi les questions de criminalité organisée et de sécurité intérieure ne sont pas déconnectées de certains aspects géopolitiques ?

Le phénomène de la criminalité organisée s'inscrit de plus en plus dans un environnement géopolitique. Certains trafics, comme celui des migrants, sont utilisés comme **outils de déstabilisation par des puissances étrangères, à l'image de la crise frontalière entre la Pologne et la Biélorussie.**

30 000 **En 2024, près de 30 000 personnes ont tenté de franchir la frontière entre la Biélorussie et la Pologne.**

Or, **la coopération judiciaire et policière dépend fortement du climat diplomatique**. L'exemple du Maroc est révélateur: l'amélioration des relations bilatérales a permis, depuis deux ans et demi, de cibler efficacement les figures majeures de « hautes valeurs ajoutées » du narcotrafic. Parmi les vingt plus grands trafiquants français ciblés par l'OFAST (souvent franco-marocains ou franco-algériens), au moins trois ont été neutralisés grâce à cette coopération.

Le cas de Mohamed AMRA illustre cette articulation entre renseignement, coopération et action répressive. Bien qu'il ne fasse pas partie du « haut du panier » et se situait plutôt dans le « ventre mou » au moment de l'attaque dans l'Eure, son arrestation a permis de remonter toute une équipe active en France, en Europe et jusqu'en Thaïlande. Cette réussite contraste avec la difficulté à endiguer la masse croissante des trafics, décrite comme un « tsunami » d'activités fragmentées.

Au plan global, **la production de cocaïne a explosé, entraînant une saturation du marché et une baisse des prix**. Pour autant, cela ne semble **pas résulter d'une stratégie concertée de grandes puissances**. En France, si le cannabis est largement consommé et s'est intégré dans une forme de culture dans une partie de la population (notamment importé par les pays du Maghreb où la consommation est souvent inscrite dans les pratiques), les drogues dures suivent une autre trajectoire par crainte des usagers : à titre d'exemple, la cocaïne n'a pas entraîné de hausse notable des surdoses malgré une forme de banalisation de son accès.

x 3

En 10 ans, la production de cocaïne a été multiplié par plus de 3 passant de 902 tonnes en 2013 à 3 708 tonnes en 2023.

Fort de ces constats, quels avenirs possibles peuvent être envisagés ?

Un futur sombre est devant nous. Il se décompose en quatre différents aspects.

Premièrement, **là où les institutions et services publics se retirent, l'économie parallèle et criminelle s'installe**. Ce processus, amorcé par des services de proximité rudimentaires (courses ou dépannages assurés par des dealers), prend désormais des formes plus visibles comme **la distribution de fournitures scolaires**. Il s'agit d'une stratégie **d'achat de paix sociale**. Toutefois, ce phénomène a pu être surdimensionné par les médias montrant un phénomène plus important que ce qu'il en est réellement.

Deuxièmement, un phénomène à craindre est la **banalisation de la consommation des drogues et ainsi le développement d'une forme de corruption de basse intensité**. La banalisation du cannabis est désormais acquise, et la cocaïne suit une trajectoire similaire, notamment auprès de certaines élites intellectuelles et sociales. Cette évolution s'accompagne d'une décriminalisation implicite : la création des amendes forfaitaires délictuelles (AFD) contribue à transformer la détention de petites quantités (1g de cocaïne, par exemple) en simple contravention, réduisant la charge symbolique de l'infraction.

Troisièmement, une des tendances les plus préoccupantes est celle d'une **corruption systémique**. L'extension du blanchiment et la tolérance croissante à la circulation d'argent illicite font peser un risque majeur : que **la corruption devienne une pratique de basse intensité socialement acceptée, au point de ne plus être perçue comme un délit**. Cette normalisation menacerait directement l'État de droit.

Enfin, un phénomène particulièrement inquiétant porte sur les **tentatives d'infiltration institutionnelle**. Certains trafiquants incitent désormais leurs recrues à passer des concours publics sensibles, comme celui de l'administration pénitentiaire, afin **d'infiltrer les institutions**. Le manque de contrôle d'habilitation ou de suivi sur certains agents, parfois déjà fragilisés ou proches des trafics, accentue ce risque.

Quel est le tournant majeur, l'élément structurant qui pourrait faire basculer la perception et la gestion de cette crise ?

L'éventuel basculement positif tient à une double condition: **un changement structurel au niveau des responsabilités et des moyens, ainsi qu'une prise de parole publique forte et cohérente**.

Cela doit donc passer en premier lieu par **un message politique clair et sans ambiguïté**. Un signal politique explicite, émanant du ministre de l'Intérieur ou du chef de l'État, est nécessaire pour réorienter l'action et l'attente publique: **affirmation et démonstration de la volonté de frapper, d'investir dans le renseignement humain et d'assumer des moyens d'infiltration et de renseignement**. Ce discours doit être ferme, opérationnel et débarrassé de postures stigmatisantes, afin de créer un rapport de force dissuasif.

La restauration et l'élargissement du recrutement de sources au sein des groupes criminels devront être repensés. La culture du recrutement de sources au sein des services (Police Judiciaire, renseignements) s'est étiolée, y compris à la suite d'affaires qui ont stigmatisé l'ensemble des « grands flics » dont certains pouvaient être vus comme jouant sur la « ligne rouge ». **Remettre la pratique au cœur de l'outil répressif**, avec des équipes restreintes et hautement spécialisées, serait un levier décisif pour ronger les réseaux de l'intérieur, obtenir du renseignement d'accès et frapper les têtes ou les logisticiens. A titre d'exemple et quand bien même cela ne touche pas la criminalité organisée, après l'assassinat de Charlie Kirk, l'administration américaine a promis une récompense de près de 100 000 dollars pour toutes les informations permettant de retrouver l'assassin qui a finalement été livré par un proche. Il faut assumer et parvenir à **exploiter ou à créer de l'animosité au sein des réseaux criminels**.

Un autre tournant possible serait **une réorganisation institutionnelle et une montée en puissance opérationnelle de la lutte dès lors que la criminalité organisée serait élevée au rang de menace existentielle pour la France**, comme cela a été dit par le ministère de l'intérieur. Cela impliquerait de **donner au sujet une place ministérielle et organisationnelle forte**. Des attributions claires en matière de responsabilités et des dotations en effectifs et en compétences techniques (finance, cyber, coopération internationale) seraient réalisées.

La recentralisation des moyens et une chaîne de commandement claire faciliteraient la convergence entre renseignement, police judiciaire et action judiciaire. Là où certains pensaient que la DGSI allait reprendre le sujet ou que la création d'une direction générale de la police judiciaire allait voir le jour, c'est finalement un simple état-major qui a été mis en place. Cela va dans le bon sens

mais reste en deçà des besoins. Tandis qu'un parquet national de la criminalité organisée a été créé, la prochaine étape devra passer par une réelle **direction générale sous l'autorité du ministre** si l'on considère la menace comme réellement existentielle. Ainsi, l**a combinaison d'un discours politique fort, d'un réinvestissement dans le renseignement humain et d'une réorganisation administrative** (parquet national, direction dédiée) **créerait un effet cumulé**: renforcement de la perception publique de l'efficacité, meilleure intelligence des réseaux et frappe ciblée sur les maillons essentiels (approvisionneurs, blanchisseurs, logisticiens). C'est ce triptyque qui constituerait, en pratique, le véritable tournant.

Peut-on donc parler, en résumé, d'un phénomène alimentant une forme de fracture sociale, et qui fragiliserait nos démocraties ?

Schématiquement, on pourrait considérer que **la société tend à se fragmenter en deux espaces économiques**: d'un côté, les revenus légitimes (emploi, entreprise, prestations publiques), de l'autre, une contre-société fondée sur la débrouille et les revenus illicites. Cette séparation nourrit une économie parallèle déjà bien implantée et difficile à détecter. A cet égard, plusieurs points-clés sont à prendre en compte:

- **Seuil informel (≈10 000 €)**: selon des retours de terrain, des individus peuvent vivre confortablement grâce à quelques cachets d'argent liquide (≤10 k€) tirés d'activités illicites, passant par la création d'entreprises relais, des prestations factices, des fraudes, sans attirer l'attention des contrôles bancaires ou fiscaux.
- **Pluralité des revenus**: de nombreuses «petites mains» (vendeurs, intermédiaires, prestataires) combinent activité légale et revenus illicites, venant ainsi diffuser l'argent noir dans les couches populaires, augmentant la part d'acteurs qui participent indirectement à ces trafics.
- **Limites de l'action publique**: la détection et la répression ciblent le «haut du panier», mais la masse des acteurs plus modestes échappe aux radars faute d'outils de détection adaptés et d'un rapport coût/efficacité acceptable pour les services.
- **Effet de normalisation**: l'existence d'une économie parallèle stable renforce la résilience sociale des réseaux criminels et banalise certaines pratiques (emplois fictifs, placements opaques), affaiblissant la confiance dans l'État.
- **Risque démocratique**: lorsqu'une part significative de la population dépend d'un revenu illicite, la légitimité des institutions et la cohésion civique sont mises à l'épreuve, la fracture sociale se transforme en fracture civique.

La contre-société économique n'est plus un phénomène marginal et le développement de son ancrage dans les strates populaires constitue une **vulnérabilité structurelle pour l'État social et la démocratie**, nécessitant des réponses à la fois fiscales, sociales et opérationnelles dans un contexte de crise économique et de paupérisation d'une partie de la société.

11,6 %

Le poids de l'économie souterraine est évalué à 11,6 % du PIB en France entre 2005 et 2017 selon la Banque de France.

La France se situe plutôt dans la moyenne basse des pays de l'OCDE, au-dessus de l'Allemagne ou des pays Anglo-saxons mais bien en dessous de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne (entre 25 et 30 %).

Avant de conclure, quels éléments souvent négligés devraient être pris en compte, quels seraient-ils ?

La dimension diplomatique est trop souvent négligée. Or, la maîtrise des flux de stupéfiants dépend étroitement de la coopération avec les pays de transit et de production comme nous l'avons vu précédemment. **Le Quai d'Orsay doit pleinement intégrer la criminalité organisée parmi ses enjeux stratégiques**, avec une approche coordonnée à celle du ministre de l'Intérieur.

Le discours public tend à uniformiser la figure du trafiquant sous l'étiquette générique de narcotrafiquants, occultant **la diversité des profils, des activités, et des modes opératoires**. Reposer le débat en tenant compte de cette pluralité permettrait d'ajuster politiques publiques et outils de lutte.

Par ailleurs, si la menace terroriste a longtemps capté l'attention des citoyens et des pouvoirs publics, **la criminalité organisée est plus meurtrière sur la durée** : les règlements de comptes liés aux trafics ont fait davantage de victimes en France que le terrorisme, même en incluant les attentats majeurs comme ceux du Bataclan et de Nice. Mais cette menace, moins spectaculaire et plus fluctuante, suscite une sidération moindre et reste sous-traitée politiquement.

249

Entre 2023 et 2024, les violences liées au narcotrafic ont fait 249 morts et 754 blessés en France selon le ministère de l'Intérieur.

Enfin, la perception politique est également brouillée par les luttes **de concurrence entre les différents services de renseignements qui, chacun, cherchent à porter le maximum d'éléments par esprit de compétition**. Cela peut contribuer à une compréhension fragmentée de la menace par l'échelon politique et compliquer la mise en place d'une réponse cohérente.

Si vous aviez carte blanche, qu'est-ce qu'il faudrait faire en résumé pour trouver des réponses à cette crise interne ?

La criminalité organisée doit être appréhendée comme une menace existentielle pour nos sociétés. Elle appelle une réponse constante et durable, et non de simples mesures ponctuelles. **La Police judiciaire**, qui prend en charge près de 80 % des affaires liées à la criminalité organisée, doit être **consolidée** et non fragilisée. Or, elle traverse une crise du recrutement nourrie par la lourdeur des procédures pénales et administratives, qui décourage les vocations et affaiblit la capacité d'action sur le terrain.

Plus largement, la criminalité organisée ne peut être analysée comme un phénomène isolé : **elle constitue un véritable système socio-économique** concernant plus de 200 000 personnes dont plus de 20 000 trafiquants à plein temps. **Répondre à cette réalité suppose de combiner action sécuritaire, outils judiciaires et politiques sociales**, afin de dépasser une approche strictement répressive et d'agir sur les fractures qui nourrissent cette économie parallèle.

Trouver des réponses à la crise implique donc de **consolider la Police judiciaire**, de restaurer l'attractivité des carrières, d'articuler la lutte contre la criminalité organisée avec une vision plus large des fractures sociales, et de dépasser les biais médiatiques et politiques qui fragmentent le débat public. **La lutte contre la criminalité organisée ne pourra réussir que si elle est pensée simultanément comme un enjeu de sécurité nationale et de cohésion sociale par un État de droit respecté.**

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec William Molinié*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LES MENACES EXTÉRIEURES NE DOIVENT PAS OCCULTER LE RISQUE INTÉRIEUR QUE REPRÉSENTE L'IMPLANTATION D'ACTIVITÉ ILLICITE ET CRIMINELLE

L'ubérisation des trafics — multiplication de micro-structures autonomes, diversification des activités criminelles — transforme la criminalité organisée en un écosystème souple, diffus et difficile à démanteler dont les enjeux ne doivent pas être minimisés.

LA SOCIÉTÉ SE SCINDE PROGRESSIVEMENT EN DEUX ESPACES ÉCONOMIQUES

À côté de l'économie légale s'est développée une contre-société, certes minoritaire, fondée sur des revenus illicites, diffusés principalement dans les couches populaires par des mécanismes de débrouille et de fraude. Lorsque cette économie parallèle deviendra une source de subsistance pour une part significative de la population, la légitimité des institutions pourra vaciller et la fracture sociale se muera en fracture civique durable.

UN RISQUE SYSTÉMIQUE D'HYBRIDATION ENTRE CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET CONTESTATION POLITIQUE ÉMERGE

Si les ressources économiques, logistiques et en armement des réseaux criminels étaient réorientées vers des objectifs politiques, la nature des violences basculerait vers une conflictualité durable. Cette menace latente, combinée à la fragmentation sociale, crée une vulnérabilité systémique capable de déstabiliser les institutions démocratiques.

LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE EST AUSSI UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

Certains trafics sont instrumentalisés comme outils de déstabilisation par des puissances étrangères, tandis que l'efficacité des politiques répressives dépend de coopérations judiciaires dépendantes des relations diplomatiques entre États.

LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE DOIT ÊTRE TRAITÉE COMME UN ENJEU CENTRAL DE SÉCURITÉ NATIONALE

Tant qu'elle restera cantonnée au champ de la police judiciaire, la réponse demeurera fragmentaire et réactive. Rehausser la criminalité organisée au rang de menace stratégique implique un engagement politique clair, une réorganisation institutionnelle ambitieuse et une action coordonnée mobilisant renseignement humain, justice, diplomatie et politiques sociales.

Comprendre la polycrise, comprendre la crise écologique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Comprendre la polycrise pour gouverner avec les limites planétaires et retrouver un futur commun désirable 178

VUE D'ENSEMBLE

Face à la crise écologique, seulement deux options s'offrent aux Européens : reprendre les négociations complexes que nécessite la transition ou être terrassés par le choc climatique 180

DONNÉES CLÉS

Comprendre la crise écologique 190

ENTRETIENS

Entretien #2.1 avec **Antoine Pellion** 192
Entretien #2.2 avec **Virginie Dumoulin** 199
Entretien #2.3 avec **Emma Haziza** 212
Entretien #2.4 avec **Barbara Pompili** 220
Entretien #2.5 avec **Sylvain Sourisseau** 232
Entretien #2.6 avec **Chantal Jouanno** 241
Entretien #2.7 avec **Diane Simiu** 249
Entretien #2.8 avec **Eva Morel** 256

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

COMPRENDRE LA POLYCRISE POUR GOUVERNER AVEC LES LIMITES PLANÉTAIRES ET RETROUVER UN FUTUR COMMUN DÉSIRABLE

Succession des années les plus chaudes jamais enregistrées, hausse exponentielle du coût des catastrophes naturelles, présence de multiples pollutions dans l'eau ou encore dans les nuages, les **signaux de la crise écologique** se **multiplient** partout sur la planète.

Pourtant, dix ans après l'Accord de Paris, les promesses d'une transition ordonnée s'effritent. Le **déni progresse**, et les retours en arrière législatifs se multiplient, alimentés par les forces politiques, médiatiques et économiques qui défendent le *statu quo*.

La crise écologique est au cœur de la polycrise. Elle révèle **l'épuisement d'un modèle de croissance** infinie **ignorant les limites planétaires** et boostée par une mondialisation qui a accru les interdépendances sans créer de gouvernance des biens publics mondiaux.

De même, les crises géopolitique et politique amplifient la crise écologique. La **montée des populismes** s'appuie sur une critique de la science, déforme les faits, attise les peurs, alimente des intérêts particuliers et *in fine* produit du conflit social. Les **institutions**, conçues pour la stabilité, **peinent à piloter le changement** et son appropriation. La **défiance** qui en résulte affaiblit la capacité collective à délibérer.

Pour faire converger transition écologique et justice environnementale, la mutation nécessaire dépasse le solutionnisme technique : elle exige une **refondation politique** autour d'un nouveau **contrat social écologique** pour résoudre les multiples contradictions de notre époque et faciliter une appropriation citoyenne de la transformation.

L'Europe et la France doivent au préalable reconnaître une évidence : on ne déroge pas à la réalité climatique, elle s'impose, qu'on la nie ou qu'on la diffère. Gouverner, désormais, c'est **arbitrer dans les limites planétaires**.

Ce contrat doit s'articuler autour de trois piliers: la connaissance scientifique, la justice sociale et la responsabilité intergénérationnelle. Il s'agit de passer d'un modèle de croissance à un

modèle régénératif construit sur des **compromis nouveaux** entre générations, territoires, et secteurs économiques. Doublement endettée – financièrement et écologiquement – la jeunesse doit redevenir le moteur du projet collectif.

Ce contrat nécessite une **gouvernance** à deux niveaux articulant **planification macroscopique** et **transformation mésoscopique**. Il doit faire l'objet d'une planification à haut niveau et d'une mise en œuvre au plus proche du terrain en tenant compte des contextes locaux.

Au niveau international, un multilatéralisme renouvelé est indispensable pour bâtir une nouvelle concorde internationale, fondée sur des équilibres sociaux et économiques durables. L'Europe doit inscrire la **souveraineté écologique** au cœur de sa diplomatie et de ses échanges. Cette **Europe** de la responsabilité doit concilier exemplarité et protection. Elle doit redevenir un **acteur normatif** capable d'inspirer, plutôt que de subir.

Mais aucune transformation systémique n'adviendra sans **récits**. La transformation écologique souffre d'un déficit d'imaginaire, enfermée dans un langage technocratique qui crispe et divise plutôt que d'émouvoir ou de mobiliser. Il faut **réenchanter la transition**, la raconter comme un **projet de civilisation**, non comme une somme de contraintes.

Les forces créatives existent : territoires pionniers, entreprises engagées, initiatives citoyennes, artistes. Elles dessinent déjà le visage d'une Europe agissante, du local au global. Elles montrent que la **résilience** peut être **désirable** si elle s'incarne localement.

L'Europe possède les **atouts** de sa renaissance : une culture de la raison, une densité institutionnelle, un tissu social encore robuste et une communauté scientifique d'excellence.

Refonder l'Europe ne consiste pas à revenir en arrière ni à accélérer sur la même trajectoire mais à **changer de paradigme** : passer d'une puissance extractive à une puissance régénérative, d'une économie d'accumulation à une économie de résilience. La crise écologique offre une opportunité historique de **réinventer notre modernité**. Faire de la transition **un levier de puissance**, non une contrainte, est le seul moyen d'éviter l'éclatement social et de rendre encore plus **désirable** l'idée d'Europe.

VUE D'ENSEMBLE

FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE, SEULEMENT DEUX OPTIONS S'OFFRENT AUX EUROPÉENS : REPRENDRE LES NÉGOCIATIONS COMPLEXES QUE NÉCESSITE LA TRANSITION OU ÊTRE TERRASSÉS PAR LE CHOC CLIMATIQUE

Les signaux de crise écologique se multiplient partout dans le monde, avec leur cortège d'incendies, de records de chaleur continuellement battus, de pollutions jusque dans les habitats les plus reculés de la planète et de disparitions d'espèces vivantes. Au moment où nous nous apprêtons à fêter le 10e anniversaire de l'Accord de Paris qui avait fait naître un espoir quant à notre capacité à juguler l'accélération du réchauffement climatique, l'heure est au désenchantement, au renoncement, voire même parfois au **déni pur et simple**.

En effet, nous observons partout les traces de cet **aveuglement délétère** sur les causes des multiples dérèglements du climat et de la destruction de la biodiversité. De nombreuses forces de résistance se mobilisent, tant du côté des bénéficiaires du système économique actuel que de celui des courants populistes qui surfent sur la vague des mécontentements divers que suscite la polycrise. A mesure que la nécessité d'une **transformation profonde de nos modèles socio-économiques** et de nos modes de vie apparaît évidente et nécessaire, la conflictualité s'accroît, faute d'avoir encore pu faire émerger des compromis sociaux.

Les **discours climato-sceptiques** que l'on pensait enfouis sous l'avalanche de preuves rassemblées depuis plus de 30 ans par la communauté scientifique mondiale parviennent à se faire entendre à nouveau jusque dans les **médias** *mainstream*. La réélection de Donald

Trump aux États-Unis a donné un nouveau souffle politique et médiatique aux défenseurs d'une société thermo-industrielle faisant totalement l'impasse sur la transition énergétique. Désormais, une large partie des dirigeants conservateurs occidentaux se sentent investis de la mission d'inverser la dynamique amorcée il y a 10 ans à la COP 21, au détriment immédiat des principales avancées obtenues depuis lors, et, *in fine*, de la population, à commencer par les plus vulnérables.

Ainsi, **l'Europe** qui avait entamé une construction législative sans précédent historique ni comparable géographique pour accompagner la transition écologique au plan économique et assurer sa propre résilience, **revient désormais sur ces acquis fragiles**. Les directives européennes dites « omnibus » entament en effet un processus de recul important sur quatre textes essentiels : la directive sur le reporting extra-financier des entreprises, dite CSRD ; le règlement sur la taxonomie verte ; la directive sur devoir de vigilance européen, dite CS3D ; et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Au prétexte court de la **simplification**, et sans tenir compte de **l'insécurité juridique que représente de telles hésitations pour l'économie**, il s'agit en réalité d'instaurer la **dérogation comme principe conducteur de l'ensemble de la réglementation**. Le problème est simple : on ne **déroge pas avec la réalité climatique**, pas plus qu'avec la réalité géopolitique. Elle est là, malgré tous nos petits arrangements.

La France n'est pas épargnée par cette vague climato-sceptique aussi profonde que dangereuse, même si ses thuriféraires n'adoptent pas les mêmes formes argumentatives qu'outre-atlantique, « pays des Lumières » oblige. Ces postures hostiles aux intérêts de la planète et de ses peuples avancent sous le masque d'une **prétendue défense de la compétitivité, sans jamais tenir compte du coût économique des chocs climatiques** ou de la maladaptation. *In fine*, c'est bien le business as usual qui est défendu et non la compétitivité, dans un **court-termisme qui ne protège ni les populations, ni les écosystèmes**. Cette posture met en péril l'avenir des territoires, le bien-être de chaque génération, le présent des plus âgés comme le futur des plus jeunes, et la capacité des entreprises à faire face à la perte massive de productivité qui s'annonce.

Plus inquiétant encore est la **perméabilité des médias** et d'une partie de la classe politique aux arguments climato-sceptiques. Au pays de Pasteur et de Poincaré, de Marie Curie et de Georges Charpak, de l'Encyclopédie de D'Alembert et Diderot, la **difficulté** que nous éprouvons désormais à **débattre** autour de politiques publiques à partir de constats scientifiques partagés devient inquiétante. L'exemple récent du débat public autour de la loi « visant à lever les contraintes liées à l'exercice du métier d'agriculteur » dite loi Duplomb, constitue un cas d'école. Autant il est nécessaire de débattre sur les modes et moyens de protection d'une agriculture française en grande détresse, autant le faire en recourant à la **dénégation d'un consensus scientifique** sur la dangerosité des néoniconinoïdes pose un problème de fond sur la **reconnaissance de la parole scientifique**.

Le débat médiatique sur les effets de l'acétamipride constitue un signal inquiétant de la capacité de notre pays à la délibération informée : entre mauvaise foi de part et d'autres, désinformation évidente et *fake news*, la parole scientifique semble avoir perdu toute valeur de référence normative. Au mieux caricaturée, au pire sacrifiée, la parole scientifique apparaît désormais contestée et niée alors qu'elle constitue un pilier majeur de la démocratie libérale.

Les **enjeux de transformation écologique** constituent un ***nexus*** dans lequel se débat **une logique de croissance continue** qui cherche, coûte que coûte, à **s'affranchir** de la réalité physique des **limites planétaires**, et donc de la **science qui lui en rappelle l'existence**. Nos économies sont ainsi piégées dans un combat contre-productif contre les penseurs et artisans

d'une transformation radicale et rapide de la société d'hyper-consommation et de l'économie ultra-financiarisée. Plus que jamais, **la contradiction entre nos systèmes politiques et socio-économiques actuels et les capacités de la Terre** (comme de ses habitants) à en supporter les coûts / les coups crée le terreau de conflits de toute nature.

Pour sortir de nos contradictions infécondes, réaligner les valeurs et la nature

Face à l'accélération des dérèglements du climat, à la montée des conflits d'usage, à la fatigue citoyenne et à l'épuisement des référentiels classiques de régulation, l'enjeu n'est plus seulement d'inventer des solutions. Comme le souligne Pierre Rosanvallon, il convient de **penser les « institutions invisibles »** qui accompagneront la transformation nécessaire de nos sociétés résilientes. Pour passer d'un modèle de croissance à un **modèle régénératif** (modèle économique qui repose sur la capacité d'une activité à régénérer les milieux dans lesquels il puise ses ressources), il faudra s'appuyer sur de **nombreux échanges locaux, des débats citoyens et une confiance retrouvée dans nos institutions**.

Il s'agit désormais de réorienter le cours de l'Histoire : tous les flux physiques et financiers **devraient diriger l'investissement au service du temps long au lieu de sacrifier l'épargne pour des rendements courts**. Il faut dès lors mettre en cohérence les enjeux et les actions, et lutter contre ces dissonances cognitives qui fragilisent le corps politique et meurtrissent le corps social.

En effet, la concorde sur laquelle s'est construit le modèle de développement thermo-industriel depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a conduit à une **interdépendance extrême des économies du globe sans instaurer pour autant définitivement une gouvernance mondiale des biens publics mondiaux**. C'est une société de la vitesse, permise par l'exploitation intensive des énergies fossiles, qui accélère vers le mur des limites planétaires. Ce faisant, c'est **l'ensemble des infrastructures matérielles** et des valeurs qui se sont progressivement **sédimentées** pour accompagner le développement sans précédent, bien que foncièrement inégal, des économies du globe. La structuration des rapports de pouvoir entre pays riches/pays en voie de développement, et au sein des pays eux-mêmes, entre détenteurs du capital et travailleurs, s'est ainsi progressivement dessinée, en fonction des cultures politiques. Remettre en cause cet équilibre qui s'est cristallisé depuis 80 ans **implique de bouleverser l'ensemble des échelles de valeur et des rapports de pouvoir construits au profit d'un équilibre international sous domination américaine et pourvoyeur de paix en Europe**. Ce diagnostic porté par Pierre Charbonnier explique les multiples contradictions auxquelles donnent lieu les remises en cause du modèle actuel. *In fine*, ce sont bien **les structures de pouvoir, qu'elles soient politiques, économiques, sociales et symboliques qui sont interrogées** à l'aune de la menace environnementale existentielle. C'est aussi à cette aune qu'il faut mesurer l'effort colossal à accomplir de manière collective. Il ne s'agit de rien de moins que **d'inventer une nouvelle concorde internationale**, fondée sur de nouveaux équilibres socio-économiques, alors même que les détenteurs de pouvoirs (entendus comme privilèges, zones de protection ou encore levier de puissance symbolique) ont - par nature - plus un instinct de conservation que d'adaptation face à la nécessité d'une nouvelle hiérarchie des normes.

Pour repenser les infrastructures matérielles et immatérielles de la modernité

La nécessité de repenser les infrastructures matérielles et immatérielles de la modernité passe donc par la résolution rapide de **contradictions multiples** dans la phase de transformation que nous vivons au pas de course puisque la crise climatique va en s'accélérant.

Pour n'en citer que quelques unes du quotidien : maintenir voire développer la création de richesse par les entreprises et décroître massivement les émissions de gaz à effet de serre, déployer les mobilités douces sans augmenter l'emprise au sol des infrastructures terrestres, éviter l'étalement urbain et tout en valorisant la propriété individuelle, promouvoir les voyages lointains sans pour autant prendre l'avion, limiter l'alimentation carnée ultra-émissive tout en valorisant les éleveurs, consommer toujours moins d'énergie tout en numérisant massivement toutes les dimensions de la vie quotidienne etc. La liste est sans fin. **L'anthropocène est pris dans le filet de ces injonctions contradictoires** si bien que les **dissonances cognitives** qui marquent la crise écologique n'ont d'équivalent que la sidération stratégique qui structure la crise géopolitique.

De son côté, l'industrie française peine à faire émerger une stratégie claire face aux pressions contradictoires du coût de l'énergie, de la compétition internationale, des incertitudes technologiques, de la course aux rendements immédiats, et des attentes sociales. **Renoncer le plus largement possible aux hydrocarbures s'impose comme une triple nécessité** pour répondre à nos objectifs climatiques, reconstituer notre souveraineté énergétique et dépasser le choc de compétitivité que nous subissons depuis l'agression russe de l'Ukraine. Mais nécessité ne fait pas loi à l'heure du *backlash* : au contraire, **on défait la loi**. **Les investissements sont ralentis et réduits, écrasés par l'absence de vision stratégique**, d'ambition écologique et de clairvoyance économique. L'absence de signaux prix efficaces pour réduire les risques économiques de l'engagement des entreprises dans la transformation doit encore être plus fortement soutenu par la commande publique, la fiscalité, et une profonde transformation des usages. **L'indépendance énergétique devient un impératif géopolitique, mais la mutation des infrastructures (chaleur, mobilité, réseaux) reste trop lente.** En effet, le gaz, redevenu peu cher, rend non-compétitifs les réseaux de chaleur qui pâtissent, par ailleurs, d'un manque d'information et de formation dans la société. Faute d'un cap clair et d'un pilotage partagé, les oscillations économiques et politiques se traduisent par une stratégie de transformation qui s'enferre dans le piège de l'inaction. Résultat, la puissance publique, les forces économiques et les individus se renvoient systématiquement la responsabilité jusqu'à ce que l'ensemble du corps politique perde le sens de l'action climatique.

Pour sortir de ces contradictions, une des options privilégiées par les pays démocratiques, dont la France, consiste à **planifier la transformation écologique:** c'est la mission qui a été confiée au Secrétariat général à la planification écologique (SPGE). Celui-ci s'est livré à un exercice remarquable autour de 5 piliers (climat, biodiversité, santé, ressources et adaptation). Les travaux de la planification écologique se structurent ensuite autour de 6 thématiques déclinées en 22 chantiers d'action, qui ont fait l'objet d'un état des lieux approfondi permettant notamment de rehausser les objectifs, prioriser les actions à mettre en œuvre et mobiliser les acteurs concernés : mieux se déplacer, mieux se loger, mieux préserver et valoriser nos écosystèmes, mieux produire, mieux se nourrir, et mieux consommer. Ainsi le SGPE permet-il **de faire converger l'ensemble des politiques publiques et de leurs acteurs autour de quelques leviers transversaux, à l'impact critique pour mieux atteindre les objectifs** – par exemple, inciter au covoiturage et développer les mobilités douces, favoriser les transports

publics régionaux, atteindre l'objectif de zéro artificialisation net, développer les aires protégées, lutter contre les espèces envahissantes. La performance de cette administration d'état-major placée auprès du Premier ministre pâtit néanmoins **d'un réel manque d'ancrage institutionnel**. Son influence en dépend. Ainsi, **certains textes essentiels n'ont pas vu le jour** comme le projet de Loi de programmation énergie-climat, attendue depuis juillet 2023. Il devait définir les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de sobriété et d'efficacité énergétique de la France et donner lieu à la publication de deux documents phares : la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) et la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3) pour la période 2024-2033. C'était, en outre, une obligation légale inscrite dans le code de l'énergie, issue de la loi énergie-climat de 2019, qui imposait un débat au Parlement et une révision de la stratégie tous les cinq ans. Il en résulte une incohérence entre les normes françaises et les normes européennes qui fragilise l'ensemble de l'édifice juridique de la transition écologique, comme a pu le noter le Haut Conseil pour le Climat.

Enfin, **la planification reste largement théorique tant que l'appropriation territoriale, les indicateurs et les responsabilités ne sont pas stabilisés**. Prisonniers d'une approche descendante et d'une institutionnalisation inachevée au sein des structures pérennes de l'administration, **son influence multi-scalaire, en Europe comme en Régions, est restée limitée**. Résoudre ces contradictions nécessitera plus qu'un décret de création, une capacité démontrée à construire des consensus politiques à chaque niveau géographique et économique de conflictualité : localement pour adapter les territoires aux nouveaux enjeux, nationalement pour arbitrer la nouvelle répartition des pouvoirs en prenant en compte le temps long, internationalement pour préserver la souveraineté dans un contexte de tensions extrêmes.

Lutter contre le poids culturel du « décisionnisme » à la française

La culture politique française reste fortement marquée par une approche décisionniste du politique : celle-ci, héritière de la pensée de Max Weber et de Carl Schmitt dans son versant le plus sombre, accorde **la légitimité de la décision à celui qui incarne le pouvoir**. Encadré par un corpus constitutionnel, il confère à l'autorité en place une légitimité d'action incarnée dans une autorité, voire un homme. La montée des périls (avérés ou socialement construits à dessein) justifie ainsi des pouvoirs d'exception ou d'urgence et une centralisation du pouvoir qui peut constituer, selon les époques, une véritable pathologie française.

Si **planification écologique** s'inscrit parfaitement dans cette dynamique de **maîtrise centralisée du pilotage de la transformation écologique des sociétés, les moyens à mettre en œuvre** doivent être eux, **décentralisés, contextuels et largement dépendants d'habitus et de cultures locales**. À la puissance heuristique de la science pour comprendre et modéliser les phénomènes à une **échelle macroscopique**, doit répondre une **prospective locale** qui, s'appuyant sur le sens de la carte et du territoire, facilite **l'appropriation du sujet** par tous les acteurs et trace de nouveaux équilibres et compromis normatifs ancrés dans la réalité socio-économique.

Cet exercice de « descente normative » ne correspond qu'en partie à l'exercice de décentralisation dans lequel nos institutions tentent péniblement de trouver un chemin. L'articulation nécessaire entre **planification macroscopique et transformation**

mésoscopique - à l'échelle du pays et du paysage - devrait s'appuyer sur une logique similaire à celle des phénomènes naturels afin d'éviter les incohérences. D'une part **définir les grandes tendances globales sur l'espace européen et national** avec une gestion planifiée des ressources et des objectifs clairs faisant l'objet d'un consensus pour une juste répartition des efforts, la préservation des ressources essentielles et la protection des plus vulnérables ; d'autre part **une bonne compréhension et anticipation de phénomènes spécifiques et de besoins situés localement et socialement**. Il s'agit donc moins de transfert de compétences que **d'articulation fine et cohérente de tous les niveaux de la transition**. Cela suppose certes un sens de l'initiative et une réelle agilité mais surtout de la **confiance**. Or cette précieuse ressource indispensable au bon fonctionnement des démocraties **s'est érodée** à mesure que **la crise géopolitique** apporte son lot d'attaques informationnelles au détriment de la vision et de la résilience nationale, que **la crise économique** menace la pérennité de notre modèle social, et que **la crise politique et morale** instaure, entre classes d'âge et classes sociales, la défiance comme sentiment politique numéro 1.

Ainsi, du barrage de Sivens à l'Autoroute A69, voyons-nous émerger la *Gestalt* de l'anthropocène : **d'interminables conflits autour de projets d'infrastructures où s'entremêlent dialogue de sourd entre science et société**, tensions entre différents niveaux de responsabilité politique, conflictualité devant les juridictions administratives, et manifestations d'un désir d'alternative écologique plus ou moins bien encadrée par la puissance publique. Le tout dans **une atmosphère d'invectives** où la radicalité de certains sert d'alibi au retour à l'autoritarisme des autres, laissant, dans ce champ de ruines qu'est devenu le débat public, place à toutes les formes de sinistres démagogies.

À l'inverse, on voit certains territoires se doter d'instrument de diagnostics locaux (le « parlement de la Loire » par exemple, ou le comité régional sur le changement climatique en Nouvelle-Aquitaine) qui, s'appuyant sur un état de l'art académiquement documenté, vient proposer des trajectoires de résilience territoriale pour s'adapter à l'évolution du trait de côte, aux enjeux de biodiversité, ou encore à la gestion de la ressource en eau.

Ainsi, plus que la simplification de notre « mille feuilles » administratif, c'est **un nouvel équilibre, plus systémique, articulé avec les réalités physiques locales et les préférences normatives régionales** que nous devrions dessiner pour faire face aux enjeux vitaux qui sont les nôtres à l'horizon de la fin du siècle.

Ressources, infrastructures et justice : vers un nouveau contrat écologique

Se dessinent ainsi les contours d'une **nouvelle forme de contrat social écologique qui propose un chemin désirable autour de grands** (dans le sens d'importants et d'enthousiasmants) **compromis nationaux**.

Ils devront articuler la connaissance scientifique et l'action politique autour d'une **juste répartition des efforts de protection des vulnérabilités exacerbées par les multiples dérèglements climatiques et les menaces sur la biodiversité**. La cartographie des **inégalités environnementales ne se réduit pas aux inégalités sociales** mais s'articulent avec des formes locales spécifiques de pollutions, de configurations géographiques, naturelles et physiques. Une vaste tâche d'analyse de vulnérabilité en métropole et en outre-mer reste à généraliser afin d'adapter les efforts aux justes besoins.

Le contrat social écologique devra également proposer **un nouvel équilibre entre générations**, afin que celles qui vont devoir payer le plus lourd tribu à l'adaptation aux nouvelles conditions de vie, **n'aient pas l'impression de porter l'entièreté du poids des choix ou comportements de leurs aînés**. Ce point, qui sera davantage traité dans la quatrième section de ce rapport tant il est constitutif de la crise politique et morale que nous vivons, doit être intégré dans toute réflexion politique actuelle. La **société** dans laquelle nous sommes désormais ancrés doit absolument **se rééquilibrer au profit de la jeune population active qui devra financer, par son travail, l'effort de défense face à la crise géopolitique**, l'investissement pour la transition écologique, et la solidarité malgré la crise démographique. Un défi d'autant plus lourd que cette génération-là est héritière d'une dette financière colossale et d'une dette écologique abyssale. La **solitude de cette génération** face à **l'ampleur des enjeux auxquels elle doit faire face est accentuée par le déséquilibre démographique** qui rend sa parole moins audible, et ses revendications moins légitimes politiquement. Dans ce contexte, la **polycrise** fait planer sur toute la jeunesse un **parfum de désespoir**.

Le contrat social écologique devra également s'attacher à prioriser les domaines économiques à développer et ceux qu'il convient de réorienter dans un futur à déterminer. La stratégie emploi et compétences définie par le SGPE exprime très clairement que **plus d'un quart des emplois** (environ 8 millions) **sont directement concernés par la planification** écologique. Or on ne peut qu'être frappé par **l'aveuglement** global des **filières industrielles face à cette transition**. Vertige de l'ampleur de la tâche conduisant à une forme de déni, incapacité à mobiliser les ressources cognitives et financières ou cupidité de certains actionnaires décidés à profiter jusqu'au bout d'une rente non soutenable, il reste que **très peu de secteurs industriels se sont aujourd'hui sérieusement saisis de la question de sa mutation profonde**. Il est grand temps que les élites politico-économiques prennent enfin leurs responsabilités pour penser et déployer des **trajectoires-filières compatibles avec la réalité climatique et des politiques de soutien à ceux qui verront leur emploi bouleversé par ces grandes mutations**. Cette réflexion est devenue d'autant plus critique qu'une éventuelle entrée en économie de guerre entraînerait par ailleurs le transfert de talents au service d'objectifs géopolitiques avec un effet d'éviction immédiat sur les compétences nécessaires à la transition. Enfin, ce contrat social écologique devra contribuer à **refonder un système international totalement défiguré par la brutalisation du monde** (voir section 1) **que viennent perturber violemment les effets des catastrophes naturelles, la pénurie des ressources et la détérioration des milieux naturels**. Savoir articuler un cadre multilatéral afin de prendre en considération les contraintes et les vulnérabilités des pays tout en intégrant, de préférence au niveau européen, les éléments de souveraineté qui assurent la stabilité de nos sociétés en transformation, constitue évidemment un défi de grande ampleur. Cette **dimension internationale** du contrat social doit respecter certains principes, notamment **de ne pas exporter les externalités négatives de nos économies, de protéger nos sociétés face aux comportements agressifs de certains pays, de favoriser la transparence des modèles économiques des entreprises** afin d'éviter les comportements de prédation sociale et environnementale ou encore **d'accompagner les pays lésés par des clauses miroirs introduites dans les contrats commerciaux**. Autrement dit, le **multilatéralisme doit permettre une discussion sur les nouvelles priorités du commerce mondial et de l'architecture financière internationale** au profit d'investissements publics et privés pour la prospérité, les peuples et la planète.

De la nécessité de réinventer des récits porteurs

Pour écrire et donner vie à ce nouveau contrat social, encore faut-il être **collectivement capable** de produire un récit ambitieux et un narratif de progrès qui inclut, qui agrège et qui projette.

Une des limites à la **planification écologique** telle que nous la concevons en France tient à l'autre face de janus de son excellence technique : **son langage particulièrement abscons pour le plus grand nombre**. L'absence de vision politique et normative d'un futur désirable s'accompagne d'une vacuité narrative que ne sauraient combler les réglementations environnementales et planifications technocratiques.

Pour être en mesure de se projeter dans le futur, et ainsi d'agir en conséquence, **citoyens comme entreprises doivent pouvoir le nommer, l'imaginer et le désirer**.

S'il ne faut se raconter d'histoire, la puissance narrative est indispensable à mettre ces transitions à l'œuvre. Si bien que l'Europe doit ici jouer la carte de la puissance de **son héritage culturel** au cœur duquel elle peut **puiser dans une histoire très riche**, fondée sur des mythes extrêmement utiles pour **avancer sans verser dans le registre exclusivement dystopique** de la post-pop culture américaine articulée autour d'un seul horizon : la nouvelle frontière et le régime de la conquête. Nombre **d'artistes, architectes, écrivains** proposent ainsi des visions d'organisation sociales revisitées à l'aune de la sobriété, de villes biomimétiques adaptées aux nouvelles conditions climatiques, d'agriculture résiliente, autant d'innovations sociales pour mieux vivre dans les limites planétaires. **Ces visions inspirantes peuvent nous aider à nous propulser dans un temps long** à partir duquel construire une trajectoire permettant à la fois de briser la tragédie des horizons si bien décrite par Mark Carney, et de nourrir la motivation nécessaire au dépassement des habitudes et des conforts.

Produire une vision constitue sans doute une des plus nobles tâches du politique, mais il n'a pas à la produire seul, dans un vieux réflexe décisionniste. Elle peut s'articuler **du local au global grâce à des dispositifs participatifs dont l'expérience montre qu'ils sont le creuset des redéfinitions industrielles** : l'histoire récente regorge de territoires réinventés, de la vallée de la Chimie au Grand Est en passant par les Hauts-de-France et son grand projet citoyen Rev3.

Les grands exercices de prospective menés par l'ADEME et le Haut-Commissariat au Plan et à la Stratégie fournissent des éléments de méthodologie dont on pourrait tout à fait s'inspirer. Les relais locaux auraient ainsi le loisir de décliner à leur manière des aspirations des populations articulées à leur talent, leur histoire, leur géographie et leur environnement.

Cette dynamique constitue un des meilleurs **remparts** contre d'autres formes de **construction identitaires reposant sur l'exclusion, le repli sur soi et le rejet de l'autre**. Dans un contexte anxiogène qui favorise la circulation médiatique de contenus violents et discriminants, un des instruments de lutte contre la peur peut être la **mobilisation pour un futur collectif souhaitable**. Il s'agit dès lors moins d'imaginer moultes réformes institutionnelles que de **s'appuyer sur notre base citoyenne pour la projeter dans un monde soutenable.**

Résister au backlash et s'appuyer sur les bonnes pratiques qui se multiplient

Les résistances multiples à la transformation s'expriment aujourd'hui sous forme d'un **« backlash »** qui délégitime l'ensemble des efforts, mobilisations locales, et constructions juridiques qui se sont nettement dessinées depuis la COP 21 et son cortège d'engagements nationaux. Au **discours de « réalisme »** qui invite à ne pas faire plus d'effort que son voisin, qui qualifie d'écologie punitive toute velléité de régulation pour la réorientation des économies, et qui s'organise par dessus tout pour justifier la pérennisation d'un modèle non soutenable, il faut certainement répondre en deux temps.

D'une part **se soucier des effets d'exclusion et d'accroissement des vulnérabilités** potentiellement induites par les politiques publiques : nous avons pu constater combien l'alliance entre désinformation et mauvaise foi pouvait mettre à mal un pan entier de politique publique par ailleurs nécessaire avec les zones à faibles émissions.

D'autre part, **ne rien lâcher des dynamiques entreprises dans les organisations, les collectivités ou les communautés pour assurer la résilience, l'adaptation et la diminution de l'empreinte environnementale des activités humaines**. Reconnaître et valoriser les initiatives individuelles et collectives confère un fort sentiment de légitimité démocratique et cimente les collectifs. Nombreuses sont ainsi les entreprises qui passent outre l'ambiance délétère actuelle sur l'écologie pour **affiner un modèle économique compatible avec un monde décarboné**. Elles offrent à leurs jeunes salariés une opportunité pour agir en faveur de leur avenir tout en leur donnant un moyen de s'épanouir.

Il reste qu'un certain courage s'avère nécessaire à tous ceux qui subissent invectives, baisse de crédit, et délégitimation de leurs actions sur le terrain. Les associations professionnelles accompagnent les experts de la RSE dans ces moments difficiles.

Pour une gouvernance stratégique de la transformation écologique

Nous n'en sommes encore qu'au **seuil de la transformation nécessaire** pour la mutation de la société vers un modèle résilient compatible avec les limites planétaires. Déjà pourtant, dans un monde ici ou là en proie aux pires tentations autoritaires et prédatrices, **se manifestent tous les stratagèmes des bénéficiaires et rentiers du système géopolitique et économique actuel**. Plus la nécessité du changement s'affirme et se déploie, plus il faut se préparer à résister aux multiples **instrumentalisations des souffrances et difficultés légitimes que rencontrent les sociétés**. Au solutionnisme techniciste qui constitue la face acceptable du climato-septicisme actuel, il faudra apporter des réponses contextualisées, locales et surtout équitables.

La France et l'Europe disposent de très **nombreux atouts** pour conduire cette très difficile transformation : une population éduquée, une communauté scientifique et d'ingénieurs de grande qualité, des chefs d'entreprises responsables, une tradition démocratique bien ancrée, un tissu associatif dynamique et une expertise d'état de haut niveau.

Les **démons** qui nous hantent ont néanmoins prouvé par le passé qu'ils pouvaient nous conduire aux pires des conflits, au sein même de l'Europe. Attisés par la **peur, la désinformation, l'individualisme, et la préservation de privilèges personnels, ils permettent la pérennisation du système à bout de souffle derrière l'illusoire défense d'une communauté imaginée sans avenir**, entretenue par une terrible mécanique de rentes symboliques, démographiques et économiques.

Pourtant, **la transformation écologique est l'objectif du pays tout entier**: ses bénéfices réels sont attendus pour toutes les classes socio-professionnelles et toutes les classes d'âge. C'est pourquoi **elle doit sortir des espaces strictement technocratiques pour se nourrir d'aspirations partagées à la justice sociale et environnementale, au profit des générations futures**. Cette fabrique collective, délibérative, d'un futur commun pourra seule générer de l'espoir.

Pour y parvenir, plusieurs recommandations structurantes émergent:

1. **Reconstruire un récit mobilisateur,** en des termes clairs et accessibles, fondé sur les réussites locales, un paradigme partagé de la sobriété qui fait rimer nos modèles économiques avec le paradigme géopolitique de la souveraineté. Pour cela s'appuyer sur des **exercices de prospective territoriale et de dialogue** multi-acteurs.
2. **Adopter une grille d'analyse systématique** qui intègre adaptation, climat, biodiversité, santé, ressources et rentabilité dans chaque arbitrage public.
3. **Créer une fonction pérenne de coordination écologique, au sein de l'État**, avec un rôle politique clair et un pouvoir d'alignement intergouvernemental.
4. **Dessiner la compétence politique locale autour des systèmes physiques, sociologiques, économiques et environnementaux locaux.**
5. **Lutter fortement contre la désinformation, la manipulation et la diffusion de contre-vérités scientifiques**, ainsi que contre la polarisation intergénérationnelle de la question écologique.

Il ne s'agit plus seulement de «faire plus». Il s'agit **de faire autrement**. La crise écologique mobilise une pensée non-linéaire pour forger des solutions dans un moule différent de la matrice du XXe siècle. La bascule du double paradigme de la puissance prédatrice fondée sur une économie extractive vers une puissance partenariale propulsée par une économie régénérative impose surtout de **faire ensemble**.

DONNÉES CLÉS

COMPRENDRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

#1

Selon le Global Risk Report 2025 du World Economic Forum, les risques environnementaux sont la première priorité dans l'ensemble des régions avec le changement climatique et la pollution.

1,52°C

Entre février 2023 et janvier 2024, la température mondiale était de 1,52°C supérieure à la moyenne des températures sur la période 1850-1900.

6

La sixième extinction de masse est en cours, elle a un rythme 10 à 1000 fois plus rapide que le rythme naturel.

7

7 des 9 limites planétaires sont franchies, la dernière en date est l'acidification des océans.

99 %

99 % de la population mondiale vit dans des régions où la pollution de l'air est supérieure aux recommandations de l'OMS.

50 %

Part du PIB mondial dépendant d'un service écosystémique.

33 %

Malgré un sommet climat lors de l'Assemblée générale de l'ONU, seuls 33 % des États — couvrant ~50 % des émissions — ont déposé leur objectif à horizon 2035.

40

Seulement 40 pays ayant adopté l'Accord de Kunming-Montréal lors de la 15e COP sur la Diversité Biologique (UN CDB) ont présenté une stratégie nationale alignée sur cet Accord. Sur 193 membres de la UN CDB, 120 États se sont contentés de « cibles nationales ».

2,5-3 %

DU PIB

Niveau d'investissement nécessaire en France à l'horizon 2030 pour respecter la trajectoire de la neutralité carbone en 2050.

700

MILLIARDS

Déficit de financement annuel pour la lutte contre le changement climatique entre les engagements de financement des pays riches lors de la COP 29 (300 milliards d'euros) et les besoins des pays en développement (1000 milliards d'euros).

ENTRETIEN #2.1

« LES LIENS ENTRE LA CRISE ÉCOLOGIQUES ET LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES VONT DEVENIR TRÈS CONCRETS ET TRÈS VISIBLES »

souligne Antoine Pellion

Ancien Secrétaire général à la planification écologique auprès du Premier ministre, Antoine Pellion analyse la désynchronisation croissante entre les trajectoires d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique. Face à un monde désormais exposé à un réchauffement largement supérieur à +2°C, il alerte sur l'obsolescence des outils linéaires de l'action publique, l'insuffisante territorialisation des politiques climatiques, et l'illisibilité d'un récit trop uniforme pour être mobilisateur. Loin d'être un simple enjeu technique, l'adaptation devient un test stratégique pour l'Europe: tensions sur les ressources, conflits d'usages, instabilité sanitaire et désordre territorial composent une menace géopolitique diffuse mais systémique. La bifurcation est claire: institutionnaliser une gouvernance polycentrique, articuler macro et micro, et forger une métrique commune de la transition. L'Europe ne survivra pas au choc écologique sans un projet politique qui réconcilie soutenabilité et souveraineté.

ENTRETIEN AVEC ANTOINE PELLION

Vous avez dirigé la planification écologique à Matignon et défini une trajectoire de neutralité carbone pour la France. Le 3e Plan National d'Adaptation vient de paraître et indique une trajectoire de référence à +4°C : quelle est la cohérence entre notre trajectoire d'adaptation et notre trajectoire d'atténuation ?

La **planification** écologique repose sur cinq piliers. Premièrement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030; deuxièmement, la préservation de la biodiversité; troisièmement, l'adaptation au changement climatique; quatrièmement, une approche intégrée Santé / Environnement; et enfin, une stratégie préservation des ressources naturelles (l'eau, la biomasse, etc.).

- 55 %

La 3e stratégie nationale bas carbone (SNBC) prévoit une réduction des émissions territoriales brutes françaises de 55% en 2030 par rapport à 1990 et pour se placer sur le chemin de la neutralité carbone en 2050.

Pour cette planification, la première phase de travail a été nationale avec 2030 pour horizon. Ensuite, dès 2024, une deuxième phase a été engagée pour décliner tout cela aux échelons régionaux et départementaux. La maille de travail à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est en cours mais pas encore stabilisée. La **territorialisation de la planification** écologique n'est pas encore finalisée.

Sur le fond, jusqu'à 2024, on était **globalement sur la bonne trajectoire**. On observe un ralentissement en 2025. L'adaptation, c'est structurellement du temps long, donc la trajectoire 2030 est moins poussée de ce côté.

32 %

Seulement 32% de la finance climat est fléchée vers les enjeux d'adaptation face aux conséquences du dérèglement climatique.

Vu le travail déjà réalisé, quels sont aujourd'hui les principaux angles morts de la planification climatique ?

La planification, c'est un **travail systémique**: il doit couvrir les dimensions économiques, industrielles, sociales. Il doit également être vue comme un outil transversal. Une cinquantaine de leviers d'action ont été identifiés. Chacun contribue à plusieurs politiques publiques. Par exemple, la sobriété contribue à la fois à la décarbonation de notre pays, à sa résilience et à son autonomie en matière d'approvisionnement.

Le premier défi, c'est la quantification. Il faut répondre à plusieurs questions à la fois. Qu'est-ce que ça veut dire « en faire assez » chaque année ? Qui contribue, à quel niveau ? Quels indicateurs de résultats utiliser ?

Et il y a un deuxième angle mort : **la difficulté d'aligner les parties prenantes**. Avec des gradients qui dépendent de la « notoriété » de la planification écologique. Par exemple, au plan de l'Etat, la notoriété du SPGE dans l'administration est plutôt bonne ; la principale variable est le soutien du Gouvernement. Au plan des collectivités, on voit que les régions commencent à se mobiliser mais qu'il est plus difficile d'engager les EPCI, encore trop éloignés de l'action.

75 % DES RÉGIONS

Sur les 18 régions françaises, 14 ont construit des feuilles de route consolidées avec une vision globale de toutes les démarches engagées sur le territoire en matière de planification écologique suite à des COP régionales (à février 2025). 3 sont en cours de finalisation (Bretagne, Île-de-France et Mayotte).

Une première estimation indique qu'un tiers des **objectifs de la planification** sont sécurisés, un tiers sont engagés mais restent fragiles ; et un tiers restent à construire, formant aujourd'hui un véritable trou dans la raquette.

Pour délivrer l'effet systémique de la planification écologique, il faut **passer d'un plan descendant à une approche maïeutique**. Il faut proposer une typologie de leviers et permettre aux collectivités de composer leur propre chemin. Cela facilite l'appropriation et la responsabilisation. Toutefois, le langage de la planification reste difficile à maîtriser. Il faudra encore deux ans pour une vraie acculturation à l'échelle locale.

Dans les années à venir, comment pourrait évoluer l'engagement des territoires et des entreprises autour de la planification écologique ?

Les élections municipales à venir pourront jouer un rôle clé. Il y a une demande citoyenne forte sur les enjeux écologiques (mobilité, énergie, cadre de vie, etc.). Les maires veulent un bilan écologique à présenter. Cela peut devenir un **levier local d'accélération**, qui compense en partie le backlash observé au niveau national ou international. Pour cela, il y a des conditions.

Premièrement, il faut **caler la planification sur les cycles politiques**. Par exemple, la première année d'un mandat municipal est stratégique car elle oriente les budgets et les grands arbitrages. Il est donc essentiel d'équiper les élus avec des outils utilisables rapidement en amont de cette échéance.

Deuxièmement, la **contractualisation** avec les collectivités - via les CRTE ou Contrats de relance et de transition écologique - est utile pour organiser la contribution de chacun. Il faut toutefois l'améliorer car on fonctionne avec des blocs d'objectifs trop génériques.

On constate le même enjeu vis-à-vis des entreprises. Les contrats de filière n'ont pas suffi. La méthode ACT développée par de l'ADEME est utile pour cela mais elle ne permet pas de mesurer l'**alignement avec la trajectoire nationale**. Au fond, il faut construire une mécanique et une métrique d'alignement claire à l'échelle de l'entreprise, compatible avec les standards internationaux, mais adaptée au cadre français.

7,2 %

Parmi les 5500 entreprises engagées dans le monde avec cette méthodologie, 400 entreprises françaises ont rejoint l'initiative Science Based Targets (SBTi), cadre de référence pour aligner les trajectoires de décarbonation du secteur privé avec l'Accord de Paris. Ces entreprises s'engagent publiquement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour maintenir le réchauffement climatique bien en dessous des 2°C.

Quels enseignements tirez-vous de cette expérience de la planification écologique sur la gouvernance générale de la transition ?

J'en vois plusieurs. Le premier, c'est qu'il nous faut **une gouvernance polycentrique de la transition**, avec un langage partagé et des métriques communes sur les défis (tensions sur les ressources, atténuation de nos émissions, adaptation…) comme sur les solutions. Tout l'enjeu est d'articuler les niveaux macro et micro dans un système contributif où chaque acteur, chaque territoire, se sent appelé à participer activement.

Le deuxième, c'est que nous devons inventer - au plan local - un **espace légitime de délibération pour une telle gouvernance polycentrique**. Les rivalités entre collectivités elles-mêmes posent problème. Les intercommunalités questionnent l'action des départements qui mettent en cause l'action des régions etc. Sans un tel espace de coordination, tout espoir de mise en œuvre sera fragmenté d'office.

Troisièmement, je pense qu'il faudra institutionnaliser le rôle du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE) par delà ses fonctions de coordination technique actuelle : l'enjeu est de **pouvoir déployer dans la durée - sur 10 ans par exemple - une feuille de route interministérielle** pour avoir une action réellement transformatrice.

Enfin, il me semble qu'il faut désormais développer **une vision plus intégrative** des enjeux à l'échelle de chaque décision publique. Au fond, mêler les enjeux d'atténuation, d'adaptation, de protection de la biodiversité comme de la santé dans une grille d'analyse systémique dont on pourrait outiller tous les décideurs publics - à tous les niveaux - pour leurs arbitrages.

5 000 DÉCÈS

Selon Santé Publique France, les vagues de chaleur de l'été 2022 ont causé plus de 5 000 décès en France, soit une surmortalité de +11 % par rapport à la moyenne des années précédentes.

Revenons sur cette dimension systématique : comment s'articulent selon vous les enjeux écologiques et géopolitiques, deux pans entiers de la polycrise ?

Les liens entre la crise écologique et les enjeux géopolitiques vont devenir très concrets et très visibles au moins autour de deux enjeux. Prenez le cas de l'accès aux ressources (eau, biomasse, matières premières) : cela va devenir un point de tension quotidien pour les entreprises et les citoyens, et augmenter le niveau de conflictualité partout. Prenez également les enjeux du lien santé / environnement, qui est réellement **critique** : ces problèmes vont s'aggraver avec la baisse de la quantité d'eau utile (moins de pluie, plus d'évaporation), pollution accrue, impacts directs sur les populations.

9 %

Selon une étude parue dans la revue Science Advances, les zoonoses – maladies infectieuses transmises de l'animal à l'homme du fait de la dégradation des écosystèmes – présentent un risque « élevé » ou « très élevé » de se développer sur 9 % de la surface terrestre, exposant 130 millions d'habitants, principalement en Amérique du Sud, en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, en raison du dérèglement climatique.

Dans un monde où l'on constate ces effets d'emballement d'une crise à l'autre, avec une bascule sous la forme d'une polycrise, quel narratif déployer pour porter l'action et susciter l'engagement ?

Il faut **recalibrer le récit**. On ne peut pas demander un effort massif à tous les Français en même temps. Seulement 2 à 3 % des Français changent de comportement chaque année (voiture, logement…). Le *backlash* vient aussi du fait qu'on fait croire aux gens qu'on attend quelque chose d'énorme de tout le monde au même moment. Osons le dire : la dilution des responsabilités a nourri la défiance.

On casse une bonne partie de **la dynamique d'engagement** quand on dénigre les « petits gestes ». Il faut remobiliser les citoyens en activant quatre leviers : faire de la pédagogie sur les réussites concrètes; montrer que le chemin est faisable ; partager l'effort entre tous les acteurs ; et renforcer les attendus sur les ménages les plus aisés, au moins au démarrage.

La plus **jeune génération**, elle, est très clivée sur l'engagement à avoir. Pour la ré-engager, je pense qu'il faut montrer qu'un plan existe, réduire l'anxiété par la preuve des résultats et prôner le pragmatisme (les petits pas plutôt que les promesses inatteignables).

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Antoine Pellion*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE FAIT IMPLOSER LES MODÈLES LINÉAIRES DE L'ACTION PUBLIQUE

L'accélération et l'imbrication des crises rendent obsolètes les approches séquencées. La planification écologique doit intégrer une logique de polycrise, où les boucles de rétroaction rendent chaque rupture plus probable. Ce changement de nature du risque place l'écologie au cœur de la sécurité nationale et de la stabilité géopolitique.

L'EUROPE DOIT REFONDER SON AUTONOMIE STRATÉGIQUE SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

Eau, biomasse, métaux critiques: l'intensification des tensions sur les ressources place leur gestion au cœur des rivalités internationales. Ces tensions auront des conséquences concrètes sur les chaînes de valeur et les rapports Nord-Sud. La souveraineté écologique est au coeur de la souveraineté économique et géopolitique.

LA TRANSITION NE POURRA RÉUSSIR SANS UNE GOUVERNANCE POLYCENTRIQUE, TERRITORIALISÉE ET LÉGITIME

La réussite passe par l'articulation claire entre État, régions, intercommunalités et société civile, avec des métriques partagées et un langage commun. Sans espace de coordination local légitime, les rivalités institutionnelles condamneront la mise en œuvre. L'Europe doit tirer les leçons de cette fragmentation pour construire une gouvernance de la transition fondée sur la subsidiarité.

LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE APPELLE UNE STRATÉGIE D'ACCULTURATION ET DE REDISTRIBUTION DU POUVOIR D'AGIR

Le langage technocratique de la planification reste inaccessible à la majorité des collectivités. Pour sortir du pilotage descendant, il faut équiper les territoires d'outils lisibles et adaptables.

REFONDER LE RÉCIT ÉCOLOGIQUE PASSE PAR UN EFFORT DIFFÉRENCIÉ, ASSUMÉ ET PRAGMATIQUE

L'injonction uniforme a alimenté le backlash: elle nie les inégalités de capacité à agir. Réussir la mobilisation suppose de valoriser les résultats concrets, de cibler l'effort sur les plus hauts revenus, et de restaurer la confiance par la preuve. Dans un monde fracturé, c'est par le récit de justice que l'Europe peut recréer l'adhésion à son projet écologique.

ENTRETIEN #2.2

« L'EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ S'ACCÉLÈRE, CE QUI AMPLIFIE LA CRISE CLIMATIQUE, AGGRAVE SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES COMME SON IMPACT GÉOPOLITIQUE »

avertit Virginie Dumoulin

Virginie Dumoulin est membre de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et de l'Autorité environnementale. Elle a occupé différentes fonctions au Ministère de la transition écologique, dont la direction de cabinet de la Secrétaire d'État à la biodiversité, la direction des affaires internationales ou encore la direction adjointe de l'eau et de la biodiversité. L'effondrement de la biodiversité, que les scientifiques nomment « sixième extinction des espèces » se produit à un rythme accéléré particulièrement effrayant. Ses impacts sur l'ensemble des écosystèmes viennent se conjuguer à la crise climatique pour provoquer de profonds bouleversements économiques et sociaux, mettant à mal la stabilité de nombreuses régions du monde. Pourtant la prise de conscience du phénomène est loin d'être partagée tant est encore mal appréhendée par le grand public la nature des relations entre les écosystèmes vivants dont nous faisons partie.

Quels sont les principaux symptômes de l'effondrement de la biodiversité en France et dans le monde ? Qu'est ce qui vous frappe plus particulièrement, si vous deviez retenir 2 ou 3 phénomènes marquants ?

Pour moi le symptôme le plus grave est la **disparition des insectes.** Je pense que c'est un sujet majeur et cela fait un petit moment que ça dure.

On dit parfois en plaisantant qu'il y a certains grands pays dans lesquels on pollinise à la main. Pourtant c'est un sujet de fond très préoccupant auquel on a beaucoup de mal à s'attaquer. Dans ce cas, le principal responsable est l'**usage agricole des produits phytosanitaires que nous ne parvenons pas à faire reculer**. Pourtant cela a été pris en compte dans les politiques européennes, et on l'a même inscrit dans l'accord biodiversité de la COP 15.

-2,5 %

Alors qu'au moins 75 % des cultures alimentaires en Europe dépendent des insectes pollinisateurs, depuis 30 ans, la masse des insectes diminue sur Terre de 2,5 % chaque année.

Le deuxième, je dirais que c'est l'**épuisement des ressources marines**, car ce qui est en train de se passer à l'échelle mondiale est absolument dramatique. Aujourd'hui on dispose d'outils qui permettent la destruction totale des espèces, et ce n'est pas suffisamment pris en compte ni compris. Malgré les campagnes de presse et les budgets qui y sont consacrés, cela reste une préoccupation majeure. Il y a très **peu d'endroits où l'on a mis en place des politiques de type PCP** (Politique commune de la pêche) comme en Europe, ou au moins une politique d'évaluation des ressources et de limitation des prises. Même si la PCP n'est à ce stade plus capable de répondre totalement à la disparition de la biomasse marine, on constate quand même des progrès en Europe. Pour autant, le reste du monde ne suit pas.

33 %

33 % des populations de poissons commerciaux ont été exploitées à des niveaux non durables. À titre d'exemple, 80 % des stocks mondiaux de thon rouge ont chuté en quelques décennies, menaçant cette espèce d'extinction.

Le troisième phénomène, je dirais que c'est le **recul des zones humides**. C'est clairement lié à la **disparition de la ressource en eau**. Or les **zones humides sont les espaces les plus riches en biodiversité**. Ce sujet est moins directement appréhendé que les deux premiers. Pour la reconstitution de la biodiversité, protéger les zones humides s'avère totalement indispensable, or **elles disparaissent quatre fois plus vite** que tous les autres écosystèmes, y compris la forêt.

Ceci s'explique en grande partie par **l'activité humaine** comme l'agriculture, mais il y a **également des causes naturelles** liées au changement climatique comme l'assèchement. Par exemple, dans la zone où vient d'avoir lieu la Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur les zones humides, dite « COP Ramsar », au Zimbabwe et en Zambie, le fleuve Zambèze a un flux qui se réduit et cela impacte fortement la biodiversité locale.

Quels sont selon vous les signaux faibles ou les ruptures les plus préoccupantes aujourd'hui ?

Typiquement, **la question de l'eau, et notamment de l'eau douce**, n'est pas encore suffisamment intégrée et comprise, en tant que conséquence directe du changement climatique et de la fonte des glaciers.

La rapidité à laquelle cela se passe est **très supérieure aux scénarios les plus pessimistes du GIEC**, et aujourd'hui nous nous trouvons dans une phase de disparition très rapide des sources d'eau douce. Il ne va pas y avoir moins d'eau sur la planète, mais il y aura **plus d'eau salée et moins d'eau douce**. J'ai tout récemment essayé de faire intégrer dans les textes de la COP RAMSAR, ce qu'on appelle les **eaux vertes**. C'est-à-dire toute **l'eau stockée dans les plantes et la biomasse et qui s'évapore par les végétaux**. Il y ainsi notamment bien sûr celle issue des zones humides, mais également des forêts. Il s'agissait de montrer à quel point cette « eau verte » joue un rôle aussi important que les eaux bleues. Dans le cycle global de l'eau, aujourd'hui complètement déstabilisé, je pense que leur préservation constitue un enjeu majeur encore largement inconnu, et peu appréhendé. Ainsi, en **préservant la biodiversité végétale**, et donc la faune et la flore qui s'y développent, on aide à la **constitution de stocks d'eau verte**, ce qui contribue à la création d'eau bleue.

-20 %

La ressource en eau renouvelable intérieure par habitant a diminué d'environ 20 % entre 2000 et 2018. Cette évolution est plus marquée dans les pays où la ressource par habitant est la plus basse, tels que l'Afrique subsaharienne (-41 %), l'Asie centrale (-30 %), l'Asie de l'Ouest (-29 %) et l'Afrique du Nord (-26 %), avec des risques de pénurie d'eau.

L'autre sujet que nous avons sous-estimé en France est **les effets de la pollution**, notamment de l'eau. Les **PFAS et le cadmium représentent** un problème de grande ampleur en France. Plus globalement, d'autres types de pollutions comme la **pollution plastique** participent à la disparition de la biodiversité marine en amplifiant les effets de la surpêche.

#3

La pollution, qui n'est pas citée parmi les risques majeurs actuellement est citée comme le troisième plus grand risque à l'horizon 2035 dans le Global risk report du World economic forum 2025.

Nous avons, je pense, largement **sous-estimé les effets de long terme de la pollution**: nous avons cru, notamment en Europe avec la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), que nous avions pris toutes les mesures nécessaires et mis d'énormes moyens pour retrouver une eau de qualité. Et c'est vrai, nous avons vraiment mis en place toute une série d'outils et de moyens pour y parvenir. Certes, nous avons gagné en qualité, mais aujourd'hui on stagne à cause des pollutions diffuses, **agricoles ou chimiques** liées à l'industrialisation et qui s'avèrent extrêmement inquiétantes. Nous avons cru que notre cadre juridique et les moyens mis en œuvre nous permettraient d'éviter ces pollutions et de nettoyer les sites mais nous sommes en train de constater que nous n'y sommes pas parvenus, et qu'elles s'accroissent.

20 %

Entre 2015 et 2022, 20 % des fermetures de captages d'eau - ouvrage permettant de prélever de l'eau à partir d'une source naturelle, comme une nappe phréatique, un cours d'eau ou une source, pour la rendre potable - ont été causées par un excès de concentration de nitrates ou de pesticides dans l'eau.

Les impacts de toutes ces pollutions sur la biodiversité sont énormes. Jusqu'à présent, l'IPBES avait surtout mis l'accent sur le rôle joué par le **changement climatique et la disparition des écosystèmes**, ce que l'on appelle le changement de l'usage des terres et des mers, comme cause principale de la disparition de la biodiversité. Mais je pense qu'aujourd'hui le **sujet de la pollution est en train de prendre de l'ampleur**.

99 %

99 % de la population mondiale vit dans des régions où la pollution de l'air est supérieure aux recommandations de l'OMS. La pollution de l'air est responsable de la mort d'environ 6,7 millions de personnes par an au niveau mondial.

Quelles sont les filières économiques déjà affectées par la perte de biodiversité et lesquelles seront les plus vulnérables à court terme ?

Je pense que **la filière la plus touchée est l'agroalimentaire**. Ce ne sont pas les agriculteurs le problème. Les agriculteurs font ce qu'ils peuvent pour vendre leurs produits dans un système de contraintes qui leur est imposé. Si on ne leur passe pas des commandes qui les obligent à utiliser des pesticides et des engrais, ils ne les utilisent pas. Le sujet essentiel, c'est l'ensemble de la **filière agroalimentaire qui a enfanté un système absurde**, et nous place aujourd'hui dans une situation aberrante.

28 MILLIARDS

Le secteur agricole de l'Union européenne perd déjà 28 milliards d'euros chaque année en raison des conditions météorologiques et des événements climatiques extrêmes.

On mange des **aliments préparés par des industriels qui créent de multiples pollutions**, imposent des modes de production agricoles qui ne permettent pas aux agriculteurs de vivre décemment, et on persiste dans cette direction avec des élevages immenses qui détruisent la biodiversité et abîment la santé humaine.

Nous avons des fabricants de produits chimiques qui ont enfermé la production alimentaire dans un **carcan dont il est extrêmement difficile de sortir** : l'agriculteur achète des graines et des pesticides au même fournisseur ! Celui-ci lui vend des graines magiques de blé qui poussent sur des épis très courts, très concentrés en azote, pour répondre à la demande de la production agroalimentaire qui veut faire des brioches bien moelleuses. Nous nous sommes collectivement mis dans un système totalement délétère, qu'il va nécessairement falloir changer car nous sommes actuellement dans une fuite en avant effrayante.

Intéressons-nous rapidement à la **production de vêtements**. Aujourd'hui, **60 % des tissus produits sont en fibre plastique synthétique**. Ceci entraîne des pollutions de l'eau inimaginables dans les pays producteurs (principalement situés en Asie) qui sont loin d'être tous équipés de systèmes permettant la collecte de l'intégralité des micro plastiques liés à la production, notamment pendant la teinture.

Concernant la **production du coton**, on constate par exemple l'assèchement du fleuve Amou Daria et donc de la mer d'Aral parce que la **culture du coton qui pousse en Ouzbékistan a pompé l'intégralité de l'eau**. L'effet sera encore plus radical quand il n'y aura plus de glacier pour alimenter l'Amou Daria !

Nous sommes donc dans une **fuite en avant** où si l'on cultive du coton en masse pour satisfaire la fast fashion, on crée un désert dans la zone de la mer d'Aral, et si l'on fait des vêtements en plastique, on pollue également massivement les eaux !

D'une manière ou d'une autre, **toutes les filières sont concernées** par un usage excessif des ressources de la planète et de la biodiversité. D'autant que nous ne sommes pas **dans une logique de recyclage et de réutilisation**: on consomme, c'est tout. Il faudrait vraiment changer d'approche: s'habiller avec moins de vêtements et les réparer. La même logique devrait être mise en œuvre pour les appareils électroménagers.

x5

Aujourd'hui, pour produire les 100 milliards de vêtements fabriqués par an, 50 millions de tonnes de polyester sont nécessaires, 5 fois plus que dans les années 1980. Le secteur textile émet chaque année environ 12 % des émissions totales de CO2 ce qui en fait la deuxième industrie la plus polluante au monde.

Comment jugez-vous l'état de préparation actuel de l'État et des collectivités à intégrer la biodiversité dans leurs décisions (urbanisme, infrastructures, fiscalité) ?

En France, on a été plutôt précurseurs sur les questions environnementales, notamment dans les années 2010. La COP21 en est un exemple emblématique. Depuis, on a vu émerger des stratégies, mais est-ce que cela a vraiment percolé ? Est-ce qu'on avance ? Oui, mais pas suffisamment.

Il faut bien voir qu'à l'époque la biodiversité n'était pas encore considérée comme une politique publique à part entière. On en parlait essentiellement à travers les aires protégées ou les espèces menacées. Aujourd'hui, on a une **stratégie nationale biodiversité, déclinée à l'échelle des collectivités**. C'est devenu une véritable politique publique, notamment grâce à la loi de 2016 et à l'ouverture des financements des agences de l'eau. On ne peut pas dire qu'il ne se passe rien — au contraire, beaucoup de choses ont été faites.

40

Seulement 40 pays ayant adopté l'Accord de Kunming-Montréal lors de la 15e Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (UN CDB) ont présenté une stratégie nationale alignée sur cet Accord. Sur 193 membres de la UN CDB, 120 Etats se sont contentés de « cibles nationales ».

Quand Nicolas Hulot est devenu ministre, il a demandé une feuille de route internationale pour **faire de la biodiversité un enjeu aussi important que celui du climat**. On a organisé des rendez-vous importants comme celui de l'UICN à Marseille en septembre 2020, ou encore le Global Biodiversity Framework, que j'ai eu la chance de négocier pour l'Union européenne en 2022. C'est un peu l'équivalent de l'Accord de Paris pour la biodiversité. **On a donc beaucoup**

progressé. Même à l'échelle européenne, on dispose d'une vraie stratégie, et en France, les collectivités se sont appropriées les outils. Les Atlas de la Biodiversité Communale (ABC), par exemple, sont très demandés — au point qu'on manque de crédits pour répondre à toutes les sollicitations.

72 %

Selon la Banque centrale européenne, 72 % des 4,2 millions d'entreprises non-financières de la zone euro dépendent fortement des services écosystémiques et connaîtraient des problèmes économiques importants en cas de dégradation des écosystèmes.

Cependant, tout n'est pas parfait. Selon moi, il y a trois grandes limites actuellement :

1) **Le manque de données** - Aujourd'hui, on ne sait pas quantifier l'argent investi dans la biodiversité par les collectivités. Notre système de comptabilité publique n'est pas adapté. Une mairie peut dépenser pour la biodiversité sans être pour autant capable de le chiffrer. Et donc, on ne peut ni piloter ni évaluer.

2) **L'absence d'intégration systémique dans les politiques publiques** - Toutes les politiques ont un impact sur la biodiversité : transport, agriculture, loisirs, urbanisme... mais elles ne sont pas pensées ainsi et ont pour conséquence des effets externes non anticipés, non mesurés. Pour les transports, nous artificialisons les sols pour les infrastructures pour le tourisme, nous ponctionnons la ressource en eau pour transformer une rivière ou un espace en lac afin que les touristes puissent se baigner etc. Bref, **les objectifs de nos politiques publiques n'intègrent jamais la biodiversité** car elles doivent répondre à d'autres impératifs tout aussi valides. S'il y a besoin localement de sacrifier la biodiversité pour un objectif considéré comme supérieur, cela deviendra un vrai choix politique. Aujourd'hui, nous ne faisons pas des choix éclairés, on met en œuvre des politiques sans savoir quelles en seront les conséquences, sans avoir la moindre idée de l'ampleur de l'impact. Cela nous ramène à la question des données. Il nous faut donc une transformation profonde : intégrer la biodiversité dès la conception des politiques publiques. Et **si on décide qu'elle doit passer après un autre objectif, ce doit être un choix politique explicite, pas une conséquence ignorée**.

3) **Un problème de priorisation** - Faute de clarté sur les objectifs, on arbitre systématiquement en faveur d'intérêts économiques (agriculture, chasse, infrastructures, etc.), au détriment de la biodiversité car ce n'est jamais le crapaud qui gagne sur les conducteurs routiers pour une déviation.

> ***Quels leviers ou outils vous semblent les plus prometteurs pour renforcer cette intégration (ex : fiscalité écologique, marchés publics, évaluation environnementale) ?***

Parmi les leviers existants ou à renforcer, j'insisterai sur 2 principaux.

1. **La fiscalité foncière** qui paraît aujourd'hui totalement inadaptée. Elle pousse à l'artificialisation des sols : un agriculteur qui veut partir à la retraite a tout intérêt à vendre ses terres pour les rendre constructibles au lieu de les mettre en fermage ou de faire une friche. Ce système est absurde car il favorise l'artificialisation des sols, ce qui est en contradiction avec notre politique publique. Il faut une **réforme fiscale qui soutienne le zéro artificialisation nette**.
2. **Les marchés publics** pourraient également être des leviers puissants, notamment pour **soutenir l'agriculture biologique**. Le bio est aujourd'hui la seule forme d'agriculture prouvée bénéfique à la biodiversité et à la santé. Et pourtant, il est menacé.

20 000 — **Chaque année, en France métropolitaine, plus de 20 000 hectares sont artificialisés soit l'équivalent de la ville de Marseille.**

Comment l'effondrement de la biodiversité interagit-il, selon vous, avec les autres dimensions de la polycrise (géopolitique, politique, socio-économique) ?

La **géopolitique influence fortement les politiques de biodiversité** : le règlement européen sur la déforestation importée, issu d'une initiative française, en est un bon exemple. Cela crée des tensions dans les négociations commerciales internationales qui visent à faciliter l'importation de produits soumis à des règles environnementales moindres que celles qu'on impose à nos agriculteurs.

- 37,5 % — **Entre 2015 et 2020, la surface déforestée mondiale a été réduite de 37,5 % par rapport à la période 1990-2000, passant de 16 millions d'hectares à 10 millions d'hectares en moyenne par an.**

On constate en effet un **déséquilibre entre les politiques qu'on essaye de mettre en place pour préserver la biodiversité, y compris à l'extérieur de nos frontières (comme la déforestation importée) et les accords commerciaux**. Nos politiques de préservation sont en effet très complètes, car on aide les pays sur place à renforcer la traçabilité des produits, à accompagner leurs agriculteurs vers une production de meilleure qualité, etc. On fait tout ça avec de l'**aide au développement**, et de l'autre côté, on **importe des produits qui viennent d'ailleurs et sur lesquels il n'y a pas du tout les mêmes contrôles**. Nous sommes donc dans une espèce de dystopie permanente entre la contrainte des uns et l'absence de contrôle des autres.

Le **secteur minier**, par ailleurs lié à la transition énergétique (métaux rares), est un **angle mort majeur**. Il est pourtant crucial pour le climat, et il impacte directement la biodiversité dans des régions entières du globe. Les **tensions liées**

à l'accès aux métaux se traduisent par un aveuglement collectif sur les ravages liés à l'exploitation minière, qu'elles soient sociales ou environnementales.

Enfin, **l'eau est un enjeu central dans les conflits à venir** entre les États, que ce soit pour l'alimentation en eau potable, ou la production hydroélectrique. L'année dernière par exemple, il y a eu de graves problèmes d'approvisionnement en eau à Bogota. Résultat, la centrale hydroélectrique qui est en Colombie n'a pas pu alimenter en électricité toute une série de pays limitrophes. Entre la pénurie d'eau à certains endroits et les catastrophes naturelles liées aux violentes précipitations et aux inondations, **les crises liées à l'eau ont clairement des répercussions internationales fortes**.

1 AN

Pendant 1 an, d'avril 2024 à avril 2025, l'eau a été coupée une fois tous les 9 jours dans les différentes zones de la ville qui compte environ 8 millions d'habitants.

Le phénomène El Niño mais également la destruction de la forêt amazonienne, où se rechargent les nuages, et le manque de planification des gouvernements pour prévenir la crise sont à l'origine de la situation.

Au niveau international, quelles leçons tirez-vous des COP ?

C'est clair que cela devient compliqué dans le contexte actuel. À la COP RAMSAR sur les zones humides, **la Russie a annoncé son départ le premier jour et les États-Unis sont arrivés le dernier jour pour dire qu'ils ne sont d'accord avec rien, en n'ayant participé à aucune discussion**! Il y a également eu d'interminables discussions sur la guerre en Ukraine, et plus globalement une **très forte politisation d'une COP pourtant très technique**. On ne peut pas nier que nous assistons à une **crise du multilatéralisme**.

Pour autant, il y a aussi une **vraie envie d'avancer de la part de beaucoup de pays**. Au-delà de l'Union Européenne, un pays comme la Chine, par exemple, reste très mobilisé sur les sujets internationaux et environnementaux qu'il voit comme un **outil d'influence**. Évidemment, il ne faut pas être naïf à cet égard. D'autres pays sud-américains et africains font également preuve de bonne volonté, on le comprend facilement. Tous ces pays ont envie de faire du multilatéralisme, même s'il est abîmé sans les USA et avec une Russie quasi-absente. Il faut continuer à travailler, parce que ces problèmes nécessitent l'attention de ceux qui veulent avancer. Aujourd'hui, **le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Mexique** (et d'autres) veulent travailler avec les pays du Nord, notamment pour notre aptitude à renforcer leurs capacités et notre aide publique au développement, ce qui est d'autant plus important compte tenu du retrait des Etats-Unis.

Les COP ont l'avantage de **réunir les décideurs au même endroit régulièrement, afin qu'ils se parlent et se comprennent mieux**. Parfois, derrière un mot se cachent trois définitions différentes. A la fin, si l'on veut la même chose, on peut trouver une manière de le formuler qui convienne à tout le monde. Cela permet de **créer un collectif**, une atmosphère pour aller vers un but et qui permet d'avancer.

Au-delà des déclarations et des accords, il faut se focaliser sur **le déploiement et la coopération pour la déclinaison des objectifs** sur les territoires. Comment aider les pays à mettre en œuvre les politiques publiques qui leur permettent de décliner sur leur territoire. **Il faut mobiliser le monde associatif, les entreprises, les acteurs économiques et les citoyens.** On met trop la focale sur les difficultés actuelles du multilatéralisme et on sous-estime la capacité transformatrice d'une coopération internationale moins large, certes amputée, mais qui localement peut être extrêmement efficace, plus technique. C'est là-dessus qu'il faut se focaliser. Au Pérou ou au Costa Rica, on a fait de la reforestation. Si on les aide à faire ça, c'est toute la biodiversité à l'échelle mondiale qui en bénéficie, et même la lutte contre le changement climatique puisque cela permet d'augmenter l'absorption de CO2 et cela aide à réguler le cycle de l'eau. Partout sur la planète, on va en bénéficier.

+ 20 POINTS

Au Costa Rica, les forêts tropicales humides qui abritent une grande biodiversité couvrent désormais près de 60 % du territoire, soit 20 points de plus qu'en 1987.

> ***Faut-il repenser la gouvernance écologique ? (autres types de formats, d'échelles etc.)? Quels rôles respectifs voyez-vous pour l'État, les collectivités locales, les entreprises et la société civile dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité ?***

Je pense que **le maillon faible, ce ne sont pas les entreprises, ce sont les citoyens**. La biodiversité, c'est nouveau, donc c'est difficile à expliquer et c'est moins connu. Surtout, je pense que les gens ne savent pas quoi faire. Il y a une petite publicité qui va sortir bientôt pour aider les gens à s'approprier ce sujet, et par exemple manger bio. Quand on peut, quand on a les moyens **il faut manger bio et local**. Cela semble une petite chose, mais je pense qu'il faut **aider les citoyens à comprendre quels types d'actions ils peuvent faire, et sensibiliser les enfants dans les écoles**. Ce sont ces petits gestes du quotidien qui peuvent reconnecter les citoyens à ces enjeux.

L'État, les collectivités, les entreprises et les citoyens doivent tous être mobilisés. Pour l'instant, la gouvernance est encore incomplète. Les collectivités font beaucoup, mais manquent d'outils, notamment pour évaluer et tracer leurs actions et qu'elles soient capables de dire à leurs administrés : je mets tant sur la biodiversité, tant sur l'eau ou les pollutions.

69 %

Selon un sondage effectué auprès de 130 000 personnes dans 125 pays, 69 % des individus se disent prêts à contribuer à hauteur de 1 % de leur revenu personnel pour la lutte contre le changement climatique. De même, selon cette étude, 86 % des personnes interrogées approuvent les normes sociales favorables au climat et 89 % réclament une intensification de l'action politique.

Quant aux entreprises, **le recul sur la CSRD est dramatique**. Cela faisait plus de 10 ans qu'elles étaient en train de s'organiser, et le lobbyisme de certains a fait reculer de manière inconsidérée les progrès dans ce domaine. Certes ce n'était pas parfait, mais ce recul constitue un **brouillage de message totalement incompréhensible**.

- 90 %

La réforme européenne dite « omnibus » pourrait exempter 90 à 94 % des entreprises des déclarations extra-financières prévues initialement par la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) et la directive sur le devoir de vigilance (CSDDD).

Si vous deviez transmettre une recommandation prioritaire pour agir vis– vis de l'effondrement de la biodiversité en France, quelle serait-elle ?

La **réforme du système agroalimentaire** : pour des raisons écologiques, sanitaires, économiques. Il faut exiger des **plans de résilience pour les filières**. Aujourd'hui, on est une **population sédentarisée qui mange trop, qui mange mal, qui mange sucré, qui mange des colorants**. On se prépare à des problèmes de santé publique majeurs à cause de l'alimentation. Et nous sommes également face à un problème de **reconquête de nos territoires agricoles** pour que nos agriculteurs puissent vivre mieux. En faisant un travail qu'ils aiment et qu'ils puissent en vivre décemment. Il faut impérativement changer le système en profondeur.

Peut-on encore porter un récit positif et mobilisateur autour de la protection du vivant, dans ce contexte de sixième extinction ?

Le grand manque aujourd'hui, c'est celui d'un récit mobilisateur. Les jeunes en particulier ont besoin d'un cap positif. Nos sociétés n'arrivent pas à transformer

l'essai sur la transition écologique, alors qu'il pourrait y avoir un certain nombre de messages très positifs à mettre en avant.

Des pays comme **Singapour** ou le **Rwanda** ont su porter un discours collectif sur la société qu'ils voulaient construire — **ce n'était pas seulement un discours écologique, mais un discours de société**. En Europe, on manque de ce type de vision politique. Pourtant, des modèles alternatifs sont possibles : urbanisme coopératif, potagers collectifs, partage du temps de travail… Ce n'est pas de l'utopie, ce sont des projets concrets qu'on peut porter. On pourrait dire que d'ici 10 ou 20 ans, on va faire la transformation des villes ! Regardez ce qu'on a déjà réussi à faire dans certaines villes de France avec l'arrivée du tramway, la mobilité douce etc. On pourrait également avoir **un temps de travail partagé avec un temps consacré au travail, et un temps plutôt consacré à la collectivité**, c'est-à-dire à faire des choses pour le coin dans lequel on vit. Donc on travaillerait cinq heures par exemple pour une entreprise ou autre puis ensuite deux heures pour le collectif : des cours pour les enfants en difficulté, aider les personnes âgées, cultiver des jardins partagés etc. On aurait une vie moins stressante, plus agréable, plus collective, avec de nombreux projets qui ont du sens. Ce n'est pas porté par grand monde et cela paraît radical. Quand on réfléchit, c'est quand **même moins radical que d'aller sur Mars,** qui est pourtant sérieusement envisagé et porté dans certains discours politiques. De nombreuses expériences existent dans des villes et des villages qui pourraient donner lieu à des discours positifs sur un mode collaboratif et constituer des récits nouveaux érigés en modèle. C'est vraiment dommage que cela ne soit pas davantage exploité.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Virginie Dumoulin*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UN EFFONDREMENT AUX MULTIPLES VISAGES, RÉVÉLATEUR D'UNE CRISE GLOBALE

La disparition massive des insectes pollinisateurs, la surexploitation des ressources marines entre autres dessinent une trajectoire de dégradation rapide du vivant. Ces phénomènes, interconnectés, fragilisent les bases alimentaires, hydriques et climatiques de nos sociétés. Ils constituent autant de foyers de tensions géopolitiques.

UN SYSTÈME PRODUCTIF VERROUILLÉ ET DESTRUCTEUR

Le modèle agroalimentaire, la *fast fashion* dominant enferment dans une dépendance structurelle aux intrants chimiques et exacerbent la pression sur l'eau et les sols. Cette fuite en avant alimente des déséquilibres écologiques mondiaux, accroît la vulnérabilité économique et compromet la résilience stratégique des États.

DES POLITIQUES PUBLIQUES EN PROGRÈS, MAIS INCAPABLES DE RÉPONDRE À L'AMPLEUR DE LA CRISE

Malgré des avancées législatives en France et en Europe, l'action reste fragmentée par le manque de données chiffrées, l'absence d'intégration transversale et la primauté accordée aux intérêts économiques de court terme. La refondation européenne exige d'intégrer la biodiversité dès la conception des politiques sectorielles, avec des objectifs mesurables et contraignants.

UN MULTILATÉRALISME FRAGILISÉ MAIS ENCORE CAPABLE DE PRODUIRE DES AVANCÉES TECHNIQUES

Les COP, malgré la politisation croissante et le retrait de certains acteurs, demeurent des espaces où se négocient des outils concrets. L'Europe doit y défendre une approche cohérente sur les questions commerciales et militer pour une coopération technique ciblée.

UN IMPÉRATIF DE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE ET DE MOBILISATION COLLECTIVE

Changer en profondeur le système agroalimentaire, réformer les incitations fiscales et renforcer les marchés publics au service du vivant sont des leviers décisifs. Mais sans récit collectif positif, la mobilisation restera fragile. L'Europe a l'opportunité d'articuler souveraineté écologique, résilience territoriale et diplomatie environnementale pour faire de la protection du vivant un pilier de sa refondation stratégique.

ENTRETIEN #2.3

« LA CRISE DE L'EAU SYMBOLISE LA POLYCRISE CAR ELLE RELIE TOUTES SES DIMENSIONS ÉCOLOGIQUES, GÉOPOLITIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES. LA RÉPONSE ? UNE HYDROLOGIE STRATÉGIQUE »

alerte Emma Haziza

Emma Haziza, hydrologue et présidente du *Mayane Resilience Center*, met en garde : la crise de l'eau n'est plus un enjeu sectoriel – elle est devenue la matrice de la polycrise. Ressource vitale, commune, stratégique, l'eau conditionne l'extraction des métaux critiques, l'équilibre des systèmes agricoles, la stabilité sanitaire et le fonctionnement des chaînes industrielles. Son absence déplace des frontières, déstabilise des régimes, fracture les sociétés. L'Europe reste aveugle à cette bascule, faute d'avoir placé l'hydrologie au cœur de sa stratégie de développement économique. Les points de rupture s'accumulent – sécheresses éclair, conflits d'usage, inefficacité des réponses technocratiques. Sortir de cette impasse suppose une réelle bifurcation stratégique repenser l'aménagement, la transition et la puissance publique à partir du cycle de l'eau.

Quelles sont, selon vous, les ressources les plus critiques dans la décennie à venir ?

La ressource en eau est le **socle fondamental** de toutes les autres ressources. Elle est nécessaire pour extraire du pétrole, du lithium, pour l'activité minière, agricole, industrielle. Il n'existe pas d'activité humaine « sèche » : toute ressource passe par un usage de l'eau, qu'elle soit superficielle ou souterraine. Ce qui rend l'eau centrale pour comprendre les tensions autour des autres ressources.

Un exemple frappant est celui de la Chine en 2021 : une sécheresse sur la rivière des Perles a mis à l'arrêt les barrages hydroélectriques, fermant les usines deux jours par semaine, affectant la **chaîne d'approvisionnement mondiale**. Pour compenser, la Chine a importé du gaz naturel liquéfié depuis le Qatar, n'ayant pas de pipeline européen actif à cette période. Cela a précipité leur rapprochement stratégique avec la Russie pour réorienter les gazoducs russes vers la Chine.

Autre exemple : le fleuve Silala entre la Bolivie et le Chili. Initialement détourné par la Bolivie vers le Chili pour l'extraction du lithium dans le désert d'Atacama. Après trois années de sécheresse, la Bolivie demande à récupérer l'eau pour ses propres besoins. Le **différend** est aujourd'hui devant la Cour de La Haye.

51

Selon les prévisions du World Institute, 51 pays seront confrontés à des niveaux de stress hydrique « extrêmement élevés » ou « élevés » à l'horizon 2050, dont 9 en Europe.

Avez-vous observé une montée des tensions géopolitiques ou territoriales autour de ces ressources?

Oui, mais de **manière diffuse**. Exemple : en 2022, l'Inde a cessé d'exporter son blé à cause d'une canicule à 52°C. Cette décision, combinée à la crise du blé ukrainien, a affecté l'approvisionnement de nombreux pays (Maroc, Tunisie, Algérie), très dépendants de ces importations d'« eau virtuelle » (i.e. l'eau contenue indirectement dans les produits agricoles).

Ces tensions sont réelles, mais chaque pays gère encore à son échelle. Il y a une absence flagrante d'anticipation globale. Contrairement à 1988, où la Chine avait acheté massivement du blé à l'international pour nourrir sa population, aujourd'hui très peu d'États anticipent ce type de **choc**.

785

Entre 2020 et 2023, 785 conflits liés à l'eau sont dénombrés soit 25 % de plus que sur la période 2010-2019.

La mission satellitaire GRACE-FO de la NASA et de l'Agence spatiale allemande a montré que **75 % des nappes phréatiques mondiales sont surexploitées**.

Certaines nappes fossiles ne se rechargeront jamais (ex : Middle West américain = 2 700 ans de pluie nécessaires). En 20 ans, l'axe de rotation de la Terre s'est déplacé de 80 cm vers l'est à cause de ces extractions massives !

Sur cette crise de l'eau, qui est à la confluence entre crise écologique et crise géopolitique, quels signaux faibles pourraient indiquer un basculement vers des conflits ouverts ?

L'ensemble des chaînes de production alimentaire et textile (ex : fast fashion et coton) repose sur des détournements massifs d'eau dans des zones arides. L'exemple de l'Ouzbékistan, avec le détournement de l'eau des fleuves de la mer d'Aral par Staline pour cultiver le coton, est emblématique : aujourd'hui, ce territoire est en **crise hydrique majeure**. On continue pourtant à en dépendre pour notre consommation textile mondiale.

Depuis 2017, les sécheresses s'aggravent, mais les excès ponctuels d'eau (rivières atmosphériques, El Niño) masquent la profondeur du phénomène. On observe désormais des « sécheresses éclair », avec des bascules de situation en quelques jours. En France, par exemple, un printemps pluvieux suivi de 15 jours de canicule a suffi à provoquer une sécheresse pire que l'année précédente. **Ces changements ne sont pas anticipés** par les pouvoirs publics ni les entreprises. C'est ce manque de préparation qui pourrait déclencher les tensions.

Comment qualifieriez-vous la position actuelle de la France et de l'Europe dans la géopolitique des ressources critiques ?

La France avance puis recule. L'exemple des « bassines » est symptomatique : on prélève de l'eau de nappes protégées pour la stocker dans des retenues à l'air libre, favorisant la prolifération de bactéries, la perte de biodiversité, des risques sanitaires (salmonelles, algues toxiques) et des conflits d'usage. Ce système est inefficace, et pourtant financé publiquement, parfois en contradiction avec les décisions préfectorales.

Faut-il accélérer la diversification des sources, les partenariats stratégiques, ou la relocalisation des chaînes d'approvisionnement ?

Oui, mais cela suppose de **repenser la planification à partir de l'eau**. Il faut intégrer l'hydrologie satellitaire dans la stratégie nationale. Les pays qui maîtriseront cette technologie domineront demain la diplomatie de la résilience. Le pilotage par la donnée, croisée avec les systèmes d'alerte hydrologique (GRACE-FO, SWOT), est fondamental.

La crise de l'eau articule parfaitement crise écologique et crise économique. Dans ce contexte, comment gérer la tension entre besoins industriels massifs pour la transition et dépendances géopolitiques ?

Les systèmes d'anticipation actuels sont obsolètes. On continue à investir dans des sites industriels sans prendre en compte la ressource en eau disponible. On a vu des entreprises françaises s'implanter en Inde dans une zone déjà totalement asséchée. L'eau est livrée par camion-citerne 15 à 20 fois par jour. Certains agriculteurs préfèrent vendre leur eau que leurs récoltes. Sans **stratégie de restauration** des nappes et gestion écosystémique de la ressource, on ira dans le mur.

Cette crise de l'eau est à l'interface entre crise écologique et crise politique : quelles formes de compétition ou de conflit voyez-vous émerger sur les territoires ?

La crise des bassines est très symptomatique. Son émergence s'inscrit dans un contexte historique particulier. En 1976, la France subit une sécheresse historique. Chirac impose un impôt sécheresse, mal reçu par les Français. Depuis, un dispositif prévoit l'interdiction de l'irrigation en **période de crise**, sauf si on est connecté à un lac ou une retenue collinaire.

À partir de 2015–2016, la **sécheresse devient structurelle** (2017–2023 = 90 % du territoire en alerte). Les agriculteurs se retrouvent à court d'eau et cherchent des solutions. Ils prélèvent l'eau souterraine en hiver (période autorisée) et la stockent dans des poches, pour l'utiliser en été.

50 %

Entre 2015 et 2023, hormis en 2021, des limitations des usages de l'eau pouvant concerner à la fois les eaux de surface (cours d'eau, canaux, lacs et étangs, etc.) et celles provenant des nappes souterraines, ont été observées au cours de l'été dans plus de 50 % des départements métropolitains.

Mais **cette logique détourne l'eau** avant qu'elle ne recharge les rivières. Résultat : des assecs plus rapides, une extinction de biodiversité locale, un développement d'algues, de cyanobactéries, de salmonelles. Les bassines deviennent inefficaces en 3 à 5 ans, coûtent cher à entretenir.

Elles privatisent l'accès à l'eau. Certains agriculteurs bio n'y ont pas droit. Cela **fracture les territoires**. Elles ont un autre effet : la prolifération du moustique tigre, car les bassines stagnantes créent des niches à moustiques, sans prédateurs naturels.

Pour faire face à cette double crise écologique et politique, quels outils ou dispositifs pourraient améliorer l'arbitrage démocratique de ces conflits d'usage de l'eau ?

Des **solutions locales** fonctionnent : créer des bourrelets tous les 5 m pour augmenter l'infiltration, alléger les engins agricoles pour éviter le tassement des sols, remettre de la matière organique. Certains agriculteurs des Hauts-de-France le font, et n'ont pas souffert des sécheresses.

Ces techniques ne sont toutefois pas généralisées. L'État finance des bassines inefficaces, parfois contre l'avis des préfets. Il faut une **stratégie cohérente**, qui parte du sol et de la topographie, et qui investit dans les bonnes pratiques.

Pour faire face à la crise de l'eau, le concept de « sobriété en ressources » vous semble-t-il mobilisable à grande échelle ?

Je suis désolée, mais « sobriété » est devenu un **mot-valise**. Tout le monde en parle, mais ça ne veut plus rien dire. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies concrètes et différenciées. Par exemple :

- **La réutilisation des eaux usées** : Israël a 20 ans d'avance, a testé 600 méthodes, en a gardé 20. En France, ça reste marginal, trop coûteux, mal adapté (problèmes sanitaires sur les golfs, échecs sur l'arrosage).
- **La désalinisation** : ça marche si l'économie le justifie (ex : Chili pour le lithium), mais c'est énergivore, destructeur de biodiversité (méduses, produits chimiques, perturbation des chaînes trophiques).
- **L'ensemencement des nuages** (Maroc, Dubaï) : on disperse du iodure d'argent, neurotoxique, dans l'atmosphère. Ça pose des questions sanitaires graves.

50 Depuis les années 2000, plus de 50 pays ont eu recours à l'ensemenent des nuages.

Toutes ces « solutions magiques » ont des limites. Il faut **une réflexion stratégique systémique**, pas des slogans.

Autour de cette crise de l'eau, comment s'agence les grands pans de la polycrise ?

Tout est lié : climat, santé mentale, agriculture, social. La vapeur d'eau est le gaz à effet de serre numéro un. Mais on n'en parle pas. L'évaporation massive (due à l'irrigation, au béton, au bitume) augmente les canicules. En 2022, on a eu 64 000 morts en Europe, 5 000 en France. En 2023 encore 46 000. Et pourtant, il n'y a aucune **stratégie publique nationale de prévention**.

x2

En Europe, le nombre moyen de nuits tropicales par an a plus que doublé entre 1950 et 2024 passant d'un peu plus de 5 en 1950 à environ 12 en 2024.

Dans le même temps, les journées « extrêmement chaudes » (>46°C) ont été multipliées par 10 passant de passant de 0,04 jours à 0,44 jours en moyenne par an en Europe.

Les îlots de chaleur aggravent tout : santé mentale, suicides (Santé publique France montre une corrélation directe entre température et taux de suicide). Les 25 milliards € de coûts dus aux excès de chaleur (2015–2020) auraient pu servir à aménager les villes, ventiler les bâtiments, anticiper. Mais on n'a pas cette vision. L'adaptation n'est pas pensée de manière systémique.

87-93 %

Au niveau mondial, 87 à 93 % des besoins de l'adaptation face aux conséquences du dérèglement climatique ne sont pas financés.

Quels risques systémiques vous paraissent encore mal pris en compte dans la planification actuelle ?

De **nombreuses ressources vont manquer**, mais l'eau est la plus critique. Or l'eau atmosphérique représente 12 000 km^3 - c'est très peu. Deuxièmement, les nappes profondes s'épuisent car les sécheresses éclairs se multiplient. Troisièmement, le réchauffement s'accélère, l'évapotranspiration augmente. Enfin, le lien nappe-sol-humidité est ignoré alors même que la fertilité des sols dépend des nappes. On vit dans **une illusion d'abondance**. Mais les signaux faibles s'accumulent.

Peut-on concevoir un modèle de transition fondé sur la coopération plutôt que la compétition pour les ressources ?

Oui, à condition de sortir des silos. Je plaide **pour une « hydrologie stratégique »** pilotée par satellite (GRACE, SWOT), articulée aux stratégies économiques, sociales et de santé et appuyée sur des solutions locales (villes éponges, infiltration, végétalisation, restauration des cycles naturels). Pour la déployer, il faut **une vision partagée**. Il faut oser faire un « plan » et relier les disciplines : hydrologie, urbanisme, climat, psychiatrie, agriculture.

Dans ce contexte, quel rôle voyez-vous pour l'Etat face à la crise de l'eau, qui est une véritable crise systémique ?

L'État doit fixer **un cap lisible et structurant**, sortir des contradictions internes (ex. financement des bassines par l'État contre arrêtés préfectoraux interdisant leur usage). Il doit appuyer les initiatives locales efficaces, éviter la technocratie déconnectée, favoriser une gouvernance horizontale appuyée sur la réalité du terrain. L'absence d'un « État protecteur » dans la gestion de l'eau alimente un sentiment de **trahison** chez les citoyens.

Il faut également **décloisonner** les agences, ministères, services techniques (BRGM, AFD, Cerema) qui fonctionnent encore trop en silos. Beaucoup produisent de la donnée mais ne la mettent pas en application. Il faut des plateformes inter-opérationnelles pour traduire les rapports en actions. Le modèle à viser, c'est une hydrologie stratégique, capable d'anticiper les risques via les données spatiales, de porter une politique concrète d'investissement et d'aménagement.

Enfin, il faut associer les entreprises, les collectivités et les citoyens à la « hydrologique stratégique » par des logiques de **co-construction locale** : diagnostics de vulnérabilité, programmes territoriaux de résilience, implication directe des assureurs et des banques dans la réduction des risques (ex : adaptation = réduction du risque client). Cela suppose une pédagogie active, de la transparence, et **un récit commun**. Il faut décloisonner science, technique, politique, et remettre l'humain au cœur de la décision publique.

Quelle recommandation prioritaire formuleriez-vous pour anticiper ou désamorcer les tensions liées aux ressources dans les années à venir ?

Faire de l'eau le référentiel central de toutes les politiques publiques: énergie, urbanisme, santé, agriculture, commerce. L'eau permet une **lecture systémique des interdépendances et des vulnérabilités**. Elle révèle les tensions invisibles, les fragilités d'approvisionnement, les fractures sociales, sanitaires, économiques.

Au fond, il faut urgemment croiser les disciplines, financer la régénération des écosystèmes, anticiper les bascules hydriques par satellite, construire une gouvernance distribuée, protectrice et lisible, valoriser les solutions locales, reproductibles à l'échelle et **former les décideurs à une culture de l'interdépendance**. Sans cela, les tensions autour des ressources vont s'intensifier brutalement d'ici cinq ans.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Emma Haziza*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'EAU, RESSOURCE-MATRICE ET RÉVÉLATEUR DE VULNÉRABILITÉS SYSTÉMIQUES

Chaque activité humaine dépend de l'eau, ce qui en fait le socle caché de toutes les chaînes de valeur. Sa raréfaction accélère les tensions géopolitiques. Dans un monde où 75 % des nappes sont surexploitées, l'accès à l'eau devient un levier de puissance, une source d'instabilité et une ligne de fracture sociale.

UNE ABSENCE DE PILOTAGE STRATÉGIQUE ALIMENTE LE RISQUE DE CHAOS TERRITORIAL

Les dispositifs de stockage (bassines) sont inadaptés, coûteux et aggravent les déséquilibres écologiques. L'État français subventionne des modèles hydriques obsolètes. Ce déficit de cohérence crée un terrain fertile pour les conflits locaux et la défiance démocratique.

LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE DOIT SE REFONDER À PARTIR DE L'EAU

L'eau conditionne la localisation des chaînes industrielles, la résilience alimentaire, la viabilité urbaine. Ignorer cette contrainte mène à des aberrations stratégiques. La souveraineté ne se décrète pas : elle se construit sur une cartographie hydrologique du réel, accessible, partagée et pilotée par la donnée.

LA CRISE DE L'EAU CATALYSE LA POLYCRISE PAR SES EFFETS EN CASCADE

Elle aggrave le dérèglement climatique, détériore la santé mentale, fragilise les systèmes agricoles. Les sécheresses éclair, les migrations climatiques invisibles, les conflits d'usage accélèrent l'implosion des équilibres. L'Europe doit reconnaître l'eau comme un facteur de déstabilisation stratégique, au même titre que l'énergie ou la sécurité alimentaire.

L'HYDROLOGIE STRATÉGIQUE : UNE BOUSSOLE POUR REFONDER LA PUISSANCE PUBLIQUE

Il est urgent de décloisonner les savoirs, de créer une gouvernance distribuée appuyée sur les territoires, et de former les décideurs à la culture de l'interdépendance. Les outils existent (télédétection satellitaire, diagnostics de vulnérabilité, solutions locales de régénération), mais manquent d'intégration politique. Faire de l'eau le référentiel de toute politique publique, c'est transformer une ressource en commun stratégique : à la croisée de la souveraineté, de la justice et de la résilience.

ENTRETIEN #2.4

« NE RENONÇONS PAS AU MULTILATÉRALISME ENVIRONNEMENTAL, REFONDONS-LE POUR MIEUX PROTÉGER LA PLANÈTE »

appelle Barbara Pompili

Ancienne ministre de la Transition écologique et ambassadrice déléguée à l'Environnement, Barbara Pompili alerte sur la perte de légitimité du multilatéralisme environnemental dans un monde fragmenté, polarisé, saturé d'urgences concurrentes. La dégradation des COP, la défiance Nord-Sud, la montée des coalitions à géométrie variable et l'instrumentalisation politique de l'écologie sont les symptômes d'une crise systémique : celle d'un ordre international incapable de produire des biens publics planétaires. Pourtant, face aux tentations de repli ou de *greenwashing* géopolitique, Barbara Pompili appelle à refonder une gouvernance climatique hybride, polycentrique, alignée sur une vision lisible, inclusive et stratégiquement crédible. L'Europe, affaiblie par son manque de cohérence et de récit, doit assumer un rôle structurant : reconstruire la confiance avec les pays du Sud, mobiliser les acteurs non étatiques, et faire émerger une mondialisation écologique du XXIe siècle fondée sur la durabilité, la réciprocité et la solidarité active.

Pensez-vous que le multilatéralisme environnemental est en crise et qu'est-ce qui l'illustre aujourd'hui ?

Oui et non. Si on entend par « crise » une perturbation par rapport à ce qui existait auparavant, alors oui. Le multilatéralisme environnemental est **profondément perturbé** par le retrait ou le désengagement de ceux qui l'ont longtemps porté — les États-Unis notamment, qui se sont retirés de l'accord de Paris. Cela a ouvert la voie à un phénomène de passagers clandestins : si les États-Unis ne font pas d'efforts, pourquoi d'autres le feraient? Cela a fragilisé tout l'édifice.

22

Alors que le principal enjeu de la COP 30 est de réhausser le niveau d'ambition de l'action climatique, seulement 22 États ont soumis leur plan national de réduction des émissions de gaz à effets de serre (Contribution Déterminée au plan National) lors des négociations intermédiaires à Bonn.

Le climat est encore un sujet très porté par le bloc occidental, et le détachement d'un « gros morceau » de ce bloc provoque un vrai bouleversement. Cela change la manière dont les pays et blocs se positionnent. On observe en réponse une **nouvelle dynamique**, notamment du côté des BRICS, qui développent une approche alternative du multilatéralisme.

En parallèle, certains pays deviennent des défenseurs actifs du multilatéralisme. La Chine, par exemple, adopte une position très volontariste dans les forums internationaux, avec un discours clair : elle veut **maintenir le cadre coûte que coûte**.

Un exemple révélateur : la COP Biodiversité à Cali (Colombie) s'est soldée par un échec, en grande partie à cause de désaccords sur le financement. Mais cet échec a provoqué une réaction immédiate. Une nouvelle session a été convoquée à Rome (mars 2025), et l'arrivée de la nouvelle administration américaine a entraîné une dynamique plus constructive. Beaucoup de pays se sont dit « on va essayer de sauver ce qu'on peut ». La COP 16 s'est alors terminée avec des résultats bien plus positifs que prévu. Donc oui, on est dans un moment de crise, mais la question est : **est-ce une crise mortelle ou une crise salutaire ?** Aujourd'hui, on ne sait pas encore. Il y a des signes dans les deux sens.

#2

Les atteintes à la biodiversité et l'effondrement des écosystèmes est le deuxième risque le plus important à horizon de dix ans selon les personnes interrogées dans le cadre du Global Risk Report 2025 du World economic report. En dynamique, ces risques sont perçus comme beaucoup plus importants qu'il y a deux ans dans la même étude.

Pensez-vous que les formats actuels de négociation multilatérales (COP, accords ONU, conventions sectorielles) sont encore capables de répondre à l'urgence écologique ?

Les COP sont lourdes, lentes, fondées sur le consensus. Ce n'est pas un format agile. C'est précisément pour ça que le président Macron a lancé les One Planet Summit : pour permettre à des coalitions de pays volontaires, **plus ambitieux**, d'avancer plus vite dans un cadre souple, complémentaire.

147

Fondé lors du One Planet Summit, le Network for Greening the Financial System compte, en juillet 2025, 147 membres de 90 pays et 33 observateurs désireux de contribuer au développement de la gestion des risques environnementaux et climatiques dans le secteur financier, et mobiliser les financements traditionnels pour soutenir la transition vers une économie durable.

Mais pour moi, l'un n'empêche pas l'autre. On a besoin de structures où même des pays en conflit peuvent se parler. Ce n'est pas parfait, mais l'efficacité existe : l'Accord de Paris, par exemple, a permis à presque tous les pays du monde d'avoir des objectifs de réduction d'émissions. Ce n'est pas rien. **Ce genre de dynamique n'existe pas ailleurs**, et notamment pas encore sur la biodiversité, par exemple, où les plans nationaux sont bien moins avancés. Le climat, lui, a des NDC, des bilans, des revues régulières. Et même si on est encore loin du compte, sans l'Accord de Paris, ce serait bien pire.

33 %

Alors que l'échéance était fixé au 10 février 2025, en septembre 2025, à la suite du sommet climat organisé lors de la 80è Assemblée générale des nations-Unies, seuls 33 % des États couvrant environ 50 % des émissions mondiales ont soumis leurs contributions déterminées au niveau national pour réaliser l'Accord de Paris sur le climat d'ici 2035 (ou « NDC » pour Nationally Determined Contributions).

Le consensus est contraignant, mais il oblige tous les acteurs à rester à la table des négociations. La vraie question, c'est : que met-on en place en parallèle ? Quelles autres **structures complémentaires** construisons-nous pour aller plus vite, sans démolir le socle multilatéral ?

Il faut éviter de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». L'ONU a ses défauts, mais on n'a rien trouvé de mieux. Il faut donc la **réformer, pas l'abandonner**.

Voyez-vous des dynamiques alternatives émerger (ex : One Planet Summits, Clubs climat, Diplomatie des coalitions multi-acteurs, Réseaux internationaux de villes engagées) ?

Oui, clairement. Et ces **dynamiques alternatives** ne s'opposent pas aux COP : elles gravitent autour, elles les complètent.

Les COP — et notamment la COP climat — sont devenues des espaces où se retrouvent toutes ces initiatives: coalitions de villes, entreprises, clubs, **alliances thématiques**. Cela ne plaît pas à tout le monde, notamment le fait que ces COP soient devenues des « *business centers* ». Mais, personnellement, je pense que c'est une bonne chose : quand le secteur économique commence à s'intéresser à un sujet, c'est que quelque chose est en train de se passer. On entre dans « le game ».

Oui, il faut éviter que ça devienne une foire ou que ça dérive. Le fait que les COP soient devenues « the place to be » pour le climat est plutôt une bonne nouvelle. Cela donne de la visibilité, attire les moyens, permet des **échanges concrets.**

Les coalitions de villes sont particulièrement puissantes: le C40, les villes côtières, les groupements par problématique ou par territoire. Elles permettent de passer à l'action concrète, à une échelle pertinente. Elles ne visent pas à supplanter le multilatéralisme, mais à le compléter. Ce sont des **formes de subsidiarité bienvenues.**

Et ça crée une dynamique. Même dans un contexte géopolitique tendu, ça bouge. On voit bien que certains essaient de **contourner le système classique**. À nous de décider : est-ce qu'on soutient ça ? Ou est-ce qu'on le subit ? Moi, je pense qu'il faut le soutenir. Les Nations Unies doivent se repenser, c'est évident. Mais on n'a pas mieux. Donc on garde ce cadre tout en acceptant d'y ajouter des briques complémentaires.

Un bon exemple, c'est la **gouvernance de l'eau**. L'ONU commence à se rendre compte que l'eau, qu'on croyait locale ou régionale, est en fait un enjeu mondial. Et il y a un vrai risque : si l'ONU ne crée pas de cadre multilatéral crédible sur l'eau, ce sont d'autres qui vont le faire à sa place. Aujourd'hui par exemple, l'Arabie a lancé une organisation mondiale de l'eau basée à Riyad, qui proposerait notamment des solutions techniques (désalinisation, etc.) aux Etats-membres.

Si on laisse ces initiatives se substituer au cadre multilatéral, on peut assister à une forme de **privatisation d'un enjeu mondial**. Ce n'est pas illégitime que des pays proposent des solutions. Mais ça ne peut pas remplacer une gouvernance au service du bien commun, régulée, légitime, neutre.

C'est d'ailleurs le cas dans le **domaine de l'énergie** : l'IRENA fournit une expertise technique, mais c'est la CCNUCC qui assure la cohérence politique.

Il y a plus globalement un problème d'image. Beaucoup de citoyens ne comprennent pas ce que font ces grandes conférences. Ça coûte cher, ça pollue, ça parle. Et on se demande : à quoi ça sert ? C'est pour ça qu'il faut montrer ce que ça change concrètement. Moi je le dis souvent : sans l'Accord de Paris, on

serait dans une situation bien pire. Ce qu'on voit aujourd'hui sur nos territoires — des plans climat, des transitions qui s'engagent — découle de ces négociations.

On revient au fondement de l'écologie : « **penser globalement, agir localement** ». C'est ça qu'il faut remettre au centre du jeu. Chaque échelon a un rôle. L'individu, la commune, la région, l'État, l'ONU. Et chacun doit faire sa part, dans un système cohérent.

> ***Quelles bifurcations ou ruptures pourraient transformer profondément l'équilibre actuel (ex : crise de légitimité d'une COP, retrait massif d'un bloc, montée de coalitions régionales) ?***

Le risque numéro 1, c'est l'effacement. C'est dans un monde d'urgence, que l'écologie sorte des radars. Ukraine, Gaza, famines… Il y a toujours un incendie à éteindre. Or le climat, qui demande du temps, de la méthode, de la vision, ne s'inscrit pas dans ce tempo-là. Comme le temps démocratique impose des résultats rapides, les politiques de long terme sont sans cesse fragilisées.

Le risque numéro 2, c'est le backlash. Des gens expliquent que la transition ne sert à rien, que la science exagère, que c'est un complot. Il y a un vrai sujet autour de la désinformation, des discours anti-science. Et ces discours sont puissants. Ils circulent vite. Ils se nourrissent d'anxiété, d'inégalités, de peur de l'avenir.

NZBA

A la suite du retrait de nombreuses banques américaines et européennes de l'Alliance, la Net-Zero Banking Alliance (NZBA) a décidé de mettre fin à ses opérations début octobre 2025.

La NZBA est une initiative des Nations Unies pour mobiliser le secteur financier en faveur du climat en les incitant notamment à s'engager à aligner leurs portefeuilles de prêts et d'investissements sur l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Elle regroupe 125 banques dans 44 pays.

Il y a donc un aspect psychologique fondamental : **la confrontation du court terme et du long terme**. Le court terme gagne presque toujours en politique. Mais si on ne maintient pas les quelques politiques de long terme qu'on a réussi à installer — comme celles issues de l'Accord de Paris — on perdra tout.

Les BRICS, eux, avancent. Ils créent un récit remettant en cause la prééminence occidentale dans le multilatéralisme. Ils disent : « on est les nouveaux non-alignés, on va se défendre ensemble » - et ça marche. Il y a de plus en plus d'adhésions. Et pendant ce temps-là, personne ne porte une **vision structurée du monde de demain**.

38 %

Les BRICS+, groupe de 10 pays regroupant les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), groupe fondé en 2009 par les 4 premiers pays cités puis rejoint par l'Afrique du Sud en 2010, et 5 nouveaux pays qui ont rejoint le groupe en janvier 2024 (Égypte, Émirats Arabes Unis, Éthiopie, Indonésie et Iran) représentent 38 % du PIB mondial en PPA.

Ce qui fonctionne, ce sont les **projets de territoire.** En Chine, ça fonctionne (certes dans un régime autoritaire). À Singapour, ils ont construit un « musée du futur » pour montrer à quoi ressemblera leur société dans 15 ans. C'est participatif, c'est concret. Et ça transforme l'écologie en moyen d'atteindre une ambition collective.

Ce qu'il manque chez nous, et notamment dans les pays européens, c'est ça : une vision claire. **Une direction. Un cap. Un plan.**

Quel scénario imaginez-vous à horizon 5-10 ans pour la gouvernance environnementale mondiale ?

Difficile à dire, car 5 à 10 ans, c'est long… mais aussi très court. On est dans un **moment de bascule**. Beaucoup de choses vont dépendre de ce qu'il se passe maintenant.

#1

Selon le Global Risk Report 2025 du World Economic Forum, les risques environnementaux sont la première priorité dans l'ensemble des régions du monde avec le changement climatique et la pollution.

Ce qui est certain, c'est qu'il y aura toujours des **assemblages régionaux**, des groupes de pays qui s'organiseront ensemble. On ne sait pas faire autrement. Mais ça implique d'accepter une chose : on est dans un système de rapport de force. Que ça nous plaise ou non.

Il va donc falloir **construire ce rapport de force**, y compris avec des pays qui n'ont pas forcément les mêmes valeurs que nous. Parce que si on ne le fait pas, on devient inaudible, voire inutile. Si tu ne pèses pas, tu n'es pas invité à la table. On t'utilise ou on t'ignore. C'est aussi simple que ça.

Donc, pour construire ce rapport de force, il faut identifier des leviers, des éléments qui peuvent faire de nous un partenaire intéressant pour d'autres. Et pour ça, il faut se trouver des alliés. Travailler avec certains groupes de pays, leur montrer que coopérer avec nous est dans leur intérêt.

Et ça commence par l'Union européenne. **Aujourd'hui, l'UE n'est pas assez cohérente**. Elle est tiraillée entre Trump d'un côté, les BRICS de l'autre. Et elle n'est pas assez unie pour y faire face et traverse une crise existentielle, avec en son sein, des forces qui veulent la faire exploser de l'intérieur.

Mais **l'Europe seule ne suffira pas**. Elle doit entraîner avec elle d'autres pays. Beaucoup de pays en développement ont besoin de moyens pour faire leur transition. Et ces pays commencent à comprendre que l'argent de certains pays, même s'il vient vite et sans condition, pose des problèmes sur le long terme : pas d'entretien, dépendance, faible durabilité des infrastructures.

À l'inverse, nous travaillons collectivement à proposer des programmes plus robustes, capables d'attirer des investisseurs privés, et donc de vraiment transformer l'économie locale. Ce sont **les fameuses *country platforms*** qu'on commence à voir émerger : une approche intégrée, co-construite, alignée sur une vision de développement durable.

Pour moi, ce sont les outils du futur multilatéralisme. On passe de l'aide projet-par-projet à une **réflexion stratégique sur l'avenir du pays partenaire** : comment il valorise son patrimoine naturel, comment il attire de l'investissement, comment il devient autonome.

Mais pour que ça marche, il faut rebâtir la confiance. Il y a un vrai travail de **déconstruction de nos anciens schémas Nord/Sud**, parfois encore coloniaux, et de reconstruction d'un référentiel commun.

Et surtout, il faut assumer notre vision. Arrêter de s'excuser en permanence. Oui, il y a une **responsabilité historique**. Mais si on propose quelque chose de cohérent, de juste, il ne faut pas en avoir honte. On a un boulevard devant nous, à condition de le prendre.

12 %

Entre 1850 et 2022, l'Union européenne a contribué à hauteur de 12 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, un niveau équivalent à celui de la Chine et quasiment deux fois inférieurs aux États-Unis (20 %).

Comment les institutions françaises et européennes réagissent face à cette mise en cause de la gouvernance environnementale internationale ?

Elles sont en mouvement, mais c'est trop lent, trop partiel. Par exemple, on parle de mieux intégrer les pays en développement dans la **gouvernance des institutions financières internationales pour prendre en compte les vulnérabilités climatiques** – c'est le projet du 4P, le Pacte pour la Prospérité, les Peuples et la Planète.

On discute désormais des crédits biodiversité, des paiements pour services environnementaux, des crédits carbone liés à la préservation des écosystèmes.

Des concepts autrefois très théoriques deviennent des instruments concrets de coopération et de **transformation économique**. Je pense que la prochaine COP 30 de Bélem, au Brésil, sera très intéressante, notamment parce qu'ils veulent en faire une « COP forêts ». Ces sujets-là vont devenir des objets de négociation économique à part entière.

30

En 2025, à Bélem, sera organisée sous présidence brésilienne la 30e Conférences des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

10 ans après l'adoption de l'Accord de Paris à la COP 21, le principal enjeu de la COP 30 sera la réévaluation des engagements de réduction d'émissions figurant dans les contributions déterminées au plan national (National Determined Contribution - NDC) pour la troisième période quinquennale d'application de l'accord de Paris (2026-2030).

La culture politique actuelle permet-elle d'assumer ce basculement ou faut-il des ruptures dans les pratiques diplomatiques ?

Pas encore. On n'a **pas de stratégie cohérente**. On arrose du sable. L'argent public seul ne suffira pas. Il faut mobiliser l'argent privé, ce qui suppose de créer de la confiance, de la visibilité, de la cohérence.

Les plus important est d'assumer des choix. Par exemple: on entend encore des formules du type « plutôt la Corrèze que le Zambèze » ; c'est un **discours toxique** qui laisse entendre que l'aide au développement est inutile. Que ça ne marche pas. Que ça ne sert à rien d'investir « là-bas ».

Ce n'est pas vrai. C'est une vision grossière. Certes, il reste des défis. Mais les choses ont évolué. On a les moyens de **faire beaucoup mieux**, à condition de le faire avec lucidité, ambition et respect.

Quels acteurs non-étatiques pourraient prendre une place centrale (ONG transnationales, réseaux de villes, entreprises engagées) ?

Aujourd'hui, ces acteurs jouent déjà un rôle de plus en plus structurant. On l'a vu : les coalitions de villes sont en première ligne, notamment sur le climat. Les ONG transnationales, elles, sont souvent en avance sur les États sur les sujets de transparence, de plaidoyer, d'alerte. Et certaines entreprises engagées intègrent des **objectifs de durabilité** plus sérieusement que certains États.

Mais pour que ces acteurs aient vraiment un rôle central, il faut que ça s'inscrive dans un cap politique clair. Sinon, ça reste **une somme d'initiatives dispersées**, sans vision commune. Il faut que ces forces de la société civile, des territoires et du secteur privé puissent s'inscrire dans une stratégie globale portée par les États.

> ***Selon vous, le débat public actuel permet-il d'aborder ouvertement, clairement, ces questions ? Faut-il repenser la manière de formuler les enjeux de coopération environnementale ?***

Oui, il faut absolument **repenser la façon dont on raconte ces enjeux**. Si on veut que des populations entières s'agrègent à un projet, il faut d'abord qu'il y ait un projet. Aujourd'hui, on a l'impression que tout est flou, que les politiques se contredisent d'un mois sur l'autre. Il n'y a pas de cohérence, pas de stabilité. Cette situation mine la confiance.

C'est pour cela que j'insiste sur la nécessité d'avoir un cap clair, une vision lisible. Ce que permet, par exemple, le Secrétariat Général à la Planification Écologique (SGPE), il faut le protéger, le faire vivre, en faire un pilier de cette **stratégie de long terme**.

Sinon, les citoyens ne suivront pas. Surtout si les efforts demandés sont mal répartis. Si certains doivent changer de mode de vie et d'autres non, cela crée des tensions, cela fracture la société.

Dans un moment d'incertitude comme celui qu'on vit – avec les guerres, Trump, la montée des nationalismes, le climat de peur – si personne ne donne de cap, tout s'effondre. On peut avoir les meilleures politiques du monde, **si on ne raconte pas l'histoire collective qui les justifie, ça ne fonctionne pas**.

Regardez **Trump: il raconte une histoire**. Elle est clivante, contestable, mais elle tient debout, elle est cohérente. Nous, en face, on ne raconte plus rien. Et c'est pour ça que je dis qu'il nous faut un Trump à l'envers. Quelqu'un qui ose porter une vision mobilisatrice, humaniste, écologique. Pas juste un gestionnaire de crises.

Et **cette étape narrative est trop souvent négligée**. On se précipite dans l'action sans prendre le temps de construire la vision. Résultat: les politiques s'écroulent comme des châteaux de cartes. Il faut du courage politique, et du temps long.

> ***Quelles logiques anciennes structurent encore notre vision du multilatéralisme environnemental (ex : confiance dans les grands sommets, fétichisme des accords universels) ?***

On est encore trop dans le **fétichisme des grands sommets.** On croit que si on organise une grande conférence avec tout le monde, alors ça va suffire. Mais ce n'est plus vrai.

Il faut sortir de cette illusion du consensus universel. Tous les pays ne partagent pas les mêmes valeurs, ni les mêmes priorités. Il faut donc accepter **une gouvernance plus différenciée, polycentrique, plus souple**, mais qui reste alignée sur des principes clairs.

> ***Faut-il imaginer de nouvelles institutions hybrides, différenciées, polycentriques ? À quel niveau de transformation cela oblige-t-il ?***

Oui. Et d'ailleurs, c'est déjà en cours. Des coalitions de pays se structurent sur des enjeux précis. Des instances techniques se mettent en place. Des **coalitions d'acteurs non-étatiques** se fédèrent.

Mais il faut aller plus loin : **créer des institutions à géométrie variable**, capables d'embarquer les volontaires sur des actions concrètes, sans attendre que tout le monde soit d'accord sur tout. Et dans le même temps, préserver un cadre universel, comme l'ONU, pour garantir un minimum de stabilité.

> ***Quels liens faites-vous entre cette crise de coopération internationale et les autres dimensions de la polycrise (économique, géopolitique, éthique) ?***

Tout est lié. La crise écologique est le symptôme de la fin d'un modèle. Ce modèle – fondé sur la croissance illimitée, l'exploitation des ressources, l'injustice Nord/Sud – est aujourd'hui scientifiquement reconnu comme non-durable. Et **si ce modèle tombe, si on ne prépare pas l'alternative, tout tombe** avec : crise sociale, crise géopolitique, montée des conflits.

C'est pour ça qu'on a besoin de **reconstruire un nouveau modèle global**, fondé sur : (1) une vision partagée du futur, (2) la protection des plus faibles, (3) des politiques sociales robustes, et (4) une cohérence systémique des politiques (énergie, commerce, agriculture, climat…).

Par exemple, si on veut une économie décarbonée, on doit : (1) sortir des fossiles, (2) électrifier les usages et (3) développer les renouvelables. Or cela suppose de régénérer nos réseaux électriques, d'accéder à des matériaux critiques (comme le cuivre), dont la majorité se trouve dans des zones en stress hydrique, donc avec des tensions sur l'eau. Donc il faut repenser nos coopérations, nos chaînes d'approvisionnement, **penser en système**, casser les silos. Et ça, c'est le contraire de la culture politique et administrative actuelle.

Charbonnier dit que la remise en cause du système actuel remet aussi en cause le système de paix. Il faut désormais **imaginer la paix sans la mondialisation** et l'exploitation des ressources comme aujourd'hui, qui est une forme de mondialisation.

La mondialisation on y est on y est, l'interdépendance restera. Nous sommes condamnés à nous entendre et le meilleur moyen reste le multilatéralisme, il faut un commerce international qui tient plus compte de la réalité du monde :

vendre ce que les autres n'ont pas plutôt que ce que les autres ont déjà, il faut entrer dans le monde de la mondialisation intelligente. Une **mondialisation sur des échanges de flux qui protègent** plutôt que des échanges de biens qui divisent.

Quelle recommandation centrale formuleriez-vous pour renforcer la coopération environnementale internationale de manière plus efficace ?

Je porte l'idée qu'**il ne faut pas renoncer au multilatéralisme mais le refonder**. Pour cela, nous avons besoin de construire un récit collectif clair, de donner un cap lisible à tous les niveaux (du local au global), de créer des outils de coopération crédibles, adaptés aux réalités de terrain, d'assumer une vision européenne ambitieuse, et enfin de mobiliser tous les leviers (publics, privés, territoriaux).

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Barbara Pompili*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE MULTILATÉRALISME ENVIRONNEMENTAL VACILLE SOUS L'EFFET CONJUGUÉ DE LA FRAGMENTATION GÉOPOLITIQUE ET DE LA PERTE DE CAP COLLECTIF

L'accord de Paris fut un sommet de cohérence multilatérale ; il n'est plus qu'un îlot fragile dans un océan de rapports de force. L'Occident a perdu l'initiative, les BRICS imposent un récit alternatif.

L'AFFAIBLISSEMENT DES COP RÉVÈLE UNE CRISE DE LÉGITIMITÉ PLUS PROFONDE : CELLE DE LA GOUVERNANCE MONDIALE DES BIENS COMMUNS

Consensuelles mais lentes, les COP sont prises en étau entre exigences d'efficacité et de légitimité. Elles sont débordées par des coalitions thématiques, des clubs d'États volontaires… Cette polycentrisation accélère la privatisation de la gouvernance écologique mondiale.

L'INERTIE DU SYSTÈME MULTILATÉRAL OFFRE UN BOULEVARD À DES FORMES AUTORITAIRES OU OPPORTUNISTES DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE

De Riyad à Pékin, de nouvelles plateformes émergent. Faute de contre-projet crédible, l'ONU et l'UE risquent d'être marginalisées. L'Europe ne pourra peser qu'en assumant une stratégie d'alliance offensive, fondée sur la co-construction, la lisibilité et la stabilité de ses engagements.

L'EUROPE DOIT PASSER D'UNE POSTURE NORMATIVE À UNE VISION STRATÉGIQUE ASSUMÉE, FONDÉE SUR LA CLARTÉ, LA COHÉRENCE ET LE RÉCIT

Face au recul du consensus universel, il faut construire un multilatéralisme différencié, lisible et réactif. Cela suppose d'identifier des coalitions d'intérêt, d'aligner les financements publics et privés sur des trajectoires crédibles. Mais surtout, cela exige une refondation narrative : un cap écologique ambitieux, juste, mobilisateur — qui permette à la coopération internationale de survivre à l'âge des fractures.

LA CRISE ENVIRONNEMENTALE EST LA MATRICE D'UNE CRISE GÉOPOLITIQUE PLUS LARGE : PERTE DE CONFIANCE, MONTÉE DES REPLIS, RETOUR DES LOGIQUES IMPÉRIALES

En refusant de penser en système, les acteurs publics persistent à traiter les symptômes sans affronter la cause : un modèle de développement incompatible avec la stabilité planétaire. Réparer le multilatéralisme, ce n'est pas le rénover à la marge : c'est lui redonner une finalité, une méthode, une ambition.

ENTRETIEN #2.5

« DÉCARBONER : LA VOLONTÉ DES CITOYENS ET DES INVESTISSEURS EST LÀ, LE PROBLÈME, C'EST LE PASSAGE À L'ACTE ET LA VISION STRATÉGIQUE DE L'ETAT »

indique Sylvain Sourisseau

Économiste à l'ADEME, chargé de la transition industrielle, Sylvain Sourisseau éclaire un paradoxe stratégique majeur : alors que la volonté de décarbonation s'affirme dans les discours publics comme dans l'investissement privé, l'absence de pilotage cohérent bloque le passage à l'acte. Dépendances critiques, fragmentation territoriale, inertie productive et incertitudes énergétiques font de la transition énergétique industrielle un nœud géopolitique à part entière. Cette crise, à la fois matérielle, sociale et stratégique, fragilise la souveraineté européenne autant qu'elle révèle les limites d'un multilatéralisme économique fondé sur la seule compétitivité-prix. La bifurcation se joue dans la capacité à planifier : infrastructures, usages de l'électricité, règles du commerce, et construction d'un récit collectif. Refonder l'Europe, c'est faire de l'industrie bas carbone un levier d'inclusion et de puissance – ou accepter de la voir fragmentée, dépendante et socialement exposée.

Comment évaluez-vous la maturité des filières industrielles bas carbone (énergies, bâtiment, mobilité, agroalimentaire…) ?

Le concept de filière industrielle bas-carbone est relativement vaste et celles concernant les secteurs de l'énergie ou des transports sont relativement bien identifiées (ex. énergies renouvelables, mobilité électrique…etc.). Au service industrie de l'Ademe, nous travaillons plus spécifiquement sur l'industrie bas-carbone, et notre prisme, c'est l'industrie qui se situe en amont des chaînes de valeurs, celle qui consomme beaucoup d'énergie, qui émet beaucoup de CO2 et dont la transition vers le bas-carbone est donc un véritable enjeu. En matière de périmètre, l'industrie diffuse (en aval des chaînes de valeur), comme l'automobile, n'émet pas beaucoup en phase de production. Concentrer les analyses sur **une dizaine de filières** permet de s'attaquer aux **deux tiers des émissions de l'industrie**. On parle des métaux (acier, aluminium), de la chimie (ammoniac et engrais azotés, chlore et éthylène pour la chimie des plastiques notamment), du sucre, du papier-carton et des matériaux non-métalliques comme le verre et le ciment.

Historiquement, l'incitation à décarboner était relativement faible en raison d'un prix du CO2 sur le marché EU ETS très bas. Les investissements étaient alors concentrés sur de l'efficacité énergétique dont la récupération de chaleur fatale, avec retour sur investissement à court terme. Autour de 2016–2017, le marché du carbone a évolué à plusieurs niveaux. Le prix du CO2 a commencé à monter, les quotas gratuits à baisser, de nouvelles ambitions climatiques ont été annoncées à horizon 2030 et le projet de création d'un Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières a été évoqué. Ces signaux ont poussé **les industriels à identifier des voies de décarbonation**. Toutes les filières soumises à l'ETS ont été concernées de manière équivalente.

10 % **Cinquante sites industriels représentent la moitié des émissions de l'industrie en France, soit 10 % des émissions totales du pays.**

Quels secteurs sont les plus en retard, ou les plus exposés à la transition ?

Au niveau européen, **les efforts de décarbonation ont jusqu'à présent surtout été portés par le secteur de l'énergie** qui ne bénéficiait pas de quotas gratuits, à la différence d'une grande partie de l'industrie manufacturière.

Les efforts à fournir en matière de décarbonation sont hétérogènes selon les secteurs. Le passage à l'électrification peut par exemple se limiter au changement de four pour le secteur du verre, mais cela peut également concerner une complète refonte du procédé de production dans l'acier ou le ciment.

Si la **hausse du prix du CO2** constitue bien un signal pour passer à l'action, il demeure néanmoins **incomplet**. **L'écart de prix entre l'électricité et les**

combustibles fossiles, comme le gaz, est encore trop à l'avantage des fossiles, ce qui retarde le déploiement de certaines solutions. D'autres **technologies** ne sont tout simplement **pas encore matures pour pouvoir être déployées à l'échelle industrielle**. En effet, il ne faut pas seulement considérer l'exposition financière liée à la transition, mais aussi la vulnérabilité du secteur dans un contexte de concurrence exacerbée où certains pays bénéficient de prix de l'énergie plus attractifs, et de soutiens publics parfois très significatifs.

Si tous les secteurs de l'industrie grande consommatrice d'énergie sont concernés, la chimie et la métallurgie semblent particulièrement vulnérables. Pour mieux identifier l'exposition des secteurs industriels et donc mieux calibrer les éventuels dispositifs de politiques publiques, il est nécessaire de disposer de données suffisamment désagrégées. Or actuellement la nomenclature INSEE n'est pas assez fine pour distinguer au sein d'une branche les gros consommateurs d'énergie soumis à la concurrence internationale. Exemple : la sidérurgie mélange des centaines de PME avec ArcelorMittal. Il est donc difficile de dire quels secteurs sont « en retard », lesquels sont davantage exposés ou non … etc.

Quelles tendances lourdes ou signaux faibles faut-il surveiller (ex : relocalisation, inflation verte, tensions d'approvisionnement) ?

La pandémie du COVID et la hausse du prix du CO2 avaient déjà fragilisé l'industrie et nécessité une attention particulière. L'autre événement structurant est constitué par la crise du gaz suite à **la guerre en Ukraine. Cet événement a mis en lumière la vulnérabilité de certaines filières avec un potentiel doublement du coût de production**. Dans ce contexte, **l'électrification devient plus attractive**, encore faut-il que son prix soit davantage stable et prévisible à un horizon de moyen terme. Par ailleurs, on constate des effets rebond dans d'autres secteurs, comme par exemple pour l'ammoniac : 70 % de son coût de production dépend du gaz. On observe ainsi un retour des importations d'engrais azotés depuis la Russie.

Concernant les leviers activés, de nombreux secteurs industriels misaient ainsi initialement sur le CCS (carbone capture and storage). Devant les difficultés techniques (les technologies actuelles ne permettent pas de capter toutes les concentrations de CO2), les freins économiques et l'acceptabilité sociale (abandon de projets en Allemagne et aux Pays Bas suite à une opposition locale), les industriels s'orientent actuellement vers d'autres technologies. Les travaux prospectifs menés à l'Ademe ont aussi mis en avant l'indispensable déploiement d'autres **leviers : efficacité énergétique, récupération de chaleur fatale, hydrogène, incorporation de matières premières de recyclage.**

En parallèle, il est nécessaire de se projeter sur les évolutions de marché. **Les besoins en matériaux de construction de demain seront par exemple complètement différents de ceux d'aujourd'hui. Les volumes de production pourraient également sensiblement baisser** en supposant, par exemple, l'application du ZAN ou la fin des emballages plastiques à usage unique. Les

industriels ont donc également tout intérêt à se projeter sur ces évolutions à horizon 2030, mais aussi 2050.

Quels futurs possibles imaginez-vous à horizon 5-10 ans pour la décarbonation de l'industrie française ?

La volonté de décarboner est là, autant portée par les citoyens que par les investisseurs. **Le problème, c'est le passage à l'acte.**

D'un côté, **une vision stratégique claire de l'État en matière de politique industrielle et commerciale semble encore manquer** (bien que cette dernière soit une compétence exclusive de l'Union européenne). On dit qu'il faut électrifier, mais dans le même temps on annonce un prix relatif de l'électricité par rapport au gaz, toujours aussi élevé. Sachant que les achats de combustibles fossiles participent grandement au creusement du déficit commercial, il y aurait donc **un intérêt fort à poursuivre dans les alternatives aux fossiles**. Le « sans regret » et à court terme se situe surtout du côté de l'efficacité énergétique et de la récupération de chaleur fatale, il faudrait aller beaucoup plus vite et plus loin sur ces deux leviers de décarbonation.

D'un autre côté, les stratégies d'investissements sont freinées par la situation à court terme et la concurrence extrêmement forte des concurrents américains et asiatiques. Ce contexte pousse certains acteurs industriels a une forme de surenchère pour bénéficier de toujours davantage de soutien public, quitte à mettre en concurrence les Etats européens entre eux. **Les contreparties des soutiens sur le maintien de l'emploi ou l'atteinte des objectifs de décarbonation** semblent donc également **indispensables**.

37 %

En 2023, l'électricité est la première énergie utilisée dans l'industrie (37 %) devant le gaz naturel (36 %) et les produits pétroliers (10 %).

Quelles bifurcations ou points de bascule pourraient accélérer ou freiner cette transition ?

Une première bifurcation en faveur de la transition pourrait consister en **un renforcement des barrières tarifaires et non tarifaires aux frontières de l'UE**. Le MACF (marché carbone aux frontières) constitue un premier outil mais il reste centré sur quelques secteurs et vise uniquement les émissions de CO2 du scope 1. Dans nos travaux prospectifs, nous avons par exemple mis en avant la nécessité de conserver les déchets métalliques, principalement acier et aluminium, sur le territoire.

24 %

Au niveau mondial, la part des émissions de carbone couvertes par des « taxes carbone » et des systèmes d'échange de quotas d'émission (ETS) est passée de 0,15 % en 1990 à 24 % en 2024.

Une deuxième bifurcation pourrait consister à appliquer des **critères de contenu carbone et de provenance de biens dans les marchés publics. Une modification de la fiscalité sur les énergies** semble également un indispensable dans la marche vers la transition : alourdissement de la fiscalité sur le gaz et les autres fossiles pour alléger celle pesant sur l'électricité. Ça constituerait un signal fort et de long terme pour tous les acteurs industriels.

Concrètement, on ne peut pas non plus envisager et anticiper la transition sans évoquer **le sujet des infrastructures.** A titre d'exemple, certains scénarios prospectifs amènent une multiplication par 5 de la consommation d'électricité pour la production d'acier. Outre les changements de procédés que ça implique, il devient donc indispensable de réfléchir à l'adaptation du réseau, des raccordements et bien entendu de la production d'électricité.

x2

La consommation électrique des centres de données s'est élevée à 415 kwH en 2024, un niveau supérieur à la demande d'électricité du Royaume-Uni (315 TWh) et presque équivalent à celle de la France (467 TWh). Alors que ce niveau de consommation a augmenté de 12 % entre 2019 et 2024, il devrait doubler d'ici 2030 et consommer autant d'électricité que le Japon le cinquième consommateur mondial.

Dans un monde interconnecté, l**es signaux envoyés par les pays tiers en matière de transition comptent beaucoup**. Ils annoncent une tendance sur le cadre réglementaire/économique dans lequel vont évoluer les concurrents. La non prise en compte des externalités environnementales dans les coûts de production aux US ou en Chine crée mécaniquement une distorsion de concurrence. Si la réponse politique/économique apportée à ces signaux n'est pas à la hauteur des enjeux, cela a un effet de démobilisation pour la transition, pouvant s'illustrer par un désengagement des investissements bas carbone.

Quels liens voyez-vous entre industrie, dépendances géopolitiques, déséquilibres sociaux et transition énergétique ?

Les liens systémiques sont difficiles à intégrer sans se projeter à un horizon 2040, 2050, voire plus. C'est tout l'intérêt des exercices prospectifs que réalisent l'Ademe, negaWatt ou encore le Shift Project mais c'est aussi l'intérêt de la SNBC. Il y a forcément des limites dans ces exercices quand on se projette à des horizons de temps aussi lointains et certains sujets nécessitent également des compétences plus pointues. Les conséquences de l'activité économique sur la biodiversité sont par exemple difficiles à quantifier, à évaluer. La manière dont se comportent les pays tiers en termes de politique commerciale est déjà difficile à anticiper dans les 5 ans, alors à 10, 20 ou 30 ans c'est encore pire. Malgré toutes les limites inhérentes à la prospective, c'est un exercice indispensable d'analyse

de risques et donc de préparation pour la résilience. En vue de la mise à jour des scénarios prospectifs de l'Ademe, nous travaillons avec France Stratégie sur les enjeux liés à l'eau, avec l'INRIA concernant le numérique, avec l'OFB concernant le sujet de la biodiversité, ou encore avec l'IRIS pour mieux prendre en compte la géopolitique dans nos scénarios. Ces différents partenariats visent à rassembler les expertises pour mieux apprécier les liens systémiques.

La culture industrielle française est-elle un frein ou un levier dans ce contexte ?

Il y a beaucoup **d'inertie** dans **l'industrie lourde**. Ce sont des structures anciennes, dans lesquelles la **R&D est moins dynamique** et le recrutement plus difficile. Il est plus compliqué d'attirer de jeunes ingénieurs dans la sidérurgie que dans la cosmétique ou la pharmacie.

Comment les institutions françaises et européennes devraient-elles évoluer pour piloter cette transformation ?

Le levier principal à l'échelle européenne, c'est la politique commerciale. Exemple: sur le recyclage de la ferraille, seule une décision européenne permettrait d'en interdire l'export. Mais cela se heurte à **des visions différentes entre pays membres**, selon leur orientation exportatrice ou non. Il y a un besoin d'harmonisation industrielle européenne.

Quels leviers vous semblent aujourd'hui insuffisamment mobilisés (fiscalité, commande publique, normes, conditionnalité des aides) ?

Outre le signal-prix, il faut **travailler sur la commande publique**. Elle pourrait conditionner les achats à des critères environnementaux, au lieu du seul critère prix. Par ailleurs, **le MACF ne couvre que le différentiel lié au CO2**. Il ne compense ni le coût du travail ni l'accès à une énergie moins chère (ex: États-Unis), ce qui crée des distorsions de concurrence.

10 %

En 2024, en France, la commande publique représente environ 8 % du PIB contre 13 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et 14 % en moyenne pour les pays de l'Union européenne.

Les termes du débat public sont-ils bien posés ? Comment mieux articuler compétitivité, décarbonation et justice sociale ?

Il y a un **manque de récit collectif sur la transition industrielle**. Beaucoup d'industries réfléchissent à des produits « premium bas carbone », plus chers, mais sans modèle économique clair derrière. On n'a pas encore intégré pleinement l'idée que cette transition est aussi un sujet d'équilibre social et territorial. La question de savoir à quoi doit servir notre industrie est aussi importante que celle de savoir si elle sera décarbonée et comment.

Les industries de base comme l'acier, le verre ou la chimie n'ont pas très bonne presse vis-à-vis des populations locales et ne sont pas très attractives pour les jeunes. Pourtant ces industries se modernisent et sont essentielles car à la base d'une quantité infinie de produits de consommation. **A ce sujet, les territoires sont clés.** À l'ADEME, les projets ZIBAC permettent de créer des scénarios locaux à horizon 2050 en réunissant élus, industriels et acteurs locaux. C'est **cette échelle-là qui permet de rendre les stratégies opérationnelles** et projeter les acteurs d'un territoire vers un horizon 2030 et 2050.

Quelles logiques anciennes structurent encore nos politiques industrielles (productivisme, croissance, compétitivité-prix) ?

La logique de productivisme reste dominante. On parle d'acier bas carbone, d'ammoniac bas carbone, mais **les réflexions économiques restent classiques. Il y a peu de projections sur la demande réelle à long terme et sur la manière dont les modèles économiques pourraient se transformer**. Ce sont des réflexions nécessaires à avoir secteur par secteur. L'économie de la fonctionnalité est peut-être pertinente pour celui de la fabrication des pneus mais elle l'est moins pour la production de ciment.

Et puis surtout, la propension à se projeter vers de nouveaux modèles plus vertueux et résilients à long terme implique d'être moins «sous pression» à court terme, comme c'est le cas pour bon nombre de secteurs industriels avec l'exacerbation de la concurrence.

Trouver une stratégie qui décarbone et qui soit rentable en 2030 peut s'avérer inutile si d'ici là le site ferme. Ceci est particulièrement vrai pour les industries de base ne disposant pas d'une grande agilité quant à leur gestion de capacités de production.

Quelles innovations institutionnelles ou budgétaires faudrait-il envisager ? À quel niveau de rupture cela nous conduit-il ?

Il faut construire une vision à 2050, en se demandant à quoi sert l'industrie, ce qu'elle apporte en termes de cohésion, d'inclusion. L'ADEME travaille à renforcer

le volet industriel de ses récits de transition 2050 avec un collège d'experts. **Ce travail doit dépasser la seule logique de production et s'inscrire dans une réflexion globale sur la soutenabilité.**

Comment bâtir un récit collectif autour d'une transition industrielle qui soit mobilisateur et soutenable ?

C'est précisément l'objet de ce travail. L'idée est de **produire un récit qui articule les dimensions industrielles, sociales, territoriales, et écologiques**. L'idée est également de montrer que cette industrie soutenable peut être un moteur de la cohésion nationale.

Quelle recommandation prioritaire formuleriez-vous pour accélérer la transition industrielle tout en assurant cohésion et performance ?

Mettre en cohérence planification, stratégie industrielle et instruments européens. Identifier les bons leviers pour renforcer la compétitivité bas carbone. Assurer **une répartition claire des usages de l'électricité à venir. Et construire un récit de l'industrie comme acteur de la résilience et de la cohésion**, pas seulement comme producteur de biens.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Sylvain Sourisseau*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

SANS PILOTAGE STRATÉGIQUE DE L'ÉTAT, LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE INDUSTRIELLE S'ENLISE DANS L'INCOHÉRENCE

Les industriels, les citoyens et les investisseurs sont disposés à décarboner, mais l'absence de ligne directrice claire freine les engagements. Ce décalage traduit une crise de pilotage public, qui affaiblit la capacité du pays à structurer la transition.

LA DÉCARBONATION DES FILIÈRES EXPOSE LES VULNÉRABILITÉS GÉOPOLITIQUES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La dépendance aux ressources critiques (métaux, eau, énergie) et aux technologies comme le captage et stockage du carbone rend l'appareil productif sensible aux chocs internationaux. La transition énergétique ne peut donc être dissociée d'une stratégie de souveraineté industrielle.

L'EUROPE DOIT PLANIFIER SES INFRASTRUCTURES POUR CRÉDIBILISER UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE BAS CARBONE

Décarboner l'acier, l'ammoniac ou le ciment suppose une augmentation massive de la consommation d'électricité et un maillage territorial adapté. Cette ambition appelle une cohérence entre les plans nationaux (Secrétariat général à la planification écologique – SGPE), les infrastructures locales, et les instruments européens comme le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF).

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DOIT RÉCONCILIER PERFORMANCE INDUSTRIELLE, JUSTICE SOCIALE ET COHÉSION TERRITORIALE

L'industrie ne peut être réduite à sa fonction productive : elle structure les territoires et les équilibres sociaux. Réussir la transition implique d'anticiper les résistances locales, les effets sur l'emploi et les reconversions nécessaires.

UN RÉCIT STRATÉGIQUE EST INDISPENSABLE POUR ANCRER LA TRANSITION INDUSTRIELLE DANS LA DURÉE

Le débat public reste dominé par l'économie du court terme, sans horizon clair. Or, sans récit mobilisateur articulant écologie, souveraineté et inclusion, aucune transition ne sera durablement légitime. La France et l'Union européenne doivent construire une vision industrielle qui donne du sens aux efforts collectifs et positionne l'industrie comme acteur de résilience.

ENTRETIEN #2.6

« JE RÉFUTE L'IDÉE D'UN REJET DE LA TRANSITION : QUAND ON REGARDE L'HISTOIRE DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES, ELLE S'EST FAITE PAR EFFETS D'ESCALIERS »

affirme Chantal Jouanno

Ancienne secrétaire d'État à l'Écologie et dirigeante expérimentée du secteur public comme du privé, Chantal Jouanno alerte sur un malentendu politique : ce n'est pas la transition écologique qui suscite le rejet, mais la façon dont elle est conduite. Dans un monde où le chaos s'installe comme norme – sur les marchés, dans les récits, dans la gouvernance – la perte de confiance envers l'expertise, les institutions et les instruments démocratiques fragilise la capacité collective à affronter l'Anthropocène. Ce backlash, structuré par la montée des populismes et la radicalisation des clivages identitaires, mine les conditions mêmes de l'action publique. À l'échelle européenne, la réponse ne peut être ni technocratique ni autoritaire : elle doit articuler science, démocratie locale, diplomatie écologique et justice sociale. Dans cette polycrise, l'écologie n'est plus un supplément d'âme – elle est l'épreuve de vérité du projet politique européen.

Quelles formes concrètes prend aujourd'hui le rejet ou la contestation de la transition écologique (manifestations, lois annulées, attaques médiatiques, désengagements politiques) ?

Il ne s'agit pas d'un rejet global de la transition écologique, mais plutôt d'un **ralentissement ciblé sur certains sujets**. Il convient de ne pas confondre la contestation portée par des groupes minoritaires et la perception majoritaire de la population. Un sondage récent, commandé par ENGIE, montre qu'un **soutien fort à la transition subsiste dans l'opinion**. Les **remises en cause** visibles aujourd'hui tiennent davantage à la **complexité ou à la surcharge réglementaire** de certains outils qu'à une opposition de fond.

74 % — **74 % des Français pensent que le gouvernement devrait privilégier la protection de l'environnement à la croissance économique.**

Ainsi, la directive CSRD *(Corporate Sustainability Reporting Directive)* a été repoussée pour certains acteurs, tandis que la directive CS3D **(Corporate Sustainability Due Diligence Directive)** risque d'être abandonnée. En revanche, la réglementation européenne sur la déforestation se maintient.

Sur les **ZFE** (zones à faibles émissions), les **débats** sont anciens, notamment **autour de la justice sociale**, sans qu'il s'agisse d'un phénomène nouveau. Le recul de la consommation de produits bio doit également être relativisé, ces produits n'ayant jamais constitué une majorité du marché.

Du côté des **entreprises, la dynamique de transition demeure forte**, notamment dans les investissements en énergies renouvelables qui atteignent des niveaux records.

+ 11 % — **En 2024, les investissements dans la transition énergétique à l'échelle mondiale ont augmenté de 11 % pour atteindre un record de 2 100 milliards de dollars. Toutefois, ce niveau n'est pas suffisant. Ainsi, dans l'UE, les investissements climat ont atteint un niveau de 498 milliards d'euros en 2023, bien loin des besoins estimés à 842 milliards d'euros par an en moyenne.**

Historiquement, les politiques environnementales connaissent des phases d'accélération, de stagnation, puis de relance. Ces à-coups suivent un schéma bien connu, où la contestation sociale réémerge principalement sur les sujets de redistribution et d'effort perçu.

Quels acteurs ou courants structurent ce backlash – et avec quelles motivations (politiques, économiques, culturelles) ?

La **contestation actuelle** de la transition écologique provient principalement de **courants idéologiques de droite et d'extrême droite**. Ces forces mobilisent des registres différents : **l'extrême droite** peut défendre des sujets comme le bien-être animal ou la biodiversité, mais **s'oppose fermement aux énergies renouvelables**, en s'appuyant sur un discours axé sur la justice sociale.

La **droite traditionnelle**, quant à elle, met davantage en avant des arguments liés à la **compétitivité économique**. Toutefois, **cette ligne évolue**, car il devient de plus en plus clair que la transition conditionne désormais la compétitivité future. Ces acteurs plaident aussi pour la défense du patrimoine et des paysages, au nom d'un certain attachement à la stabilité.

Ces oppositions ne sont pas nouvelles. Elles s'inscrivent dans une forme de récurrence : lors du Grenelle de l'environnement, par exemple, un enthousiasme initial avait été suivi d'un repli conservateur. Aujourd'hui, nous observons une mécanique comparable.

Le sentiment d'urgence climatique accentue cependant l'effet de tension. Dans ce contexte, **le risque de radicalisation augmente**, alimenté par le chaos informationnel et l'essor du populisme. Donald Trump illustre cette dynamique : rejet de la science, gouvernance par le désordre, usage massif de la désinformation. Si un pouvoir venait à combiner ces trois dimensions – négation de la science, stratégie du chaos, manipulation numérique – le risque de dérive autoritaire serait majeur.

+25 %

Les décisions prises par Donald Trump pendant son second mandat (basé sur ses déclarations) devraient augmenter les émissions de CO2 de 25 % d'ici 2030 par rapport à la trajectoire des émissions estimée en cas de second mandat de Joe Biden.

Quels sont les effets visibles sur l'action publique, la mobilisation citoyenne ou l'engagement économique ?

La fracture actuelle oppose **une gouvernance descendante** et technocratique, qui prescrit les solutions sans concertation réelle, à une **attente de démocratie quotidienne**, de dialogue, et d'information transparente.

Le vrai point de rupture réside dans l'accès à l'information. La Commission nationale du débat public (CNDP) a bien réussi à structurer des dispositifs de participation, mais a échoué à garantir une information indépendante, claire et accessible. Celle-ci a été abandonnée aux porteurs de projets ou à l'État, ce qui a fragilisé la légitimité des décisions.

On a cru que la science se suffirait à elle-même, qu'elle allait naturellement convaincre. Or, c'est précisément ce que les populismes contestent en premier. Ce **déficit d'information indépendante est l'un des maillons faibles actuels de l'action publique**.

35 - 43 %

Selon différentes études, 35 à 43 % des Français sont désormais climatosceptiques, un chiffre en nette hausse depuis 2020 (20 à 32 %) ; ces individus sont majoritairement issus des classes populaires, des tranches d'âge plus âgées et de l'électorat de droite ou d'extrême droite.

Ce backlash vous semble-t-il conjoncturel ou durable ?

Il est difficile de trancher entre un phénomène conjoncturel ou structurel. Comme le souligne Pierre Charbonnier, **une démocratie qui n'est plus en capacité de produire de la croissance est vulnérable à la contestation**. Pourtant, l'exemple polonais montre qu'un rejet de l'autoritarisme peut se produire même après une période de prospérité.

Ce qui est certain, c'est que la **transition** aura lieu. Elle est **inéluctable**, notamment sous la pression des enjeux d'adaptation liés à l'eau, l'alimentation ou l'énergie. Mais **elle se fera dans la douleur**, en alimentant les conflits sociaux et les fractures territoriales. La conflictualité, déjà à l'œuvre, va s'intensifier.

> 215 MILLIARDS

Au niveau mondial, les besoins d'investissement dans l'adaptation au dérèglement climatique sont estimés entre 215 et 287 milliards d'euros par an.

Nous devons donc accepter l'idée que cette tension est désormais une composante durable de l'action publique.

Peut-on imaginer un retournement positif, et dans quelles conditions ?

Oui, mais à certaines conditions strictes. D'abord, **renforcer la démocratie locale**, seul espace capable de produire du dialogue véritable. Pas nécessairement du consensus – un mot trompeur – mais un espace de confrontation constructive.

Ensuite, redonner un **rôle fort aux organisations internationales**. Le multilatéralisme, bien que fragilisé, reste une boussole. Enfin, **les partis politiques** doivent redevenir des **porteurs sincères de projet collectif**.

Paradoxalement, des figures comme Donald Trump peuvent jouer un rôle de catalyseur. En poussant leur logique à l'absurde, ils pourraient contribuer à la démonstration de leur inefficacité.

Une transition volontaire suppose donc cinq piliers : **la science, la démocratie locale, l'accès à l'information, le renforcement des institutions internationales et l'engagement politique structuré**. Mais la fenêtre est étroite. Les réseaux sociaux rendent l'opinion difficilement lisible, et les résultats électoraux de plus en plus imprévisibles.

Le modèle économique actuel a été créé pour apporter la paix. Est-ce que poser un modèle économique différent pourrait amener de la violence ?

La question est légitime. Le rapport Meadows avait déjà démontré l'impasse d'une croissance illimitée. Pourtant, la **sobriété** – qui devrait être l'expression politique de cette prise de conscience – **reste mal définie**. Elle est **trop souvent confondue avec l'efficience**.

Oui, il faut **inventer un nouveau modèle fondé sur la finitude des ressources**. Mais il n'a pas encore été pleinement pensé à l'échelle macroéconomique. Comment croître sans consommer plus ? Comment créer de la valeur dans les limites planétaires ? À ce jour, aucun modèle économique pleinement opérationnel ne répond à ces questions.

À l'échelle micro, en revanche, **les entreprises s'adaptent**. Certaines passent d'un modèle basé sur la vente de volumes à un modèle fondé sur la garantie de continuité et de qualité. Dans le secteur de l'eau, par exemple, cette transformation est en cours.

Ce **changement est en partie invisible**, car difficile à assumer publiquement, surtout pour les entreprises cotées. Admettre que son modèle économique n'est peut-être pas soutenable est risqué sur les marchés financiers.

Pourtant, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Une étude menée avec le Forum économique mondial a montré qu'à l'horizon 2040, certaines industries – comme les télécoms, les déchets ou les utilities – pourraient **perdre jusqu'à 20 points d'EBITDA en raison du changement climatique**. Ces impacts massifs forcent à repenser les modèles.

- 19 %

Les conséquences du réchauffement climatique pourraient conduire à une baisse globale de la production de 19 % d'ici 2050.

Quelles interactions voyez-vous entre ce backlash et les autres dimensions de la polycrise (crise sociale, défiance, repli identitaire) ?

Les tensions géopolitiques vont croître autour de l'accès aux ressources critiques. Cela entraînera des **ruptures d'approvisionnement, des tensions logistiques, des déplacements de population** à l'intérieur des États et entre régions du monde.

Face à ce phénomène, les logiques régionales reprennent le dessus. **Les organisations internationales, affaiblies** et trop bureaucratisées, laissent le champ libre à une **régionalisation de l'action publique**. Certains parlent déjà d'un risque de « balkanisation ».

Sur le plan économique, le cœur du débat réside dans la **redéfinition du périmètre entre le privé, le marché, et ce qui relève du bien commun**. Les infrastructures stratégiques, par exemple, devront être reconsidérées sous l'angle de la résilience collective.

Enfin, notre modèle reste fondé sur la quantité. Il faudra pourtant **évoluer vers une logique de qualité** – créer de la valeur sans accroître la consommation de ressources. Ce changement de paradigme est en germe, mais pas encore généralisé.

Quel impact sur les relations entre générations et sur la place des jeunesses ?

La tension intergénérationnelle devient palpable. Ce qui relevait hier d'une idée théorique est désormais visible dans le débat public, les médias, et les interactions sociales.

La jeunesse est confrontée à un chaos permanent. Elle évolue dans un monde instable, imprévisible, où l'on attend d'elle une agilité constante. Cela peut conduire au découragement, voire au renoncement.

Deux jeunesses coexistent aujourd'hui : une jeunesse mondialisée, mobile, cultivant des opportunités, et une jeunesse plus enclavée, socialement et territorialement, subissant de plein fouet l'instabilité. Ce **clivage générationnel est un enjeu majeur** de cohésion sociale.

70 % **70 % des jeunes européens ressentent de l'éco-anxiété face à l'avenir climatique.**

Comment l'État peut-il répondre à ce backlash sans le renforcer ?

Il faut revenir aux textes existants et les appliquer pleinement. La convention d'Aarhus, par exemple, impose l'accès à l'information et la participation du public aux décisions environnementales. Elle a une valeur juridique supérieure au droit français, mais reste sous-utilisée.

Il faut aussi **généraliser les véritables études d'impact**, à haute résolution territoriale et sociale. Les outils existent pour croiser les données, anticiper les effets et cibler les compensations.

Cela implique de confier aux collectivités les leviers d'ajustement, plutôt que d'imposer des mesures uniformes depuis Paris.

Plutôt que de multiplier les objectifs de long terme, il faut des **feuilles de route claires, cohérentes, et surtout stables**. La transition écologique a besoin de continuité. **Une « diplomatie écologique » structurée serait pertinente, à l'image de la diplomatie étrangère.**

Enfin, tout est déjà écrit. Les outils, les dispositifs, les normes existent. Il suffit de les mettre en œuvre avec rigueur.

Faut-il repenser les formats de participation citoyenne autour des politiques écologiques?

Oui, mais avec discernement. **Il faut éviter les effets de mode ou les méthodes uniformes.** Chaque territoire, chaque contexte, appelle des modalités différentes.

Par exemple, sur certains projets urbains, les outils numériques sont inopérants : il faut aller sur le terrain, en porte-à-porte, avec des médiateurs.

Il faut aussi **légitimer les formes spontanées de participation**. Il n'y a pas d'un côté la participation « officielle » et de l'autre, des expressions illégitimes. Les deux doivent être reconnues et articulées.

Enfin, tout repose sur une **information adaptée**. Les publics précaires ne sont pas atteints par des brochures ou des plateformes en ligne. Il faut s'appuyer sur le **tissu associatif**, seul relais crédible dans de nombreux territoires.

Quelle mesure forte permettrait, selon vous, de préserver l'élan démocratique autour de la transition dans les 10 prochaines années ? Comment reconstruire un récit écologique qui fédère au lieu de cliver ?

Il ne s'agit pas de créer de nouvelles structures, mais **d'appliquer les textes existants et de faire vivre la démocratie participative** dans l'esprit autant que dans la lettre.

La priorité est à la cohérence, à la visibilité et à la stabilité de l'action publique. Il faut sortir des effets de balancier politiciens et **penser sur le temps long**.

Pas besoin de révolution institutionnelle. Ce qu'il faut, c'est de la méthode, de la constance, de la transparence, et un respect exigeant du cadre démocratique existant.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Chantal Jouanno*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

IL N'Y A PAS DE REJET DE LA TRANSITION, MAIS UNE CRISE DE MÉTHODE ET DE NARRATION

La transition écologique conserve une large légitimité dans les opinions publiques et les milieux économiques, mais pâtit d'une mise en œuvre perçue comme opaque, désincarnée, ou socialement injuste. La fracture s'ouvre moins sur les objectifs que sur les instruments et les récits.

UN BACKLASH MINORITAIRE MAIS STRUCTURÉ, AMPLIFIÉ PAR LA FRAGMENTATION DU DÉBAT PUBLIC

Les résistances proviennent d'idéologies conservatrices ou populistes, qui exploitent l'incertitude sociale, la défiance scientifique et le brouillage informationnel. Le chaos devient un outil politique, accentué par la dérégulation des plateformes numériques.

UNE CONFLICTUALITÉ DURABLE LA TRANSITION SE FERA, MAIS ELLE NE SERA NI LINÉAIRE NI PACIFIÉE

Les contraintes physiques (climat, énergie, alimentation) rendent la transition inévitable, mais sa trajectoire est incertaine, chaotique, et potentiellement déstabilisante. Les tensions sociales, les inégalités générationnelles et les risques de violence politique sont autant de lignes de faille à anticiper. L'Europe doit concevoir la planification écologique comme un projet de stabilisation sociopolitique.

LE VERROU STRATÉGIQUE : L'ABSENCE DE MODÈLE ÉCONOMIQUE CRÉDIBLE POUR UNE ÉCOLOGIE DE LA QUALITÉ

La soutenabilité n'a pas encore trouvé son équivalent macroéconomique. Le système reste conçu pour maximiser la quantité, non la résilience. Tant que les entreprises n'auront pas de cadre économique leur permettant de créer de la valeur sans consommer davantage de ressources, le compromis entre transition et compétitivité restera un leurre.

L'EUROPE DOIT ASSUMER UNE DIPLOMATIE ÉCOLOGIQUE, DÉMOCRATIQUE ET STABLE

Face à la tentation autocratique, à la tentation du repli et à la volatilité politique, l'Union européenne peut transformer la crise actuelle en levier de refondation. Cela suppose une diplomatie écologique robuste, une démocratie délibérative refondée, une information accessible. L'enjeu n'est pas de réinventer le droit, mais de restaurer la continuité démocratique dans l'exécution des politiques écologiques.

ENTRETIEN #2.7

« ALORS QUE NOUS DEVONS RÉDUIRE LA CONSOMMATION POUR RÉDUIRE NOS DÉPENDANCES ÉNERGÉTIQUES, LES CITOYENS SONT ENCORE DANS UNE FORME D'ATTENTISME FACE À L'ETAT QUI A ABSORBÉ LES CHOCS »

alerte Diane Simiu

Directrice du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air au sein des ministères de la transition écologique, Diane Simiu alerte sur un risque stratégique majeur : celui d'un *statu quo* énergétique déguisé en transition. Alors que la dépendance fossile reste massive, que les infrastructures sont sous-dimensionnées, et que les citoyens attendent encore trop de l'État, l'indépendance énergétique européenne ne peut plus être différée. Dans un contexte de polycrise, l'énergie devient le révélateur d'un double désalignement : entre objectifs politiques et capacités techniques, entre urgence écologique et fragmentation démocratique. La bifurcation repose sur trois leviers : adopter une Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) crédible, renouveler les coalitions narratives, et territorialiser une action publique trop centralisée. Réorienter le système énergétique, c'est refonder un contrat politique : entre soutenabilité et souveraineté.

Quels éléments concrets illustrent aujourd'hui la dépendance énergétique de la France ?

La **balance commerciale énergétique** constitue l'indicateur le plus parlant : elle varie entre 70 milliards d'euros les bonnes années, et a atteint 140 milliards d'euros en 2022. La France importe 99 % de son énergie fossile, alors que cette dernière représente encore 58 % du mix énergétique. Dans les débats publics, l'attention est largement focalisée sur l'électricité, alors que la moitié de notre consommation d'énergie concerne la chaleur, elle-même issue aux deux tiers de sources fossiles. La loi de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) vise un renversement de cette situation : passer de près de 60 % d'énergie fossile à moins de 40 % en 2030.

56,3 %

En 2023, le taux d'indépendance énergétique de la France (production primaire/consommation primaire) est de 56,3 %, un niveau équivalent à la moyenne européenne.

Cette transition est i**natteignable sans une baisse significative de la consommation**. Les objectifs définis au niveau européen sont une réduction de 30 % d'ici 2030, et de 50 % d'ici 2050. Cela implique des efforts considérables en matière d'efficacité et de sobriété.

Plusieurs obstacles se présentent : sur le plan politique, les débats au Parlement sur les différents projets de loi de programmation de l'énergie et du climat ont montré les divisions et le manque de consensus.. Andreas Rüdinger parle d'une **forme d'amnésie collective** sur ce que nous avons vécu en 2022. Sur le plan économique, le prix bas du gaz, facilité par le déploiement rapide d'infrastructures LNG depuis le début de la guerre en Ukraine, déséquilibre par exemple les projets de réseaux de chaleur, dont l'équation économique devient intenable sans aide publique. Politiquement, un rééquilibrage de la fiscalité entre le gaz et l'électricité – pourtant nécessaire – est délicate.

11,5 %

En octobre 2022, sur un an, les prix avaient augmenté en moyenne de 11,5 % en conséquence du choc exogène provoqué par l'agression russe de l'Ukraine et son impact sur les prix des matières premières énergétiques et agricoles. Du fait notamment du bouclier tarifaire, l'inflation en France était stabilisée à 6,2 %.

Enfin, une crise démocratique aggrave la situation. Le débat sur les Zones à faibles émissions (ZFE) illustre ce phénomène : ceux qui prennent la parole ne sont pas nécessairement ceux qui sont concernés. Cette mobilisation s'est d'ailleurs déplacée vers la PPE. La **désinformation** est très active, notamment sur les batteries,les pompes à chaleur ou les énergies renouvelables. Par

exemple, les pompes à chaleur, sont cruciales pour sortir du gaz, mais peinent à s'imposer dans l'existant, en partie à cause de l'inertie des professionnels et des argumentaires contraires. Une campagne de communication sera lancée à l'automne pour accélérer l'adoption de cette technologie par les Français.

128

128 cas de désinformation climatique sur 18 médias audiovisuels français ont été recensés au premier trimestre 2025 par Data for Good et Science Feedback.

Où en est-on du point de vue de la mutation des infrastructures (réseaux, logements, mobilité, numérique) ?

Certaines innovations techniques offrent des perspectives très prometteuses. On peut citer l**es véhicules-to-grid, le potentiel d'effacement dans le tertiaire, ou encore les pompes à chaleur dans l'habitat collectif**. Les dispositifs techniques existent, le potentiel de diffusion reste élevé.

Quel niveau d'indépendance énergétique est atteignable dans la décennie à venir ?

Les chiffres de la PPE montrent une trajectoire de **réduction de la dépendance**. La crise de 2022 a produit une forme de mobilisation générale, avec un fort engagement à tous les niveaux – État, entreprises, collectivités, citoyens. Il faut parvenir à maintenir ce type d'engagement dans le temps. **Les arguments rationnels ne suffisent pas toujours.** Prenons l'exemple de la voiture électrique : son coût complet à 10 ans est compétitif, mais cela ne suffit pas à convaincre les entreprises par exemple : l'introduction d'une nouvelle taxe en 2025 a été nécessaire pour faire décoller les ventes.

- 31 %

La consommation finale d'énergie devra passer de 1545 TwH en 2022 à 1060 TwH en 2050 soit une baisse de 31 % en 28 ans selon les projections de la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie.

Aujourd'hui, beaucoup continuent à penser que l'État viendra toujours amortir les chocs énergétiques, ce qui **limite leur implication réelle**. Il y a une forme d'attentisme. Or, les finances publiques ne permettent plus d'envisager la mise en place de « boucliers tarifaires » comme il y en a eu en 2022.

En quoi la question énergétique est-elle centrale dans la logique de polycrise ?

L'énergie est à la fois cause et symptôme de la polycrise. Comme en 1974, la crise énergétique de 2022 a montré que les tensions sur l'approvisionnement peuvent générer des effets en cascade : inflation, fragilisation des États. Toute stratégie sérieuse de résilience doit traiter de front les enjeux énergétiques. La transition ne concerne pas uniquement le climat : elle engage aussi des choix industriels, sociaux, géopolitiques.

Comment jugez-vous la capacité actuelle de l'État à piloter la mutation des infrastructures ?

L'État conserve un rôle structurant sur la production et les infrastructures, mais il se heurte à un rythme d'électrification qui est insuffisant. Nous produisons plus d'électricité que nous n'en consommons, ce qui conduit à des épisodes de prix négatifs. Cela complique le développement des énergies renouvelables. Il faut donc maintenir les efforts pour **encourager le véhicule électrique, les pompes à chaleur, l'électrification de l'industrie**.

29 %

29 % des véhicules électriques vendus en France sont produits en France contre 2 % pour les véhicules à essence.

Quelles failles ou rigidités institutionnelles freinent l'exécution ?

L'une des difficultés majeures réside dans la polarisation du débat public, encore capté par le clivage nucléaire vs. renouvelables. Or, d'autres sujets essentiels comme la chaleur ou les réseaux sont laissés de côté. Les ONG, historiquement focalisées sur la **sobriété** ou sur des positions antinucléaires, sont aujourd'hui moins présentes sur certains sujets stratégiques. Cela crée un vide, souvent comblé par les lobbies.

-3,8 %

La consommation finale d'énergie (hors charbon des hauts-fourneaux) a diminué de 3,8 % en 2023 à climat corrigé. Tous les secteurs sont concernés : le tertiaire (- 8,2 %), l'industrie (- 6,6 %), le résidentiel (- 2,7 %), les transports (- 2,2 %) et l'agriculture-pêche (- 0,7 %).

Comment recomposer le débat public sur l'énergie, pour mieux répondre à la crise écologique ?

Il faudrait effectivement **sortir d'une logique binaire** pour remettre au cœur du débat des sujets comme la chaleur, les usages, la fiscalité ou la résilience. Le débat ne peut plus se réduire à une opposition entre nucléaire et renouvelables, car la transition impose une hybridation raisonnée.

Quels acteurs ou coalitions pourraient crédibiliser un récit d'indépendance énergétique réaliste et mobilisateur ?

Les ONG ont un rôle à jouer, à condition de sortir d'une posture défensive. Elles sont crédibles sur la **sobriété**, mais doivent s'impliquer davantage sur des sujets comme les réseaux de chaleur, les pompes à chaleur, ou encore les certificats d'économie d'énergie. Certaines **expérimentations** existent : l'État travaille davantage avec des acteurs différents comme par exemple des associations de consommateurs, Une mobilisation citoyenne peut émerger autour de ce type d'acteurs.

x 14

Investir 1 million dans des dispositifs pour atténuer les risques de submersions marines conduit à éviter des dommages estimées à 14 millions d'euros.

Pour accélérer la transition énergétique, centrale dans la crise écologique, quelles innovations institutionnelles sont à envisager ?

Il faut donner de la visibilité. **L'adoption de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) est essentielle** car elle permet d'envoyer les bons signaux aux investisseurs et de déclencher les appels d'offres, notamment dans l'éolien en mer. Il ne s'agit pas de prétendre qu'il n'y a qu'un seul chemin possible, mais de **montrer que la direction est partagée**.

54 %

Part de l'électricité dans le mix énergétique français en 2050 selon la PPE 3 contre 27 % en 2022.

L'une des résistances, ce sont les clivages. Comment articuler récit de sobriété et récit de souveraineté alors que nous vivons une ère de vide narratif ?

Les dynamiques locales sont les plus efficaces pour sortir du débat politicien. À l'échelle d'un territoire, les **solutions concrètes** prennent le pas sur les postures. Il faut encourager les coalitions hybrides entre ONG, collectivités, consommateurs et État. Ces **alliances** sont les seules capables de faire émerger un récit crédible de transition juste, et de dépasser les lignes de fracture classiques. C'est l'objet des COP régionales.

85 %

En mai 2025, les feuilles de route élaborées par 14 régions en France lors de COP régionales couvrent environ 85 % des objectifs nationaux en matière de région des émissions de gaz à effet de serre.

Quelle mesure structurante recommanderiez-vous pour sécuriser l'indépendance énergétique de la France tout en accélérant la transition ?

La priorité immédiate est **l'adoption de la PPE**. Ce document est la condition *sine qua non* pour enclencher les dynamiques industrielles, donner de la visibilité aux acteurs économiques et structurer les appels d'offres. Il faut mieux **mobiliser les ONG** sur des sujets concrets comme les pompes à chaleur, afin de contrebalancer l'influence des acteurs gaziers et de réorienter les récits vers la sobriété, l'efficacité, et la résilience.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Diane Simiu*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE MASSIVE, AUX EFFETS SYSTÉMIQUES

La France reste tributaire à 99% des énergies fossiles importées, avec une facture énergétique record (140 milliards d'euros en 2022). Cette vulnérabilité alimente inflation, fragilité industrielle et instabilité budgétaire. Dans un contexte de rivalités géopolitiques accrues, la dépendance énergétique est devenue une faille stratégique.

DES INFRASTRUCTURES SOUS TENSION FACE AUX EXIGENCES DE LA TRANSITION

Le réseau, l'habitat et la mobilité peinent à intégrer les innovations disponibles (effacement, pompes à chaleur, véhicules-to-grid). L'inertie des filières, le sous-investissement public et le manque de formation bloquent leur diffusion. Le risque est celui d'un sous-calibrage technico-institutionnel face à une crise globale.

UN RÉCIT ÉNERGÉTIQUE FRAGMENTÉ, MINÉ PAR LA DÉSINFORMATION

La transition reste prise dans une polarisation stérile entre nucléaire et renouvelables, tandis que les enjeux de chaleur ou de réseaux sont passés sous silence. La désinformation alimente la défiance sur les solutions concrètes. La construction d'un récit d'indépendance sobre et résilient nécessite une coalition hybride d'acteurs crédibles.

UN PILOTAGE CENTRAL DÉSÉQUILIBRÉ, UNE DÉCENTRALISATION ENCORE À INVENTER

L'État conserve un rôle clé sur la production mais a perdu la main sur les usages. L'électrification stagne, les signaux-prix ne sont pas crédibles, les collectivités restent mal équipées. Seule une gouvernance territorialisée, intégrant mieux les signaux de terrain, permettra de corriger ce désalignement stratégique.

UN DOUBLE IMPÉRATIF : LÉGITIMER LES CHOIX ET PARTAGER LES EFFORTS

L'adoption d'une programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) lisible est indispensable pour envoyer les bons signaux aux acteurs économiques. En parallèle, une réforme du débat public est nécessaire pour réengager les citoyens dans des arbitrages partagés. L'Europe devra faire de cette transition un levier de refondation démocratique et industrielle, ou subir le choc de la fragmentation.

ENTRETIEN #2.8

« LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE N'EST PLUS MARGINALE : ELLE STRUCTURE DÉSORMAIS LE DÉBAT PUBLIC ET ALIMENTE UN RECUL NORMATIF »

alerte Eva Morel

Eva Morel, secrétaire générale de l'ONG *QuotaClimat*, décrypte la montée en puissance de la désinformation climatique : un phénomène devenu central dans les dynamiques de backlash contre la transition écologique. De plus en plus structuré, internationalisé et viralisé, ce phénomène échappe à la simple logique de négationnisme. Il affecte désormais les récits, les solutions, les figures de la transition et les politiques publiques. Face à cela, les outils de lutte restent trop dispersés ou insuffisants. Eva Morel appelle à une réponse systémique, mêlant régulation des médias, coordination d'acteurs et formation de l'écosystème journalistique.

Comment la désinformation climatique a-t-elle évolué ces dernières années ?

La désinformation climatique a profondément changé de nature. On est passé d'un négationnisme frontal (niant l'existence du changement climatique ou son origine humaine) **à des formes beaucoup plus pernicieuses**. Aujourd'hui, le cœur de la désinformation cible la gravité du dérèglement, la légitimité des solutions proposées et les figures qui portent la transition : scientifiques, militants et institutions publiques.

Ce glissement est massif, mais encore **peu documenté**. Il existe très peu d'outils scientifiques permettant de mesurer la prévalence du phénomène. Toutefois, des signaux clairs émergent. Le projet Tortoise, par exemple, a montré une explosion des narratifs de désinformation sur X, TikTok et YouTube entre 2023 et 2024. En France, David Chavalarias a également montré comment la sphère complotiste anti-vax s'est reconvertie dans le climat après le COVID.

Cette désinformation ne circule pas uniquement sur les réseaux sociaux. Elle est aussi **portée par les médias traditionnels** – presse, télévision, radio – qui jouent un rôle clé dans sa normalisation. C'est cette normalisation qui rend la désinformation véritablement dangereuse, car elle influence ensuite l'agenda politique et économique.

Quels sont les nouveaux récits dominants ?

Trois grands récits structurent aujourd'hui la désinformation en France :

- La **remise en cause des énergies renouvelables**, présentées comme coûteuses, inefficaces, voire inutiles à la transition ;
- La **critique radicale des véhicules électriques**, accusés d'être polluants, réservés aux élites ou fondamentalement inutiles ;
- La **disqualification systématique des défenseurs de l'environnement**, qu'ils soient militants, scientifiques ou journalistes.

À l'échelle européenne, on observe une explosion des récits associant transition écologique et atteinte aux libertés, en particulier dans les **discours d'extrême droite**.

Enfin, l'idée selon laquelle **la transition serait un projet de contrôle social des élites** prend de l'ampleur. Une étude de la Fondation Jean Jaurès montre que **42 % des Français considèrent que la transition est un prétexte pour restreindre leurs libertés**. Cette thématique revient régulièrement dans les discours politiques, y compris au plus haut niveau.

Qui sont aujourd'hui les principaux relais de la désinformation climatique ?

La désinformation ne repose pas sur un seul type d'acteurs, mais sur une convergence d'intérêts. On peut identifier quatre grandes familles :

- Les **acteurs économiques** des secteurs fossiles, du transport ou du plastique, qui cherchent à ralentir la transition.
- Les **extrêmes politiques**, notamment l'extrême droite, qui utilisent la transition comme levier de polarisation.
- Les **médias d'opinion**, qui alimentent certains récits pour générer de l'audience.
- Les **acteurs d'ingérence étrangère**, notamment la Russie, qui se servent du climat pour diviser les sociétés européennes.

44 %

44 % des 128 cas de désinformation climatiques détectés sur les médias français au premier trimestre 2025 l'étaient sur des chaînes télévisuelles d'information en continue (CNEWS, LCI, BFM, FRANCE INFO TV). Ce total représente 44 % du total des cas détectés. Après Sud Radio, CNEWS est la chaîne audiovisuelle qui est le principal relais de désinformation climatique.

Ils n'agissent pas de manière coordonnée, mais leur convergence alimente un système de désinformation structuré.

Quels rôles jouent les réseaux sociaux et les plateformes numériques ?

Les réseaux sociaux sont des amplificateurs majeurs. Le climat devient un thème central pour des influenceurs très visibles, souvent positionnés sur d'autres controverses (santé, immigration, sécurité). Le *Center for Countering Digital Hate* a documenté cette évolution.

65 %

65 % des désinformations climatiques sur YouTube dénigrent la science climatique et/ou les solutions proposées pour atténuer et s'adapter au réchauffement climatique. Auparavant, le discours se concentrait plutôt sur la remise en cause du réchauffement climatique.

Mais ce ne sont pas les seuls individus qui posent problème : ce sont surtout les **algorithmes**. Ceux-ci favorisent les contenus clivants, anxiogènes et viraux – or

la désinformation climatique coche toutes ces cases. L'enjeu est d'autant plus fort dans les moments de crise climatique, où la peur rend les contenus encore plus viraux.

Comment évaluer les effets de la désinformation climatique sur l'opinion publique ?

Il existe encore peu d'études établissant un lien direct entre désinformation et évolution de l'opinion. Mais plusieurs travaux pointent une influence réelle. Par exemple, une étude récente de l'Université de Cambridge montre que la **présence ou non de contradiction journalistique dans un débat télévisé a un impact significatif sur la persuasion de l'audience.**

Les sondages montrent aussi un plateau : **le soutien à la transition ne régresse pas, mais il ne progresse plus**. Sur certaines politiques comme les ZFE, on constate même un recul, dû non pas à un rejet populaire massif, mais à une perception erronée de l'opinion par les décideurs.

Quel lien faites-vous entre désinformation climatique et backlash contre la transition ?

Le backlash est surtout porté par les élites. Les médias jouent un rôle déterminant en cadrant les débats. L'exemple du débat sur la climatisation lancé par Marine Le Pen est emblématique : une phrase isolée devient le sujet central du JT au point que l'on invite Jean-Marc Jancovici pour lui demander son avis sur une proposition de M. Le Pen. De même, pendant la crise agricole, les médias ont instauré un faux clivage agriculture et écologie.

Ces **effets de cadrage sont puissants**, ils amplifient des récits qui étaient marginaux. La désinformation participe donc à une **dynamique autoréalisatrice** : en prétendant refléter une opinion, elle finit par la façonner.

Elle peut aussi menacer la **sécurité des personnes** : en France, certains agents de l'OFB ont été pris pour cible. À l'étranger, des journalistes environnementaux ont été tués. Dans certains cas, la désinformation a même mis en danger la sécurité civile, comme lors de l'ouragan Milton, où des personnes n'ont pas évacué à cause de fausses informations.

37

Entre octobre et décembre 2024, 37 cas d'agression d'agents de l'Office français de la biodiversité et de dégradation sur les bâtiments ou les véhicules de l'OFB ont été recensés selon le Secrétaire national adjoint de la CGT environnement et représentant du personnel de l'Office français de la biodiversité (OFB) dans le Finistère.

Enfin, elle **perturbe la démocratie** elle-même. En Allemagne, une opération d'influence russe a attribué à tort des actes violents à des militants écologistes, affectant probablement les résultats du scrutin. Et les entreprises du secteur des renouvelables alertent désormais sur l'instabilité normative créée par ces vagues de désinformation.

Quels outils ou stratégies vous semblent efficaces pour lutter contre la désinformation climatique ?

Il faut **sortir du silence stratégique**. La meilleure arme reste l'**occupation de l'espace médiatique par des récits positifs**, crédibles, construits. Mais cela suppose une stratégie structurée.

Nous appelons à une régulation plus claire, avec des **compétences étendues pour l'ARCOM**. À ce jour, sur 26 saisines, seules 4 ont donné lieu à des suites. Les sanctions restent symboliques, voire inexistantes.

Il faut aussi **sanctuariser du temps d'antenne pour l'information environnementale**, former les journalistes exposés au direct, et construire une stratégie nationale de lutte contre la désinformation climatique – comme cela commence à émerger au Quai d'Orsay.

2 %

2 % du temps d'antenne des médias audiovisuels étaient consacrés aux enjeux climatiques et environnementaux en France au premier trimestre 2025 selon l'Observatoire des médias sur l'écologie.

Quel rôle peuvent jouer les institutions publiques, les médias, les ONG et les entreprises ?

Chaque acteur a un rôle : **les ONG produisent les outils, les médias doivent s'auto-réguler, l'État doit structurer la réponse**. Il faut une coalition. C'est ce que nous faisons au sein de la Climate Action Against Disinformation Coalition, une alliance internationale regroupant plus de 90 ONG et organisations luttant contre la désinformation climatique, et qui mutualise les outils, les expertises, les stratégies.

Toutefois, **seule une impulsion publique permettra de passer à l'échelle**. Les coalitions ont atteint leurs limites. Nous manquons de leviers politiques.

Peut-on envisager une gouvernance démocratique de l'information environnementale ?

Oui, mais cela implique une **stratégie nationale structurée**. Il faut inscrire le climat dans les conventions ARCOM, conditionner les aides à la presse à une

charte environnementale, intégrer le climat dans les formations journalistiques, et structurer une régulation de la publicité.

La presse écrite reste protégée juridiquement, mais rien n'empêche d'instaurer des incitations fortes. Le service public pourrait aller bien plus loin. La France, si elle prend l'initiative, donnerait un souffle énorme à l'écosystème international.

Quelle mesure prioritaire recommanderiez-vous pour renforcer la résilience de la société face à la désinformation climatique ?

Trois mesures fortes pourraient avoir un impact significatif :

- **Sanctuariser des temps médiatiques dédiés à l'information environnementale**, dans les JT et les matinales, sur le modèle des chroniques existantes à France 2 ou TF1 ;
- Lancer **un plan de formation des journalistes exposés au direct**, notamment en période électorale ;
- Créer un régime de sanctions symboliques mais dissuasives contre les désinformateurs, pour sortir de l'impunité sans entrer dans la répression.

À cela s'ajoute un levier de long terme : renforcer **la formation environnementale dans le tronc commun scolaire et dans les écoles de journalisme**. Mais sans impulsion politique claire, ces mesures resteront marginales.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Eva Morel*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE DÉSINFORMATION CLIMATIQUE PLUS DIFFUSE, MAIS PLUS PUISSANTE

Le négationnisme frontal a cédé la place à des formes de déni plus subtiles : remise en cause des solutions, discrédit des défenseurs de la transition, confusion sur les coûts. Ces récits se normalisent dans l'espace médiatique, brouillent les repères collectifs et fragilisent les politiques climatiques.

UN SYSTÈME DE DÉSINFORMATION STRUCTURÉ, VIRAL ET INTERNATIONALISÉ

Des acteurs très divers convergent : influenceurs opportunistes, groupes industriels, sphères d'extrême droite, États étrangers. Le climat devient un levier de polarisation alimenté par les algorithmes et les crises. La Russie, notamment, l'utilise comme vecteur d'ingérence.

UN IMPACT RÉEL MAIS SOUS-ESTIMÉ SUR LA DÉMOCRATIE

La désinformation alimente une perception erronée de l'opinion, provoque des reculs réglementaires, fragilise la sécurité des défenseurs de l'environnement et affecte même l'intégrité des scrutins. Le débat public devient poreux aux narratifs mensongers, sans contre-feux structurés.

L'IMPUNITÉ MÉDIATIQUE COMME TALON D'ACHILLE DU DÉBAT CLIMATIQUE

Faute de formation, de régulation et de cohérence éditoriale, les journalistes laissent circuler des contre-vérités, parfois sans intention malveillante. Les figures médiatiques de la désinformation gagnent en visibilité, y compris sur des antennes généralistes pourtant réputées sérieuses.

UN BESOIN URGENT D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE RÉSILIENCE INFORMATIONNELLE

Il faut une réponse systémique : régulation des médias, temps d'antenne sanctuarisé, plan de formation, clarification du rôle de l'ARCOM, et coalition inter-acteurs. Sans impulsion politique forte, les ONG resteront seules face à une vague structurée de désinformation climatique.

Comprendre la polycrise, comprendre la crise socio-économique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Comprendre la polycrise pour réinvestir l'économie de la souveraineté et potentialiser la sobriété 266

VUE D'ENSEMBLE

En crise profonde socio-économique, les Européens n'ont que deux choix : décrocher définitivement ou raccrocher les gants 268

DONNÉES CLÉS

Comprendre la crise socio-économique 274

ENTRETIENS

Entretien #3.1 avec **Sylvie Matelly** 276
Entretien #3.2 avec **Ludovic Subran** 282
Entretien #3.3 avec **Éric Chaney** 288
Entretien #3.4 avec **Julien Malizard** 294
Entretien #3.5 avec **Jean Pisani-Ferry** 300
Entretien #3.6 avec **Irénée Régnauld** 305
Entretien #3.7 avec **Hubert de Vauplane** 314
Entretien #3.8 avec **Laurent Babikian** 324
Entretien #3.9 avec **Pascal Lamy** 332
Entretien #3.10 avec **Laure De Roucy-Rochegonde** 338

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

COMPRENDRE LA POLYCRISE POUR RÉINVESTIR L'ÉCONOMIE DE LA SOUVERAINETÉ ET POTENTIALISER LA SOBRIÉTÉ

Décrochage économique, hausse des inégalités intergénérationnelles, hégémonie technologique américaine, ralentissement de la productivité : la **crise socio-économique**, longtemps perçue comme conjoncturelle, se révèle **systémique**.

L'Europe doit faire preuve de lucidité face à sa situation économique. Le ralentissement de la productivité n'est qu'un symptôme. Il traduit une incapacité à transformer l'innovation en prospérité partagée, et à réconcilier création de valeur et transition environnementale.

Le continent reste prisonnier d'un **modèle de croissance hérité de l'après-guerre**, fondé sur l'énergie abondante, la mondialisation pacifiée et la stabilité du cadre américain. Ces piliers se fissurent. La crise économique devient le miroir des autres crises qui s'entremêlent.

Le monde a basculé. Le retour des empires replace la puissance au centre du jeu. **L'Europe**, conçue pour dépasser la logique de force par le droit, découvre **sa dépendance stratégique** : matières premières critiques, technologies, sécurité. Le capitalisme d'État chinois, le nationalisme technologique américain et les turbulences financières globales resserrent l'étau. Ouverte et fragmentée, **l'Europe** devient le **champ d'attraction de prédations multiples**.

La **contrainte environnementale** impose une **raréfaction du possible**. L'économie européenne ne peut plus croître sans tenir compte des **limites planétaires**. Dans le même temps, la **transition**, telle qu'elle est conduite, accentue les **écarts de compétitivité** et les **inégalités**. Le dérèglement climatique n'est plus une simple variable environnementale : il redéfinit la structure économique et la cohésion sociale du continent.

L'économie devient le vecteur d'une crise de légitimité politique. Les inégalités, la désindustrialisation, la précarisation des jeunes actifs, les difficultés d'accès au service public offrent un terreau aux solutions radicales remettant en cause les acquis démocratiques.

Dans cet enchevêtrement, la crise socio-économique agit comme un nœud : elle relie et amplifie les autres. C'est à partir d'elle que peut s'enclencher une refondation. L'enjeu n'est pas de restaurer un cycle perdu, mais de redéfinir une **nouvelle forme d'abondance** à l'échelle d'un continent contraint.

Dans ce cadre, la notion de **sobriété** est aussi essentielle que **d'autonomie stratégique**. Elle doit toutefois composer avec deux exigences : la liberté de définir ce qui est indispensable à chacun, et la nécessité d'innover et d'investir pour améliorer la vie de tous. L'Europe dispose encore d'atouts considérables pour mettre en œuvre ce projet. Ses excédents commerciaux, son capital humain, son socle universitaire et technologique, son modèle social peuvent constituer la base d'un nouvel élan.

L'autonomie stratégique doit devenir la **boussole du projet européen**. Pas seulement dans la défense, mais dans la finance, la recherche, la cybersécurité, les infrastructures critiques. Une Europe souveraine ne se définit pas contre le monde, mais par sa capacité à **choisir ses dépendances** et à protéger son modèle. C'est la condition de son influence, de sa résilience et de son exemplarité.

Pour cela, l'Europe dispose de plusieurs leviers.

D'abord, elle doit **finaliser son marché commun**. La fragmentation empêche l'émergence d'acteurs continentaux capables de rivaliser dans l'intelligence artificielle, les technologies vertes ou la défense. Un nouveau « moment Delors » doit advenir pour achever l'union des marchés de capitaux et renforcer la convergence des mécanismes de commande publique. Agréger la demande européenne, standardiser les marchés, mutualiser et standardiser les programmes : c'est la condition d'une souveraineté productive.

Ensuite, elle doit **adapter sa stratégie climatique** pour l'aligner sur les enjeux de **compétitivité et de justice**. L'Europe ne peut supporter seule le coût mondial de la transition. Elle doit bâtir une véritable politique industrielle verte, conjuguant innovation, relocalisation et montée en compétences des travailleurs. Cela suppose des transferts visibles vers les ménages et les territoires, des investissements massifs dans les réseaux, les capacités énergétiques et les infrastructures. La transition écologique doit devenir un moteur de richesse, non un handicap concurrentiel.

Enfin, elle doit **refonder la solidarité intergénérationnelle**. Le vieillissement, l'inflation et la crise du logement creusent une fracture politique majeure. La stabilité du modèle européen exige de nouveaux équilibres : revaloriser le travail des jeunes générations, mieux répartir les charges sociales, garantir l'accès au logement et à la formation. Sans cela, la crise économique amplifiera encore plus la crise politique en cours.

VUE D'ENSEMBLE

EN CRISE PROFONDE SOCIO-ÉCONOMIQUE, LES EUROPÉENS N'ONT QUE DEUX CHOIX : DÉCROCHER DÉFINITIVEMENT OU RACCROCHER LES GANTS

Conçue pour **dépasser la logique de puissance par le droit**, l'Union européenne se découvre aujourd'hui **vulnérable** : elle affronte à la fois la **brutalité du retour des empires, la désinhibition des intérêts économiques et la lassitude démocratique d'un continent vieillissant**.

Cette fragilité n'est pas seulement géopolitique : elle est aussi démographique et écologique. Le contrat social européen, construit sur la **promesse d'un progrès continu**, se fissure sous le poids des dettes, des inégalités et des renoncements environnementaux.

Face à cette polycrise, au cœur de laquelle s'érige une crise économique profonde, l'Europe ne peut ni revenir à la naïveté du marché, ni céder à la tentation du repli. Elle doit **inventer une nouvelle forme d'abondance — fondée sur la sobriété choisie, la justice intergénérationnelle et la puissance de défendre ses intérêts sur la scène mondiale**.

Continent le plus riche du monde, elle pourrait devenir la plus grande proie géoéconomique à ciel ouvert, et terreau d'appauvrissement terrible pour les Européens, si elle n'engage pas cette profonde transformation.

L'Europe n'a pas été conçue pour l'heure des prédateurs

Quel mal ronge l'Europe ? Beaucoup diagnostiquent un **décrochage**. La vague d'innovation portée par la digitalisation a consacré l'hégémonie technologique américaine, tandis que

l'érosion des institutions de Bretton Woods et l'ascension de la Chine en super-puissance réduisent l'influence européenne.

La construction européenne — d'abord outil de paix, puis réponse monétaire et marchande à la fin de la convertibilité du dollar — **s'est développée dans un monde structuré par les États-Unis**, jusqu'à la fin de la guerre froide. Vue par l'Amérique comme une construction technocratique, sans âme politique ni projet souverain, elle aurait pu n'être qu'un produit de la « fin de l'Histoire ».

L'Europe n'a pas été pensée pour le monde qui vient, où la puissance fait loi. Mais, malgré ses imperfections, elle demeure une planche de salut : une base pour une construction politique devenue nécessaire dans un univers de blocs qui s'affrontent et d'alliances qui se défont. L'esprit de Bretton Woods et de Philadelphie — l'héritage des Lumières et du cosmopolitisme kantien — peut y trouver refuge : bâtir des institutions, appliquer des règles communes et justes, garantir la liberté et l'émancipation de tous. La **puissance dont l'Europe** manque n'a pas vocation à s'opposer aux autres, **mais à servir celles et ceux qui vivent le projet européen**.

Dans cette bascule historique, l'Europe fait face au retournement de son principal allié

Après l'affirmation mondiale du populisme de Milei en Argentine à Orban en Hongrie, la réélection de Donald Trump aux États-Unis consacre, une deuxième fois, l'avènement du **populisme nationaliste** au pouvoir. À la tête de la première puissance mondiale, de l'allié historique de l'Europe, et de son principal partenaire économique.

Le phénomène Trump 2.0 facilite une **alliance** inattendue entre **les géants technologiques**, prompts à légitimer une « autocratie entrepreneuriale », **et une contestation libertarienne des élites**. Le mélange est déstabilisant : il remet en cause la démocratie, les systèmes sociaux et les relations interétatiques — héritage direct de 1945 et des institutions de Bretton Woods.

L'Europe doit prendre garde car elle n'est pas à l'abri : inégalités, accès aux services publics, migrations (et leurs perceptions), désindustrialisation offrent un terreau aux solutions radicales du trumpisme qui terrasse, un à un, tous les contre-pouvoirs qui ont fait des Etats-Unis une démocratie.

Simultanément, l'Europe doit faire face à la résurgence de la prédation économique

Le monde a basculé : l'**hégémonie américaine est contestée par la Chine, tandis que d'anciens émergents revendiquent leur part et échappent aux sphères d'influence**. L'accès aux ressources et aux marchés rouvre une logique prédatrice opérée par des capitalismes d'État mercantilistes.

Cette course se heurtera à trois réalités. D'abord, **le progrès technique peut rendre le manque de ressources relatif** (y compris pour les fossiles). Ensuite, la dissuasion nucléaire et **l'affirmation de souverainetés rendent improbable un retour au colonialisme commercial**

façon guerres de l'opium. Enfin, **la contrainte climatique peut raréfier d'autres ressources** (l'eau, les terres agricoles, etc), rendre des zones invivables et déclencher des migrations de déstabilisation.

Mais ces limites ne protègeront jamais mécaniquement l'Europe : si elle demeure dépendante de matières ou de technologies critiques qu'elle ne maîtrise pas, de standards qu'elle ne détermine pas, **l'Europe sera ciblée par toutes les puissances qui pourront utiliser ses dépendances pour extraire sa richesse**.

Et si l'Europe arrive à échapper au pillage, elle ne pourra pas compter **ni sur la stabilité financière ni sur les formidables réponses qui ont été apportées par le monde développé aux grandes crises des 50 dernières années**. Lorsque demain la bulle de la technologie rompra, que l'instabilité financière du *private equity* éclatera, amplifiée par les monnaies numériques, ou encore que les dégâts climatiques compromettront les systèmes d'assurance et de réassurance mondiaux, l'Europe devra faire face seule.

En proie au décrochage, l'Europe doit être lucide sur sa situation économique

Alors que sa situation stratégique se dégrade rapidement, **l'Europe** doit également faire preuve de **lucidité face à sa situation économique**.

Comme les rapports Draghi et Letta l'ont établi, la productivité progresse plus vite aux États-Unis qu'en Europe depuis des décennies. **L'UE** est **sous-représentée** parmi les géants technologiques mondiaux, absente du marché des grandes plateformes numériques, et en retrait dans l'IA, la biotech ou la défense, ces domaines où l'alliance État-industrie américaine excelle.

Pendant ce temps**, la Chine et l'Inde montent en gamme sur tous les secteurs critiques** (services numériques, chimie, pharma, automobile, renouvelables, batteries).

Si ce diagnostic, souvent forcé pour marquer le trait, ne doit pas nous amener à dévaloriser notre excédent commercial ni nos atouts productifs (excellence universitaire, innovations majeures en santé, ingénierie des grands projets dans l'aéronautique, le spatial ou encore le logiciel, y compris l'IA…) et la force de nos sociétés qui préservent, malgré notre retard, le niveau de vie médian, **nous devons être lucides sur les quatre raisons du décrochage**.

La première raison, c'est que **l'Union des marchés de capitaux reste incomplète**. Régulations hétérogènes, fiscalités divergentes, infrastructures financières et prudentielles peu propices… tous ces facteurs sont bloquants. Ainsi **les financements manquent pour franchir les seuils où jouent les effets de réseau**, comme dans l'IA, l'industrie du logiciel et le développement des plateformes. Le capital-risque et le private equity restent trop modestes à l'échelle du continent, avec des sorties limitées, ce qui contraint l'ambition technologique et la vitesse d'exécution.

La deuxième raison, c'est **la commande publique continentale trop éclatée pour créer la demande d'innovation**. Sans acheteur européen capable d'agréger la demande dans les secteurs critiques comme la mobilité, l'énergie, le numérique, ou la défense, chaque État membre arbitre à son échelle. Les règles de concurrence, les disciplines commerciales et

surtout les pratiques de retour géographique fragmentent les marchés, empêchent les séries longues et la standardisation, diluent l'effort d'innovation et renchérissent les coûts. **Faute de programmes structurants, l'Europe peine à faire émerger des plateformes industrielles à l'échelle.**

La troisième raison, c'est **une stratégie climatique efficace sur le papier mais mal outillée pour la compétitivité et la justice**. La couverture du marché carbone européen s'étend : avec un prix de 100 €/tCO_2 sur l'ETS, elle concerne aujourd'hui 50 % des émissions de gaz à effet de serre et couvrira 80 % dès 2026. Désormais, l'UE représente plus de 50 % des montants taxés carbone au plan mondial alors qu'elle est à l'origine de moins de 10 % des émissions mondiales. Cette **distorsion** n'est **pas soutenable**, surtout après le choc de compétitivité que l'économie européenne a subi après l'agression de l'Ukraine par la Russie et la hausse des prix de l'énergie. Ces **prix** sont en Europe près de **trois fois supérieurs à celui payé en Chine ou aux États-Unis**. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ne compensera pas cette situation sans un **pacte de transition juste fondé sur des transferts visibles, des investissements dans les réseaux, le stockage, les capacités de production ainsi qu'une vraie politique industrielle verte**. Surtout si ce mécanisme est remis en cause par la Commission européenne elle-même, qui semble avoir promis à Trump d'en exempter -au moins partiellement- les entreprises américaines.

La quatrième raison, c'est le **retard éducatif :** les performances PISA s'érodent ; l'éducation — générale comme professionnelle — intègre mal la digitalisation et l'IA. Sans un développement rapide des compétences nécessaires à la révolution numérique (maths, code, data, cybersécurité, ingénieries) et des passerelles rapides vers l'emploi, **l'Europe va durablement s'ancrer dans une dépendance critique à des technologies non-européennes**.

Chacun de ces constats ouvre un chantier. L'injonction du « retour de l'Histoire » impose de concevoir **l'Europe comme espace de puissance** : développer le potentiel continental, délaisser les réflexes d'un monde révolu, bâtir un espace économique autonome et ouvert à ceux qui partagent nos valeurs.

Pour consolider sa défense, l'Europe doit être au clair : la dépense ne suffit pas

La nouvelle donne géopolitique impose **un effort de défense durable**. L'horizon de moyen terme est **au moins comparable, par son intensité, à la Guerre froide**. Mais le contexte a changé : la domination bienveillante des États-Unis s'est transformée, la « vassalisation heureuse » devient douloureuse.

L'Europe doit donc viser un résultat plus haut que construire un pilier européen de l'OTAN : elle doit **produire une défense du continent solide par elle-même**. L'objectif ne sera pas agressif, il sera dissuasif. Il s'agira de **sanctuariser le territoire européen et de protéger ses alliés les plus proches** pour garantir les intérêts européens hors du continent.

L'enjeu paraît d'abord **financier**, mais il demande une révolution plus profonde. L'augmentation des budgets annoncée par les États membres, soutenue par la Commission, constitue un pas important mais il est insuffisant. **La souveraineté de la défense européenne** exige bien plus que des investissements : il s'agit aussi de **limiter la dépendance aux approvisionnements**

extra-européens. La situation de l'Ukraine nous le rappelle chaque jour : l**'autonomie stratégique et la masse critique déterminent l'issue d'un conflit et donc la souveraineté politique**.

Dépenser davantage ne suffira pas. Produire soi-même ne suffit pas non plus. L'efficacité militaire contemporaine **repose sur la combinaison de moyens divers et spécialisés**. Il faut concevoir des systèmes entiers - plateformes, capteurs, missiles, drones, radars, communications, logistique, appui et renseignement - et créer **une parfaite interopérabilité entre armes, armées et nations**. C'est la condition d'efficacité et donc de crédibilité d'une défense européenne.

Pour y parvenir, l'Europe doit **coopérer** au-delà de la base industrielle et technologique de défense. Les doctrines, **les procédures d'emploi et les interfaces de communication doivent être harmonisées**. Aujourd'hui, l'OTAN — et surtout les États-Unis — fournit le canevas d'intégration. La dépendance qui en résulte est plus profonde qu'il n'y paraît. En sortir suppose **une révolution intellectuelle et organisationnelle** : planification commune, standards partagés, cycles d'essais et de certification mutualisés, objectifs opérationnels communs… **L'Europe** doit prendre en charge, collectivement, **l'établissement d'une force capable d'opérer en commun et de faire face de manière autonome et souveraine à toute autre force armée**.

À défaut, l'Europe dépensera beaucoup pour peu de résultat. Elle s'installera dans une **dépendance croissante vis-à-vis des États-Unis**. Le prix politique et le coût financier de cette dépendance ne cesseront d'augmenter.

Les exemples éclairent la démonstration. **La suprématie aérienne exige un système complet** : avions furtifs, missiles couvrant l'ensemble des cibles, drones en nombre, capteurs distribués, réseaux de communication résilients, logistique intégrée, interfaçage interarmées. Il ne s'agit pas de « faire voler un avion » mais de déployer une doctrine et des capacités couvrant l'ensemble de la chaîne. On voit combien les effets de réseaux sont déterminants dans l'économie de la défense.

Les ordres de grandeur confirment le raisonnement. L**'Europe consacre environ 370 milliards de dollars à sa défense contre 970 milliards pour les États-Unis**. Avec 38 % des moyens, elle ne dispose que d'un à deux groupes aéronavals contre douze pour les USA, et d'une dizaine de satellites de renseignement contre une centaine américains. **Ces écarts** ne reflètent pas seulement le niveau de dépense. Ils traduisent **l'efficacité de systèmes intégrés, standardisés et massifiés**.

En somme, pour la défense européenne, la dépense ne suffit pas : en plus d'investir en européens, il faut **intégrer les armées et les industries européennes**.

Il n'y aura pas non plus d'Europe puissance sans déminage la fracture intergénérationnelle qui mine le modèle européen

Le ralentissement de la croissance, la poussée de l'inflation après l'agression russe de l'Ukraine et le choc de compétitivité causé par les prix de l'énergie, au prix de nombreux emplois industriels, ont placé **l'Europe face à une véritable crise économique**.

Au centre de cette crise économique se trouve la **question des inégalités, largement accentuées par la révolution numérique**.

Si la croissance des inégalités a été plutôt contenue par les salaires minimaux et la négociation collective, cela dissimule **une nouvelle fracture que l'Europe va devoir résoudre tant elle est structurante** pour l'avenir de son modèle économique et social.

Cette **nouvelle fracture est démographique**. Elle procède de trois phénomènes. Premièrement, le **vieillissement de la population crée de nouveaux besoins de solidarité intergénérationnelle** en allongeant les retraites, en accentuant les dépenses de santé, notamment face au risque de la dépendance. Deuxièmement, **l'inversion de la pyramide des âges rend l'équation sociale intergénérationnelle beaucoup plus complexe à résoudre**. Enfin, nombreuses ont été les réformes du système de retraite par répartition qui ont **mis en gage les services publics au service de la jeunesse pour maintenir les niveaux de pension versée**.

En proie aussi à une véritable crise du logement, la **jeune génération active en emploi cumule les sacrifices**: cotiser aujourd'hui, percevoir moins demain, financer l'éducation de leurs enfants dans un système sous contrainte, affronter les dommages climatiques tout en portant le coût de la défense. Si les systèmes par capitalisation n'offrent pas d'assurance face aux chocs démographiques, il est nécessaire de réfléchir à de meilleurs transferts intergénérationnels pour déminer la crise économique qui conditionne l'avenir de l'Europe.

La voie européenne est la voie d'une nouvelle abondance conciliant sobriété choisie, liberté individuelle et innovation technologique

Face à tant de contraintes géopolitiques, écologiques et démographiques, **quelle voie tracer** pour l'économie européenne et les générations futures ?

Le succès du livre de Klein et Thompson aux Etats-Unis nous invite à regarder vers l'avant et à **penser une nouvelle abondance**.

De ce point de vue, la **sobriété**, entendue comme sufficiency (satisfaire les besoins), est incontournable. Elle doit toutefois composer avec **deux exigences: la liberté de définir ce qui est indispensable à chacun, et la nécessité d'innover et d'investir pour améliorer la vie de tous**. Autrement dit: conserver les incitations d'un capitalisme innovant tout en économisant les moyens et en répartissant mieux les richesses.

La question devient centrale: peut-on préserver les avantages de l'économie de marché — croissance décentralisée, prise de risque, innovation, circulation du capital — en les rendant compatibles avec les objectifs de sobriété et de justice? Comment concilier le respect des limites planétaires et fournir de logements et lieux de vie, éducation, santé, mobilité, sécurité à tous ?

C'est là le centre du nouveau projet européen : **une véritable puissance, capable d'assumer sa défense par elle-même, animée par un idéal de justice, et capable de déployer la transition**.

DONNÉES CLÉS

COMPRENDRE LA CRISE SOCIO-ÉCONOMIQUE

238 %

En 2022, la dette totale représentait 238 % du produit intérieur brut mondial (235 000 milliards de dollars), soit 9 points de pourcentage de plus qu'en 2019 et 38 points de plus qu'en 2010.

5 %

Part de l'UE dans les levées de fonds en capital-risque, elle est largement distancée par les États-Unis (52 %) et la Chine (40 %).

80 %

Part des produits, services, infrastructures et propriétés intellectuelles numériques qui proviennent de l'étranger.

56 %

Part des acquisitions d'armement européennes qui ont une origine non communautaire.

2,2 %

En 2023, les dépenses de recherche et développement brutes françaises représentent 2,2 % du PIB. C'est un taux globalement stable depuis 10 ans. C'est moins que les États-Unis (3,4 %) ou encore la moyenne de l'OCDE (2,7 %).

+ 342 %

En 2024, le nombre de satellites actifs atteignait 11 539, contre 3 371 en 2020 — une explosion tirée par la privatisation des orbites et l'essor du New Space. Les deux tiers de ces satellites actifs appartiennent à la société d'Elon Musk Starlink.

300

MILLIARDS D'EUROS

L'excédent net d'épargne privée annuel européen s'élève à 300 milliards d'euros. Cette épargne est massivement investie hors du continent, en premier lieu aux États-Unis.

730

Nombre de produits pour lesquels la part des exportations chinoises est supérieure à 50 % des exportations mondiales soit deux fois plus de produits que l'Union européenne et sept fois plus que les États-Unis. En dynamique, les exportations chinoises représentaient plus de 50 % des exportations mondiales « seulement » pour 200 produits en 1997.

7è

En 2024, Tether, l'entreprise émettrice du *stablecoin* USDT, est devenu le 7è plus gros acheteur de bons du trésor américain devant Taïwan et le Canada et juste derrière le Royaume-Uni en achetant plus de 33,1 milliards de dollars de bons du Trésor.

69 %

Part des terres rares produites par la Chine en 2023, très loin devant le deuxième producteur mondial que sont les États-Unis (12 %).

ENTRETIEN #3.1

« LES MENACES GÉOPOLITIQUES QUI PÈSENT SUR LES NÉGOCIATIONS DU BUDGET DE L'UNION METTRONT LES EUROPÉENS À L'ÉPREUVE DE LA COHÉRENCE, DE L'AMBITION ET DE LA SOLIDARITÉ »

souligne Sylvie Matelly

Sylvie Matelly, directrice de l'Institut Jacques Delors, avertit : la construction de l'autonomie stratégique européenne entre dans une phase critique. Alors que la menace russe perdure et que le lien transatlantique se délite, l'Union européenne se trouve sommée d'articuler urgence géopolitique, solidarité budgétaire et coordination industrielle. L'enjeu est systémique : il ne s'agit pas seulement de produire des munitions, mais d'éviter l'éclatement du marché de défense européen, la fragmentation des chaînes de valeur et l'inefficacité des investissements. Deux trajectoires s'opposent désormais — celle d'un réarmement désordonné, nationalisé, inefficace ; ou celle d'un saut fédérateur, structurant une base industrielle commune et une doctrine partagée. À condition d'en faire un levier de relance économique, d'innovation duale et de puissance collective, la défense peut devenir une clef de la refondation européenne.

À la veille d'une négociation complexe pour le budget de l'UE, dans un contexte stratégique dégradé, comment les Européens abordent-ils la situation ?

La situation est assez paradoxale si l'on se réfère à l'Eurobaromètre. D'un côté, les citoyens plébiscitent l'Union européenne (UE) comme échelon pertinent. De l'autre, les partis euro-sceptiques atteignent des niveaux records. Ce constat n'est pas parfaitement homogène dans l'UE - l'Espagne et les pays scandinaves échappent relativement à la vague eurosceptique - mais il décrit bien le **paradoxe de l'opinion européenne.**

52 %

52 % des citoyens européens font confiance à l'Union européenne et à la Commission européenne selon l'Eurobaromètre du printemps 2025. C'est le niveau le plus élevé de confiance depuis 2007 pour l'UE et la Commission.

La négociation du prochain budget de l'UE, c'est-à-dire le Cadre Financier Pluriannuel, s'annonce donc complexe. Elle va mettre à l'épreuve l'unité des États-membres et pourrait même toucher la crédibilité de l'UE. En fait, nous risquons de nous diriger **vers un budget réduit de moitié à défaut de consensus**.

Dans ce contexte politique et financier, la construction de l'autonomie stratégique de l'Europe - notamment au plan militaire - va impliquer un degré de coordination politique sans précédent. **Cette épreuve va tester nos limites**, dans le contexte géopolitique que nous connaissons : à l'Est, la menace russe, et à l'Ouest, le délitement de la relation transatlantique.

Les Européens sont-ils enfin en train de se donner les moyens financiers de faire face à la crise géopolitique et au besoin d'autonomie stratégique ?

Nous assistons à une **véritable prise de conscience** des populations au sujet de la menace géopolitique et sécuritaire. Ce sursaut s'observe dans le soutien important qui a été fourni à l'Ukraine. Les Européens ont fourni une aide militaire de 72 milliards d'Euros qui surpasse l'aide militaire américaine (64 milliards).

136 %

L'aide militaire fournie par l'Europe à l'Ukraine équivaut à 136 % de l'aide américaine. Entre janvier 2022 et avril 2025, l'UE, le Royaume-Uni et la Norvège ont fourni 156 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine, contre 114 milliards d'aide américaine.

Les Européens ont donc été au rendez-vous. Toutefois, ils vont désormais avoir à **compenser le désengagement américain** dans un contexte où les Ukrainiens sont engagés dans une guerre d'attrition dans laquelle ils ont déjà consenti de très nombreux sacrifices.

À moyen terme, les Européens vont devoir **investir massivement** dans la défense, et notamment dans la base industrielle et technologique de défense, afin d'être autonomes en matière de production. Cela implique une augmentation des dépenses de défense (au moins à 5% du PIB, comme convenu au Sommet de l'OTAN de La Haye).

Ce niveau de dépense équivaut à ce que nous avons déjà connu à des moments où nous avions besoin de nous réarmer et ne durerait que le temps de rattraper les **dividendes de la paix**. À long terme, les dépenses de défense reviendront à un rythme de croisière plus proche de 3%.

1969

Dernière année où les dépenses de défense française ont représenté plus de 3,5% du PIB (objectif fixé lors du sommet OTAN en juin 2025 pour les dépenses militaires stricto sensu). À titre de comparaison, elles représentaient 2,33% du PIB en 2024.

Je constate que le budget «défense» du Cadre Financier Pluriannuel (CFP) actuel est de l'ordre de 13 milliards d'Euros sur 100 milliards de budget total. **Ce n'est pas à l'échelle** mais cela permet d' inciter les Européens à se coordonner et à mutualiser certains moyens. Par exemple, le Fonds Européen de Défense, d'un montant de 7 milliards a bénéficié à des entreprises de quasiment l'ensemble des États-membres.

Cela traduit-il un réel mouvement politique et économique pour une défense européenne ?

Aujourd'hui, l'augmentation des dépenses militaires partout en Europe crée une tentation à la **re-nationalisation des systèmes de défense- on n'a plus d'argent, pourquoi partager ?** En effet, les Etats-membres ayant une taille critique suffisante cherchent à ce que leurs Base industrielle et technologique de défense (BITD) nationale puisse bénéficier en premier lieu de cette dynamique.

L'Allemagne en particulier pourrait être tentée de renforcer d'abord ses propres moyens de défense au vu des sommes qu'elle a décidé d'investir.Surtout que la stratégie allemande consiste aussi à utiliser le levier de la relance des industries de défense ou des investissements dans les infrastructures pour donner un nouveau moteur à son économie, amorcer vraiment le changement d'époque (Zeintenwende). De fait, si le contexte offre des opportunités de relance industrielle à travers le soutien à la BITD, il y a néanmoins un **risque réel de fragmentation et de duplication dans les investissements de défense**.

+104 %

L'Allemagne prévoit d'investir 153 milliards d'euros par an pour sa défense en 2029, contre environ 75 milliards en 2024. C'est une une hausse de 104 %. Cette hausse pourrait servir à acheter des matériels militaires américains alors que l'Allemagne a commandé 35 F-35 après l'invasion de l'Ukraine.

Un autre obstacle relève des **aspirations nationales des États-membres**, parties prenantes des programmes industriels comme l'Eurofighter, à bénéficier de transferts de compétences à obtenir le juste-retour qui de leurs investissements soit un retour sur investissement au moins à la hauteur de ces investissements. Ce juste retour ne permet pas d'optimiser la structuration de la coopération et de fait, il renchérit le coût des projets et programmes en commun : l'efficacité des investissements de défense en est obérée. Seule l'urgence du soutien à l'Ukraine, de produire et fournir des munitions à Kiev, a permis d'échapper à cette logique du 1 pour 1 entre Etats-membres. Avec le programme ASAP destiné à fournir des munitions à l'Ukraine, 65 % des achats relevaient d'achats en communs sans vraiment se poser la question de la « juste répartition » de ces achats en fonction de la nationalité des fournisseurs – et pour cause, les européens étant incapables de satisfaire toute la demande.

Il existe **deux niveaux de coopérations européennes** : les coopérations industrielles et les coopérations politico-militaires. Les premières concernent des programmes de production d'équipements militaires pour lesquels plusieurs entreprises s'associent, les seconds, la coordination des états-majors nationaux, dans la doctrine,dans la planification, des missions ou exercices en commun, voire des acquisitions conjointes. Peut-on durablement réaliser l'un sans l'autre en Europe ? Difficile de l'imaginer mais force est de constater que les institutions européennes ont plus mis l'accent sur les aspects industriels – probablement faute de compétences dans les traités pour le reste.

Dans quelle mesure les Européens peuvent-ils voir dans cette situation stratégique une opportunité pour leur industrie ?

Commençons par les **opportunités strictement économiques.** Les augmentations de dépenses militaires partout en Europe depuis 10 ans et encore plus depuis le début de la guerre en Ukraine se traduisent par des commandes importantes aux industries. Cela attire de nouveaux investisseurs permettant pour les entreprises de se projeter dans l'avenir et d'investir dans de nouveaux projets. C'est une opportunité industrielle unique et inédite pour l'Europe – les industriels du secteur automobile ne s'y sont pas trompés puisqu'ils sont nombreux à s'intéresser au secteur.

Ce bénéfice est de fait d'autant plus fort dans les pays qui ont une industrie importante et/ou duale, comme l'Allemagne. Ce peut être plus compliqué pour un pays comme l'Italie où de nombreuses TPE, fragilisées par la faiblesse du budget militaire depuis des années, ont abandonné la production d'équipements ou de

composants militaires. Ce qu'il nous faut c'est un renforcement rapide des **PME dans ce secteur** au lieu de se focaliser uniquement sur la construction de grands champions européens. L'agilité des chaînes de valeur « défense » passera par des consolidations de PME afin de structurer un tissu dense d'ETI européennes. Cela pourrait passer par la fusion de sous-traitants de la défense mais je doute que cela fasse l'unanimité parmi les grands donneurs d'ordre de la défense qui disposent aujourd'hui d'un réel pouvoir de marché face à la faiblesse et aux fragilités des PME. Qui plus est, qui dit ETI dit aussi plusieurs « grands » clients – ce serait une source de stabilité pour les ETI mais une perte de pouvoir pour les grands groupes (même si in fine, au-delà du pouvoir, ils pourraient disposer de composants plus compétitifs grâce aux économies d'échelle ainsi réalisées).

J'ajoute que les investissements militaires ont des effets d'entraînement et **des cobénéfices intéressants**. Par exemple, elle peut catalyser la transition énergétique – la sobriété en effet est une fin en soi que partage les écologistes et les militaires (pour ces derniers, elle est en effet synonyme de plus grande autonomie en opération et par conséquent, d'atout stratégique face à un adversaire). Pensons par ailleurs aux exemples de **transfert de technologies duales résultant d'une innovation dans les moteurs d'avions, la résistance des matériaux, ou l'autonomie énergétique des bases militaires**. Ils trouveront autant d'usages dans le domaine civil et vice-versa, des innovations écologiques peuvent être utiles aux militaires (panneaux solaires sur un char ou un sac à dos).

Quelles innovations institutionnelles imaginer pour tirer encore un meilleur profit de cette dynamique ? Créer des marchés de capacité pour sécuriser les producteurs ?

Des solutions sont à trouver en matière **d'agilité des chaînes de production** (qui consisterait à pouvoir fabriquer dans une même usine des voitures et des chars par exemple) et **de diversification des activités des constructeurs** (à l'instar de Thalès, présent sur le marché des services, en plus de celui des équipements).

Comment évaluez-vous l'évolution de la coordination européenne en matière de défense ?

Le conflit en Ukraine a entraîné une **convergence entre États-membres sur l'analyse de la menace**. Il y a quelques années, lorsque l'on interrogeait différents États-membres sur les menaces sécuritaires qu'ils estiment prioritaires, la Pologne répondait la Russie, la France le terrorisme, et l'Allemagne le changement climatique. Aujourd'hui la réponse à la menace russe est une priorité partagée par l'ensemble des Etats.

Les achats communs de munitions ont représenté un **progrès dans la coordination** et posé les premiers jalons d'une logique d'achats communs de matériels militaires. Cette avancée s'explique en partie par l'urgence et est difficilement répétible à d'autres matériels plus complexes, qui impliquent un degré supérieur de coordination. La nécessité d'investir dans la défense fait désormais consensus au Parlement européen également.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Sylvie Matelly*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LE BUDGET EUROPÉEN À L'ÉPREUVE DE LA GÉOPOLITIQUE

Face à la montée des périls à l'Est comme à l'Ouest, le prochain Cadre Financier Pluriannuel devient un test de cohésion stratégique pour l'Union européenne. L'absence de consensus budgétaire risquerait de réduire de moitié les capacités financières communes, affaiblissant la réponse collective à la crise géopolitique.

UNE DYNAMIQUE DE RÉARMEMENT ENCORE FRAGMENTÉE

L'élan européen en faveur de l'Ukraine a démontré une capacité d'action militaire commune. Mais faute de gouvernance partagée, cette dynamique risque de se diluer dans des politiques industrielles concurrentes, portées par des logiques nationales. Le réarmement pourrait ainsi aggraver la fragmentation stratégique qu'il vise à conjurer.

UN RÉARMEMENT À DOUBLE IMPACT ÉCONOMIQUE

Les dépenses de défense peuvent soutenir l'activité industrielle, notamment via les effets d'entraînement des technologies duales (résistance des matériaux, énergie, logistique). Cependant, l'absence d'un cadre européen clair fragilise les PME de la défense, accentue les asymétries, et empêche l'émergence d'une base industrielle commune.

L'EUROPE À LA CROISÉE DES CHEMINS INDUSTRIELS

Deux voies s'opposent : celle de la coordination stratégique, structurée autour de chaînes de valeur européennes ; ou celle d'un chacun pour soi, où les États favorisent leur propre Base industrielle et technologique de défense (BITD), au risque de doublons coûteux et d'inefficacité collective.

LA DÉFENSE COMME LEVIER DE REFONDATION EUROPÉENNE

La convergence des menaces identifiées par les États-membres crée une fenêtre d'opportunité. Pour la saisir, l'Europe doit dépasser l'urgence tactique et investir dans une souveraineté industrielle, capable de sécuriser ses approvisionnements, de stabiliser son tissu productif, et d'enraciner son autonomie stratégique dans une vision partagée.

ENTRETIEN #3.2

« L'INSTABILITÉ FINANCIÈRE EST TOUT À LA FOIS LE SYMPTÔME IGNORÉ ET MOTEUR SOUS-ESTIMÉ DE LA POLYCRISE »

signale Ludovic Subran

Ludovic Subran, chef économiste du groupe Allianz, alerte sur un impensé stratégique : l'instabilité financière, élément central, véritable nœud critique de la polycrise. Sous l'effet combiné des catastrophes naturelles, de l'endettement privé, des bulles systémiques et de la désensibilisation cognitive au risque, l'économie financière sera un canal de propagation et d'amplification de la polycrise. Le risque est celui d'un emballement silencieux, où l'assurabilité des actifs s'effondre et les inégalités explosent. Face à la saturation des dettes publiques et à l'inertie institutionnelle, l'Europe est à la croisée des chemins : investir en commun dans la transition et la défense, ou subir une fragmentation financière et sociale irréversible.

Comment la polycrise -géopolitique, écologique, économique et politique- agit-elle sur la stabilité financière ?

Le dérèglement climatique va tester les limites du capitalisme via l'accumulation des catastrophes naturelles, dont le potentiel de déstabilisation est significatif. Les Etats Unis sont un cas d'école avec des zones entières désormais non-assurables, à l'instar de la Floride. La multiplication des zones non-assurables entraînée par l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles, pourrait avoir un effet de contagion sur l'économie mondiale, *via* l'augmentation du risque des crédits immobiliers au bilan des banques commerciales.

x 3

Les coûts annuels directs des catastrophes climatiques ont triplé entre la période 1970-2000 (60 à 80 milliards d'euros) et la période 2000-2020 (180-200 milliards d'euros).

Je vois également un facteur de risque de crise financière dans l'augmentation du niveau d'endettement des entreprises. Le cumul d'un fort endettement des entreprises et de crédits immobiliers adossés à des biens potentiellement non-assurés renchérit le risque de non-remboursements massifs.

238 %

En 2022, la dette totale représentait 238 % du produit intérieur brut mondial (235 000 milliards de dollars), soit 9 points de pourcentage de plus qu'en 2019 et 38 points de plus qu'en 2010.

Pour revenir au modèle économique des assureurs dans un contexte de systématisation du risque climatique, je pense qu'**il faut davantage d'incitations à la prévention de la part de la puissance publique, ainsi qu'une responsabilisation accrue des individus** (en désincitant par exemple à l'installation dans des zones inondables, à haut risque de submersion…).

Les risques pesant sur la **stabilité financière viennent de bulles ou de dépendances économiques excessives** : on peut citer la bulle du dollar, en cours d'érosion avec la perte progressive de son statut de valeur refuge, ainsi que le risque d'une interruption brutale de l'approvisionnement en biens électroniques si Taiwan était envahie. Les entreprises et institutions font preuve d'une forme de cécité et d'inertie face à ces changements.

57,8 %

Pour l'heure, on assiste à une dédollarisation lente et corrélée à l'évolution de la structure de l'économie mondiale. La part du dollar dans les réserves de change mondiales s'élève à 57,8 % en 2024, en baisse de 2 points de pourcentage sur un an et de d'environ 15 points sur 20 ans (71,5 % en 2005).

D'autant plus que s'ajoute désormais à l'équation le nécessaire effort de **financement de la défense**, qui implique une augmentation des dépenses publiques et privées dans ce domaine. Or les marges de manœuvre budgétaire sont quasiment nulles pour augmenter nos dépenses publiques de défense. Il ne semble pas réaliste d'augmenter notre niveau d'endettement pour financer l'effort de réarmement, ce qui implique que ces dépenses devraient venir en substitution à d'autres dépenses dans les services publiques, ou de redistribution. On observe que les pays qui connaissent actuellement **une économie de guerre**, tel Israël, ont dû sacrifier leurs infrastructures sociales. Une des seules voies serait d'émettre des Eurobonds pour financer le réarmement au niveau européen.

57 %

Les dépenses publiques françaises représentent 57 % du PIB en 2024 soit 8 points de plus que dans les pays de l'Union européenne en moyenne et 8,5 de plus que dans la zone euro en moyenne.

Symptôme et catalyseur de la polycrise, l'instabilité financière correspond également à une évolution du rapport économique au risque. Qu'en-est il ?

La multiplication des risques et leur caractère de plus en plus systémique provoquent selon moi une forme de **désensibilisation des acteurs au risque**, ces derniers étant de plus en plus pris en charge par la collectivité. En témoigne la politique du *quoi qu'il en coûte* qui a conduite pendant la crise covid, le sauvetage de banques systémiques, comme récemment la Silicon Valley Bank.

Je vois deux explications à l'inertie collective face aux risques émergents : un premier est cognitif, et relève d'une forme de **déni lié à une saturation cognitive** face à un discours anxiogène omniprésent. Le second est social et organisationnel. Il se matérialise par une **tendance à vouloir multiplier les sources d'information** et d'analyse prenant parfois le pas sur la prise de décision, et une défiance accrue envers les institutions et les experts, le troisième est économique, avec une habitude croissante des acteurs à la socialisation des pertes.

53 %

53 % des Français disent souffrir de fatigue informationnelle, dont 38 % en souffrent « beaucoup », selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès.

Par ailleurs, ce régime de **crise permanente** a pour effet d'accroître les inégalités et les fractures sociales : les différentes crises (Ukraine,Covid…) se soldent *in fine* par de l'inflation, et une baisse des dépenses sociales qui pénalisent les plus fragiles. Le mode de gestion des crises, qui peuvent théoriquement niveler les inégalités (dans le cas des guerres mondiales par exemple), a plutôt pour effet d'augmenter les inégalités.

Dans ce contexte macro-économique et financier, comment analyser l'évolution de l'Europe par rapport aux Etats-Unis ?

Entre les Etats-Unis et l'Europe, je vois un fossé se former. C'est un fossé politique et social que nous ne pourrons pas combler. Il tient à **la montée outre-atlantique du techno-libertarisme**. C'est une lame de fond qui pourrait très bien survivre à l'ère Trump. Avec l'irruption de technologies comme l'IA, qui ont un effet de dislocation sur le corps social, se pose la question de la pérennité de nos institutions, fondées sur le principe d'inclusion. De ce point de vue, les réflexions d'Acemoglu sur une IA plus humaniste, appelant à la création de syndicats de consommateurs de données sont éclairantes. Nous devons regarder attentivement ces évolutions techno-libertaires aux Etats Unis, précisément pour prendre le chemin inverse en Europe.

Au plan économique, **le décrochage de l'Europe par rapport aux Etats-Unis ne semble pas irrémédiable** : la recette de la croissance américaine peut se résumer à l'impulsion fiscale et budgétaire d'une part (*Inflation Reduction Act* par exemple), et au niveau élevé de migrants en âge de travailler. Ces recettes macroéconomiques sont applicables à l'Europe. On l'observe en Espagne : la croissance de ce pays s'explique en partie par le niveau élevé d'immigration. *Idem* en Italie, pays qui a largement bénéficié des effets du programme de relance post-covid « Next Generation EU ».

712 MILLIARDS

Sur les 806 milliards d'euros du plan « Next Generation EU » (750 milliards d'euros courants 2018), 712 milliards ont été mobilisés ou sont en passe d'être mobilisés. Recevant plus de 194 milliards, l'Italie est de loin la première bénéficiaire du plan, percevant 27 % de ces investissements alors qu'elle ne représente que 12 % du PIB européen.

Quelques années après un tel plan de relance paneuropéen, l'Europe est-elle encore capable d'investir pour répondre d'un seul tenant à tous les pans de la polycrise ?

L'Europe manque de capacité d'action et souffre d'**une approche très fragmentée des sujets**. Nos intérêts ne sont pas suffisamment alignés en matière énergétique et de défense ce qui implique de repenser la gouvernance des institutions européennes pour traiter ces enjeux à l'échelle européenne, la plus pertinente pour traiter ces questions. L'émission d'Eurobonds pour financer en même temps la transition énergétique et le réarmement européen serait une solution.

71,1

Alors qu'il était d'environ 50 points de base (pb) en mai 2024, le spread souverain à 10 ans entre la France et l'Allemagne a atteint 71,1 pb fin septembre 2025 soit un hausse de 42 % en un peu plus d'un an. Le taux d'emprunt à dix ans français a dépassé les 3,55 % au cours du mois de septembre 2025, un niveau inédit depuis 2011.

À la dimension financière, il faut ajouter un autre élément majeur : la **promotion du capital humain et le financement de la recherche**. Notre débat public est très faible sur ces questions qui sont pourtant d'une importance capitale à long terme.

Enfin, les citoyens européens eux-mêmes ne sont pas suffisamment impliqués dans ces débats sur les politiques publiques européennes. En fait, nous manquons d'**un espace public européen**.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Ludovic Subran*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LA CRISE CLIMATIQUE NOURRIT L'INSTABILITÉ FINANCIÈRE

La multiplication des catastrophes naturelles rend certaines zones non-assurables, fragilisant les bilans bancaires via les crédits immobiliers et l'endettement des entreprises. Ce phénomène, invisible à court terme, pourrait déclencher une crise financière globale. La financiarisation du risque climatique devient un canal central de transmission de la polycrise.

L'ILLUSION DE RÉSILIENCE RÉSULTE D'UNE DÉSENSIBILISATION AU RISQUE

Des mécanismes comme le « quoi qu'il en coûte » ou les sauvetages bancaires nourrissent une accoutumance à la socialisation des pertes. Saturés cognitivement, les acteurs privés et publics reportent les décisions structurantes. Cette inertie alimente l'accumulation de vulnérabilités, au moment même où le régime de risque devient permanent.

LES FRACTURES SOCIALES SONT AGGRAVÉES PAR LES CRISES SYSTÉMIQUES

Inflation, contraction des finances publiques, recul des protections sociales : les effets en chaîne de la polycrise accroissent les inégalités et amplifient la crise socio-économique en son cœur. Loin de l'effet equalizer des grandes crises historiques, les chocs récents ont tendance à accentuer les inégalités et donc à renforcer les déséquilibres structurels.

L'EUROPE SOUFFRE D'UNE INCAPACITÉ COLLECTIVE À TRAITER LE RISQUE SYSTÉMIQUE

Face aux défis du réarmement, de la transition écologique et des ruptures technologiques, l'Union européenne manque autant d'une vision prospective que d'un cadre macroéconomique intégré. Le financement massif par émission d'Eurobonds, adossé à une gouvernance refondée, constitue une piste crédible.

UNE REFONDATION STRATÉGIQUE DOIT ARTICULER CAPITAL HUMAIN, SCIENCE ET COHÉSION SOCIALE

Le décrochage de l'Europe face aux États-Unis n'est ni une fatalité géo-économique ni un dilemme macroéconomique entre compétitivité et modèle social. Tout dépend des politiques d'investissement qui seront choisies dans la concurrence avec un modèle techno-libertarien qui ira nécessairement à la dislocation sociale et politique de l'Amérique.

ENTRETIEN #3.3

« QUAND LES ETATS-UNIS SE RETIRENT DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET RENONCENT À LEUR HEGEMON MONÉTAIRE, ILS ALIMENTENT LA POLYCRISE »

remarque Éric Chaney

Éric Chaney, économiste reconnu et ancien chef économiste du groupe AXA, analyse un basculement historique : le retrait américain de la gouvernance économique mondiale et la remise en cause du dollar comme monnaie de réserve. Ce désengagement stratégique nourrit une instabilité financière globale, affaiblit les mécanismes multilatéraux et accroît la vulnérabilité des économies interconnectées — au cœur même de la polycrise. Il met en lumière les risques systémiques d'une crise de liquidité mondiale, la fragmentation des politiques climatiques et l'explosion des inégalités de patrimoine. Face à ces tensions, l'Europe doit oser une refondation budgétaire (*via* les eurobonds), sociale (par une redistribution équitable des efforts) et stratégique (par un investissement massif dans la recherche fondamentale et la défense).

En quoi la politique monétaire de Donald Trump est-elle susceptible de modifier l'ordre économique international ?

Nous assistons à un phénomène majeur : Donald Trump remet en cause le rôle singulier du dollar dans l'ordre économique international, son **rôle de monnaie de réserve mondiale**. Ce rôle spécifique a contribué à renchérir la valeur du dollar et à réduire la compétitivité-coût des exportations américaines. En contrepartie, cette situation a permis aux Etats-Unis de financer leur déficit grâce à la demande soutenue pour des obligations du Trésor libellées en dollar.

Donald Trump, imputant les déficits commerciaux américains à la surévaluation du dollar à cause de sa position de monnaie de réserve, et considérant que les Etats Unis fournissent un service à l'économie mondiale au prix de leur compétitivité, mène actuellement une **stratégie de dévaluation du dollar**. Cela pourrait conduire à une remise en cause du rôle de monnaie de réserve du dollar.

S'en suivrait alors une grave crise de liquidité. En effet, la zone euro n'est pas encore prête à offrir l'Euro en substitution au Dollar comme **principale monnaie de réserve mondiale**. Ce retrait américain, qui a des motivations politiques autant qu'économiques, offre toutefois une fenêtre d'opportunité aux Européens pour créer des Eurobonds, se substituant aux titres de dettes des Etats-membres et bénéficiant d'un statut senior sur les marchés, sous réserve de faire converger les trajectoires budgétaires des États-membres.

« ACCORD DE MAR-A-LAGO »

Cette expression tire son nom de la résidence de Donald Trump en Floride, où l'idée a été conçue.

Inspiré par des accords historiques comme ceux de Bretton Woods cet accord vise à restructurer les flux financiers mondiaux et à rééquilibrer les rapports de force économiques internationaux en :

- **affaiblissant la valeur du dollar pour renforcer la compétitivité prix des exportations américaines ;**
- **restructurant la dette américaine : transférer les réserves des banques centrales étrangères vers des obligations du Trésor américain à très long terme, pour plafonner les taux d'intérêt et réduire la pression sur la dette américaine.**

L'Amérique de Donald Trump se retire également de la gouvernance mondiale de l'environnement. Mêmes causes, mêmes effets ?

Oui. La remise en cause des politiques climatiques par les Etats-Unis pourrait également **mettre en doute les stratégies de décarbonation** des pays européens.

La stratégie de croissance grâce à l'énergie bon marché est orthogonale à celle des Européens qui consiste à donner un prix au carbone, à travers la mise en place des marchés carbone par systèmes d'échange de quotas d'émissions.

Ce **revirement américain** ne doit pas donner pour autant l'impression que l'Europe avance seule sur la voie de la décarbonation. La Chine a, par exemple, mis en place un prix du carbone dans un certain nombre de ses provinces.

Vu l'état de nos finances publiques et du lien social en France, sommes-nous prêts à encaisser ces chocs exogènes qui alimentent la polycrise ?

L'état de nos finances publiques mérite toute notre attention. Pour y répondre, il faut penser à activer **le levier du temps de travail**. En effet, le nombre d'heures travaillées par personnes en âge de travailler en France est inférieur à celui de l'Italie, de l'Espagne, de la Suisse, des Pays-Bas.

Cela pose cependant la question de la répartition des efforts et de la justice sociale, face aux inégalités de conditions de travail. En comparaison des situations d'autres pays, le système français est particulièrement redistributif. Pour autant, **les inégalités primaires ont augmenté** sous l'effet de la mondialisation, et probablement aussi des taux bas, qui a renchéri la valeur des actifs (enrichissant ainsi les détenteurs de patrimoine, davantage que les travailleurs).

Malgré ces inégalités de patrimoine, de plus en plus criantes, le débat public ne semble pas s'orienter vers une augmentation de **la fiscalité du patrimoine**, l'essentiel des français étant attachés à la transmission familiale. Ce sont davantage les gros patrimoines qui semblent poser problème, et pourraient être davantage taxés.

x2

Le patrimoine hérité des 10 % les plus riches a doublé entre 1998 et 2021 alors qu'il a diminué de plus de 50 % pour les 10% les moins dotés.

Quelle place occupe la justice intergénérationnelle dans la réponse à la polycrise ? Certains ont l'impression qu'une génération a sacrifié la suivante…

La mise en évidence d'un **conflit générationnel** me paraît contre productive, dans la mesure où les inégalités liées à l'âge recoupe en grande partie celles liées au patrimoine, les personnes âgées ayant eu le temps de constituer un patrimoine. On peut en revanche contester le fait d'avoir indexé les retraites sur les prix et non sur les salaires, ce qui pendant les périodes de faible inflation est plutôt défavorable aux retraités mais s'avère injuste en période de forte inflation, comme celle que nous avons récemment connu.

x14,28

En France, en 2021, selon l'INSEE, le patrimoine médian des personnes âgées de 60 à 69 ans représentait 14,28 fois le patrimoine médian des personnes de moins de 30 ans et 4,33 fois le patrimoine des personnes âgées de 30 ans 39 ans.

Il est important de présenter le débat sous l'angle de la **contribution équitable des différentes classes de population au redressement économique**, plutôt que sous l'angle du conflit générationnel.

> ***De quelle politique d'investissement avons-nous besoin pour sortir par le haut de cette polycrise où s'entremêlent défis écologiques, chocs géopolitiques, et nécessité d'offrir un avenir à cette génération minoritaire qui va travailler en pleine la crise démographique ?***

L'investissement dans le **capital humain** et le soutien à la recherche fondamentale risquent d'être relégués au second plan. Je constate avec inquiétude que le débat public est monopolisé par les questions de compétitivité et de réindustrialisation, ce qui aboutit à des arbitrages budgétaires défavorables à la recherche, en particulier fondamentale.

2,2 %

En 2023, les dépenses de recherche et développement brutes françaises représentent 2,2 % du PIB. C'est un taux globalement stable depuis 10 ans. C'est moins que les États-Unis (3,4 %) ou encore la moyenne de l'OCDE (2,7 %).

En période de restriction budgétaire, il est capital de **trouver de nouvelles ressources** pour la recherche en faisant preuve d'innovation. Nous pourrions davantage capitaliser sur le Conseil européen de la Recherche (ERC) qui offre un véritable sésame aujourd'hui pour les projets de recherche à l'échelle mondiale. Je recommanderais vivement de lui donner une autonomie financière similaire à l'Université de Harvard, grâce à une dotation en capital.

La recherche fondamentale présente des taux de retour sur investissement non-négligeables (de l'ordre de 10 à 20 %) mais à long voire **très long terme**. C'est donc une dépense d'investissement appropriée à financer par des Eurobonds. Des progrès considérables peuvent être obtenus (notamment en mathématique et en physique) avec un niveau de dépense raisonnable.

Le financement de nos capacités de défense nécessite également un sursaut collectif. Je suggère par exemple de capitaliser sur **l'appétence des épargnants**

pour le fléchage de leur épargne vers des problématiques d'intérêt général en développant un label financier dédié au financement de la base industrielle technologique et de défense, à l'instar de ce qui se fait dans le domaine ESG avec les labels d'investissements responsables.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN avec Éric Chaney

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LA FIN PROGRAMMÉE DE L'HÉGÉMONIE DU DOLLAR MENACE LA STABILITÉ DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Donald Trump fragilise délibérément le rôle du dollar comme monnaie de réserve, pilier de la liquidité mondiale. Cette bascule géopolitique accélère la fragmentation du système monétaire international. Si l'Europe reste passive, elle subira une crise sans disposer d'outils souverains de stabilisation.

LES EUROBONDS : UNE ARME STRATÉGIQUE ENCORE SOUS-EMPLOYÉE

L'émission d'eurobonds constituerait une réponse crédible à la déliquescence du cadre financier multilatéral. Cela nécessite une convergence budgétaire minimale entre États-membres et une volonté politique de hiérarchiser la dette européenne. C'est une voie de refondation vers une Europe puissance.

LA GUERRE DES MODÈLES CLIMATIQUES AMPLIFIE LES FRACTURES ÉCONOMIQUES MONDIALE

Le retrait américain des politiques climatiques sape les efforts européens et alimente l'asymétrie réglementaire. La Chine, paradoxalement, se montre plus coopérative en internalisant le coût du carbone. L'Europe ne peut réussir seule, mais elle peut entraîner, à condition d'investir massivement dans l'innovation bas-carbone.

LA QUESTION SOCIALE NE PEUT ÊTRE DISSOCIÉE DE LA QUESTION PATRIMONIALE

L'explosion des inégalités primaires et patrimoniales nourrit le ressentiment social, sans réponse fiscale à la hauteur. La justice intergénérationnelle doit passer par un pacte de contribution équitable au modèle social entre actifs et retraités. L'Europe doit articuler équité, incitation à l'activité et cohésion sociale dans sa stratégie de résilience.

RÉCONCILIER SOUVERAINETÉ SCIENTIFIQUE, COMPÉTITIVITÉ ET ATTRACTIVITÉ DE L'ÉPARGNE

Le décrochage de la recherche fondamentale européenne menace ses perspectives industrielles et technologiques. Pour contrer ce risque systémique, il faut flécher l'épargne privée vers les communs stratégiques (défense, recherche), via des instruments financiers labellisés. L'investissement dans le capital humain devient une exigence de souveraineté, à financer sans délai par des outils européens mutualisés.

ENTRETIEN #3.4

« FACE À LA POLYCRISE, L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE OFFRE UN PARADOXE : ELLE EST EXPOSÉE À TOUTES SES DIMENSIONS MAIS S'EST RÉVÉLÉE JUSQU'ALORS INCAPABLES D'AMORCER LES CHANTIERS STRATÉGIQUES NÉCESSAIRES »

signale Julien Malizard

Julien Malizard, titulaire de la chaire économie de la défense à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), décrypte un paradoxe stratégique : exposée à toutes les dimensions de la polycrise – démographique, climatique, industrielle, géopolitique – l'économie de défense française peine à se transformer. Marquée par l'inertie institutionnelle et un déficit de culture stratégique, elle reste mal préparée aux ruptures de sécurité à venir. L'absence de pilotage intégré, la dépendance industrielle résiduelle, la dispersion des priorités européennes et l'érosion du capital humain fragilisent la réponse française et européenne face à la montée des menaces. Pourtant, des points de bascule existent : création d'un Conseil de sécurité nationale, recours aux euro-obligations pour financer la défense, achats communs au niveau européen, alliances infra-régionales. L'Europe ne peut plus se contenter de survivre à la polycrise : elle doit assumer sa refondation stratégique, industrielle et doctrinale.

Face à la polycrise, l'économie de la défense est-elle une force transformatrice ou un autre espace d'enlisement stratégique ?

Il y a **un paradoxe avec le secteur de la défense**. D'un côté, il a une exposition totalement transversale dans la mesure où les bouleversements dans le domaine militaire et géopolitique sont très liés à d'autres pans de la société (en particulier nos faiblesses démographiques et les vulnérabilités climatiques). Pour autant, ce secteur peine à considérer le changement et se caractérise par une certaine inertie et une approche conservatrice. Ainsi, la transformation en « économie de guerre », appelée de ses vœux par le président Emmanuel Macron n'a pas été suivi d'effets concrets.

À titre d'exemple, **quatre documents de revue nationale stratégique** ont été publiés en huit ans, sans qu'ils n'aient entraîné des évolutions opérationnelles. On peut cependant mentionner dans les éléments d'évolution l'augmentation de la part du PIB consacrée à la défense (+0,2%). Un des facteurs limitant l'augmentation de nos capacités de défense, souvent éclipsé par la question des équipements, est le renouvellement des effectifs militaires. L'armée fait face à des problématiques significatives de recrutements (autour de 27000 emplois par ans à pourvoir) et il est fréquent que les objectifs de recrutements ne soient pas atteints. Il y a également un enjeu fort pour l'armée à changer sa manière de parler aux jeunes, dont les aspirations sont parfois en décalage avec les besoins de recrutement (la variété des métiers de l'armée, tant administratifs que de terrain, étant parfois méconnue).

68 MILLIARDS

Alors que le budget de la défense était de 43,9 milliards d'euros en 2023 en France, il devrait atteindre 68 milliards d'euros selon la Loi de Programmation Militaire (LPM) adoptée le 1er août 2023. Au total, entre 2024 et 2030, la LPM prévoit un investissement 413 milliards d'euros sur sept ans afin de « transformer » les armées.

En bref, la réticence au changement, le manque de culture stratégique et le capital humain sont les facteurs qui pourraient créer **une rupture dans notre capacité à nous défendre** dans un monde plus imprévisible et instable.

Quelles sont les particularités du secteur de la défense à appréhender pour comprendre le rôle qu'il jouera dans la réponse à la polycrise ?

Le secteur de la défense se caractérise par de **multiples singularités**. D'une part, il s'agit d'un secteur par essence régalien, pour lequel l'Etat dispose d'un monopole de l'action. Contrairement à d'autres services publics, comme la santé ou l'éducation, pour lesquels il existe bien souvent une alternative de marché, il

n'existe pas de concurrence dans le domaine militaire. L'analyse de l'efficacité de l'action publique dans le domaine de la défense se heurte ainsi à l'absence de contre-factuel (en la matière, seule la comparaison des systèmes internationaux permet d'identifier les forces et les faiblesses d'un système de défense). D'autre part, la défense est une des politiques publiques régies par des personnes davantage que par des processus décisionnels.

Face à la complexité de la polycrise, ses impacts aussi variés que graves, ses multiples effets rebonds, quelles évolutions imaginer s'agissant du pilotage stratégique de l'économie de la défense ?

De nombreux analystes et experts appellent aujourd'hui à faire évoluer le pilotage stratégique des questions de sécurité et de défense au sein de l'Etat. Avec une telle concentration des décisions, nos instances politiques et administratives sont **inadaptées à une multiplication et une complexification des crises diplomatiques et sécuritaires**. Les organes de prise de décisions sont parfois embolisés, empêchant la réflexion stratégique, et provoquant parfois des choix au mauvais niveau. Une telle évolution pourrait passer par la création d'un Conseil de sécurité nationale à l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Israël, ou à Taiwan. Il est ainsi temps de doter la France d'une véritable culture stratégique, associant les différents métiers (diplomatie, militaire, économie) au traitement des grands enjeux stratégiques.

- 5,4 %

L'indice mondial de la paix (Global Peace Index) s'est détérioré de 5,4% entre 2008 et 2025 au niveau mondial. Cet indicateur se détériore continuellement depuis 6 ans.

Cet indicateur composite est calculé par l'Institute for Economics & Peace en prenant en compte (i) le niveau de sécurité et de sûreté au sein de la société, (ii) l'ampleur des conflits nationaux et internationaux en cours (iii).

Le dimensionnement de notre économie de défense, quant à lui, est-il adapté à la polycrise ?

En termes de moyen, nous dépensons actuellement 2% de notre PIB dans la défense, ce qui est **un point bas historique**. Nous sommes accordés au sein de l'OTAN pour atteindre 3,5% de dépenses de défense. Les moyens consacrés à la défense ne disent cependant pas tout de l'efficacité du système de défense. En France par exemple, avec 2% du PIB consacré à cet enjeu, nous disposons d'une dissuasion nucléaire permanente, d'une posture permanente de sécurité aérienne, d'une présence permanente en mer (sous-marins) et d'une capacité à projeter notre force. Notre niveau de dépendance à l'extérieur est très faible (en dehors des drones, des catapultes de porte avion et de faiblesses en matières de

renseignement). Notre dissuasion nucléaire est une dépense efficace, car elle représente environ 0,2 % du PIB (soit 6 milliards d'Euros par an), et nous permet d'être totalement indépendants, contrairement aux britanniques, qui restent dépendants des Etats-Unis pour leur dissuasion et qui n'ont pas de présence permanente en mer.

+ 9,4 %

Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 9,4 % en termes réels par rapport à 2023. C'est la plus forte hausse annuelle jamais enregistrée depuis la fin de la guerre froide.

Aujourd'hui, notre principal défi porte sur le renouvellement de nos équipements et le développement des générations suivantes de nos systèmes de combat. Cela implique de faire des choix et d'entrer dans une **logique coopérative au niveau européen**, ce qui est une véritable nouveauté. En effet, même un budget de 3,5 % du budget consacré à la défense, il ne sera pas possible de financer le renouvellement de tous ces équipements sans faire de choix. Il nous faudra en tout état de cause au moins 20 ans pour être matures sur ce plan.

Quelles sont les conséquences de cette logique en matière industrielle ?

La **logique de spécialisation productive** et d'avantages comparatifs fait que pour les chars d'assaut par exemple, la propulsion est allemande, seules les tourelles et canon sont de fabrication française. Les industries françaises de défense perdent du terrain face aux italiens, aux allemands, aux turcs et aux coréens.

La France dans ce contexte est vue comme un **allié fiable mais petit**. Nous parvenons jusqu'à présent à tenir notre rang, mais devons assumer des ambitions mondiales tout en étant une puissance moyenne. Tandis que nous vivons sur des acquis qui nous permettent de tenir notre rang, les menaces se multiplient et s'additionnent, ce qui risque de redistribuer les cartes : durant les dernières années, l'armée française s'est progressivement adaptée pour mener des aventures expéditionnaires, mais doit désormais se préparer à une **guerre de haute intensité**, et à une multiplication des théâtres (guerre informationnelle, spatiale, terrestre et maritime). En parallèle, l'armée est mobilisée pour des missions de plus en plus diverses : gestion des catastrophes naturelles, maintien d'une présence sur certaines zones ultramarines.

Certains pays ont augmenté radicalement leur budget de défense, comme la Pologne qui est passée de 2 à 4 % de son PIB consacré à ce domaine. Toutefois cette augmentation spectaculaire se heurte à certains obstacles comme des **goulets d'étranglement en matière d'offre industrielle européenne**, de main d'œuvre qualifiée, ce qui implique une action coordonnée. Ainsi l'augmentation drastique des dépenses militaires est une condition nécessaire mais non-suffisante pour assurer notre préparation stratégique.

x5

Selon le Kiel Institute, dans le contexte de la menace russe, la production d'armements doit multiplier par 5 afin que l'Europe soit prête à se défendre dès la fin de la décennie.

Concernant plus précisément les systèmes de défense terrestres, la production doit être multipliée par un facteur de 3 à 6 pour faire décroître l'avantage russe dans ce domaine dans les 5 années à venir.

Dans quelle mesure la construction d'un système de défense européen est-il réalisable ?

L'Union européenne est une bonne taille de marché pour rivaliser avec les Etats-Unis et avec la Russie, qui augmente sa cadence de production dans le domaine militaire. La coopération européenne en matière de défense se heurte à des divergences de vues entre États-membres sur l'analyse des menaces et les priorités stratégiques de défense. Les États baltes ou d'Europe orientale ont ainsi une sensibilité à la menace russe bien différente de pays du sud de l'Europe tels l'Espagne ou l'Italie. De ce point de vue, **les obstacles à la coordination européenne semblent, pour l'heure, indépassables**. Le positionnement par rapport à l'Alliance transatlantique est également un élément de divergence majeure, Donald Trump utilisant bien souvent l'achat de matériel américain comme condition au soutien militaire américain dans l'Alliance.

Comment dépasser ces obstacles et poser des jalons pour une meilleure coopération au niveau européen ?

Des évolutions sont déjà visibles dans la manière dont les États-membres considèrent l'idée de réaliser des achats communs de matériel de défense au niveau de l'UE. L'Allemagne s'achemine vers un **réarmement** et dépasse ses dogmes budgétaires face au changement de contexte géopolitique, tandis que les Pays Bas demeurent bloquants. De ce point de vue, les propositions de Kaja Kallas, Vice-présidente de la Commission européenne et Haute Représentante pour la Politique étrangère et de sécurité commune, sur l'**émission d'Eurobonds pour financer l'effort de défense** sont à suivre de près. Le développement de coopérations dans le domaine industriel, avec une coordination accrue des stratégies productives des États et l'augmentation des achats de matériel d'origine européenne, constitue un optimum de second rang, vers lequel nous nous dirigeons progressivement. Les alliances infra-régionales apportent une forme de solution à l'enjeu de la coordination, en particulier pour les États dont la taille impose de mutualiser les matériels avec leurs voisins (Benelux, groupe de Visegrad par exemple).

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Julien Malizard*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UN SECTEUR VITAL, MAIS STRUCTURELLEMENT EN RETARD SUR LA TRANSFORMATION STRATÉGIQUE

L'économie de défense concentre les vulnérabilités de la polycrise – dépendance industrielle, fragilité démographique, impacts climatiques – sans réussir à en tirer des inflexions stratégiques. L'inertie bureaucratique et industrielle freine toute mue effective. Ce décalage place la défense française en position de vulnérabilité dans un environnement géopolitique en rupture.

L'ABSENCE DE PILOTAGE STRATÉGIQUE INTÉGRÉ ENTRAVE L'AGILITÉ DE L'ÉTAT

Les dispositifs décisionnels actuels sont trop fragmentés pour répondre à la complexification rapide des menaces. La création d'un Conseil national de sécurité permettrait de fluidifier l'analyse stratégique.

UN FINANCEMENT CONTRAINT FACE À UNE DÉMULTIPLICATION DES THÉÂTRES D'OPÉRATION

Avec 2% du PIB, la France soutient encore une posture militaire crédible, mais insuffisante face aux défis d'une guerre de haute intensité, d'une pression géopolitique croissante et d'une diversification des missions. Même une hausse à 3,5% ne suffirait pas à couvrir tous les besoins sans coopération renforcée. L'Europe doit devenir un multiplicateur de puissance plutôt qu'un empilement de budgets isolés.

L'IMPÉRATIF D'UN SAUT QUALITATIF DANS LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

La fragmentation technologique et la dispersion des priorités nationales ralentissent l'émergence d'une base industrielle européenne de défense. Les goulets d'étranglement freinent l'efficacité des hausses budgétaires. Une convergence sur la production, les normes est un levier stratégique majeur pour retrouver de la souveraineté.

UNE EUROPE STRATÉGIQUE RESTE POSSIBLE, MAIS REQUIERT UNE VOLONTÉ POLITIQUE FERME

Le réalisme impose de viser un « optimum de second rang » achats communs, coordination productive et alliances régionales. Des signaux faibles émergent (réarmement allemand), mais les divergences d'analyse restent profondes. L'Europe doit sortir du fétichisme budgétaire pour penser la défense comme une condition de sa survie géopolitique.

ENTRETIEN #3.5

« MALGRÉ LA BRUTALISATION DU MONDE, NOUS POUVONS CONSTRUIRE DES COALITIONS D'ACTION POUR DÉPASSER L'ABSENCE DE CONSENSUS GLOBAL »

affirme Jean Pisani-Ferry

Jean Pisani-Ferry, économiste au think tank Bruegel, alerte sur l'effacement progressif de l'ordre économique international tel que construit après 1945. La perte de crédibilité des puissances du Nord, le retrait américain et la montée du *shadow banking* traduisent un basculement systémique. Loin d'une crise passagère, c'est une dislocation structurelle du socle normatif et financier de la mondialisation qui est à l'œuvre. Le projet écologique européen, affaibli par un discours défensif et une polarisation politique, en devient l'un des marqueurs. Le risque est clair : l'Europe pourrait n'être plus qu'un terrain d'affrontement entre ambitions rivales, faute d'avoir clarifié ses propres finalités. Reprendre l'initiative stratégique suppose une redéfinition de ses priorités économiques, climatiques et sociales – non plus en réaction, mais comme fondement de sa souveraineté.

De quelle nature est la crise de l'ordre international que nous connaissons ?

Je pense que cette situation est durable pour des raisons tenant aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'ensemble des pays avancés. Nous sommes confrontés à **la remise en cause par les Etats-Unis de leur rôle dans l'ordre mondial**. Le Secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a exposé ses motifs : « l'ordre du monde est une arme pointée contre les Etats-Unis ». Simultanément, nous faisons face à une perte de crédibilité des pays « des Nords » dont la suprématie dans la gouvernance mondiale était permise par le respect qu'ils inspiraient au reste du monde. Leur image a été considérablement écornée par la crise de 2008, qui a manifesté une forme d'incompétence dans leur gestion économique, et par la crise du COVID, lors de laquelle ces derniers ont utilisé leurs stocks de vaccins pour leurs populations quasi-exclusivement.

La Chine pourrait exercer un *leadership* sur les questions climatiques car elle est motrice sur ces sujets et qu'ils ne représentent pas d'enjeux de sécurité particuliers pour les Européens. Toutefois, s'agissant des enjeux de sécurité, il y aurait des réticences au niveau européen à voir la Chine remplacer les Etats-Unis dans l'ordre international.

2/3

Les ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables y ont augmenté de près de 40% en 2024, pour atteindre près d'un véhicule vendu sur deux. Deux tiers de ses ventes ont eu lieu en Chine.

Dans le contexte de cette crise géopolitique, que peut-on attendre de la gouvernance internationale du commerce ?

L'OMC n'a jamais vraiment cessé de fonctionner malgré la paralysie de l'organe de règlement des différends, causée par le refus américain de nommer les juges de cet organe qu'ils ont toujours désapprouvé.

Dans une note à laquelle j'ai contribué (*Global Action without Global Governance*), j'explique comment **nous pouvons bâtir des coalitions sur certains thèmes, en l'absence de consensus global**. Nous pouvons par exemple davantage nous appuyer sur des régions comme l'Inde ou l'Amérique latine en matière de commerce.

2016

Depuis 2016, les États-Unis font opposition à la nomination de nouveaux juges au sein de l'organe d'appel du mécanisme de règlement des différends commerciaux, système multilatéral de règlement des contentieux de nature commerciale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis 2020, il n'y a plus aucun juge au sein de cet organe d'appel.

Quels autres facteurs peuvent nourrir cette crise de la gouvernance économique mondiale ? Dans le domaine financier par exemple ?

Je vois une source de risques financiers dans le ***shadow banking*** (les acteurs financiers non-bancaires, notamment les fonds d'investissement), qui est très peu régulée contrairement au secteur bancaire, et dans les stable coins (type de crypto-monnaie).

49,1 %

Selon le FInancial Stability Board, l'intermédiation financière non bancaire (non bank financial intermediation - NBFI) représente 49,1 % des actifs financiers mondiaux. La croissance de ces acteurs non régulés - contrairement aux banques - a été, en 2023, deux fois plus rapide que la croissance du secteur bancaire (8,3 % contre 3,3 % pour le secteur bancaire).

Les banques centrales devraient à ce titre avancer plus vite dans l'élaboration de monnaies digitales de banques centrales afin de couper l'herbe sous le pied de ces **monnaies parallèles**, hautement spéculatives. Le développement de monnaies digitales de banques centrales se heurte au refus de celles-ci d'abandonner le principe de traçabilité des monnaies émises.

33 000 MILLIARDS

En 2024, le volume des transactions en *stablecoins* a représenté presque 33 000 milliards de dollars sur 1 an, ou un peu moins de 100 milliards par jour, soit largement plus que la valeur des transactions effectuées par les réseaux de paiement comme Visa (environ 40 milliards de dollars de transactions quotidiennes) et Mastercard (environ 25 milliards de dollars).

Dans ce contexte de crise économique, quelle place reste-t-il pour l'action climatique ?

On assiste à un recul net de l'ambition climatique dans le discours public. **Le climat n'est plus du tout le projet politique de notre siècle**, comme il a pu l'être jusqu' à récemment. Les débats et projets sur l'atténuation ont progressivement cédé la place à un discours portant exclusivement sur l'adaptation, la résilience et la compétitivité. Au niveau européen, le climat est traité sur un mode défensif par les institutions: la Commission Européenne entend avant tout conserver l'existant, en avançant masquée sur la question climatique, plutôt que de faire du climat un sujet de débat. Le maintien ou non de l'objectif à 2040 va constituer un moment charnière. De l'autre côté du spectre, les partis politiques, notamment écologistes réagissent à l'opposé en faisant de l'écologie un totem et en adoptant des postures symboliques. Même en Allemagne, le momentum des partis écologistes est désormais passé.

- 90 %

En juillet 2025, pour atteindre la neutralité carbone en 2050, la Commission européenne a proposé de fixer un objectif climatique intermédiaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90 % en 2040 par rapport aux niveaux de 1990.

Cette érosion est alimentée par la montée des courants populistes que l'on observe dans l'ensemble des pays européens. Pour y faire face, nous pourrions certes imaginer des modes de gouvernance plus participatifs mais la source du problème semble davantage être une **érosion de la cohésion sociale et le manque de justice sociale**, véritable carburant du populisme.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Jean Pisani-Ferry*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UN ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL EN DÉCOMPOSITION LENTE, MAIS IRRÉVERSIBLE

Le multilatéralisme post-Guerre froide est fragilisé durablement, non par effondrement brutal mais par désengagement progressif des puissances du Nord, à commencer par les États-Unis. Leur remise en cause de l'ordre établi affaiblit le socle de la gouvernance mondiale. Ce reflux de leadership géoéconomique mine la stabilité systémique et accentue la fragmentation stratégique.

VERS UNE GÉOÉCONOMIE À COALITIONS VARIABLES : LA FIN DE L'UNIVERSALITÉ COMMERCIALE

L'OMC subsiste sans se déployer. Faute de réformer les institutions, des coalitions régionales pourraient émerger autour de puissances comme l'Inde ou le Brésil. Ce nouveau modèle commercial, fait d'accords ponctuels et de leaderships multiples, pourrait devenir la norme au prix d'une insécurité juridique accrue pour les entreprises.

RISQUE SYSTÉMIQUE MAJEUR DU SHADOW BANKING : UNE MENACE SANS RÉGULATION

Les zones grises de la finance — fonds non régulés, *stablecoins* — deviennent le maillon faible de la stabilité économique mondiale. Leur croissance, hors du champ des régulateurs classiques, fait peser un risque systémique comparable à celui de 2008.

CRISE DU GREEN DEAL : LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE RELÉGUÉE AU RANG D'AJUSTEMENT DÉFENSIF

L'écologie politique décroche du cœur des projets de société en Europe. Le discours dominant glisse de l'ambition à la résilience, du progrès à la survie, tandis que la polarisation entre institutions frileuses et activistes symboliques stérilise le débat. Le moment 2040, sur les objectifs climatiques européens, cristallisera cette bifurcation historique : repli ou relance stratégique.

LE POPULISME COMME SYMPTÔME D'UN CONTRAT SOCIAL BRISÉ, PAS D'UN SYSTÈME À RÉFORMER

La vague populiste européenne transcende les modèles institutionnels et révèle une dégradation profonde de la cohésion sociale. L'illusion d'un remède technique par plus de participation masque la vraie faille : une justice sociale érodée. Répondre à cette crise démocratique implique une refondation économique inclusive, non un simple ajustement procédural.

ENTRETIEN #3.6

« LE SPATIAL EST UN SECTEUR SOBRE DANS SES MÉTHODES, MAIS SANS STRATÉGIE POLITIQUE, CETTE SOBRIÉTÉ NE PRODUIT RIEN »

affirme Irénée Régnauld

Irénée Régnauld, doctorant à l'EHESS/INSA travaillant sur les implications sociales et éthiques des technologies, interroge la notion de sobriété à travers le prisme du secteur spatial. Il défend une planification démocratique de la décroissance, pilotée par l'État. Si le spatial incarne une culture technique de l'optimisation, il bascule aujourd'hui dans une logique d'abondance avec le *New Space*. Face au désengagement américain, il appelle à une stratégie européenne autonome, alignée sur des finalités scientifiques, écologiques et géopolitiques. Il plaide enfin pour un récit du spatial fondé sur la connaissance et la sobriété, plutôt que sur la conquête.

Comment définir la sobriété dans la pensée écologique, et quelles en sont les implications concrètes pour l'action publique et les acteurs économiques ?

La sobriété, dans sa définition écologique et politique, consiste à se **fixer des limites en s'appuyant sur des critères à la fois scientifiques et sociaux**. Elle est à la fois **volontaire et démocratique**, et dans son expression la plus aboutie, elle rejoint une **logique décroissante**. L'objectif n'est pas simplement de faire moins, mais de garantir des conditions de vie habitables et justes, en organisant une **baisse structurée de la consommation matérielle**.

La question de la répartition est centrale : qui croît encore, qui décroît, et selon quels critères ? La sobriété interroge directement la **justice sociale.** Elle signifie aussi un basculement symbolique : **sortir du paradigme de croissance infinie** pour envisager d'autres indicateurs de richesse que le produit intérieur brut (PIB).

+ 1,52°C

Entre février 2023 et janvier 2024, la température mondiale était de 1,52°C supérieure à la période 1850-1900. Selon la dynamique actuelle, le dépassement officiel de l'objectif de 1,5°C sera effectif dès 2028.

Dans un monde post-croissance, même la notion d'« entreprise » pourrait être amenée à évoluer. Ce n'est pas au marché de fixer la norme, mais bien à **l'État de structurer une planification démocratique**, fondée sur des arbitrages publics (gouvernement, Parlement, CESE). Il ne s'agit pas d'une planification technocratique, mais bien d'un exercice démocratique pour trancher collectivement ce qui relève du besoin ou non, à l'échelle individuelle comme à l'échelle des grands projets.

Pour les besoins massifs – infrastructures numériques, industrie spatiale, câbles transocéaniques – une planification issue du débat public s'impose. **Le rôle du privé ne peut intervenir qu'en second ressort, une fois que les priorités ont été fixées collectivement.** C'est la logique historique du secteur spatial depuis les années 1960 : **une orientation pilotée par des objectifs publics**. Cela justifie d'autant plus la possibilité d'un retour dans le giron public de certaines activités, comme on pourrait le faire dans le cas des télécommunications ou de l'énergie. Dans le spatial, cette reconfiguration serait d'autant plus aisée que les structures publiques (notamment le CNES) sont déjà en place.

Le spatial peut-il être considéré comme une industrie sobre, et selon quels critères ?

Le spatial est ambivalent : il conjugue un habitus de sobriété *(chez les ingénieurs)* et une culture de l'hybris. Par nécessité physique et économique, il incarne une forme d'efficience poussée à l'extrême. Chaque gramme compte,

chaque fonction est optimisée. Cette culture de la précision se retrouve autant chez les grands industriels européens (Thales, Airbus) que dans les programmes plus frugaux comme le programme spatial indien. On y fabrique des objets de haute technologie où tout est testé et vérifié, une rigueur qui témoigne d'une capacité d'adaptation aux contraintes matérielles.

Mais ce n'est pas suffisant pour qualifier l'industrie spatiale de véritablement «sobre». **Les chaînes d'approvisionnement sont mondialisées**, les matériaux viennent de multiples pays. Cette exigence d'optimisation n'est pas une finalité environnementale, mais un impératif technologique et économique.

13

La production de la fusée Ariane 6, dernière fusée européenne qui a effectué son premier décollage en juillet 2024, a mobilisé pas moins de 600 entreprises, dont 350 PME réparties dans les 13 pays européens.

Le contraste est d'autant plus fort avec le secteur numérique, où la baisse des coûts a désincité à optimiser. **L'espace reste un lieu où l'on apprend à être sobre.** Toutefois, les effets multiplicateurs du spatial sur Terre vont plutôt dans le sens d'un approfondissement technologique que d'une limitation des usages. C'est un **secteur qui habilite davantage qu'il ne contraint**.

Le New Space marque-t-il une rupture avec l'approche traditionnelle du spatial, notamment en matière de sobriété ?

Le New Space introduit une rupture marquée avec l'approche historique du spatial. Il repose sur un usage différent de l'orbite : alors que le spatial traditionnel privilégie les orbites géostationnaires à fort rendement global, le New Space se concentre sur l'orbite basse. Cette logique suppose une **multiplication des objets envoyés** pour compenser la perte de couverture, et renverse donc l'économie de sobriété.

La dynamique du New Space, incarnée principalement par SpaceX, repose sur une **stratégie d'occupation intensive**. On passe d'un modèle raisonné à un modèle d'abondance et d'exploitation – comme en témoignent les projets de mining spatial.

Cette approche coexistera néanmoins avec une production de précision, portée par Airbus, Thales ou d'autres acteurs publics. Le New Space ne remplace pas l'ancien paradigme, il en constitue un prolongement concurrentiel.

Comment la crise géopolitique actuelle redéfinit-elle les priorités spatiales de l'Europe, sur les volets civil et militaire ?

L'un des changements les plus notables est la dégradation de la relation avec les États-Unis, notamment sous la seconde présidence Trump. Cela **pousse l'Europe à reconfigurer sa stratégie pour réduire sa dépendance** – matérielle, mais surtout géopolitique.

Sur le plan capacitaire, la France dispose d'un **socle industriel solide**, renforcé par l'arrivée de MaiaSpace. La chaîne de valeur est presque complète, mais **certaines dépendances persistent**, notamment en matière de surveillance d'objets en orbite (SSA/SST), où les États-Unis conservent leur avance.

La dépendance est aussi programmatique: l'Europe suit la dynamique américaine dans des programmes comme Artémis, sans toujours aligner ses priorités. Il aurait été préférable de ne pas s'y engager. Un geste diplomatique fort pourrait consister à en sortir, avant d'être mis sur la touche. Car les États-Unis sont déjà en train de se désengager partiellement.

À l'inverse, des projets comme **IRIS² témoignent d'une volonté de souveraineté stratégique**. Le développement de Starlink a mis en lumière le vide juridique en matière de couverture satellitaire. La France, par exemple, ne disposait que de l'ARCEP pour encadrer ces enjeux. Quelques pays seulement ont interdit Starlink. En France, l'enjeu est plus diplomatique que technique, les zones blanches concernent une faible part du territoire (~1 % du territoire).

+ 365 %

En 2024, le nombre de satellites actifs atteignait 11 539, contre 3 371 en 2020 — une explosion tirée par la privatisation des orbites et l'essor du New Space. Les deux tiers de ces satellites actifs appartiennent à la société d'Elon Musk Starlink.

Les tensions géopolitiques poussent-elles le secteur spatial vers plus de sobriété ou vers une redéfinition de ses modes de production ?

Pas nécessairement. **Multiplier les satellites en orbite est, par définition, une dynamique non sobre.** Certes, des efforts sont faits pour réutiliser certains composants (ex. Prometheus, Maia), mais cette réutilisation accompagne une montée en charge, elle ne réduit pas la croissance.

Des progrès existent: des navires récupèrent les étages d'Ariane, les satellites sont conçus pour durer plus longtemps. Mais dans un monde à **40 000 satellites**, la pérennité de ces pratiques devra être réévaluée.

Ce n'est pas tant l'impératif écologique qui pousse le secteur à évoluer, que la **contrainte géopolitique**. On reste dans une logique d'affrontement, davantage que de bifurcation écologique.

L'Europe intègre-t-elle les enjeux environnementaux dans sa politique spatiale, civile ou de défense ?

Encore marginalement. **La future EU Space Law est en cours d'élaboration, mais elle reste timide** sur des sujets fondamentaux : retombées de satellites, tourisme spatial, mining extra-atmosphérique.

Face à la dynamique d'abondance de la Chine ou des États-Unis, **l'Europe** semble contrainte de répliquer par des projets de même nature, sans proposer d'alternative. Pourtant, elle **dispose d'un arsenal normatif** (traité de 1967, COPUOS, résolutions à l'ONU) et de **ressources scientifiques suffisantes pour élaborer une stratégie propre**.

6

La constellation de satellites Copernicus, projet d'observation de la Terre mené par l'UE en collaboration avec l'ESA pour fournir des informations précises, actualisées et facilement accessibles sur les enjeux environnementaux ou de sécurité civile, dispose de 6 satellites opérationnels. À terme, plus de 50 satellites fourniront des informations au programme Copernicus.

Un levier clair serait de lancer des **programmes scientifiques ambitieux**, comme la mesure du trafic spatial ou l'impact des retombées. Mais cela nécessite du courage politique. Le spatial est un secteur sobre dans ses méthodes, capable de résilience technique – mais cette culture n'est pas encore traduite politiquement.

Que révèle le paradigme de sobriété sur les limites que l'humanité s'impose – ou non – dans son rapport à la conquête spatiale ?

L'idée selon laquelle la conquête spatiale serait enracinée dans une sorte d'hubris fondatrice de l'humanité relève largement d'un récit construit. **Cette ambition conquérante, censée faire l'unanimité, est en réalité soutenue par une communication permanente, mais elle ne reflète pas forcément les aspirations de la majorité.** Nombre d'ingénieurs du spatial aujourd'hui ne partagent pas ce projet militarisé ou mégalomaniaque : ils veulent simplement contribuer à la société en tant que citoyens.

Le discours de conquête, porté par des figures comme Elon Musk, repose en grande partie sur du marketing. Cette instrumentalisation du récit spatial ne date pas d'hier : dans les années 70 et 80 déjà, la NASA misait sur cette rhétorique. Si, demain, les projets de colonisation martienne ou lunaire échouent, le mythe collectif pourrait s'effondrer, révélant la réalité d'un secteur principalement structuré autour d'une logique d'**investissement public au service d'intérêts économiques privés**.

613 MILLIARDS

En 2024, l'industrie spatiale mondiale représentait 613 milliards de dollars, dont 78 % provenant du privé illustrant une transition rapide vers un modèle industriel marchand bien qu'en grande partie subventionné par la commande publique.

Quelles visions du spatial coexistent aujourd'hui selon les pays, et l'approche incarnée par Elon Musk est-elle devenue dominante ?

Les récits varient selon les puissances spatiales. La Chine inscrit sa conquête spatiale dans un discours nationaliste affirmé : elle célèbre ses astronautes via un jour férié dédié. L'Inde, à travers des interventions de Narendra Modi lors de l'alunissage de Chandrayaan, affiche une fierté géopolitique marquée. Sur le continent africain, les priorités sont tout autres : il s'agit d'abord de garantir un accès minimal à l'espace.

L'Europe, via l'Agence spatiale européenne (ESA), adopte un discours plus marginal, centré sur la connaissance. Mais ce récit, pourtant porteur, reste peu visible. C'est regrettable, car **l'Europe pourrait développer des programmes d'exploration sobres, peu coûteux, et à faible empreinte carbone** – une voie encore inexploitée.

Il existe aussi un angle peu mobilisé : celui d'une **culture spatiale contemplative, valorisant l'espace comme bien commun visuel**. L'obscurité du ciel, la beauté du cosmos sont des ressources en soi, menacées par la multiplication des objets en orbite. Ce champ culturel mériterait d'être investi pour construire une vision alternative du rapport à l'espace.

Enfin, malgré la diversité des récits, de nombreux ingénieurs en France et en Europe partagent une **posture critique vis-à-vis des dérives actuelles**. **C'est une industrie déjà largement publique, ce qui en fait un secteur potentiellement plus facile à faire bifurquer.** Beaucoup d'acteurs sont compétents, motivés, et alignés avec les enjeux écologiques.

0,04 %

En 2023, l'UE et les États-Unis investissent 0,04 % de leur PIB dans la R&D spatiale civile. Entre les pays, la trajectoire de croissance de la R&D spatiale civile a été inégale. Elle a fortement diminué aux États-Unis entre 2008 et 2023. À l'inverse, elle a augmenté de manière plus importante que la moyenne mondiale au Japon, en Corée-du-Sud, en France ou encore en Italie.

Comment sont définies les priorités dans le secteur spatial, et ce mode de décision est-il éthiquement justifiable ?

Aujourd'hui, **les choix dans le secteur spatial sont largement technocratiques**. Les financements sont décidés sans réelle hiérarchisation fondée sur les besoins collectifs. Le plan France 2030, par exemple, a alloué 1,5 milliard d'euros au spatial, mais selon une logique de saupoudrage sur un large portefeuille de start-ups, sans ligne directrice claire. À l'époque, l'accent avait été mis sur les micro-lanceurs, alors même qu'aucun marché significatif ne justifiait une telle priorité.

Cette approche traduit une **absence de planification véritable**: on finance l'amont sans définir le pourquoi. La méthode inverse serait plus rationnelle: déterminer d'abord les finalités – écologiques, scientifiques, militaires – puis construire les outils industriels et technologiques nécessaires. On part aujourd'hui de l'offre, non du besoin.

Dans ce contexte, le Centre national d'études spatiales (CNES) devrait jouer un rôle structurant. Il lui reviendrait d'établir une évaluation critique de ce qui a été financé, et d'assurer une cohérence stratégique.

Si l'on veut véritablement planifier une industrie spatiale au XXIe siècle, il faudra intégrer des critères écologiques, scientifiques et géopolitiques explicites, et sortir d'une logique de logique opportuniste ou de signal faible. **Une part de démocratie participative pourrait également être introduite dans la définition de ces priorités.**

Les récits qui justifient le développement spatial évoluent-ils, et sous l'effet de quelles dynamiques ?

Oui, **les récits spatiaux sont en train de changer**. Nous vivons une période de remise en question radicale du spatial, même si certaines critiques – comme celles d'Aurélien Barrau – manquent parfois de nuance et d'efficacité explicative. À **gauche**, les critiques sont désormais bien relayées, notamment via **les enjeux d'inégalités** (tourisme spatial, financiarisation de l'espace). À droite, en revanche, il n'existe pas de contre-récit construit : le discours de puissance y reste dominant, sans réel questionnement.

x16

L'empreinte carbone d'un vol suborbital est évaluée de 85 à 200 tCO2eq soit 14 à 33 tCO2eq/personne. C'est 7 à 16,5 fois la quantité de CO2 que chaque humain devrait consommer par an pour atteindre la neutralité carbone (2 tonnes de CO2).

Le danger est de passer d'une critique justifiée à un rejet systématique, en négligeant les apports potentiels du spatial. Il faudrait au contraire **articuler une vision cohérente conciliant écologie et puissance**, pour **construire un narratif européen à même de rivaliser avec les discours nationalistes actuels**. Cela suppose un vrai effort de formulation politique, scientifique et stratégique.

Dans cette perspective, les astronautes sont **une figure ambigüe**. Toute la communauté spatiale sait que **leur utilité scientifique est nulle**. D'une certaine manière, ils nourrissent aussi **un imaginaire de conquête** duquel il convient de sortir. S'il fallait vraiment conserver cette activité du vol habité, il faudrait **clarifier leur fonction**, assumer leur rôle seulement symbolique, **d'ambassadeurs « inspirants »**. Ce serait une bonne manière d'interroger la légitimité des financements qui leur sont dévolus et qui, en outre, nous attachent inutilement au programme lunaire étasunien.

Enfin, il est essentiel de rappeler que **le spatial reste une industrie relativement contenue** : un million de personnes y travaillent dans le monde. Cela ouvre un espace d'action. En assumant un leadership public fort, des politiques d'achats responsables, une stratégie d'investissement ciblée, **il est tout à fait possible de lancer une décarbonation ambitieuse de la filière**.

0,05 %

En France, la filière spatiale française emploie environ 17 000 personnes soit 0,05 % de l'emploi total.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Irénée Régnauld*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LA SOBRIÉTÉ COMME PROJET DÉMOCRATIQUE, ET NON TECHNOCRATIQUE

Penser la sobriété impose de sortir du paradigme de croissance illimitée. Elle doit reposer sur des arbitrages publics assumés, permettant de hiérarchiser les usages selon des critères écologiques, sociaux et démocratiques. Ce cadre post-croissance ne peut émerger que par une planification choisie, structurée et ouverte aux délibérations collectives.

LE SPATIAL, INDUSTRIE SOBRE PAR CONTRAINTE PLUS QUE PAR CONVICTION

Le secteur spatial incarne une forme d'efficience poussée à l'extrême, où chaque gramme compte. Mais cette rigueur technique ne traduit pas une finalité écologique : les chaînes logistiques sont mondialisées et les usages en orbite se multiplient. La sobriété y est davantage une nécessité opérationnelle qu'un choix politique.

LE NEW SPACE, TOURNANT VERS UNE LOGIQUE D'ABONDANCE

La prolifération des objets en orbite basse portée par le New Space – incarné notamment par SpaceX – rompt avec l'économie de moyens du spatial historique. Cette logique d'occupation intensive transforme l'espace en zone d'exploitation, rendant plus difficile l'inscription du secteur dans une trajectoire véritablement sobre.

SOUVERAINETÉ SPATIALE : CONTRAINTE GÉOPOLITIQUE, OPPORTUNITÉ DE BIFURCATION

La fragilisation du lien avec les États-Unis pousse l'Europe à renforcer sa souveraineté spatiale. Si l'alignement programmatique sur les priorités américaines perdure, des projets comme IRIS² montrent une volonté d'autonomie. Cette reconfiguration offre un levier pour réintroduire des critères environnementaux dans les politiques spatiales, à condition de rompre avec une logique mimétique.

UN SECTEUR MÛR POUR UNE PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET ÉTHIQUE

Le spatial reste structuré, majoritairement financé par des investissements publics, et peu massifié : cela en fait un terrain propice à la bifurcation. Encore faut-il sortir de la logique de saupoudrage actuel – comme dans le plan France 2030 – pour articuler une stratégie fondée sur des finalités claires (scientifiques, écologiques, géopolitiques). Une planification éthique et participative du spatial est possible, mais reste à construire.

ENTRETIEN #3.7

« LE DÉVELOPPEMENT DES *STABLECOINS* EN EURO PAR DES ACTEURS EUROPÉENS EST INDISPENSABLE POUR PENSER L'EUROPE PUISSANCE »

affirme Hubert de Vauplane

Président de Legal Blockchain & Cryptos Association et associé dans le cabinet de conseil Morgan, Lewis and Bockius LLP, Hubert de Vauplane souligne la position dominante du dollar américain sur le marché de la monnaie dans un contexte de numérisation croissante des moyens de paiement. Face à l'augmentation de la capitalisation des *stablecoins* libellés en dollar pour l'immense majorité d'entre eux, l'euro numérique manque sa cible. Il est pensé comme un instrument défensif plutôt qu'un instrument de conquête. Pour préserver le rôle de l'euro au sein et en dehors de la zone euro, il est, selon lui, nécessaire de développer des *stablecoins* en euro par des acteurs européens. Il constate que les institutions monétaires européennes ne sont pas prêtes à cette révolution et freinent, par leur scepticisme, ces innovations au profit de la pénétration de marché des *stablecoins* en dollars.

ENTRETIEN AVEC HUBERT DE VAUPLANE

Pouvez-vous nous définir ce qu'est un stablecoin et nous permettre de comparer son poids dans la finance mondiale par rapport aux crypto-actifs et plus globalement par rapport aux actifs financiers ?

Les *stablecoins* sont des **jetons (« tokens ») numériques émis par des intermédiaires financiers privés, comme *Tether* ou *Circle* qui représentent 90 % du marché, contre des actifs de réserve liquides éligibles**, et promettant un ancrage fixe par rapport à une monnaie (ou à un panier de monnaies) émise par une banque centrale. C'est une définition assez générique mais deux termes majeurs ressortent toutefois de cette définition : **jetons ou actifs et monnaie**. Certes, la monnaie est un actif mais un actif particulier avec trois fonctions dont la fonction d'étalon de valeur et d'intermédiaire des échanges. **Les *stablecoins* se différencient des autres crypto-actifs du fait de leur adossement à une monnaie qui a un cours légal.**

Ils se sont développés très rapidement. Alors que leur valeur en circulation ne représentait que 5,6 milliards de dollars début 2020, leur valeur s'élève aujourd'hui à 260 milliards de dollars (chiffre de juin 2025) soit un peu moins de 10 % de la capitalisation des cryptoactifs. La part des *stablecoins* dans les cryptoactifs est croissante ces derniers mois démontrant une augmentation de leur volume plus rapide que celui des cryptoactifs.

Comparer la capitalisation des *stablecoins* avec la capitalisation des actifs financiers type obligations et actions a peu de sens. En fait, il faudrait **comparer** par rapport à la monnaie et plus particulièrement de la **monnaie fiduciaire** en circulation et non de la monnaie scripturale. Les *stablecoins* représenteraient **un peu plus de 1 % de la masse monétaire M1 américaine**.

Au- delà des comparaisons de volume, dans la mesure où les *stablecoins* sont utilisés comme actif monétaire, le plus pertinent n'est pas la masse monétaire mais la **vitesse de circulation** : la vitesse de circulation du *stablecoin* avec la vitesse de circulation de la monnaie fiduciaire en général et du dollar en particulier. Cette donnée est capitale pour classifier son usage : entre actifs et monnaie. Toutefois, il est compliqué de trouver des données. La comparaison un peu plus simple peut se faire avec le volume de transaction de Visa et de Mastercard qui ne sont toutefois pas de la monnaie fiduciaire.

x2

En 2024, il s'est échangé 100 milliards de *stablecoins* par jour, c'est pratiquement 2 fois plus que le volume d'échange des transactions effectuées par les réseaux de paiement comme Visa et Mastercard (65 milliards).

À quels signaux faibles devons-nous faire attention pour comprendre cet enjeu ?

On en revient à la dichotomie entre actifs et monnaie. Les indicateurs auxquels nous devons être vigilants ont trait aux cas d'usage des *stablecoins*. Schématiquement, un *stablecoin* peut être utilisé comme intermédiaire des échanges au même titre qu'une monnaie : c'est sa fonction de moyen de paiement ; ou alors comme un actif spéculatif sur les marchés : c'est sa fonction d'actif de règlement. Ce à quoi il faut être très attentif c'est **l'utilisation des cryptoactifs en tant que moyen de paiement et non en tant que moyen de spéculation ou actif de règlement au sein des plateformes d'échanges de crypto-actifs**. Aujourd'hui, **une grande majorité des *stablecoins* sont utilisés comme un actif de règlement** dans les places de marché cryptos. C'est à ce jour un actif de règlement liés à l'achat-vente, et moins un actif de paiement. Toutefois, dans le futur, **le volume de transaction peut migrer de la spéculation vers du paiement** : le *stablecoin* passera alors d'un actif de règlement à un moyen de paiement. C'est le véritable enjeu à court terme, les *stablecoins* peuvent sortir d'un usage spéculatif pour devenir un cas d'usage quotidien dans les paiements.

70 %

70 % du volume des transactions en *stablecoins* est consacré aux opérations d'arbitrage à très court terme effectuées par des robots de trading algorithmique sur les marchés.

Un autre signal faible est le volume quotidien des échanges des cryptoactifs par rapport aux échanges sur les bourses mondiales. **Il y a environ dix fois plus de volume de transaction sur le marché des cryptoactifs que sur Euronext.** L'autre information intéressante est que même si la capitalisation boursière des cryptoactifs est inférieure, le volume de transaction est supérieur. Il y a donc plus de spéculateurs sur ce marché que sur les marchés financiers traditionnels. Il faudrait comparer cet élément avec l'ensemble du volume quotidien sur les bourses traditionnelles mondiales mais la donnée est malheureusement difficilement accessible.

En quoi les enjeux autour des stablecoins résonnent avec la situation géopolitique, écologique ou encore politique ?

Les *stablecoins* ne sont pas qu'un sujet économique. Ils sont également un sujet éminemment géopolitique. Pour les États-Unis, depuis le retour du président TRUMP, les *stablecoins* sont **un outil permettant d'assurer une encore plus grande domination du dollar**.

L'économie numérique nécessite une monnaie numérique. Pour les américains, cela ne peut être qu'en dollar et pour le moment, ils réussissent assez bien dans la mesure où **99,5 % du volume et des transactions de *stablecoins* sont**

effectués en dollar alors que cette monnaie représente un peu moins de 60 % des réserves de change. L'e-yuan, la monnaie digitale de banque centrale développée par la Chine, qui a été pensé comme étant la devise de référence de la route de la soie numérique, ne se développe pas au même rythme pour le moment au niveau international bien que cette monnaie se développe en Chine.

x 4

En juin 2024, le volume total des transactions a atteint 7 000 milliards d'e-CNY (986 milliards de dollars) dans 17 provinces, dans des secteurs tels que l'éducation, la santé et le tourisme. Ce chiffre est près de quatre fois supérieur aux 1 800 milliards de yuans (253 milliards de dollars) enregistrés par la Banque populaire de Chine en juin 2023.

Cet enjeu en rejoint un autre sur le financement de la dette publique américaine. Pour rester stable, les **sociétés émettant des *stablecoins* doivent acheter des titres liquides libellés dans la monnaie de référence** du *stablecoin* afin d'assurer la parité avec la monnaie de référence. Dans la mesure où 99,5 % des ***stablecoins*** sont libellés en dollar, ils **s'adossent aux titres de dettes américaines**. C'est ainsi que Tether est devenu l'un des principaux acheteurs sur le marché primaire d'obligations américaines.

7

En 2024, Tether, l'entreprise émettrice du stablecoin USDT, est devenu le 7è plus gros acheteur de bons du trésor américain devant Taïwan et le Canada et juste derrière le Royaume-Uni en achetant plus de 33,1 milliards de dollars de bons du Trésor.

Cela permet aux américains de se libérer de la pression japonaise ou chinoise du fait de l'atomicité des détenteurs de *stablecoins*. Toutefois, **les personnes physiques détenteurs de *stablecoins* n'ont aucune idée des sous-jacents des *stablecoins***. Quand un artisan d'Istanbul accepte un paiement en *stablecoins*, il n'est pas conscient qu'il finance la dette américaine. **On va passer ainsi d'un financement d'une dette publique par des institutionnels via des clients particuliers internationaux : en cas de défaut sur la dette américaine, ce seront les porteurs qui essuieront les pertes.** De la même manière, en cas de défaut de l'émetteur de *stablecoins*, le risque de contrepartie est porté par les détenteurs de *stablecoins*. On n'a encore pas mesuré les conséquences de cet enjeu.

6,3 %

Fin 2024, la Japon et la Chine détiennent 6,3 % de la dette publique américaine. Ce sont les deux premiers investisseurs étrangers dans la dette publique américaine devant le Royaume-Uni.

Les banques centrales mettent également en avant l'enjeu de **la monnaie privée** à la différence d'une monnaie émise par un institut d'émission publique comme une banque centrale. Il est clair que le système à double étage entre la monnaie fiduciaire émise par les banques centrales et la monnaie commerciale émise par les banques commerciales reste le socle de l'organisation du système monétaire. De ce point de vue, l'apparition des *stablecoins* modifie ce schéma lorsque les émetteurs ne sont pas des banques (ce qui est la situation actuelle). Mais dès lors que les banques vont émettre des *stablecoins*, ce schéma entre monnaie publique et monnaie privée restera globalement identique. En effet, **les émetteurs de *stablecoins* sous forme d'établissements de crédit ne créent de la monnaie que s'ils transforment la contrevaleur reçue des *stablecoins* émis en crédit**. Les émetteurs non-banques de *stablecoins* pour leur part doivent obligatoirement conserver la contrevaleur dans des actifs liquides (bons du Trésor) et en cash dans des comptes bancaires. Il y a donc ici un double enjeu au niveau des masses monétaires : dans quelle mesures les banques qui émettront des *stablecoins* utiliseront les sommes reçues pour effectuer des prêts au titre de leur activité de transformation des dépôts en crédits. Le second enjeu porte sur les éventuels **déplacements des dépôts bancaires vers les *stablecoins* : dans les deux cas, ces enjeux sont encore mal étudiés**.

10 %

10 % des dépôts bancaires de base (core deposit) pourraient être détournés vers les stablecoins selon l'Association des banquiers américains (ABA pour American Bankers Association). Au niveau européen, même si des discours alertent.

Concernant les enjeux écologiques, les données ne sont pas consensuelles. De plus en plus, les **crypto-actifs ont des besoins de consommation de puissance électrique moins importants que par le passé**. On devrait dans les années qui viennent assister à une diminution de l'empreinte carbone par les modifications techniques (*proof of work, proof of stake, consensus*) des crypto-actifs y compris les *stablecoins*.

Dès lors, **les enjeux écologiques ne sont pas le premier des combats pour les *stablecoins* et ne sont potentiellement pas le bon combat**.

Quelles décisions politiques/événements économiques pourraient influencer très fortement le développement des stablecoins ?

Les États-Unis ont pris clairement le virage des crypto-actifs et des *stablecoins*. L'image du président TRUMP lors de la signature du GENIUS ACT dans le salon ovale de la Maison blanche au milieu des patrons des grandes entreprises des crypto-monnaies est paradigmatique de ce virage.

Au niveau européen, on attend que la Banque centrale européenne donne une opinion neutre à défaut d'être négative sur le développement des *stablecoins* en euro. Aujourd'hui, l'euro représente environ 20 % des actifs en réserve des

banques centrales et représente moins de 0,5 % du volume des *stablecoins*. **Une nouvelle économie est en train de naître qui ne reflète pas le poids économique des régions économiques du monde.** Cette nouvelle économie se développe sans l'euro : elle est simplement dollarisée.

Pour moi, les raisons de ce blocage sont en partie liés **à la gouvernance des institutions monétaire publique**. La Banque centrale européenne fait face à un conflit inhérent entre son **statut d'émetteur et de superviseur bancaire. Les deux sujets ne devraient pas être liés**. Comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni, le rôle de la Banque centrale devrait se cantonner à la politique monétaire. La mission de supervision financière devrait être confiée à une autorité indépendante.

Quels seront demain les grands acteurs de stablecoins ?

L'enjeu est de savoir si des nouveaux arrivants prendront la place des banques traditionnels sur le marché de la monnaie. La question n'est pas celle de « banque » ou « non-banque » dans la mesure où les émetteurs de *stablecoins* vont a priori évoluer vers l'obtention d'un statut bancaire.

Henry de Castries, l'ancien Président de AXA disait souvent *« citez-moi, un constructeur de carrosse qui à la fin du XIXe siècle s'est transformé en constructeur automobile, il n'y en a pas. »*. **L'innovation n'est pas venue des acteurs traditionnels ni dans l'automobile, ni pour le moment dans les *stablecoins*.**

Les stablecoins ont-ils la capacité de remettre en cause les missions monétaires des États et la souveraineté monétaire publique ?

Cela dépend de la vision des choses. Dès lors que l'on part du principe qu'un émetteur de *stablecoins* doit être régulé comme une banque, la question ne se pose plus. Les banques centrales acceptent la circulation d'une masse monétaire en dehors de la monnaie fiduciaire : c'est la monétaire scripturale créée par les banques commerciales. Il s'agit du fonctionnement à double niveau du système bancaire mondial déjà évoqué. Si l'on considère que les *stablecoins* n'ont pas d'impact sur la masse monétaire, la réponse à la question devrait être négative. La réponse est toutefois un peu plus compliquée car l'on n'a pas encore mesuré l'impact d'un volume d'émission des *stablecoins* 5 à 10 fois plus important qu'aujourd'hui sur la conduite de la politique monétaire, notamment au regard de la lutte contre l'inflation.

Pour revenir à la notion de souveraineté, on parle de **souveraineté car les grands émetteurs de *stablecoins* à ce jour ne sont pas européens et par ailleurs émettent en dollar**. L'enjeu de la souveraineté des moyens de paiement n'a toutefois pas attendu les *stablecoins*. Une partie de **nos systèmes de paiement de détail notamment pour les cartes bancaires fonctionnent grâce à des technologies extra-communautaires** dans l'ensemble des pays de l'Union. Parfois, ces systèmes étrangers sont en situation de monopole.

13 **13 pays de la zone euro ont uniquement accès à des solutions de paiements fournies par des acteurs non européens (Visa, Mastercard) ou des solutions mobiles.**

Pour renforcer notre souveraineté globale sur les systèmes de paiement, **il faut inciter à l'émission de *stablecoins* en euros par des émetteurs de droit européen**. Ce n'est malheureusement pas encore la tendance.

Le développement d'un euro numérique par les institutions monétaires européennes répond-il entièrement au développement des stablecoins ?

L'euro numérique n'a pas été pensé comme un outil de conquête mais comme un outil de défense par rapport au développement des cryptoactifs et *stablecoins*. Ce fait n'est pas lié seulement à l'euro, il est lié globalement aux projets européens ; **l'Union européenne ne se considère pas comme un acteur géopolitique monétaire**.

Les grands objectifs derrière l'euro numérique évoquent le plus souvent le mot « souveraineté » mais c'est plutôt la réponse au projet Libra (depuis lors abandonné), la lutte anti-blanchiment ou encore la domination de Visa et Mastercard qui sont visés. De même, les discours actuels évoquent plus l'euro de détail (l'euro numérique *retail*) que l'euro numérique de gros. Or, l'enjeu ne se situe pas tellement de ce côté-là (peu de personnes estiment qu'il existe un réel risque de remplacer l'euro fiduciaire par des *stablecoins* dollar, même si ce risque ne peut pas être totalement écarté, notamment du fait des grands e-marchands américains), mais plutôt au niveau de l'euro numérique de gros ou *wholesale*.

Pour résumer, aujourd'hui, **la plupart des débats publics se focalisent autour de l'euro numérique de détail**, c'est-à-dire son utilisation en tant que moyen de paiement par tout un chacun via une application numérique en lieu et place ou en complément des autres moyens de paiement comme les pièces et billets ou les cartes bancaires ou autres modes de paiement numériques. Or, **l'enjeu de la souveraineté monétaire se situe aussi, voire surtout, autour de l'euro numérique de gros** c'est-à-dire sur la mise en place de solutions de paiement et de règlement numériques sur les marchés financiers. Cela passe par la création d'un euro numérique de gros, lequel serait technologiquement assis en partie sur la technologie blockchain (contrairement à l'euro numérique de détail) permettant la négociation et le règlement des instruments financiers sous forme de monnaie numérique.

Il y a un consensus sur l'évolution vers une plus grande numérisation des marchés financiers. La question qui reste posée c'est le délai dans lequel cette évolution majeure s'effectuera. Certains acteurs se lancent dans cette voie. Ainsi, le NASDAQ a annoncé début septembre 2025 qu'il allait faire évoluer son

infrastructure technologique en recourant à la blockchain, notamment pour permettre la négociation de titres financiers tokénisés. Cela rejoint la volonté affichée de la Présidence américaine de numériser les actifs. Dans une telle configuration où les titres négociés en bourse **sont numériques, les opérations de règlements/livraisons ne peuvent pas utiliser les systèmes traditionnels centralisés**. La numérisation des actifs financiers implique une numérisation de la monnaie servant de règlement lors de l'achat de ces actifs, et ainsi de modifier les systèmes de règlement/livraison pour recourir à des systèmes nouveaux basés sur la technologie de la blockchain. Or, à ce jour, il n'y a pas d'alternative au règlement des actifs numériques autres **que des *stablecoins* en dollar**. Certes, il y a encore peu d'actifs financiers numérisés. Seul **le développement de l'euro numérique de gros** pourrait répondre à cet enjeu. C'est d'ailleurs dans ce domaine que la Banque de France excelle et effectue des tests permettant de recourir à de l'euro numérique en lien avec les systèmes traditionnels comme Target 2 ou T2S (Target 2 securities). Toute la question est celle de savoir si l'euro numérique de gros sera prêt lorsque le mouvement de tokénisation des actifs financiers sera véritablement lancé.

La culture politique de nos dirigeants -français et européens- est-elle un terreau favorable pour répondre à cet enjeu ?

Non, malheureusement, il y a **une faible culture en France sur les questions monétaires**. On compte sur les doigts d'une main, peut être deux, les parlementaires qui maitrisent les sujets de crypto-actifs et *stablecoins*. Il y a un peu le sentiment, chez les parlementaires français, que dans la mesure où les sujets monétaires sont traités dorénavant au niveau européen, ils ne doivent plus être traités au niveau français.

Cette culture générale pour les questions économiques et monétaires **manque également au niveau européen**.

Selon-vous, les termes du débat public -français et européen- sont-ils bien posés pour répondre à cet enjeu ?

Le débat sur les *stablecoins* est mal posé car il est pollué par le débat sur l'euro numérique de détail. **On a tendance à mettre en confrontation l'euro numérique et le stablecoin alors que les sujets sont différents en particulier quand on évoque uniquement l'euro numérique de détail.**

Tout le monde est d'accord sur l'objectif dans le débat monétaire : assurer la souveraineté monétaire européenne. La seule manière d'y arriver est de favoriser l'émergence d'acteurs européens émettant des *stablecoins* en euros. **La politique attentiste actuelle favorise la domination du dollar sur ce marché.**

Quel serait pour vous les risques liés à l'évolution du marché des stablecoins ?

Les risques sont une dollarisation des marchés européens,: un moindre usage de l'euro dans et hors de la zone euro. À titre d'exemple, dans les pays de la zone franc CFA, on utilise de plus en plus des *stablecoins* en dollar.

6,7 %

Les transactions de stablecoins représentent 6,7 % du PIB en Afrique et au Moyen-Orient, le taux le plus important après l'Amérique Latine et les Caraïbes selon les données du FMI.

Si on veut que l'euro se maintienne comme une monnaie de réserve et une monnaie de paiement ne serait-ce que dans la zone euro, **il faut favoriser l'émission de *stablecoin* en Euro**.

9

9 banques européennes dont la banque néerlandaise ING ou encore la banque italienne UNICREDIT ont annoncé le 25 septembre 2025, la création d'une nouvelle société pour lancer un « *stablecoin* » adossé à l'euro.

Le développement des ***stablecoins*** en Euro pourraient également être un **nouveau débouché pour les obligations publiques des États** dans un moment où les besoins de financement augmentent.

En quoi cet enjeu hérite-t-il de logiques anciennes, et en quoi appelle-t-il une refondation ?

Aujourd'hui, notre mode de pensée ne permet pas de penser ces évolutions technologiques majeures. La formation des cadres dans le milieu de la finance repose sur une approche traditionnelle de la finance. Ainsi, la critique que l'on entend souvent est que le Bitcoin n'est assis sur rien du tout, qu'il est purement spéculatif et qu'il ne créé pas de valeur. Or, un crypto-actif c'est d'abord un protocole technologique. C'est une réponse informatique à un problème très simple: comment assurer que l'information qui circule du point A-B n'a pas été altérée au milieu? La réponse à cela est la blockchain. Les **protocoles blockchain** comme Bitcoin, Ether, Solana et beaucoup d'autres sont de **gros tuyaux d'infrastructures technologiques qui transmettent des données**. Cela ne vaut donc pas « rien »: cela vaut la valeur d'usage du tuyau tout comme la valeur d'usage d'une autoroute est basée sur le volume du trafic automobile.

On est formaté à penser dans un cadre particulier alors que l'on fait face à une révolution technologique qui invite à changer ses référentiels habituels.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Hubert de Vauplane*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LES STABLECOINS CONSTITUENT UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS L'HISTOIRE MONÉTAIRE

Leur développement rapide se concentre pour le moment sur les marchés de crypto-actifs, où ils servent principalement d'actifs de compensation et d'arbitrage à haute fréquence. Ce rôle pivot dans les infrastructures numériques émergentes préfigure leur possible extension vers les paiements quotidiens, avec un potentiel de transformation profonde des circuits monétaires mondiaux.

ILS SONT DEVENUS UN INSTRUMENT ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE AU SERVICE DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

L'administration Trump soutient l'écosystème privé des stablecoins libellés en dollar. En obligeant l'adossement de ces émissions à la dette publique américaine, les États-Unis étendent la sphère du dollar, mobilisent des financements internationaux et consolident leur position centrale.

L'EURO N'EST PAS PENSÉ COMME UN OUTIL DE PROJECTION DE PUISSANCE

L'Union européenne ne se considère pas comme un acteur géopolitique monétaire. Cette orientation contraste avec la stratégie américaine et limite la capacité de l'Europe à influencer la structuration de la future architecture monétaire mondiale.

L'EURO NUMÉRIQUE N'A PAS ÉTÉ PENSÉ COMME UN OUTIL DE CONQUÊTE MAIS COMME UN OUTIL DE DÉFENSE

Les débats publics et institutionnels se concentrent sur l'euro numérique de détail, conçu comme un moyen de paiement pour les particuliers. Or, les enjeux de souveraineté se situent principalement dans les usages de gros — marchés financiers et règlements interbancaires.

LE DÉVELOPPEMENT DE STABLECOINS EN EURO DEVIENT UNE NÉCESSITÉ STRATÉGIQUE

Seule l'émergence d'émetteurs européens solides permettra de préserver l'usage international de l'euro et de réduire la dépendance structurelle au dollar dans l'économie numérique. Sans cette étape, l'Europe risque une marginalisation monétaire durable au moment même où se redessine la géopolitique des paiements.

ENTRETIEN #3.8

« LE VRAI ENJEU N'EST PAS LA NEUTRALITÉ CARBONE MAIS LA RÉDUCTION MASSIVE DE L'EMPREINTE MATIÈRE »

alerte Laurent Babikian

Laurent Babikian, expert de la finance durable et ancien cadre de CDP – l'ONG internationale à l'origine du principal système mondial de reporting environnemental –, plaide pour un changement radical des modèles économiques des entreprises. Il défend l'abandon du modèle extractif au profit d'une économie régénérative, sobre en ressources et pensée pour durer. Dans cet entretien, il alerte sur les impasses du net zéro actuel, plaide pour une comptabilité rénovée, et souligne le rôle crucial des banques et de l'État dans le financement de nouveaux modèles viables, souverains et compétitifs.

Qu'est-ce qu'un modèle régénératif ? En quoi va-t-il plus loin qu'un modèle net zéro ou durable ?

Le **net zéro repose sur une logique de neutralité**, souvent abstraite et peu transformatrice : l'entreprise réduit ses émissions en visant une trajectoire compatible avec +1,5°C, avec une échéance à 2050. Ce modèle s'est heurté à ses limites. En pratique, pour atteindre cet objectif, les entreprises doivent réduire de 90 % leurs émissions absolues, y compris les scopes 1, 2 et surtout 3. Or, cela est quasiment impossible sans transformation structurelle.

SCOPE / PÉRIMÈTRE

Les scopes (périmètres en français) 1, 2 et 3 sont des catégories d'émissions de gaz à effet de serre (GES) utilisées pour réaliser un bilan carbone.

- **Scope 1 : Il correspond aux émissions de GES directement émises par les activités de l'entreprise (émissions directes de GES issues de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon…) ;**
- **Scope 2 : Il couvre les émissions de GES indirectes associées à la consommation d'énergie, qui surviennent en dehors des installations de l'entreprise. (production d'énergie achetée et consommée par l'organisation).**
- **Scope 3 : Il inclut les émissions de GES indirectes qui échappent au contrôle direct de l'entreprise, englobant souvent les activités en amont et en aval de la chaîne de valeur (logistiques, produits et services achetés, prêts financés).**

Le **modèle régénératif, lui, implique non seulement de réduire l'impact, mais aussi de réparer** : restaurer les sols, l'eau, les écosystèmes. Il s'agit d'un modèle à « somme positive », ancré dans le vivant.

Pourquoi l'empreinte matière devient-elle une métrique centrale ?

Le carbone est devenu une métrique unique et insuffisante. Il faut désormais raisonner en « empreinte matière » – c'est-à-dire le **volume de ressources extraites pour répondre à la demande** d'un pays ou d'une entreprise. En France, cette empreinte s'élève à 13,4 tonnes/habitant (contre 15 t en moyenne dans l'UE). Pour rester dans les limites planétaires, il faudrait la diviser par 4 d'ici 2050.

86 %

86 % (en considérant la masse) des matières utilisées par les français sont extraites ou produites sur le territoire français, essentiellement des minéraux non métalliques et de la biomasse. Les matières importées sont presque pour moitié constituées de combustibles fossiles et dérivés, tandis que la biomasse représente le principal flux de matières et produits exportés.

Cela implique deux leviers : **améliorer l'efficacité par tonne extraite**, mais surtout **prolonger sa durée d'utilisation.** Le cœur du modèle devient la circularité longue.

3 ANS

Un français remplace son téléphone portable tous les deux ou trois ans en moyenne. Or, la fabrication d'un smartphone représente trois quart de ses impacts environnementaux avec ses 180 étapes et l'utilisation de 70 matériaux, dont 50 métaux rares.

Quel modèle économique permet de baisser cette empreinte ?

Il s'agit d'une **économie fondée sur la fonctionnalité et la coopération** : l'entreprise ne vend plus un bien, mais loue son usage. Cela l'incite à en conserver la propriété et à optimiser sa durée de vie via l'éco-conception, la réparabilité et surtout la **remanufacture**.

Par exemple, la marque de certains scooters électriques mob-ion conçoit ses produits pour qu'ils soient remanufacturés sur 5 cycles de 4 ans. Grâce à cela, une même tonne de matière est utilisée pendant 20 ans, au lieu d'être extraite, utilisée, puis jetée. → Laurent avez-vous une référence ?

Ce modèle suppose aussi de **réformer la comptabilité** : il faut pouvoir amortir les composants à long terme, et non le bien complet sur une courte période. Une loi de 2015 l'autorise en partie, mais cette logique reste marginale.

Voyez-vous aujourd'hui des entreprises engagées dans une transformation réelle de leur modèle d'affaires ?

Les cas restent rares, mais certains signaux faibles commencent à émerger. En tête, on trouve **Decathlon Belgique** avec son programme **We Play Circular**. Ce modèle d'abonnement permet aux familles d'accéder à une large gamme de produits sportifs (raquettes, ballons, vêtements) pour un forfait mensuel. Ce système repose sur la mutualisation, le réemploi et la gestion intelligente de

l'usage. Résultat : des **marges supérieures à celles des modèles traditionnels** basés sur la vente. Le succès est tel que le programme pourrait être déployé en France.

Autre exemple : **Nexans**, producteur de câbles en cuivre. Depuis 2018 l'entreprise s'est positionnée sur un modèle d'économie circulaire par le recyclage et la récupération des câbles et des chutes de production. L'entreprise a réduit volontairement le nombre de ses clients et ses volumes, tout en augmentant ses marges. Ce repositionnement stratégique – moins de volume, mais plus de valeur – a été valorisé positivement par les marchés.

On peut également citer **Safran**, qui loue certains moteurs d'avion. L'entreprise a mis en place des mécanismes comptables permettant d'amortir non pas l'actif fini, mais ses composants, sur des durées longues. C'est une logique qu'on retrouve aussi à la **SNCF**, qui amortit certains équipements sur 40 ans, au-delà de la norme habituelle de 20 ans.

Qu'est-ce qui distingue ces pionniers ?

Ces entreprises ont compris que la performance ne se mesure plus uniquement à la croissance du chiffre d'affaires ou à l'accélération des volumes. Elles visent la **rentabilité par unité de matière extraite, l'optimisation de la durée de vie des ressources et une meilleure résilience industrielle**.

Elles partagent une caractéristique : **une vision portée au plus haut niveau**. Ce sont des dirigeants qui acceptent d'expérimenter, en commençant par des segments limités (5 à 10 % du chiffre d'affaires), avant de généraliser. Elles comprennent que la circularité bien pensée est **créatrice de marge**, plus que destructrice de croissance.

Qu'est-ce qui les a poussées à enclencher cette mutation ? Quel est le rôle des investisseurs ou de la pression financière ?

Là aussi, il faut distinguer plusieurs cas. Certaines entreprises sont mues par une **logique de compétitivité-prix** : allonger la durée d'usage d'une matière première ou d'une machine-outil leur permet de réduire leurs coûts unitaires et d'augmenter leur rentabilité. D'autres y voient un **levier de souveraineté industrielle** : moins dépendre des chaînes d'approvisionnement mondialisées, notamment sur les métaux ou les composants critiques. D'autres encore y voient un **avantage concurrentiel vis-à-vis des talents, des clients et des investisseurs**, soucieux de la crédibilité de la trajectoire de transition.

34

La réglementation européenne sur les matières premières critiques liste 34 minerais et métaux critiques pour l'UE parmi lesquels 17 matières stratégiques (Aluminium, bauxite, lithium), utilisées notamment dans l'aéronautique, la défense et les secteurs des transitions écologique et numérique.

Mais la bascule n'est pas encore massive, faute d'un cadre réglementaire clair et d'une transformation des référentiels comptables. Aujourd'hui, **aucune entreprise ne peut généraliser ce modèle sans soutien actif des banques** et des pouvoirs publics. C'est tout l'enjeu des années à venir.

Les outils existants (SBTi, ESRS, CSRD, TCFD) suffisent-ils à enclencher un changement structurel ?

Non. Ces dispositifs restent majoritairement centrés sur la **réduction de l'empreinte carbone**, avec une focalisation excessive sur le **Scope 3.** Pourtant, la réduction des émissions dans le Scope 3 exige un **changement de modèle d'affaires**, ce que très peu d'entreprises engagent réellement.

Ces référentiels ont été pensés dans le cadre du Green Deal, dont l'objectif était de réduire de 90 % les émissions d'ici 2050. Mais on a **oublié la contrainte matière**, pourtant centrale. La France extrait aujourd'hui **13,4 tonnes de matière par habitant**, alors que pour tenir les limites planétaires, il faudrait passer à **3 à 4 tonnes d'ici 2050**. Cette dimension est quasiment absente des normes.

Le vrai levier ne réside donc pas dans une nouvelle norme carbone, mais dans la **reconnaissance comptable** de l'empreinte matière et dans la **durabilité d'usage** des biens produits.

Quels leviers permettent d'accélérer la transformation ?

Il y a 3 principaux leviers identifiés pour accélérer cette transformation :

- **La régulation comptable** : il faut adapter les règles pour a**mortir les composants d'un bien** indépendamment de son cycle de vie commercial. C'est fondamental pour développer des modèles où une même matière est utilisée sur plusieurs cycles successifs (remanufacturing). Aujourd'hui, cette capacité est très limitée dans les normes comptables françaises et européennes. Des exceptions existent (ex. SNCF ou Safran), mais elles restent rares.
- **Les modèles d'analyse financière** : ces nouveaux modèles sont f**ortement consommateurs de capex**, notamment en phase de mise en place (logistique inverse, location, gestion du parc). Les banques doivent apprendre à financer **non pas un bien**, mais une **banque de matériaux** valorisables sur 20 ans. Or elles ne disposent aujourd'hui d'aucune grille de lecture pour évaluer ce

type de risque. Il faut les accompagner, via la BCE, la Banque des règlements internationaux, ou les autorités nationales, pour créer un **environnement favorable à la finance régénérative**.

- **La fiscalité incitative**: il n'est plus tenable qu'une entreprise qui s'engage sérieusement dans la transition paie autant d'impôts qu'une autre qui n'a aucune ambition climatique. Il faut créer un système de **sustainability-linked taxation**, où le **taux d'imposition** diminue en fonction de l'empreinte matière et de l'alignement aux objectifs de transition. De la même manière, les **prix fixes** devraient disparaître au profit d'un **sustainability-linked pricing**, avec des tarifs différenciés selon la performance environnementale des fournisseurs ou des clients.

Quels sont les principaux freins à la bifurcation ?

Le principal frein est **culturel et humain**. Les dirigeants ne manquent pas d'information, mais **de vision**. Très peu prennent le risque de tester ces modèles, même sur une part limitée de leur chiffre d'affaires. L'inertie vient aussi **du manque de formation** à ces enjeux des collaborateurs d'entreprise qui ne sont pas accompagnés et incités à changer de paradigme.

Il n'y a **aucune raison économique sérieuse** de ne pas initier ces transformations. Les modèles régénératifs ont démontré leur **rentabilité**, leur **création de valeur durable**, et leur **impact positif sur les marges**. Ce qui manque, c'est une **volonté managériale d'expérimenter**.

Qui sont les gagnants et les perdants de cette transformation?

Les **gagnants** seront les entreprises qui s'y engagent tôt. Elles bénéficieront d'un **accès au capital facilité**, d'un **coût du financement plus bas**, d'un **avantage compétitif en matière de talents** et d'une meilleure **résilience** face aux risques géopolitiques et climatiques.

Les **perdants**, ce seront celles qui refusent d'évoluer. Leur coût du capital va augmenter, leur attractivité va chuter, et leur dépendance aux matières premières critiques les exposera à des ruptures ou à une envolée des prix. À moyen terme, c'est leur **viabilité économique** qui sera remise en cause.

Quels conseils donner à un dirigeant qui souhaite transformer son organisation ?

Il faut **commencer petit**, en testant un **modèle régénératif sur 5 à 10 % du chiffre d'affaires**, puis en **itérant progressivement**. Ce test peut prendre la forme d'un **pilote en territoire**, avec un bien d'équipement adapté à la location longue durée, au reconditionnement, au remanufacturing.

Il faut ensuite **embarquer les équipes comptables, financières, industrielles**, et **co-construire un modèle viable** avec les fournisseurs et les clients. Le succès

repose sur l'**allongement de la durée de vie des matériaux, la conception modulaire**, et la **mise en place d'une *reverse logistics* efficace**.

Enfin, il faut que les dirigeants **portent ce projet au plus haut niveau**, et qu'ils militent activement pour que les banques, les comptables, les régulateurs et l'État adaptent leurs cadres à cette transformation inévitable. **Rester dans un modèle extractif, c'est sortir de l'histoire en n'offrant pas à nos enfants un monde habitable en 2050.**

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Laurent Babikian*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

VERS UNE ÉCONOMIE DE LA DURÉE : REMPLACER LA VENTE PAR L'USAGE POUR RÉGÉNÉRER LES MARGES

Les modèles d'affaires fondés sur l'obsolescence programmée conduisent à une impasse économique, environnementale et sociale. Passer à une logique de pérennité programmée, où les produits sont conçus pour durer et être remanufacturés sur plusieurs cycles, permet de multiplier par cinq la durée de vie des matériaux, tout en augmentant la marge brute.

REPENSER LA COMPTABILITÉ POUR VALORISER L'USAGE SUR LE STOCK

Les normes actuelles empêchent d'amortir les composants longue durée séparément du bien fini. Ce changement de paradigme comptable est la clé technique pour faire décoller les modèles régénératifs.

FAIRE ÉMERGER UNE FINANCE DE LA CIRCULARITÉ : VERS UNE « BANQUE DE MATIÈRE »

Ces modèles nécessitent un besoin de financement massif, bien au-delà des capacités d'*equity*. Les banques doivent apprendre à financer non pas un produit, mais un stock stratégique de matière réutilisable. Cela suppose d'allonger les durées d'amortissement, de dérisquer l'investissement via des garanties publiques, et d'aligner la finance sur la logique des cycles multiples.

ALIGNER LES INCITATIONS FISCALES SUR LES TRAJECTOIRES DE TRANSITION

Une entreprise alignée sur les objectifs de transition ne peut pas être taxée comme une autre. Il faut inventer un système de *sustainability-linked taxation*, qui module l'imposition selon l'empreinte matière et la performance environnementale. De la même manière, les prix doivent être ajustés en fonction de l'empreinte des fournisseurs et des clients.

L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ PEUT CONCILIER SOUTENABILITÉ, COMPÉTITIVITÉ-PRIX ET POUVOIR D'ACHAT

En allongeant la durée de vie des matériaux et en basculant d'un modèle de vente à un modèle d'usage, l'économie régénérative permet de réduire l'empreinte matière tout en augmentant les marges. Cette approche renforce la compétitivité territoriale et la résilience géopolitique, tout en élargissant les choix de consommation pour les ménages. Contrairement à la sobriété contrainte, ce modèle libère du pouvoir d'achat par construction, ce qui permettrait de stabiliser le PIB tout en respectant les limites planétaires.

ENTRETIEN #3.9

« CONFRONTÉE AU RETOUR DE L'HISTOIRE, L'EUROPE RÉALISE QUE SES 450 MILLIONS DE CONSOMMATEURS ET SA PUISSANCE ÉCONOMIQUE NE CONSTITUENT PAS UN GAGE DE POUVOIR GÉOPOLITIQUE »

estime Pascal Lamy

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Ministre et Commissaire européen au commerce, et désormais Vice-Président du Forum de Paris sur la Paix et Coordinateur des Instituts Jacques Delors (Paris, Berlin, Bruxelles), fait le constat des insuffisances de l'Union européenne face au changement d'époque en cours. La primauté des logiques politiques d'affrontement de puissance sur les dynamiques économiques de marché redéfinit l'ordre économique mondial. Pour l'Europe, cette crise constitue moins une menace qu'un test stratégique : refonder son projet autour d'une souveraineté économique partagée, d'une stratégie technologique ambitieuse et d'une capacité d'entraînement normative à l'échelle mondiale.

Comment analysez-vous les développements récents autour du commerce international ? Les accords de Turnberry, entre l'Union Européenne et les Etats Unis, signifient-ils un renoncement à toute forme d' Europe puissance ?

Ce à quoi nous assistons actuellement est un **renversement des valeurs** entre une logique horizontale, guidée par les marchés et l'efficacité économique, qui prévalait jusqu'alors, et **une logique politique verticale de confrontations de puissances, qui devient prédominante sous l'effet d'autocrates au pouvoir en Chine, en Russie et désormais aux Etats Unis**. **L'Europe**, qui ne se conçoit pas comme une puissance géopolitique, et n'a d'ailleurs pas été conçue dans cet objectif, **peine à exister dans le nouvel échiquier international**, à défaut de position unifiée en matière géopolitique. La nouveauté est le **chantage sécuritaire** exercé par Donald Trump sur les européens, et face auquel le levier que pourrait constituer l'accès à la première zone commerciale mondiale s'efface. C'est avec ce prisme qu'il faut analyser l'accord de *Turnberry* conclu par la Commission européenne avec les Etats-Unis, qui établit des droits de douane asymétriques entre les deux zones. Ursula Van der Leyen, ce qui se comprend, a refusé de risquer la sécurité de pays du flanc est de l'Europe au profit d'une baisse des droits de douane appliqués par les Etats Unis, qui ne représente que 13 % des importations mondiales. Il reste que la mise en scène de cet accord a été loupée tant elle a pu donner l'impression d'une **vassalisation**.

Par ailleurs, il n'est pas aisé pour l'Europe de se placer dans un rapport de force avec les États Unis, alors même qu'elle est en décrochage économique.

ENVIRON 10 POINTS

Depuis 2008, la zone euro a perdu 10 points de PIB par tête par rapport aux Etats-Unis, (l'Allemagne et la France 11 points).

Quels sont selon vous les déterminants de ce décrochage européen ?

Je vois trois facteurs explicatifs au décrochage économique européen : d'une part **une dynamique démographique peu favorable**, marquée par le vieillissement de la population, d'autre part **un niveau insuffisant d'innovation**, et enfin **le poids de l'État social**. Sur le second point relatif à l'innovation, nous avons des leviers facilement actionnables : pour rattraper les Etats Unis, il nous faudrait nous inspirer de la DARPA en mutualisant les dépenses de recherche au niveau européen. La fragmentation au niveau national des dépenses de recherche aboutit à une dispersion des dépenses et ne nous met pas en mesure de rivaliser avec les Etats Unis.

3/50

Seulement 3 instituts de recherche classés dans le top 50 mondial sont européens, alors que 21 sont américains.

Comment interpréter les accords de Mar a Lago ?

Il ne faut pas surestimer la portée internationale de cet accord, qui concerne en premier lieu l'économie américaine et le financement du déficit américain. Je suis plus inquiet des **risques de crise financière induits par les niveaux d'endettement public et privé, de la fragilité de nos démocraties**, dont le mandat de Donald Trump est une manifestation, et des perspectives de la guerre en Ukraine.

Les accords de Mar a Lago témoignent néanmoins d'une stratégie américaine de renoncement au rôle international du dollar, ce qui fait anticiper une modification significative de l'ordre économique et monétaire mondial. Quelles en seront selon-vous les conséquences ?

Je ne suis pas certain que l**es États-Unis soient réellement décidés et prêts à renoncer au rôle de monnaie de réserve internationale du dollar**. En dépit du discours de Trump sur le fardeau que représente le rôle de monnaie de réserve, celui-ci leur procure essentiellement des avantages économiques, au premier rang desquels **le financement de leur déficit public**. Les Etats Unis ont un modèle unique reposant sur la consommation plus que sur l'épargne, précisément grâce au rôle du dollar et je vois mal comment les Etats Unis changeraient de modèle pour financer leur dette. Il y a **une stratégie de dévaluation du dollar** certes, par laquelle Donald Trump compte doper les exportations, et faciliter le remboursement du déficit public, en tordant au passage le cou de la FED pour éviter une augmentation des taux d'intérêt. **Le renoncement au rôle du dollar impliquerait en outre de renoncer à l'extraterritorialité du droit américain, ce à quoi je ne pense pas qu'ils consentent**. En somme, la citation de John Connaly, « *le dollar est notre monnaie et votre problème* » est toujours d'actualité.

-10 %

Sur le 1er semestre 2025, la valeur du dollar s'est dépréciée d'un peu plus de 10 % face à aux principales monnaies des pays développés. Pour le moment, il s'agit de la 2ème plus mauvaise année pour le dollar depuis la fin, en 1973, du système de taux de change fixe qui avait été institué par les accords de Bretton Woods.

Cette situation n'induit-elle pas des risques de crise de liquidité au niveau mondial ?

La stratégie américaine autour des *stablecoins* est à suivre de près car il y a r**isque de voir une partie importante de l'épargne européenne aspirée par les *stablecoins* adossés au financement du déficit américain**. Il faut absolument que l'Europe ait une stratégie relative aux actifs numériques pour opposer une riposte aux stablecoins adossés au dollar (euro numérique ou autre).

99 % **99 % des *stablecoins* en circulation sont adossés au dollar américain.**

La reconfiguration en cours de l'ordre économique et monétaire international peut-elle être une opportunité de positionnement de l'euro comme monnaie alternative de réserve, via notamment l'émission d'eurobonds ?

L'émission de titres de dette communs à l'échelle européenne (eurobonds) serait une évolution intéressante en termes de souveraineté européenne et de capacité à financer des projets d'investissements mais elle n'est pas à concevoir comme une réaction à un potentiel retrait du dollar dans l'économie mondiale.

Ne risque-t-on pas une destruction de toute forme de gouvernance économique mondiale si Donald Trump parvient à inféoder la FED ?

Je pense qu'il faut revitaliser la coopération internationale en misant sur la **coopération des membres de la société civile** (entreprises, citoyens, associations), **plus pragmatique et décentralisée que la coopération intergouvernementale**. C'est cette idée qui m'a conduit à défendre la création du Forum de Paris pour la Paix.

Vous évoquez dans les papiers récents le levier que constituent les accords commerciaux pour imposer nos normes à d'autres zones du monde via des clauses miroir. On constate aujourd'hui que l'Europe peine à imposer ses standards, notamment environnementaux et sociaux, au reste du monde et que les enjeux de compétitivité supplantent désormais ceux de la transition écologique. Comment concilier ouverture des échanges entre des zones aux standards radicalement différents, et ambition dans la transition écologique ?

L'idée que nous puissions imposer nos standards au reste du monde *via* le commerce est de fait de moins en moins vraie. Les régions du monde avec lesquelles nous commerçons ont des niveaux différents d'administration du risque. **Ces déséquilibres doivent être traités au niveau des institutions internationales**: nous avons bien réussi à uniformiser les règles d'aviation civile pour organiser l'espace aérien international. L'organisation mondiale pour la santé animale est un autre exemple de traitement international réussi de questions de prévention sanitaire et environnementale. S'agissant de l'action climatique au niveau mondial, je pense que l'approche de **l'Accord de Paris de 2015, consistant à laisser les États fixer eux-mêmes leurs objectifs climatiques et les moyens de les atteindre n'est pas optimale**. Cette approche plus ouverte est une réaction à l'échec du protocole de Kyoto de 1997, qui était plus contraignant.

Pour concilier action climatique et maintien de règles du jeu équitables dans les échanges économiques mondiaux, la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) est très pertinente. Je propose de davantage trianguler commerce international, aide au développement et action climatique, en **utilisant notamment les recettes du MACF pour financer l'aide au développement et la décarbonation**.

9 - 17 MILLIARDS

En 2030, le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières rapporterait des recettes fiscales annuelles estimées entre 9 et 17 milliards d'euros.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Pascal Lamy*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UN BASCULEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES D'UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE VERS LA LOGIQUE DE PUISSANCE

La mondialisation portée par les marchés cède la place à une confrontation politique structurée entre pôles rivaux. La montée en puissance d'autocraties en Chine, en Russie et aux États-Unis redéfinit l'ordre économique mondial. Le commerce devient un levier géopolitique central.

UNE VULNÉRABILITÉ EUROPÉENNE MULTIDIMENSIONNELLE

L'Europe combine une fragilité stratégique — face au chantage sécuritaire américain — et un décrochage économique structurel. Elle n'a pas été pensée comme une puissance économique. De plus, le vieillissement démographique, le déficit d'innovation et la fragmentation des politiques publiques affaiblissent sa compétitivité. Cette dynamique s'articule à un endettement public et privé élevé, limitant les marges de manœuvre et accroissant la dépendance à un système financier mondial instable.

UN BASCULEMENT MONÉTAIRE PORTEUR DE RISQUES GLOBAUX

La stratégie américaine mêlant dépréciation du dollar, essor des cryptomonnaies et pressions sur la Fed ouvre une séquence incertaine. Le rôle du dollar est questionné par les États-Unis sans être réellement remis en cause. L'absence de stratégie européenne coordonnée et ambitieuse sur les actifs numériques accentue la vulnérabilité.

DES POINTS DE BIFURCATION DÉCISIFS

Redéfinition du rôle du dollar, fragmentation normative, désancrage des flux financiers: plusieurs trajectoires sont ouvertes. Elles peuvent conduire soit à une recomposition ordonnée de l'ordre économique mondial, soit à une succession de crises imbriquées.

UN MOMENT DE VÉRITÉ POUR LA REFONDATION EUROPÉENNE

Cette crise concentre les enjeux économiques, monétaires et sécuritaires. L'Europe peut en faire un levier stratégique en articulant souveraineté économique partagée, ambition technologique et pouvoir normatif renouvelé. C'est à ce prix qu'elle pourra transformer sa vulnérabilité en projet géopolitique cohérent.

ENTRETIEN #3.10

« L'IA PROVOQUE UN EFFET D'ENTRAÎNEMENT GLOBAL QUI IMPACTE ET ACCÉLÈRE L'ENSEMBLE DES CRISES CONTEMPORAINES, POSITIVEMENT COMME NÉGATIVEMENT »

souligne Laure De Roucy-Rochegonde

Docteure en Sciences Politiques et Directrice du centre de géopolitique des technologies de l'IFRI, Laure De Roucy-Rochegonde souligne les transformations provoquées par le développement de l'intelligence artificielle dans tous les domaines. Elle note que son développement fulgurant, reposant sur la course aux infrastructures et aux talents, place désormais l'IA au cœur d'une crise systémique : économique par la bulle spéculative qu'elle alimente, environnementale par sa voracité énergétique, morale par la désinformation et l'érosion de la confiance, et politique enfin par la fragilisation des modèles démocratiques. Comme dans d'autres domaines, en matière d'IA, du fait d'une hyperconcentration de la recherche privée et d'une dépendance stratégique envers les États-Unis et la Chine, l'Europe se doit de dépasser les limites d'une gouvernance fragmentée.

Qu'est-ce qui fait de l'IA un enjeu majeur ? Quelle rupture de paradigme par rapport aux dernières années ont notamment fait de l'IA un enjeu structurant aujourd'hui ?

L'IA est une technologie polyvalente, qui tend à irriguer des champs très variés des relations sociales et internationales. Cela va de l'employé de banque utilisant ChatGPT ou Gemini dans son quotidien au travail, jusqu'à l'IA de pointe en santé, utilisée pour établir un diagnostic médical, ou dans le domaine de la défense pour optimiser le pilotage de drones par exemple. En ce sens, c'est une **technologie qui est comparable au nucléaire**, dans le sens **où l'IA a permis de faire changer d'échelle** de nombreuses approches scientifiques, tout en **changeant la grammaire des relations internationales**. C'est une analogie qui mérite d'être mentionnée.

80 % — **En 2025, 80 % des institutions financières utilisent des solutions basées sur l'IA selon le IEEE Global Survey.**

Par ailleurs, les **progrès** ont été **fulgurants** dans les dernières années. J'ai commencé à travailler sur l'IA en 2017, et à cette époque on envisageait que peut-être, un jour, on utiliserait l'IA pour des dépêches AFP. Personne n'envisageait les utilisations actuelles, et cette fulgurance est importante à prendre en compte dans certaines applications stratégiques, comme par exemple dans le domaine de la défense. **Plus on a recours à ces technologies, plus le rythme de la guerre s'accélère et plus nous avons besoin de ces technologies** : nous en devenons dépendant très rapidement.

39 % — **Depuis 2025, 39 % des Français indiquent activement l'intelligence artificielle dans un cadre personnel mais aussi professionnel.**

L'IA est souvent présentée comme une révolution de la même échelle que la machine à vapeur ou l'électricité. Que pensez-vous de la véracité de cette échelle de mesure : l'IA est-elle une bascule similaire ?

Je pense effectivement que c'est un **bouleversement**. Une rupture ou non, c'est un débat sémantique qui peut être mené mais nous sommes dans l'ordre de grandeur du bouleversement des autres technologies mentionnées - **machine à vapeur et électricité**. On pourrait par exemple ajouter la poudre à canon ou le nucléaire dans cette liste.

Il faut distinguer les applications **militaires** et civiles selon moi. Dans le domaine militaire, il y avait par le passé une tendance à penser que ces technologies ne

seraient jamais au niveau, tout du moins pas aussi rapidement que désirées, mais les réalisations de l'IA tendent aujourd'hui **à dépasser les attentes des armées**. L'approche conservatrice du milieu militaire y a peut être contribué, mais aujourd'hui **les résultats sont indéniablement impressionnants**.

x3

Durant les 35 premiers jours de l'opération « Glaives de fer » lancée fin 2023 par l'armée israélienne, il y a 3 fois plus de cibles frappées que lors de l'ensemble de l'opération « Bordure protectrice » en 2024 (15 000 contre 5 000) du fait de l'utilisation de l'IA pour identifier des cibles.

Le risque de bulle dans le domaine économique est cependant très important, notamment au vu de la **capitalisation des entreprises qui atteignent aujourd'hui des sommets jamais égalés**, alors qu'elles reposent sur des modèles qui ont de plus en plus de mal à se différencier les uns des autres. Aujourd'hui, c'est très sexy de parler d'IA mais le **changement dans les manières de travailler ou de consommer ne sont pas encore complètement claires**. Le modèle Palantir, avec des ingénieurs qui sont déployés dans d'autres milieux - en entreprise cliente ou au sein de gouvernement, comme par exemple dans l'administration américaine ou israélienne, pour aider à la prise en main des outils, est intéressant. La rupture aujourd'hui pourrait se situer plus dans **la capacité des utilisateurs d'adopter les innovations** par les utilisateurs que de développer des outils différenciants par nature.

x 2,7

En 2025, les dépenses d'investissement prévues par les entreprises américaines pour des projets liés à l'IA devraient dépasser 400 milliards de dollars, un chiffre multiplié par 2,7 depuis la présentation en 2022 du modèle ChatGPT d'Open AI.

Globalement, les innovations liées à l'IA n'ont peut-être pas atteint leur pleine maturité, et **peinent encore à avoir des cas d'usages bien définis**. S'il faut encore expliquer dans certains cas l'utilité d'un outil, c'est peut-être qu'il n'est pas mature…

> ***Dans ce cadre, quels signaux faibles percevez-vous pour cerner les évolutions du domaine ou les développements futurs de l'IA ?***

L'intersection avec d'autres domaines est clé. La **robotique** est un pilier de ces signaux: le développement de technologies bimodales, reposant sur de la robotique dopée par l'IA, est très attendue et très suivie. **Cela offrirait notamment des débouchés clairs pour l'IA, que le public comprendrait.**

D'autres exemples dans ce domaine sont cependant **beaucoup plus clivants, comme le développement de robots tueurs**. L'autre signal faible est le niveau de modèle de raisonnement. Les modèles conversationnels sont aujourd'hui assez matures et adoptés, mais **la capacité d'abstraction d'une tâche primaire comme la discussion pour aller vers un véritable raisonnement sera clé**.

> ***Qu'est-ce qui fait qu'un pays aujourd'hui pourrait jouer un rôle de premier plan dans le développement de l'IA ? Quel est le facteur différenciant qui permettra de devenir une puissance de l'IA ?***

L'investissement, et son ampleur, reste toujours un enjeu central à un moment de la discussion. La question est également de savoir où va cet argent et sur quel domaine investir. La **puissance de calcul sera clé**, et la France l'a compris : on notera l'inauguration récente du **supercalculateur ASGARD de l'AMIAD** - Agence Ministérielle pour l'IA de Défense - afin de doter le domaine de la recherche dans le domaine de l'IA militaire de capacités à la pointe de l'innovation mondiale, typiquement dans le trio de tête a minima.

1024

Le supercalculateur ASGARD est doté de 1 024 puces de dernière génération afin de démultiplier les capacités de calcul pour les technologies d'IA, ce qui en fait le plus puissant d'Europe sur ce segment. Ce supercalculateur sera aussi au cœur de la création de la première unité militaire robotique de combat, dotée d'une intelligence artificielle collective dans le cadre du projet Pendragon.

Les infrastructures sont donc un volet important, l'autre étant la **question des talents**. On peut avoir une très bonne école de mathématiques et des grandes écoles d'ingénieurs comme en France, mais il faut ensuite s'assurer que les **ressources mises à disposition soient utilisées par des profils qui restent travailler en France ou en Europe**. La question de la fuite des talents vers des labos type DeepMind est critique. Dans ces cas, **la fuite peut même être interne** : les laboratoires peuvent être situés sur le territoire national mais la recherche bénéficie à des entreprises étrangères.

Le risque de **paupérisation de la recherche fondamentale est de plus en plus flagrant** : les acteurs à la pointe de la recherche sont tous privés, et donc orientés par des objectifs commerciaux. La place pour l'innovation de rupture pourrait s'essouffler dans le futur : le modèle type DARPA ou NASA est en perte d'importance, puisque reposant sur la place de la sérendipité dans la recherche des grandes innovations. Généralement, dans le cadre de l'innovation de rupture, on ne sait pas ce que l'on cherche lorsque l'on initie un projet, et cette mentalité d'ouverture est absente dans le développement d'une galaxie d'applications par les plus grands acteurs privés.

- 15 PP

La dépense de recherche et développement exécutée par les administrations et les universités (DIRDA) en France atteint 0,72 % du PIB en 2023 soit 15 points de pourcentage de moins qu'en 1993 (0,87 %).

Ce niveau, supérieur au niveau américain est toutefois nettement inférieur à la part des DIRDA dans le PIB allemand (0,92 %).

Qu'est-ce qui fait qu'avec un développement aussi fulgurant de l'IA, l'Europe a pu rater ce virage ?

On a le sentiment aujourd'hui que nous sommes pris entre deux feux, **la puissance américaine et le développement ultrarapide de la Chine**. La France ne s'en est pas sortie si mal, et la présidence Macron aura permis de rester dans la course, a minima au niveau national en positionnant clairement notre pays dans le groupe de tête concernant le développement de technologies basées sur l'IA au niveau mondial. Le problème de **l'Europe** cependant, comme trop souvent, est qu'elle avance **en ordre dispersé, avec des pays qui veulent tirer la couverture de leur côté**. Le **manque de prospective** dans l'approche qui a été adoptée est également flagrant : l'Europe n'a pas anticipé ses investissements, et pour cette raison je trouve à titre personnel qu'il est intéressant désormais de s'intéresser au **quantique**, qui sera potentiellement la prochaine révolution possible. Un tournant à ne pas manquer !

80 %

80 % des produits, services, infrastructures et propriétés intellectuelles numériques ont des origines extra-communautaires selon le rapport Draghi.

Comment se positionner par rapport à la prédominance des modèles américains ? Par quel moyen remettre l'Europe dans la course : un modèle AIRBUS, l'approche normative pour les données, une autre approche ?

Un mélange des deux approches que vous mentionnez me semble pertinent. Miser sur **un effet Bruxelles, via le DMA, le DSA, l'IA Act, est une très bonne approche**, au vu du passif et de l'expertise réglementaire de l'Union Européenne. Certains disent que ces textes ne fonctionnent pas, mais s'ils étaient si inoffensifs, les GAMAM ne mettaient pas autant d'énergie à essayer de les torpiller !

23 MILLIARDS

En 2021, les GAFAM ont dépensé 23 millions d'euros pour contrer le Digital Services Act (dépenses de lobbying notamment).

L'importance de **l'approche collective** est évidente : tous ensemble, nous avons la possibilité de rester dans la course. La question difficile peut être celle du Royaume-Uni. C'est un grand pays de l'IA mais qui n'est aujourd'hui plus dans l'UE. Nous devons donc penser le cadre de coopération dans ce contexte.

Une bonne approche serait également d'avoir **une approche par spécialité au niveau de notre Union, en optimisant nationalement les segments possédant un avantage compétitif** : la lithographie extrême par ultraviolets aux Pays Bas, les LLM en France avec Mistral, les fonderies en Allemagne, etc. Malheureusement, nous ne prenons pas cette voie.

> ***Qu'est ce qui, selon vous, explique que les États ne prennent pas cette voie ?***

Nous avons toujours les mêmes travers de **l'absence d'approche communautaire**. Nous avons un marché commun mais tant que nous ne serons pas proche d'une meilleure forme de **fédéralisme**, nous ne pourrons pas atteindre des objectifs aussi ambitieux. Les enseignements du **rapport Draghi peuvent et doivent faire office de boussole**, dans le domaine de l'IA encore plus que dans les autres domaines.

70 %

Entre 2017 et 2023, 70 % des modèles d'IA fondamentaux ont été développés outre-Atlantique.

> ***Pour affiner la compréhension des conséquences des technologies d'IA dans et sur les grandes crises que nous traversons, quel rôle transverse voyez-vous pour cette technologie vis-a-vis des défis contemporains ?***

Commençons par le volet économique. La **bulle de l'IA dont nous avons déjà parlé est importante** : l'IA serait donc à la source de la crise plus qu'un outil ou vecteur dans ce cas. Les externalités positives sont discutées : ajout de postes, augmentation de la productivité au travail. Je serais personnellement plutôt technocritique ici : il est possible d'envisager **un gain de productivité potentiel mais qui est mal documenté**. L'impact sur l'emploi pourra être important : un rapport de Goldman Sachs a chiffré à 45 % la part des emplois qui pourraient être tout ou en partie automatisés durant les prochaines années. La part initiale de la perte de postes dans le processus de destruction créatrice pourrait être difficile à surmonter.

Le développement de ces technologies ne fait malheureusement que renforcer, sous bien des aspects, **la crise environnementale que nous traversons**. On se rend aujourd'hui compte que **le coût écologique de l'IA est colossal**, que ce soit en termes d'électricité, de pollution des sols ou de ressources hydriques. On peut clairement parler **d'industrie sale**. De plus, il y a beaucoup d'attrition dans les innovations qui sont lancées : une grande part d'entre elles ne trouve pas d'utilité directe, et l'exemple des requêtes ChatGPT qui n'apportent pas de valeur ajoutée par rapport aux recherches traditionnelles sur un moteur de recherche est désormais lieu commun. Les ressources utilisées dans ce cadre sans retour clair sur investissement et impact positif sont autant de problèmes qui sont clés pour la compréhension et la minimisation de l'impact environnemental de l'IA. Je tiens cependant à mentionner que **les possibilités d'utilisation de l'IA pour améliorer la consommation énergétique est un sujet qui est étudié, mais ce n'est pas mon domaine d'expertise**.

+ 13 % PAR AN

La consommation des centres de données permettant à l'IA de fonctionner a augmenté de 13 % par an entre 2019 et 2024. Elle devrait être multiplié par 3 entre 2023 et 2030.

En filigrane, on distingue un impact sociétal fort derrière ce dernier exemple des cas d'usages de ChatGPT : l'IA est considérée par le grand public, sous bien des aspects, comme une **technologie ludique.** Les utilisateurs jouent avec ces nouveaux outils, et n'ont donc **pas nécessairement une approche axée sur l'augmentation de leur productivité**. Ces applications, ce que l'on avait déjà vu à l'émergence de Siri, deviennent de plus en plus importantes. D'un point de vue économique, social et environnemental, **les externalités négatives de l'IA me semblent donc à ne pas négliger**.

4,2 - 6,6 MILLIARDS DE M³

La demande mondiale en IA pourrait nécessiter un prélèvement de 4,2 à 6,6 milliards de mètres cubes d'eau en 2027, soit 4 à 6 fois le prélèvement annuel total d'un pays comme le Danemark.

Par ailleurs, il est important de mentionner que ces impacts ne font rien d'autre que d'accélérer. Tous ces problèmes vont prendre au fil du temps une place prépondérante si nous ne les adressons pas.

Plus particulièrement, comment les technologies d'IA participent-elles de la transformation de notre société, et plus largement du cadre géopolitique dans lequel nous vivons ?

Les applications militaires sont à mon sens l'un, si ce n'est le plus grand impact actuel des technologies d'IA. On le voit déjà : la compétition internationale pour l'IA, **la rivalité sino-américaine, arsenalisation des dépendances dans les chaînes de valeur de l'IA par beaucoup d'acteurs est déjà là**.

Dans ce domaine, les **questions éthiques** sont cruciales : pas seulement pour la mise au point de robots tueurs, mais l'on peut penser à des utilisations civiles qui sont également clés pour des questions morales et politiques de société. Utiliser des technologies d'IA pour l'attribution de crédits bancaires, d'assurances ou pour le recrutement professionnel contribue à détruire le lien de confiance en société.

1ER

La désinformation et la mésinformation ont été classifiées depuis 2024 comme plus grand risque mondial à deux ans par le World Economic Forum, pointant à la 5e place pour les risques à 10 ans. La désinformation est ainsi perçue comme plus dangereuse que les conflits armés, la pollution et les événements climatiques extrêmes.

La désinformation a pris, du fait de l'importance des technologies d'IA, une dimension nouvelle : l'érosion de la confiance, le doute sur la réalité des informations et la réalité des discours est préoccupante. **La démocratie n'est pas faite pour la confrontation avec un milieu informationnel façonné par l'IA.**

Le prisme de la polycrise est donc le plus intéressant pour lire les développements de l'IA : nous constatons à la fois des impacts directs dans chacune des dimensions dont nous venons de discuter, mais également d'un effet d'entraînement global qui accélère l'ensemble du cadre.

L'essor de l'IA est-il compatible avec la démocratie ou allons-nous arriver à un point de non-retour, au-delà duquel nos modèles démocratiques ne seront plus accessibles ?

J'aurais tendance à considérer ce risque comme clair, mais il est difficile de savoir si l'IA est un symptôme ou un élément déclencheur. Nous avions distingué des prémices bien avant l'ère de l'IA concernant **la fragilisation du cadre democratique, qui s'est accéléré du fait de l'impact des technologies de l'IA**.

Il me semble donc que ce n'est pas la cause mais un symptôme important qui agit comme un levier pour cette crise. L'IA est une clé de la boîte de Pandore, mais celle-ci était préexistante.

Un exemple intéressant est le retournement apparent de position au sein de la Silicon Valley. L'IA et le techno-totalitarisme vont-ils de pair ?

L'opportunisme de la Silicon Valley a pu frapper, la transition entre le cadre historique du milieu vers une approche ultra capitaliste et libérale s'étant déroulée du jour au lendemain. La question sous-jacente est celle de l'origine de ces positions. Lorsque l'on pense à Mark Zuckerberg par exemple, son entreprise Facebook n'a pas été créée dans une idée particulièrement democratique, particulièrement du point de vue du respect d'une valeur democratique comme le respect de la vie privée, dès son origine. En revanche, Google par exemple était bien plus attaché aux valeurs libérales, démocratiques et de l'état de droit. Ces retournements sont donc plus surprenants.

En fonction de la structure, les positionnements sont plus ou moins radicaux : Peter Thiel est un profond idéologue, par exemple. Le transhumanisme est le nerf conducteur de cette broligarchie - contraction de bro et oligarchie - ainsi que le masculinisme ou le **survivalisme** : ces référentiels de pensée étaient préexistants, mais désormais **ces grands patrons de la tech peuvent avoir des positions plus claires**, du fait d'une présidence Trump forte. Tout est une question de point de référence, et souvent d'ego : Elon Musk considère par exemple que ChatGPT est un produit woke par exemple…

Une explication que j'entends souvent serait que les États-Unis en ont trop fait concernant les politiques de diversité et d'inclusion, et que le paradigme actuel serait un backlash en réponse à cela. Je n'aime pas cette explication personnellement, puisqu'elle fait porter la faute sur ceux qui ont voulu lutter contre les discriminations en tout genre, mais il est nécessaire de la mentionner.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Laure De Roucy-Rochegonde*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'IA EST UNE TECHNOLOGIE TRANSFORMATRICE PAR SA PUISSANCE TOUT COMME LA VARIÉTÉ DE SECTEURS IMPACTÉS

Comparable au nucléaire par son influence systémique, l'intelligence artificielle redéfinit la grammaire des rapports de puissance. En accélérant simultanément l'économie, la guerre et la désinformation, elle fait émerger un nouveau champ de conflictualité globale où la frontière entre civil et militaire s'efface.

L'INVESTISSEMENT ET LES TALENTS SONT LES DEUX RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR DEVENIR UNE PUISSANCE DE L'IA

Devenir un leader en IA exige des investissements massifs, tant publics que privés, dans la recherche et les infrastructures, notamment les data centers. L'argent ne fait cependant pas tout : il faut aussi attirer et former des talents. Les pays pionniers, comme les États-Unis, combinent écosystèmes académiques dynamiques, mobilité des talents et partenariats public-privé ambitieux.

L'EUROPE DOIT AMÉLIORER SON MODÈLE POUR LA COURSE À L'IA

La domination d'acteurs privés et deux pôles géopolitiques majeurs de l'IA – États-Unis et Chine – rend l'Europe vulnérable. Dépendante de technologies et de chaînes de valeur extérieures, elle risque d'être marginalisée à la fois sur le plan économique et stratégique. Transformer cette dépendance en levier de refondation suppose d'articuler souveraineté industrielle, coordination stratégique et leadership normatif.

LES TECHNOLOGIES D'IA SONT AU COEUR DE LA POLYCRISE, EN TANT QU'OUTIL À MULTIPLES FACETTES

L'IA est à la fois un accélérateur et un révélateur des crises contemporaines. Outil catalytique par excellence, elle a un impact sur l'ensemble des dimensions majeures de notre société : environnementale, sociale, économique, géopolitique.

L'IA MODIFIE PROFONDÉMENT LE FONCTIONNEMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ

L'automatisation, la désinformation et la perte de confiance collective traduisent une fragilisation du lien social. En devenant à la fois instrument et symptôme de la crise démocratique, l'IA impose de repenser la place du jugement humain et des libertés publiques dans les sociétés numériques..

Comprendre la polycrise, comprendre la crise politique

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Comprendre la polycrise pour régénérer l'éthique politique à partir de l'obligation intergénérationnelle 350

VUE D'ENSEMBLE

Dans un monde sans promesse, les Européens n'ont qu'une alternative : restaurer un horizon politique pour toutes les générations ou perdre leur trésor démocratique 352

DONNÉES CLÉS

Comprendre la crise politique 361

ENTRETIENS

Entretien # 4.1 avec **Alexis Chabot** 363
Entretien # 4.2 avec **Emmanuel Rivière** 371
Entretien # 4.3 avec **Vincent Cocquebert** 382
Entretien # 4.4 avec **Maxime Sbaihi** 392
Entretien # 4.5 avec **Thomas Huchon** 402
Entretien # 4.6 avec **Caroline Ibos** 412

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

COMPRENDRE LA POLYCRISE POUR RÉGÉNÉRER L'ÉTHIQUE POLITIQUE À PARTIR DE L'OBLIGATION INTERGÉNÉRATIONNELLE

Depuis quelques mois, se multiplient les « premières fois », les « inédits », les moments de « rupture ». Ils installent une **lassitude** même au sein des observateurs les plus aguerris de la vie politique. Tous en déduisent la même chose, quelle que soit leur tendance idéologique : quelque chose — mais quoi ? — est en train de **craquer**. La crise politique est là, puisque nous craignons tous de perdre quelque chose, et ne savons plus exactement ce que nous avons à sauver sinon une forme de stabilité.

Cette crise touche au cœur même de ce qui fait une société politique : la capacité à formuler un **horizon commun**, à inscrire les générations et plus globalement la population dans sa diversité dans un **récit partagé**, à mobiliser la puissance collective pour affronter des défis historiques.

Ce dérèglement du politique s'entrelace avec les autres dimensions de la polycrise, les crises géopolitique, écologique et économique dont il amplifie les effets. À mesure que le débat démocratique s'enraye, les autres crises trouvent un terrain plus instable où se déployer, transformant une série de chocs sectoriels en une **polycrise systémique**.

L'effritement de la notion de progrès agit comme une faille structurante. Longtemps, cette croyance partagée en un avenir meilleur a servi de boussole collective, légitimant les réformes et justifiant les efforts. Elle s'est aujourd'hui brisée notamment sous le poids des **mutations considérables** que nous avons **refusé de prendre en compte**, notamment la **bascule démographique** qui rend caduque un système social pensé pour une société jeune. Ainsi, plus personne ne croit aux lendemains qui chantent pour lui-même ou ses enfants. La peur de la guerre, du dérèglement climatique et de la paupérisation nous obstrue la vue. Il en découle un **court-termisme institutionnalisé** qui se heurte aux urgences qui nous somment d'agir, alimentant un cercle vicieux entre désorientation politique et paralysie stratégique.

La **fracture générationnelle** est au cœur de ce désalignement. Le vieillissement démographique concentre le pouvoir électoral et budgétaire dans les enjeux du présent voire du passé. La **jeunesse**, qui constitue désormais une minorité politique, se voit privée de leviers réels pour faire évoluer sa propre condition.

Parallèlement, l'espace public se fragmente sous l'effet de l'économie de l'attention. Les réseaux sociaux, de plus en plus utilisés pour s'informer, **enferment** chacun dans des **bulles émotionnelles**. Ils privilégient la viralité sur la véracité, amplifient les émotions et fragmentent la parole politique. Les institutions sont piégées : lorsqu'elles s'expriment, elles suscitent la suspicion ; lorsqu'elles se taisent, elles laissent proliférer des récits concurrents. Cette **désorientation informationnelle** est également un **vecteur d'instabilité** géopolitique, exploitée par des acteurs extérieurs qui tirent parti de la fragmentation interne des sociétés.

Face à ces failles, des réflexes autoritaires réapparaissent. Le **vide narratif** et la **peur** légitiment la marginalisation des voix critiques et la stigmatisation des minorités. Cette tendance prétend restaurer l'ordre mais aggrave les fractures sociales et politiques.

Répondre à cette crise exige plus qu'une réparation institutionnelle. Il faut restaurer la capacité démocratique à ouvrir un horizon commun et renouer avec une ambition politique capable **d'articuler progrès, justice et durée**. Le récit linéaire du progrès doit être repensé : non plus comme une marche uniforme vers un futur meilleur, mais comme **l'élaboration collective** de politiques qui font sens dans un monde soumis à de multiples crises qui s'alimentent mutuellement.

Cela nécessite un **espace public** régulant la conflictualité sans l'étouffer en reconnaissant le **désaccord** comme dynamique démocratique **légitime**. Dans ce cadre, les corps intermédiaires et les associations doivent retrouver leur rôle structurant. De nouveaux canaux délibératifs doivent émerger. La transparence algorithmique doit advenir.

Le politique doit également se réapproprier sa capacité à articuler efficacité et justice. Les instruments démocratiques doivent redevenir transformateurs et garantir un **espace d'action partagé compréhensible** et ouvert. La démocratie ne se résume pas à ses formes institutionnelles, elle se fabrique « par le bas » via la délibération, la transparence des arbitrages, l'ouverture aux compétences citoyennes.

Cette refondation passe aussi par une **transformation** profonde des **rapports entre générations**. Il devient urgent de créer des mécanismes institutionnels de **représentation du temps long** et d'intégration des générations futures comme sujet politique. Ces dispositifs sont de véritables leviers démocratiques décisifs pour reconnecter la décision collective aux temporalités humaines et écologiques.

La crise politique actuelle agit comme un révélateur des fragilités accumulées et de ses conséquences pour les autres pans de la polycrise. Elle oblige à repenser les fins du politique à l'échelle européenne. Elle peut conduire au repli et au durcissement, ou bien devenir l'occasion d'un **renouvellement historique**, à condition de retrouver le courage de formuler un horizon commun prenant en compte **la société dans sa diversité**.

VUE D'ENSEMBLE

DANS UN MONDE SANS PROMESSE, LES EUROPÉENS N'ONT QU'UNE ALTERNATIVE : RESTAURER UN HORIZON POLITIQUE POUR TOUTES LES GÉNÉRATIONS OU PERDRE LEUR TRÉSOR DÉMOCRATIQUE

Moins spectaculaire qu'une guerre ou qu'un effondrement économique, la crise politique contemporaine **mine nos démocraties de l'intérieur**. Elle désactive, silencieusement mais profondément, leur capacité à faire récit, à mobiliser le collectif, à inscrire toutes les générations de citoyens dans un avenir partagé.

Elle ne se résume pas à une crise de la représentation ou de la participation. Elle touche **au cœur même de ce qui fait une société politique** : le rapport au temps, la confiance dans les institutions, la transmission entre générations, la place accordée à la jeunesse, la conflictualité légitime et le sens du bien commun.

C'est une **crise de la projection démocratique**, qui fait vaciller la promesse républicaine et affaiblit la capacité collective à affronter les défis du siècle.

À travers six grands entretiens menés par l'Institut Open Diplomacy avec des intellectuels, chercheurs et praticiens de la chose publique, cette étude cartographie les **principales lignes de faille** qui structurent cette crise.

- **Une démocratie orpheline de son horizon historique** : le récit du progrès, qui a longtemps servi de boussole au politique, ne fédère plus. Ce qui était jadis moteur d'émancipation apparaît désormais comme un fardeau ou une illusion. Faute de croyance partagée dans un avenir meilleur, l'action publique se désenchante. Le politique ne parvient plus à formuler de finalités communes, ni à faire levier sur le temps long.
- **Un vide narratif où s'éteint l'imaginaire démocratique** : sans récit commun, l'État perd sa capacité à inspirer, à mobiliser et à organiser la diversité des aspirations sociales. Ce

vide narratif n'est pas pour autant un silence, tant il est saturé de récits concurrents, simplificateurs ou anxiogènes, qui captent l'attention mais fragmentent le sens.

- **Une génération sommée d'agir, mais privée d'un avenir habitable**: la jeunesse, à qui l'on demande de sauver le climat, de réinventer la démocratie ou de réparer les injustices passées, se voit paradoxalement privée des moyens d'action. Assignée à une promesse qu'elle n'a pas choisie, elle subit une crise de projection profonde, nourrie par le sentiment d'une régression inéluctable. Sous le mythe d'une jeunesse mobilisée se cachent de profondes inégalités d'accès au pouvoir et à la reconnaissance.
- **Un pacte intergénérationnel obsolète face au basculement démographique** : le vieillissement rapide de la population et la baisse structurelle de la natalité bousculent l'équilibre démocratique. Les intérêts électoraux du présent l'emportent sur la justice envers les générations futures. Nos institutions n'ont pas été pensées pour gouverner un pays où les jeunes sont minoritaires et l'avenir démographiquement incertain.
- **Une démocratie prise au piège de la guerre de l'attention**: l'espace public est envahi par des flux informationnels chaotiques, gouvernés par des algorithmes qui privilégient la viralité à la véracité. La conflictualité est manipulée, les priorités collectives détournées, la confiance effondrée. Les institutions sont piégées: lorsqu'elles se taisent, elles abandonnent le terrain; lorsqu'elles parlent, elles deviennent suspectes.
- **Une démocratie traversée par une reconsolidation autoritaire des hiérarchies sociales**: derrière l'instabilité actuelle se renforce une dynamique politique fondée sur l'exclusion, passant par la réhabilitation des normes virilistes, la criminalisation des pensées critiques ou encore la stigmatisation des minorités. Ce durcissement idéologique remet en cause les avancées féministes, antiracistes et sociales au nom d'un ordre prétendument menacé, en naturalisant les rapports de pouvoir qui fracturent la société.

En dressant cette cartographie de failles, cette étude ne cherche pas à égrener des symptômes, mais à mettre au jour **les soubassements d'une crise politique profonde**, qui touche autant les institutions que les représentations, les pratiques que les imaginaires.

Les lignes de fracture identifiées ne sont pas parallèles: elles s'entrelacent, se renforcent, se répercutent. Ensemble, elles dessinent les contours d'un **moment démocratique incertain**, dans lequel les repères s'effacent plus vite qu'ils ne se renouvellent.

Face à cela, la démocratie ne peut se contenter d'une réponse gestionnaire ou défensive. Elle doit retrouver la capacité **d'ouvrir un horizon**, de dire pour qui, pour quoi et comment elle agit.

Cette étude vise à **outiller cette ambition**: en identifiant les impensés, en nommant les tensions, en reconnectant le politique à ce qui le fonde, c'est-à-dire la projection, le commun, le conflit légitime, et la promesse d'émancipation.

Un horizon démocratique à réinventer

Si la démocratie vacille aujourd'hui, ce n'est pas uniquement en raison de ses mécanismes institutionnels. Elle chancelle plus profondément dans sa capacité à produire du sens. Le progrès ne fait plus promesse. Le langage public ne mobilise plus. Le temps long semble devenu inabordable. Or, sans projection partagée, sans narration lisible, sans temporalité habitable, **la démocratie devient une mécanique vide**, déconnectée de ses ressorts vitaux.

Cette première partie explore les **fondements symboliques et temporels** de la crise démocratique. Elle interroge l'effondrement du récit du progrès comme horizon mobilisateur, la panne du langage politique dans sa capacité à relier et orienter, et la rupture entre les rythmes démocratiques et les temporalités du réel. Autant de symptômes d'une démocratie qui ne sait plus se projeter.

Reconstruire un rapport collectif au progrès suppose de reconnaître que le récit historique d'un avenir linéaire et ascendant ne fédère plus. La démocratie moderne et les idéologies qu'elle a fait naître, s'est longtemps appuyée sur un postulat central : l'histoire progresse et l'action politique est le moteur de ce progrès. Le progrès, tant technique, économique, éducatif que sanitaire, était le fil conducteur d'un avenir désirable. Il justifiait les efforts, légitimait les réformes, fédérait les espoirs.

Aujourd'hui, cependant, ce récit est brisé. Les crises écologiques, les inégalités persistantes, les désastres politiques ou identitaires ont nourri une forme de **fatigue du progrès.** L'idée même d'un avenir meilleur paraît illusoire. Les générations actuelles sont parmi les premières à anticiper une régression sur le plan matériel, social et politique par rapport à celles qui les ont précédées. Le progrès suscite le scepticisme et la colère. Il est parfois perçu comme le masque d'une domination, une fuite techniciste ou encore un piège productiviste.

Ce renversement du sens n'est pas seulement discursif. Il affecte la dynamique politique elle-même : **sans horizon commun, l'action publique se dépolitise**. Faute de croire à l'efficacité de l'engagement collectif, chacun se replie dans le présent ou dans des solutions privées. Le politique devient défensif, gestionnaire, parfois même paralysé.

Pour autant, faire le deuil du récit linéaire du progrès ne signifie pas renoncer à toute idée de transformation. Il s'agit plutôt d'en construire **une version modeste, plurielle et habitable**. Un progrès qui serait un mouvement d'émancipation situé, à l'échelle des territoires, des groupes, des générations, des individus. Cela suppose de remettre en politique les finalités du progrès, de les débattre, de les pluraliser et de reconnecter progrès et justice sociale, pour défendre coûte que coûte que le progrès redéfini et discuté demeure un horizon démocratique souhaitable.

Refonder un langage et un récit politique signifiant est devenu une condition de survie démocratique. Un régime démocratique ne tient pas seulement par des institutions solides. Il tient parce qu'il raconte **une histoire qui lie ceux qui y vivent et la font vivre**. Il transforme des intérêts divergents en **destin commun**. Ce récit fait aujourd'hui défaut. La parole publique est devenue si performative et incantatoire qu'elle ne mobilise plus, ne touche plus, se déconnecte de l'action et ne crée plus d'adhésion.

Ce **vide narratif** alimente une crise de confiance plus profonde encore : celle qui sépare le langage politique de l'expérience vécue. Les citoyens ne demandent pas qu'on leur dise ce qu'ils doivent croire. Ils veulent qu'on leur donne les moyens de comprendre et de choisir leur propre condition. Or la langue politique contemporaine échoue souvent à dire le monde tel qu'il est vécu, avec ses contradictions, ses vulnérabilités, ses conflits, et passe à côté de ce qui fait société.

Le défi est de fabriquer un **nouveau récit démocratique** adapté à notre siècle. Il faut penser un récit qui reconnaisse la complexité du réel, qui assume les conflits, mais qui redonne une place au possible. Il ne s'agit pas d'imposer un grand récit totalisant venu d'en haut, mais de **créer des conditions pour une élaboration collective du sens**. Cela suppose de revaloriser les

espaces de co-construction symbolique, de démocratiser la fabrique du langage public, et de reconnecter les élus à des formes de récit nourries par la culture, l'éducation et l'expérience vécue.

Réapprendre à habiter le temps démocratique implique de rompre avec le court-termisme institutionnalisé. La démocratie a besoin de temps : pour délibérer, pour convaincre, pour transformer. Mais tout l'environnement contemporain pousse à l'accélération, à la réactivité, à l'urgence permanente. Les décisions doivent produire des effets immédiats, les réformes doivent rassurer avant de changer.

Ce **désalignement** entre le temps des institutions et celui de la société crée une tension mortifère. On attend des résultats instantanés pour des problèmes de long terme. Face à cette contradiction, le risque est double pour les institutions : d'un côté, l'inefficacité, de l'autre, la perte de légitimité.

Il devient essentiel de reconquérir une **temporalité politique habitable** : un temps où l'on peut transmettre, différer, investir sans retour immédiat. Cela suppose de recréer une culture politique du temps long, des outils d'évaluation différée et une gouvernance qui engage sa responsabilité plutôt que sa promesse instantanée. Mais cela demande aussi de faire une place aux générations futures, non comme figures morales ou totémiques, mais comme sujets politiques. Habiter le temps démocratique, c'est remettre en jeu le long terme comme espace de justice et réhabiliter la durée comme condition de l'action.

Une démocratie disloquée par la fracture générationnelle

La démocratie représentative s'est longtemps appuyée sur **une fiction implicite** : celle d'un équilibre entre les âges, où chaque génération pouvait espérer transmettre mieux qu'elle n'avait reçu. Or cette fiction s'effondre. Le contrat démocratique ne parvient plus à intégrer les jeunes autrement que comme symbole ou variable d'ajustement. Dans le même temps, le vieillissement de la population modifie profondément les dynamiques de représentation, les priorités budgétaires et les temporalités de l'action publique.

Cette partie interroge la manière dont le **déséquilibre démographique**, conjugué à l'assignation paradoxale faite à la jeunesse, désorganise en profondeur la projection démocratique.

Repenser la démocratie à l'aune de la transition démographique impose de regarder en face une réalité aussi massive que silencieuse : le vieillissement rapide de la population, combiné à une chute structurelle de la natalité, transforme radicalement les **conditions du lien démocratique** dans un modèle social entièrement porté par le renouvellement démographique.

Le poids croissant des générations âgées dans les urnes, la tension budgétaire accrue sur les systèmes de retraite ou de santé, la difficulté à penser au-delà du mandat électoral : c'est la **projection intergénérationnelle qui s'effondre**.

Ce basculement produit un double effet : les générations âgées, de plus en plus nombreuses et politiquement actives, orientent les **priorités politiques**, tandis que les jeunes, minoritaires et souvent abstentionnistes, peinent à faire valoir leurs intérêts.

Cette dynamique produit une sorte de verrouillage temporel : les arbitrages politiques se font à l'échelle du présent, voire du passé, plutôt que dans la perspective du long terme. Le politique se retrouve pris dans une spirale où les décisions visent à préserver l'acquis plus qu'à préparer l'avenir. Cela génère une **inéquité générationnelle structurelle**, où les plus jeunes supportent le coût des choix passés sans en avoir déterminé les orientations.

Pour rompre ce déséquilibre, il est urgent de **refonder un contrat démocratique intergénérationnel**, qui intègre les générations futures comme **sujet politique**. Pour ce faire, la démocratie doit par exemple se doter de mécanismes explicites de représentation du temps long. Cela peut passer par la création d'institutions dédiées à la prise en compte des intérêts des générations futures, par une planification plus ambitieuse et transparente ou par une forme d'indexation intergénérationnelle des politiques publiques. Repenser la démocratie à l'aune de la transition démographique, c'est accepter que l'équilibre démocratique ne peut survivre sans justice entre les âges.

Refaire de la jeunesse et ses intérêts un moteur de l'action publique suppose de dépasser l'ambiguïté actuelle qui entoure sa place dans la société. La jeunesse est partout invoquée : comme porteuse d'espoir, comme figure du changement, comme levier des transitions écologique, numérique et démocratique. Mais dans le même temps, elle est marginalisée dans les lieux de pouvoir, fragilisée économiquement et dévalorisée culturellement. Elle est appelée à agir mais rarement outillée pour le faire.

Ce paradoxe nourrit une triple fracture. Une **fracture de la confiance** d'abord : les jeunes doutent de la parole politique, de la promesse républicaine et de la capacité des institutions à changer quoi que ce soit. Une **fracture de la représentation** ensuite : leurs intérêts sont peu défendus, voire caricaturés. Et une **fracture morale** enfin : face aux attentes démesurées qu'on projette sur eux, beaucoup de jeunes oscillent entre retrait, colère ou radicalité.

Pour inverser cette dynamique, il faut changer de paradigme : ne plus penser la jeunesse comme destinataire des politiques publiques, mais comme **actrice des choix structurants** sur le plan politique, économique, et fiscal, et *in fine* culturel et moral.

Cela implique de lui donner des **leviers réels** : des dispositifs renforcés de représentation, un **fléchage des investissements vers l'éducation**, l'insertion, le logement, et surtout un droit à l'**expérimentation politique et sociale**, dans un cadre sécurisé et reconnu, notamment local.

Cela suppose aussi de reconnaître la **diversité des jeunesses**, souvent masquée par une vision homogène et idéalisée. Il n'existe pas une jeunesse unique : les parcours, les conditions sociales, les rapports au politique varient profondément selon les territoires, les milieux, les appartenances. Cette hétérogénéité, bien réelle, rend d'autant plus nécessaire une attention fine aux inégalités qui traversent les jeunes générations.

Pour autant, la jeunesse constitue, en tant que **groupe désormais minoritaire**, une catégorie de la population devant faire valoir ses intérêts en tant que telle. Refaire de la jeunesse un moteur, c'est créer les conditions pour qu'elle ne subisse plus l'avenir, mais soit pleinement associée à sa définition, en pleine conscience des enjeux.

Redéfinir un pacte intergénérationnel face au basculement démographique est devenu indispensable pour restaurer une continuité démocratique entre les âges. La démocratie contemporaine ne sait plus organiser le passage du témoin entre les générations. Ce qui devait être un cycle transmission-renouvellement-projection devient une impasse. Le pacte intergénérationnel reposait sur une promesse implicite de réciprocité : chacun contribuerait, à son tour, à la continuité collective. Mais ce pacte est fragilisé par les inégalités d'accès aux

ressources, au logement, à l'éducation, à l'autonomie. Il est miné par un modèle économique qui épuise les jeunes actifs et précarise l'avenir des enfants à naître.

Face à cette situation, il devient nécessaire de redéfinir ce que nous devons aux générations futures. Cela ne peut pas se faire uniquement sur le plan moral. Il s'agit de construire des institutions, des règles, des priorités qui **intègrent la durabilité dans la logique même de la décision publique**. Non pas un sacrifice imposé au nom d'un futur abstrait, cette exigence vise à réconcilier les temps du politique avec ceux de la vie humaine : ceux de la croissance, de la fragilité, de la dépendance, de la transmission.

Un lien social fragmenté, un espace public fragilisé

La démocratie repose sur une double condition : la possibilité d'un **conflit organisé** et l'existence d'un socle de **symboles partagés**. Or ces deux piliers sont aujourd'hui fragilisés. L'espace public se disloque sous l'effet de la saturation informationnelle, des replis identitaires et d'une conflictualité exacerbée. Le lien social, qui devrait servir de terrain à la discussion politique, est remplacé par des logiques de séparation, de suspicion ou d'anxiété.

Cette partie explore les dynamiques contemporaines qui désorganisent le commun : repli individualiste, polarisation émotionnelle et détournement de l'attention. Elle s'interroge sur les conditions de reconstruction d'un lien démocratique habitable.

Rompre avec la « civilisation du cocon » pour retisser du commun suppose de reconnaître un glissement profond de nos sociétés. Face à l'instabilité du monde, **le confort est devenu une valeur refuge**. De plus en plus, les individus tendent à s'isoler dans une bulle sécurisée, qu'elle soit géographique, numérique ou émotionnelle. Ce mouvement n'est pas uniquement le produit d'une peur : il est aussi nourri par les logiques de marché, par une offre sur mesure façonnée par les plateformes et par l'épuisement social provoqué par la précarité ou la surcharge émotionnelle.

Cette **logique du repli** affaiblit le désir de collectif et accentue les fractures sociales. Elle rend plus difficile la confrontation d'expériences diverses, l'élaboration de compromis et la reconnaissance mutuelle. Cependant, le confort produit un **vide politique**, où l'anxiété prospère. Ce que l'on protège devient plus important que ce que l'on construit. Dans cette configuration, la démocratie ne peut plus s'expérimenter comme une aventure partagée.

Rompre avec cette dynamique suppose de **restaurer la valeur du commun** comme expérience vivante, pas comme abstraction idéologique. Cela passe par la revalorisation des lieux publics, des projets collectifs et des moments de confrontation pacifiée. Le commun se fabrique, il ne se décrète pas. Il doit être **expérimenté** pour redevenir désirable.

Réguler la conflictualité pour ne pas la subir revient à réaffirmer une évidence oubliée : la démocratie n'est pas l'absence de conflit, elle est au contraire le lieu où le conflit devient fécond. En effet, la démocratie ne repose pas sur la disparition des conflits, mais sur leur reconnaissance, leur mise en forme et leur ritualisation. Or, ce travail politique de transformation du désaccord en confrontation légitime est aujourd'hui en crise. Les **canaux de traitement du désaccord** sont affaiblis, saturés ou disqualifiés : partis politiques déclassés, syndicats marginalisés, espaces médiatiques fragmentés.

En l'absence de ces dispositifs de médiation, la conflictualité s'exprime sur des modes plus directs, plus émotionnels et plus volatiles. La **frustration** et la **colère** ne reconnaissent plus d'adversaires, mais des ennemis. La polarisation devient la norme au détriment de l'hygiène du collectif, à commencer le respect qui doit présider aux échanges démocratiques. L'opposition n'est plus ritualisée, elle devient explosive.

Cette dynamique est **amplifiée** par les dispositifs numériques, qui favorisent la réactivité, la surenchère et la segmentation des publics. La conflictualité devient alors **un bruit de fond permanent**, jamais traité politiquement.

La réponse ne peut être la pacification artificielle ou la moralisation du débat. Elle doit passer par une **reconnaissance active du désaccord comme dynamique démocratique légitime**. Cela suppose d'ouvrir à nouveau des canaux de traitement du conflit : revitaliser les corps intermédiaires, multiplier les espaces de délibération et inventer des formats de confrontation plus horizontaux, y compris dans les territoires. Cela implique aussi de reconnaître la part de conflictualité irréductible dans une **société pluraliste** non comme une menace, mais comme la condition même d'une **démocratie vivante**. Le rôle des institutions n'est pas d'absorber la colère, mais de lui donner forme politique.

Faire face à la guerre de l'attention et aux conflits informationnels est devenu un impératif démocratique. L'espace public est saturé de flux chaotiques, gouvernés par des algorithmes qui privilégient la viralité à la véracité. Ce brouillage informationnel ne désoriente pas seulement les citoyens, il désarme aussi les institutions.

Les conflits ne sont plus organisés autour de visions du monde, mais autour d'**émotions brutes amplifiées** par des logiques d'attention. L'effet cumulatif est redoutable : perte de confiance, impossibilité de hiérarchiser les priorités, effondrement de la crédibilité des acteurs publics. En effet, face à la désinformation, les institutions font face à une impasse : lorsqu'elles parlent, elles deviennent suspectes, lorsqu'elles se taisent, elles laissent le champ libre aux récits concurrents.

Faire face à cette situation implique **une stratégie démocratique ambitieuse**. Cela suppose de réguler les plateformes, d'imposer des normes de transparence algorithmique, mais aussi de refonder l'éducation à l'information comme un bien commun. C'est un enjeu de souveraineté démocratique. Il s'agit de garantir que l'espace public reste un lieu de discussion intelligible et non une arène de bruit stratégique.

Réarmer la démocratie à hauteur de ses promesses

La crise démocratique actuelle repose en grande partie sur l'écart grandissant entre les principes affirmés et les moyens d'action mis en œuvre. Les institutions peinent à répondre aux attentes citoyennes de justice, de participation et d'efficacité, dans un contexte de complexité croissante. Cette **perte de prise alimente le doute**, puis la défiance, envers les instruments classiques du politique : État, droit, représentation, planification.

Dans le même temps, la **vitalité démocratique s'exprime ailleurs**. Des formes de mobilisation et d'invention démocratique se développent en dehors des circuits traditionnels. Pratiques associatives, expérimentations locales, revendications issues des marges sociales et culturelles viennent interroger les contours établis de ce qui est considéré comme légitime ou politique. Ces dynamiques expriment moins un rejet du politique qu'un besoin de le redéfinir.

La difficulté est alors de penser ensemble la nécessité de **réarmer les institutions**, et celle de reconnaître les dynamiques qui les débordent. Cette dernière partie interroge cette double exigence : consolider les instruments du politique, sans nier les fractures de légitimité ni les rapports de domination qui traversent l'espace démocratique.

Réaffirmer la pertinence des instruments du politique passe par le dépassement de l'idée, trop souvent répétée, que l'État serait devenu incapable d'agir. Le droit, la représentation parlementaire, la planification, les politiques publiques restent des leviers décisifs de transformation collective. Mais leur fonctionnement actuel ne permet plus de répondre à l'ampleur des crises systémiques contemporaines, ni à la demande de lisibilité, de réversibilité ou de pilotage partagé.

Cette perte de capacité est autant symbolique que technique. Elle reflète **la disjonction entre les rythmes** de la décision publique et ceux des enjeux à traiter : climat, transition énergétique, fractures territoriales, inégalités structurelles. Elle tient aussi à un imaginaire politique qui **réduit l'action à sa gestion**, confond pilotage et communication et réduit la procédure à une obligation formelle.

Réaffirmer la légitimité de ces instruments, c'est réinscrire l'action publique dans une architecture qui articule efficacité, justice et responsabilité. Cela suppose de **reconnecter les procédures aux finalités**, de renforcer la transparence des arbitrages, d'ouvrir les institutions aux compétences citoyennes et de leur redonner le pouvoir d'anticiper plutôt que de compenser.

Renouer avec une vitalité démocratique populaire et exigeante implique de reconnaître que la démocratie ne se résume pas à ses formes institutionnelles. En l'absence de grand récit venu d'en haut, la démocratie qui se fabrique « par le bas » a commencé à prendre le relais. Dans de nombreux espaces, tels que les quartiers, les collectifs, les associations ou encore les coopératives, s'inventent au quotidien des manières de faire politique, de décider à plusieurs et de formuler des priorités collectives.

Ces formes montrent que la démocratie n'est pas qu'un droit de vote mais aussi une **capacité d'agir sur le monde qui nous entoure**. Toutefois, leur reconnaissance reste incertaine : elles sont tantôt célébrées comme des « innovations démocratiques », tantôt reléguées à l'informalité ou à l'illégitimité. Leur fragilité institutionnelle limite leur portée, et l'absence de cadre commun les rend difficilement cumulables.

Reconnaître cette vitalité suppose d'en renforcer les conditions d'existence. Cela implique de sécuriser les moyens d'action, de valoriser les apprentissages politiques qu'elles produisent et de garantir une exigence de rigueur et de redevabilité.

Pour que ces nouvelles expressions de la démocratie ne soient pas de gadgets pour agitateurs, des faire-valoir pour les partis ou des coquilles fourre-tout, elles doivent être soumises à une exigence sans compromis de rigueur dans leurs processus et leurs fondements. **La démocratie ne s'invente pas sans méthode.** Elle ne se renouvelle pas sans ouverture à l'imprévu ou à l'informel.

Repolitiser les dominations de genre, de race et de classe comme des failles démocratiques engage à déplacer le regard sur les limites structurelles de la promesse démocratique. La démocratie se veut inclusive et égalitaire, mais elle reste traversée par des **mécanismes d'invisibilisation, de hiérarchisation et de disqualification**. Certaines expériences sociales — celles des femmes, des personnes racisées, des classes populaires — sont maintenues à la marge de la délibération, voire exclues de l'accès à la légitimité politique.

Cette exclusion s'enracine dans les **codes implicites** qui définissent ce qui est considéré comme une parole légitime, une présence acceptable, une citoyenneté reconnue. Elle se traduit par des dispositifs d'écoute inégalitaires, des formats de débat peu inclusifs, des critères de représentativité qui reconduisent les hiérarchies existantes. Elle s'exerce aussi à travers les politiques de sécurité, les récits collectifs dominants, ou encore les normes de comportement attendues dans l'espace public.

Repolitiser ces rapports de domination, c'est affirmer que l'inclusion ne peut pas être seulement déclarative. Elle nécessite un travail profond de transformation des institutions, des représentations et des pratiques. C'est aussi **reconnaître que la démocratie n'est pas un espace neutre**, mais un terrain conflictuel, où les conditions mêmes de la participation sont toujours disputées.

Ce travail de synthèse ne prétend pas résoudre les tensions qu'il explore. Il vise à en clarifier les lignes de fracture, à en nommer les ressorts profonds, et à ouvrir des pistes pour repolitiser ce qui semble devenu technique, abstrait ou illisible. **À travers ces failles, c'est bien la capacité du politique à organiser un avenir commun qui se joue.** Redonner sens, légitimité et puissance à la démocratie ne passera ni par la nostalgie des grands récits, ni par la fuite dans la gestion du présent. Cela requerra un effort collectif pour renouer avec le conflit fécond, la projection partagée et l'exigence d'égalité réelle.

DONNÉES CLÉS

COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE

74 %

Part des français qui n'ont plus confiance dans la politique.

51,6 %

Au 1er janvier 2025, pour la première fois, les plus de 50 ans sont en majorité parmi les français en âge de voter (51,6 %).

39 %

39 % des personnes interrogées mentionnent les contraintes financières comme étant un facteur qui a entravé ou entraverait leur capacité à avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent selon une étude des Nations Unies menée auprès de 10 000 personnes dans 14 pays différents.

60 %

Alors que 9 Français sur 10 nés en 1940 disposaient d'un revenu plus important que leurs parents au même âge, ils ne sont plus que 60 % parmi ceux nés dans les années 1980 à pouvoir en dire autant.

68 %

Part des Européens qui pensent n'avoir aucune influence ou une très faible sur les affaires européennes.

30 753

Durant son premier mandat, Donald Trump a prononcé 30 573 mensonges ou approximations trompeuses selon un décompte du Washington Post.

52 %

Plus de la moitié (52 %) des 1 000 milliards de dette contractée entre 2017 et 2024 ont été fléchés vers le financement des retraites.

18,5 %

Selon un article rédigé par David BELZ, professeur au King's College de Londres, dans Military Strategy Magazine, en France, les chances qu'une guerre civile éclate sont de 18,5 % sur cinq ans.

33 %

Sur les réseaux sociaux, 1 % des comptes génèrent 33 % de l'information disponible.

48 %

Part des Français qui estiment que « rien n'avance en démocratie, il faudrait moins de démocratie et plus d'efficacité ».

ENTRETIEN #4.1

« LE PROGRÈS N'A PLUS LE TRACÉ D'UNE LIGNE DROITE : IL RESSEMBLE PLUTÔT À UNE CARTOGRAPHIE MOUVANTE »

conclut Alexis Chabot

Alexis Chabot enseigne la Culture générale depuis une vingtaine d'années, à Sciences Po Paris et à Paris I, notamment dans la préparation des concours administratifs ou d'entrée aux IEP. Il explore les ressorts historiques et intellectuels du grand récit moderne du progrès. À l'heure où les instruments de celui-ci sont devenus suspects, et où ses finalités se brouillent, Chabot décrit comment la politique perd sa capacité à projeter un monde commun et comment cette défaillance narrative alimente des récits autoritaires fondés sur l'instant, la peur, la rupture. Cet état de fait fracture le socle de confiance sur lequel reposent les démocraties libérales et accentue le caractère systémique des crises actuelles. Contre la tentation réactionnaire, Chabot plaide pour une réforme des instruments du politique, sans pour autant renoncer à leur légitimité.

Pourquoi le récit du progrès, tel que hérité des Lumières et porté par une tradition française universaliste, semble-t-il aujourd'hui usé ou inopérant pour produire un horizon partagé ?

Le récit du progrès n'a pas disparu. Il continue d'exister dans certaines sphères, sans pour autant remplir la fonction centrale qu'il a tenue pendant deux siècles. Il ne s'impose plus comme une **évidence partagée**. Ce retrait du progrès comme cadre dominant est vécu par certains comme une forme de malaise, en particulier en France, qui a été au cœur de ce récit, de Descartes aux Lumières, de la Révolution au modèle républicain et social du XXe siècle. Il faut en quelque sorte en faire son deuil. Pour reprendre une formule de Marcel Gauchet, c'est le « malheur français » : une mélancolie politique née de la perte d'un rôle central dans l'histoire universelle.

Dès l'origine, le progrès moderne est un récit à deux volets, qui sont devenus **trois hiatus**. Le premier est celui des finalités : une amélioration continue de la condition humaine, fondée sur des principes jugés rationnels et émancipateurs. Le second est celui des moyens, c'est-à-dire le passage par des instruments identifiés comme universels, la science, la raison, le droit, l'Etat, pour réaliser cette amélioration. Ce socle a formé la grande promesse du progrès moderne.

Or, cette architecture s'est aujourd'hui fissurée. Non seulement les finalités ne font plus consensus, mais les instruments du progrès eux-mêmes sont devenus suspects, contestés, parfois accusés de produire l'effet inverse de celui qu'ils promettaient. **Le progrès n'apparaît plus comme une solution, mais comme le problème.** Ce « grand renversement » trouve une expression brutale dans la formule de Ronald Reagan : « L'État n'est pas la solution, l'État est le problème ». Le récit du progrès ne disparaît pas. Il se fragmente, il se banalise, il perd sa centralité, et avec lui vacille notre capacité à projeter un monde commun.

Quelles sont les conséquences de l'effacement du récit du progrès comme cadre commun sur le vivre-ensemble ?

Ce qui s'effondre aujourd'hui, ce n'est pas seulement une idée ou un imaginaire : c'est une foi rationnelle, une croyance largement implicite mais structurante dans un avenir partagé. Le progrès, tel qu'il s'est développé depuis les Lumières, fonctionnait comme un **horizon temporel mobilisateur**. Il organisait les attentes, permettait la formulation de conflits dans un langage commun, offrait des perspectives d'émancipation. Il reliait les générations dans une logique d'accumulation et de dépassement.

Cette foi s'incarne dans des figures intellectuelles fortes. Hegel, par exemple, conçoit l'histoire universelle comme une marche progressive de l'Esprit vers la liberté, soit le devenir historique de l'humanité. Condorcet, quant à lui, développe dans son « *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* » les grandes étapes d'un progrès cumulatif de l'esprit humain, tant scientifique que moral et politique. Tous pensaient le progrès comme à la fois possible, nécessaire,

et partageable. Or aujourd'hui, **cet horizon se brouille**. Non seulement les instruments du progrès sont contestés, mais la fin elle-même devient illisible. Le progrès devait nous mener quelque part. Mais où ? Et que se passe-t-il, une fois cet objectif atteint ?

Ce brouillage a des **conséquences profondes**. Il fragilise le « vivre-ensemble ». Dès lors que le récit commun se désagrège, les finalités collectives ne vont plus de soi. Qu'est-ce qu'une société juste ? Quel rôle attribuer à l'État ? Que signifient encore la liberté, l'égalité, la solidarité ? Ces notions, naguère partagées, deviennent floues, parfois contradictoires : ce que l'un appelle liberté, l'autre y voit dérégulation, ce que l'un appelle progrès, l'autre y voit régression.

Comme je l'ai rappelé, le deuxième grand hiatus, après celui des finalités, est celui des moyens. Si les instruments du progrès sont vécus comme inadaptés, voire dangereux, alors le lien social se fragmente. Certes nous n'assistons pas à une rupture spectaculaire, mais à des **érosions lentes et souterraines**. Je propose de parler à ce sujet de « polyfissures » : des dislocations diffuses, qui finissent par converger en une polycrise morale, politique, identitaire. Ce n'est pas un affrontement spectaculaire entre deux visions du monde, comme dans les révolutions, mais un effritement diffus du langage commun et des attentes partagées.

> ***Comment comprendre l'émergence de récits politiques concurrents, dans un contexte où le progrès semblait incarner une visée universelle ?***

Il y a une illusion dans l'idée que le progrès ait jamais été universel. Il s'est cru comme tel, et a été perçu comme tel, notamment en France, mais cette prétention remplissait la fonction d'**une fiction, certes utile, mais d'une fiction quand même**.

Aujourd'hui, d'autres récits se structurent et aspirent à occuper le centre : mouvements populistes, autoritaires, réactionnaires. Trump, Orban, le RN en France ne sont pas en **panne de récit**. Ils en proposent un, assez cohérent, fortement mobilisateur, qui retourne les anciens instruments du progrès contre lui. L'État devient un bouc émissaire. Les élites sont perçues comme déliées du Réel. La rationalité est présentée comme froide, inefficace, voire complice de tous nos maux.

C'est là qu'intervient un **troisième hiatus**, fondamental : celui de la temporalité. Là où le progrès s'inscrivait dans le temps long, ces récits proposent l'immédiateté, la rupture, la simplification. Ils répondent à une **impatience sociale** très forte. Ils prétendent réinscrire le champ politique dans le champ du Réel, en contournant les institutions. Cela séduit, parce que cela parle directement aux frustrations. Mais c'est aussi une illusion dangereuse, qui mine les fondements du compromis démocratique.

170

Dans les six premiers mois de sa deuxième présidence, Donald Trump a signé 170 décrets présidentiels (executive order) notamment pour assurer la rapidité de mise en œuvre de ses décisions. C'est plus que n'importe quel autre Président américain et plus que Joe Biden pendant l'entièreté de sa présidence (149).

Que signifie la perte d'un horizon dans le récit du progrès ?

Le progrès n'a jamais été une simple amélioration technique ni un alignement d'innovations. Il fonctionnait comme une structure d'attente, **une promesse de sens historique**. Depuis les Lumières, et plus encore au XIXe siècle, il portait une téléologie, c'est-à-dire l'idée que l'histoire allait quelque part : vers plus de liberté, plus de raison, plus de justice. Chez Condorcet, cela prend la forme d'une marche ascendante de l'esprit humain, chez Hegel, d'un devenir de la liberté, chez Marx, de l'émancipation sociale, et plus récemment, chez Fukuyama, d'une « fin de l'Histoire » marquée par la réalisation conjointe de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Nous vivons aujourd'hui l'effacement progressif de cette ligne d'horizon. Non pas son effondrement brutal, mais une forme d'usure, de **fissuration lente**. On ne sait plus exactement vers quoi l'on va, ni si l'on y va encore ensemble. Le progrès a cessé d'être une promesse collective : il est devenu une croyance privée, éclatée, parfois contradictoire. Chacun, chaque groupe, chaque société semble désormais produire son propre horizon, ses propres critères de ce qui constitue une avancée et parfois même, un « progrès » qui consiste à revenir en arrière.

Pourquoi les instruments historiques du progrès sont-ils aujourd'hui perçus comme déconnectés ou inadaptés ?

C'est peut-être l'un des **paradoxes les plus frappants de notre modernité** : les instruments mêmes qui étaient censés garantir le progrès sont aujourd'hui vécus comme des obstacles ou des sources de blocage. Historiquement, leur combinaison formait le cœur d'un modèle politique rationalisé : l'État assurait la contrainte légitime, le droit garantissait la justice, la science apportait le savoir, et la rationalité organisait la décision publique. Le progrès semblait découler naturellement de leur juste articulation.

43

Au cours du premier semestre 2025, un groupe d'ONG dénombre au moins 43 reculs environnementaux. Selon ces ONG, ces reculs, comme l'abandon des zones à faible émission ou encore la suspension du dispositif MaPrimeRenov ont des effets néfastes sur le climat et sur la biodiversité et le pouvoir d'achat des Français.

Dans ce contexte, **le politique a en quelque sorte intériorisé sa propre impuissance**. Depuis les années 1980–90, à gauche comme à droite, on observe un infléchissement durable du discours vers une posture de gestion réaliste. Rocard, Bérégovoy, puis d'autres après eux, ont incarné cette social-démocratie « raisonnable » qui, face aux contraintes économiques, renonce à la conflictualité et se replie, de manière plus modeste, plus réaliste, sur l'ajustement.

Ce réalisme se veut responsable et pragmatique. Mais il marque aussi un basculement décisif : l'Etat gère le réel, il ne le transforme plus. Et c'est là, à mes yeux, le signe d'un renoncement au politique comme **puissance d'invention**. Car le progrès, même dans sa version la plus rationnelle, impliquait toujours une capacité à contester l'existant. Si le politique se contente d'enregistrer le réel, il cesse de faire récit. Il devient gestionnaire et non plus porteur d'un horizon.

Ce renoncement est d'autant plus frappant que, paradoxalement, ce sont parfois les forces les plus critiques à l'égard de l'héritage progressiste qui captent aujourd'hui la demande de politique. L'extrême droite, notamment, a compris et mobilisé une forme de nostalgie pour l'État et la décision politique. Elle les recycle dans un récit de retour à l'ordre. C'est là un des paradoxes les plus déstabilisants de notre époque, **une inversion totale** : ceux qui s'opposaient historiquement au progrès peuvent apparaître comme les seuls à incarner une volonté politique affirmée.

23

Aux dernières élections législatives des différents pays de l'Union européenne, l'extrême-droite a obtenu plus de 10 % des voix dans 23 pays sur 27. Le score des partis d'extrême-droite est monté jusqu'à 60 % en Hongrie, 35 % en Italie en 2022 et 43 % en Pologne en 2023.

Pourquoi les institutions démocratiques sont-elles aujourd'hui perçues comme déconnectées, obsolètes ou inefficaces ?

Les institutions démocratiques, qui furent des piliers de la modernité progressiste, ne sont pas épargnées par cette crise de légitimité. Longtemps perçues comme des lieux d'arbitrage, de représentation, de débat, elles apparaissent désormais comme lentes, bloquées, auto-reproductrices. Ce **renversement de perception** est essentiel. Ce qui, autrefois, fondait leur autorité, c'est-à-dire leur durée, leur

stabilité, leur capacité à organiser la conflictualité, est aujourd'hui perçu comme leur faiblesse.

71 %

71 % des français considèrent que la démocratie ne fonctionnent pas bien (dont 28 % pas bien du tout), un niveau supérieur inédit depuis 2013 (16 points de plus qu'en février 2021) et loin devant nos voisins européens (« seulement » 48 % des allemands, 62 % des italiens et 53 % des néerlandais ont la même opinion).

Cette désaffection tient pour une large part au décalage croissant entre le temps du politique et celui des sociétés. Les institutions fonctionnent selon un rythme long : elles produisent de la norme, elles régulent les conflits, elles structurent les compromis. Le terme même d' « Etat » nous le dit : l'Etat, c'est ce qui est stable, ce qui est en capacité de durer et de demeurer, au contraire de cette crise permanente qu'est une société moderne. Celle-ci vit, de plus, dans l'immédiateté : réseaux sociaux, réactivité, impatience. Il y a là une contradiction qui alimente un sentiment d'**inefficacité chronique**.

Les régimes autoritaires et populistes prétendent répondre à cette impatience. Ils valorisent la décision rapide, le lien direct entre gouvernants et gouvernés, l'absence d'intermédiaires, une forme de retour aux séductions de la démocratie directe. Ce discours répond donc à une attente : celle d'une action visible, tangible, immédiate, qui découle d'une prise en compte directe de ce « vécu » du peuple.

Mais c'est une **illusion dangereuse**. Car les institutions démocratiques, en dépit de leur lenteur apparente, permettent la confrontation des points de vue, garantissent les droits, protègent contre l'arbitraire. Leur **crise actuelle** tient aussi au fait qu'elles ne savent plus expliquer leur propre temporalité. Elles ne parviennent plus à faire entendre pourquoi cette lenteur est, au fond, une condition du progrès démocratique.

Quels chemins restent ouverts pour redonner du souffle au politique ?

Je crois qu'il faut être lucide : comme je l'ai évoqué, nous vivons une époque où la temporalité propre au politique entre en contradiction frontale avec celle du monde contemporain. Le rythme du politique est lent, institutionnalisé, médiatisé au sens noble. Or, nous sommes dans **un monde qui sursaute**, qui réagit dans l'immédiat, qui s'exprime sans médiation.

Mais justement, c'est peut-être là qu'il faut apprendre à « tenir », comme j'aime dire. **Tenir dans la durée**, dans la médiation, dans le conflit. Il ne s'agit pas de revenir à un modèle ancien, ni de tout réformer brutalement : il s'agit de redire pourquoi ces formes politiques existent. Pourquoi la lenteur institutionnelle, par exemple, est une vertu. Pourquoi la représentation n'est pas un abandon du peuple, mais une forme de confiance. Cela demande une pédagogie du politique.

Il me semble aussi que ce moment exige **une certaine sobriété.** Les temps ne sont pas propices à une grande phase d'invention utopique. Mais il est possible de reformuler des principes simples : la démocratie est la confrontation organisée des points de vue. Elle ne promet pas l'efficacité à court terme, mais l'organisation d'un désaccord durable et légitime. Ce n'est pas un message facile à faire passer. Mais je crois que c'est le seul tenable aujourd'hui.

Peut-on réhabiliter les instruments du progrès ?

C'est tout l'enjeu. La critique des instruments n'est pas une nouveauté. Ce qui change aujourd'hui, c'est que cette critique a produit un effet de désaffiliation. Le droit, la science, la raison, le débat : tout cela est perçu comme rhétorique et incapable de dire le réel. Or, si ces outils sont disqualifiés, que nous reste-t-il ? La force brute ? La parole autoritaire ? **L'immédiateté** ?

Je pense qu'il faut sortir de cette alternative entre la foi aveugle dans les instruments et leur rejet pur et simple. Il y a une troisième voie : celle d'**une reprise critique**. Reprendre les outils de la modernité, non pour les sanctuariser, mais pour les requalifier. Cela suppose un travail patient : rouvrir les débats, reformuler les promesses, assumer les limites. En somme, il faut réhabiliter ces instruments sans pour autant les mythifier.

Est-il encore possible de croire au progrès ?

Le progrès moderne était porté par une **promesse de sens historique** : vers plus de justice, de liberté, de raison. Mais cette ligne d'horizon s'est brouillée, ce qui ne signifie pas que l'ambition transformatrice doive disparaître.

Je ne crois pas à un retour du grand récit. Mais je ne crois pas non plus que nous puissions nous passer de toute représentation d'un avenir commun. Le progrès, dans son sens le plus simple, n'est autre que la possibilité d'une amélioration. Cela suffit déjà à fonder **une forme d'espérance**, modeste, mais réelle.

Il me semble que l'on doit **abandonner l'illusion de l'accord universel**. L'histoire du progrès a souvent été racontée comme une marche unifiée de l'humanité. Mais cette unité était en grande partie une fiction. Aujourd'hui, elle ne tient plus. Chaque groupe, chaque société a la prétention de redéfinir pour lui-même son propre horizon.

Est-ce une fatalité ? Je ne le crois pas. On peut penser le progrès comme une **pluralité de trajectoires, de visées, de temporalités**. Non pas pour s'enfermer dans le relativisme, mais pour penser une forme de projet commun qui ne soit pas uniforme. Cela suppose une condition : que ces récits partiels puissent dialoguer. Qu'ils acceptent de coexister, de se confronter, de se reformuler. Ce n'est pas simple. Mais c'est sans doute la seule manière de retrouver une forme de monde commun.

On peut se passer du mythe de l'unité. Mais pas de l'exigence de compréhension mutuelle. Le progrès n'a plus le tracé d'une ligne droite : il ressemble plutôt à une **cartographie mouvante**, à une ligne brisée, qui ne s'effacera pas pour autant.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Alexis Chabot*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'USURE DU PROGRÈS COMME HORIZON PARTAGÉ FRACTURE LE LIEN SOCIAL

Longtemps colonne vertébrale du pacte démocratique, le récit du progrès s'est érodé : il ne relie plus les générations ni ne fédère les visions du futur. Cette perte de cap produit une fragmentation des attentes, un brouillage des finalités collectives et une déstabilisation des références communes.

TROIS FRACTURES MINENT LE RÉCIT DU PROGRÈS

La crise du progrès résulte de trois hiatus structurels des finalités devenues floues, des instruments (État, science, droit) désormais contestés et une temporalité devenue illisible. Ces failles ont transformé une promesse historique en un objet de soupçon, ouvrant la voie à des récits concurrents - autoritaires, populistes, ou réactionnaires -, portés par la recherche d'une efficacité immédiate, souvent en rupture avec les médiations démocratiques.

LA POLYCRISE NAÎT D'UN EFFRITEMENT DIFFUS, NON D'UN AFFRONTEMENT FRONTAL

Le langage commun du progrès se défait par polyfissures successives : les citoyens ne partagent plus les mêmes mots, les mêmes institutions, ni les mêmes rythmes. Cette désagrégation souterraine engendre une instabilité politique profonde, exposant les sociétés à des récits simplificateurs et clivants, qui sapent le compromis démocratique et fragilisent les institutions de régulation collective.

L'ETAT DOIT ASSUMER UN TRAVAIL CRITIQUE DE REFONDATION DU POLITIQUE

Face à cette crise du sens, l'Etat ne peut se contenter d'une gestion technocratique du réel : il doit revendiquer à nouveau la puissance d'invention du politique. Il s'agit de requalifier les instruments historiques du progrès sans les sanctuariser, en assumant leurs limites et en rouvrant le débat sur leurs finalités. Une pédagogie du politique s'impose pour redonner à la lenteur démocratique sa légitimité dans un monde impatient.

UN PLURALISME EXIGEANT PEUT SUCCÉDER AU MYTHE DE L'UNITÉ

Plutôt que de chercher un nouveau récit universel, il faut accepter une cartographie mouvante du progrès, faite de trajectoires diverses et de visées multiples. L'enjeu n'est pas d'uniformiser les horizons. Il s'agit de permettre leur dialogue sans verser dans le relativisme.

ENTRETIEN #4.2

« FACE À LA CRISE DU VIDE NARRATIF, NOUS DEVONS CRÉER UNE NOUVELLE FABRIQUE À IMAGINAIRES COLLECTIFS »

estime Emmanuel Rivière

Politologue, fin connaisseur de l'opinion publique et des ressorts de l'imaginaire collectif, Emmanuel Rivière alerte : la démocratie française souffre d'un désarrimage profond, miné par la disparition d'un récit mobilisateur. Ce vide narratif, amplifié par la brutalité du cycle médiatique, l'usure des institutions et la défiance envers les élites, alimente les replis populistes et sape la cohésion politique. Il ne s'agit plus simplement d'une crise de communication, mais d'un effondrement du langage commun qui rend l'action publique illisible et l'horizon collectif inaudible. Dans ce contexte, les ressorts classiques de la souveraineté nationale apparaissent dépassés. Refonder un récit, selon Rivière, suppose de recomposer un imaginaire collectif lucide et crédible, fondé sur la continuité plutôt que sur la rupture et porté par des formes de démocratie plus horizontales, modestes et locales.

Emmanuel Rivière, partagez-vous le constat selon lequel la France souffre aujourd'hui d'un vide narratif ?

Oui, ce constat me semble tout à fait fondé. Si je me réfère à l'analyse de l'opinion publique, qui est mon domaine d'expertise, plusieurs indicateurs le confirment. L'un des plus frappants est que trois quarts des Français estiment que leur pays est en déclin. Cette perception, nourrie par l'**angoisse de l'avenir,** s'accompagne d'une difficulté croissante à se projeter dans un avenir collectif désirable. Cela fait partie des indices d'autant plus puissants que la France est un pays qui aspire à se réconcilier avec son destin, à être rassuré sur le fait que son futur est à la hauteur de son glorieux passé.

18 %

En 2025, pour 18 % des Français, la peur est le qualificatif qui caractérise le mieux leur état d'esprit actuel de la population. C'est un niveau inédit, en hausse de 5 points sur un an.

De manière révélatrice, ce vide est comblé par un **recours intensif à l'Histoire** dans le débat public. La dernière campagne présidentielle en est un exemple saisissant : les références historiques y étaient omniprésentes. Elles étaient en réalité des tentatives de brandir des étendards d'imaginaire collectif, puisés dans le passé. Mais dans ce contexte, la mémoire historique est devenue un refuge : on ne mobilise plus un imaginaire de conquête ou de transformation, mais une nostalgie d'un passé révolu.

Ce symptôme est particulièrement frappant dans le regard que les Français portent sur leurs institutions. Ce qui fonctionne est perçu comme ce qui va encore bien, non comme ce qui va bien. L'école, l'hôpital, les services publics sont vus comme des **édifices en sursis**. On s'installe dans l'idée que tout est voué à se dégrader. Cette vision désenchantée n'est pas simplement le fruit d'une exaspération passagère : elle révèle un basculement profond, un désarrimage durable avec tout horizon commun.

Est-ce un mal nouveau, ou l'aboutissement d'une crise plus ancienne ?

C'est une tendance qui s'est installée progressivement depuis une vingtaine d'années, mais qui s'est nettement aggravée sous l'effet des crises récentes. Crise sanitaire, crise climatique, tensions géopolitiques : **chaque choc agit comme un révélateur**, ou même un amplificateur, du sentiment de perte de contrôle. Ils renforcent l'idée que le monde est devenu imprévisible, que plus rien ne peut être anticipé. Et dans ce climat d'incertitude, la parole politique, qui devrait normalement aider à structurer une lecture d'ensemble, échoue à jouer ce rôle.

La crise démocratique se transforme en une **crise de confiance** dans la capacité des pouvoirs publics à faire les bons arbitrages, à agir avec justice, et à répondre aux attentes sans sur-promettre. Cela se manifeste très concrètement dans le rapport au consentement à l'impôt. Les citoyens ont de plus en plus l'impression

de ne « pas en avoir pour leur argent », leur vision de la solidarité nationale est brouillée, et les mécanismes redistributifs suscitent défiance et confusion. Le socle d'adhésion implicite hérité du Conseil national de la Résistance semble s'être érodé. Ce faible consentement fiscal devient paralysant : il prive l'action publique de marges de manœuvre, tout en nourrissant la frustration devant des services publics qui reculent.

74 %

C'est la part des Français qui n'ont plus confiance dans la politique, contre 53 % et 57 % des Allemands et des Néerlandais. La défiance est majoritaire pour l'ensemble des institutions politiques, hormis le Conseil municipal et le maire.

Dans ce contexte, l'adhésion à un projet collectif devient extrêmement difficile, car il manque un socle minimal de confiance mutuelle entre citoyens, mais aussi entre citoyens et institutions. Ce qui s'érode, c'est la possibilité même de se projeter collectivement. Et c'est cela, au fond, qui constitue le cœur du problème : ce n'est pas tant le rejet de l'offre politique que la **perte d'un terrain partagé** sur lequel cette offre pourrait émerger.

Le phénomène est-il propre à la France ?

Ce manque de récit n'est pas exclusivement français. Mais notre pays est particulièrement emblématique de cette crise. D'autres pays européens, frappés eux aussi par la polycrise, parviennent à maintenir un **imaginaire collectif plus opérant**.

L'Allemagne, par exemple, a su reconstruire un récit national cohérent en s'inscrivant dans l'idéal européen. Leur adhésion au projet de paix par l'économie, à travers des institutions comme la CECA, a offert un socle puissant à leur reconstruction politique. Cela n'a pas été sans difficulté cette **cohérence du récit** n'a pas impliqué de manière égale l'ex-RDA, qui demeure à l'écart d'une partie de cette **projection collective**, comme en témoignent les dernières élections. Les pays scandinaves offrent un autre exemple : ils semblent disposer d'un récit national solide, malgré les crises. Leur capacité à articuler un contrat social robuste, une économie performante et des institutions crédibles leur permet de conserver une certaine confiance.

À l'inverse, des nations à l'histoire impériale forte comme l'Espagne, le Royaume-Uni, ou ayant exercé une hégémonie culturelle importante comme l'Italie et la Grèce, connaissent les mêmes difficultés que la France. Ce sont des pays où le poids du passé est très présent, où l'on se compare sans cesse à **une grandeur révolue**. Dans ce type de configurations, réarticuler un récit dans un monde fragmenté devient particulièrement difficile.

Quel est le rôle des médias ? Favorisent-ils la construction d'un récit collectif ?

Le paysage médiatique joue un rôle important dans la difficulté à faire émerger un récit collectif. Les réseaux sociaux ne permettent pas de structurer le sens commun. Par leur structure même, ils privilégient l'instantanéité, la conflictualité, les formats courts. Ce sont des **espaces où dominent l'indignation** et la réactivité, rarement la construction ou la projection.

Les médias traditionnels, quant à eux, participent souvent à une dramatisation continue de l'actualité, où les faits divers deviennent faits de société. Ce traitement contribue à renforcer une **perception diffuse du chaos**.

Vous évoquez la manière dont le débat public se replie sur le passé ou s'épuise dans une dramatisation permanente. Or, il existe en France, un moment institutionnel censé structurer l'avenir commun : l'élection présidentielle. Pourquoi ce rendez-vous, qui devrait être porteur d'un récit collectif, ne remplit-il plus ce rôle aujourd'hui ?

C'est précisément un des points les plus fascinants à mes yeux. On dispose en France d'une machine électorale qui devrait produire du récit : l'élection présidentielle. C'est un moment qui, par sa nature même, par la personnalisation, la dramaturgie, la temporalité, est censé **permettre la construction d'un imaginaire collectif**. On parle d'ailleurs souvent de la présidentielle comme de « la rencontre d'un homme et d'un peuple ». Mais aujourd'hui, cette scénographie ne fonctionne plus.

Je pense que ça pose question sur la manière dont les politiciens s'y prennent. D'une part, on constate l'appropriation de certains récits négatifs, au nom du **vide qui demande à être comblé** : celui de la proximité. Les dirigeants politiques passent presque autant de temps à dénoncer ce qui ne va pas qu'à souligner ce qui va bien et ce qui ira bien.

D'autre part, ce qui complique encore les choses, c'est le changement d'échelle implicite dans la perception des enjeux. De plus en plus de citoyens considèrent que **la bonne échelle de réponse**, notamment sur les grandes questions contemporaines, c'est l'Europe ou le niveau local. Dès lors, l'idée qu'un chef d'État, seul, pourrait tout résoudre à l'échelle nationale devient difficilement tenable. Les scories monarchistes qui se retrouvaient dans la présidentielle ne sont plus très compatibles avec le monde d'aujourd'hui.

Ré-arrimer un récit là-dessus, dans un contexte où il y a de la subsidiarité, fait partie des difficultés à surmonter. J'ai quelque part le sentiment qu'il y a eu, au tournant du millénaire, quelque chose qui s'est cassé dans la scénographie du scrutin à l'élection présidentielle. On se retrouve face à des discours qui, pour beaucoup de citoyens, sonnent comme de la fausse monnaie. Il y a une forme de **disjonction entre les récits produits à cette occasion et la réalité tangible**

que les gens vivent. Ce décalage alimente la défiance et renforce le sentiment d'impuissance collective.

> ***Est-ce que les institutions actuelles, et notamment notre calendrier électoral, empêchent, structurellement, la construction de récits à long terme ?***

Oui, et c'est une question majeure. Nos institutions et notre temporalité politique ne sont pas conçues pour produire des récits inscrits dans la durée. Le quinquennat, l'alternance systématique, l'hyperpersonnalisation du pouvoir… Tout cela crée une **logique du « grand soir »** suivi d'un « lendemain qui déchante ». On promet le renouveau total, puis on se heurte très vite à la réalité, ce qui contribue à la déception et au désenchantement.

Ce qui serait assez logique, ce serait qu'un récit et un narratif sur le destin d'un pays se construise **à l'échelle de la décennie**. C'est là la difficulté avec nos rythmes démocratiques : l'horizon de 5 ans paraît comme pertinent pour résoudre les problèmes. Or, il crée un sentiment d'urgence dans la réponse à apporter aux problèmes des Français. Cela étant, serait-on capable d'accepter que, si on construit un projet collectif, on n'en bâtisse que la base avant de rendre son tablier ?

À l'inverse, des systèmes plus parlementaires, avec une culture du compromis et une forme de continuité au sein même des alternances, permettent d'ancrer les politiques et les récits dans le temps long. Si on regarde les vingt dernières années en Allemagne, en dehors de quelques parenthèses, on a eu des coalitions CDU-SPD quasiment tout du long. Cette continuité est précieuse pour **construire une trajectoire**.

> ***Face à ce vide narratif, on voit émerger des récits plus radicaux, souvent portés par les extrêmes. Qu'est-ce que ces récits populistes disent de notre rapport collectif au politique aujourd'hui ?***

Ces récits sont puissants parce qu'ils sont simples. Ils ne proposent pas un futur désirable, mais une rupture brutale, souvent fondée sur un imaginaire passé idéalisé. Ils désignent un ennemi, réactivent la colère, et offrent des réponses sans nuance à des problèmes complexes. C'est par exemple ce qu'on peut observer en Russie ou aux Etats-Unis. Le populisme fonctionne en proposant **une vision du peuple qui exclut**. Il ne parle pas à tout le monde, il dit qui fait partie du peuple et qui n'en fait pas partie. Il repose sur une logique d'élimination des contre-récits. En face, je l'évoquais précédemment, les récits portés par les élites politiques, qui mobilisent le progrès ou l'innovation, peinent à convaincre, car ils apparaissent comme déconnectés et inefficaces. La difficulté sera de recréer un **imaginaire projectif, aspirationnel, en assumant la complexité** sans sombrer dans la démagogie. Le défi est essentiellement là.

Par ailleurs, ce qui est préoccupant, c'est que la tentation touche aussi les responsables politiques dits «classiques». Beaucoup s'approprient un narratif négatif pour créer une forme de proximité avec une opinion inquiète. Si le Président de la République parle de «guerre civile», comment voulez-vous ensuite construire un horizon commun ? Il y a bien des choses qui ne vont pas dans ce pays, mais on ne peut pas dire qu'il est au bord de la guerre civile. Par ce biais, on crée un **brouillard émotionnel** dans lequel il devient impossible de construire du commun.

18,5 %

La probabilité qu'une guerre civile éclate en France à l'horizon 5 ans est de 18,5 % selon David BELZ, professeur spécialisé dans l'étude des conflits armés dans le monde moderne au département d'études sur la guerre du King's College de Londres.

6 jeunes (18-25 ans) sur 10 croient qu'une guerre civile est possible en France selon les travaux de Anne MUXEL, directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS.

Ce qui est intéressant, c'est qu'on est passé d'un vieux réflexe, celui des autorités qui minimisaient systématiquement les risques, type Tchernobyl ou canicule de 2003, à son exact inverse. Désormais, pour ne pas apparaître en décalage avec les inquiétudes de la population, on multiplie les discours catastrophistes. Ce basculement ne contribue qu'à renforcer l'**anxiété collective**, sans rien régler au fond.

La situation empire quand ces diagnostics politiques s'appuient sur des **artefacts**. Par exemple, on parle d'une «crise de la valeur travail», alors que les enquêtes montrent que 80 % des Français y restent profondément attachés. À force de dire à des gens attachés au travail que cette valeur est perdue, on finit par créer un **malaise artificiel**. On est dans un contexte de polycrise environnementale, démocratique, économique et des comptes publics. On n'a pas en plus besoin de s'inventer qu'on est dans une crise morale, c'est-à-dire de perte des valeurs fondamentales.

Cette **saturation négative**, couplée donc à l'appropriation par les responsables publics eux-mêmes de ces récits sombres, finit par saboter toute possibilité de faire émerger un récit collectif mobilisateur.

Quelles évolutions institutionnelles pourraient, selon vous, rouvrir cet espace narratif ?

Je ne suis pas certain que les institutions puissent produire à elles seules un récit, mais elles peuvent à tout le moins en créer les conditions. Il y a d'abord un **enjeu de temporalité**. Je l'ai évoqué, notre système politique, avec son calendrier court, pousse à sur-promettre, puis à décevoir. On promet beaucoup, très vite, et l'on se heurte tout aussi vite aux limites du réel. Cela entretient une instabilité peu propice à la construction d'un récit dans la durée.

C'est pourquoi je pense que nous devons interroger l'horizon temporel de nos institutions. Un récit sur le destin d'un pays n'est pas forcément incompatible avec un mandat quinquennal, si l'on accepte que certains projets ne soient qu'ébauchés durant un mandat, puis poursuivis par d'autres. Mais ce n'est pas dans la culture politique française. La tradition présidentielle reste marquée par le **goût de la rupture**, de l'alternance, de la table rase. Ce court-termisme est peu compatible avec la construction d'un récit collectif, qui exige de la continuité, du temps long, et une certaine humilité.

À cela s'ajoute un second enjeu : celui des modes de scrutin. Le scrutin majoritaire à deux tours, dans un paysage devenu tripolaire, n'est plus opérant. Il produit des récits de rupture qui ne résistent pas à l'exercice du pouvoir, et empêche toute logique de compromis. À l'inverse, un système plus proportionnel, qui inciterait à des coalitions, favoriserait des récits construits collectivement, et donc potentiellement plus solides. Un retour au septennat, s'il s'inscrivait dans cet **esprit de continuité** et de proportionnelle, pourrait aussi être bénéfique. Mais pour que cela fonctionne, il faudrait une évolution de la culture politique.

Ce qui est frappant, c'est que la culture française de la rupture n'est pas une fatalité. Les Français ne sont pas hostiles au compromis. Bien au contraire : dans les enquêtes d'opinion, une très large majorité d'entre eux souhaitent que les responsables politiques s'entendent, qu'ils dépassent les oppositions stériles. Ils déplorent la **polarisation**, ils aspirent à plus de continuité. Il y a donc là une vraie piste à explorer : comment repenser les modalités de notre vie démocratique pour permettre, à nouveau, la construction de récits fédérateurs ? Le scrutin présidentiel tel qu'il est conçu aujourd'hui, dans un monde devenu plus complexe, n'est peut-être tout simplement plus adapté à cette fonction.

Quelles sont les échelles pertinentes pour reconstruire un imaginaire commun ?

Il faut sans doute accepter que l'échelle nationale ne soit plus la seule pertinente. Je l'ai évoqué, les citoyens perçoivent aujourd'hui que certains problèmes ne peuvent être résolus qu'au niveau local ou européen. L'échelon européen bien que difficile à **incarner pleinement**, suscite aujourd'hui une confiance croissante, même en France ! Il a permis, dans certains pays comme l'Allemagne, de reconstruire un récit cohérent autour de la paix et de la coopération.

À l'inverse, à l'échelle locale, il existe une capacité tangible à produire des récits. Ce n'est pas anecdotique. On voit que des maires, par exemple, ont su ré-enchanter le récit de leur ville. A Bordeaux, Alain Juppé a porté un projet urbain fédérateur dans une ville très marquée par la sinistrose. De la même manière, des figures comme Éric Piolle à Grenoble, Johanna Rolland ou Jean-Marc Ayrault à Nantes ont su construire des **imaginaires locaux positifs**, ancrés dans une histoire, mais tournés vers l'avenir. On sait donc faire. Le problème est qu'on n'y arrive pas à l'échelle nationale. C'est peut-être une piste à explorer : bâtir un récit national à partir de récits locaux, plutôt que de vouloir le décréter d'en haut.

Les formats participatifs ou délibératifs peuvent-ils, selon vous, jouer un rôle dans cette reconstruction du commun ? Et, si oui, à quelles conditions ?

Oui, je crois que c'est même une piste très féconde, à condition qu'on ne se contente pas d'en faire un simple habillage. J'ai eu l'occasion, pendant un an, d'observer des citoyens réunis dans des démarches participatives ou collaboratives, à travers des réunions publiques. Et ce qui m'a frappé, c'est que, malgré ce qu'on peut croire, ils ne sont pas enfermés dans des logiques d'intérêt individuel. Ils viennent, ils participent, et ils le font avec la volonté de dépasser les clivages, de faire ensemble. Cette **bonne volonté est considérablement sous-estimée**.

On parle beaucoup de polarisation, d'archipélisation … mais ce sont des concepts souvent très projetés. Les Français se définissent certes comme appartenant à un pays très divisé, mais ce que j'ai vu, c'est qu'**ils aspirent profondément à retrouver du commun**. Et quand on leur donne les moyens d'y contribuer, ils s'en saisissent.

83 %

C'est la part des Français qui reconnaissent l'utilité de la fraternité aujourd'hui, contre seulement 12 % qui la placent comme première valeur de la République.

La condition, évidemment, c'est que ces formats aient une portée réelle. S'ils ne sont là que pour donner l'illusion d'une écoute, ils ne produiront rien. Mais s'ils s'inscrivent dans une **dynamique sincère**, avec un lien clair à la décision, alors ils peuvent constituer une fabrique précieuse de récits partagés.

Quelle méthode préconisez-vous pour fabriquer un récit collectif ?

Je crois qu'il faut renoncer à l'idée d'un récit forgé d'en haut, dans une posture verticale, par une figure providentielle qui viendrait imposer une vision toute faite du collectif. Ce type de récit ne fonctionne plus et il est probablement en partie responsable de la défiance qui s'est installée. Le bon récit, celui qui permet de **se projeter positivement dans l'avenir**, il faut aller le chercher là où il est déjà : dans les valeurs vécues et dans les représentations partagées.

Cela suppose un changement de posture de la part des responsables politiques : accepter de « descendre quelques marches », de déchoir de leur piédestal, pour se mettre au niveau de ce qui se joue réellement dans la société. Mais aussi reconnaître que les citoyens eux-mêmes ont aujourd'hui une grande **capacité à comprendre la complexité du monde**. Dans le cadre des enquêtes d'opinion que j'ai menées, je suis toujours frappé de voir à quel point des gens peu politisés ou peu informés savent parfaitement décrypter les récits qu'on leur soumet.

Ils comprennent les mécanismes, détectent les artifices, réagissent à ce qu'on essaie de leur faire avaler. Ce pays est bien plus mûr qu'on ne le pense souvent. C'est pourquoi, si l'on veut vraiment construire un récit fédérateur, il faut le bâtir en s'appuyant sur cette intelligence collective. **Refuser les solutions simplistes**, bien sûr, mais sans tomber pour autant dans une technocratie sèche.

A quoi pourrait ressembler un récit collectif qui redonne envie de se projeter dans l'avenir ? Quels en seraient les ressorts fondamentaux ?

Ce ne sera pas un récit flamboyant, ni spectaculaire. Ce sera **un récit modeste, mais solide**. Un récit qui assume la complexité du réel, tout en offrant un cap clair auquel on puisse se rattacher collectivement.

Les ressorts de ce récit existent déjà, en réalité. Il y a, dans ce pays, des fondamentaux partagés qui peuvent servir de socle. Les valeurs démocratiques, d'abord : la liberté, la solidarité, la protection des plus faibles, la paix plutôt que l'agression. Ces valeurs sont loin d'avoir disparu, malgré ce que certains discours laissent entendre. On les voit ressurgir dans les **réactions collectives**, par exemple face à la guerre en Ukraine, ou dans la culture populaire, les grandes fictions à succès.

Cela montre qu'un récit fédérateur est encore possible. Mais il faut aussi qu'il soit crédible. Et pour cela, il ne suffit pas de formuler des intentions : **il faut produire des raisons d'y croire**. Ce que j'essaie de dire, c'est que la réussite d'un récit tient à sa capacité à ne pas être en décalage avec l'agenda implicite qu'il fixe. Il ne faut pas prétendre faire ce qu'on ne sait pas faire, ou pas dans les délais qu'on annonce. Il faut éviter de sur-promettre. C'est très basique, mais fondamental. Car les récits qui échouent à tenir parole fabriquent de la déception, et donc de la défiance.

Un bon récit, au contraire, avance pas à pas. Il permet de constater que les choses progressent, même modestement. C'est cela, au fond, qui permet de **reconstruire la confiance** : pas de grands mots ou de grandes visions hors-sol, mais des engagements tenables, des résultats visibles, et un horizon suffisamment long pour ne pas être absorbé par l'urgence.

Un récit fédérateur doit-il forcément faire rêver ? Comment créer de l'adhésion sans sur-promettre ?

Je crois profondément qu'un bon récit ne fait pas forcément rêver. Il donne envie d'avancer. C'est différent. Il ne doit pas être dans la promesse surdimensionnée, mais dans l'effort partagé. Dans l'idée que, génération après génération, on contribue à quelque chose de plus grand que soi.

Cela suppose aussi de sortir de la logique du spectacle permanent. Un récit n'est pas une opération de communication. C'est une trajectoire crédible et lisible, qui repose sur une cohérence entre les objectifs annoncés et les moyens mis en œuvre.

Le récit fédérateur de demain ne peut plus reposer sur la figure d'un héros solitaire. Ce sera celui d'une société qui accepte de faire société. Et qui choisit de le faire à partir de ce qui existe déjà : une envie de justice, un attachement au collectif, une volonté de bâtir sans renier la complexité du monde.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Emmanuel Rivière*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'ABSENCE DE RÉCIT COMMUN MINE LA CONFIANCE ET PARALYSE L'ACTION PUBLIQUE

Le désenchantement démocratique français ne procède pas d'un rejet frontal de la politique, mais d'un effondrement silencieux de l'imaginaire collectif. Ce vide narratif alimente la défiance et prive l'État de toute capacité projective.

LA FRANCE, HÉRITIÈRE D'UN RÉCIT HISTORIQUE VERTICAL, PEINE À BÂTIR UN RÉCIT PARTAGÉ HORIZONTAL

Le contraste est saisissant avec des nations européennes qui ont su reconstruire un récit fédérateur dans un monde fragmenté. En France, la scène présidentielle ne produit plus qu'un simulacre de récit. La fabrique du commun est entravée par une culture politique de la rupture.

L'ANGOISSE CONTEMPORAINE FAVORISE DES RÉCITS RADICAUX D'EXCLUSION PLUTÔT QU'UN PROJET INCLUSIF

Les discours populistes prospèrent sur la simplification, l'identification d'ennemis et la promesse d'un retour à un passé fantasmé. En ne s'opposant plus à ces narrations, mais en les reprenant, une partie des élites politiques contribue même à délégitimer toute ambition collective fondée sur la complexité.

LA REFONDATION D'UN RÉCIT COLLECTIF NE VIENDRA NI D'UN SURPLOMB TECHNOCRATIQUE, NI D'UN STORYTELLING VERTICAL

Ce nouveau récit passera par une fabrique partagée des imaginaires, enracinée dans l'expérience vécue, la complexité assumée et la participation réelle des citoyens. C'est dans la proximité, l'écoute active et la modestie narrative que peut renaître la confiance. Il donnera envie d'avancer ensemble.

RECONSTITUER UN RÉCIT COLLECTIF EXIGE DES INSTITUTIONS CAPABLES DE SOUTENIR LE TEMPS LONG, LA CONTINUITÉ ET LE COMPROMIS

Le court-termisme du quinquennat, l'hyperpersonnalisation du pouvoir et l'absence de culture de coalition minent la fabrique du commun. Un récit fédérateur ne pourra plus émerger d'en haut, mais de la convergence entre récits locaux concrets, récits européens porteurs de sens et un cadre national acceptant d'être l'un des maillons de la chaîne. Cela suppose une démocratie plus horizontale, modeste et coopérative, à rebours des logiques propres à la culture politique française.

ENTRETIEN #4.3

« NOUS FAISONS FACE À UNE CRISE DE LA PROJECTION ET AU VIDE ABYSSAL DE CETTE QUESTION : QUEL AVENIR POUR UNE GÉNÉRATION SANS PROMESSE ? »

alerte Vincent Cocquebert

Sociologue et essayiste, Vincent Cocquebert alerte sur une impasse silencieuse : la « crise de la projection ». Ce trouble affecte en profondeur notre capacité à penser l'avenir collectivement, en particulier chez les jeunes, une cohorte surinvestie symboliquement mais structurellement désancrés. L'épuisement des grandes promesses modernes du progrès et de l'individualisation alimente un repli sur soi, amplifié par le numérique, et mine les fondements du lien démocratique. Cette crise morale et politique n'est pas périphérique à la polycrise : elle en constitue un nœud systémique, où défiance, désenchantement et colère fragmentent l'espace public. Pour Cocquebert, l'État ne pourra refonder son contrat social qu'en dépassant les fictions générationnelles et en assumant une nouvelle grammaire du faire, locale et coopérative, où la démocratie se régénère par l'action concrète et partagée.

Pourquoi peut-on parler aujourd'hui d'une « crise de la projection », en particulier chez les jeunes ?

D'abord, rappelons que la jeunesse n'est pas un groupe social homogène : c'est avant tout une période de la vie. On a tendance à l'oublier depuis l'invention de ce qu'Edgar Morin appelait déjà dans les années 60-70 le « peuple jeune ». On a construit la jeunesse comme levier du progrès, comme force de transformation sociale, comme une promesse. Et ce fantasme a perduré : on projette sur les jeunes une attente de changement, de dynamisme, d'espérance. Ils deviennent alors **le support de nos propres espoirs collectifs**, au moment même où ces espoirs sont de plus en plus fragiles.

Or, cette image homogène est une fiction et à force de voir la jeunesse comme un tout uniforme, on masque ses profondes fractures sociales et culturelles. Cela empêche d'**agir efficacement sur le présent**, car on reporte la responsabilité du changement sur une génération à venir, en espérant qu'elle « fera mieux ». Ce déni de responsabilité se rejoue à chaque sommet sur le climat, par exemple, et même au cœur de la démocratie : souvenons-nous par exemple de cette scène en 1992 au Sommet de la Terre, quand Severn Suzuki, 12 ans, prononce un discours bouleversant sur l'état de la planète. Tout le monde s'émeut… puis rien ne change. On applaudit la jeunesse, on la charge d'un fardeau symbolique, mais on ne l'aide pas à porter ce poids.

3

A l'instar de l'ensemble de la population française, le vote des 18-24 ans, mais également des 25-34 ans, s'est divisé entre trois grands blocs lors des dernières élections présidentielles en 2022 : La France insoumise, Renaissance et Le Rassemblement National.

La « jeunesse » est-elle donc plutôt une construction discursive ?

On pourrait dire cela. La **vision mythifiée de la jeunesse** se cristallise à travers l'idée de « générations sociales ». Mais attention, cela repose sur une mécanique très fragile. Karl Mannheim, dans l'entre-deux-guerres, parlait d'une génération comme un groupe uni par un événement fondateur. Il citait les tranchées de 1914 – 1918, où des hommes de tout âge et d'horizons variés avaient pu développer un même affect, en l'occurrence ici l'antimilitarisme. Cela suppose un vécu commun profond, ce qui est loin d'être le cas pour la plupart des cohortes.

Par exemple, la fameuse « Génération Y », ou « Millennials », était censée être écolo, tolérante, *gender fluid*, etc. Mais ces projections venaient surtout servir des objectifs économiques : cette narration commence dans les années 1990 dans un magazine de marketing américain, *Advertising Age*, les premiers concernés avaient alors à peine 14 ans ! Il s'agissait de créer de nouveaux biens et services à destination de cette cohorte. Par la suite, dans le management, ce discours a permis de justifier des transformations profondes de l'entreprise

(fin des carrières longues, généralisation de la flexibilité, individualisation des parcours). En somme, **on a mis sur le dos des jeunes** un récit qui servait des intérêts structurels, en gommant les véritables fractures, qu'elles soient sociales, culturelles ou territoriales.

Aujourd'hui encore, cette lecture générationnelle domine les discours politiques et médiatiques, mais elle s'applique toujours à la minorité surdiplômée de chaque cohorte. On donne la parole, ou on prend pour modèle, **les jeunes à l'avant-garde culturelle**. Cela oblitère la majorité de ceux qui ne vivent pas dans les métropoles, qui ne partagent pas ces codes, qui n'ont pas ces ressources.

17,5 %

En 2023, selon l'INSEE, 17,5 % des 18-29 ans ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté contre 15,4 % en moyenne en France. Il s'agit du niveau le plus haut entre les différentes classes d'âge (hors personne entre 0 et 18 ans).

Comment cette représentation fantasmatique de la jeunesse s'est-elle imposée dans l'histoire récente ? Que cache-t-elle ?

Elle est étroitement liée à l'histoire du progrès. Depuis les années 60, la jeunesse est devenue le **réceptacle de nos projections collectives**. Elle était perçue comme l'incarnation même du futur. Cela a été renforcé par Mai 68. Mais on oublie souvent que les étudiants n'étaient qu'une infime partie des jeunes à cette époque. Ce que l'on a mythifié, ce sont les figures visibles : des étudiants urbains, politisés, actifs. Pas les millions d'autres jeunes qui n'ont pas manifesté. Ce fantasme a continué avec les générations suivantes, toujours utilisées comme leviers symboliques pour justifier ou accompagner les transformations du monde.

50

En 2021, selon l'INSEE, 50 % des jeunes de 21 ans sont scolarisés en France, un taux en augmentation de près de 30 points par rapport à 1986. L'autre moitié des jeunes de 21 ans est donc principalement sur le marché du travail, en emploi ou en recherche d'emploi.

Mais cette **rhétorique générationnelle est dangereuse**, car elle masque les dynamiques réelles. Par exemple, aujourd'hui, on découvre avec étonnement que de nombreux jeunes sont conservateurs ou réactionnaires. Pourtant, c'est logique : ils vivent les mêmes tensions, les mêmes replis, les mêmes incertitudes que le reste de la société. C'est nous qui projetons sur eux un récit de modernité linéaire qui ne correspond plus à rien.

Pourquoi continuer à parler des « jeunes » comme d'un groupe social cohérent peut être un frein à la compréhension des fractures contemporaines ?

Parce que cela occulte les vrais clivages. Ce qui fait qu'un individu partage des valeurs avec un autre, ce n'est pas son âge. Ce sont sa position sociale, son niveau d'études, son capital culturel, son territoire. Un trentenaire parisien Bac+5 a bien plus en commun avec un quadragénaire Bac+5 parisien qu'avec un jeune de 20 ans vivant dans une zone rurale ou périurbaine.

66 %

En 2023, au début de la vie active, l'écart de salaire moyen entre un jeune sans diplôme (1 200) et un diplômé du supérieur (2000) est de 66 %. Cet écart s'accroît tout au long de la vie active et monte jusqu'à 76 % en moyenne pour les personnes qui ont plus de 11 ans d'ancienneté.

Et ce fantasme d'un « peuple jeune » cohérent crée **des attentes irréalistes**. Quand ces jeunes, qu'on croit porteurs d'avenir, ne répondent pas à nos espérances, on est déçus. On les accuse d'être apathiques, cyniques, individualistes. Mais en réalité, on les a projetés dans un rôle qu'ils n'ont jamais choisi. C'est une forme de **disqualification symbolique** très violente : on attend d'eux qu'ils sauvent le monde, tout en refusant de leur en donner les moyens.

Vous analysez l'épuisement des deux grandes promesses modernes : le progrès et l'individualisation. Que deviennent-elles aujourd'hui ?

Effectivement, les deux grandes promesses de la modernité sont, d'abord, celle du progrès, c'est-à-dire cette idée que demain sera mieux qu'aujourd'hui, et celle de l'individualisation, c'est-à-dire la possibilité pour chacun de devenir l'auteur de sa propre vie, de se déployer dans des champs qui lui permettent de s'épanouir, de s'émanciper. Ces deux promesses ont structuré **l'imaginaire moderne**. Elles ont forgé nos cadres de pensée, nos attentes, notre rapport au futur. Mais aujourd'hui, elles sont éreintées.

Les champs de déploiement de l'individu, que sont la sphère professionnelle et la sphère intime, sont devenus des espaces marqués par l'incertitude. Le monde du travail, par exemple, n'est plus le lieu d'un épanouissement garanti. La notion même de carrière est probablement périmée depuis les années 1980–1990. Même les personnes investies, engagées, savent qu'elles peuvent se retrouver au chômage du jour au lendemain. Il n'y a plus de fidélité structurelle entre l'individu et son entreprise. Le retour sur investissement symbolique ou matériel n'est plus assuré. C'est pareil dans la sphère intime. Aujourd'hui, la seule règle, c'est qu'il n'y en a pas. Les modèles traditionnels d'engagement affectif sont devenus mouvants. On peut se retrouver avec différents chemins de vie. En un sens, cette évolution génère une forme d'**insécurité ontologique**. L'ego, non pas

dans un sens narcissique mais dans un sens existentiel, n'a plus de base stable sur laquelle s'appuyer pour se déployer sainement.

À cela s'ajoute la **crise du futur**, qui est étroitement liée à la crise environnementale et géopolitique. Le futur, qui était l'espace par excellence de la projection, de l'utopie, est devenu l'espace de toutes les inquiétudes. C'est ce que Zygmunt Bauman appelait dans *Rétrotopia* un **renversement de paradigme** : on regarde vers le passé comme vers un paradis perdu et le futur fait désormais peur. Il est associé à l'effondrement et à l'incertitude.

> ***La figure de l'individu autonome et épanoui semble donc s'effondrer. Quelles formes de repli ou de compensation cela engendre-t-il ?***

Quand les grandes utopies s'effondrent, et c'est ce qui s'est passé après la chute du mur de Berlin, avec ce que Fukuyama avait appelé la « fin de l'histoire », les individus cherchent des valeurs refuge. Ce sont des **microbulles d'appartenance**, de sécurité, de reconnaissance. Comme les structures collectives s'effritent, on va chercher à se protéger dans des espaces à notre mesure. C'est ce que j'ai appelé, dans mes travaux, la « *civilisation du cocon* ».

Ce repli est d'abord psychique, mais il est aussi facilité par le numérique. Le numérique nous permet de tout domicilier : nos consommations, nos loisirs, nos affects, nos interactions. On peut tout organiser dans des bulles très homogènes. Et dans ces bulles-là, on a **le fantasme d'un monde miroir**. C'est un monde qui nous ressemble, qui ne nous contredit jamais, dans lequel l'altérité est absente ou contrôlée. C'est ce que je suggère d'appeler l'ère de l'« *égocène* » : un moment où l'individu, faute de collectifs solides, devient son propre référent central et cherche à tout ajuster autour de lui. Mais ce repli, s'il sécurise temporairement, détruit à long terme toute possibilité de construction commune.

Ce besoin de reconnaissance immédiate, de confort symbolique, se traduit aussi dans le champ politique et culturel. On va chercher un candidat ou un courant dans lequel on se reconnaît parfaitement, sinon, on s'abstient. C'est très net aux États-Unis, où la polarisation est telle que l'« autre » politique devient un **ennemi existentiel**. Le vote n'est plus un choix programmatique, mais une identité globale. C'est ce que certains appellent désormais la « *big identity* ». Elle est culturelle, sociale et affective.

Le problème, c'est que ce monde miroir est un fantasme. Il nous éloigne des autres, il nous rend de plus en plus seuls, et donc de plus en plus anxieux. Et cette anxiété débouche très souvent sur de la colère, sur de la méfiance, sur une forme d'agressivité sociale, y compris entre les hommes et les femmes, de plus en plus traversés par des **imaginaires disjoints**. L'autre devient une menace, pas parce qu'il nous fait du mal, mais parce qu'il remet en cause notre bulle. Ce rejet de l'altérité alimente une forme d'affirmation négative de soi : on se construit de plus en plus contre les autres, dans la colère ou la défiance, plutôt qu'avec eux dans un projet commun.

10

Les opinions des électeurs et des électrices divergent d'au moins de dix points de pourcentage vis-à-vis de responsables politiques proches de Donald Trump. À titre d'exemple, alors que 61 % des femmes désapprouvent la nomination de Robert Kennedy en tant que Secrétaire d'État à la Santé, 43 % des hommes approuvent cette nomination.

En un sens, vous décrivez la montée d'une forme de désancrage collectif : que révèle-t-il de notre rapport au futur et au destin commun ?

On observe aujourd'hui une **dissociation très forte entre la perception du destin individuel et celle du destin collectif**. C'est un phénomène très marquant. Par exemple, quand on interroge les gens sur leur avenir personnel, ils se montrent plutôt optimistes. Mais dès qu'on parle d'avenir collectif, les réponses deviennent très pessimistes.

29 %

Selon une enquête IPSOS pour le Conseil économique social et environnemental, seulement 29 % des Français sont optimistes quant à l'avenir du pays.

Cela traduit un **désancrage massif**. Chacun devient une sorte de monade, pour reprendre un terme de Norbert Elias. Et ce qui est paradoxal, c'est que cette monade moderne croit qu'elle peut échapper au destin commun, qu'elle a un pied hors du monde, alors qu'elle est prise, comme tout le monde, dans des interdépendances profondes.

Les institutions qui jouaient autrefois un rôle de liant, que ce soit l'école, les partis politiques, les syndicats, l'entreprise, ne remplissent plus cette fonction. Ou alors, elles ne parlent qu'à une minorité. Aujourd'hui, les seuls partis qui structurent un peu les **affects politiques collectifs**, ce sont les extrêmes, LFI et le RN. Et encore, ils fédèrent davantage par la colère que par un projet mobilisateur.

La colère est d'ailleurs devenue un affect dominant dans notre espace public. Cela se marque dans les couvertures médiatiques. Par exemple, on ne parle plus de « grève des agriculteurs » ou de « mouvement social des taxis », on dit qu'ils sont « en colère ». La colère devient une sorte de justificatif en soi. Comme si **le fait d'être en colère** suffisait à rendre une revendication légitime.

Mais cette valorisation de la colère est très dangereuse. D'abord parce qu'elle empêche toute transcendance. La colère n'est pas forcément un moteur d'action positif. Et aujourd'hui, dans notre société fragmentée, la colère se nourrit d'elle-même. Elle alimente un imaginaire de guerre du tous contre tous, une **logique de mini-civilisations** qui s'affrontent, de bulles identitaires qui se rejettent.

Ce climat général nourrit la défiance, et par là, l'impossibilité de se projeter ensemble. Et c'est bien ça le cœur du problème : on a perdu la **capacité de penser un futur commun**. Tant que le collectif ne sera pas réinvesti, non pas comme contrainte, mais comme horizon, l'individu restera désancré, privé de prise sur le réel.

Faut-il en finir avec le fantasme du confort ?

Je pense qu'il faut, à tout le moins, en finir avec l'idée que le confort constitue, en soi, un idéal de vie. C'est un fantasme moderne qui s'est progressivement substitué à d'autres idéaux collectifs : à défaut de sens ou de projet, on a misé sur le confort matériel, affectif, existentiel. Mais c'est un **confort précaire**, souvent vide, et profondément addictif. Et dès qu'il se fragilise, on ressent cela comme une forme d'injustice ou de dépossession.

C'est lié, je crois, à une dérive du « principe de précaution ». À l'origine, chez Hans Jonas, ce principe devait nous inviter à protéger le vivant et les générations futures face aux conséquences de nos actions. Il a été **retourné en principe de précaution individuelle** : il ne faut plus se mettre en danger, ne plus s'exposer à l'altérité, ni émotionnelle ni cognitive.

Il ne s'agit pas de faire l'éloge de l'inconfort, mais de rappeler que vivre pleinement suppose une part d'exposition. Une vie bonne n'est pas une vie sans aspérités : c'est **une vie traversée par le monde**, pas une vie qui cherche à s'en extraire.

Comment recréer du sens dans l'action collective ?

Je crois que l'action concrète est aujourd'hui notre principal levier de reconstruction. On a longtemps espéré des récits, des grandes idées venues d'en haut, des mots porteurs. Mais dans un monde marqué par la défiance et la désorientation, ce sont les projets partagés, situés qui permettent de retisser du sens. Ce n'est pas spectaculaire, ce n'est pas forcément médiatisé, mais c'est là que se réinvente quelque chose du lien social. Un collectif qui décide d'installer une éolienne, une coopérative alimentaire, un groupe qui mutualise des ressources : ce sont **des formes d'utopie concrète**. Et c'est peut-être cela, la seule utopie encore tenable.

On sort ainsi de la pure abstraction pour retrouver **une grammaire du faire**. Il faut se rappeler qu'on est des homo faber. Et cette grammaire redonne à chacun une forme de pouvoir d'agir, même modeste.

On a parfois cru que s'émanciper, c'était s'arracher à tout cadre, toute attache. Mais on a oublié que l'émancipation passe aussi par l'engagement collectif, par l'action partagée, par le fait de se sentir utile à quelque chose qui nous dépasse. Ce sont souvent **des communautés d'action**, des formes d'association souples, de « communautés temporaires » qui peuvent réactiver un imaginaire politique. À condition, bien sûr, qu'elles ne deviennent pas elles-mêmes des refuges clos ou identitaires.

Vous parliez du rapport à la précaution. Faut-il réapprendre à prendre des risques ?

Oui, tout à fait. L'exposition, le risque, l'imprévu sont des conditions essentielles du lien humain. Aujourd'hui, beaucoup de nos interactions sont **gouvernées par la peur**: peur d'être jugé, d'être blessé, d'être remis en cause. Le numérique a amplifié ce réflexe de précaution. Il permet de tout filtrer, de tout trier, de ne fréquenter que des gens qui pensent comme nous, de quitter une relation en un clic.

La conséquence, c'est une société du contrôle, où l'imprévu devient un bug, où toute contradiction est vécue comme une attaque. On vit dans **des univers où l'on ne se confronte plus vraiment à rien**: ni à des idées contraires, ni à des conditions hostiles, ni même à des situations inconnues. Cela crée une illusion de sécurité, mais génère en réalité beaucoup d'angoisse.

Réapprendre à prendre des risques, c'est accepter de sortir de cette logique défensive. C'est **renouer avec la part incertaine du lien**, avec l'idée que l'altérité peut déranger, mais qu'elle est aussi féconde. Le désaccord, le débat, l'imprévu sont des symptômes de vitalité. Si nous voulons retisser du commun, nous devons élargir notre zone de confort.

Comment redonner une épaisseur au progrès ?

Il faut d'abord désamorcer le mot. « Progrès », aujourd'hui, sonne creux. Il ne dit plus rien, ou alors il renvoie à des promesses trahies. Mais plutôt que de l'abandonner, je pense qu'il faut le reconfigurer. Le progrès ne doit plus être cette promesse uniforme, imposée, abstraite: il peut devenir la **trajectoire partagée**, située, expérimentée que j'évoquais.

Cela implique de réconcilier progrès individuel et progrès collectif. Il faut redonner des cadres d'affirmation qui ne soient pas uniquement liés à la consommation, à la réussite matérielle ou à la visibilité numérique. **Redonner une épaisseur au progrès**, c'est recréer des cadres dans lesquels les individus peuvent se projeter de manière stable, se relier à d'autres, trouver un sens à leurs engagements.

Vous insistez sur l'importance de projets collectifs concrets, souvent à l'échelle locale. Pourquoi cet ancrage est-il crucial aujourd'hui ?

Je crois que c'est justement parce que nous avons perdu les grands horizons de sens que le local redevient une boussole possible. Pendant longtemps, on a espéré des récits venus d'en haut, des promesses structurantes, des projets nationaux. Mais ces récits sont aujourd'hui abîmés. Le local, lui, reste tangible. L'exemple de l'association *Énergie Partagée* me semble emblématique. Elle aide des groupes de citoyens à financer et installer, à l'échelle d'un village ou d'un quartier, des unités de production d'énergie renouvelable. **C'est concret, modeste, mais cela produit une dynamique profondément transformatrice. On remet les mains dans le réel.** On apprend à décider ensemble. On découvre

qu'on peut produire quelque chose de commun sans attendre une injonction venue d'en haut. Et surtout, on réactive un sentiment d'utilité partagée, qui est l'un des grands absents de notre modernité fragmentée.

Car au fond, ces dynamiques locales ne s'opposent pas à une ambition globale. C'est en reconnectant le proche et le lointain, l'agir concret et les enjeux planétaires, que peut émerger une **écologie de l'action « glocale »**, à la fois située et systémique.

Comment ces « communautés temporaires » peuvent-elles redonner du souffle à l'imaginaire démocratique ?

Ces communautés jouent un rôle fondamental. Elles permettent à des personnes très différentes de se rassembler autour d'un objectif précis, situé, souvent limité dans le temps. C'est cette limitation même qui leur donne de la force. Elles ne cherchent pas à bâtir un monde parfait, mais à **résoudre un problème commun** ici et maintenant.

Dans une société saturée de défiance, où le débat devient confrontation et où l'engagement est souvent cantonné à des gestes symboliques ou numériques, ces micro-espaces de coopération réelle sont précieux. Ils **réintroduisent du politique au quotidien**, au sens premier du terme : celui de la délibération, de la confrontation respectueuse, de la construction d'un nous qui ne passe pas par la ressemblance mais par l'action partagée.

Ce qu'il nous faut, c'est une démocratie du faire où les institutions ne sont plus des prescripteurs distants, mais des partenaires d'expérimentations. L'État devrait pouvoir soutenir, amplifier, relier ces dynamiques locales sans chercher à les uniformiser ou les contrôler. C'est un changement de posture fondamental, mais nécessaire si on veut sortir du face-à-face stérile entre un pouvoir central perçu comme déconnecté, et une société fragmentée qui n'a plus foi en sa capacité d'agir collectivement. À défaut d'utopie uniforme, c'est peut-être une **mosaïque de communautés agissantes** qui pourra redonner forme au commun.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Vincent Cocquebert*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

L'EFFONDREMENT DES PROMESSES MODERNES DÉSTRUCTURE NOTRE RAPPORT AU FUTUR

La promesse de progrès collectif et celle d'émancipation individuelle ne fonctionnent plus comme repères. L'avenir, autrefois porteur d'utopie, devient une source d'angoisse, dominée par la peur de l'effondrement écologique, social ou géopolitique. Ce basculement affaiblit le lien social et désactive les moteurs politiques de transformation.

LE FANTASME D'UNE « JEUNESSE-PROJET » MASQUE LES FRACTURES ET NOURRIT LA DÉFIANCE

En projetant sur les jeunes un rôle de rédemption collective, on dépolitise le présent et on nie les inégalités sociales, culturelles et territoriales. Cette construction fictionnelle génère frustration, colère et sentiment d'impuissance. Ces dynamiques résonnent avec la fragmentation politique des démocraties. Loin d'être périphérique, la crise narrative alimente les polarisations.

LE REPLI SUR SOI, FACILITÉ PAR LE NUMÉRIQUE, DÉTRUIT LE COMMUN

Face à l'incertitude généralisée, l'individu se recentre sur des bulles de confort homogènes : c'est « l'ère de l'égocène ». Ce repli produit une illusion de contrôle, mais aggrave l'isolement et la conflictualité. Il nourrit une logique de désancrage collectif qui empêche de faire émerger une vision partagée de l'avenir, et alimente un climat propice à la guerre de récits.

LA COLÈRE SUPPLANTE LE PROJET COMME MOTEUR POLITIQUE

Dans un espace public saturé de défiance, l'affect de colère devient le seul langage commun. Ce basculement affaiblit la capacité de la société française à produire des coalitions durables, condition indispensable pour résister aux ingérences informationnelles et aux fractures géopolitiques. L'Etat ne peut refonder sa souveraineté sans restaurer un imaginaire mobilisateur du collectif.

IL FAUT MISER SUR LES COMMUNS LOCAUX COMME BOUSSOLES DE RECONSTRUCTION

Face à l'usure des grands récits venus d'en haut, Cocquebert appelle à une « démocratie du faire » : coopératives, projets d'énergie partagée, communautés temporaires. Ce tissu d'initiatives, modeste mais transformateur, constitue une bifurcation décisive.

ENTRETIEN #4.4

« AVANT, L'AVENIR SE PENSAIT AU TRAVERS DE LA JEUNESSE ; AUJOURD'HUI, L'AVENIR EST PENSÉ PAR UNE GÉNÉRATION QUI N'EN VIVRA QU'UNE FRACTION »

souligne Maxime Sbaihi

Économiste et directeur du Club Landoy, spécialiste de l'équité intergénérationnelle, Maxime Sbaihi alerte sur un basculement d émographique sans précédent : une société où les décisions collectives sont pensées par ceux qui n'en vivront pas les principales conséquences. Le vieillissement structurel des sociétés occidentales fragilise les piliers de la solidarité, la soutenabilité des finances publiques et l'efficacité des États dans un monde fracturé. Cette crise, à la fois sociale, budgétaire et politique, mine les fondements démocratiques et réduit la capacité de projection stratégique de la France. Pour éviter une forme systémique de délitement, Sbaihi appelle à refonder un pacte intergénérationnel basé sur l'équité, la représentation et le temps long. Face à l'urgence, la France ne peut plus différer les réformes qui permettront à chaque génération de se reconnaître dans un projet commun d'avenir.

Vous affirmez dans vos travaux que la crise démographique est largement sous-estimée. Comment la décririez-vous simplement, pour en faire saisir l'ampleur au grand public ?

C'est une crise silencieuse, souvent ignorée, mais pourtant majeure. À l'instar du climat il y a quinze ou vingt ans, elle est perçue comme abstraite et lointaine, alors qu'elle nous touche déjà. Il y a quelque chose de vertigineux dans le fait qu'un pays entier puisse changer de structure sans que cela ne mobilise davantage l'opinion publique. Pour faire prendre conscience de ce basculement, j'utilise souvent une image simple : **la pyramide des âges**. Tout le monde en a vu une à l'école, elle est restée dans notre imaginaire collectif.

Historiquement, elle avait une base large, avec de nombreux jeunes, et un sommet étroit, avec peu de personnes âgées. Mais aujourd'hui, cette pyramide s'inverse. Elle maigrit par le bas, à cause de la dénatalité, et elle s'élargit par le haut, du fait du vieillissement. C'est la double peine. Et c'est totalement inédit dans l'histoire humaine. Ce n'est pas une simple tendance passagère, c'est une **transformation démographique profonde**. C'est pour cela que j'évoque l'image des « balançoires vides » dans mes travaux. Depuis 2010, 5000 écoles ont fermé en France, tandis que 300 EHPAD ont ouvert.

+ 6,5 POINTS

Les personnes âgées de plus de 65 ans représenteront 27,2 % de la population française en 2050, soit une hausse de 6,5 points par rapport à la situation actuelle. À l'inverse, les moins de 19 ans représenteront plus que 21,5 % de la population contre 23,9 % actuellement.

En termes démographiques, la natalité a chuté de 25 % en France sur la même période. Ce n'est pas marginal, c'est massif. En 2024, il y a eu seulement 17 000 naissances de plus que de décès. Ce chiffre peut sembler anodin, mais dans un pays de près de 68 millions d'habitants, cela signifie que nous sommes à deux doigts d'**un basculement historique** : pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le « solde naturel » de la population française va devenir négatif. Selon les projections de l'Insee, ce solde inversé deviendra la norme d'ici 2027-2030. Cela veut dire que, sans immigration, notre population commencerait à décroître. Des pays comme l'Allemagne ou le Japon sont déjà entrés dans cette phase.

- 10 %

Sans immigration, l'Europe devrait perdre 10 % de sa population d'ici 2050. En comparaison, le « trou d'air démographique » consécutif à la Première Guerre mondiale avait été de 3 % en France.

Pourquoi ce phénomène est-il particulièrement préoccupant pour la France ?

Parce que notre modèle social est construit sur une démographie dynamique. C'est une spécificité française : à la Libération, on a fait le choix du **système par répartition**. Cela signifie que les pensions des retraités sont financées en temps réel par les cotisations des actifs. Ce modèle repose sur trois postulats démographiques implicites : (1) une pyramide des âges pyramidale ; (2) une jeunesse nombreuse ; et (3) un renouvellement constant des générations.

x 3

Les dépenses de retraites représentent 14 % du PIB en 2023 soit près de 3 fois plus qu'en 1960 (5 %) et deux fois plus qu'en 1990 (10 %).

Aujourd'hui, ces trois piliers sont en train de s'effondrer. La pyramide n'est plus une pyramide, la jeunesse est devenue minoritaire, et le taux de fécondité est à 1,62 enfant par femme, loin du seuil de renouvellement de 2,1. En d'autres termes, notre modèle social, qui fête ses 80 ans cette année, repose sur **des bases démographiques qui n'existent plus**.

Et le paradoxe, c'est que la France est souvent vue comme relativement bien lotie par rapport à d'autres pays européens. C'est vrai, mais c'est précisément parce que nous avons misé sur la démographie que nous sommes d'autant **plus vulnérables** à ces variations. Moins de naissances, c'est moins d'actifs demain, donc moins de cotisations, et donc *in fine* un système de protection sociale sous tension. Comme notre politique familiale reste l'une des plus coûteuses d'Europe, la dénatalité interroge d'autant plus l'efficacité et la soutenabilité de l'ensemble du système.

On pourrait penser qu'il s'agit d'un simple problème de financement. Pourquoi dites-vous que c'est aussi une crise démocratique et politique ?

Parce que **la démographie structure les équilibres démocratiques**. Dans une démocratie représentative, le pouvoir est censé refléter la majorité. Or, aujourd'hui, cette majorité est vieillissante. C'est un basculement historique : pour la première fois, les plus de 50 ans représentent plus de la moitié du corps électoral. À l'inverse, les moins de 30 ans, même s'ils allaient voter massivement, ne pèseraient que 17 % de l'électorat. On a donc une représentation politique qui devient mécaniquement biaisée en faveur des générations les plus âgées.

51,6 %

Au 1er janvier 2025, pour la première fois, les plus de 50 ans sont en majorité parmi les français en âge de voter (51,6 %).

Ce n'est pas nécessairement un problème en soi. Il ne s'agit pas de dire que les seniors votent mal. Mais cela change la manière dont on parle du futur. **Avant, l'avenir se pensait au travers de la jeunesse**: on parlait d'avenir en s'adressant à elle. Aujourd'hui, l'avenir est pensé par une génération qui n'en vivra qu'une fraction. Cela pèse sur les décisions collectives. Pour l'instant, ce qui est électoralement rentable, c'est d'augmenter les pensions et de promettre davantage pour la dépendance, pas de faire des réformes qui paieront dans vingt ans.

Cette rupture générationnelle a-t-elle aussi une dimension sociale ?

Oui, de façon très nette. La pauvreté, en France, est aujourd'hui essentiellement une pauvreté jeune. On a 9 % de retraités pauvres, et c'est **une réalité qu'il ne faut pas nier**, mais on oublie que près de la moitié des pauvres ont moins de 30 ans. Ce sont des étudiants, des jeunes actifs précaires, des familles monoparentales. Ce sont eux qui portent la facture démographique, sans avoir choisi ce modèle.

Et il y a un malentendu majeur sur le fonctionnement de notre système. Beaucoup de Français croient qu'ils cotisent pour leur propre retraite, comme dans un système de capitalisation. En réalité, ils financent les retraites actuelles. On est dans un système de répartition, mais dans les têtes, c'est la capitalisation. Ce contresens alimente le déni collectif. Les gens ne comprennent pas que, sans une base active suffisamment large, **le système s'écroule**. Il y a un besoin urgent de pédagogie économique et sociale. Beaucoup de jeunes ont le sentiment de financer un système dont ils ne bénéficieront pas, sans même que cela soit reconnu. Ce décalage entre perception et réalité alimente un ressentiment profond.

Et puis, il y a une forme de blocage culturel. En France, on a du mal à parler des **déséquilibres générationnels** sans être accusé de faire la guerre des âges. C'est presque un tabou. Le simple fait de poser la question des solidarités intergénérationnelles est perçu comme une provocation. Résultat: on préfère fermer les yeux, et on ne remet pas en cause un modèle qui s'est figé dans un imaginaire d'après-guerre, avec beaucoup de jeunes, peu de personnes âgées, et une promesse implicite de progrès générationnel. Ce monde-là n'existe plus. Il faut accepter de le dire.

60 %

Alors que 9 Français sur 10 nés en 1940 disposaient d'un revenu plus important que leurs parents au même âge, ils ne sont plus que 60 % parmi ceux nés dans les années 1980 à pouvoir en dire autant.

Cette crise démographique pourrait-elle affecter d'autres champs, comme l'économie, la transition écologique ou la sécurité ?

Évidemment. La démographie est une variable déterminante dans presque tous les grands défis collectifs. Sur le plan économique, **le vieillissement accéléré** de la population signifie moins de travailleurs, moins de contribuables, moins d'innovateurs. On aura moins de bras et de cerveaux pour faire tourner l'économie, pour réindustrialiser, pour relancer la croissance.

1,76

En 2040, le ratio actifs / retraités s'établira à 1,76 selon le Conseil d'Orientation des retraites en 2070 contre 2 en 2021 et 2,6 en 1990.

Et cette pénurie de ressources humaines arrive **au pire moment**. On manque déjà d'enseignants, de soignants, d'ingénieurs, de soldats. Certaines régions voient leur population active baisser, ce qui rend le maintien des services publics difficile.

Sur le plan budgétaire, la démographie agit comme un tsunami lent. La santé, les retraites, la dépendance : ce sont des dépenses exponentielles. Et contrairement à d'autres postes budgétaires, ce ne sont pas des dépenses discrétionnaires. On ne peut pas ne pas les payer. Or, plus ces dépenses augmentent, moins on aura de marge pour investir dans la transition écologique, la défense ou la recherche. **À terme, c'est notre souveraineté qui est en jeu.**

+ 46 MILLIARDS

À horizon 2050, les dépenses de santé augmenteraient de 14 % soit 46 milliards d'euros par an du fait du vieillissement de la population.

Que peut-on faire face à un tel défi ? Est-ce qu'il existe des solutions concrètes ?

Il existe des solutions, mais elles exigent **une véritable révolution** dans notre manière de penser l'action publique. La démographie est une mécanique lente, mais inexorable. Elle ne s'inverse pas par décret. Elle demande du temps long, de la prévoyance, de la constance. Or, notre système politique, budgétaire et médiatique est à l'opposé de cette temporalité. Il est organisé autour de cycles courts, d'effets d'annonce, de réflexes électoralistes. C'est ce grand écart qu'il faut résorber.

Certains pays s'y sont déjà attelés. Le Pays de Galles, par exemple, a adopté une **loi sur le bien-être des générations futures**. Cette loi oblige les pouvoirs publics à vérifier que chaque décision est compatible avec les intérêts de long terme de la société. Elle s'appuie sur une commissaire indépendante qui peut alerter

et recommander. L'Australie, de son côté, a commencé à explorer l'idée d'un budget intergénérationnel pour mesurer l'impact à long terme des politiques publiques. En Allemagne, la Cour constitutionnelle a censuré une loi climatique au motif qu'elle faisait reposer trop d'efforts sur les générations futures. C'est une autre manière de poser la question démocratique : qui décide, pour qui, et sur quelle durée ?

Et en France, par où commencer ?

Il faut **une batterie de leviers**. D'abord, institutionnels : intégrer une logique intergénérationnelle dans la Constitution ou dans les règles budgétaires. Ensuite, politiques : revoir notre modèle de protection sociale pour le rendre plus soutenable. Cela peut passer par une réforme du quotient familial, par une refonte des allocations, par un effort massif sur l'accès au logement pour les jeunes. Mais aussi par une revalorisation du travail, qui ne paie plus assez pour justifier les efforts qu'on demande aux nouvelles générations.

26 % **Les locataires consacrent en moyenne 26 % de leur revenu au logement contre 6,3 % en 1963.**

En parallèle, il y a les **idées plus disruptives**. Par exemple, abaisser la majorité électorale à 16 ans. Ou même, attribuer un droit de vote aux enfants, exercé par leurs parents jusqu'à leur majorité. L'idée peut sembler iconoclaste, mais elle a été sérieusement discutée dans plusieurs pays. Elle permettrait de rééquilibrer le corps électoral, et de remettre les enfants, donc l'avenir, au centre du jeu politique. On pourrait aussi créer une instance indépendante, un commissariat aux générations futures, chargée d'évaluer l'impact à long terme des politiques publiques, de façon transparente.

N'est-ce pas trop radical pour le système français ?

Ce qui me semble radical, c'est de continuer comme si de rien n'était. Ce serait une forme de violence par inaction. **Si on ne bouge pas, la réalité s'en chargera.** Soit par les marchés financiers, qui imposeront leurs conditions, comme ce fut le cas en Grèce ou en Italie au début des années 2010. Soit par la rue, avec des mouvements sociaux profonds. Soit par des décisions brutales : souvenez-vous, en Italie, l'âge de départ à la retraite a été repoussé de cinq ans en une seule nuit.

Moi, je préfère des réformes lucides, progressives, démocratiques, à des ajustements dans la panique. **Nous avons encore un peu de temps, mais il est compté.** Sur la dénatalité, par exemple, on peut encore enrayer la chute si on agit vite et bien. Mais il faut changer d'échelle. Il ne s'agit pas de relancer une politique nataliste au rabais. Il s'agit de permettre à chacun de faire librement le nombre d'enfants qu'il souhaite. Aujourd'hui, les jeunes en France veulent plus d'enfants qu'ils n'en ont. Le problème n'est pas culturel, il est matériel : logement trop cher, emploi instable, manque de services publics. C'est là que l'action publique doit frapper fort.

39 %

Selon une étude des Nations Unies menée auprès de 10 000 personnes dans 14 pays différents, 39 % des personnes interrogées mentionnent les contraintes financières comme étant un facteur qui a entravé ou entraverait leur capacité à avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent.

Ce rôle revient-il uniquement à l'Etat ?

Non, les entreprises ont aussi un rôle central à jouer, mais elles sont encore largement en retard sur ce sujet. Dans beaucoup de grandes organisations, les dirigeants n'ont pas encore pris la mesure du **choc démographique**. Pourtant, ils en perçoivent déjà les effets : difficultés de recrutement, départs massifs en retraite, montée en flèche du nombre d'aidants salariés, absentéisme accru.

La démographie devient une contrainte RH. Certaines entreprises réalisent trop tard qu'elles ont laissé partir trop tôt leurs seniors, qu'elles peinent à remplacer les départs, et qu'elles n'attirent plus assez de jeunes. D'autres découvrent les besoins croissants d'adaptation pour les salariés aidants. En France, 5 millions de salariées et salariés sont aidants à l'heure actuelle, et un actif sur quatre le sera d'ici 2030. **Les aidants** génèrent plus d'arrêts maladie, de fatigue, de présentéisme. Dans la plupart des cas, ils n'informent pas leur employeur de leur statut d'aidant. Il est temps d'intégrer ces enjeux dans la stratégie : formation tout au long de la vie, organisation du temps de travail, parcours professionnels multi-âges, adaptation des bureaux… Il s'agit d'une condition de survie organisationnelle dans un monde qui vieillit.

Et pourtant, j'observe encore **une forme d'inertie dans le monde économique**. Même dans des secteurs directement concernés comme l'assurance, le logement ou la santé, la démographie reste un angle mort. J'ai souvent le sentiment que les dirigeants n'ont pas encore connecté leur vision d'entreprise à cette réalité sociale. On continue à raisonner comme s'il y avait toujours autant de jeunes, comme si l'héritage arrivait toujours au bon moment, comme si la dynamique intergénérationnelle allait de soi. Il faut faire sauter ces verrous culturels pour adapter nos organisations à ce nouveau monde démographique.

À long terme, quel horizon souhaitez-vous voir émerger de cette prise de conscience ?

Je rêve d'une société où l'on se pose systématiquement la question : que laissons-nous aux générations suivantes ? C'est ce que j'appelle **l'équité intergénérationnelle**. L'idée est simple : chaque génération doit léguer à la suivante des conditions de vie au moins équivalentes, sur le plan économique, social, écologique. Ce n'est même plus une promesse de progrès, c'est un engagement minimal de non-régression.

52 % — **52 % des 1000 milliards de dette contractés entre 2017 et 2024 ont été destinés au financement des retraites.**

Or aujourd'hui, cet engagement est rompu. La génération qui arrive hérite d'une triple dette : une dette publique, une dette climatique et une dette démographique. Elle doit financer des systèmes conçus dans un autre monde, avec **moins de perspectives**, moins de mobilité sociale, et un accès de plus en plus tardif à l'héritage. L'ascenseur social est en panne, et les jeunes n'y croient plus. Résultat : ils cherchent à sortir du système. Ils deviennent des passagers clandestins, choisissent des parcours alternatifs, créent leur propre emploi, misent sur la capitalisation individuelle, se tournent vers le travail indépendant. Ce sont des stratégies de survie face à un pacte social défaillant.

10 % — **Seulement 10 % des enfants d'ouvriers deviennent cadres alors que la moitié des enfants de cadres deviennent cadres.**

Est-ce que vous voyez, malgré tout, des forces de rappel positives ?

Oui, d'abord la jeunesse elle-même. Elle bouge, elle invente d'autres manières de travailler, de s'engager, de se solidariser. Elle n'a pas déserté le politique, elle le vit autrement. Le problème, c'est qu'on ne lui laisse pas vraiment de place politique. Mais si c'était le cas, elle pourrait être **un levier énorme de transformation**.

Ensuite, il y a une prise de conscience qui commence à émerger. Chez certains responsables politiques, chez certains intellectuels, mais aussi chez les aînés eux-mêmes. J'ai souvent des échanges avec des retraités qui s'inquiètent de ne pas avoir de petits-enfants, ou de voir leurs enfants en difficulté. Ils comprennent, par ce biais, que la dénatalité n'est pas une abstraction. Et ils acceptent d'en **tirer les conséquences**. C'est ce type de pont intergénérationnel qu'il faut reconstruire.

Comment éviter que cette prise de conscience ne soit instrumentalisée ou dévoyée ?

C'est une vraie question. La démographie est un sujet sensible, parce qu'il touche à la vie privée, à la famille, à la mort, à la transmission. C'est un champ miné, qui peut très vite déraper. On l'a vu avec certains discours conservateurs ou autoritaires. Il faut donc poser une ligne rouge très claire : **jamais d'atteinte à la liberté individuelle**. Jamais de pression sur les choix reproductifs. Jamais de retour sur les droits des femmes.

Ce que je défends, ce n'est pas une politique nataliste autoritaire, c'est une politique de capacité : donner aux jeunes les moyens d'avoir la vie qu'ils souhaitent. Cela suppose un changement de paradigme dans nos politiques publiques.

C'est admettre que, comme il existe des rapports sociaux liés à la classe, il existe aussi des rapports de pouvoir entre les âges. Les intérêts économiques, sociaux et politiques des différentes générations ne coïncident pas toujours. Cela ne signifie pas qu'ils doivent être mis en conflit, mais qu'ils doivent être représentés et arbitrés équitablement. Aujourd'hui, **la jeunesse n'est représentée par personne**. À gauche, pourtant historiquement attachée aux luttes sociales, la question des inégalités entre générations reste largement impensée. L'analyse reste structurée par le prisme des classes, sans intégrer la variable d'âge comme un facteur autonome de déséquilibre. Même les syndicats, eux-mêmes vieillissants, peinent à représenter les actifs les plus jeunes. Ils tiennent d'ailleurs parfois un discours plus proche des retraités que des travailleurs. Résultat : la jeunesse n'a plus de porte-voix institutionnel, ni dans les partis, ni dans les corps intermédiaires.

Pour terminer, comme je le disais, la vraie **radicalité** serait de ne rien faire. Refuser de regarder la démographie en face, c'est condamner notre modèle social, notre cohésion nationale, notre avenir collectif. La démographie n'est pas une fatalité, mais elle est une réalité. Elle ne décide pas de tout, mais elle conditionne tout. À nous de la remettre au cœur du débat public, avec lucidité et ambition. Le temps presse, mais il n'est pas trop tard.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Maxime Sbaihi*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LA FRANCE BASCULE DANS UNE ÈRE DE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE STRUCTUREL

La pyramide des âges s'inverse: moins de naissances, plus de personnes âgées. Ce bouleversement silencieux fragilise les fondements du modèle social français et agit comme une lame de fond: lent, massif, irréversible à court terme.

LE VIEILLISSEMENT DÉFORME LA DÉMOCRATIE ET RÉTRÉCIT L'HORIZON DES DÉCISIONS POLITIQUES

Pour la première fois, les plus de 50 ans forment la majorité électorale, tandis que les jeunes, bien que surreprésentés dans la pauvreté, sont sous-représentés dans les urnes. Cette asymétrie générationnelle biaise l'allocation des ressources publiques au détriment du long terme, et fragilise les choix d'avenir dans un monde géopolitiquement instable.

LA DÉMOGRAPHIE EST UNE CONTRAINTE GÉOPOLITIQUE QUI CONDITIONNE LA COMPÉTITIVITÉ ET LA RÉSILIENCE

Pénurie de main-d'œuvre, explosion des dépenses de santé et de dépendance, affaissement du potentiel productif: le vieillissement affecte la capacité d'un État à investir dans la défense, la transition écologique. À l'échelle européenne, la démographie devient un facteur de divergence entre États membres. Sans réponse commune, elle affaiblit la cohésion de l'Union face aux autres puissances.

L'INACTION ALIMENTE LA DÉFIANCE ET FRAGILISE LE PACTE RÉPUBLICAIN

Un fossé s'installe entre une jeunesse à qui l'on demande toujours plus et des institutions figées dans un imaginaire d'après-guerre. L'absence de représentation politique des jeunes renforce leur marginalisation et nourrit le contournement du système: désaffiliation, abstention, indépendance subie. Cette crise d'équité intergénérationnelle mine la cohésion sociale et prépare des secousses majeures.

LA FRANCE DOIT RÉINVENTER SON CONTRAT SOCIAL À L'ÉCHELLE DU TEMPS LONG

Il est temps de doter l'action publique d'institutions garantes du long terme: budget intergénérationnel, commissariat aux générations futures, représentation renforcée des jeunes. Revaloriser le travail, faciliter l'accès au logement: telles sont les conditions pour relancer une dynamique démographique librement choisie.

ENTRETIEN #4.5

« LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES NE SONT PAS DES OUTILS NEUTRES ; CE SONT DE VÉRITABLES PUISSANCES QUI LANCENT UN DÉFI À NOTRE SOUVERAINETÉ POLITIQUE ET COGNITIVE »

signale Thomas Huchon

Journaliste et spécialiste de la désinformation, Thomas Huchon alerte sur l'emprise croissante des plateformes numériques sur nos espaces démocratiques. Ce ne sont plus des outils, mais des puissances sans contre-pouvoir, capables de façonner nos comportements, nos opinions et nos décisions collectives à une échelle inédite. Leur modèle économique fondé sur la captation de l'attention alimente une économie de l'indignation, déstabilise le débat public et fragilise les institutions, piégées dans une double contrainte : réagir les disqualifie, se taire les affaiblit. Cette crise cognitive, informationnelle et politique n'est pas périphérique mais systémique et instrumentalisée par des puissances privées déterminées à fracturer nos sociétés. À l'heure où la France et l'Europe défendent leur souveraineté face aux ingérences, elles ne pourront se refonder sans traiter les réseaux sociaux comme des acteurs politiques à réguler, ou à écarter.

Pensez-vous qu'Internet joue encore aujourd'hui le rôle d'outil d'émancipation qu'on lui prêtait à ses débuts ?

Pas du tout. On a présenté Internet comme un espace de savoir libre, accessible à tous et une promesse de démocratisation. Mais ce qu'on a construit en réalité, c'est une architecture dominée par les lois du marché. Très vite, **notre attention est devenue une ressource à exploiter**. Nous n'avons pas vu venir cette bascule, ou en tout cas, nous avons mis du temps à la comprendre.

2h +

En 2025, en moyenne, un internaute passe 2 heures et 21 minutes par jour sur les réseaux sociaux, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2012 (1 heure et 30 minutes).

Dans les faits, cette liberté d'informer et de s'informer s'est accompagnée d'un **dispositif de surveillance global, invisible et permanent**. Ce n'est pas une figure de style : les plateformes que nous utilisons sont conçues pour observer, enregistrer et modéliser nos comportements. Elles ne sont pas là pour partager des idées, elles sont là pour capter notre temps de cerveau disponible. Ce qu'on nous a présenté comme une libération s'est en réalité révélé être un dispositif de contrôle extrêmement raffiné, le tout pour vendre des publicités.

Il y a quelque chose de profondément paradoxal dans cette promesse d'émancipation qui se transforme en **mécanisme de domination.** On nous disait que l'État était Big Brother, et que Facebook allait nous libérer. Or, en réalité, c'est exactement l'inverse. Les réseaux sociaux sont maintenant capables de prédire nos réactions, d'anticiper nos engagements et de nous orienter. Et ce qui les rend encore plus dangereux, c'est leur capacité à rester dissimulé derrière l'idée de liberté.

Quel rôle ont joué, et jouent encore, les grandes plateformes numériques dans la déformation du paysage informationnel ?

Les plateformes ont imposé une logique où **ce qui compte, ce n'est plus la véracité, mais la viralité**. Leur modèle économique repose sur le fait de nous garder connectés le plus longtemps possible. Or, ce qui fonctionne le mieux pour cela, ce sont les contenus extrêmes, émotionnels, clivants. C'est une économie de la colère et de l'indignation.

0

Aucun des principaux réseaux sociaux ne met en œuvre les 21 mesures les plus efficaces (signalement, modération de contenu) pour lutter contre la désinformation en matière climatique. Seule une plateforme (Pinterest) applique 12 des 21 politiques, Tiktok en applique 9, et X (ex-Twitter) en applique seulement 1.

Et les plateformes n'assument pas leur rôle. Elles prétendent être des « tuyaux » neutres, alors qu'elles agissent comme de véritables médias. Elles orientent ce que nous voyons, ce que nous pensons et ce qui nous paraît important. **Elles hiérarchisent l'attention collective**. Et comme elles ne répondent pas aux règles du débat démocratique, ni aux obligations d'un média classique, elles échappent à toute forme de contrôle réel.

Cela crée une situation où **l'espace public est parasité en permanence** par des signaux qui ne sont pas orientés vers la compréhension, mais vers l'amplification. Cette mécanique produit un effet très clair : elle déstructure notre rapport au réel. Il n'y a plus de repères communs, plus de temporalité partagée. Chacun est enfermé dans une bulle algorithmique qui lui donne l'illusion d'un monde cohérent, mais qui n'est qu'un reflet de ses biais.

Est-ce que certaines stratégies de manipulation vous paraissent particulièrement représentatives de ces nouveaux conflits informationnels ?

Deux modèles très puissants me paraissent aujourd'hui emblématiques : la stratégie chinoise et la stratégie russe. Côté chinois, on a TikTok. C'est un outil de captation massive des comportements, capable d'observer les tendances, de comprendre les codes culturels dominants et d'y répondre en temps réel. Mais ce n'est pas seulement un **instrument d'influence**, c'est aussi un rouage d'un système industriel plus large, qui relie contenus, production et consommation. C'est un outil de domination économique autant que culturelle.

44 %

En avril 2024, la plateforme TIKTOK comptait 1,582 milliard d'utilisateurs actifs mensuels soit 20 % des internautes mondiaux.

En Europe, en 2025, selon les données de la plateforme, TIKTOK compte 159 millions d'utilisateurs actifs mensuels. La France est son premier marché sur le continent avec 25 millions d'utilisateurs actifs mensuels soit 44 % de la population de plus de 15 ans.

Côté russe, la méthode est plus agressive. Jusqu'en 2018, on observait une stratégie fondée sur la **fabrication de faux récits**, inspirée des pratiques du KGB. Cela impliquait une vraie connaissance des sociétés ciblées. C'est ce qu'on a pu observer aux États-Unis en 2016. Un exemple type d'opération a été la création, pour une même ville, de deux comptes Facebook par des agents russes : l'une pro-police, l'une pro-Black Lives Matter. En alimentant ces pages Facebook, suivies par les locaux, les agents russes sont arrivés à orchestrer des manifestations et même des affrontements entre ces deux groupes. Ce type d'opération, très abouti, nécessitait de produire du contenu, de simuler des communautés, de comprendre les codes locaux. C'était efficace, mais complexe.

Aujourd'hui, la stratégie russe a évolué : il ne s'agit plus de créer, mais de **manipuler les algorithmes**. Le cas des punaises de lit en France est un exemple édifiant. Il n'y avait aucun fait nouveau, aucune hausse de signalements. Mais en injectant soudain des milliers de tweets sur le sujet, des comptes liés à la Russie ont réussi à imposer cette rumeur comme une actualité prioritaire. Les rédactions ont suivi. L'alerte est devenue une affaire nationale. Et derrière, c'est tout un pan de l'économie française qui a été touché, et cela à peine six mois avant les Jeux Olympiques. C'est une manière extrêmement efficace de détourner l'attention publique des sujets de fonds, mais aussi de ternir l'image d'un pays.

505

En 2024, le Service Européen d'Action Extérieure dénombre 505 opérations de manipulation et d'interférence de l'information étrangère en Europe. Les principaux pays touchés sont l'Ukraine et la France.

Et ce genre de manipulation ne concerne pas que les élections ou les tensions géopolitiques. L'un des cas les plus flagrants, c'est celui de la **désinformation climatique**. Depuis les années 1970, certaines grandes industries des secteurs pétrolier et de l'automobile ont sciemment financé des think tanks comme le *Heartland Institute* ou la *Heritage Foundation* pour produire de fausses études, remettre en cause le consensus scientifique sur le réchauffement climatique. Aujourd'hui encore, une grande partie des arguments climato-sceptiques que l'on trouve sur Internet vient directement de ce travail de désinformation.

5 053

Au Brésil, en juillet 2025, une fausse information véhiculée par la rapporteure d'un texte législatif au Sénat brésilien puis amplifiée par les médias et réseaux sociaux selon laquelle 5 053 projets seraient bloqués par une autorisation environnementale a débouché sur la suppression pure et simple des autorisations environnementales dans le pays. La « Lei Geral de Licenciamento Ambiental » qualifiée de plus grave recul en matière de protection environnementale au Brésil.

Quel rôle jouent les techniques de personnalisation de contenu dans les dynamiques d'influence que vous observez ?

C'est un point crucial. Les plateformes ne se contentent pas de diffuser de l'information : elles adaptent ce que vous voyez en fonction de ce qu'elles savent de vous. Plus elles ont de données, plus elles sont efficaces pour **modeler votre réception**. Ce n'est pas une théorie : des études récentes montrent que

lorsqu'une intelligence artificielle dispose de suffisamment d'informations sur un individu, elle peut le convaincre de changer d'avis sur un sujet dans 80 % des cas. C'est vertigineux, c'est du jamais vu.

Et ce n'est pas une hypothèse théorique. C'est ce qui s'est passé pendant la campagne de Trump en 2016. *Cambridge Analytica* a permis d'identifier certains électeurs démocrates qui, tout en vivant dans des zones progressistes, avaient des préjugés racistes qu'ils n'osaient pas exprimer. Ces personnes ont reçu des contenus faits sur mesure par du **ciblage politique** : des messages qui visaient les minorités, les migrants, la criminalité, avec un ton et un vocabulaire adaptés à leur profil. Et ça a fonctionné. C'est ça, aujourd'hui, la puissance de ces outils.

87 MILLIONS

Lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, *Cambridge Analytica* a récolté des informations de 270 000 personnes et 87 millions de leurs amis.

Quand ces contenus deviennent violents ou diffamatoires, que se passe-t-il concrètement ?

C'est là que les limites du système apparaissent dans toute leur brutalité. Aujourd'hui, on peut recevoir des centaines de messages de harcèlement ou de menaces sur une plateforme, sans qu'aucune sanction concrète ne suive. **En théorie, la loi existe.** En revanche, dans la pratique, elle est inapplicable à cette échelle. Il faut faire constater chaque message par un huissier, un par un. Un seul tweet constaté : 250 euros. Si vous en recevez 200, faites le calcul. C'est hors de portée.

Le résultat, c'est qu'on a ouvert un espace où tout est permis, sans protection réelle pour les victimes. Ceux qui agressent savent qu'ils ne risquent rien. Ceux qui subissent sont contraints au silence ou à la résignation. C'est une **impunité** qui ne dit pas son nom, mais qui structure l'ensemble du fonctionnement des plateformes.

Ces attaques informationnelles affectent-elles aussi la manière dont les institutions publiques peuvent agir ?

Absolument. C'est peut-être l'un des effets les plus pervers de ces logiques : elles neutralisent la réponse publique. Quand une rumeur éclate, les institutions peuvent toujours démentir, faire un communiqué, mobiliser des experts… mais **c'est trop tard**. Le rythme des réseaux sociaux ne leur laisse pas le temps.

Pire encore : dès que l'État cherche à corriger ou à modérer un contenu, il devient suspect. On l'accuse de vouloir contrôler l'opinion ou de dissimuler des choses. Il se retrouve pris dans une forme de double contrainte : s'il ne dit rien, il laisse faire mais s'il réagit, il est soupçonné. **C'est un piège parfait.** Et ça a pour effet de paralyser les institutions, de les décrédibiliser même. À la fin, ce n'est pas

seulement l'information qui est fragilisée, c'est la légitimité même de ceux qui sont censés la garantir. Et c'est très inquiétant.

Est-il encore possible de reprendre le contrôle sur les dynamiques d'influence numérique, et dans quelles conditions cela vous semble-t-il possible ?

Si on veut sérieusement reprendre le contrôle, il ne s'agit pas d'ajuster quelques curseurs ou de corriger les excès les plus flagrants. Il faut comprendre que **les réseaux sociaux ne sont pas des outils neutres**. Ce sont des puissances d'influence à part entière, qui modifient en profondeur la manière dont les individus s'informent, pensent et interagissent. Ils façonnent l'espace public sans aucune des obligations qui s'imposent aux acteurs traditionnels de l'information.

À partir de là, deux options s'offrent à nous. Soit on les régule vraiment, c'est-à-dire qu'on les traite comme des médias, avec des obligations de transparence, de modération, de responsabilité juridique. Soit on les ferme. Je sais que cette proposition choque. Mais si une entreprise refuse d'appliquer les lois de la République, si elle se positionne au-dessus des **normes collectives**, alors il n'y a aucune raison de continuer à lui donner accès à notre espace démocratique.

Et ce n'est pas comme si on n'avait aucun précédent. Le droit français encadre depuis longtemps la parole publique. La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse permet de sanctionner des propos diffamatoires, mensongers ou calomnieux, non pas parce qu'ils sont faux, mais parce qu'ils causent un préjudice concret. L'idée, ce n'est pas de punir l'erreur, mais de **protéger les personnes contre ses effets destructeurs**. Et cette régulation a fonctionné, pendant un siècle et demi, que ce soit dans la presse ou à la télévision, notamment avec le CSA (aujourd'hui ARCOM), qui veille à l'équilibre de la parole audiovisuelle.

Les réseaux sociaux ont complètement **contourné cette architecture**. Ils atteignent des millions de personnes, diffusent des contenus viraux, émotionnels, parfois dangereux, et personne n'est responsable. Pas de représentant légal poursuivable, pas de cadre déontologique, pas d'engagement sur les effets produits.

Pour que ce soit bien clair : je ne dis pas ça à propos de toutes les technologies. J'ai souvent dit que je ne souhaitais pas qu'on interdise l'intelligence artificielle (IA). Pourquoi ? Parce que l'IA, elle, peut être utilisée dans des cadres très précis : par exemple, pour améliorer la médecine, détecter un cancer avec plus de précision que des experts humains. Il y a une forme de rationalité collective derrière ça. Les réseaux sociaux, eux, n'ont pas de finalité constructive. Ce sont des **machines de captation de l'attention**, conçues pour maximiser le temps passé à l'écran et donc la vente de publicité. Rien d'autre. Et à partir de là, on peut se poser une question simple : est-ce qu'une société démocratique peut continuer à tolérer l'existence d'un outil dont l'unique fonction est de rendre les citoyens manipulables ?

Ma réponse est non. Soit on leur impose des règles, sérieuses, effectives. Soit on les ferme. C'est aussi simple que ça.

Beaucoup objectent qu'une fermeture des réseaux risquerait de porter atteinte à la liberté d'expression. Que répondez-vous à cela ?

Je pense qu'on se trompe de débat. La liberté d'expression est une valeur fondamentale, bien sûr, mais elle ne suffit pas à garantir une démocratie. Ce qui fait réellement tenir un régime démocratique, c'est **le libre arbitre**. C'est la capacité qu'ont les citoyens à se forger une opinion autonome et de faire des choix éclairés. Aujourd'hui, c'est cette liberté-là qui est mise en danger.

Quand vous êtes exposés à des contenus qui n'ont pas été choisis pour leur valeur ou leur pertinence, mais parce qu'ils ont le potentiel de vous faire cliquer, **vous n'êtes plus vraiment libre**. Vous êtes influencés sans le savoir, vous continuez à croire que vos opinions vous appartiennent, alors qu'elles ont été façonnées par des algorithmes.

Tout cela a des effets très concrets, notamment sur les plus jeunes. On le sait : les propres études internes de Facebook ont montré que plus de 15 % des adolescentes britanniques déclarent avoir des **pensées suicidaires** après avoir consulté Instagram. Cette information a été remontée aux dirigeants, et pourtant, rien n'a changé. Pas un réglage d'algorithme, pas une pause dans le modèle. Ils savaient que leur produit détruisait la santé mentale d'une partie de la jeunesse, et ils ont continué.

25 %

Selon une enquête IPSOS publiée notamment par l'Institut Terram, l'Institut Montaigne et la mutualité française, en 2025, 25 % des jeunes français (entre 15 et 29 ans) souffrent de dépression. Ce taux est beaucoup plus important dans les Départements et Régions d'Outre-Mer.

Dans le détail, les jeunes femmes (27 % contre 22 % pour les hommes) et les jeunes urbains (28 % ressentent un sentiment de tristesse contre 20 % des jeunes habitant en milieu rural) souffrent le plus de dépression.

En parallèle, ces plateformes laissent proliférer des contenus d'une extrême violence. Elles servent aujourd'hui de **caisse de résonance à des mouvances radicales** : masculinistes, suprémacistes, techno-fascistes. Ce sont des groupes bien réels, organisés, qui propagent la haine. Et ils le font dans un environnement qui leur offre une visibilité maximale et une impunité totale.

Face à cela, il ne suffit plus d'appeler à la modération. Il faut regarder en face la nature de ce qui circule, et accepter que certaines limites doivent être posées. On ne peut pas laisser circuler des contenus qui incitent à la haine, qui humilient, qui détruisent, au nom de la liberté d'expression. C'est une **question de sécurité publique**. Quand vous avez des adolescentes qui développent des pensées suicidaires après avoir passé des heures sur les réseaux, quand vous avez des

enseignants menacés ou tués, des journalistes harcelés en ligne, il ne s'agit plus d'opinion. Il s'agit de violences concrètes, de dégâts réels.

+ 29 POINTS

44 % des jeunes passant plus de 8 heures par jour sur les réseaux sociaux souffrent de dépression contre 15 % pour ceux qui y passent moins d'une heure par jour.

Pourquoi, selon vous, les décideurs peinent-ils autant à prendre la mesure du danger ?

Parce qu'ils ne comprennent pas à qui ils ont affaire. On continue à parler de ces plateformes comme de simples entreprises technologiques ou partenaires économiques. Mais **ce ne sont pas des partenaires, ce sont des puissances. Et des puissances** qui ne respectent aucune des règles qui fondent nos systèmes démocratiques.

Quand un chef d'État s'assoit face à Mark Zuckerberg, il le fait en sachant très bien que l'autre en sait probablement plus sur lui que son propre entourage. Il connaît ses habitudes, ses failles, ses goûts, ses recherches, ses communications… Et ce déséquilibre-là pèse dans la discussion. Parce que la personne en face détient un **pouvoir informationnel colossal**, un pouvoir qui n'a jamais existé à cette échelle auparavant.

Ce pouvoir repose aussi sur des **concentrations capitalistiques inédites**. Mark Zuckerberg détient plus de 60 % des droits de vote chez Meta. Elon Musk contrôle seul la plateforme X. Jeff Bezos, avant son divorce, possédait l'intégralité du capital d'Amazon. Même Bernard Arnault, pourtant à la tête du plus grand groupe de luxe au monde, ne possède qu'environ un tiers de LVMH. Autrement dit, ces dirigeants exercent un pouvoir sans contrepoids réel. Ils ne sont soumis ni à de véritables conseils d'administration indépendants, ni à des mécanismes de régulation démocratique. Ce sont des acteurs à part, dotés d'une autonomie quasi totale dans leur gouvernance.

Les États, eux, sont coincés dans des **logiques institutionnelles lentes**. Ils raisonnent en droit, en juridiction, en souveraineté nationale. Pendant ce temps, les plateformes avancent à la vitesse de la lumière, franchissent les frontières, échappent aux régulations. Elles font du lobbying à Bruxelles, à Paris, à Washington. Elles recrutent les meilleurs juristes, les meilleurs communicants. Elles parlent un langage que nos responsables politiques ne maîtrisent pas.

Au fond, ce qui est en jeu, c'est le pouvoir de l'information. Ces boîtes ne vendent pas des téléphones ou des voitures. Elles façonnent ce qu'on voit, ce qu'on pense, ce qu'on croit. **Elles structurent l'espace public** à leur image, sans avoir jamais été élues pour ça. Tant que l'on continue à leur parler comme à des partenaires commerciaux, on passe complètement à côté du problème.

Au-delà des institutions, est-ce qu'il existe des acteurs qui vous semblent jouer un rôle décisif dans cette lutte ?

Oui, heureusement. Il y a des ONG, des associations d'éducation aux médias, des enseignants, des journalistes, des éducateurs qui font un travail remarquable. Je pense à Samuel Paty, à Dominique Bernard. Je pense à tous ceux qui interviennent dans les classes, qui forment les jeunes à **l'esprit critique**, qui tentent de remettre un peu de nuance dans un débat public saturé de violence et de simplisme. Ils sont en première ligne.

Ce qu'ils font n'est pas toujours visible, ni valorisé. Ils se battent souvent dans l'ombre, avec peu de moyens, parfois dans l'indifférence, parfois même contre leur propre hiérarchie. Mais leur rôle est décisif. Sans eux, on aurait probablement déjà basculé dans une forme de **dystopie sociale et cognitive**. Il faut les soutenir, les écouter, et leur donner les outils pour continuer ce travail essentiel.

Est-ce qu'un renversement est encore possible ?

J'y crois, oui. Peut-être naïvement, mais j'y crois. On a mis fin au nazisme, au fascisme, au communisme. On mettra aussi fin à **cette forme de techno-fascisme**. Mais ce sera long. Ce sera difficile.

Surtout, il ne faut pas se tromper de combat : ce n'est pas une affaire de **régulation cosmétique**, ou de chartes éthiques. C'est un affrontement politique de fond. Un enjeu de souveraineté. Et il faut que les responsables publics prennent enfin la mesure de ce qui est en jeu.

Moi, je continue d'alerter, de **témoigner**, de former. Je vois bien que certains ne veulent plus m'écouter. Mais c'est trop important pour lâcher.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Thomas Huchon*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES NE SONT PAS DES OUTILS : CE SONT DES PUISSANCES POLITIQUES SANS CONTRE-POUVOIR

Conçues pour capter l'attention, elles manipulent nos comportements, hiérarchisent nos émotions… Cette emprise cognitive s'exerce à l'échelle industrielle, sans transparence ni régulation. Leur pouvoir d'influence rivalise désormais avec celui des États : c'est une question de souveraineté.

LA DÉSINFORMATION N'EST PLUS ARTISANALE : ELLE EST ALGORITHMIQUE, INDUSTRIELLE, GÉOPOLITIQUE

Du climat aux punaises de lit, des élections aux Jeux Olympiques, les plateformes sont devenues les terrains d'opérations d'acteurs étatiques hostiles. Russie, Chine, groupes industriels : tous exploitent les failles systémiques du système numérique pour orienter l'opinion, affaiblir les démocraties et saboter l'agenda public. L'information est devenue une arme stratégique.

LES LOGIQUES DE VIRALITÉ ONT DÉTRUIT LES REPÈRES COLLECTIFS ET NEUTRALISÉ LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

La course à l'attention impose une économie de l'indignation. Elle fragmente la réalité, enferme chacun dans une bulle algorithmique et rend impossible l'émergence d'un récit partagé. Ce brouillage du réel affaiblit la capacité des institutions à agir, à convaincre ou simplement à être entendues.

FACE À CES MENACES SYSTÉMIQUES, LA FRANCE ET L'EUROPE NE PEUVENT PLUS SE CONTENTER D'AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES

Il faut choisir : soit imposer aux plateformes des règles strictes, avec responsabilité éditoriale, transparence algorithmique et modération contraignante ; soit les bannir. La refondation du projet français et européen passera par cette clarification : défendre le libre arbitre des citoyens face à des puissances numériques hostiles, c'est défendre la démocratie elle-même.

DES LEVIERS EXISTENT : UNE ALLIANCE DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES ACTEURS DE TERRAIN EST POSSIBLE

Journalistes, enseignants, ONG forment la première ligne de défense contre le chaos informationnel. Mais ils ne tiendront pas seuls. Il faut reconnaître la nature politique de la bataille engagée, refonder les conditions d'un espace public pluraliste et redonner aux citoyens les moyens de résister à la manipulation.

ENTRETIEN #4.6

« NOS SOCIÉTÉS NE VEULENT PLUS ASSUMER COLLECTIVEMENT LA RESPONSABILITÉ DU LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL »

souligne Caroline Ibos

Sociologue et directrice du Laboratoire d'études de genre et de sexualité à l'Université Paris 8, Caroline Ibos éclaire l'émergence d'un ordre autoritaire fondé sur la régression des droits des femmes, la délégitimation du *care* et la dislocation des solidarités intergénérationnelles. Ce durcissement, fondé sur le masculinisme et les rapports de pouvoir qu'il sous-tend, structure un projet politique transnational qui sape les fondements démocratiques, fragilise la cohésion sociale et affaiblit la résilience stratégique des sociétés européennes. À rebours de cette recomposition autoritaire, Caroline IBOS appelle à restaurer le rôle des institutions publiques comme lieux de conflictualité démocratique, à reconnaître les métiers du lien comme socle d'une société viable et à redonner aux jeunes générations une voix effective dans la décision collective. La France ne pourra se refonder sans faire de l'égalité, de la justice sociale et du soin des piliers politiques à part entière de son avenir.

Comment analysez-vous les formes de violence sociale et politique qui traversent actuellement nos sociétés, et que révèlent-elles des rapports de pouvoir contemporains ?

Nous vivons un moment de grande violence sociale et politique, que l'on retrouve à différentes échelles. Il s'agit d'abord d'une violence dans les rapports sociaux eux-mêmes : une brutalité du quotidien, des conditions de travail, dans les trajectoires d'exil, dans les formes de précarisation ou de relégation. Cette violence se donne aussi à voir dans les discours, dans la manière dont certains pouvoirs politiques parlent des minorités, des femmes, des chômeurs, des personnes racisées, comme s'il s'agissait d'obstacles à une cohésion nationale fantasmée.

8 000

Entre 2009 et 2023, selon Eurostat, la France est, en valeur absolue, le pays d'Europe où on meurt le plus au travail : plus de 8 000 morts depuis 2009, largement devant l'Italie (7 000) et l'Allemagne (6 000). Lorsqu'on rapporte ces données à la taille de la population, la France présente le deuxième taux de mortalité au travail le plus élevé d'Europe, juste après Malte.

Cette situation ne tombe pas du ciel. Elle s'inscrit dans des **rapports de domination de longue durée**, et notamment dans l'histoire coloniale, patriarcale et capitaliste de nos sociétés. Mais aujourd'hui, il me semble qu'on assiste à une sorte de reconsolidation autoritaire de ces rapports de pouvoir. Ce que j'observe, c'est une tentative très organisée de certains groupes dominants, aux niveaux économique, politique, mais aussi symbolique, d'annuler ou d'invalider les progrès démocratiques récents, notamment ceux portés par les mouvements féministes, antiracistes ou issus des luttes LGBTQIA+.

Ces groupes dominants ne sont pas conservateurs au sens strict : ils n'essaient pas simplement de maintenir un ordre établi, ils cherchent à en réinstaurer un autre fondé sur la hiérarchie, l'autorité, la virilité et la punition. Ils s'opposent frontalement aux idées de partage, d'égalité et de justice redistributive ; le tout au nom d'une norme qu'ils estiment menacée. Cette volonté de normalisation s'exprime avec une très grande agressivité, par les lois, par les discours médiatiques, par le contrôle policier, par la criminalisation des pensées critiques. Nous assistons à une **offensive idéologique**, dans laquelle l'autoritarisme est revendiqué comme solution.

En quoi les discours masculinistes structurent-ils aujourd'hui les représentations collectives ?

Quand j'évoque les « discours masculinistes », je pense aux formes de **narration du pouvoir et du monde** qui traversent à la fois les représentations culturelles,

les choix politiques, et les rapports sociaux. C'est par exemple la manière dont certains chefs d'État apparaissent comme des figures viriles, autoritaires, paternalistes, qui gouvernent par la force et l'affrontement. C'est aussi la rhétorique selon laquelle les hommes seraient aujourd'hui menacés, victimes d'un supposé excès de féminisme, et qu'il faudrait rétablir un équilibre en leur faveur.

Ces discours ne sont pas isolés. Ils s'articulent à des logiques racistes, xénophobes, islamophobes, à une **peur construite de l'Autre**, souvent incarné dans l'immigré, dans le musulman, dans le jeune homme des quartiers populaires. Ce que je constate, notamment à partir de mes recherches sur le travail du *care*, c'est que les figures de l'immigration dans l'espace public sont presque exclusivement masculines. On parle toujours de l'homme dangereux, du prédateur, de celui qui viendrait imposer ses mœurs, conquérir les femmes blanches et déstabiliser la société. C'est la théorie du grand remplacement.

51,5 %

Selon l'INSEE, en 2020 en France, 51,5 % de la population immigrée était féminine. Les femmes représentent une part majoritaire de l'immigration en France depuis 2010.

Mais dans les faits, l'immigration est largement féminine aussi. Ce sont des femmes, souvent racisées, souvent en situation d'exil, qui assurent les tâches de soin, qui prennent en charge nos enfants, nos aînés et nos malades. Ces femmes sont confinées à des métiers peu qualifiés et sous-payés, mais essentiels à la vie sociale. Elles incarnent une forme de **réhumanisation silencieuse** de nos sociétés. Pourtant, jamais elles ne servent de figures de l'immigration dans les débats politiques : elles ne cadrent pas avec la logique guerrière, masculiniste, qui structure l'imaginaire sécuritaire dominant.

C'est pour cela que je parle d'un système de représentation masculiniste qui projette sur les minorités les peurs en perte de repères égalitaires. Ces peurs sont alimentées activement par des discours politiques, par des chaînes d'information en continu, par une rhétorique de l'urgence et de la menace permanente. Et cela s'opère au détriment d'une **réflexion sur les rapports de pouvoir réels**, mais aussi sur les inégalités matérielles et symboliques, qui façonnent nos sociétés.

Comment comprenez-vous le moment politique que nous traversons, au regard des grandes transformations démocratiques et sociales des dernières décennies ?

Il y a des continuités historiques, bien sûr. Les inégalités structurelles, les rapports de domination liés au genre, à la race ou à la classe ont toujours existé. Mais il me semble que nous vivons un moment politique très spécifique. Ce que j'observe, c'est une réaffirmation très autoritaire de ces hiérarchies, souvent sous couvert de dénoncer les progrès qui avaient été obtenus. On voit apparaître un discours qui remet frontalement en cause les principes d'égalité, de justice et de pluralisme. C'est ce que je n'hésite pas à désigner comme un **moment « néofasciste »**, tant les attaques prennent une forme systémique.

Je dis « néofasciste » non pas pour dramatiser, mais parce qu'on voit, notamment aux États-Unis, des personnalités politiques s'attaquer aux fondements mêmes de l'État de droit. Ce sont des discours qui récusent le compromis, qui veulent recentrer le pouvoir dans les mains de quelques-uns, généralement des hommes blancs, riches, nationalistes. Les minorités de genre, les personnes racisées et les figures critiques sont désignées comme responsables du déclin de la société. Ce n'est pas une nouveauté absolue, bien sûr. Toutefois, ce qui change, **c'est que ce type de discours devient central dans l'espace public** et qu'il façonne les politiques publiques, par exemple sur l'immigration, l'éducation, le droit, ou encore le soin. Cela dit quelque chose d'un basculement, ou encore d'une volonté de refermer le champ des possibles démocratiques.

Peut-on repérer aujourd'hui des logiques communes qui sous-tendent les transformations autoritaires à l'œuvre dans différents pays ?

Ce qui me frappe, c'est le lien entre des scènes politiques très différentes, mais traversées par une cohérence de fond. Si l'on regarde les États-Unis, la Russie, ou plusieurs pays européens, on observe une même dynamique : l'accaparement des richesses par une élite, la montée d'un pouvoir exécutif fort, l'**affaiblissement des contre-pouvoirs**, la répression des mouvements sociaux, l'attaque des droits des femmes et des minorités sexuelles, la stigmatisation des étrangers et la glorification de forces de l'ordre de plus en plus violentes. Ces éléments composent un projet politique structuré, profondément hiérarchique, qui vise à restaurer un ordre social fondé sur des privilèges de classe, de race et de genre.

Ce projet a besoin, pour s'imposer, de désigner des figures de l'ennemi intérieur : les femmes, les étrangers, les minorités sexuelles ou religieuses, les intellectuels critiques. Il produit une **normalisation violente**, dans laquelle tout ce qui sort de la norme est perçu comme une menace. À cela s'ajoutent des discours empreints de ressentiment, notamment face à la perte perçue de certains privilèges sociaux ou symboliques.

Comment les inégalités de genre, de race et de classe s'articulent-elles dans les effets concrets de ces crises ?

Ce qui est important à comprendre, c'est que ces rapports d'inégalités ne s'ajoutent pas les uns aux autres. Ils se renforcent.

Prenons la question du vote. On observe dans de nombreux pays un *gender gap* croissant : les femmes, toutes classes sociales confondues, votent de plus en plus pour des partis progressistes, tandis que les hommes votent davantage pour des partis réactionnaires. Ce clivage de genre traverse aussi les minorités raciales. Aux États-Unis, par exemple, les femmes noires se sont fortement mobilisées pour faire élire Kamala Harris, alors que les hommes noirs ont moins voté pour elle. Dans les populations hispaniques, c'est encore plus net : les femmes soutiennent davantage les candidats démocrates, les hommes plus souvent les républicains. Cela montre que le vote ne reflète pas seulement des préférences individuelles mais des **rapports différenciés à l'ordre politique**.

10

Lors de la dernière élection présidentielle américaine, la proportion de femmes à avoir votée pour Donald Trump (45%) est 10 points de pourcentage moins élevée que la proportion d'hommes à avoir voté pour le candidat du parti Républicain (55%).

Revenons à l'exemple du travail du care, que j'évoquais précédemment. Les femmes qui exercent ces métiers sont totalement invisibilisées dans l'espace public. Quand on en parle, c'est rarement pour reconnaître leur rôle, mais souvent pour justifier des logiques de sous-traitance, de précarisation, de mise en marché du soin. On le voit dans les crèches ou dans les EHPAD en France. Le fait que ces lieux essentiels relèvent aujourd'hui de logiques de rentabilité, parfois aux mains de fonds de pension, produit des **effets pervers**: maltraitance institutionnelle, conditions de travail dégradées et recul du service public. On demande à des femmes vulnérabilisées de s'occuper d'autres personnes vulnérabilisées, dans un cadre marchand où l'objectif premier n'est plus le soin, mais le profit.

Le cas des mères isolées est également édifiant. Elles sont non seulement délaissées par les politiques familiales, mais en plus attaquées, comme si elles étaient responsables des déficits publics. En Grande-Bretagne, il y a eu de véritables campagnes contre elles. En France, on entend sans cesse des discours sur les «assistés», les «fraudeurs», les «abus». Et qui est visé en creux? Des femmes précaires, souvent racisées, qui élèvent seules leurs enfants dans des conditions extrêmement difficiles. Ces récits détournent l'attention des véritables logiques structurelles d'inégalités que sont la **précarisation organisée**, l'effondrement des services publics et la concentration des richesses. À la place, on met en scène une crise causée par les plus vulnérables, ce qui nourrit un climat de ressentiment, mais aussi légitime des politiques punitives.

32%

En 2021 en France, selon l'INSEE, 32,3% des familles monoparentales vivent en-dessous du seuil de pauvreté, contre 10,9% pour l'ensemble des ménages.

En quoi le traitement politique des crises actuelles éclaire-t-il les rapports de pouvoir qui les traversent?

Je me méfie beaucoup de la manière dont on parle de «crises». Le terme est devenu une sorte d'évidence médiatique et politique, comme si les choses s'imposaient à nous: crise climatique, crise migratoire, crise démocratique, crise des banlieues… Mais les crises ne sont jamais neutres, ni naturelles. **Les crises sont des constructions politiques.** Ce que l'on nomme crise, c'est souvent une manière de désigner certains problèmes comme prioritaires, urgents, menaçants; tout en invisibilisant les responsabilités et les rapports de pouvoir qui les produisent.

Prenons la question de l'environnement. S'il y a une crise écologique, c'est parce qu'il y a des choix industriels, économiques ou encore urbanistiques, qui ont conduit à l'épuisement des ressources. Toutefois, ces choix ne sont pas faits au hasard. Ils profitent à certains groupes sociaux et en désavantagent d'autres. La crise, ce n'est pas juste un état du monde. C'est **le résultat de rapports de force** et d'intérêts en jeu.

C'est la même chose sur le plan politique ou démocratique. Par exemple, quand on refuse de nommer une agression sexuelle, quand on réduit ces violences à du « flirt à la française », on contribue à construire ce qu'on appelle la « crise » autour de l'égalité et du genre. La crise est toujours définie à partir de points de vue situés. Il ne faut pas l'essentialiser, elle n'existe pas en soi.

Pour les mêmes raisons, je suis un peu critique aussi face à la notion de polycrise. Je préfère parler de **scènes de crise**. Il y a une pluralité de scènes, de registres, de moments où ces tensions se donnent à voir. Or, elles sont souvent traitées séparément, alors qu'elles sont profondément liées. Si on les traite isolément, on passe à côté de leurs causes communes. Or, elles renvoient aux mêmes logiques de domination.

Regardons par exemple la Russie : une économie accaparée par une oligarchie, une politique impériale qui repose sur une vision coloniale du monde, une loi qui autorise les violences conjugales, une rhétorique antiféministe et homophobe. Ce ne sont pas des crises parallèles. Ce sont **des facettes d'un même projet autoritaire**, profondément hiérarchique. Ce sont des scènes de crise, traversées par les mêmes forces sociales et politiques.

Enfin, il y a quelque chose de profondément antidémocratique dans la manière dont les crises sont mobilisées pour faire passer certaines mesures. L'urgence justifie l'autoritarisme. La peur empêche la discussion. Le langage de la crise est devenu un outil de gouvernement, un moyen de **suspension des principes démocratiques** au nom d'un péril supposé imminent. Là encore, cela nous dit quelque chose de la manière dont les pouvoirs s'exercent aujourd'hui.

> ***Quelles sont, selon vous, les ressources sociales et politiques pour résister à cette recomposition autoritaire des rapports sociaux ?***

Ce que je vois, ce sont des mobilisations très concrètes, parfois diffuses, mais persistantes, portées par des mouvements féministes, antiracistes, syndicaux, écologistes, ou encore étudiants. Ces luttes, bien que fragmentées ou parfois peu visibles, montrent qu'il y a **une volonté collective** de ne pas se laisser imposer un ordre inégalitaire.

Je ne pense pas qu'il faille attendre une réponse descendante, venue des institutions politiques telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui. Les formes de résistance émergent souvent à l'intersection du social et du politique, dans des espaces de vie, de travail, d'enseignement. Elles se construisent dans la non-acceptation, dans la parole critique, dans le refus de se taire, dans le maintien de solidarités. Il ne faut pas sous-estimer le **rôle de ces micro-résistances**. Elles

constituent un tissu social encore vivant, capable de porter une autre vision de la démocratie.

Le savoir critique est aussi une ressource précieuse. Continuer à produire des analyses rigoureuses, à former à **l'esprit critique**, à tisser des liens entre recherche et terrain, me semble fondamental. Même si cela devient de plus en plus difficile à l'université, à cause du manque de moyens, de la surcharge administrative, ou encore de la délégitimation médiatique des voix critiques.

Quel rôle peuvent encore jouer les institutions publiques, telles que l'école, la justice ou encore les universités, face au désengagement ou à la privatisation croissante de l'État social ?

Je pense qu'il faut défendre très fermement les institutions publiques, sans les idéaliser bien sûr, mais parce qu'elles incarnent encore, malgré tout, **un certain horizon commun**. L'école publique, la justice, l'université sont des lieux où peuvent encore se transmettre des savoirs, des droits, des outils critiques et des pratiques démocratiques. Ce sont aussi des lieux en souffrance, vidés de leurs moyens au profit du privé ou de dispositifs concurrentiels. Mais ils restent structurants pour la possibilité même d'un espace public égalitaire.

Prenons l'exemple de l'université. Je constate une délégitimation croissante des discours critiques, notamment ceux portés par les études de genre ou les sciences sociales féministes. On voit bien comment des termes comme « wokisme » ont été instrumentalisés pour disqualifier toute **remise en question des rapports de pouvoir**. Il faut continuer à enseigner, à publier, à transmettre, y compris à une échelle modeste. C'est déjà une forme de résistance.

Je pense aussi à la justice, qui est sans doute une des institutions les plus attaquées. Actuellement, on défend la police, mais on affaiblit la justice. Or, c'est un pilier fondamental de la démocratie. Là encore, c'est un terrain de lutte, où peut se jouer la résistance à l'arbitraire et à la brutalité du pouvoir.

Quant à l'école, elle subit les mêmes logiques de tri social, de mise en concurrence et de **mise au pas idéologique**. Mais elle est aussi l'un des rares lieux où des jeunes peuvent encore se confronter à des récits différents et à des enseignants et enseignantes engagées.

Il faut défendre ces institutions comme des **espaces de conflictualité démocratique**, non comme des bastions neutres ou apolitiques.

Vous critiquez l'appel au consensus ou au recentrage politique : que signifie aujourd'hui affirmer une position dans un espace démocratique fragilisé ?

Je pense que l'idée selon laquelle le compromis serait toujours souhaitable, ou que le centre serait le lieu naturel de la démocratie, est une fiction dangereuse. C'est une fiction qui a souvent conduit les forces progressistes à faire des

concessions majeures, notamment aux discours réactionnaires ou xénophobes. C'est ce qu'on a vu, par exemple, aux États-Unis. Les figures démocrates comme Obama, Biden ou Harris ont parfois préféré le recentrage à une défense assumée de politiques de justice sociale. Ce choix a nourri la démobilisation électorale dans les milieux progressistes et ouvert la voie à la droite radicale.

Face à Donald Trump, Marine Le Pen, Vladimir Poutine ou Benjamin Netanyahou, il n'y a **pas de terrain d'entente possible**. Ces figures politiques et les courants qu'elles représentent cherchent à imposer une vision autoritaire de la société, loin des compromis.

Cela ne veut pas dire qu'il faille refuser toute discussion. Mais il faut **cesser de se raconter que le « juste milieu » est toujours la bonne solution**. Ce qu'on appelle « neutralité » est souvent une manière de maintenir l'ordre établi. Affirmer une position politique, c'est refuser cela. C'est refuser d'abandonner le terrain à celles et ceux qui avancent à visage découvert pour détruire les droits sociaux, les libertés et les contre-pouvoirs. C'est défendre des valeurs d'égalité, de justice, de redistribution, de reconnaissance, sans se réfugier derrière des formules creuses.

19

Selon Freedom House, 2024 marque la 19è année consécutive de détérioration des droits et libertés au niveau mondial. Ces droits diminuent dans plus de 60 pays.

> ***Vous évoquiez le fait que nos sociétés délèguent le soin des enfants et des personnes âgées à des femmes vulnérabilisées, dans un cadre marchand dont l'objectif premier est le profit. Que révèle ce choix sur la manière dont nos sociétés organisent les liens entre générations ?***

Je pense que les métiers du care, qui font partie de ce qu'on appelle le travail reproductif, constituent vraiment l'architecture des sociétés. C'est ce qui permet à une société de tenir debout. Ce qui est paradoxal, c'est que nous confions ce qui est fondamental pour la vie collective à des personnes vulnérables. Au lieu de **renforcer les solidarités entre générations**, de penser le soin comme une responsabilité collective, on délègue, on externalise, on privatise un lien qui devrait faire société.

Ce modèle s'appuie sur une division sexiste du travail et sur une économie du care profondément inégalitaire. L'État, loin de garantir un cadre protecteur, délègue ses responsabilités à des rapports privés, qui s'inscrivent dans des **logiques marchandes** où les cocontractants ne sont pas égaux.

Ce que cela révèle, c'est une hiérarchie implicite des vies. Certaines voix ont plus de légitimité que d'autres. Mais surtout, cela révèle que nos sociétés ne veulent plus **assumer collectivement la responsabilité du lien intergénérationnel**.

Comment, dès lors, repenser aujourd'hui les liens entre générations ?

Je pense que les liens entre les générations sont fondamentaux. Aujourd'hui, les jeunes générations n'ont pas toutes leur place dans la société. Il y a des formes d'exploitation dans le monde du travail, mais aussi une **relégation dans les espaces de débat**. On les écoute peu, on les consulte peu. Pourtant, c'est aussi à travers elles que des alternatives peuvent émerger.

Je suis très attachée à l'enseignement, à **la transmission**. C'est mon métier. Transmettre, ce n'est pas seulement partager des connaissances, c'est aussi créer un espace où l'on peut réfléchir collectivement, où l'on peut apprendre à penser par soi-même. C'est une manière d'entrer dans la vie démocratique, autre que le vote, une façon d'exister comme citoyen ou citoyenne.

Il y a aujourd'hui beaucoup de forces qui poussent à la dépolitisation des jeunes : la précarité, la difficulté à trouver une place et les réseaux sociaux comme TikTok. Je considère d'ailleurs que **TikTok est une arme de guerre**, exactement comme l'opium a pu être une arme de guerre de l'Angleterre contre la Chine. Je pense que Tiktok est la réponse chinoise à la guerre de l'opium.

Mais l'existence de ces forces ne veut pas dire qu'il y a un désengagement politique des jeunes. Les jeunes s'engagent, mais il faut leur **donner des espaces pour faire entendre leur voix**. Je crois que c'est à la fois une responsabilité politique et pédagogique.

5 IDÉES À PARTIR DE L'ENTRETIEN *avec Caroline Ibos*

CE QUE L'INSTITUT OPEN DIPLOMACY RETIENT

UNE ARCHITECTURE AUTORITAIRE DES RAPPORTS SOCIAUX EST EN COURS DE RECONSTRUCTION

Le retour de normes hiérarchiques fondées sur le genre, la race et la classe s'appuie sur une idéologie masculiniste. Cette dynamique structure un projet politique global visant à restaurer un ordre social vertical. En naturalisant les dominations, elle fragilise les fondements démocratiques et accentue la brutalité des sociétés.

LES INÉGALITÉS DE GENRE ET DE RACE FORMENT UN SYSTÈME DE VULNÉRABILITÉS CROISÉES

Les femmes racisées et précaires, en particulier dans les métiers du care, portent aujourd'hui la charge essentielle du lien social, pourtant sans reconnaissance. Cette situation est révélatrice d'un désengagement collectif face à la solidarité intergénérationnelle.

LA LOGIQUE DE CRISE POURRAIT DEVENIR UN OUTIL D'AUTORITARISME ET DE FRAGMENTATION DÉMOCRATIQUE

Ce que l'on nomme « crise » est trop souvent le produit d'une construction politique destinée à légitimer l'urgence et suspendre le débat démocratique. La rhétorique du péril imminent dissimule les logiques de domination à l'œuvre et détourne l'attention des responsabilités systémiques.

LA RECOMPOSITION AUTORITAIRE REPOSE SUR UNE GRAMMAIRE PARTAGÉE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Des États-Unis à la Russie, en passant par certains pays d'Europe, des logiques convergent malgré les scènes de crise différentes : recentralisation du pouvoir, attaques contre les droits sociaux et stigmatisation des minorités . Ces dynamiques sapent les contre-pouvoirs démocratiques et favorisent des politiques d'exclusion et de polarisation. Dans ce contexte, l'Europe ne peut défendre ni ses valeurs, ni sa souveraineté sans affronter de front ce courant de fond.

L'ETAT DOIT REFONDER SON PROJET AUTOUR DU SOIN, DU SAVOIR CRITIQUE ET DE LA SOLIDARITÉ ACTIVE

Investir et défendre la justice redistributive et toutes ses institutions, redonner leur place aux jeunes générations dans la décision publique : ce sont là des actes fondateurs d'un nouvel horizon démocratique. C'est à ce prix que la France et l'Europe pourront résister à la dislocation interne.

Face au kairos de la polycrise, un nouvel ethos démocratique est nécessaire

On prête à Paul Valéry ces quelques mots : « *Une époque intéressante est toujours une époque énigmatique, qui ne promet guère de repos, de prospérité, de continuité, de sécurité* ». Ils auraient été prononcés devant un groupe de lycéens, en 1930.

À cet égard, l'époque de la polycrise est assurément une époque aussi intéressante que terrifiante.

Tout au long de notre étude, nous nous sommes efforcés d'en dissiper la dimension énigmatique et d'en proposer la lecture la plus lucide possible. Car si le terme avait été déjà utilisé, expliqué et mobilisé, aucune démarche n'avait été entreprise pour disséquer la polycrise avec un tel souci pour l'étendue du phénomène et pour la complexité de ses composantes. Pour comprendre l'effet de cette potion, il fallait en décomposer toutes les réactions chimiques.

Dans une démarche exigeante et originale, fondée sur l'exploration de quatre crises systémiques et leurs rétroactions, la contribution d'une trentaine d'experts et l'implication de dix co-auteurs, nous avons tenté de répondre à ce qui nous apparaissait comme un vide conceptuel périlleux face à une réalité douloureuse.

Cette ambition prospective n'est, par essence, jamais achevée : il demeurera toujours des angles à explorer, des analyses à affiner. Pour autant, nous pensons avoir ici produit un état des lieux qui nous invite, sinon nous oblige, à envisager l'étape suivante.

Nous croyons que la radicalité et la précision du diagnostic constituent un indispensable début, un fil premier à tirer, pour trouver le remède.

Quel remède, alors ?

Nous avons assez pointé dans ces pages la folie que représentent le réflexe court-termiste et la pensée monolithique pour éviter l'écueil des « dix mesures phares » à adopter sans plus tarder.

Pour autant, nous nourrissons l'espoir que ces travaux soient utiles à notre pays comme à notre Europe, à nos concitoyens comme à nos gouvernants.

Car comprendre la polycrise, c'est s'armer face aux ruptures qui nous traversent. C'est nous trouver moins démunis face à la marche de l'Histoire qui presse le pas et nous couple le souffle.

Nos travaux ne prescrivent donc pas une trajectoire précise mais proposent des points de repères pour retrouver une direction claire.

Pour combattre la polycrise. Pour détourner nos yeux du regard glaçant de cette *Méduse*. Pour délier l'étreinte de ce constrictor qui brise notre courage et brime l'action.

Pour naviguer à travers l'épais brouillard de la guerre, saturé par les gaz de l'anthropocène, gonflé par les échappements de nos failles économiques, et plein des miasmes de la défiance politique, **il nous fallait une boussole**.

Ses points cardinaux sont clairs. Il s'agit de se libérer de la tyrannie de la sidération géopolitique par l'action pour l'autonomie stratégique. Il convient de gouverner avec les limites planétaires et de renouer avec l'art du récit démocratique. Il nous faut donc pleinement réinvestir l'économie de la souveraineté et potentialiser la sobriété. Et surtout, il nous revient de régénérer l'éthique politique à partir de l'obligation intergénérationnelle.

Nous n'irons pas plus loin pour l'heure car nos travaux ne visaient aucune approche programmatique per se mais cherchaient à ouvrir une réflexion pratique qui s'impose comme une préalable tranchant : quel mode d'exercice du pouvoir, quel type de *leadership*, doit-on inventer et cultiver pour être à la hauteur de notre temps ?

Nous ouvrons ici trois pistes de réponses qui dessinent le tempérament, mieux, **l'*ethos* des dirigeants** qui sauront traverser la polycrise le rapport au temps, le rapport à la parole, le rapport à la technique.

Premièrement, **le rapport au temps** doit être renouvelé, pour renouer avec une pensée planificatrice qui autorise plutôt qu'elle ne stérilise.

L'ordination spontanée des parties n'est pas une option face à un tout détraqué par la polycrise : citoyens et dirigeants de demain doivent donc ordonner et impulser une action dont le temps est la matière première, et non plus une simple contrainte. Il ne s'agit donc pas de pouvoir prévoir l'imprévisible, mais de bâtir des plans qui intègrent l'incertitude comme une donnée avec un objectif élémentaire : poursuivre l'action sans se trouver soumis aux circonstances extérieures qui paralysent, déroutent ou font rebrousser chemin.

Nous avons vu en France assez de volte-face radicales au cours de dernières années, par exemple en matière énergétique, pour comprendre l'importance de s'engager dans des politiques de long terme intégrant les rythmes, les interdépendances, les effets systémiques.

Nous appelons donc les citoyens à choisir des dirigeants qui agissent architectes et non en bricoleurs, qui assument des décisions qui structureront l'avenir sur des années, qui s'émancipent de l'obsession du coup d'après.

Parce que cela suppose de se libérer de l'opinion immédiate et de la dopamine de la popularité facile, cela reconfigure aussi le rapport à l'expression.

Deuxièmement, **le rapport à la parole politique** doit être régénéré pour renouer avec la volonté de convaincre du nécessaire, au lieu de se contenter de formuler une *offre* supposée rencontrer une demande réelle ou fantasmée.

Dans un débat public où le vide narratif est omniprésent, l'avenir du leadership passe par la restauration de la capacité à dire, à faire comprendre, à faire accepter.

Nous n'avons pas vu de tel mouvement depuis bien longtemps. Comment s'y prendre ? Certainement pas dans l'idée d'un énième contenu, de l'ouverture d'un énième canal numérique qui favoriserait le sentiment de proximité entre le peuple et ses célébrités politiques.

Non, s'adresser différemment aux citoyens suppose de penser le message et le média, le contenu et le contenant dans une même démarche. Une pensée qui s'exprime naturellement dans la grammaire multimédia de notre temps, sans tomber dans ses travers avilissants.

L'enjeu est de renouer avec une parole politique qui informe l'opinion, c'est-à-dire qui lui donne une structure, et lui livre à la fois une réalité tangible, compréhensible, non-négociable.

Pour autant, cette voie à inventer ne fera pas fi des moyens de communication immenses à notre disposition. Au contraire : il n'y a pas de leadership politique possible à l'avenir qui ne comprenne l'intrication entre l'histoire politique et sa toile de fond technologique.

Troisièmement, **le rapport à la technique** doit être repensé pour que l'acte de gouverner soit fondé sur une conscience historique augmentée, assumant le continuum entre les rapports de force technologiques et politiques.

Alors que la démocratie moderne est née de la révolution industrielle, notre époque voit émerger une forme nouvelle de pouvoir façonné par l'abondance de données, la puissance des réseaux qui fragmentent la conscience collective, et la capacité encore inconcevable de l'intelligence artificielle qui renouvelle tout ce que nous savons de la création de valeur.

Si la thermodynamique a été le creuset économique de la démocratie libérale, l'ère de l'algorithmique a produit une nouvelle matrice politique qui prépare l'instauration d'une démocratie illibérale.

Le *leader* conscient sait lire cette mutation et la vérité intangible dans laquelle elle s'inscrit : ce sont les révolutions technologiques qui précèdent les révolutions politiques et non l'inverse, tant elles fondent les rapports de force et façonnent les imaginaires.

L'ethos politique se refonde dans un rapport au temps, rapport à la parole, rapport à la technique en phase avec l'époque.

Alors que la polycrise nous projette brutalement et immédiatement dans une ère nouvelle, nos repères s'estompent tous les uns après les autres. C'est l'occasion d'esquisser ce tout nouvel ethos du gouvernant et du gouverné, précurseur anthropologique d'une nouvelle démocratie.

C'est le moment de forger un *ethos* à la hauteur du *kairos*.

Voilà donc les trois qualités que nous devons cultiver pour nous-mêmes et rechercher chez celles et ceux qui aspirent à nous gouverner : la lucidité stratégique, la parole performative et la préhension scientifique.

Car nous ne croyons pas à la fable selon laquelle les hommes et les femmes seraient interchangeables comme si seuls comptaient le programme ou le projet. Nous n'adhérons pas à cette vision de gestionnaire pour qui une direction serait la somme de pas qui se succèdent les uns après les autres.

Au fond, nous pensons intimement qu'en politique, l'ethos précède le logos. Tout le comme le kairos redéfinit l'*ethos*.

Nous affirmons que face à la polycrise, la fabrique politique ne peut se fonder ni sur la recherche d'une figure providentielle, ni sur la négociation besogneuse d'une liste de mesures techniques. Nous croyons que la potentiel de gouverner existe en tant que capacité des hommes et des femmes à façonner l'avenir en faisant adhérer au chemin qu'ils proposent.

Précisons d'emblée qu'un **tel *leadership* ne peut émerger que s'il est réellement plébiscité par tous et sincèrement encouragé par chacun**. Ainsi, chaque membre du corps démocratique est appelé à cultiver cet ethos autant qu'il peut : c'est la condition nécessaire pour qu'émergent celles et ceux qui, par délégation, sont choisis pour répondre à la polycrise.

Les temps plus faciles qui précèdent ce tournant historique ont offert l'occasion aux citoyens de se constituer en clientèles plus ou moins conscientes, qui n'admettent la légitimité du pouvoir qu'à l'aune de ce qu'il leur *offre*. Ces citoyens-consommateurs ne sauraient permettre à la démocratie de prospérer car ils sont dissociés de l'exigence historique qui prévaut sur les gouvernés, et donc se coupent eux-mêmes du corps politique.

En revanche, si l'on retrouve dans chaque foyer, dans chaque entreprise, dans chaque école ou hôpital les qualités qui nous permettront de traverser ce changement d'époque, alors nous avons une chance d'attraper le kairos.

Cette direction exige courage, lucidité, humilité, inventivité. Nos pratiques habituelles et nos institutions traditionnelles sont épuisés par les assauts frénétiques d'une polycrise qui prend chaque jour un nouveau visage, toujours plus moqueur de notre incapacité à faire face.

Notre volonté est donc ici d'établir **une grille de lecture pour reconnaître celles et ceux capables de nous aider à traverser la polycrise**, parmi ceux qui nous entourent comme ceux qui nous surplombent.

Cela commencera par refonder les formes mêmes de la décision, par inventer des institutions nouvelles pour faire des choix collectifs plus lucides, plus robustes et plus durables.

C'est à cette hauteur que se joue la véritable issue de la bascule historique que nous vivons : dans l'affirmation d'un nouvel art de gouverner, issu de la rencontre entre une époque et ceux qui auront su la comprendre assez profondément pour la transformer.

Alors que notre pays, et donc notre Europe, est en proie à des tourments intérieurs qui nous projettent tous dans un profond état de sidération tant ils sont en décalage avec les enjeux de la polycrise, notre étude sert donc à rappeler l'essentiel.

Entre deux tweets insensés et communiqués de presse impensables, s'amoncellent sous nos yeux les gravats de l'époque, provoqués par l'éboulement du système international, le dépassement des limites planétaires, l'effondrement de notre modèle socio-économique et le renversement de nos institutions politiques.

Mais nous ne nous contenterons pas de constater. Parce qu'un think tank n'est pas un cercle de poètes qui prosent et glosent sur la chute de Rome en s'amusant des frasques de Néron. C'est une forge où la relève affûte des armes nouvelles.

Nous avons toujours cherché à être force de proposition : **une force inlassablement au service des générations futures**.

Depuis qu'en 2011 notre think tank a créé, autour du G20 et du G7, les groupes d'engagement qui permettent à la jeunesse d'avoir une voix diplomatique, nous nous battons pour que l'avenir ne soit jamais condamné par le présent. Pour que le futur soit désirable à partir d'ici et maintenant.

C'est tout l'enjeu de cette bascule historique. Avec un présent si sombre, le futur lui-même semble empli de désespoir. Parce que la brutalisation du monde provoque l'effroi. Parce que l'accélération de l'anthropocène étouffe l'air du temps. Parce que le décrochage de notre économie, la plus prospère du monde, signe un retournement dans l'Histoire du progrès. Parce qu'*in fine*, il apparaît au plus grand nombre que la crise politique que nous vivons paraît s'expliquer par un renoncement des gouvernants à offrir un futur meilleur aux gouvernés.

Nous ne cédons en rien à cette fatalité et appelons nos concitoyens, et ceux qui se prévalent de leurs votes, à **régénérer la promesse de l'aube en renouant avec l'espoir**. Si citoyens et dirigeants doivent repenser leur rapport au temps, à la parole et à la technique, c'est aussi qu'ils doivent repenser leur rapport à l'avenir : jouer sur les peurs aujourd'hui pour gagner une élection demain, c'est l'assurance de condamner les citoyens et les institutions à une défaite certaine après-demain. **Repenser un rapport fécond à l'espérance est indispensable.**

Et pour notre part, nous y prendrons toute notre part dès le prochain G7 sous présidence française : pour la troisième fois consécutive, nous aurons à organiser le sommet Y7, ce groupe d'engagement par lequel les moins de 30 ans adressent leurs alertes et propositions aux chefs d'Etat et de gouvernement du G7.

Une fois de plus, nous préparerons une jeunesse parfaitement consciente de ce dont le temps est gros à effectuer la maïeutique intergénérationnelle qui doit opérer entre le Y7 et le G7. Avec un thème radical pour le Y7, à la hauteur de cette époque effroyablement énigmatique : **combattre la polycrise**.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

INTRODUCTION

- Atlantic Council, *Global Foresight 2025,* Atlantic Council, 12 février 2025
- Banque mondiale, *Global Economic Prospects,* Banque mondiale, Juin 2025
- Commission européenne, *Foresight Report 2025. Resilience 2.0 : Empowering the EU to thrive amid turbulence and uncertainty*, Commission européenne, Septembre 2025.
- Conseil d'État, I*nscrire l'action publique dans le temps long,* Etude annuelle 2025, Conseil d'État, 10 septembre 2025
- Direction générale de l'énergie et du climat, *Synthèse du scénario avec mesures existantes 2024. AME 2024. Projections climat et énergie 2050*, Direction générale de l'énergie et du climat, Octobre 2024.
- Ministère des armées, Revue nationale stratégique 2025, Ministère des armées, 14 juillet 2025
- Ministère de la transition écologique, PNACC 3. Document de présentation, Ministère de la transition écologique, 10 mars 2025
- MORIN Edgar et KERN Anne-Brigitte, *Terre-Patrie,* Seuil, 1993.
- TOOZE Adam, *L'Arrêt: Comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale*, Les belles lettres, 2022
- United Nations Conference on trade and development (UNCTAD), *Under pressure: Uncertainty reshapes global economic prospects. Trade and development 2025*, UNCTAD, 16 avril 2025
- World Economic Forum, *The Global Risks Report 2025. 20th edition. Insight report.*, World Economic Forum, Janvier 2025

SECTION 0

- AFP, *Les restrictions chinoises sur les terres rares plongent l'automobile mondiale dans l'incertitude,* Le Figaro, 6 juin 2025
- AFP, *L'OMS contraint de couper son budget de 20 %, après le retrait américain annoncé,* Le Monde, 29 mars 2025

- ALBERT Éric, *En Afrique du Sud, un G20 vidé d'une grande partie de sa substance par l'absence des Etats-Unis,* Le Monde, 25 février 2025
- ANDERSSON Malin et al., *The post-pandemic recovery – why is the euro area growing more slowly than the United States?,* ECB Economic Bulletin, Issue 4/2024, Banque centrale européenne, 2024
- Bank of international settlements, *II. Monetary and fiscal policy: safeguarding stability and trust* in BIS *Annual Economic Report 2023*, Bank of international settlements, 25 juin 2023
- Banque de France, *Audition de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, devant la commission des finances de l'Assemblée Nationale*, Banque de France, 15 mai 2024
- Banque européenne d'investissement, *The effect of uncertainty on investment Evidence from EU survey data*, Banque européenne d'investissement, avril 2024
- BEAUCHAMP Zack, *Make America Hungary Again*, The Atlantic, 17 juin 2024
- BEAUCHAMP Zack, *Their democracy died. They have lessons for America about Trump's power grab*, VOX, 5 février 2025
- BESSENT Scott, *Bessent: Trump is the only one who can stop this war,* FoxNews, 19 août 2025
- BFM Business, *La Chine menace les industriels de restreindre leur approvisionnement en terres rares s'ils constituent des stocks,* BFM Business, 19 août 2025
- BRADFORD Colin, COULIBALY Brahima, *Strengthening cooperation for a changing world: The evolving role of the G20 in global economic governance*, BROOKINGS, avril 2025
- BRENNAN Center for justice, *In His Own Words: The President's Attacks on the Courts,* BRENNAN Center for justice, 14 février 2020
- CHARON Paul, JEANGÈNE VILMER Jean-Baptiste, *Chinese influence operations, a machiavellian moment*, IRSEM, Octobre 2021
- CHASTAND Jean-Baptiste, *France's media landscape exposed to 'Hungarian-style' drift,* Le Monde, 3 avril 2024
- CHUNG Andrew, *US Chief Justice Roberts underscores defense of judiciary amid Trump's attacks*, REUTERS, 8 mai 2025
- ClubPatrimoine, *Les équipementiers automobiles en Europe peuvent-ils sortir du labyrinthe ? (Groupe La Française),* Clubpatrimoine, 27 janvier 2025
- Commission européenne, *Spring 2025 Economic Forecast: Moderate growth amid global economic uncertainty,* Commission européenne, 19 mai 2025
- Commission européenne, *L'accord commercial entre l'UE et les États-Unis expliqué - aspects énergétiques*,* Commission européenne, 30 juillet 2025
- Commission européenne, *EU Youth Report 2024: Looking at how youth are shaping the future, Commission européenne*, 16 mai 2025
- Conseil de l'Union européenne, *Le plan REPowerEU expliqué,* Conseil de l'Union européenne [consulté le 21 août 2025]
- Conseil de l'Union européenne, *Council calls for greater efforts to protect the mental health of children and teenagers in the digital era*, Conseil de l'Union européenne, 20 juin 2025
- COOPER Julian, *Preparing for a fourth year of war : military spending in Russia's budget for 2025, SIPRI*, No 2025/04, Avril 2025
- HUTTON Margot, *Que faut-il retenir du deuxième Sommet Russie-Afrique ?*, TV5 Monde, 31 juillet 2023

- Courrier international, É*tats-Unis, Tous les domaines de la recherche sont concernés par les coupes budgétaires,* Courrier international, 4 mai 2025
- DASSONVILLE Aude, *Canicule : un traitement médiatique encore perfectible*, Le Monde, 15 août 2025
- DAVIES Christian, *Hostile Takeover: How Law and Justice Captured Poland's Courts*, FreedomHouse, 2018
- DE CALIGNON Guillaume, *Sommet Chine-UE : ce « second choc chinois » qui va frapper de plein fouet l'industrie européenne,* Les Échos, 24 juillet 2025
- Mental Health Europe, Digitalisation, Mental Health Europe, [consulté le 17 octobre 2025]
- DRAGHI Mario, *The future of European competitiveness, European Commission,* Septembre 2024
- EPSTEIN Rolf, *European CFOs see geopolitical risk as a rising threat in 2025,* Deloitte Insights, 5 juin 2025
- European Union agency for cybersecurity (ENISA), *2024 Report on the state of cybersecurity in the Union*, ENISA, 2024
- Eurostat, *Le taux d'inflation annuel stable* à *2,0% dans la zone euro,* Eurostat, 17 septembre 2025
- Eurostat, *Le taux d'inflation annuel en hausse* à *10,6% dans la zone euro*, Eurostat, 17 septembre 2022
- E&Y, *How can Europe act now to create advantage from adversity?,* E&Y, juin 2025
- FABRY Elisa, COURTIAL Sacha, *2025 : 50 ans de relations diplomatiques entre l'Union européenne et la Chine et le 25e sommet UE-Chine les 24-25 juillet*, Institut Jacques Delors, 15 juillet 2025
- FRIANG Thomas, TARDIEU Jean-Pierre, *ODD : sur une planète en hypertension écologique et géopolitique, où pointe la boussole des Nations-Unies ?,* Institut Open Diplomacy, 2022
- GAUDIAUT Tristan, *Réseaux 5G : quelle dépendance* à *l'égard de la Chine en Europe ?*, STATISTA, 16 octobre 2023
- GOODMAN Amy, GONZÁLEZ JUAN, *Trump Embraces Authoritarian Playbook of Hungarian Dictator Viktor Orbán*, TRUTOUT, 12 février 2025
- HENLEY Jon, *Press freedom and pluralism face 'existential battle' across EU, report finds,* The Guardian, 29 avril 2025
- HOLNBURGER Josef et al., *The Spread of QAnon in the German-speaking world,* CEMAS, 31 mars 2022
- INCE Matt, *Unnatural Disasters: The Next Front in Russia's Hybrid War,* RUSI, 14 juillet 2025
- Institut Confucius, *page d'accueil,* [consulté le 21 août 2025]
- IPSOS European public affairs, *The Disinformation edition,* IPSOS European public affairs, Mars 2025
- KASSAM Ashifa, *EU urged to act over Hungary's plans to 'effectively outlaw free press',* The Guardian, 21 mai 2025
- Kiel Institute for the world economy, *Ukraine Support Tracker,* Kiel Institute for the world economy, [consulté le 21 août 2025]
- Le Grand continent, *Trump menace de relever les tarifs si l'Europe ne lui donne pas 600 milliards de dollars pour investir dans « absolument tout ce qu'il veut »*, Le Grand continent, 5 août 2025

- KUSZELEWICZ Mélanie, *Baisse mondiale de l'aide au développement : quelles solutions de financement pour les acteurs de la solidarité ?*, France culture, 7 avril 2025
- LEDROIT Valentin, *États-Unis : les droits de douane de 15 % sur les exportations européennes sont entrés en vigueur ce jeudi 7 août,* Toute l'Europe, 7 août 2025
- Lighthouse Reports, *Tracking QAnon in Europe,* Lighthouse Reports [consulté le 5 août 2025]
- LO NOSTRO Gianluca, *Trust in European Union at highest since 2007, poll shows,* REUTERS, 28 mai 2025
- LEGRAVE JÉRÔME Ulysse, *L'éco-anxiété, ce « mal du siècle » qui frappe des millions de Français,* Les Échos, 15 avril 2025
- Les Échos, *Aide humanitaire : les coupes de l'USAID pourraient provoquer plus de 14 millions de morts supplémentaires,* Les Échos, 1er juillet 2025
- MARIE-COURTOIS Théo, *Le détroit de Taïwan, un axe indispensable du commerce mondial,* Les Échos, 3 août 20
- Nations-Unies, *COVID-19 to slash global economic output by $8.5 trillion over next two years,* Nations-Unies, 2020
- Nations-Unies, *Cinq choses* à *savoir sur le financement du développement durable*, Nations-Unies, 25 avril 2025
- NDOUDI Emmanuelle, *Sommet du G77 : qu'est-ce que cette organisation qui rassemble désormais 134 pays ?*, La Croix, 14 septembre 2023
- Organisation mondiale de la Santé, *Addressing the digital determinants of youth mental health and well-being: policy brief*, Organisation mondiale de la Santé, 23 mai 2025
- OCDE, OECD *Economic Surveys: European Union and Euro Area 2025*, OCDE, 3 juillet 2025
- PAPADOGIANNAKIS Emmanouil et al., *Before & After: The Effect of EU's 2022 Code of Practice on Disinformation*, Computer and Society, 15 juillet 2025
- PEREVALOV Nikita, PAPAGIANNI Vasiliki, *The global economy in five charts,* Banque mondiale, 12 juin 2024
- Radio France internationale, *Taïwan: TSMC investit 100 milliards de dollars aux* États-*Unis, pour éviter la colère de Trump ?,* Radio France internationale, 2 avril 2025
- Radio France internationale, *L'Ukraine achètera-t-elle 100 milliards de dollars d'armes* à *Washington pour obtenir sa protection?*, Radio France internationale, 19 août 2025
- RAULINE Nicolas, *Droits de douane : l'impossible promesse de l'Europe sur l'énergie*, Les Échos, 29 juillet 2025
- REUTERS, *IMF sees cost of COVID pandemic rising beyond $12.5 trillion estimate,* REUTERS, 20 janvier 2022
- RYAN-COLLINS Josh et al, *Monetary-fiscal policy coordination: Lessons from Covid-19 for the climate and biodiversity emergencies,* UCL Institute for Innovation and Public Purpose WP 2023/04, UCL Institute for Innovation and Public Purpose, 26 avril 2023
- ROUIAÏ Nashidil, *Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois,* Géoconfluence, 14 septembre 2018
- Service européen pour l'action extérieure, *3 rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats*, Service européen pour l'action extérieure, Mars 2025
- Service européen pour l'action extérieure, *Désinformation sur le COVID19*, Service européen pour l'action extérieure, mars 2020

- Service européen pour l'action extérieure, *Ukraine: Address by High representative/Vice-President Josep Borrell to the UN Security Council on the Russian aggression*, Service européen pour l'action extérieure, 25 septembre 2024
- Service européen pour l'action extérieure, *Inside the infrastructure of Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI) operations*, Service européen pour l'action extérieure, 19 mars 2025
- SHARRING Neil, *Fiscal policy and the post-COVID-19 recovery, A roadmap for domestic policy and international coordination*, Global Economy and Finance Programme, Chatam House, février 2021
- STEWART Heather, *2020s on course to be weakest decade for global economy since 1960s,* says World Bank, The Guardian, 10 juin 2025
- TFI1Info, *Armes pour l'Ukraine : les États-Unis vont réaliser une marge de 10% sur leurs ventes aux Européens,* TF1Info, 2O août 2025
- The conference board, *CEO Confidence Plummets: Single Market Needed Across Sectors, Including Defense*, The Conference board, mai 2025
- TÖHK Tauno, *More than a systemic rival China as a security challenge for the EU*, Brief, International centre for defence and security, mars 2025
- TORRES GUNFAUS Marta, KAUFMANN Céline, *De quoi la COP 30 sur le climat a-t-elle désormais besoin ? Une liste de tâches pour le second semestre 2025,* Institut du développement durable et des relations internationales, 3 juillet 2025
- TUGENDHAT Henry, *China Isn't Ready to Replace USAID*, Foreign Policy, 7 juillet 2025
- United-Nations framework convention on climate change, *Submission from the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* in *Dialogue on long-term cooperative action to address climate change by enhancing implementation of the Convention*, United-Nations framework convention on climate change, 15 novembre 2006
- US-China economic and security review commission, *2023 Report to congress of the US-China economic and security review commission*, US-China economic and security review commission, novembre 2023
- Vert, le média, «*Féminisme*», «*LGBT*», «*pollution*»... *voici les 120 mots que l'administration Trump a bannis des sites gouvernementaux,* Vert le média, 13 mars 2025
- VVR International, *L'intelligence artificielle générative en Chine : une révolution technologique en pleine expansion,* VVR International, 21 novembre 2024
- World in data, *Cumulative CO_2 emissions,* World in data [consulté le 21 août 2025]

SECTION 1: **COMPRENDRE LA CRISE GÉOPOLITIQUE**

ENTRETIEN #1.1 AVEC ELIE TENENBAUM

- AFP, *Bases militaires américaines en Europe : combien sont-elles et où sont-elles placées ?*, La Provence, 14 février 2025, [consulté le 5 août 2025]
- BARRY Ben et al., *Defending Europe Without the United States: Costs and Consequence*, The International Institute for Strategic Studies, Mai 2025
- BURIKOV Alex et al., *KIEL Report Fit for war by 2030, European rearmement efforts vis-à-vis Russia, Kiel Institute for the World economy*, n°3, June 2025
- FOURREAU Valentine, *Les puissances nucléaires mondiales*, STATISTA, 18 juin 2024, [consulté le 5 août 2025]

- PFEIFER Sylvia et al., *Two-thirds of arms imports to Nato countries in Europe come from US*, Financial Times, 10 mars 2025, [consulté le 5 août 2025]
- World Economic *Forum, The Global risks report 2025, World Economic Forum*, Janvier 2025

ENTRETIEN #1.2 AVEC FRANÇOISE THOM

- BURIKOV Alex et al., *KIEL Report Fit for war by 2030, European rearmement efforts vis-à-vis Russia, Kiel Institute for the World economy*, n°3, June 2025
- BURIKOV Alexandr, WOLLF B Guntram, *Defending Europe without the US : first estimates of what is needed,* Brugel, 21 février 2025
- COOPER Julian, *Preparing for a fourth year of war : military spending in Russia's budget for 2025, SIPRI*, No 2025/04, Avril 2025
- HUTTON Margot, *Que faut-il retenir du deuxième Sommet Russie-Afrique ?*, TV5 Monde, 31 juillet 2023
- LIMONIER Kévin, *La guerre numérique de Vladimir Poutine : enquête sur les hackers d'État en Russie*, Le Grand Continent, 17 juin 2025, [consulté le 5 août 2025]
- MARC Alexandre, JONES Bruce, *The new geopolitics of fragility, Russia, China and the mounting challenge for peacebuilding,* Brookings, Octobre 2021
- STARK Hans, *L'encombrant héritage de la politique du SPD à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine*, Institut français des relations internationales, 30 mars 2023
- Représentation en France de la Commission européenne, *Les sanctions contre la Russie fonctionnent*, Commission européenne, 17 mai 2024 [consulté le 5 août 2025]

ENTRETIEN #1.3 AVEC ALAIN LE ROY

- AFOTA Amandine et al., *Élargissement des BRICS : quelles conséquences potentielles pour l'économie mondiale ?*, Bulletin de la Banque de France, Banque de France 9 janvier 2024
- BURIKOV Alex et al., KIEL *Report Fit for war by 2030, European rearmement efforts vis-à-vis Russia, Kiel Institute for the World economy,* n°3, June 2025
- Commission européenne, *Standard Eurobarometer 103 - Spring 2025*, Commission européenne [consulté le 5 août 2025]
- Le Grand continent, *Les États-Unis représentent près de 60 % du PIB du G7 — contre 46 % en 2000*, Le Grand continent, 17 juin 2025
- FAGOT Vincent, Nvidia, *première entreprise à dépasser 4 000 milliards de dollars de capitalisation boursière*, Le Monde, 9 juillet 2025, [consulté le 5 août 2025]
- Nations-Unies, *The Sustainable Development Goals Report 2025*, Nations-Unies, 2025
- Nations Unies, *Liste des vetos*, Nations Unies [consulté le 5 août 2025]
- Nations-Unies, *United Nations Adopts Ground-Breaking Pact for the Future to Transform Global Governance, Nations Unies,* 2 octobre 2024
- OCDE Communiqué de presse, *L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en six ans, selon l'OCDE,* OCDE, 16 avril 2025, [consulté le 5 août 2025]
- PELPEL Victor, LAROCHE Colline, *Les BRICS : montée en puissance d'un « club » non occidental, Institut de relations internationales et stratégiques*, 3 juillet 2025
- PONZIO Richard, YUSUF Nudhara, and DURCH William (Editor), *Global Governance Innovation Report 2025*, The Stimson Center, Washington, D.C., 2025

- World Bank, Poverty, *Prosperity, and Planet Report 2024: Pathways Out of the Polycrisis*, Washington, DC: World Bank, 2024

ENTRETIEN #1.4 AVEC EMMANUEL VÉRON

- GIANLUCA Santoni, VICARD Vincent, *La Chine, toujours plus dominante dans le commerce mondial*, CEPII 12 mars 2025 [consulté le 5 août 2025]
- FABRY Elvire, COURTIAL Sacha, *2025 : 50 ans de relations diplomatiques entre l'Union européenne et la Chine et le 25e sommet UE-Chine les 24-25 juillet*, Institut Jacques Delors, 15 juillet 2025 [consulté le 5 août 2025]
- FATTORI Francesca et al. *La stratégie sous-marine de la Chine en carte*, Le Monde, 13 mai 2023, [consulté le 5 août 2025]
- KRPATA Marie, *Relations Chine-Balkans :* « *L'Union européenne a pris conscience d'une vulnérabilité* à *sa périphérie* », Institut français des relations internationales, 8 juin 2023 [consulté le 5 août 2025]
- Le Grand Continent, Brèves, *La Chine produit plus d'acier que le reste du monde*, Le Grand Continent, 25 septembre 2024 [consulté le 5 août 2025]
- Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, *état de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°18*, Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, édition 2024
- OCDE, *La croissance des dépenses en R&D ralentit dans la zone OCDE et s'envole en Chine, tandis que le soutien public* à *la R-D dans les secteurs de l'énergie et de la défense augmente fortement*, OCDE, 31 mars 2025
- POUZYREFF Natalia, RÉCALDE Marie, *Rapport d'information par la Commission de la Défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le thème de* « *l'opérationnalisation de la nouvelle fonction stratégique influence* », Assemblée nationale, 2 juillet 2025
- SEONG Jeongmin et al, *Geopolitics and the geometry of global trade: 2025 update,* McKinsey, 27 janvier 2025
- Service européen pour l'action extérieure, *Inside the infrastructure of Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI) operations*, Service européen pour l'action extérieure, 19 mars 2025
- XÉMARD Mathieu, *La Chine en situation de monopole sur les terres rares,* Polytechnique Insights, 29 janvier 2025

ENTRETIEN #1.5 AVEC PIERRE RAZOUX

- AAS RUSTAD Siri, Conflict Trends: A Global Overview,1946–2024, Peace Research Institute Oslo, 2025
- ALI AL-ZU'BI, Desertification in MENA – Causes and Solutions, EcoMENA, 14 février 2025
- DURAND Karine, Ces régions seront inhabitables en 2050, estime la Nasa, Futura Science, 8 avril 2024
- GÜCÜM Selin, Les turcs en Afrique, discrets mais présents, observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Institut de relations internationales et stratégiques, Décembre 2023
- France Culture, Panama, Suez : grippage concomitant et mal venu pour les deux axes stratégiques du commerce mondial, France culture, 9 avril 2024
- MARC Alexandre, JONES Bruce, *The new geopolitics of fragility, Russia, China and the mouting challenge for peacebuilding,* Brookings, Octobre 2021

- STANLEY Andrew, *La transformation démographique en Afrique pourrait très bien modifier l'ordre mondial in Siècle Africain,* Fonds monétaire international, Septembre 2023

ENTRETIEN #1.6 AVEC NICOLAS HÉNIN

- AFP, *Les incendies ont brûlé plus de 1 million d'hectares dans l'Union européenne depuis début 2025, un chiffre jamais enregistré*, Le Monde, 21 août 2025
- BOIGEGRQIN Natacha, *Règlement général sur la protection des données - RGPD*, Bilan des pratiques de sanctions en Europe, 17 juin 2024
- BORSHCHEVSKII Gleb, *Qu'est-ce que l'Africa Corps russe et remplace-t-il le groupe Wagner ?*, BBC, 12 juin 2025
- FETTEROLF Janel et al., *Who do people think is their country's greatest threat?*, Pew Research Center, 8 juillet 2025
- GAUDIAUT Tristan, *La consommation électrique des data centers rivalise avec celle des grandes économies mondiales,* STATISTA, 11 avril 2025
- JARAVEL Xavier, *Marie Curie habite dans le Morbihan. Démocratiser l'innovation*, Seuil, 2023.
- RICHARD Philippe, *La surface d'attaque des entreprises augmente à cause de la sécurité des API qui reposent sur des mécanismes d'authentification insuffisants,* IT Social, 25 avril 2025
- Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, *Revue nationale stratégique 2025*, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2025
- Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, *Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516,* Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, mars 2025
- WIKE Richard et al., U.S. I*mage Declines in Many Nations Amid Low Confidence in Trump*, Pew Research Center, 11 juin 2025

ENTRETIEN #1.7 AVEC PHILIPPE PERCHOC

- Banque mondiale, *D'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays*, Banque mondiale, 13 septembre 2021
- BENOÎT Guillaume, *Bruxelles propose un nouvel emprunt commun européen de 400 milliards d'euros*, Les Échos, 17 juillet 2025
- Commission européenne, É*largissement de l'UE, Commission européenne* [consulté le 7 août 2025]
- Commission européenne, *Standard Eurobarometer 103 - Spring 2025*, Commission européenne [consulté le 5 août 2025]
- FOURREAU Valentine, *Où est-on le plus - et le moins - religieux ?,* Statista, 27 février 2025
- Nations Unies, *Progression du nombre des* États *membres de 1945 à nos jours,* Nations Unies [consulté le 7 août 2025]
- Odoxa, *6 français sur 10 refusent que leur épargne serve au financement de la Défense*, Odoxa, mars 2025
- Odoxa, *les français et la guerre en Ukraine*, Odoxa mars 2025

ENTRETIEN #1.8 AVEC JEAN-CHARLES LARSONNEUR

- BURIKOV Alex et al., KIEL *Report Fit for war by 2030, European rearmement efforts vis-à-vis Russia, Kiel Institute for the World economy,* n°3, June 2025
- CHAPLEAU Philippe, *L'Europe décroche-t-elle des Etats-Unis ?,* Ouest France, 8 février 2024
- MIRALLÈS Patricia, THIÉRIOT Jean-Louis, *Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité*, Assemblée nationale, 17 février 2022
- MUXEL Anne, *Les jeunes et la guerre : un regain de patriotisme ?,* Polytechniques Insight, 16 octobre 2024
- Philippe AGHION et al., *Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français*, Le grand continent, 29 août 2025
- TIMBEAU Xavier, *L'Europe décroche-t-elle des Etats-Unis ?*, OFCE, 22 mai 2025
- VILLEROY DE GALHAU, *Audition de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, devant la commission des finances de l'Assemblée Nationale*, Banque de France, 15 mai 2024

ENTRETIEN #1.9 AVEC WILLIAM MOLINIÉ

- AUDRAS Tristan, Les chiffres de l'économie souterraine, Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI), [consulté le 5 octobre 2025]
- BOËTON Marie, *Faits divers : pourquoi ils nous fascinent, comment ils nous façonnent*, La Croix, 13 janvier 2025
- CHAUDIÈRE Claire, *Ma Prime Rénov' : 44 000 dossiers retoqués en 2024, 230 millions d'euros de fraude évités, selon l'Agence de l'habitat,* France Inter, 17 mars 2025
- *DYER Jasmin, La forêt sert de porte d'entrée illégale vers l'Europe, où certains migrants sont « chassés » par des chiens, BBC News Afrique, 15 mars 2025*
- GAUTIER Maxime, *Volume de la production mondiale de cocaïne de 1994 à 2022*, STATISTA, 14 janvier 2025
- IPSOS, *Ce qui préoccupe les Français - Juin 2025*, IPSOS, 30 juin 2025
- Office des nations Unies contre la drogue et le crime, *Rapport mondial sur les drogues 2025 de l'ONUDC : L'instabilité mondiale aggrave les coûts sociaux, économiques et sécuritaires du problème mondial de la drogue,* Nations-Unis, 26 juin 2025
- TRIBOT-LASPIÈRE Victor, *Narcotrafic : 110 morts et saisies «record» de cocaïne en 2024, selon le bilan du ministère de l'Intérieur,* Ici, 6 février 2025
- Vie publique, *Drogues et addictions : quels sont les chiffres publiés en 2025 ?*, Vie publique, 16 janvier 2025

SECTION 2 : **COMPRENDRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE**

ENTRETIEN #2.1 AVEC ANTOINE PELLION

- ADIL Lina et al, *Climate risk index 2025,* Germanwatch, 12 février 2025
- France Nation Verte, *Projet de stratégie nationale bas carbone n°3, premières grandes orientations à l'horizon 2030 et enjeux à l'horizon 2050,* France Nation Verte, Novembre 2024

- GIRARD CLAUDON Pierre-Henri, *Plus qu'un simple label, le SBTi peut-il être garant de la décarbonation des grandes entreprises ?,* Usine nouvelle, 27 mai 2024
- INSERM, *La chaleur record de l'été 2022 a fait plus de 61 000 morts en Europe dont près de 5000 en France*, INSERM, 10 juillet 2023
- Service du Premier ministre - Secrétariat général à la planification écologique, *Conférence des Parties Régionales, Bilan de la COP 1 - 2024*, Service du Premier ministre - Secrétariat général à la planification écologique, 6 février 2025
- TANDON Ayesha, USHIKA Kidd, *Climate change is creating 'new vulnerabilities' for disease pandemic,* Carbon Brief, 23 juillet 2025
- WWF, *300 entreprises s'engagent pour le climat*, WWF, 28 septembre 2017

ENTRETIEN #2.2 AVEC VIRGINIE DUMOULIN

- ANDRE Peter et al, *Globally representative evidence on the actual and perceived support for climate action*, Nature, 9 février 2024
- Agence France Presse, *Colombie : un an après, fin du rationnement d'eau dans la capitale Bogota*, Radio France International,12 avril 2025
- CDP, *Many companies are well prepared for new European sustainability reporting rules,* CDP data shows, CDP, 31 juillet 2023
- Closet, *Le marché de la fast fashion, ça représente quoi ?,* Closet, 10 juin 2022
- DAKMEJIAN Annie et al, *Impacts des activités économiques sur la biodiversité marine : quels outils de mesure et quelles limites ?,* Carbone 4, 14 février 2025
- DELCAS Marie, *Bogota, la capitale de la Colombie, obligée de rationner l'eau potable* « *Nous n'avions pas le choix* »*,* Le Monde, 11 avril 2024
- Earth Negotiations Bulletin (ENB), *Summary report, 6–17 November 1995, CBD COP 2,* Earth Negotiations Bulletin (ENB), [consulté le 10 août 2025]
- GEGLAR et al;, *Economic and financial impacts of nature degradation and biodiversity loss*, ECB Economic Bulletin, Issue 6/2024, Banque centrale européenne, 2024
- GRÉPINET Esteban, *Les populations d'insectes s'effondrent partout dans le monde : cinq études scientifiques marquantes sur le sujet,* Vert - Le média, 2 mai 2025
- Haut commissariat à la stratégie et au plan, *L'artificialisation des sols : un phénomène difficile* à *maîtriser,* Haut Commissariat à la stratégie et au plan, 28 février 2024 [consulté le 8 août 2025]
- Landgeist, Is Russia's I*nvasion of Ukraine a Threat to the Security of the EU?*, Landgeist, 26 août 2023
- LANDRY Juliette, HALLOSSERIE Agnès, *COP 16 : un jalon important pour l'équité malgré des désaccords majeurs,* Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, 5 novembre 2024
- LARRIEU Christelle et al., *Utilisation mondiale de l'eau douce et cycle de l'eau in La France face aux neuf limites planétaires,* Service des données et études statistiques - Sous-direction de l'information environnementale, Octobre 2023
- MOREL Eva, How does a lie become law, LinkedIn, 1 août 2025
- Office français de la biodiversité, *La biodiversité en danger,* Office français de la biodiversité, [consulté le 8 août 2025]
- PONZIO Richard, YUSUF Nudhara, and DURCH William (Editor), *Global Governance Innovation Report 2025*, The Stimson Center, Washington, D.C., 2025

- Secrétariat général à la planification écologique, *Conseil de planification écologique 31 mars 2025*, Secrétariat général à la planification écologique, 31 mars 2025
- Strategic Planning and Monitoring Unit of the Executive Office of the Secretary General, *Global risk report 2024,* Nations-Unies, 2025
- Union internationale pour la conversation de la nature - Comité français, *Actions du Comité français pour la Convention sur la diversité biologique,* Union internationale pour la conversation de la nature - Comité français, [consulté le 10 août 2025]
- VINKE Kira et al, *Safeguarding International Climate Protection Against the Trump Agenda*, German Council on Foreign Relations, Novembre 2024
- World Economic Forum, *The Global risks report 2025*, World Economic Forum, Janvier 2025

ENTRETIEN #2.3 AVEC EMMA HAZIZA

- ADIL Lina et al, *Climate risk index 2025*, Germanwatch, 12 février 2025
- FOURREAU Valentine, *Les conflits liés à l'eau se multiplient dans le monde,* STATISTA, 25 mars 2025 [consulté le 5 août 2025]
- GAUDIAUT Tristan, *Pénurie d'eau : quels pays seront les plus affectés à l'horizon 2050 ?*, Statista, 21 mars 2024
- Ministère de l'aménagement du territoire et de la transition écologique, *Restrictions d'eau lors des périodes de sécheresse en France métropolitaine en 2023,* Ministère de l'aménagement du territoire et de la transition écologique, 31 décembre 2024
- RACZEK Tracy, *Geoengineering: Reining in the weather warriors,* Chatham House, 15 février 2022

ENTRETIEN #2.4 AVEC BARBARA POMPILI

- BankTrack, *The NZBA's moment of truth*, BankTrack, 21 janvier 2025,
- Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique (CITEPA), *Reprise des négociations climat dans le cadre de la CCNUCC à Bonn*, CITEPA, 13 juin 2025
- HÉRAUD Béatrice, *Barclays et UBS quittent la Net Zero Banking Alliance (NZBA)*, AEF, 18 août 2025
- Network for Greening the financial system, *Membership,* NGFS, [consulté le 5 août 2025]
- PELPEL Victor, LAROCHE Colline, *Les BRICS : montée en puissance d'un « club » non occidental,* Institut de relations internationales et stratégiques, 3 juillet 2025
- PONZIO Richard, YUSUF Nudhara, and DURCH William (Editor), *Global Governance Innovation Report 2025,* The Stimson Center, Washington, D.C., 2025
- OLIVIER Arthur, *Union européenne, Chine, Etats-Unis... qui émet le plus de gaz à effet de serre ?*, Toute l'Europe, 18 novembre 2024
- TORRES GUNFAUS Marta, KAUFMANN Céline, *De quoi la COP 30 sur le climat a-t-elle désormais besoin ? Une liste de tâches pour le second semestre 2025,* Institut du développement durable et des relations internationales, 3 juillet 2025
- World Bank, *Poverty, Prosperity, and Planet Report 2024: Pathways Out of the Polycrisis*, Washington, DC: World Bank, 2024
- World Economic Forum, *The Global risks report 2025*, World Economic Forum, Janvier 2025

ENTRETIEN #2.5 AVEC SYLVAIN SOURISSEAU

- GAUDIAUT Tristan, La consommation électrique des data centers rivalise avec celle des grandes économies mondiales 11 avril 2025
- HOEPFFNER Hélène, *La commande publique : un levier efficace de politique publique ?*, Vie Publique, 1er avril 2025
- Ministère chargé de l'énergie, *Consommation finale d'énergie par secteur et par énergie in Chiffres clés de l'énergie édition 2024*, Ministère chargé de l'énergie, 17 septembre 2024
- Sud Ouest, *Carte. Pollution : quels sont les 50 sites les plus émetteurs de CO2 en France ?,* Sud Ouest, 8 novembre 2022
- National intelligence council, *Global trends 2025 : a transformed world,* National Intelligence Council, 2025
- VINKE Kira et al, *Safeguarding International Climate Protection Against the Trump Agenda*, German Council on Foreign Relations, Novembre 2024
- World Bank, Poverty, *Prosperity, and Planet Report 2024: Pathways Out of the Polycrisis,* Washington, DC: World Bank, 2024

ENTRETIEN #2.6 AVEC CHANTAL JOUANNO

- ADEME, *Les Français se pensent-ils sobres ?*, ADEME, mars 2024
- ADIL Lina et al, *Climate risk index 2025*, Germanwatch, 12 février 2025
- Agence France Presse, *Investissements record en 2024 dans la transition vers les énergies bas carbone,* Connaissances des énergies, 30 janvier 2025
- CALIPEL Clara, HENRY Caroline, *État des lieux des investissements climat en Europe*, I4CE, 3 juin 2025
- IFEMDR, *Chiffres clés sur l'éco-anxiété,* IFEMDR, 14 décembre 2023,
- Parlons Climat, Climatosceptiques, *Enquête au plus près de ceux qui doutent, Etude quantitative et qualitative*, Parlons Climat, Novembre 2024

ENTRETIEN #2.7 AVEC DIANE SIMIU

- ADIL Lina et al, *Climate risk index 2025*, Germanwatch, 12 février 2025
- DASSONVILLE Aude, *Canicule : un traitement médiatique encore perfectible*, Le Monde, 15 août 2025
- Eurostat, *Le taux d'inflation annuel en hausse à 10,6% dans la zone euro*, Eurostat, [consulté le 5 août 2025]
- INSEE, *En octobre 2022, les prix à la consommation augmentent de 6,2 % sur un an*, INSEE, 28 octobre 2022
- Ministère chargé de l'énergie, *Le taux d'indépendance énergétique augmente en raison du rebond de la production primaire in Bilan énergétique de la France pour 2023*, Ministère chargé de l'énergie, avril 2025
- Ministère chargé de l'énergie, *Stratégie française pour l"énergie et le climat*, Ministère chargé de l'énergie, Novembre 2024
- Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer, et de la pêche, *Les COP régionales*, Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer, et de la pêche, 7 mai 2025 [consulté le 21 août 2025]

ENTRETIEN #2.8 AVEC EVA MOREL

- BOLET Diane, FOSS Florian, *Media Platforming and the Normalisation of Extreme Right Views, British Journal of Political Science,* 12 août 2025
- Center for Countering Digital Hate, *The New Climate Denial: major new report on YouTube uncovers evolution of climate deniers' tactics – as almost a third of teens believe global warming is "harmless",* Center for Countering Digital Hate, 16 janvier 2024
- Quota climat et al., *Premiers résultats de la détection automatisée de la désinformation climatique dans la télévision et la radio françaises,* Quota Climat, avril 2025
- Splann, *Attaques contre l'office français de la biodiversité : des agents secoués qui se sentent "lâchés"*, Splann, 21 décembre 2024,

SECTION 3 : **COMPRENDRE LA CRISE SOCIO-ÉCONOMIQUE**

ENTRETIEN #3.1 AVEC SYLVIE MATELLY

- BFM Business, *L'allemagne confirme l'achat de chasseurs F-35 américains,* BFM Business, 14 décembre 2022
- Commission européenne, *Standard Eurobarometer 103 - Spring 2025,* Commission européenne [consulté le 5 août 2025
- GAUTIER Maxime, *Dépenses militaires en part du produit intérieur brut (PIB) en France de 1950 à 2023*, STATISTA, 14 janvier 2025
- Kiel Institute for the world economy, *Ukraine Support Tracker, Kiel Institute for the world economy* [consulté le 5 août 2025]
- MENNERAT Pierre, *L'Allemagne s'engage à doubler ses dépenses de défense pour atteindre 3,5 % du PIB d'ici 2029*, Le Grand Continent, 24 juin 2025

ENTRETIEN #3.2 AVEC LUDOVIC SUBRAN

- Banque centrale européenne, *The international role of the Euro,* Banque centrale européenne, 2025
- Boursorama, *Toux souverains zone Euro - France*, Boursorama, 30 juillet 2025
- DE CALIGNON Guillaume, *Les effets attendus du plan de relance européen*, Les Échos, 23 février 2022
- GASPAR Vitor et al., *La dette mondiale retrouve sa tendance à la hausse*, Fonds monétaire international, 13 septembre 202
- GAULT Guénaëlle, MENDIONI David, *Les français et la fatigue informationnelle. mutations et tensions dans notre rapport à l'information*, Fondation Jean Jaurès 1er septembre 2022
- LEDROIT Valentin, *Plan de relance européen : où en est-on ?*, Toute l'Europe, 18 mars 2025
- National Intelligence Council, *Global trends 2025 : a transformed world,* National Intelligence Council, 2025
- Philippe AGHION et al., *Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français*, Le grand continent, 29 août 2025
- Toute l'Europe, *[Carte] Le PIB des pays de l'Union européenne*, Toute l'Europe, 24 juin 2025

- United Nations Office for Disaster Risk Reduction, *Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction 2025: Resilience Pays: Financing and Investing for our Future*, 2025.

ENTRETIEN #3.3 AVEC ERIC CHANEY

- Banque centrale européenne, *The International role of the Euro,* Banque centrale européenne, mai 2025
- Observatoire des inégalités, *Le patrimoine selon l'âge,* Observatoire des inégalités, 28 février 2023
- OCDE Data, *Dépenses intérieures brutes de R-D,* OCDE, [consulté le 5 août 2025]
- PAVIC Clémence, *Qu'est-ce que le projet d'«accord de Mar-a-Lago»?,* Le Devoir, 18 février 2025

ENTRETIEN #3.4 AVEC JULIEN MALIZARD

- BEAUFRET Jean-Pascal, *Les trois singes et les finances publiques : Retour sur 1000 milliards de dette additionnelle (2016-2024),* Commentaire n°187, Automne 2024
- BURIKOV Alex et al., *KIEL Report Fit for war by 2030, European rearmement efforts vis-à-vis Russia,* Kiel Institute for the World economy, n°3, June 2025
- GENTILHOMME Célestine, *Présidentielle : les plus de 50 ans désormais majoritaires au sein du corps électoral,* Le Figaro, 24 juillet 2025
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Hausse sans précédent des dépenses militaires mondiales avec un bond en Europe et au Moyen-Orient*, SIPRI, 28 avril 2025
- TF1 Info, "*Interdiction d'arrêter la production» : dans les coulisses de la fabrication des canons français Caesar,* TF1 Info, 22 mars 2025
- Vie publique, *Budget de la défense : les étapes pour le porter à 2% du PIB*, Vie publique, 4 juin 2024

ENTRETIEN #3.5 AVEC JEAN PISANI-FERRY

- Agence France Presse, *Voitures électriques : la Chine est de très loin le principal marché mais d'autres pays connaissent une forte croissance*, Connaissances des énergies, 15 mai 2025
- Commission européenne, *Loi Climat : l'Union européenne ouvre une nouvelle voie vers 2040*, Commission européenne, 2 juillet 2025
- DE VAUPLANE Hubert, *Pourquoi le dollar américain va continuer de dominer le monde : géopolitique des stablecoins,* Le Grand Continent, 7 avril 2025
- Financial stability board, *Global Monitoring Report on Non-Bank Financial Intermediation 2024,* Financial stability board, 16 décembre 2024
- SEONG Jeongmin et al, *Geopolitics and the geometry of global trade: 2025 update*, McKinsey, 27 janvier 2025
- Vie publique, *Qu'est-ce que l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce ?*, Vie publique, 16 septembre 2024 [consulté le 6 août 2025]

ENTRETIEN #3.6 AVEC IRÉNÉE RÉGNAULD

- BAUER Anne, *Top départ pour la production d'Ariane 6*, Les Échos, 7 mai 2019
- CNES, *Copernicus*, CNES, 26 juin 2025

- FRACKIEWICZ Marcin, *Rapport mondial sur l'industrie des satellites et de l'espace 2025 : aperçu du marché et perspectives jusqu'en 2030*, TS2 TECH, 10 juin 2025
- GARIC Audrey, *Limiter le réchauffement climatique* à *1,5 °C est désormais impossible,* Le Monde, 19 juin 2025
- GAUDIAUT Tristan, *De Spoutnik* à *Starlink : plus de 10 000 satellites actifs sont désormais en orbite,* Statista, 9 octobre 2024
- INSEE, *Emploi, chômage, revenus du travail, édition 2023,* INSEE, 29 juin 2023
- Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, *Les premiers résultats du volet spatial de France 2030 dévoilés,* Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, 7 juillet 2023
- MIRAUX Loïs, *Le tourisme spatial : c'est pire que ce que vous imaginez*, BonPote, 19 avril 2025
- MT Newswires, *L'économie spatiale mondiale atteint 613 milliards de dollars*, Zone bourse, 22 juillet 2025
- UNDSETH Marit, *Les gouvernements atteignent-ils encore les étoiles ? Un regard sur la R&D spatiale civile,* OCDE, 19 juin 2025

ENTRETIEN #3.7 AVEC HUBERT DE VAUPLANE

- ARNOLD Martin, *Stablecoins "perfom poorly" as money, central banks warn,* Financial Times, 24 juin 2025
- Atlantic Council, *Central bank digital currency tracker*, Atlantic Council, [consulté le 5 octobre 2025]
- Banque centrale européenne, *The international role of the Euro,* Banque centrale européenne, 2025
- Binance Square, *Binance market update : crypto market trends,* 11 juin 2025, Binance square, [consulté le 5 octobre 2025]
- CIPOLLONE Piero, *Empowering Europe : boosting strategic autonomy through the digital euro,* Banque centrale européenne, 8 avril 2025
- DE VAUPLANE Hubert, *Pourquoi le dollar américain va continuer de dominer le monde géopolitique des stablecoins*, Le Grand Continent, 7 avril 2025
- HUTHER Jeff, WANG Yikai, *How stablecoins could affect borrowing costs for the government, businesses and households,* ABA Banking Journal, 14 juillet 2025
- Journal du con, *Tether (USDT) devient le 7è plus gros acheteur de bons du Trésor US et dépasse le Canada*, Journal du coin, 20 mars 2025
- OTYCHENKO Illya, *Stablecoin Landscape : What 2024 reveals about 2025 ?,* CEX-IO, 31 janvier 2025
- Peter G Peterson Foundation, *The federal governement has borrowed trillions. Who owns all that debt ?,* Peter G Peterson Foundation, [consulté le 5 octobre 2025]
- Reuters, *Plusieurs grandes banques européennes créent une société pour lancer un "stablecoin" adossé* à *l'euro*, Investir, 25 septembre 2025
- REUTERS Marco, Decrypting Crypto: How to Estimate International Stablecoin Flows, Working papers, WP/25/141, 2025
- SEIBT Sébastien, *Cryptomonnaies : les "stablecoins", nouveau défi* à *la stabilité financière mondiale ?,* France 24, 19 février 2022
- VASSELIN Françoise, *Où placer les stablecoins parmi les cryptoactifs ?,* The Conversation 9 juillet 2025

ENTRETIEN #3.8 AVEC LAURENT BABIKIAN

- Big Media, *Scope 1, 2 et 3 du bilan carbone : définition, périmètres, exemples,* Big Media, 26 avril 2024
- CALLAND Edeline, *Ce qu'il faut savoir pour prolonger la durée de vie de votre téléphone portable*, Ouest France, 30 mars 2024
- Conseil de l'Union européenne, *Une législation de l'UE sur les matières premières critiques pour l'avenir des chaînes d'approvisionnement de l'UE*, Conseil de l'Union européenne, [consulté le 5 octobre 2025]
- Statistique publique de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement, *Matières mobilisées par l'économie française*, Statistique publique de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement, 19 août 2025

ENTRETIEN #3.9 AVEC PASCAL LAMY

- Assemblée nationale, *Résumé du rapport de M. Mario Draghi sur la compétitivité européenne*, Assemblée nationale, 18 novembre 2024
- DRUT Bastien, *Une année historique de dépréciation du dollar,* CRPAM, 3 juillet 2025
- France Culture, *Cryptomonnaies, du virtuel* à *la realpolitik*, Le Magazine du week-end, France Culture, 2 août 2024
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, *Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne : enjeux et perspectives pour le secteur agricole- Analyse n° 207,* Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, 13 décembre 2024
- ONU, Commerce et développement, *La dette publique mondiale a atteint un niveau record* à *102 000 milliards de dollars en 2024, les pays en développement étant les plus durement touchés,* ONU, Commerce et développement, 26 juin 2025
- TIMBEAU Xavier, *L'Europe décroche-t-elle des Etats-Unis ?,* OFCE, 22 mai 2025

ENTRETIEN #3.10 AVEC LAURE DE ROUCY-ROCHEGONDE

- Commission européenne, *The future of European competitiveness: Report by Mario Draghi*, Commission européenne, Septembre 2024
- CHAABAN Florian, *Qu'est-ce que le rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité de l'UE ?,* Toute l'Europe, 15 septembre 2025
- ÉCALLE François, *Les dépenses publiques en faveur de la recherche et de l'innovation,* FIPECO, 3 septembre 2025
- GRELIER Annabelle, *Intelligence artificielle : une bulle prête* à *éclater ?*, Le Journal de l'Éco, France Culture, 30 septembre 2025
- HALLIEM Norrin, *IA et crédit, comment éviter que les machines ne contribuent* à *reproduire nos biais sociaux ?,* The Conversation, 26 mai 2025
- IPSOS, *Intelligence artificielle : quels sont les usages des Français ?*, IPSOS, 26 mai 2025
- Ministère des armées, Inauguration du plus puissant supercalculateur classifié dédié à l'IA en Europe, Ministère des armées, 5 septembre 2025
- PENGFEI Li et al., *Making AI Less "Thirsty": Uncovering and Addressing the Secret Water Footprint of AI Models*, Cornell University, 26 mars 2025
- PICQUARD Alexandre *et al.*, *Sur le champ de bataille, l'IA dépasse les attentes des militaires*, Le Monde, 19 octobre 2024

- Shift Project, I*ntelligence artificielle, données, calculs : quelles infrastructures dans un monde décarboné ?*, Shift Project, Octobre 2025
- *VULSER Nicolas, A Bruxelles, le lobbying américain* à *l'assaut de la culture européenne, Le Monde, 7 juin 2024*
- World Economic Forum, *Global Risks 2024: Disinformation Tops Global Risks 2024 as Environmental Threats Intensify*, World Economic Forum, 10 janvier 2024

SECTION 4: **COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE**

ENTRETIEN #4.1 AVEC ALEXIS CHABOT

- CEVIPOF, *En quoi les français ont-ils confiance aujourd'hui ? - le baromètre de la confiance politique, Vague 16*, CEVIPOF, février 2025
- GRATIAN P., *"Au moins 43 reculs » environnementaux ont eu lieu ces six derniers mois déplore un groupe d'ONG",* Ouest France, 24 juin 2025
- PAILLASSA Pauline, *Portugal, Pays-Bas, Italie… Visualisez la progression des partis d'extrême droite en Europe lors des législatives depuis 2010*, Franceinfo, 11 mars 2024
- SAILLOFEST Marin, *Immigration, dépenses, cryptos, décrets… : les chiffres des six mois de Trump en 10 indicateurs clefs,* Le Grand Continent, 21 juillet 2025

ENTRETIEN #4.2 AVEC EMMANUEL RIVIÈRE

- BELZ David, *Civil War Comes to the West*, Part II: Strategic Realities, Military Strategy Magazine, Volume 10 Issue 2, Août 2025
- CEVIPOF, En quoi les français ont-ils confiance aujourd'hui ? - le baromètre de la confiance politique, Vague 16, CEVIPOF, février 2025
- Institut français d'opinion publique, *Baromètre de la fraternité - édition 2025*, Institut français d'opinion publique, 4 février 2025
- MUXEL Anne, *Les jeunes et la guerre : un regain de patriotisme ?*, Polytechniques Insight, 16 octobre 2024

ENTRETIEN #4.3 AVEC VINCENT COCQUEBERT

- DAGNAUD Monique, *Américains et Américaines: la grande divergence*, TELOS, 8 juillet 2025
- INSEE, *Scolarisation des jeunes de 18* à *29 ans in France, portail social, édition 2024*, INSEE, 21 novembre 2024
- INSEE, Salaires in Formations et emploi édition 2025, INSEE, 12 février 2025
- IPSOS, *70% des Français se déclarent pessimistes quant* à *l'avenir de la France,* IPSOS, 26 octobre 2023, [consulté le 5 août 2025]
- INSEE, *Pauvreté selon l'âge et le seuil Données annuelles de 1996* à *2023,* INSEE, 7 juillet 2025
- Public Sénat, *Présidentielle : Âge, profession, lieu de résidence… quel est le profil des électeurs ?*, Public Sénat, 11 avril 2022, consulté le 5 août 2025]

ENTRETIEN #4.4 AVEC MAXIME SBAIHI

- Assemblée nationale, *Rapport d'information n°4817*, 2021
- Clariane, *L'impact du vieillissement sur les dépenses de santé*, Clariane, 1er juillet 2025
- DABET Gaëlle, ÉPIPHANE Dominique et PERSONNAZ Elsa Personnaz, « *Origine sociale, diplôme et insertion : la force des liens* », Céreq, 2024
- INED, *Projections de population de 2021 à 2121*. Scénario central, INED [consulté le 5 août 2025]
- NFPA (Fonds des Nations Unies pour la population), *La véritable crise de la fécondité : La quête du libre arbitre en matière de procréation dans un monde en mutation* », UNFPA, 2025
- Philippe AGHION et al., *Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français*, Le grand continent, 29 août 2025
- RUELLO Alain, *Des nouvelles projections de la population active inquiétantes pour les retraites,* Les Échos, 30 juin 2022

ENTRETIEN #4.5 AVEC THOMAS HUCHON

- CLEMI, *Quand les données personnelles s'échappent : l'affaire « cambridge analytica »,* CLEMI [consulté le 5 août 2025]
- DELESTRE Sheelah, *Les fake news en France – Faits et chiffres,* STATISTA, 5 janvier 2024 [consulté 5 août 2025]
- JO DIXON Stacy, STATISTA, *Daily time spent on social networking by internet users worldwide from 2012 to 2025*, 19 juin 2025 [consulté 5 août 2025
- Service européen pour l'action extérieure, *Inside the infrastructure of Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI) operations*, Service européen pour l'action extérieure, 19 mars 2025

ENTRETIEN #4.6 AVEC CAROLINE IBOS

- DAGNAUD Monique, *Américains et Américaines: la grande divergence,* TELOS, 8 juillet 2025
- DE RIVET Savinien, *Avec plus de 8 000 morts au travail depuis 2009, la France ne brille pas en Europe*, Libération, 1er mai 2025
- KOLSQUARE, *Quelles sont les statistiques-clés de TikTok à connaître en 2025 ?*, KOLSQUARE, 23 juin 2025 [consulté le 21 août 2025]
- INSEE, *Immigrés et descendants d'immigrés in Femmes et hommes,* l'égalité en question Édition 2022, INSEE, 3 mars 2022
- INSEE, *Niveau de vie et pauvreté selon la configuration familiale in Les revenus et le patrimoine des ménages édition 2024*, INSEE, 17 octobre 2024
- INSEE, *Population par sexe et groupe d'âges, Données annuelles 2025,* INSEE, 14 janvier 2025 [consulté le 21 août 2025]
- PONZIO Richard, YUSUF Nudhara, and DURCH William (Editor), *Global Governance Innovation Report 2025,* The Stimson Center, Washington, D.C., 202

10 CO-AUTEURS

POUR COMPRENDRE LA POLYCRISE

PRÉSIDENT DU GROUPE DE PROSPECTIVE ET DIRECTEUR DE L'ÉTUDE

Thomas FRIANG est le fondateur et directeur général de l'Institut Open Diplomacy.

Animant ce think-tank depuis 2010, il s'est d'abord engagé à donner une voix internationale aux générations futures en faisant une place aux jeunes au G20 et au G7 grâce au Y20 et au Y7 qu'il a fondés et présidés en 2011 puis en 2019. Puis il s'est engagé pour favoriser la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies dans un contexte géopolitique contraint, notamment en créant et animant les Rencontres du Développement Durable et le réseau des Parlementaires pour la Paix. Depuis 2024, il a mis l'Institut Open Diplomacy au service d'une nouvelle mission : comprendre et combattre la polycrise.

Au plan professionnel, parallèlement à ces activités bénévoles, Thomas est directeur exécutif de l'Institut Géopolitique & Business de l'ESSEC. Il a mené une carrière au croisement de l'économie et des questions internationales dans diverses institutions comme le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la Banque de France. Thomas est ancien élève de l'ESCP, diplômé de l'ENS Ulm, ancien auditeur civil de l'Ecole de Guerre - Terre et de la Harvard Kennedy School.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GROUPE DE PROSPECTIVE

Bastien BEAUDUCEL est Senior Fellow et Directeur de la rédaction de l'Institut Open Diplomacy. Il a été délégué français Y7 en 2024 en Italie, en charge de la thématique « inclusion et égalité des chances ». Bastien est cadre de direction de la Banque de France, détaché au sein de la Banque Centrale Européenne en tant que superviseur des risques climatiques et environnementaux. Bastien est un ancien élève de Sciences Po Rennes et de l'École Normale Supérieure de Rennes.

POUR COMPRENDRE LA CRISE GÉOPOLITIQUE

Patrick CHEVALLEREAU est Vice-président de l'Institut Open Diplomacy. Vice-Amiral en 2e section, il a mené une carrière de commandement opérationnel dans l'aéronavale puis une carrière d'état-major au cœur de la relation transatlantique - notamment comme directeur de cabinet du Commandant suprême pour la Transformation des capacités de défense de l'OTAN ou encore comme attaché de défense à l'Ambassade de France au Royaume-Uni. Patrick est également Distinguished Fellow du Royal United Services Institute.

Dr. Michel WAKIM est Senior Fellow de l'Institut Open Diplomacy. Il est Chef de bureau au centre de crises sanitaires du Ministère de la Santé. Il a mené une carrière au sein de l'administration publique, notamment à la cellule de crise covid-19 de la direction générale de la santé puis au Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale. Il a également un parcours d'officier de la réserve opérationnelle depuis 2017. Il est docteur en pharmacie, diplômé de Sciences Po Paris et également doctorant en sciences politiques au Centre Thucydide à Panthéon-Assas.

POUR COMPRENDRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Laurence MONNOYER-SMITH est co-présidente de l'Institut Open Diplomacy et Directrice du développement durable au Centre national d'études spatiales (CNES). Professeur des universités HDR à l'Université de Technologie de Compiègne, elle a démarré sa carrière comme spécialiste des dispositifs techniques de participation citoyenne avant de rejoindre la Commission Nationale du Débat Public comme vice-présidente. Nommée Commissaire générale et déléguée interministérielle au Développement durable au Ministère de la Transition écologique, elle contribue notamment à l'évolution de la réglementation sur l'évaluation environnementale. Laurence dirige aujourd'hui la RSE au CNES et pilote l'alliance internationale Space 4 Climate Observatory.

Charles-Auxence TELLE est Senior Fellow de l'Institut Open Diplomacy. Il est actuellement Manager chez *Bain & Company,* cabinet de conseil en stratégie, où il travaille notamment sur des sujets liés à la circularité. Diplômé de l'ESCP Business School, il a effectué des échanges universitaires à Moscou et à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Lieutenant de réserve depuis 8 ans, il est engagé au 1er Régiment de Chasseurs-Parachutistes de l'Armée de Terre.

POUR COMPRENDRE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Xavier TIMBEAU est co-président de l'Institut Open Diplomacy et directeur-principal de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques. Ancien élève de l'École Polytechnique, diplômé de l'ENSAE et de l'Université de Paris I, il est spécialiste des questions de conjoncture, d'analyse et de design des politiques publiques, en particulier dans le domaine environnemental. Xavier enseigne l'économie de l'environnement et l'économie urbaine en master à Sciences Po, où il est également directeur scientifique du master GETIC de l'Ecole urbaine. Enfin, Xavier préside la Commission Environnement & Développement Durable du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS).

Elisa FAMERY est Senior Fellow de l'Institut Open Diplomacy. Elle est actuellement adjointe à la Direction générale du trésor où elle est en charge des réglementations de finance durable. Elle a auparavant exercé différentes responsabilités au sein de la Direction générale du Trésor, puis en cabinet ministériel, toujours à l'interface entre régulation financière et transition écologique et solidaire. Elle a également été attachée économique à l'Ambassade de France à Rome. Elisa est diplômée d'HEC et de Sciences Po.

POUR COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE

Juliette MARCEAUX est Secrétaire générale de l'Institut Open Diplomacy. Consultante dans le cabinet de conseil en influence et en gouvernance *The Arcane*, elle accompagne les entreprises et leurs dirigeants dans la compréhension et la prise en compte des grandes évolutions de la société et du débat public. Elle est diplômée de Sciences Po et du King's College. Juliette a été déléguée française au Y20 de Rio (2024) et cheffe de délégation au Y20 de Johannesburg (2025).

Dr. Elise ROUSSEAU est Senior Fellow de l'Institut Open Diplomacy. Docteure en science politique, spécialiste des relations internationales, elle a mené des recherches sur la fabrique des normes et les rapports de force dans les enceintes multilatérales. Elise est passée par l'ambassade de Belgique au Royaume-Uni et est aujourd'hui consultante chez *Tenzing Conseil*, où elle accompagne des acteurs privés et publics sur des sujets de stratégie, conformité et excellence opérationnelle. Lauréate du concours de diplomatie belge, elle a enseigné à l'Université de Cambridge, Sciences Po Paris, McGill University et The Graduate Institute Geneva. Elle est directrice de mémoire à l'Université de Leiden.

33 CONTRIBUTEURS

Nous remercions tous les experts interrogés pour la réalisation de ce rapport.

POUR COMPRENDRE LA CRISE GÉOPOLITIQUE

Dr. Elie TENENBAUM, historien et spécialiste des questions de défense, de stratégie militaire et de conflictualité contemporaine, Directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI), auteur de plusieurs ouvrages dont *Partisans et centurions: une histoire de la guerre irrégulière au XXe siècle* (2018) avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer.

Dr. Françoise THOM, historienne et soviétologue, agrégée de russe, maître de conférences honoraire en histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne, autrice d'ouvrages clés tels que *Comprendre le poutinisme* (2018), *La Marche à rebours* (2021) et *Beria : Le Janus du Kremlin* (2013).

Alain LE ROY, Ambassadeur de France, ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix et ancien Secrétaire général du Service Européen d'Action Extérieure.

Dr. Emmanuel VÉRON, géographe, spécialiste de la Chine et des relations Chine-Asie-Pacifique et des enjeux maritimes, notamment de la zone Indo-Pacifique, Professeur à l'Ecole de Guerre, à l'Ecole navale et à l'INALCO et Co-auteur de *La Chine face au monde : une puissance résistible* avec Emmanuel Lincot (2021).

Dr. Pierre RAZOUX, historien et spécialiste des conflits contemporains, du Moyen-Orient, de la Méditerranée et de l'espace atlantique, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), auteur de plusieurs ouvrages dont *Tsahal : nouvelle histoire de l'armée israélienne* (2008) et *La Guerre Iran-Irak* (2013).

Nicolas HENIN, journaliste spécialiste du Moyen-Orient, ancien otage de Daech, cofondateur de l'Institut Action Résilience et auteur de *Jihad Academy* (2015) et *La France russe : enquête sur les réseaux Poutine* (2016).

Dr. Philippe PERCHOC, politologue spécialiste des États baltes et de l'Europe post-soviétique, Directeur du bureau de l'IRSEM à Bruxelles, Enseignant au Collège d'Europe de Bruges.

Jean-Charles LARSONNEUR, diplomate de carrière et ancien député de la 2e circonscription du Finistère, spécialiste des affaires européennes et de défense, expert des questions industrielles.

William MOLINIÉ, journaliste spécialisé dans les questions de sécurité intérieure et en particulier sur l'activité policière, judiciaire et répressive ainsi que sur les évolutions du narcotrafic et de la criminalité organisée, il est rédacteur de chef adjoint pour quelques médias - Europe 1, JDD, JD News. Son expertise se situe du côté de l'observation des institutions de sécurité ; de leurs méthodes et de leurs réponses aux attentes de la population.

POUR COMPRENDRE LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Antoine PELLION, ancien Secrétaire général à la Planification écologique, conseiller Énergie du Président de la République et du Premier Ministre, a piloté l'élaboration des trajectoires de décarbonation sectorielles avant de devenir Directeur général adjoint du groupe Idex, acteur majeur des infrastructures énergétiques locales et décarbonées.

Virginie DUMOULIN, membre de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et de l'Autorité environnementale, elle a occupé différentes fonctions au Ministère de la transition écologique (cabinet de la Secrétaire d'État à la biodiversité, direction affaires internationales etc.). Elle est également membre du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Dr. Emma HAZIZA, hydrologue et fondatrice du Mayane Resilience Center, est spécialiste de la gestion systémique des risques liés à l'eau. Elle intervient en appui aux collectivités et à l'État pour anticiper les impacts hydriques du changement climatique et promouvoir une « hydrologie stratégique ».

Barbara POMPILI, Ambassadrice déléguée à l'Environnement au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, est ancienne Ministre de la Transition écologique et députée et députée de la Somme à l'Assemblée nationale où elle a présidé la commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire.

Dr. Sylvain SOURISSEAU, économiste chargé de la transition industrielle à l'ADEME, est chargé de l'élaboration des feuilles de route de décarbonation pour l'industrie lourde française. Docteur en économie, ses travaux portent sur les liens entre recyclage et extraction minière, avec un focus sur la filière sidérurgique.

Chantal JOUANNO, Managing Director chez Accenture, est ancienne Secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Sénatrice, ministre des Sports puis présidente de l'ADEME. Elle est également membre de l'Académie des Technologies et du Conseil stratégique de l'IDDRI.

Diane SIMIU est directrice du Climat, de l'Efficacité énergétique et de l'Air au Ministère de la Transition écologique, après avoir dirigé les programmes du WWF-France et occupé plusieurs postes de pilotage stratégique dans les politiques publiques climatiques auprès du Président de la République et du Premier ministre.

Eva MOREL, spécialiste de la régulation des médias et de l'analyse narrative, elle pilote l'Observatoire des médias sur l'écologie et est cofondatrice et secrétaire générale de l'ONG QuotaClimat qui œuvre, avec les journalistes et la société civile, pour un meilleur traitement médiatique des enjeux écologiques.

POUR COMPRENDRE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Dr. Sylvie MATELLY est directrice de l'Institut Jacques Delors depuis 2023. Docteure en économie internationale, elle a intégré l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) en 2001 en tant que chercheuse puis en tant que directrice adjointe de 2016 à 2023. Elle est une experte des questions de géopolitique et d'économie, notamment sur les industries et les politiques de défense, le contrôle des exportations et la corruption. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages dont *L'Europe peut-elle faire face à la mondialisation ?* avec Bastien Nivet (2015) et *L'économie tout simplement* en collaboration avec Assen Slim (2023).

Ludovic SUBRAN est actuellement Directeur des investissements et Chef économiste du groupe Allianz. Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique et de Sciences Po, il a travaillé à la Banque Mondiale, aux Nations Unies et à l'INSEE. Il enseigne l'économie à HEC et à Sciences Po. Il est également membre du Conseil d'analyse économique (CAE). Ludovic est coauteur de cinq ouvrages dont *Désordre dans les Monnaies* (2015) et *Investing in a Changing Climate* (2023).

Jean PISANI-FERRY est économiste au sein du think tank Bruegel à Bruxelles et Non-Resident Senior Fellow à l'Institut Peterson à Washington. Il siège au conseil de surveillance de la Caisse des Dépôts et préside l'Institut français d'économie climatique (I4CE). Il a auparavant été économiste dans de nombreux instituts de recherches publics comme le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Il a également été directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne et conseiller économique auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et rapports dont un rapport détaillant *Les incidences économiques de l'action pour le climat rédigé* avec Selma Mahfouz. Il a enseigné dans de nombreuses universités et est actuellement professeur d'économie à Sciences Po.

Dr. Julien MALIZARD est titulaire de la chaire économie de la défense à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Titulaire d'un doctorat en sciences économiques, ses travaux de recherche portent principalement sur les politiques budgétaires de défense, l'impact économique des dépenses de défense, les exportations d'armement et les stratégies d'acquisition dans le contexte européen. Parallèlement à ses activités de recherche, Julien Malizard enseigne l'économie de la défense dans plusieurs universités françaises notamment l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Éric CHANEY est expert-associé sur les questions d'économie de l'Institut Montaigne depuis janvier 2017 et vice-président du Conseil de l'Institut des Hautes Études Scientifiques depuis 2014. Ancien élève de l'Ensae-ParisTech et administrateur de l'Insee, il a notamment dirigé la Division Synthèse Conjoncturelle de l'INSEE et été Maître de Conférences à l'ENA (ex-INSP). Il a ensuite rejoint Morgan Stanley en tant que Chef économiste Europe puis a intégré AXA dont il est devenu le Chef économiste de 2008 à 2016.

Dr. Irénée RÉGNAULD est chercheur à l'Université Technique de Compiègne (UTC), spécialiste des implications sociales et éthiques des technologies, notamment de l'intelligence artificielle et du spatial. Il est également cofondateur de l'association technocritique « Le Mouton Numérique » et tient depuis 2014 le blog « Mais où va le web ? ». Il est l'auteur de *Une histoire de la conquête spatiale. Des fusées nazies aux astrocapitalistes du New Space* (2024) et *Technologies partout, démocratie nulle part. Plaidoyer pour que les choix technologiques deviennent l'affaire de tous* (2020).

Hubert de VAUPLANE est Président de Legal Blockchain & Cryptos Association et associé dans le cabinet de conseil Morgan, Lewis & Bockius LLP. Il est aussi membre de divers groupes de réflexion de place tels que le Financial Market Law Committee, Paris Europlace, P.R.I.M.E. (Panel of Recognized International Market Experts in Finance) et le Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris. Hubert de Vauplane enseigne le droit bancaire et financier international à l'IEP de Paris.

Laurent BABIKIAN est expert en finance durable et ancien cadre de Carbon Disclosure Project. Il a contribué pendant plus de 10 ans à structurer la transparence environnementale des entreprises à l'échelle mondiale. Il est membre du conseil consultatif de l'indice Low Carbon 100 géré par Euronext et du label français « Greenfin » géré par le ministère français de l'environnement.

Pascal LAMY, est, entre autres, Coordinateur des Instituts Jacques Delors (Paris, Berlin, Bruxelles), Vice-Président du Forum de Paris sur la Paix et Président de la branche Europe du Groupe Brunswick A la suite d'un début de carrière dans la fonction publique française et européenne, il a été Commissaire européen au Commerce de 1999 à 2004 puis Directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce de 2005 à 2013.

Dr. Laure DE ROUCY-ROCHEGONDE : est directrice du Centre géopolitique des technologies de l'Institut français des relations internationales (IFRI) depuis février 2024. Docteure en Science politique, elle est également chercheuse associée au Centre de recherches internationales (CERI, Sciences Po/CNRS). Elle a publié un premier ouvrage en octobre 2024 intitulé *La Guerre à l'ère de l'Intelligence artificielle : quand les machines prennent les armes* (PUF). En outre, elle enseigne l'éthique de la guerre et la maîtrise des armements à Sciences Po Paris et à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas.

POUR COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE

Dr. Alexis CHABOT, est maître de conférences à Sciences Po et chargé de cours à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il est également secrétaire littéraire du Groupe d'Études Sartriennes. Historien des idées politiques, il est l'auteur de nombreux enseignements et manuels de référence dans la préparation aux épreuves de culture générale des concours administratifs.

Emmanuel RIVIERE, spécialiste des études d'opinion publique, est Vice Président de la Maison de l'Europe de Paris, Directeur associé de l'Agence Grand Public et co-fondateur de La Warroom. Il enseigne à Sciences Po Paris et à l'Université Paris I Panthéon|Sorbonne. Il intervient régulièrement dans des colloques, baromètres et publications sur l'innovation démocratique.

Vincent COCQUEBERT, sociologue, journaliste et conférencier, est rédacteur en chef du magazine *Twenty*, dédié à la jeunesse. Observateur critique des phénomènes générationnels, il est notamment l'auteur de *La Guerre de Sexcession* (2025), *La Civilisation du cocon* (2021) et *Millennial burn-out* (2019).

Maxime SBAIHI, économiste, est directeur stratégique du Club Landoy et expert-associé sur les questions économiques et démographiques à l'Institut Montaigne. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les balançoires vides* (2025) et *Le grand vieillissement* (2022).

Thomas HUCHON, journaliste, réalise plusieurs documentaires dont *La nouvelle fabrique de l'opinion* (2019) et *Comment Trump a manipulé l'Amérique* (2017). Il est également fondateur du média et projet Antifakenews.AI diffusé sur Instagram et TikTok. Il signe, avec Jean-Bernard Schmidt, l'ouvrage *Anti fake news : Le livre indispensable pour démêler le vrai du faux* (2022).

Dr. Caroline IBOS, sociologue, professeure des universités à Paris 8, spécialiste des études de genre et du *care*. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *La savante et le politique* avec Eric Fassin (2025), *Vers une société du care* avec Patricia Paperman, Pascale Molinier et Aurélie Damamme (2019) et *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères* (2012).

open
diplomacy

Crédit Photo: Raw Pixel • Mise en page réalisé par Juliette Drumain

open diplomacy